



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-04

Séances publiques
n^{os} 3 à 5 p. 05-47

Questions au
Gouvernement p. 48-99

2023-2028

n^o 2



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-04

Séances p. 05-47

3^e séance du mercredi 22 novembre 2023 p. 05-09

4^e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 09-30

5^e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 30-47

Questions au Gouvernement p. 48-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

21/12/2023

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



La majorité a accordé sa confiance au Gouvernement

Au tout début de cette nouvelle législature, trois séances publiques étaient dédiées les 22 et 23 novembre 2023 à la déclaration du nouveau Premier ministre, M. Luc Frieden, sur le programme gouvernemental ainsi qu'au débat sur ce programme.

Les représentants des quatre groupes politiques et des trois sensibilités se sont positionnés sur les différents points exposés par le nouveau chef du Gouvernement.

À la suite du débat, les 35 députés membres de la majorité gouvernementale (CSV et DP) ont exprimé leur soutien au Gouvernement en votant « oui » lors du vote sur la question de confiance, alors que les 25 membres de l'opposition (LSAP, ADR, déi gréng, Piraten et déi Lénk) n'ont pas accordé leur confiance au Gouvernement en votant « non ».

La procédure de la question de confiance est prévue par la Constitution révisée à l'article 93 (1): « Le

Premier ministre engage la responsabilité du nouveau Gouvernement à l'occasion de la présentation du programme gouvernemental devant la Chambre des Députés. » Elle est également détaillée dans le Règlement de la Chambre (article 87bis).

Relisez le verbatim de la déclaration gouvernementale et du débat sur le programme gouvernemental aux pages 05 à 47 de ce numéro.



Le nouveau Premier ministre a présenté le programme gouvernemental aux députés.

La Grande Région à l'honneur du premier déplacement du Président de la Chambre

La promotion du rôle économique, social et culturel de la Grande Région ainsi que la coopération transfrontalière constituent les objectifs centraux du

Conseil parlementaire interrégional (CPI). Une délégation de la Chambre des Députés, menée par le nouveau Président du Parlement, M. Claude Wiseler,

a assisté à la deuxième réunion annuelle du CPI le 8 décembre 2023 à Trèves.

Si le CPI se réunit deux fois par an à l'occasion de ses séances plénières, le vrai travail se déroule au niveau des commissions qui sont au nombre de six. Le Luxembourg préside traditionnellement la Commission 4 « Environnement et agriculture » et invite ses membres régulièrement au Grand-Duché pour échanger sur des sujets rattachés à la compétence de ladite commission.

Une recommandation concernant les murs en pierre sèche dans la Grande Région

Les murs en pierre sèche dans la Grande Région, leur valorisation et leur protection en tant que patrimoine culturel et écologique avaient fait l'objet d'un débat lors de la réunion de la Commission 4 (C4) au Luxembourg en avril 2023, a rappelé le Président de la Chambre lors de la séance plénière à Trèves. La recommandation proposée sur base des conclusions de la dernière réunion de la C4 a été approuvée par l'ensemble des membres du Conseil parlementaire interrégional.

Rappelons que l'Unesco a inscrit l'art de la construction en pierre sèche sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2018. Le Luxembourg a déposé une candidature en 2023 en vue de rejoindre les pays déjà inscrits dans ce domaine.



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, MM. Jeff Engelen et Fernand Etgen, membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, MM. Charel Weiler et Claude Haagen, membres de la délégation

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Des valeurs communes pour un avenir commun

Le Liechtenstein préside depuis mi-novembre 2023 le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La toute première réunion de cette présidence a rassemblé les membres du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE les 28 et 29 novembre 2023 à Vaduz. M. Gusty Graas a représenté la Chambre des Députés dans la principauté et a prêté l'oreille aux priorités liechtensteinoises du prochain semestre. « Unis par nos valeurs pour un avenir meilleur répondant aux besoins de tous », telle est la devise directrice présentée par Mme Dominique Hasler, Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein.

Viabilité financière de l'organisation

Pour parvenir à cet avenir meilleur, diverses adaptations résultant des engagements pris lors du Sommet de Reykjavik ont été entamées. Adopté par consensus, le budget devrait garantir la stabilité des finances d'une organisation se devant plus axée sur les résultats. Il s'agit du premier budget de croissance réelle depuis 17 ans avec une hausse significative de 12 % entre 2023 et 2024. Selon le Secrétaire général adjoint, M. Bjørn Berge, le Conseil de l'Europe se dote ainsi du potentiel pour freiner, voire inverser le recul démocratique présent en Europe et dans le reste du monde.

Crise humanitaire au Proche-Orient

Au Proche-Orient, on assiste plutôt à une crise humanitaire accompagnée d'une spirale de la violence qu'à une simple régression de la démocratie. Un débat d'actualité auquel ont participé des représentants du Conseil législatif palestinien et de la Knesset d'Israël a été tenu à ce sujet.

Se félicitant de cet échange, M. Graas a souligné quant à lui l'importance d'une approche historique dans l'analyse du conflit. Il a notamment évoqué la Déclaration de Balfour ou encore la Guerre des Six Jours contenant respectivement des éléments de solution pour une issue pacifique. Après avoir condamné l'attaque du Hamas et mis en lumière le droit de défense revenant aux autorités israéliennes, il a insisté sur la nécessité de solliciter la communauté internationale – les États-Unis, l'Union européenne, mais aussi le Conseil de l'Europe – de s'empresser à trouver une sortie de ce conflit au plus vite, tout en privilégiant une approche humanitaire.

Modifications génétiques

Les pratiques de modification héréditaire du génome chez l'être humain ont fait l'objet d'un rapport adopté à l'unanimité des parlementaires présents. Ce texte

recommande aux États membres de légiférer au niveau national afin d'interdire les grossesses induites à partir d'embryons génétiquement modifiés.

La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine de 1997, communément appelée Convention d'Oviedo, contient des dispositions rédigées dans la même logique. Si le Luxembourg a bien signé ce texte, il ne l'a pourtant pas encore ratifié.

Le Luxembourg assumera la présidence tournante du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2024 à mai 2025. Au cours de celle-ci, la Chambre des Députés accueillera le Comité présidentiel, le Bureau et la Commission permanente de l'APCE à Luxembourg.



M. Gusty Graas lors de son intervention

LXX^e COSAC à Madrid

« La COSAC est un véhicule pour les préoccupations sociales de nos citoyens »



M. Fernand Kartheiser a représenté la Chambre des Députés à la 70^e réunion de la COSAC, qui s'est tenue cette année à Madrid.

C'est avec ces mots que M. José Ignacio Landaluce Calleja, Coprésident de la délégation du Parlement espagnol auprès de la COSAC, a ouvert la 70^e réunion plénière de la COSAC qui s'est déroulée à Madrid du 26 au 28 novembre 2023. Il a notamment rappelé l'importance de ce forum parlementaire visant à renforcer le rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne et ainsi donner la parole aux représentants des différents parlements sur la scène européenne.

M. Fernand Kartheiser y a représenté la Chambre des Députés en participant aux différentes sessions traitant de sujets très ambitieux. Les participants ont, en effet, échangé sur le pacte européen sur la migration et l'asile, la crise énergétique et la transition écologique, la situation en Ukraine et les relations de cette dernière avec l'Union européenne ainsi que l'autonomie stratégique ouverte et les relations avec l'Amérique latine. Les interventions des députés nationaux ainsi que des députés européens ont montré que les positions par rapport à ces questions sont très hétérogènes.

M. Kartheiser a eu l'occasion de prendre la parole au cours d'un débat sur la situation en Ukraine, en soulignant que ce conflit n'a pas débuté en 2022, mais en

2014 avec la guerre du Donbass. Le député luxembourgeois a encore fait référence aux accords de Minsk pour mettre en évidence que ceux-ci n'ont pas été entièrement respectés. Selon M. Kartheiser, il est important que l'Occident reconnaisse sa part de responsabilité dans ce conflit. Il a terminé son intervention en insistant sur la nécessité d'empêcher une guerre froide et d'atteindre une paix durable en Europe.

La 70^e réunion de la COSAC intervient à la fin de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. Celle-ci passera en effet le flambeau à la Belgique le 1^{er} janvier 2024. La prochaine présidence luxembourgeoise, quant à elle, aura lieu de janvier à juin 2029.

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a été créée en 1989 dans le but d'encourager l'échange entre les commissions des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne ayant les affaires européennes dans leurs attributions et de mettre à leur disposition une plateforme informelle.

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 05
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental** p. 05
M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premierminister Luc Frieden iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert, fir de Regierungsplang vun der neier Regierung virzestellen. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stärken a seng Awunner zesummenhalen, dat ass déi Aufgab, déi mir eis fir déi nächst fënnf Joer ginn hunn.

Ech wëll eist Land a Fridden, Fräiheet a Wuelstand an d'Zukunft féieren. An ech si mer bewosst iwwert déi grouss Verantwortung vun dëser Funktioun als Premierminister, déi de Grand-Duc mer an der Konsequenz vun de Parlamentswale vum 8. Oktober uvertraut huet. Mee an enger parlamentarescher Demokratie ass dat ni eng Aufgab vun enger Persoun aleng, mee vun enger ganzer Regierung an och vun engem Parlament, virun deem dës Regierung Verantwortung dréit.

Fir mech ass et awer och virun allem eng Verantwortung virun alle Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, egal wéi hir politesch Iwwerzeegung sinn. Mir sinn net de Verrieder vun engem Grupp, mee mir sinn de Verrieder vun Intérêt général. D'Wale vum Oktober hunn eng staark Koalitioun vun der politescher Mëtt ervirbruecht. A mir wëllen aus där politescher Mëtt eraus esou breet wéi méiglech d'Leit am Land bei eiser Aarbecht iwwerzeegen a mathuelen.

Je voudrais également dire à l'importante population non luxembourgeoise qui habite et travaille dans ce pays, et dont nous savons et apprécions la grande contribution au développement social et économique de notre pays, que le Gouvernement que j'ai l'honneur de conduire sera aussi leur Gouvernement. Je chercherai des moyens appropriés pour les écouter, notamment à travers les chambres professionnelles et les nombreuses organisations dans lesquelles ils s'engagent. Leur voix sera entendue.

Eng Regierungserklärung no Walen – besonnesch wann eng nei Koalitioun aus deene Walen ervirgeet – ass ëmmer e spezielle Moment, well en neit Kapitel an der Geschicht vum Land opgeschloe gëtt.

Mee dat neit Kapitel baut op op deem, wat viereg Generatione geleescht hunn. Duerfir ass mäin éischte

Gedanken als Premierminister, deene Merci ze soen, déi fir eis Fräiheet a Wäerter am Zweete Weltkrich an op anere Plaze gekämpft hunn – Wäerter, op deene mir haut hei kënnen opbauen –, a grad an dësen Deeg, an deenen dës Wäerter esou vill an esou brutal op der Welt a Fro gestallt ginn.

Mir bauen och op op dat, wat eis Virgänger an der Regierung an an der Chamber gemaach hunn. Duerfir wëll ech och haut all den austriedende Ministeren an Deputéierte Merci soe fir hiren Engagement, hir Zäit an hir Aarbecht fir eist Land. Déi nei Regierung wäert an der demokratescher Traditioun vun eisem Land déi institutionell a gesellschaftspolitesch Ännerungen, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, voll a ganz respektéieren.

Mir kënnen houfreg sinn op eis Lëtzebuerg Demokratie. Si huet bei de Walen an och duerno gutt funktionéiert – dat ass net selbstverständlech, wann ee kuckt, wat an der Welt geschitt.

Mir wäerten alles maachen, fir eis Demokratie, eis pluralistesche Gesellschaft an d'Mënscherechter ze verteidegen an ze stärken. D'Demokratie verlaangt Kompromësser. Si ass duerfir heiansdo méi lues wéi aner Regimier, mee si stärkt laangfristeg d'sozial Kohäsioun.

Si verlaangt awer och Versteesdemech fir d'Positioun vun deem aneren an de Respekt vun der demokratescher Decisioun, besonnesch bei schwierege politeschen Decisiounen. D'Sich nom Konsens, déi ech als meng Aufgab ugesinn, dierf awer net an der Demokratie zum Stëllstand féieren.

Mir wunnen an engem Land, dat eis Demokratie, Fridden a Sécherheet gëtt, mee doru musse mir och als nei Regierung an och Dir als Parlament all Dag schaffen.

De brutalen Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, de schreckleche Konflikt am Noen Osten, déi rezent Ausernanerungen am Kaukasus an um Balkan erënneren eis drun, datt Fridden a Fräiheet keng Selbstverständlechkeet sinn.

L'Europe a été inventée comme alternative à la guerre. La table de négociation a remplacé le bruit des armes. Le marché intérieur et l'abolition des frontières intérieures dans l'Union européenne ont contribué à notre prospérité économique et facilité notre vie quotidienne. Je confirme ici la ferme volonté du nouveau Gouvernement à contribuer activement à approfondir la construction européenne dans l'intérêt de ses citoyens. Nous souhaitons renforcer l'Union européenne notamment sur les plans politique, économique, sécuritaire, ainsi que sur le plan de la résilience face à des États tiers. L'élargissement de l'Europe, dont nous comprenons l'importance dans le contexte de la stabilité sur notre continent, devra se faire dans le respect des critères de Copenhague, notamment de l'État de droit.

Face à la situation internationale qui remet en question l'ordre international établi au lendemain de la fin de la Guerre froide en 1990, le Luxembourg sera un allié fort de l'OTAN pour garantir notre paix et notre sécurité par des moyens politiques et militaires. La relation transatlantique avec notre allié historique que sont les États-Unis d'Amérique – à qui nous devons notre liberté et dont nous partageons tant de valeurs constitutionnelles – sera renforcée.

Dans le monde nous nous engagerons pour la paix, la liberté et le dialogue des cultures et des nations. Nous maintiendrons de bonnes relations avec la Chine, en cohérence avec nos intérêts économiques et nos valeurs – une Chine, dont l'importance politique, économique et technologique mérite notre pleine attention. En matière de coopération au développement, où nous continuerons à consacrer 1 % du revenu national brut, notre priorité sera le continent africain, dont la stabilité et le développement auront un impact majeur sur notre avenir.

Fir d'Wichtigkeet vun der EU a vun der NATO ze ënnersträichen, ginn ech och direkt schonn d'nächst Woch op Bréissel en Untrëttsbesuch maache bei d'Europäesch Unioun, a kuerz duerno, ugangs Dezember, bei d'NATO.

Nëmme wa mer an der Welt Fridden a Stabilitéit hunn, geet et eis och gutt. Mir hu gesinn, wéi eng Repercussiounen de Krich an der Ukrain oder d'Instabilitéit an Afrika oder am Noen Oste fir eis hunn. Mee mir hunn och vill reng national Defie virun eis, déi allerdéngs oft an enger klenger, oppener Ekonomie wéi eiser mam Ausland zesummenhänken.

Déi international wirtschaftlech Situatioun ass net gutt. No den neisten Zuele vum Internationale Währungsfond soll de Wuesstum vun Amerika d'nächst Joer bei ronn 1,5 %, dee vu China bei 4 % an dee vun der Eurozon bei ronn 1 % leien, dat ass vill manner wéi an der Moyenne vun de Jore virun, virun allem virun der Covidkris. Dat huet natierlech Repercussiounen op Lëtzebuerg an de Statec huet eis bei de Koalitiounsverhandlungen méi schlecht ekonomesch Perspektiven duergeluecht, wéi dat ugangs des Joers de Fall war.

Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd do steet, well mir sinn als Regierung iwwerzeegt, datt nëmme gesond Betriber gutt Aarbechtsplaze schafen an eis déi Moyene ginn, fir eng staark an effikass Sozialpolitik kënnen ze maachen. Nëmme staark Betriber kënnen och fir sech selwer a fir de Staat déi néideg Moyenen opréngen, fir déi noutwendeg ekologesch an digital Transitioun ze finanzéieren.

Här President, eis Sozialsystemer an eise Wuelstand brauche Wuesstum. Mir stinn zu engem nohaltegen an inklusive Wuesstum, engem Wuesstum, deen net ëmmer gläichstellen ass mat méi Leit a méi Trafick, well och d'Technologie an nei Aarbechtsmethoden hëllefen eis, Wuesstum mat anere Methoden ze errechen. En inklusive Wuesstum, deen der Entreprise selwer, hire Besëtzer, hire Mataarbechter an der ganzer Gesellschaft zeguttkënn: Dat ass dee Wuesstum, dee mer eis wënschen. An duerfir wëlle mer d'Ramebedéngunge fir d'Betriber verbessern, mat méi kuerze Prozeduren, méi Dialog mat de Verwaltungen, an engem État d'esprit vun de Verwaltungen, fir mat de Leit, de Gemengen an de Betriber Léisungen ze sichen.

Ech hunn all Minister gefrot, derfir ze surgen, déi administrativ Ofleef a senge Verwaltungen, déi iwwer Joren – oft aus gudder Grënn – entstane sinn, ze iwwerpräiwen, ze kierz an de Verwaltunge Richtlinnen ze ginn, fir e modernen, birgerfrëndlechen, digitalen a schnelle Staat ze schafen. Dat mécht och d'Schaffe vun de Staatsbeamten, och am Kontakt mat de Bierger, vill

méi flott. An ech wäert reegelméisseg mat de Ministerkolleegen de Point iwwert dese Fortschritt maachen.

Lëtzebuerg an d'Zukunft ze féieren, heescht och, d'Defie vun dem Klimawandel, der Digitalisatioun an der kënschtlecher Intelligenz ganz seriö ze huelen an an all eis Politicke matanzebauen. Dëst sinn Erausforderungen, déi an eisen Ae Moosname verlaangen, déi step by step, mat de Leit an net vun uewen erof musse gemaach ginn. Dës Regierung setzt op Erklärung, Iwwerzeegung an Ënnerstützung vun de Leit an de Betriber, an och do erëm op manner komplizéiert Prozeduren, fir Fortschritter ze maachen, virun allem och bei den Theeme Klima a Biodiversitéit. Déi kënschtlech Intelligenz wäert eis Gesellschaft fundamental an deenen nächste Jore veränneren. Ech wäert och duerfir selwer mat den zoustännege Ministeren dese wichtige Sujet mat all senge wirtschaftlechen, sozialen an eethesche Froe behandelen.

Dës Visioun fir eist Land, déi ech elo grad resüméiert hunn, gëtt an deem Regierungsprogramm, dee mer an deene leschte Wochen ausgehandelt hunn, deklinéiert. E Regierungsprogramm muss eng Grondausrichtung ginn, mee net eng Äntwert hunn op all prezis Fro, well éischters Koalitiounsverhandlungen aus Zäitgrënn net kënnen dee leschten Detail diskutéieren, mee och well ech fannen, datt vill Sujeten eng länger Detaillarbecht verlaangen, déi déi eenzel Ministeren elo musse maachen, natierlech am Kader vum Koalitiounsaccord, mee och, well een haut net alles ka virusgesinn, wat an der Welt an an Europa an den nächste fënnf Joer geschitt. E Krich, eng Wirtschaftskris, eng Pandemie kann, wéi eis Virgänger wëssen, ganz séier nei Aktiounen néideg maachen. Dës Regierung wäert mat engem staarken Teamgeescht, op deen ech vill Wäert leeën, dat heescht, Kooperatioun tëscht de Ministeren an de Ministèren, Léisunge fir d'Land virleeën, déi der Zäit ugepasst sinn.

Duerfir hu mer och bewusst de Choix gemaach, d'Zuel vun de Ministere vu 17 op 15 erofzesetzen, fir méi effikass virzegoen. Duerfir hu mer och de Choix gemaach, bei verschiddene Politikberäicher, déi besonnesch komplex a villsäiteg sinn, méi wéi ee Minister zoustänneg ze maachen, fir derfir ze suergen, datt déi ganz Koalitioun un engem Strang an an déi selwecht Richtung zitt, zum Beispill beim Logement, dem Kampf géint d'Aarmut oder der Immigratioun. Ech wäert reegelméisseg déi zoustänneg Ministeren zesummeruffen, fir dës Politik gemeinsam, kohärent an effikass ëmzesetzen.

Eist Zil ass e bessert Zesummeliewen an engem moderne Lëtzebuerg. Dat ass méi wéi e Slogan. E modernt Lëtzebuerg, dat heescht, datt mer an der Digitalisatioun, bei den erneierbaren Energien, am Gesundheitssektor, bei den Infrastrukturen e gudden Schrack no vir musse maachen. An e bessert Zesummeliewen heescht virun allem, d'sozial Kohäsion ze stäerken an d'Aarmut ze bekämpfen. Mir brauchen eng dezent Wunneng fir jiddwereen a mir brauche gutt Aarbechtsplazen, net nëmmen nei Aarbechtsplazen, mee och bei deenen, déi mer hunn, musse mer derfir suergen, datt se bleiwen a sech zugläich deenen neien Defie vun eiser Zäit upassen.

De Gruef tëscht Räich an Aarm dierf net méi grous ginn. An ee vun den Hauptdefien an deem Beräich ass sécherlech de Wunnengsbau. Jiddwereen kennt heibannen d'Evolutioun vun de Präisser an Zënsen déi lescht Joren, déi et oft schwierig an oft onméiglech maachen, besonnesch fir Jonker oder elengerzéiend Elteren, eng Wunneng ze fannen. Bei dës Wunnengskris ass elo eng Baukris derbäikomm, déi e groussem Impakt op vill Kleng- a Mëttelbetriber am Bau an am Handwierk an a villen anere Beruffer ronderëm de Bau, wéi Architekten an Ingenieuren, mat sech

gezunn huet. D'Zil vun der Regierung ass et, nei Impulser ze ginn, fir datt erëm Beweegung an de Wunnengsmarché kënn. Mir wëllen Investissementer ënnerstëtzen, fir d'Offer vun Wunnenge méi grous ze maachen. Mir wëllen d'Bauaktivitéit erhalen, fir och do eng sozial Kris ze vermeiden.

Mir wëllen, datt déi gréisstméiglech Zuel vu Leit eng dezent Wunneng huet, fir ze lounen oder ze kafen. Duerfir wëlle mer eng Wunnengsbauoffensiv fir den abordabele Wunnengsraum maachen, mat allen ëffentlechen an och privaten Acteuren. Fir déi nei Regierung ass et wichtig, datt de Staat, d'Gemengen an de Privatsektor Hand an Hand matenee schaffen. Duerfir wäerte mer kuerzfristeg eng national Logementsreunioun tëscht dem Staat, de Gemengen an dem Handwierk maachen, fir dese gemeinsamen Effort an dës grous national Aufgab beschtméiglech ëmzesetzen.

Mir wëlle souwuel steierlech wéi bei de Prozeduren aktiv ginn. Dat heescht, scho fir d'Joer 2024 wëlle mer zäitlech begrenzt den Taux vum Amortissement accéléré erhéijen, d'Besteuerung vun der Plus-value erofsetzen, en neie Steierkredit „bëllegen Akt“ aféieren an d'Ofschreibungsméiglechkeet fir Scholdzënsen erhéijen. D'Philosophie vun dese Moosnamen ass, datt erëm Beweegung an de Wunnengsmaart kënn, datt d'Leit Incentivë kréien, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, an datt esou nei Wunnengen entstinn an esou eng sozial Kris ka verhënnert ginn.

Mir wëllen, datt vill méi abordabele Wunnraum entsteet. A fir d'Angebot vu Mietwunnengen ze erweitere, wäerte mer d'Aufgabe vun den ëffentlechen Acteuren verbessere an d'Kooperatioun mat de Privatacteur stäerken, mee och d'Gemenge beim abordabele Wunnengsbau méi finanziell an technesch ënnerstëtzen. De Gesetzprojet iwwert de Bail à loyer gëtt fundamental iwwerschaaft.

Mir leeën e besonnesche Fokus och virun allem op déi, déi fir d'éischt eppes wëlle kafen. Duerfir wëlle mer hei de Bëllegen-Akt-Steierkredit fir déi éischt Wunneng héijen a steierlech Moosname wéi Staatsgarantien iwwerpräiwen, fir se fir déi Jonk méi effikass ze maachen. Duerfir wäerte mer och Gesprécher mat der Europäescher Kommissioun féieren, fir d'Leit bei der TVA an der Besteuerung vun der Plus-value méi kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech wëll och, zesumme mat den zoustännege Ministeren, mat de Banken an de Regulateuren vum Finanzwiese Gesprécher féieren, fir ze kucken, wat ee vu staatlecher Säit, am Respekt vun europäesche Recht, ka méi maachen, fir datt de Staat de Leit bei de Prête fir de Wunnengsbau – besonnesch bei der éischer Wunneng – ka méi ënnerstëtzend hëllef.

Mir mussen awer och virun allem méi schnell bauen. Duerfir wäerten d'Prozeduren iwwerkuckt a vereinfacht ginn. Op ville Plaze wëlle mer de Prinzip „silence vaut accord“ bei den Autorisatiounen aféieren, fir datt et méi schnell geet. Mir wëllen och d'Baugeemeengunge méi séier, méi digitaliséiert a méi standardiséiert maachen, och mat der Hëllef vun engem Guichet unique an engem Trackingsystem, fir de Suivi ze maache bei de Gemengen.

De Schutz vun der Natur huet fir dës Regierung en héije Stellenwert. D'Prozeduren an d'Interpretatiounen vun der Gesetzgebung an deem Domän sinn awer haut oft excessiv, ze laang, ze komplizéiert a ginn och heiansdo méi wäit wéi déi europäesche Texter. Dat selwecht gëllt iwwregens och fir déi archäologesch Ausgruewungen do, wou soll gebaut ginn. Dat muss anescht ginn.

Mir iwwerkucke kuerzfristeg d'Kompensatiouns-moosnamen am Bauperimeter op hir Effikassitéit,

Vereinfachung a Proportionalitéit. Duerfir erlabe mer och déi sougenannt „Natur auf Zeit“, unni datt dorausser nei Kompensatiounsverschrieffen entstinn. Dëst gëllt och a virun allem bei Industriebroochen, op deene vill a flott Wunnengen an nei Aktivitéite sollen entstoen. Mir wëllen d'Biodiversitéit an de Quartieren encouragéieren, mee net de Wunnengsbau oder aner Infrastrukturen, déi mer dréngend brauchen, blockéieren.

D'Wunnengsoffer, Här President, ass e weesentlechen Deel vum Problem vun der Aarmuts- an Aarmutsrisikoproblematik zu Lëtzebuerg. Vill Problemer bei Leit mat klengem Akommes, bei Elengerzéier, bei Sans-abrien, bei Asylanten entsti ronderëm de Wunnengsproblem. D'Regierung wëll versichen, d'Aarmutsproblematik an all hiren Dimensiounen ze reduzéieren. Dat ass net just d'Kompetenz vun engem Minister, mee vun der ganzer Regierung. Duerfir hu mer och Organisatiounen wéi d'Croix-Rouge an d'Caritas gläich zu Ufank vun de Koalitiounsverhandlungen gesinn, well d'Solidaritéit an der Gesellschaft ass de Schlëssel zur sozialer Kohäsion, zum gudden a friddlechen Zesummeliewen.

Mir wëllen de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale, an och de Revenu pour personnes gravement handicapées reegelméisseg un d'Evolutioun vun de Gehälter upassen. Dat gëllt och fir de Mindestloun a fir d'Allocation de vie chère. Dobäi ass et fir d'Regierung kloer, datt Schaffe sech lounen muss. Duerfir muss de soziale Mindestloun ëmmer iwwert dem REVIS leien.

Fir der Aarmut entgéintzotrieden, wäerte mer och nei Weeër goen, fir datt déi Hëllef och wierklech bei deenen ukommen, fir déi se do sinn. Dat ass haut oft net de Fall. Duerfir wëlle mer e Guichet social aféieren an e besseren Echange vun Informatiounen tëscht de Verwaltungen. D'Simplification administrative ass hei e wichtige Hiewel fir unzesetzen. A mir wëllen och mat de Sozialpartner kucken, wéi mer d'Leit, déi de REVIS kréien, erëm besser an den Aarbechtsmaart kënnen integréieren.

Vill Leit, och déi, déi schaffen an e gutt Stéck méi verdéng wéi déi, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, struewele mat de finanzielle Moyenen, déi se hunn, fir eens ze ginn. Dat ass natierlech erëm bedéngt duerch d'Wunnengspräisser, mee och d'Liewensmëttel- an d'Energiepräisser si fir vill Leit an der leschter Zäit eng staark finanziell Belaaschtung ginn. Fir d'Kafkraaft ze erhalen, wäert dës Koalitioun den Index a senger aktueller Form bäibehalen. Et ass e wichtegt Element vum soziale Fridden an et evitéiert Streiker, wéi mer se wéinst Lounforderungen an aneren europäesche Länner ëmmer erëm gesinn.

Mee d'Regierung ass sech bewusst, datt den Index zwou Säiten huet. Fir déi, déi e kréien, fir déi ass et gutt, mee et muss och een e bezuelen, an dat sinn d'Betriber. A besonnesch déi kleng Betriber oder Secteuren, déi staark an der Konkurrenz mam Ausland stinn, hunn natierlech heiansdo grous Schwieeregkeeten, fir domat eens ze ginn, besonnesch wa méi Indexranchen an engem Joer erfalen. Mir stinn zum Index, zum automatischen Index, wéi en haut besteet, mee wann e puer Indexranchen an engem Joer erfalen, da wëlle mer am Sozialdialog tëscht der Regierung, de Betriber an de Gewerkschaften diskutéieren, wéi een engersäits d'Kafkraaft vun de Leit erhale kann an anerersäits de Betriber entgéintkomme kann, fir hinnen ze hëllef, datt si och weider kënnen iwwerliewen a konkurrenzfähig bleiwen.

Mir wëlle generell d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Wann ee schaffe geet, da verdéngt een normalerweis Geld an dann hält een och gären Deel vun deem Geld mat heem. A besonnesch a schwierigen Zäite muss d'Steierpolitik och deem Rechnung droen.

Dës Regierung wëll d'Leit a virun allem d'Mëttelschicht entlaaschten an d'Kafkraaft stäerken. Dat ass versprach ginn an dat gëtt gemaach! Dat hëlleft och dem Lëtzebuurger Handel, Handwerk, Restauranten a villen anere Betriber. Duerfir geet d'Steierlaascht op den 1. Januar 2024 fir jiddwereen erof. De Steuerbarème gëtt ëm véier Indextranchë berengegt. Dat ass finanzéierbar a gëtt de Leit méi Kafkraaft.

Aner Steuerreduktiounen, besonnesch fir Kleng- a Mëttelrevenue, wëll d'Regierung an dëser Legislaturperiod maachen, parallel zu weideren Inflationenberengung vum der Steiertabell. Am Koalitionsaccord gëtt et och eng ganz Rei aner steierlech Erliichtungen, wéi zum Beispill fir déi Jonk, fir de Wunnengsbau oder fir d'Betriber. Mir kucken, d'Steierlandschaft ëmmer erëm unzepassen en fonction vum der genereller Evolutioun vum der Wirtschaft an de Staatsfinanzen an och natierlech der Evolutioun vum der makroökonomescher Situatioun.

D'Regierung wëll eng attraktiv Steierlandschaft, besonnesch well mer vill Leit aus dem Ausland brauchen, déi heihinner schaffe kommen, fir dat eis Ekonomie uerdentlech funktionéiert. Duerfir muss mer ëmmer erëm kucken, dat eis Steierlaascht net méi héich ass wéi déi am Ausland. Dat gëllt fir de ganze Steiertariff bis hin zum Spëtzeestersaz. Dës gëtt aus deem Grund net erhéicht.

Mir wëllen och de sozialen Opstig am Lëtzebuurger Land weider ënnerstëtzen. Dat geet och iwwert d'Steierpolitik an duerfir gëtt vum dëser Koalitioun keng Ierfschaftssteuer an direkter Linn a keng Verméigenssteuer fir Privatleit ageféiert. Esou huet all Generatioun e bësse méi duerch dat, wat vum hiren Elteren erschafft ginn ass a schonn do besteiert ginn ass.

Mir wëllen eis Steierlandschaft der gesellschaftlecher Evolutioun anpassen. Duerfir wäerte mer an zwee Joer – well dat vill Aarbecht ass – e Projet presentéieren, wéi een eng eenzeg Steuerklass kann aféieren. An der Tëschenzäit wäerte mer eng steierlech Erliichterung fir déi Leit an der Steuerklass 1a aféieren.

Dës Regierung wëll d'Situatioun vum de jonke Leit verbesseren, steierlech, mee och an der Organisatioun vum hirem Familljen- a Beruffsliewen. Duerfir féiere mer e steierlechen Abatement a fir déi, déi just am Beruffsliewe ufänken. Domat kréie si méi finanziell Méiglechkeeten, fir all déi Depensé besser kënnen ze maachen, déi een huet, wann een a sengem Liewen, berufflech oder soss, ufänkt.

Mee mir wëllen och, dat d'Leit Beruffs- a Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien. D'Wuel vum de Kanner an d'ënnerstëtzung fir d'Famillje stinn am Mëttelpunkt vum eiser Politik. Mir wëllen dës Moosnamen am Dialog mat de Sozialpartner ëmsetzen.

De Congé de maternité gëtt flexibiliséiert. Am Accord mat hirem Dokter an hirem Employeur kann eng Fra een Deel vum hirem Congé prénatal an de Congé postnatal ëmwandelen. Mir wëllen de Congé parental ausweite vu sechs op néng Méint. Fir de Käschtelpunkt am Grëff ze halen, gëtt de Gesamtrevnu, deen een haut fir déi sechs Méint kritt, op déi nei Gesamtlafzäit verdeelt.

Verschiede jonk Eltere wëllen, wann d'Kanner op d'Welt kommen, déi puer éischt Joren doheem si bei de Kanner. Mir respektéieren den individuelle Choix vun all Famill. Fir dat déi Elteren herno eng adequat sozial Ofsecherung hunn, ginn d'Babyjore vu 24 op 36 Méint pro Kand erhéicht.

Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, gi mer Elteren, déi Vollzäit schaffen an dat wëllen, e Recht op véier Stonne pro Woch onbezuelte Congé, en Temps partiel familial, bis hir Kanner 13 Joer al

sinn, fir esou méi Zäit mat de Kanner no der Schoul kënnen ze verbréngen.

A fir dat d'Kanner gutt opgehewe sinn, wa se net doheem sinn, ginn d'Betreiungsstrukture weider ausgebaut an de Betreiungsschlüssel, besonnesch fir den Accueil vun deene ganz kleng Kanner, gëtt iwwerschaaft.

D'Kannergeld gëtt reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst. D'Kannergeld fir Kanner iwwer zwielef Joer gëtt no uewen ugepasst.

Mir wëllen, dat eis Kanner opwuessen an enger gesonder Ëmwelt. Dat ass fir eis a fir si eng weesentlech Basis fir eng gutt Liewensqualität. De Klimawandel an d'Biodiversitéitskris si grouss Defie fir eis Gesellschaft. D'Regierung steet zu den internationalen Engagementer an dësem Beräich an zu dem nationalen Energie- a Klimapläng. Mir wëllen eng ambitiéis, pragmatesch a sozialgerecht Klima- an Ëmweltpolitik. Mee de Wee dohinner wëll déi nei Regierung fundamental nei ugoen.

Mir wëllen net méi, dat iwwerdriwwen a komplizéiert Prozeduren a Reegelen de Fortschritt an anere wichtige Beräicher verhënnere, wéi zum Beispill beim Bau vum erneierbaren Energien, abordabelem Wunnraum oder Vëlosweeër, fir d'Mobilitéit ze verbesseren. De Prinzip vum der Proportionalitéit an Effektivitéit vum de Reegele gëtt hei eis Guideline. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber ënnerstëtzen, amplaz alles komplizéiert virzeschreiwen. Eng Ëmwelt- a Klimapolitik, déi d'Leit begeeschtert amplaz nervt.

All Prozeduren mussen hei iwwerkuckt ginn, fir se ze vereinfachen, méi schnell ze maachen, ze informatiséieren an ze zentraliséieren, fir och esou kontradiktöresch Äntwerten aus deene verschiddene Verwaltungen ze vermeiden.

De massiven Ausbau vum erneierbaren Energien ass eng national Prioritéit fir déi nei Regierung. Och hei sinn d'Prozeduren ze laang an ze komplizéiert. Fotovoltaikanlagen op neie Wunn-, Büros- an öffentleche Gebaier ginn de Standard.

All dëst kascht vill Suen. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber bei der energieetescher Upassung vum hirem Haus a bei den erneierbaren Energië méi ënnerstëtzen. Duerfir féiere mer de Prefinanzement vum den ekologesche Subventiounen an, fir dat d'Leit nach just hiren Deel mussen bezuelen an d'Betriber direkt vum Staat Sue kréien an dat an engem kuerzen Delai. Mir erweideren d'Bonification d'impôt, déi d'Betriber kréien, déi an déi ekologesch Transitioun investéieren. Mir iwwerkucken d'Krittäre vum der Klimabank fir Klimaprëten, fir se méi effikass a sozial gerecht ze gestalten. Mir studéieren d'Afféierung vun engem Biergerfong, un deem d'Leit sech kënnen finanziell bedeelege bei grouse Projete vum erneierbaren Energien.

Mir wëllen, Här President, d'Liewensqualität vum de Leit verbesseren. Dobäi spillt d'Gesondheet natierlech eng grouss Roll. Den Accès zur Gesondheet wëll d'Regierung verbesseren. De Prinzip vum der konventionéierter Medezinn bleift bestoen. Mir wëlle méi Akzent wéi bis elo op d'Preventioun an der Gesondheetpolitik leeën.

Mir hu gutt Spideeler. Si gi gestärkt an hirer Roll, fir méi schwéier Krankheeten ze behandelen. Si mussen méi Fräiheet kréie beim Akaf vum techneschen Ekipe-menter.

Déi ambulante Behandlung, also ausserhalb vum de Spideeler, gëtt ausgebaut. Dat hëlleft de Leit, well se manner wäit mussen fueren, an d'Waardezäite ginn domadder méi kuerz. D'Gesetz iwwert de Virage ambulatoire gëtt ofgeännert. D'Lëscht vum den Apparaten, déi d'Dokteren ausserhalb vum de Spideeler dierfen hunn, gëtt erweidert.

Mir bauen d'Poliklinicken uechtert d'Land a puncto Capacitéen aus a féieren d'Hospitalisation à domicile mat engem adequate Kader an. Si hëlleft ville Kriibspatienten, komplizéierte Schwangerschaften oder de Leit no verschiddenen Operatiounen.

Mir verbesseren an acceleréieren d'Digitalisatioun vum dem Gesondheetssystem, de weesentlech ass, fir dat gutt Soine kënnen gi ginn, a mir maachen dat zesumme mat alle Concernéierten.

Fir déi eeler Leit, déi Hëllef brauchen, wëll d'Regierung och weider investéieren an d'Schaffen an an d'Moderniséiere vu Wunnstrukturen a Centres de jour. Zesumme mat den Doktere ginn hei d'medezinesch Servicer nach verdéift an et gëtt alles gemaach, fir déi bescht Qualitéit vum de Servicer fir eis eeler Matbirger an dese Strukturen ze assuréieren an, wou néideg, ze iwwerpräiwen.

D'Politik fir d'Gesondheet a fir den Alter ass weesentlech fir d'Liewensqualität a fir eist Zesummeliewen. Mir wëllen, dat jiddwereen e wierdegt Liewe ka féieren, och am Alter. Duerfir ass d'Ofsecherung vun eise Pensionssystem eng wichteg Fro fir d'Zukunft. Mir wëssen all, dat och déi oft geféiert Wuesstumsdebatt eng direkt Korrelatioun mat eise Pensionssystem huet. D'finanziell Situatioun vum der Sécurité sociale ass och e weesentlechen Deel vum eise Staatsfinanzen. Duerfir wäerte mer an dëser Legislaturperiod eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eise Pensionssystem féieren. Mir hoffen, dobäi e gesellschaftleche Konsens ze fannen. Dëst ass eng schwéier, mee mëttel- a laangfristeg absolutt noutwendeg Debatt fir eist Land.

Mir wëllen eng Politik vum der Inklusioun, och fir all déi Leit, déi an enger Situatioun vum Handicap sinn. Och hir Strukturen a Méiglechkeeten, fir um Aarbechts- a soziale Liewen deelzehuelen, gi weider verbessert.

D'Gesondheits- a Fleegepersonal mécht eng enorm a weesentlech Aarbecht an eiser Gesellschaft. D'Regierung wäert mat den Acteure kucken, wéi mer de Mangel u Gesondheitspersonal op allen Niveaue kënnen reduzéieren. Dozou gehéiert Formatioun, eng besser Aufgabebeschreiwung a verschiddene Beräicher an d'Attraktivitéit vun dese Beruffer.

Wie Gesondheet seet, muss och un d'sportlech Aktivitéit denken. Mir wëllen de Sport an all sengen Dimensionen ënnerstëtzen, vum Fräizäitsport bis hin zum Héichleeschtungssport. De Sport huet eng grouss Bedeutung fir eis Gesellschaft an eis Gesondheet. An et mécht jo och Spaass, Sport ze maachen an heiansdo ze kucken. Et hëlleft eis duerfir och fir e bessert soziaalt Zesummeliewen.

D'Zesummeliewe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganz Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëll eng participativ an inklusiv Kulturpolitik, déi méiglechst vill Leit interesséiert a mathëlt.

Zum friddlechen Zesummeliewen an enger Gesellschaft, zur sozialer Kohäsion gehéiert och d'Sécherheet. Et ass eng Prioritéit vum der neier Regierung, derfir ze suergen, dat eise Rechtsstaat funktionéiert an eis Fräiheete garantéiert ginn. Duerfir wäerte mer der Police déi néideg Mëttel ginn: méi Leit, Ekipe-menter a gesetzlech Mëttelen, fir effikass kënnen anzegräifen. Duerfir gëtt de Platzverweis verstärkt an ausgedéint. Mir wëllen den öffentlechen Transport plazeweis duerch Videokameraen a Sécherheitspersonal méi sécher maachen.

Mir wëllen, dat méi Polizisten um Terrain sinn, bei de Leit. Duerfir gi verschiddene vum hiren Aufgaben op aner Servicer iwwerdreien, wéi zum Beispill de

Gefaangenentransport. Duerfir féiere mer och eng Zort Gemengepolice an, also eng lokal Policeunitéit innerhalb vun der Police grand-ducale, op déi de Buergermeeschter direkt Zougrieff huet am Kader vu sengen Aufgabe bei der öffentlecher Uerdnung.

Fir datt no der Policeaarbecht och stroferechtlech méi schnell eng Sanctioun bei der Justiz kënn, féiere mer bei klenger Strofdoten eng méi schnell Gerichtsprozedur an: d'Comparution immédiate. Dat geschitt am Respekt vun de Rechter vun der Defense.

Eng gutt fonctionéierend Justiz, déi mer wëllen, muss och personnel an digital gutt opgestallt sinn. D'Digitalisatioun vun der Justiz – paperless justice – gëtt virugedriwwen.

Mir wëllen e Staat, an deem et keng Diskriminatiounen gëtt, a mir wëllen eis Gesetzgebung am gesellschaftspolitesche Beräich eiser Zäit upassen. Duerfir gi bei den Adoptiounsprozeduren all Diskriminatiounen tëschent hetero- an homosexuelle Koppelen ofgeschaf. Duerfir féiere mer e gesetzleche Kader an, fir d'PMA – Procréation médicalement assistée – ze erméiglechen, och fir eng eenzel Persoun. Duerfir gesi mer vir, datt Kanner, déi aus enger PMA oder aus enger Leihmuttertschaft am Ausland gebuer ginn, hei zu Lëtzebuerg mat alle Rechter, wéi aner Kanner, unerkannt ginn.

Zu de gesellschaftlechen Erausforderunge vun deenen nächste Joren gehéiert och d'Migratioun. Kricher, politeschen Duercherneen a wirtschaftlech Nout op ville Plazen op der Welt brénge vill Mënschen aus der Welt an Europa an och op Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg stoung ëmmer als oppent Land do, wat Leit hëllef, déi wéint Krich oder Verfolgung fortlafen, Hëllef brauchen. De Krich an der Ukrain ass do e rezent gutt Beispill. Dës Regierung steet zum fundamentale Recht op Asyl.

Well mer d'Asylrecht seriö huelen, wëlle mer déi Leit dann och uerdentlech bei eis ophuelen. Well eis besteeënd Strukture bal voll sinn, a fir Tensiounen duerch ze vill Leit op enger Plaz ze evitéieren, wäert d'Regierung d'Demandeurs de protection internationale gerecht a solidairesch iwwert d'ganz Land verdeelen. Véier Méint no hirer Demande dierfen dës Leit schaffen goen a Wirtschaftssecteuren, an deenen et eng Pénurie vun Aarbechtskräften gëtt. Dës Reegelung wäerte mer reegelméisseg op hir Effeten iwwerpräiwen.

Mir kënnen awer leider net all Mënschen, déi net politesch Flüchtlingen oder Krichsflüchtlinge sinn, bei eis ophuelen. Duerfir hu mir net genuch Wunnengen. Dat packt och eise Sozial- a Gesondheetssystem net. Dat riskéiert, zu Spannungen an eiser Gesellschaft ze féieren. Duerfir muss mer derfir suergen, datt mer d'Prozeduren, fir ze kucken, ob een dann elo de Flüchtlingsstatut kritt oder net, méi schnell maachen, an dozou gehéiert och, datt d'Decisiounen, déi do geholl ginn, och applizéiert ginn.

Dëst ass e ganz komplizéiert Sujet mat ville mënschlechen a politeschen Aspekter, déi mer als Gesellschaft net dierfen ënnerschätzen. De Bléck an d'Ausland weist eis, wat alles ka schifflafen, wann ee keng kloer Linn an dëser Politick huet. A well dëst eng grouss Responsabilitéit ass, war et mäi Wonsch, datt déi zwee Koalitionspartner dës Politick zesummen droen, ëmmer erëm diskutéieren an, wann néideg, upassen. Duerfir hu mer d'Responsabilitéiten op zwee Ministèren opgedeelt. Dat ass eng kloer Thematik fir déi ganz Regierung – an ech géif gär den derbäifügen: och fir dëst Parlament.

Här President, fir dës Koalitioun hänke Wirtschaft, Soziale an Ekologie enk zesummen. Mir wëllen e besseeren Equilibre tëscht deenen dräi Theemen errechen.

Déi nei Regierung wëll eng zolidd a kompetitiv Wirtschaft. Nëmme esou ass et méiglech, eise

Sozialstaat ze finanzéieren. Nëmme esou ass et méiglech, eis ekologesch an digital Transformatioun ze packen an ze bezuelen. Nëmme esou ass et méiglech, flott a gutt bezuelten Aarbechtsplazen ze hunn.

Mir si fir en nohaltegen an inklusiv Wuesstum. D'Regierung wëll en Ëmfeld, dat den Esprit d'entreprise ënnerstëtzt. Mir wëllen eis Finanzplaz als Grondpilar vun eiser Ekonomie weider ausbauen. D'Regierung ënnerstëtzt aktiv d'Entwécklung, d'Promotioun an d'Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz, heiheim an och an Europa. Mir wëllen eng konkurrenzfähige Finanzplaz. Grad am Fongebereich, zum Beispill bei den ETF-Fongen a bei Fongen, déi an nohalteger Aktivitéiten investéieren, maache mer d'Ramebedéngunge méi attraktiv, fir kënnen mat eise Konkurrenten am Ausland matzehalen an eis Leaderroll am Fongebereich ze halen.

D'Regierung wëll all ekonomesch Secteuren – wéi Industrie, Handel, Handwierk, Servicer – weiderentwéckelen an d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft virundreiwen. Dobäi spillt natierlech déi digital an ekologesch Transitioun eng wichteg Roll. D'Économie circulaire gëtt weider developéiert. D'Regierung wëll de Secteur vun der intelligenter Mobilitéit als eng vun de Prioritéiten vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun ënnerstëtzen, fir aus eisem Land en europäesche Laboratoire fir autonomt Fueren ze entwéckelen, ouni dobäi natierlech d'Sécherheet vum Public aus den Aen ze verléieren.

D'Handwierk ass e wichtege Piler vun eiser Ekonomie. Do gëtt et vill flott an interessant Beruffer. Mir wëllen d'Handwerksberuffer méi valoriséieren a besser bekannt maachen, duerch Programmer scho bei de klenger Kanner an och duerno am Lycée. D'Orientéierung vun de Kanner, vun de Schüler gëtt verbessert a mir wëllen den DAP, den Diplôme d'aptitude professionnelle, fir déi, déi schon eng Secondaires-Première hunn, méi einfach a schnell zougänglech maachen.

Mir wäerten d'Prozeduren iwwerkucken, fir se méi schnell an effikass fir d'Betriben ze maachen. Den administrativen Opwand fir d'Betriben muss erofgoen. An all Minister muss dat a sengem Departement an am Dialog mat de Betriben kuerzfristeg iwwerkucken. Mir féieren de Prinzipp vum „once only“, an deem no e Betrib nëmme emol dem Staat verschidden Donnéeën muss ginn, amplaz dass en allkéiers déi nammlecht Formularen an Donnéeën gefrot gëtt. Dat maache mer och fir d'Bierger an domadder spueren mer vill Nerven, Zäit, Leit a Suen. Déi verstärkten Digitalisatioun beim Staat ass duerfir och e wichtege Chantier, fir dat ze errechen.

Mir wëllen d'Leit encouragéieren, a jonk, innovativ Entrepreneuren ze investéieren an dës esou an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Nieft der steierlecher Ënnerstëtzung bei der digitaler an ekologescher Transitioun wëlle mer duerfir d'Kierperschaftssteier, déi d'Betriben bezuelen, mëttelfristeg op d'Moyenne vun dem Steiersaz an den OCDE-Länner, also den internationalen Industriestaaten, erfsetzen.

Eist Land brauch Talenter, gutt Leit, fir se a ville Beruffer kënnen anzesetzen. Déi feelen haut. Mir setzen en Haut comité fir d'Attraktioun an d'Hale vun Talenter an, wou de Staat an de Privatsecteur zesumme kucken, wat muss gemaach ginn, fir hei déi Leit ze fannen, déi mer brauchen. Och d'Formation continue gëtt staark ënnerstëtzt, fir déi richteg Ausbildung bei de Leit ze hunn. Verschidde steierlech Moossname wéi d'Prime participative oder d'steierlech Mesure fir Talenter, déi nei op Lëtzebuerg kommen, gi verbessert. A mir wäerte steierlech Moossnamen huelen, fir Betriben ze ënnerstëtzen, wa se hire Mataarbechter Wunnengen zur Verfügung stellen.

D'Landwirtschaft an de Wäibau spillen och eng wichtige Roll an eiser Ekonomie, mee se spillen och eng weesentlech Roll an engem nohaltegen Ernährungssystem a sinn duerfir weesentlech fir d'Lëtzebuurger Gesellschaft. Duerfir hu mer och d'Ernährung an den Numm vum Landwirtschaftsministère bäigesat. Och de Baueren a Wénzer wëlle mer d'administratiiv Lieue méi einfach maachen. Mir iwwerkucke mat hinnen d'Prozeduren, féieren e Guichet unique an an applizéieren och do de Prinzipp vum „once only“. Mir vereinfachen d'Realisatioun vu Constructiounen an der Zone verte, déi mat der landwirtschaftlecher Aktivitéit eppes ze doen hunn. Et gëtt och prozedural méi einfach gemaach, Saisonsarbechter anzustellen.

Betriben funktionéieren nëmme gutt, wa se gutt ausgebildeten an zefridde Mataarbechter hunn. Eist Aarbechtsrecht ass op ville Plazen net méi der moderner Aarbechtswelt ugepasst. D'Regierung leet grouse Wäert op de Sozialdialog mat de Gewerkschaften an den Entrepreneuren, et ass de Garant vun eisem soziale Fridden a wirtschaftlechen Erfolleg. De Sozialdialog verlaangt – sou wënschen ech mer dat – ënnertene Respekt a Kompromësbereitschaft. Esou wëlle mer deen och als Regierung begleeden.

D'Aarbechtswelt huet geännert, d'Liewensorganisatioun vun de Leit och. Duerfir wëlle mer d'Aarbechtsrecht moderniséieren. Den Teletravail gëtt kee Recht a keng Obligatioun. Mee do, wou e besteet, wëlle mer de steierlechen a soziale Kader zousätzlech verbesseren, och an Diskussiounen mat eisen Noperen, wou dat méiglech ass.

D'Regierung wëll d'Aarbechtszäitorganisatioun reforméieren an eiser Zäit upassen. De Prinzipp vun der 40-Stonnen-Aarbechtswoch bleift bestoen. De Plan d'organisation du travail gëtt iwwerschaaft an d'Sonndesarbecht gëtt vun haut véier op muer aacht Stonnen erlaabt. Dat alles gëtt mat de Sozialpartner diskutéiert.

De Wee an d'Aarbechtswelt, de Wee an d'Gesellschaft gëtt weesentlech vun der Schoul gepräägt, vu klengem Alter a bis zum Lycée oder der Uni. An der gesamter Educationspolitik ass de schwaarz-bloer Fuehem deenen, der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen. Mir wëllen den Eltere vu klenger Kanner eng méi breet Offer vum Accueil bei der Éducation non-formelle ubidden. Mir wëllen, datt d'Schoul Chancéglichheit garantéiert an all Kand dee Wee fënnt, deen am beschten zu him passt, onofhängeg vu sengem sozialen Hannergrond. De Schouplang fir de Fundamental gëtt ugepasst, fir de Kanner méi d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert bäizebréngen, wéi Motivatioun, Kreativitéit, Participatioun oder Digitalisatioun.

Bei de Sprooch wäerte mer de Pilotprojet vun der franséischer Alphabetiséierung wëssenschaftlech evaluéieren loossen an och am Secondaire wëlle mer de Sproochenunterrecht méi flexibel mat méi Choix fir d'Schüler organiséieren. Nieft dësen Sproochneierungen an der classescher Lëtzebuurger Schoul gi fir déi vill nei Kanner, déi bei eis kommen aus dem Ausland, och déi agreéiert Europaschoulen zu Esch an Diddeleng opgemaach. D'Universitéit an d'Recherche ginn och weider ënnerstëtzt; si si weesentlech fir de wëssenschaftleche Fortschrëtt an hëllef eis, eist Land op d'Defie vu muer virzebereeden.

De Wee an d'Aarbechtswelt geet intellektuell iwwert d'Schoul. E geet am Alldag awer iwwer d'Mobilitéit. Bei enger wuessender Bevëlkerung ass dat eng grouss Erausforderung. Duerfir wëlle mer d'Capacitéiten vun dem Zuchreseau erweideren, de Bus- an den Zuchhoraire besser openeen ofstëmmen, den Tram ronderëm d'Stad weider ausbauen. Vélosweeër ginn ausgebaut, fir en zesummenhängende Reseau vu

Vëlosweeër ze schafen, a mir versichen, datt de Vëlo méi ka matgeholl ginn an den Zuch a Bus, fir domat déi sougenannte „last mile mobility“ ze verbesseren. Well d'Regierung gären d'Mobilitéit an d'Liewensqualität verbessert, wëlle mer de Bau vu Contournementen acceleréieren a regional Parkingen oder Parkinge bei de Grenze schafen, fir do méi Leit mam Bus an den Zuch op hir Schaff an de Stied ze bréngen.

Här President, fir all déi do Politicke gutt ëmzesetzen, brauch eist Land gesond an zolidd Staatsfinanzen. Duerfir brauche mer eng gutt fonctionéierend Économie, déi Aarbechtsplazen a Wuelstand schafft. Nëmme sou geet et de Leit an de Betriber gutt a mir kënnen mat engem rasonabele Steuerregime de Staat fonctionéieren doen. An all deem, wat déi nei Regierung wäert maachen, wëlle mer derfir suergen, datt Lëtzebuerg säin Triple-A behält. Dëst ass wiczig fir d'ekonomesch Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an erlaabt dem Staat, zu akzeptabelen Taxen Geld ze léinen.

Mir wäerten eis am Kader vun den europäesche Reegelen beweegen an eng nohalteg Trajectoire bei der öffentlecher Schold definéieren. Einfach ausgedréckt: D'Schold dierf net irresponsabel wuessen. An och nëmme fir grouss Infrastrukturen, déi eist Land stäerken, wéi den abordabele Wunnensbau oder d'erneuerbare Energien, soll Schold opgeholl ginn.

Mir wëllen och alternativ Finanzéierungsformen erunzéien, fir verschidde grouss Projete ze finanzéieren. Dat kënnen öffentlich-privat Partenariate sinn, Biergerfongen, staatlech Fongen, staatlech Participatiounen a Gesellschaften oder och via eng moderniséiert SNCI oder mat Institutiounen wéi zum Beispill der Europäescher Investitiounsbank.

Et wier nach vill ze soen, mee et kann een a sou enger Ried wéi dëser jo net alles soen. Ech wollt Iech hei e bëssen, Här President, d'Grondausrichtung soen an e

puer Beispill nennen. De Rescht a vill aner Detailler fannt Der am Koalitiounsaccord, deen um Internet-site vun der Regierung ze fannen ass. Zesumme mat all de Ministere freeën ech mech, mat Iech iwwert de Koalitiounsaccord ze debattéieren. De Regierungsprogramm setzt de Kader, d'Detailler gi selbstverständlech an de Gesetzprojete presentéiert – déi schreift een net an e puer Deeg oder Woche vu Koalitiounsverhandlungen.

Här President, ech géif awer och gär mat Iech – an och mam Conseil d'État – iwwert d'legislativ Prozedur schwätzen, fir dës ze verbesseren, fir e bessere Kalenner vun der legislativer Aarbecht fäerdegzbréngen. Ech géif och gären mat der Chamber driwwer diskutéieren, wéi een den Debat iwwert de sougenannten „État de la nation“ ka verbesseren, fir e vläicht thematesch ze straffen an domat och méi interessant ze maachen. Mee Dir a mir fänke jo eréischt un, also bleibt eis Zäit duerfir.

Här President, an der nei Verfassung – Artikel 91 – ass d'Roll vum Premierminister fir d'éischte Kéier festgeschriwwen ginn: „Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale.“ Dat ass eng kloer Missioun an no dësen zwee wiczigte Prinzippien – „coordonne l'action“, „veille au maintien de l'unité“ –, déi do festgehale ginn, wäert ech meng Roll ausüben.

Den noutwendege Leadership, deen ech gär mat dëser Roll verbannen, heescht fir mech: sech informéieren, nolauschten, diskutéieren, mee dann och entscheeden. Ech weess, datt et an der parlamentarescher Demokratie zu ville Sujeten ënnerschiddlech Meenunge gëtt. Dat ass de Räichtum vun der Demokratie an dofir gëtt et jo och Choix fir d'Leit bei de Wälen.

Fir dëse Regierungsprogramm ëmzesetzen, brauche mir besonnesch an dëse schwierigen Zäiten

d'Ennerstëtzung vum Parlament. Mir brauchen Är Propositionen a Kriticken, och wa mir eis um Enn net ëmmer kënnen eens ginn. Mir sinn eis bewosst, datt d'Chamber den éischte Pouvoir am Land ass an datt mir virum Iech als Volleksvertreder – an domat virum Land – verantwortlech sinn. Duerfir wollt ech och heibannen dem éischte Pouvoir fir d'éischt de Koalitiounsprogramm virstellen – dat ass net ganz gelongen.

(Hilarité)

Et ass de kloer Wëllen a Wonsch vun dëser Regierung, e gudden a respektvollen Dialog tëscht Regierung a Chamber, tëscht den Institutiounen, ze hunn. Ech weess – an dat ass dat, wat Lëtzebuerg staark mécht –, datt jiddwereen heibannen, iwwer all politesch Differenzen ewech, säi Bescht wëllt maache fir d'Wuel vum Land a senge Leit.

D'Regierung wëll dat och. Mir wëlle Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken. An duerfir froen ech d'Veutraue vum Parlament fir dëse Regierungsprogramm, an nom Artikel 93 vun eiser Constitutioun engagéieren ech d'Veantwortung vun der nei Regierung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

An domat si mer och schonn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech maachen Iech drop opmierksam, datt Dir eng Kopie vum Premierminister senger Ried an der Sortie vum Plenarsall ausgedeeelt kritt.

D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesumme fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.01 heures.)

4^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 09

M. Claude Wiseler, Président

2. Débat sur le programme gouvernemental

p. 09

M. Marc Spautz (interventions de M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Sam Tanson, M. Fernand Etgen, M. François Bausch et M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de deux demandes de convocation de réunion de commission) | M. Claude Wiseler, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung elo op.

2. Débat sur le programme gouvernemental

Mir kommen elo zur Debatt iwwert de Regierungsprogramm, deen de Premierminister Luc Frieden eis gëschter hei virgedroen huet. D'Riedezäit ass nom

Modell 6 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: d'CSV 186 Minutten, d'DP 144 Minutten, d'LSAP 126 Minutten, d'ADR 90 Minutten, déi gréng 60 Minutten, d'Piraten 45 Minutten, déi Lénk 30 Minutten an d'Regierung duerno 120 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Ben Polidori. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, wannechgelift.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd agedroen, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn ageschriwwen. Ok, merci villmools!

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Angscht, ech schwätze keng 186 Minutten, mee ech hat gëschter chronométréiert: Et sinn der 178. Also, Dir braucht keng Angscht ze hunn, ...

(Hilarité)

... et gi keng 186 Minutten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“ – esou war dem Premierminister seng Regierungserklärung gëschter Mëtten

iwwerschriwwen, wou en eis de Koalitiounsaccord vun där neier CSV-DP-Regierung virgedroen huet. Ech soen direkt: „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerker heescht och a virun allem, „d'Leit zu Lëtzebuerg stäerkeren“! An dodran, mat där Ausso aleng, si mir mat der Regierung schonn direkt op enger Linn, well et wichteg ass, Lëtzebuerg als Land an d'Lëtzebuurger, alleguerten déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze stäerkeren. Dat ass wichteg an dofir ënnerschreiw mir dat mat zwou Hänn.

Ech wëll och soen: Den Accord, deen de Premierminister gëschter virgedroen huet, ware jo elo net déi iwwer 200 Säiten. Well dat wier vläicht eng Ried ginn dann net vun enger Stonn, mee fir déi 200 Säite virgedroen, dat wier dann och mat 186 Minutten net duergaangen. An dofir sinn ech och där Meenung – an ech géif dat och direkt am Ufank soen –, dass et och elo wichteg ass, dass, nodeem de Premierminister geschwat huet, déi aner Ministeren och mat deenen zoustännege Kommissiounen am Detail iwwert déi aner Punkte vum Koalitiounsprogramm diskutéieren. Well da bleiwen nach vläicht Froen, wéi ech haut de Moien an och gëschter Owend an der Press héieren a gelies hunn. Da kann een déi vläicht direkt klarifiéieren. A wa mer direkt wëssen, dass dat de Fall ass, dann hunn eis Kollegee vun der Opposition och do vläicht d'Méiglechkeet, do déi Froen ze stellen, wou nach sollt eng Onkloerheet sinn.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass wichteg, wa mer elo e Regierungsprogramm hunn, e Koalitiounsprogramm hunn, dass dat och elo an Aktioun ëmgesat gëtt. Et ass wichteg – an dat ass och ënnerstrach ginn –, dass mer eng nohalteg a sozial Maartwirtschaft hei am Land hunn. A wann ech dann och trotz alle Kriticken, déi de Mouvement écologique zum Beispill virbruecht huet ... Ech wëll mech elo net onbedéngt de ganze Moie mam Mouvement ofginn, mee en huet ënnerstrach, d'Grondausrichtung vun deem Koalitiounsaccord wier richtig. An dat seet jo awer och eppes aus, wann de Mouvement esou eng Ausso mécht.

Ech wëll awer virun allem do un e Mann erënneren, deen ëmmer ..., en ass net méi ënner eis, dat war den däitsche Sozialminister Nobert Blüm. Deen huet ëmmer gesot, dass et wichteg ass, dass een eng sozial Maartwirtschaft huet an dass een en Ausgläich huet tëschent Aarbecht a Kapital. A wann Der dem Här Frieden seng Ried gutt nogelasschert hutt an de Koalitiounsaccord gelies hutt: 101-mol kënn den Dénge vum Sozialen, sozial Kohäsioun, Sozialdialog an där Diskussioun vir – wou ech dann och fannen, dass dat awer och schonn eng Ausso ass, dass een aleng dat och iwwer 100-mol an där Erklärung zréckfënn!

Ech mengen, dass et och wichteg ass, dass, wa mer vu Wirtschaft a Sozialem schwätzen, dat eng Verbindung ass. Ouni d'Wirtschaft kann dat Soziaalt net fonctionéieren an ouni dat Soziaalt kann eng uerdentlech Maartwirtschaft och net fonctionéieren. An des Wiesselsäitegkeet zwëschen deem Sozialen an der Wirtschaft ass jo och ee vun de Kärtheemen an deem Koalitiounsaccord, well e Sozialstaat u sech ass kee Selbstzweck. E Sozialstaat ass wichteg, a grad déi Leit, déi wëssen, wou Lëtzebuerg haut ekonomesch steet, wëssen, dass dat och dermat ze dinn huet, dass mer e Sozialmodell hei zu Lëtzebuerg hunn, deen et an anere Länner net gëtt, wou reegelméisseg soss Streiker sinn. Dat ass eppes, wat mer hei zu Lëtzebuerg gottseidank net kennen, well mer et fäerdegbruecht hunn, e staarke Sozialstaat opzebauen, wat och de Fundament ass vun der Lëtzebuurger Wirtschaft. Et ass wichteg, dass mer virukommen an dass mer et och do fäerdegbréngen, déi Pisten ze fueren

an déi Fundamente ze bauen, déi bluttoutwendeg sinn.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et ass awer och wichteg, dass mer eng kloer Aussen- a Europapolitick hunn. An et ass ënnerstrach gi vum Premierminister, wéi wichteg Europa ass an och wéi wichteg d'NATO ass, wou Lëtzebuerg jo och an där Verteidigungsunioun derbäi ass, an dass Lëtzebuerg déi Asätz, déi mer op deem Niveau maachen, och wäert virufueren, an dass dat och e kloert Bekenntnis ass fir eist europäesch an eist NATO-Engagement.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et iwwerrascht Iech net: D'CSV-Fraktioun wäert dat Vertrauen, wat de Premier gëschter Owend gefrot huet, selbstverständlech mat Freed ënnerstëtzen. A fir et plakativ ze soen: Den „neie“ Luc a seng Ekipp, déi wäerte mir ënnerstëtzen, well et fir eis wichteg ass, dat am Interêt vu Lëtzebuerg, am Interêt vun der Wirtschaft, vum Sozialen a vun der Nohaltegkeet.

Ech wëll hei keng Schwaarz-Wäiss-Molerei maachen. Ech hunn hei eppes héieren an der Press. Déi lescht Wochen a Méint ass jo scho vill diskutéiert a spékuléiert ginn: „Wat bedeit dat? Wat geschitt elo?“ An do ass e bëssen esou eng Schwaarz-Wäiss-Molerei ervirkomm, wou et ... Entweder et ass dat eent oder et ass dat anert. Ech mengen, dass dat net de richtige Wee ass an dass do och schonn Diskussiounen gefouert gi sinn. Mir sollen déi Diskussiounen hei féieren, offe matenee féieren an duerno an de jeeeweilige Kommissiounen déi Detailler op den Dësch bréngen, déi deem enge manner gefalen, mee mir sollen als Politick, als Chamber hei konstruktiv déi Saach ugoen, well et wichteg ass, dass mer konstruktiv hei am Parlament schwätzen an och konstruktiv am Interêt vu Lëtzebuerg déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn. Dass mer do net ëmmer wäerte 60/0 heibanne kréien, dat weess och ech, mee ech mengen, déi 31/29-Mentalitéit, déi et elo eng laang Zäit ginn ass, déi misst awer fäerdeg sinn. Mir als CSV ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP) | 35/25 ass dat neit 29/31.

M. Marc Spautz (CSV) | Nach eppes, Här Engel? Dann ass et gutt.

Et ass awer elo wichteg, elo, wou de Regierungsprogramm do ass, dass mer et och fäerdegbréngen, dee Regierungsprogramm a Musik ëmzesetzen. Do ass d'Regierung gefuerdert, mee do ass awer och d'Chamber gefuerdert, fir sech do konstruktiv mat anzubréngen. Mir mussen Lëtzebuerg stäerker, mir mussen derfir suergen, dass d'Leit sech an dëser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg erëmfannen. Well an der Politick ass et wéi am richtige Liewen: Wann een an enger Kris ass, däréi een net stoe bleiwen, mee et muss ee virugoen an et muss ee sech beweegen, fir dass eppes geschitt. An dat muss mer och an der Politick elo maachen, trotz all deene Krisen, déi mer erlieft hunn, och trotz all deem, vun deem mer hoffentlech zu Lëtzebuerg wäerte verschount bleiwen.

Mir reeche jiddwerengem heibannen eng Hand an dofir war ech am Ufank ganz begeeschtert, wéi ech d'Madamm Bofferding héieren hat, wéi se als Fraktiounscheffin gewielt gi war, si wéilt net blann kritiséieren, si wéilt keng blann Opposition maache wéinst der Opposition, mee si géif sech gär konstruktiv mat abréngen, an dat, wat hir manner gutt gefält, och op de Punkt bréngen, awer keng blann Opposition ausdrécken. Ech hunn dat ganz gutt fonnt an ech hoffen dann, dass dat och esou ass, dass dann net eng blann Opposition gemaach gëtt, mee dass een dann och konstruktiv dodrop ageet.

Ech hat dat selwecht héiere bei der Madamm Tanson. D'Madamm Tanson huet ënnerstrach, 85 % vun deem Programm, dee géif virleien, kéint si matënnerstëtzen. Dat huet se leschte Méinde gesot.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Leschte Méindeg. Gëschter Owend huet et schonn e bëssen anescht geklong, mee op alle Fall, e Méinden an der Pressekonferenz – ech hunn et och nach eng Kéier an den Zeitungen nogelies –, do stoung dat vu 85 %. Ech loosse mech dann emol iwwerraschen, wat herno an der Ried kënt a wéi déi gréng Kollegee dann och den Owend matofstëmme, ob se dat matënnerstëtzen, wat do gesot ginn ass oder net.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech wäert dat herno erklären, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | A, wonnerbar!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn ...

(Interruption)

... Kollegeinnen a Kollegee, d'Bruttoinlandsprodukt geet zréck, ëm 1,7 %. Fir 2023 seet de Statec just e Wuessstum vun 1,5 % viraus. Fir 2024 dann 2,4 %. Et ass de Moment, fir d'Äerm eropzestréppen an zesummen ze kucken, datt mir neie Wuulstand produzéieren, an zwar Wuulstand fir jiddwereen, net fir déi eng oder fir déi aner, mee fir d'Leit alleguer. Mir wëllen aktiv d'Problemer ugoen. Et ass genee dat, wat och scho fréier Staatsministere gesot hunn. Ech erënneren un d'Stolkris, wou den Här Werner eng Kéier gesot huet: Problemer sinn do, fir se ze léisen. Problemer sinn net do, fir se ewechzeschiben. Et muss een de Problemer „kalbliddeg an d'Ae kucken“ an dann déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn, fir déi Problemer kënnen ze léisen. Et ass wichteg a fir eis als CSV ass dat och eng grouss Erausforderung.

Et ass net fir ze verwalten, mee et ass fir ze gestalten. An och dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen. Et gëtt Tempolimit op de Stroossen, well dat wichteg ass fir d'Sécherheet, mee hei an der Politick gëtt et keen Tempolimit. Hei kann een och mat Vollgas elo ufänken, déi Adaptatiounen an déi Decisiounen ze huelen, déi wichteg sinn, fir Lëtzebuerg an déi nächst Joren eranzeféieren a fir dass Lëtzebuerg och weiderhin ee vun den Haaptmatadoren an der europäescher Politick bleift.

Eng Klammer dozou, well dat, wat gëschter an Holland geschitt ass, soll eis alleguerten ze denke ginn. An ech ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Et sinn demokratesch Walen, Här Kartheiser, jo, mee trotzdem soll dee Ruck, deen do geschitt ass, eis ze denke ginn. An dofir ass et och wichteg, dass mer d'Leit alleguerte mathuelen, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Zoustänn kréien. Mee et ass net haut, fir iwwer d'hollännesch Walen ze schwätzen oder déi hollännesch Regierung, mee et geet haut drëm, iwwer Lëtzebuerg an d'Lëtzebuurger Regierung ze schwätzen.

Mee dat vum Tempo, wat ech gesot hunn, dat huet déi nei Regierung jo och scho gewisen. Esou séier wéi dës Kéier ass nach keng nei Regierung zustane komm, wou nei Parteien sech fonnt hunn. A sechs Woche stoung déi nei Regierung. A sechs Woche war de Programm un Dësch. An dat beweist och, dass de Wëllen do ass, séier eppes ze maachen a séier déi Adaptatiounen hei am Land virzehuelen, déi mer elo brauchen.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegee, d'Aarbecht bréngt et mat sech ... an dat ass eng grouss Aarbecht gewiescht, dee Koalitiounsprogramm

zwëschent deenen zwou Parteien hierzestellen, wat geschitt ass. An dofir meng Felicitatioun un déi Verhandlungsfürer an och un de Formateur, deen elo de Premierminister ass, dass dat esou séier gaangen ass.

Mir ënnerstëtzen als CSV sämtlech Prioritéiten, déi den neie Premier gëschter Mëtten a senger zukunftsweisender Regierungserklärung duergeluecht huet. Mee et ass och ganz kloer: D'Welt wäert sech all Dag änneren. An alles dat, op wat mer eis haut baséiert hunn, ka schonn erëm muer aneschters sinn. Et muss een och do ëmmer reegelméisseg kucken, ob mer nach ëmmer an deem selwechte Rhythmus kënnen weiderfuere an ob mer op där selwechter Pist ënnerwee sinn.

Lëtzebuerg ze stäerken, heescht och, seng Wirtschaft ze stäerken. Wirtschaft a Soziales ginn haut mateneen. Si ootmen zesummen, wéi de Premier dat och gëschter mat Recht ënnerstrach huet. Ech wëll hei just den éischte Satz aus dem Ekonomieskapitel zitieren, fräi no mengem Lëtzebuergeschen iwwersat: „D'Wirtschaft huet e Bien commun, mee et geet awer och drëm, d'Allgemengwuel héichzehalen.“ Am Kloeertext heescht dat: De wirtschaftlechen an de soziale Fortschrëtt sinn zwou Säite vun enger Medail. Eng modern Zukunftspolitik vun der Mëtt muss esou gestalt ginn. Si schlësse sech net aus, am Géigendeel: Wirtschaft a Soziales mussen matenee verbonne sinn a mussen matenee weidergoen.

Et ass och dofir wichtig, dass an deem Regierungsprogramm esou vill vun deem Soziale geschwat ginn ass, wat domadder och den Interêt vun der Regierung ënnersträcht, déi se fir de soziale Volet huet.

Mir kommen elo alleguer, all zesummen, wéi mer heibanne sëtzen, aus engem laange Walkampf. Fir d'éischt hate mer Gemengewalen, duerno hate mer Chamberwalen. Dat war eng laang Zäit, wou mer bei de Leit ënnerwee waren. A mir hunn allegueren d'Ängscht an d'Suerge vun de Leit matkritt, déi Zukunftsängscht, déi déi eng hunn, déi Onsécherheetsgefiller, déi déi aner hunn. An et ass dofir och wichtig, dass mer elo do Neel mat Käpp maachen an de Leit dat Gefill vu Sécherheet erëmginn, wat net méi do war, an dass mer d'Suerge vun de Leit och mat virun huelen.

Mir därefen also net einfach zrëck an eng Bull falen, mee mir müssen dorop agoen, wat d'Leit brauchen, de Leit hir Problemer an hir Suergen och mat virun huelen. An do ass et och fir eis wichtig, dass mer déi eenzel Themaen nach eng kéier uschwätzen. Ech wäert awer och elo net all Kapitel vun der Regierungserklärung an all Kapitel vum Koalitionsaccord am Detail zitieren, mee dofir kommen ech nach eng kéier op mäin Appell zrëck, dass een dat, wann déi Fachministere jo allegueren an déi jeeweileg Kommissiounen ginn, do am Detail ka maachen.

Mee fir eis ass et och wichtig – an dat wëll ech ënnersträchen –, dass mer d'Gesondheetswiese stäerken, eng vun den Haaptprioritéiten vun dëser Regierung, wou et och wichtig ass, dass mer eppes fir d'Gesondheet maachen, well d'Gesondheet geet eis allegueren eppes un. Do gëtt et keen Ënnerschied zwëschent Aarm a Räich, well krank ka jiddweree ginn, gesond ka jiddweree bleiwen, onofhängeg vun de soziale Schichten.

Mee fir eis ass et wichtig, dass mer méi nom Patient kucken, dass de Patient an de Mëttelpunkt kéint. An et ass och wichtig, dass mer genuch Dokteren, an de Gesondheetsberuffer och genuch Leit hunn, déi sech am Interêt vun der allgemenger Gesondheet asetze kënnen.

Mir brauche méi eng ambulant an eng dezentral Medezinn, an dofir mussen mer de Projet de loi vum

Virage ambulatoire upassen, fir deem och kënnen gerecht ze ginn.

Mir brauchen och méi flächendeckend medezinesch Apparater. Ech denken ënner anerem un den IRM. Och hei mussen mer eppes beweegen, fir och do da méi Leit a méi séier d'Méiglechkeet ze ginn, den Zougang ze fannen. Mee et geet net duer, Maschinnen ze hunn, wa keen do ass, dee se ka bedéngen, wa keen do ass, dee se kann auswäerten a bewäerten. Dofir mussen mer och alles maachen, fir dass mer erëm méi Dokteren an erëm méi medezinesch Personal motivéiert kréien, fir sech um Terrain ze engagieren.

Grad d'Covidkris huet eis jo gewisen, wéi ofhängeg mer si vun de Leit. Wa mer eis Kolleeginnen a Kolleegen aus der Groussregioun net gehat hätten, hätte mer Schwieregkeete gehat, eise System oprechtzeerhalen. An ech wëll och do nach eng kéier ënnersträchen, dass mer jo och Ängscht haten, wéi d'Grenzen zougange sinn: Wat geschitt a wéi kommen déi Leit all Dag op Lëtzebuerg, fir deene Leit, deene Patienten hei am Land déi Suerg an déi Fleeg kënnen ze ginn, déi do ass? Dofir ass et eebe wichtig, dass mer eng Revaloriséierung vun deene Beruffer maachen, dass mer och d'Leit motivieren, fir sech méi an deene Beruffer ze engagieren, an dass mer do och an der Formatioun dat nohuelen, wat mer hunn, fir dass mer erëm méi Infirmieren, Aide-soignanteën op de Marché kréien.

An dat selwecht gëllt och fir d'Dokteren, well och bei den Dokteren ass de Problem, dass mer net genuch Dokteren hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass wichtig, dass mer dat méi attraktiv maachen, dass mer och driwwer nodenken, Dokteschgemeinschaftspraxissen, Dokteschgesellschaften kënnen ze maachen, fir dass dat och virugeet, dass de Patient sech zrëckfënn, dass dem Patient och schnellstméiglech ka gehollef ginn an dass en net ze laang muss waarden, fir e Rendez-vous ze kréien, an dass mer och do e Suivi behalen.

Et geet och drëm, dass mer d'Spideeler ausbauen. Et geet drëm, dass mer méi Maison-médicale kréien, well och de ländleche Raum ... Als Minetter weess ech, dass och am ländleche Raum muss gehollef ginn an dass mer och do Prioritéiten setze müssen, fir dass méi Maison-médicallan am ländleche Raum entstinn, am Norden, am Osten, fir dass och do de Wee, fir dee Soin ze kréien, deen d'Leit brauchen, méi séier gëtt. An och do ass et wichtig dann, Gemeinschaftspraxissen ze hunn, fir och dee Soin kënnen 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 ze erhalen.

Et geet drëm, eng national Preventiounsstrategie ze hunn. Et geet drëm, bei der Suchtbekämpfung, beim Gesondheetscheck a bei der Stärkung vun der Schoulmedezinn déi Prioritéiten ze setzen, fir dass och jiddweree sech erëmfënn.

An de Spideeler geet et ëm den Invest an d'Ekipementen, ëm d'Fräiheet, déi Apparater ze kafen, déi gebraucht ginn, an de fräie Choix vum Patient muss och erhale bleiwen, dass de Patient de Choix huet, dohinner ze goen, wou hei wëll.

Et geet drëm, Ureizer ze schafe fir Gemeinschaftspraxen, och d'Méiglechkeet, mat Apparater an deene Praxen unzefänken. Dofir mussen mer Adaptatiounen maache fir Maison-médicallan am Osten an am Norden.

Et geet drëm, d'Capacitéit vun de regionale Polikliniken auszubauen an Upassungen ze maachen an den Urgenzen. Well wann een do heiansdo en hallwen Dag verbréngt, bis ee bäikënn, dann ass dat net gutt an da mussen mer och do déi néideg Zeeche setzen, fir dass dat méi séier geet.

Et geet drëm, e legale Kader ze schafen an der Hospitalisation à domicile. Bei der Ausbildung an de Gesondheetsberuffer gëet et ëm den Ausbau vun der medezinescher Formatioun och op der Uni.lu. Et geet ëm d'Santé mentale. Et geet ëm d'Fuerschung, dass mer alles dat och an der Santé kënnen fäerdegbréngen. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass vläicht d'Vuen heibannen ënnerschiddlech sinn iwwert de Wee, fir dohinner ze kommen, mee dass jiddwereengem bewusst ass, dass d'Gesondheetspolitik global muss an de Mëttelpunkt gestallt ginn.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis sozial Sécherheet stäerken. A wann ech vun der Santé schwätzen, dann däreft een d'Sécurité sociale net aus den Ae verléieren. Well alles dat, wat mer decidieren, wat am Santésberäich geschitt, muss normalerweis och ee bezuelen. An dat gëtt normalerweis bezuelt iwwert de Wee vun der Sécurité sociale. An dofir ass et och do wichtig, dass een do déi néideg Adaptatiounen an déi néideg Prozedure mécht. Mir mussen Bürokratie ofbauen a mir müssen et och fäerdegbréngen an der Sécurité sociale, endlech d'Nomenklatur ze entkrusten. Bei der Nomenklatur, wou scho vill Gesondheets- a Sécurité-sociales-Ministere sech d'Zänn ausgebass hunn, mussen mer alles drusetzen, dass mer déi ugepasst kréien. An ech sinn och zouversichtlech, dass dat eis geléngt, well allegueren déi, déi eppes no oder wäit domat ze dinn hunn, sech bewusst sinn, dass et Schwieregkeete gëtt, fir alles dat ze errechen, wat mer allegueren wëllen, wa mer d'Nomenklatur net upassen.

D'Sécurité sociale muss gestärkt ginn. Et ass wichtig, dass och gekuckt gëtt, wéi et mat de finanzielle Moyenen ass vun der Sécurité sociale. An ech wëll dofir och elo heibannen net virun de Won lafen, mee et ass och wichtig, dass mer do eng Diskussioun huelen ... net nëmme mir 60 heibannen, well d'Sécurité sociale gëtt nach ëmmer geréiert vun de Sozialpartner, mee dass een och do d'Sozialpartner muss mat an d'Boot kréien an dass et och wichtig ass, d'Zivillgesellschaft an déi Punkte matanzebannen, an dass een och do mat der Zivillgesellschaft muss diskutieren, fir dass mer do déi nohalteg Verbesserungene kënnen maachen, déi noutwendeg sinn.

An dat selwecht gëllt och erëm: Wa mer vun der Sécurité sociale schwätzen, huet dat och mat Familjepolitik ze dinn, huet dat och mat der Aarmut ze dinn, well am Code de la sécurité sociale – wat vill Leit wëssen –, do gëtt et e Livre I, e Livre II, e Livre III, do geet et ëm d'Pensiounskeessen, do geet et ëm d'Sécurité sociale, do geet et ëm d'Dépendance, mee et geet och ëm d'Kannergeld, well och d'Kannergeld – ech kommen zwar do beim Kapitel Familjepolitik nach drop zrëck – ass e Bestandteil vum Code de la sécurité sociale.

Dir Damen an Dir Hären, léif Frënn, mir brauchen e Plang, en Aktiounsplang géint d'Aarmut. De Formateur an haitege Premierminister hat gesot, dass et fir d'Regierung ganz wichtig wier, dass och en Aktiounsplang géint d'Aarmut géif kommen. Ech mengen, dee brauche mir. Et mussen Saachen adaptéiert ginn. Mir brauchen eng Upassung vum REVIS, mir brauchen zousätzlech Bähëlfele, mir brauchen eng Stärkung vum Solidaritéitsfond.

Mee mir müssen awer och, an dat wësse virun allem d'Mammen an d'Pappe vun de Gemengen heibannen, bei den Office-socialen déi néideg Adaptatiounen maachen, déi noutwendeg sinn. Dofir misst een do d'Gesetzgebung iwwerschaffen. Mir brauchen eng digital Informatiounsplattform, wou vill méi séier en Austausch ka stattfannen. Mir müssen et fäerdegbréngen, de Sans-abrien ze hëlfele, a mir müssen et och fäerdegbréngen, dass mer d'Leit vum REVIS, déi sech wëllen aktivieren, och aktiviert kréien.

Mir brauchen eng Upassung, ech hat et gesot, vun der Nomenclature. Mir mussen kucken an der Assurance dépendance, mir mussen d'Analys maache vun der Assurance pension. Wat jo och de fréiere Sozialminister scho gesot huet, dass ee muss déi Analys am Detail maachen, fir duerno och déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Mir brauchen eng Finanzéierung vun de Spideeler. Mir mussen kucken, wat fir eng Adaptatiounen mer nach mussen bei deenen anere Primmen aféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stäerken heescht och, d'Aarbechtsrecht vun der Zukunft stäerken. Well d'Aarbecht an d'Aarbechtsrecht, dat ass ee vu mengen Dadaen. Déi Kolleegen, déi mech scho méi laang kennen an déi wëssen, wou ech hierkommen, déi verstinn och ganz gutt, dass mer do déi néideg Prioritéite mussen setzen.

Ech erënneren awer och drun, dass mäi Frënd a Virgänger, de Gilles Roth, op dësem Podium hei oft ënnerstrach huet, dass Aarbecht sech muss lounen, an dat gëllt och weiderhin! Mee ech kommen do nach drop zrëck.

Wann ech soen: „Bei der Aarbecht muss eppes geschéien!“, da muss déi och geschützt a gereegelt sinn. An ech mengen, dass et dofir och wichtig ass, dass mer d'Gesetzgebung vun de Kollektivverträge iwwerschaffen, dass mer Méiglechkeete schafen, fir eng nei Organisatioun vun der Aarbecht méiglech ze maachen, mee dass et och gläichzäiteg drëm geet, d'Kollektivvertrag u sech ze stäerken an och d'Vertragsrecht vun de Kollektivvertragspartner an de Mëttelpunkt ze setzen. Gläichzäiteg muss een och do kucken, eng Moderniséierung ze maachen. Zum Beispill muss eng punktuell a sektoriell Aarbechtszäitverkierzung méiglech sinn, an dat muss iwwert de Vertragswee kënnen gemaach ginn. Ob dat betriebléich oder sektoriell ass, déi Méiglechkeete mussen geschafe ginn.

Ech wëll awer gläichzäiteg ënnersträichen, ier d'Fro kënn: Mir sti selbsterständlech nach ëmmer zum Prinzip vun der legaler 40-Stonne-Woch! Mee do muss een awer de Secteuren an de Vertragsméiglechkeeten, an de Kollektivverträge, déi Méiglechkeet erlaben, eng Aarbechtszäitverkierzung ze maachen an dat och kënnen ze begleeden. Dat selwescht gëllt, wa mer dervu schwätzen, dass mer et bei de Betriber mussen fäerdegbréngen, dass de Betriber ëmmer kann ënnersträichen, wou d'Noutwendegkeet ass oder och net. Mir kenne Betriber, mir kenne Secteuren, wou et haut schonn Aarbechtszäitverkierzung gëtt, wou dat keng grouss Diskussioun war, mee déi iwwer Kollektivvertrag gereegelt sinn, wou awer nach verschidden Adaptatiounen mussen gemaach ginn, déi eist Gesetz de Moment net zouléisst.

Et muss ee gläichzäiteg driwwer nodenken, dass een déi Adaptatiounen kann zesumme mat de Sozialpartner maachen, an dat am Sozialdialog. Dofir muss een och deenen hir Roll kënnen stäerken. Och aner Gesetzter, déi am Aarbechtsrecht an am Code du travail enthalen sinn, wéi Sonnedaarbecht, wéi den Teletravail, och do ass et wichtig, dass mer déi néideg Reformen an déi néideg Adaptatiounen maachen.

Mam Teletravail hu mer eis an der leschter Legislaturperiode vill beschäftegt, well den Teletravail hei zu Lëtzebuerg, ech wëll net grad soen, Anzuch gefeiert huet, mee eppes war, wat nach viru Covid bal ëmmer als schwierig an onméiglech duergestallt ginn ass a während dem Covid op eemol ganz séier fäerdegbruecht huet, an de Mëttelpunkt ze kommen. Do ass et wichtig, dass mer allegueren déi Punkten iwwert den Droit à la déconnexion klären. Et ass wichtig, dass an der Sécurité sociale – wou awer scho Saache geschitt sinn op europäischem Niveau – dat och méiglech muss si fir eis Kollege Grenzgänger, déi hei

zu Lëtzebuerg um Marché de travail sinn, dass déi do keng Nodeeler erliden.

Et dass de Punkt vum Steuerrecht. D'Steuerrecht ass awer net europäesch gereegelt, mee dat ka just a bilateralen Accorden gemaach ginn, wou där Saache jo och schonn um Dësch leien, soudass mer et do mussen fäerdegbréngen, mat Bréissel, Paräis a Berlin ze verhandelen, fir dass mer och do déi Léisunge fannen, déi bluttnoutwendeg sinn. Wat d'Sécurité sociale ubelaangt, si jo schonn Ouverture gemaach ginn, mee et ass do wichtig, dass mer dat och kënnen fortsetzen.

Mee et muss awer och sécher sinn. An zum Teletravail ka kee forcéiert ginn. Dat muss e Choix sinn, ob s de Teletravail wëlls maachen oder net, net dass et gläichzäiteg heescht: „Nee, elo maacht dir allegueren Teletravail, an domadder brauch ech kee Bürogebai méi, oder ech brauch net méi esou vill Büroen, wéi ech bis elo hat.“ Dat muss awer och ëmmer an Zesummenaarbecht mat de Kolleeginnen a Kolleegen, déi do schaffen, goen. Ech mengen, och dat ass wichtig, dass een dat fäerdegbréngt.

Mir mussen och eppes maachen, wat d'Gesetz iwwert de Maintien dans l'emploi ubelaangt. Mir hunn allegueren matkritt, dass déi lescht Zäit verschidde Betriber an d'Strauchele komm sinn. Et ass wichtig, dass do gehollef gëtt an dass mer de Maintien dans l'emploi ganz héichhalen an dass mer do Upassung mussen maachen, an dass do, wou d'Aarbechtsplazen net méi ze hale sinn, déi Leit awer gläichzäiteg fir e Maintien dans l'emploi Formatiounen kënnen kréien, fir dass se awer nach d'Méiglechkeet hunn, am Berufsliewe kënnen ze bestoen.

Mir gesinn, dass de Chômage klëmmt. E klëmmt lues, gottseidank, mee mir mussen dat awer am A behalen, dass et och do méiglech ass, déi Leit a Beschäftegung ze kréien, déi a Beschäftegung wëlle goen. Dat ass jo a sech e Paradox hei zu Lëtzebuerg: An enger Hinsicht feelen eis Leit léns a riets, an op där anerer Säit hu mer Leit am Chômage sëtzen. Mer mussen et do fäerdegbréngen, de Leit déi Formatiounen unzebidden, woumat se och eng Zukunft an eng Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart ze bestoen.

Dat selwescht ass dat mam Laangzäitchômage, an dat weess och de fréieren Aarbechtsminister ganz gutt, well mir hu scho länger an èfters doriwwer geschwat. Och de Laangzäitchômage ass eppes, wat mer mussen zesummen ugoen, fir do Méiglechkeeten ze schafen, fir déi Leit, déi elo keen Zil méi virun Aen hunn, erëm eng Keier op de Marché de l'emploi zrëckzebréngen.

Dofir, fir alles dat, wat ech elo gesot hunn, brauche mer e staarkt Aarbechtsrecht. Mir brauchen net fir alles wëll Deregulierung, mee mir brauchen en Aarbechtsrecht an engem kloere Kader, wat déi Méiglechkeete schafft, fir d'Leit och dohinner ze bréngen.

Mir mussen eis awer och do de Gegebenheete vun der Zäit upassen, nämlech, dass een do weess, dass d'Work-Life-Balance, fir elo nëmmen déi ze erwänen, oder och aner Prioritéite bei de Mënsche sinn an dass een dat och an där ganzer Diskussioun net dierf vergiessen.

An deem Zesummenhang ass et och wichtig, dass mer d'Elteren do mat abauen an dass mer eis bewosst sinn, dass Elteren do sinn, déi gären eng aner Aarbechtszäituerdnung hätten, wéi dat an där gewinnter 8-12/2-6-Mentalitéit ass, an dass mer och do Adaptatiounen mussen maachen. An dat alles kann awer nëmme geschéien am Sozialdialog. Mir mussen do gläichzäiteg den Teletravail, Travail à distance, d'Ausbildung, d'Fërdere vun den Talenter, d'Aarbechtsorganisatioun, aner Aarbechtsmodeller an de Bien-être kucken.

Mir mussen eis awer och, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Absenteismus beschäftegen. Wat ass d'Ursach dovun? Wat kënnen mer dogéint maachen, fir dass mer den Absenteismus an de Grëff kréien?

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht, iwwerhaapt dat Sozialt an de Sozialstaat fir d'Zukunft ze stäerken an endlech d'Schéier tëscht Aarm a Räich méi kleng ze maachen, d'Aarmut ofzebauen an ofzeschaffen. Mee dat geet net einfach, dass mir elo heibannen decidéieren, d'Aarmut wier ofgeschafft an d'Aarmut géif ofgebaut ginn. Do mussen mer och déi néideg Akzenter setzen, a mir mussen alles maachen, fir dass mer d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg an de Grëff kréien.

A wa mer schwätze vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg, ass och de Logement ee vun den, net Hauptproblem, mee vun den Hauptsaache vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Well wa mer hei d'Präisser vum Logement kennen – an ech soen Iech allegueren näischt Neits –, da wësse mer, dass Leit, déi net Proprietär sinn oder déi net schonn eng Wunneng hunn, ganz vill Schwierigkeeten hunn, an dass de hei zu Lëtzebuerg vill méi Sue muss ausginn, fir kënnen ze wunnen, wéi an den anere Länner. Do wäert ech och e bësse méi spët nach drop zrëckkommen. An dofir ass Logement och Aarmutsbekämpfung, well wa mer et fäerdegbréngen, de Leit rëm allegueren fir e bësse méi sozial Präisser e Logement ze ginn, dann hëlleft dat deenen an hirer finanzieller Situatioun.

Dat heescht, wa mer d'Aarmut bekämpfen, geet et och drëm, eng Cohésion sociale hinze kréien. Dofir muss reegelméisseg de Mindestloun ugepasst ginn. An dofir ass et och wichtig, dass de REVIS reegelméisseg ugepasst gëtt an dass een do och kuckt, wat alles muss mat berechent ginn. Do si jo schonn Etüde gemaach ginn an do leie jo och Etüde vir, dass ee muss kucken, de REVIS ze iwwerschaffen.

Et muss een och eppes maachen, dass déi Leit d'Méiglechkeet kréien, zrëck an d'Aarbecht ze kommen, well och dat gehéiert derzou. De REVIS dierf net einfach akzeptéiert ginn, mee mir mussen alles maachen, fir deene Leit ze hëllefen, erëm zrëckzekommen op den Aarbechtsmaart.

A mir dierfe jo och net vergiesse beim REVIS – dat gëtt oft an der Debatt vergiesse –: De Gros vun deene Leit, déi de REVIS kréien, déi gi schaffen! Mee déi Leit kréien e Complement, well opgrond vun hirer familiärer Situatioun an der Composition de ménage Complementé mussen ausbezuelte ginn. An och dat dierf een an där ganzer Diskussioun beim REVIS net ënnerschätzen. Mee dofir ass et och gutt, dass déi Prime d'activité fir REVIS-Empfänger soll kommen an dass dat och e positive Modell ass.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht och, eise Sozialdialog fir d'Zukunft ze stäerken. An hei ass et wichtig, dass mer d'Sozialpartner stäerken. An dat verstitt Der, mäin Häerz als Gewerkschaftler geet do drëm – an Dir wësst allegueren, dass ech vun do kommen! –, dass mer d'Recht vun de Gewerkschafte stäerken an dass et wichtig ass, d'Grundwäerter vun der sozialer Gerechtegkeet an dem soziale Fortschritt do héichzehalen. Dat ass méi wichtig wéi jee, an dat ass méi wichtig grad elo an an dësem Punkt.

An dofir ass et och gutt, dass d'Regierung ëmmer ënnerstrach huet, wéi wichtig hinnen de Sozialdialog ass an dass se och wäerten alles maachen, fir de Sozialdialog ze heegen an ze fleegen. Ech wëll awer soen: Och an der leschter Legislaturperiode huet de Sozialdialog zwëschent der Regierung an de Sozialpartner jo bestanen! Well mir hu jo och vill Gesetzter heibanne gestëmmt, an och matgestëmmt, déi deemools gefouss hunn op Accorden, déi zwëschent de

Sozialpartner um Niveau vun der Tripartitt oder Bipartitt entstane sinn.

Lëtzebuerg stärken heescht och, eis eeler Leit stärken. Och dat huet fir eis eng enorm Wichtigkeet. An dat huet och fir eis als CSV eng grouss Prioritéit. Eis eeler Leit, déi doru bedeelegt waren, déi de Grondstee geleescht hu fir dee Rächttum, dee mer hei am Land kennen, deene mussen mer alles ginn, fir dass si och kënnen e rouegt Liewen no hirer aktiver Zäit féieren. Dofir ass et gutt, dass mer en nationale Plang „Gutt alteren“ hunn a kréien. Mir mussen an d'Altersheimer investéieren, d'Altersheimer upassen un déi Gegebenheete vun haut. Awer och do, an dat hunn ech scho bei der Santé gesot, mussen mer et fäerdegbréngen, genuch Personal ze hunn, fir kënnen an den Altersheimer, Alters- a Fleegeheimer, deene Leit déi Fleg zoukommen ze loosse, déi gebraucht gëtt. Déi kennen dee selwachte Problem, dee mer an de Spideeler kennen. Wa mer do net de Groussregiounsmarché hätten, wier et schwier, allegueren déi Posten ze besetzen, déi do sinn. Och dofir ass et, an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, wichtig, op d'Attraktivitéit vun deene Beruffer hinzewisen, och de Stellwäert vun deene Beruffer an der Gesellschaft, well nëmmen da kënnen mer de Leit déi Betreuer ginn, déi noutwendeg ass an déi se virun allem och verdéngt hu fir dat, wat se fir Land a Leit gemaach hunn.

Et ass och wichtig, fir mat der Renovéierung vun de CIPAE weiderzefueren. An ech hoffen, dass esou Geschichten ... Ech nennen et „eng Geschicht“, d'Madamm Cahen weess, wat ech mengen, wéi laang et gedauert huet fir Rémeleng, wat elo endlech ënnerwee ass. Do hate mer och eng Simplification administrative. Et ass do endlech elo no iwwer 20 Joer d'Decision gefall, dass misst nei gebaut oder neigemaach ginn, dass dat endlech emol kéint geschéien. Mee do mussen mer et fäerdegbréngen, dass dat méi séier geet, an dass et bei deenen aneren Haiser, déi mer mussen renovéieren, och e bésse méi séier geet, oder e gutt Stéck méi séier geet, wéi dat zu Rémeleng de Fall war. An ech sinn och do zouversiichtlech, dass dat wäert geschéien. An ech sinn och zouversiichtlech, dass mer et fäerdegbréngen, dass Qualitéitskrittären an deenen Haiser a) agefouert ginn a b) och duerno applizéiert ginn.

M. Fernand Etgen (DP) | Och d'Madamm Cahen.

M. Marc Spautz (CSV) | Wat gelift, Här Etgen?

M. Fernand Etgen (DP) | D'Madamm Cahen.

M. Marc Spautz (CSV) | Lëtzebuerg fir d'Zukunft stärken, heescht och de Benevolat stärken. Ouni Benevolat kéint Lëtzebuerg net esou fonctionéieren, wéi et dat haut mécht. A mir mussen och am Benevolat den Nowuess ofsécheren. Dofir begrësse mer, dass am Regierungsaccord ausdrécklech de Benevolat en neie Statutt soll kréien. An do geet et zentral ëm d'Assurance accident. Eng grouss Fro, déi sech ëmmer gestallt gëtt am Benevolat: Wat geschitt, wann een en Accident huet? Dofir ass dat e wichtige Punkt, fir ze soen, dass do eppes kéint bei der Assurance accident, an dat mussen mer begrëssen. An dat selwacht gëllt, fir déi Leit weiderhin ze ënnerstëtzen an och weiderhin op d'Wichtigkeet vun Benevolat hinzewisen.

Ech wëll just drun erënneren, an et si jo och vill Kollegen hei, déi dat nach aus hirem fréiere Liewe kennen: Eng Zäitchen hate mer e Pompjeeswiesen, dat exklusiv op de Benevolat opgebaut war! Dat ass déizäit tipp-topp gaangen. Mee d'Entwécklung vun der Zäit huet et mat sech bruecht, dass et eng Professionaliséierung huet misse ginn. Mee wa mer déi Benevoller an der Zäit virdrun net gehat hätten – an och elo sinn nach e groussen Deel vu Benevollen do aktiv –, dann hätte mer dee Secteur an dee System, dee mer awer brauche fir eis Sécherheet, ni kënnen oprechterhalen.

Dat selwacht ass am Veräinsliewen. Wa mer am Veräinsliewe keng Benevoller méi hunn, da kréie mer Schwierigkeeten, wat net gutt ass fir eis Gesellschaft. An dofir ass et wichtig, och dee Stellwäert vun Benevolat grousszeschreiwen.

Lëtzebuerg stärken heescht fir eis awer och, d'Asylrecht fir d'Zukunft stärken. Do brauch een eng Politick mat Häerz a Verstand. An et ass och richtig, dass een heiansdo mat enger gutt gemengter Politick verschidde Resultater net erreicht, déi ee gären hätt. Et ass dofir fir eis dee richtige Wee, dass an der Asylpolitik net nëmmen ee Ministère gefuerdert ass, mee e puer Ministère gefuerdert sinn, fir déi Punkten ze errechen, fir dass mer eng Asylpolitik kënnen maachen, déi Lëtzebuerg würdeg ass. Asyl an och Immigration ass eppes, wat bluttnoutwendeg ass. Well ouni Immigration hätte mer et zu Lëtzebuerg net fäerdegbruecht, do ze stoen, wou mer haut stinn. A mir sollen dat ni vergiessen! An och am Asyl mussen mer eis Prozedure ginn, fir Leit net jorelaang an der Ongewëssheet ze loosse, mee fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, séier ze wëssen: Wou geet et hin? Kann ech bleiwen? Kann ech net bleiwen? An och do d'Prozeduren änneren.

Lëtzebuerg soll e Pays d'accueil bleiwen. Lëtzebuerg muss kuerz Prozeduren hunn. Et ka keen Automatismus einfach kommen. Den ONA muss ugepasst ginn. Mir mussen Procédure-accléiréieren aféieren. Mir brauchen e Plan pluriannuel, fir Structures d'hébergement ze maache fir déi Leit, déi kommen. Mir mussen eng gerecht Verdeelung vun den DPIen hei duerch d'ganz Land fäerdegbréngen. Mir mussen e Renforcement maache vun der Employabilitéit, well mer jo Secteuren hunn, wou mer Schwierigkeeten hunn, déi och schon définiert gi waren a wou Leit bluttnoutwendeg gebraucht ginn, fir dass déi Leit, déi an d'Land kommen, dann och kënnen op de Marché de l'emploi kommen.

Mir brauchen eng Maison de retour. Mir brauchen och Diskussiounen – an dat ka Lëtzebuerg net aleng léisen – op europäeschem Niveau, dass mer d'Migration an Europa zesumme mussen ugoen. Mir hu keng Baussegrenz als Lëtzebuerg. An awer ass et wichtig, dass do eng Reform kéint vun Dublin, vum Dubliner Prozess. An dofir ass et och wichtig, dass hei zu Lëtzebuerg Prioritéit gesat ginn, mee och, dass op europäeschem Niveau déi Akzenter gesat sinn, déi bluttnoutwendeg sinn.

A mer schwätzen ëmmer erëm vun de Problemer, déi mer hunn, fir se ënnerzibréngen. Och do kommen ech nach eng Kéier op de Problem zréck, dass d'Hallschent vun deene Leit, déi de Moment a Structure sinn, déi virgesi ware fir DPIen, BPIen sinn, déi do dra sëtzen, well se net erauskommen. Och do mussen mer Akzenter setzen, fir dass et méiglech ass, déi Leit op den normale Marché ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stärken heescht och, eis Kafkraaft fir d'Zukunft stärken. An dofir wëlle mer ausdrécklech begrëssen, dass d'Regierung d'Berengung vun der Steiertabell op den 1. Januar vu véier Indextranchen decidéiert huet, déi elo op den 1. Januar soll kommen. Ech hu mat menge bescheidene Mëttele probéiert, Pi mol Daum auszerechnen, wat dat géif vun Entlaaschtung bréngen. Ech hu mech do baséiert op den Avis vun der Chambre des Salariés zum leschten Tripartitt-Accord. Dat gëtt no menger Berechnung – mee de Finanzminister wäert eis déi richtig Zuele sécherlech och bréngen –, 51 Euro, wann Der e Brutto hutt vun 3.000 Euro. Dat geet dann erop bis op 95 Euro, wou direkt Entlaaschtunge wäerte kommen ab dem 1. Januar.

An dann ass jo eréischt déi hallef Steiertabell berengt ginn. An de Minister, de Premierminister, huet

jo och gëschter a senger Ried ënnerstrach, dass elo déi véier éischt kommen, mee dass och duerno nach zolidd Ännerungen am Steiersystem wäerte kommen, an dass een och reegelméisseg kuckt, fir déi aner Retarde vun der Upassung nozehuelen. An et ass gläichzäiteg esou, dass fir 2026 och soll e Projet um Dësch leien, woumadder de Problem vun de Steierklassen, déi mer bis elo hunn, dann och do an Ugrëff geholl gëtt.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Merci, Här Baum.

Gëschter, oder net gëschter, mee et ass ëmmer erëm ënnerstrach ginn, dass Steierpolitik och Sozialpolitik ass, an dat do ass ee vun de Beweiser dovunner. Fir eis ass et ganz kloer, dass et och do un eis als Chamber ass matzschaffen. An de Finanzminister, deen huet jo eng Deadline gesat kritt vun Premierminister, bis wéini dat muss fäerdeg sinn. An och mir an der Chamber an an deene jeeweilige Kommissiounen mussen proaktiv matzschaffen, fir dass déi Deadline och kann agehale ginn. Dat si mir alle 60 heibannen de Leit schëlleg – well mer am Walkampf alleguer gesot hunn, mir géifen déi steierlech Diskussioun vum 1a a vun deene jeeweilige Steierklassen an Ugrëff huelen –, dass mer dat dann och maachen an dass bis 2026 dann dee Problem, ech wëll net soen, definitiv geléist ass, mee dass do nei Adaptatiounen komm sinn, an dat am Interêt vun deene Leit, déi dovou betraff sinn.

Et sinn och nach aner steierlech Incentivé méiglech, et sinn der jo schon do, et wäerten och sécherlech nach aner Saache kommen. An als Gewerkschaftler, wéist Der, dreemen och nach ëmmer vu Verméigensbildung fir déi schaffend Leit, dass Méiglechkeete kënnen geschafe ginn, op verschidde Punkten, dass dat och kann erreicht ginn. Well Loun a Gehalt ass dat eent, mee et muss een och de Leit d'Méiglechkeet ginn, Verméigen opzebauen, fir Reserven ze hunn, fir net andauernd mussen Prête léinen ze goen, wann iergendeppes doheem geschitt ass. Dat ass nämlech e Bestanddeel vun enger sozialer Maartwirtschaft an dat ass och e Garant fir soziale Fridden, an domadder kënnen mer och vläicht verhënnern, wat an anere Länner geschitt, wou reegelméisseg Leit op der Strooss sinn, well se déi Méiglechkeeten net hunn.

An dann, ganz wichtig: den Index! An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass et ganz gutt ass, dass d'Koalition ganz kloer gesot huet, dass si hantert dem aktuelle Modell vum Index steet, dass deen Index och wäert bestoe bleiwen an dass just gesot ginn ass, dass, wa méi wéi eng Indextranche kéint, dass dann d'Koalitionspartner sech an der Tripartitt zesummefannen, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen. Ech mengen, dass dat e kloere Message ass fir eisen Indexsystem. An et war jo mol schon esou, dass dann temporär aner Léisung hu misse fonnt ginn. Mee dat muss een am Sozialdialog maache mat de Gewerkschaften. Och dat féint ausdrécklech eis Zoustëmung.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stärken heescht och eis Familjen an eis Kanner fir d'Zukunft stärken. „D'Kanner sinn eis Zukunft!“, heescht et ëmmer, an dat ass och richtig a gutt esou. Dofir ass Familjepolitik dëser Majoritéit och besonnesch wichtig. A wann Dir, an ech gi jo dervunner aus, dass Dir dat alleguer gemaach hutt, déi Säiten alleguer gelies hutt, hutt Dir festgestallt, dass d'Familjepolitik eent vun de gréisste Kapitelen am Koalitionsaccord ass. An och dat muss een net an engem Term vu Schwarz-Wäiss-Molerei kucken, mee dat gëtt e faarwegt Bild vun der Politik, a jiddweree soll säi Liewe kënnen esou organiséieren an esou féieren, wéi en et wëllt. Et ass net um Staat, de Leit virzeschreiwen, wéi si solle liewen.

Dofir ass et gutt, an et geet och iwwregens ëm de Subsidiaritätsprinzip, dass mer hei schwätze vu Subsidiarität a Solidaritéit an dass et do wichteg ass, dass d'Kand am Méttelpunkt steet. Dofir kënt eng Verlängerung vum Congé parental an eng Flexibiliséierung vum Congé de maternité. An eppes, wat mir ganz gutt gefält, ass d'Verlängerung vun de Babyjore vun zwee op dräi Joer, well et wichteg ass, dass bei de Babyjoren eppes geschitt. An och eng Upassung vum Kannergeld gött ausdrécklech begréisst, well mir sinn eis jo och bewosst, deemno wéivill Kanner der hutt, dass et wichteg ass, dass mer déi Familjen ënnerstëtzen, well d'Kanner vun haut sinn och d'Beitragszahler vu muer, a wa mer schwätze vun enger Ëmwälzung am System, ass et och wichteg, dass mer déi Leit vun Ufank un ënnerstëtzen.

A wa mer vu Kanner schwätzen a vu Familjen, da schwätze mer net nëmme vun der Famili u sech, mee mir schwätzen och vun de Schoulen. Well och d'Schoulen hunn en enormen Afloss op d'Familjen, op d'Kanner, an et ass do, wou och d'Basis geluecht gött fir de Kanner hir Entwécklung an der Zukunft. Do ass et och wichteg, dass mer d'Qualitéit an der Kannerbetreiung verbesseren, héichhalen, dass mer de Betreuungsschlüssel iwwerschaffen, a meng Virgängerin als Fraktiounschef, d'Martine Hansen, huet dat och ëmmer ënnerstrach, an et louch hir besonnesch um Häerz, dass mir do de Betreuungsschlüssel änneren.

Mir ënnerstëtzen och déi Elteren, déi soen: „Mir bleiwe gär nach méi laang doheem bei de Kanner, bis se an d'Grondschoul ginn.“ Dofir kënt dat mat de Babyjoren an der Schoulpolitik. Ech wëll net grad soen, „Schoulpolitik ass Sozialpolitik!“, mee et ass och deelweis Sozialpolitik, well et ass do, wou de sozialen Ëmgang geschitt. D'Basis mussen zwar d'Eltere leeën. Et ass net un der Schoul, fir hinnen déi sozial Krittere bäizebréngen. Mee do entsteet e soziaalt Liewen, well do sëtze Leit zesumme vun alle Bevëlkerungsschichten, vun alle Loungkategorien, an d'Kanner erfueren do déi Basis, déi wichteg ass, fir duerno an enger sozialer Gesellschaft wéi hei zu Lëtzebuerg kënnen ze bestoen. An dofir ass et wichteg, dass een an der Schoul déi Akzenter setzt, an och an der Kannerbetreiung, déi elo noutwendeg sinn, well mir mussen eis Kanner virbereeden op d'Zukunft.

Mir mussen eis Kanner ausstatten mat Kompetenze fir d'21. Joerhonnert, well mer och keng Betriber méi hu wéi an der Zäit, déi Plaz hate fir jiddwereen, fir déi mat den zwou lénken Hänken bis zu deene ganz Intelligenten. Esou Betriber gött et net méi. Mee mir mussen de Kanner dee Baggage matginn, dass se sech herno am Berufsliewe kënnen duerchsetzen an dass se och eng Méiglechkeet hunn, am Berufsliewen kënnen ze bestoen. All déi Basisfaktoren ginn an der Famili an an der Schoul geluecht, an dofir ass et wichteg, dass mer do déi néideg Adaptatiounen maachen. Et ass och gutt, dass de Secondaire soll moderniséiert ginn an zukunftsfit gemaach ginn.

An dann – an den Här Meisch weess elo direkt, mat wat ech kommen, an d'Madamm Hansen och – ass do deen anere Volet vun der Educatiounspolitik, dat ass d'Berufsausbildung. D'Berufsausbildung: Déi meesch – déi nei Kolléegen manner wéi déi méi stänneg Kolléegen, déi schonn e bësse méi laang heibanne sinn –, déi wëssen, dass d'Berufsausbildung a virun allem d'Handwierk fir mech e ganz grouse Stellewäert huet. An der leschter Legislaturperiode souze mer nach zu véier, déi aus dem Handwerkssektor komm sinn, hei an der Chamber. Elo sinn ech mam Här Engelen eleng. All déi aner Kolléegen sinn net méi hei. Dat war nach de Carlo Weber an dat war nach den Aly Kaes. Déi sinn net méi an der Chamber vertraueden. An ech kann Iech soen, dass d'Handwierk awer wichteg ass

fir Lëtzebuerg. An Dir wësst et alleguer, well wann op eemol doheem eppes net méi geet, da sidd Dir frou, wann en Handwierker do ass, deen Iech dat flécke kënt.

An dofir ass et wichteg, dass mer och en attraktiven Handwerkssektor behalen, dass mer et fäerdegbréngen, Handwierker auszebilden an och Handwierker am Handwierk ze behalen. Och dat ass e ganz wichteg Punkt. A mir mussen dofir d'Handwierk opwäerten. Well d'Handwierk ass och hei zu Lëtzebuerg, wann een dat ekonomesch kuckt, dee gréisste Wirtschaftszweig.

Mee déi Betriber – an dat weess esouwuel den Educatiounsminister wéi och de Méttelstands- an haitege Wirtschaftsminister – kloen, dass se kee Personal méi fanne fir an deene Beruffer. Dofir ass et wichteg, dass mer dem Handwierk en anere Stellewäert ginn an dass mer och an der Berufsausbildung Akzenter setzen, fir dass mer rëm méi Leit fannen, déi bereet sinn, e Beruff ze erliieren, well dat ass wichteg. Mir sollen do och Allianz maachen zesumme mam Secondaire classique, wat alles vu Méiglechkeete besteet, fir och do d'Handwierk méi ze férdere, wat och an anere Länner scho besteet. Dat ass wichteg, dat ass noutwendeg! An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wa mer keng Handwierker méi an der Gesellschaft hunn, da wäert eis Gesellschaft vill méi aarm sinn an da wäerte mer dee Fortschritt net kënnen erliieren, dee mer jo alleguer wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerker heesch och, Mënche mat Behënnerung stäerker. An do ass et wichteg, dass mer de Statut vum Salarié handicapé iwwerschaffen, dass mer et fäerdegbréngen, d'Inklusioun um Aarbechtsmaart an Ugrëff ze huelen, an dass et och Méiglechkeete fir déi Leit gött, net nëmme an den Atelier-protégéen, mee dass mer erëm méi vun de Leit mat Behënnerung op dem legalen Aarbechtsmaart kënnen an d'Aarbechtswäerter bréngen. Mir mussen eng Barriärfreiheit schafe fir d'Gesellschaft. Mir mussen awer och d'Barriären a verschidde Käpp ofschaffen, wat de Stand an de Statut vun den Handicapéierten ubelaangt. Mir mussen d'Transportservicer Adapto a Mobibus iwwerschaffen, fir déi och méi no hire Besoine kënnen opzestellen.

An e leschte Punkt, an dat war kuerz virun de Walen nach eng Kéier grous am Méttelpunkt: Mir mussen och de Problem vun de Pensiounen vun deene Leit léisen, déi, ier de Statut geschafe ginn ass vum Travailleur handicapé, ëmmer déizäit mam RMG oder mat der Primm fir Travailleurs handicapés geschaff hunn a wou ni an d'Sécurité sociale abezuelt gouf. An do sinn awer elo Leit, déi voll Karriären hunn, soudass mer et do mussen fäerdegbréngen, dee Problem an Ugrëff ze huelen, fir dass mer och deene Leit déi Rechter ginn, déi se zegutt hunn. An mer mussen déi Adaptatioun am Code de la sécurité sociale maachen, fir dass déi Leit och bei der Pensiounskeess hir Berücksichtigung fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir mussen och eppes maache bei de Wunnengen, beim Wunraum. Et ass ee vun eise gréisste Problemer – ech hat et scho bei der Aarmut gesot, ech kommen nach eng Kéier drop zrëck. D'Offer vun de Wunnengen muss eropgesat ginn. A mir dierfen net vergiessen, dass och eise Bau u sech de Moment a Schwiergekeeten ass. Do si schonn Efforte gemaach ginn. Et si scho verschidde Iddie beschwat ginn. Mee et ass elo ganz wichteg, dass ganz schnell, esou wéi de Premier et ugekënnegt huet, eng Ronn stattfënn mam Staat, mat de Gemengen, mam Handwierk, fir ze kucken, wat mer kënnen maachen, fir dat alles méi ze férdere, fir dass mer méi Wunnengen op de Marché kréien. A wann ech soen,

Reunioun mat Staat, Gemengen an Handwierk, dierf een do natierlech och d'Sozialpartner net vergiessen.

Mir mussen de Prozedurendschungel duerchschaffen, fir dass et méiglech ass, méi séier kënnen ze agéieren, a fir méi séier kënnen ze reagéieren – net nëmme agéieren, mee och reagéieren. A verschidde Prozeduren, déi komplizéiert sinn, vläicht vereinfachen an och no de soziale Krittere kucken, wat mer deene Leit kënnen ubidden a wat net. Well den Aspekt Logement, wa mer dee Problem net an de Grëff kréien, da gött et schwiereg. Net an de Grëff kréien, dat ass eng Saach, mee mer mussen dee verbessert kréien, soss ginn d'sozial Problemer och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grous. An dofir mussen mer do eppes maachen.

A wann ech dat soe vum Logement, dann ass et d'selwecht mat de Prëten. An ech begrëssen och gären ausdrécklech dat, wat de Premierminister gesot huet, dass een do och muss mat de Banke schwätzen. Well jiddwereen vum Iech heibannen huet op d'mannst ee während der Walcampagne gehat, dee gesot huet: „Et ass jo elo net nëmme de Prêt u sech, mee et ass och nach den Iwwergangsprêt, well ech elo vun engem Appartement an en Haus gewieselt sinn, wou ech vun den Zënse erdréckt ginn!“ Do mussen mer och an d'sozial Verantwortung vun de Banken appelléieren. An dofir begrësse mer och ausdrécklech, dass de Premier gesot huet, et misst ee sech mat de Finanzetablissementen zesummesetzen, fir do Léisungen ze fannen, fir dass et do méi Flexibilitéit gött.

Wann s de zweielef Méint laang gesot kriss: „Elo kuck, dass de an zweielef Méint derduerch bass!“, an et weess een, wat duerno am Bau an um Marché geschitt ass, dann ass ee sech bewosst, dass dat net vun haut op muer gekläert gött. Mee do missten d'Banke méi flexibel sinn. Dat ass op alle Fall meng Vue, an dat soen ech och en nom personnel. D'Banke waren och frou, wéi deemools d'Decision gefall ass, fir si ze retten. Da solle si och elo de Leit hëllefen, fir dass d'Leit kënnen gerett ginn. Och do muss eppes geschéien, fir dass mer dee Problem do an de Grëff kréien.

(Interruption par M. François Bausch)

Hutt Dir dat net verstanen, Här Bausch?

M. François Bausch (déi gréng) | Deen do Saz, dee leschte Saz.

M. Marc Spautz (CSV) | Dee leschte Saz?

M. Sven Clement (Piraten) | Dat do ass de Prinzip Hoffnung.

M. Marc Spautz (CSV) | Ma dass och d'Banken do mussen méi flexibel sinn, fir de Leit net ze soen no zweielef Méint: „Elo dréie mer d'Schrauf zou!“ Mee dass dat och e bësselche muss verlängert ginn, dass een do kann driwwer diskutéieren an dass net einfach gesot gött no zweielef Méint Iwwergangskredit, et wier vun haut op muer Schluss. Dat ass net de richtege Wee. Dat muss anescht gestaffelt ginn. An ech ginn dervun aus, dass de Finanzminister an och de Premierminister mat de Banken zesummen déi Diskussiounen wäerte féieren, déi do noutwendeg sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Et wär gutt, wann eis staatlech Bank dat géif maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Präsident.

Dann ass et och wichteg, dass mer Mesüre maache fir jonk Leit, Éischtkeefe, fir dass déi och aner Hëllef kréien, well et ass wichteg, dass déi Leit och d'Basis geschafe kréien, fir sech kënnen en Haus ze bauen.

En anere Punkt, deen ausser dem Logement och ganz wichteg ass, ass den Ëmweltberäich. Et ass wichteg,

dass den Ëmweltschutz eng Prioritéit ass fir dës Regierung. Et ass och wichtig, dass mer d'EU-Direktiven am Ëmweltschutz anhelen an och proaktiv ëmsetzen. Mir brauchen e Buedenschutzgesetz, de Waasserschutz duerch Renaturéierung muss ënnerstëtzt ginn, an et ass och wichtig, dass mer an d'erneierbar Energien investéieren an do och weiderfueren an dass de Waasserstoff a Fernwärmereseauen domat ënnerstëtzt ginn. Och dat huet eng Entwécklung, dass, wann een e Logement baut, direkt Fernwärmenetzer do mat erageholl ginn.

A wann ech vun Ëmwelt schwätzen, ass et och net wäit bis bei d'Landwirtschaft. An ech mengen, och an der Landwirtschaft ass et wichtig, dass d'Schlüsselroll, déi d'Landwirtschaft spillt an der Gesellschaft, och ëmmer erëm erwänt gëtt, an dass och gewosst ass, dass, wa mer keng Landwirtschaft hunn, et och Schwierigkeete gëtt, well d'Essen an d'Dränke kommen aus der Landwirtschaft. A wann ech vu Landwirtschaft schwätzen, da wëll ech de Wäibau do mat erwänen. A mat den Hëllef, mat deenen mer déi Betriber, déi Mëllec a Fleesch hierstellen, ënnerstëtzen, muss et och an deene Produktzweiger fir si méiglech sinn, déi technesch Entwécklung, déi et do och gëtt, kënnen fortsetzen. An och den Ëmweltimpakt vun hirer Produktioun ass wichtig, do muss een déi gemeinsam Ëmweltziler zwëschent Landwirtschaft an Environnement festsetzen. Mir brauchen eng gutt Landwirtschaft. Mee mir brauchen och e gudden Ëmweltschutz. An do muss gemeinsam gekuckt ginn, dat ze maachen.

Mir müssen och diversifizéieren. Wann et fréier virun allem Mëllec a Fleesch war, wat an der Landwirtschaft am Mëttelpunkt stoung, esou däerfe mer net vergiesen, dass mer och Geméis an Uebst hunn, an, wat vill Leit net esou an de Mëttelpunkt gestallt hunn, och d'Energiepolitick, déi ka gemaach ginn, déi kann aus der Landwirtschaft kommen, well mer och d'Moyene vun enger Energieproduktioun an der Landwirtschaft hunn. Och do muss alles, wat d'Investitiounen an d'Geneemegungen ubelaangt, vereinfacht ginn, fir dass mer et fäerdegbréngen, de regionale Liewensmëttelmarché an och déi regional Produktiounen oprechtzeerhalen. An do ass et wichtig, den Dialog mat deene Leit aus der Agrarpolitick ze sichen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis Mobilitéit fir d'Zukunft stäerken.

Haut de Moie waren e puer Kollege vun heibannen, déi hu mer op eemol geschriwwen: „Ech weess net, ob ech et fir 9.00 Auer packen, ech stinn hei am Stau, oder ech stinn do am Stau.“ Dofir ass et och wichtig, dass mer do Saachen an Ugrëff huelen.

Den ëffentlechen Transport ass déi lescht Joren ausgebaut ginn, an ass méi modern ginn. Mir müssen awer nach e bëssen un der Fiabilitéit schaffen, well haut de Moie waren och erëm eng Kéier zwou Linne vum Zuch, déi ënnerbrach waren, wou et net gaangen ass. Mee mer müssen do d'Investissementer op engem héijem Niveau halen. Et ass wichtig, dass am ëffentlechen Transport – virun allem den Tram – d'Reseue méi grouss gemaach ginn.

Et ass wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, déi Contournementen, déi scho säit joerzénngten diskutéiert ginn, och elo an Ugrëff ze huelen. Well och wa mer heibannen d'Gesetz bis gestëmmt hunn, dann ass de Contournement nach net gemaach. Do si Leit heibannen, déi wëssen dat besser wéi ech: Wa mer d'Gesetz gestëmmt hunn, bis de Contournement da fäerdeg ass, vergeet och nach eng gewëssen Zäit. Mee et ass wichtig, dass déi Contournementen elo endlech kommen, well an enger Rei Stied an och Dierfer muss mer et fäerdegbréngen, dass manner Verkéier derduerch

geet, mee dass dee laanscht geet. Mir däerfen net d'Stroossebaue verdäiwelen! Heiansdo hunn ech d'Ge-fill, dass verschidde Leit dat verdäiwelen. Mee mir müssen déi Stroosse bauen, déi noutwendeg sinn.

Mir müssen och ëmmer drun denken, dass Leit, déi am Schichtbetrib sinn, a virun allem déi, déi am ländleche Raum sinn, méi Schwierigkeeten hunn, fir do op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, an dass een dofir och nach ëmmer Stroosse brauch. An dofir ass et awer wichtig, dass mer d'Investissementer souwuel an den Travaux publics wéi och am Eisebunnsreseau héich halen an dass mer och do d'Prozeduren, wou mer heiansdo eis selwer am Wee stinn, och kënnen vereinfachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, eis Demokratie stäerken.

De Président-doyen, dee mer déi éischt véier bis sechs Wochen hei haten, an och de Chamberpräsident, de Claude Wiseler, hunn an hire jeeeweilege Rieden allkéiers drop higewisen, wéi wichtig et ass, dass mer hei am Haus e konstruktiven a sachlechen Dialog féieren, an dass et och wichtig ass, dass mer als Chamber konstruktiv u Problemer eruginn.

Ech wëll dofir och profitéieren, fir dem Alterspräsident nach eng Kéier Merci ze soe fir déi véier Wochen, wou en um éischte Stull souz, an Iech, Här President, och ze felicitéieren fir Är nei Aufgab, déi Der heibannen hutt, an och ausdrécklech deenen zwee Hären ze felicitéieren fir déi Rieden, déi se gehal hunn iwwert de Stellwäert vun der Chamber an de Stellwäert vun der Demokratie.

Ech wëll an dat Ganzt dofir awer och d'Chamberpersonal mat abannen, well wa mer d'Chamberpersonal net hätten, de Backoffice vun heibannen, dann hätte mer alleguerte Schwierigkeeten, an da wier et och schwierig, déi Politick kënnen ëmsetzen, déi an der Chamber ëmgesat gëtt, well de Personalbestand vun der Chamber an de Personalbestand vun der Regierung, dat ass e ganz, ganz, ganz groussen Ënnerschied. An dofir och dem Personal e ganz grouse Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Mir sinn hei d'Haus vun der Demokratie. An ech wëll do ënnersträichen – an dat huet de fréiere Chamberspräsident och ëmmer gesot –: Et ass d'Haus vun alle Leit, d'Chamber, an do geet et och heiansdo ganz haart zur Saach! Ech mengen, dat ass och gutt esou. Dat gehéiert zu enger Demokratie. Mee ech géif awer en Appell maachen, dass et do och soll si wéi am Fussball: Et soll een de Ball spillen an net de Mann oder d'Fra! Well et ass wichtig, dass mer sachlech mateneen ëmginn. Wann dat emol heiansdo emotional ausaart, ass dann de Präsident dofir do, fir een zur Uerdnung ze ruffen. Mee et ass awer och wichtig, dass mer mënschlech mateneen ëmginn.

Ech hunn emol fréier Äishockey gespilt. En Check war erlaabt, mee e Bodycheck, da bass de op d'Bänk gaangen. An ech mengen, dass dat och heiansdo mol kann ausaarten, an dat ass net gutt. An ech hoffen, dass mer et all zesumme fäerdegbréngen, an engem haarden, awer faire Kader, wou et ëm d'Saach geet an net ëm de Mann, mateneen ëmzegoen.

Et geet drëm, Lëtzebuerg ze stäerken, dat heescht, zu gudder Lescht och d'Chamber an d'Demokratie ze stäerken. An et ass och wichtig, eis Aufgab als Deputéiert escht ze huelen. An dat géllt grad och fir d'Majoritéit. An et ass och wichtig, an der Majoritéit mat der Oppositioun sachlech ëmzegoen, an och konstruktiv-kritesch mateneen ëmzegoen.

Et ass och ënnerstrach gi vun deene verschiddenen neie Fraktiounsprésidente vu verschiddenen Oppositiounsparteien, dass se dat wëlle maachen, sachlech-kritesch. Ech mengen, dat gehéiert derzou, an et ass och wichtig, dass mer dat sachlech maachen an dass och Kritik muss erlaabt sinn, och wa se engem net ëmmer gefält. Mee och dat gehéiert zum demokratesche Spill.

Ech mengen, dass et wichtig ass, als ganz Chamber d'Regierung ze kontrolléieren. Et ass net d'Aufgab vun der Oppositioun, d'Regierung ze kontrolléieren, mee et ass d'Aufgab vun der Chamber, d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir ass der eng Aufgab, déi mer alle 60 heibannen hunn. An net elo einfach soen: Dat eent ass vun der Oppositioun, an dat anert sinn déi vun der Majoritéit. Ech mengen, dat ass wichtig.

An dofir huet och gëschter de Premierminister gesot, d'Schwéierpunkte soll een diskutéieren. An d'Regierung wäert eis dat och weisen, wann elo all d'Minister an d'Fachkommissiounen kommen, wou dann all d'Deputéiert vu Majoritéit an Oppositioun d'Méiglechkeet hunn, déi Froen ze stellen, déi si interesséieren.

Gëschter Owend ass schonn an der Press – oder ech hunn et haut de Moien an der Press gelies – Kritik un der Regierungserklärung vum Premier gemaach ginn. Ech mengen, mir liewen de Moment a rauwen Zäiten. Et sinn och schonn Äusserunge gemaach ginn, hei géif elo eng schlecht Zensur ausgestallt ginn. Et sinn och Äusserunge gemaach ginn, dat hei wier e Feelstart.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech mengen, mir wëssen, wat de Programm ass, deen d'Regierung virgeluecht huet, a mir solle se duerno bewäerten op dat, wat geschitt ass an op dat, wat wäert geschéien. Dofir si mer jo hei an der Chamber, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Bei der Regierungserklärung huet de Premierminister ënnerstrach, dass e sech do aner Weeër wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn, ka virstellen. Ech mengen, fir eis ass et wichtig, dass de Kapitän u Bord ass, dass d'Regierung amgang ass, aus dem Hafen erauszefueren, an et ass wichtig, dass d'Chamber och mat agebonnen ass. An et ass un eis, all zesummen un engem Strang ze zéien, well mir hu jo alleguerten awer een Zil – an dat, soen ech, géllt souwuel fir d'Oppositioun wéi fir d'Majoritéit –: fir Lëtzebuerg no vir ze bréngen. D'Iddien, d'Weeër, wéi mer dohinner wëlle kommen, si vläicht anerer, mee och dofir soll ee richtig a fair mateneen ëmgoen.

Kolleginnen a Kollegen, d'Leit stärke fir d'Zukunft, dat muss eis alleguerten en Uleies sinn. An ech sinn der Meinung, dass et sozial a wirtschaftlech effikass ass, wa mer hei un eng Zukunftspolitick denken. A mir sollen der Regierung an deene jeeeweilege Ministeren och elo d'Chance loossen, dee Regierungsprogramm, deen elo virgestallt ginn ass, a Musek ëmsetzen. An dann och mat hinnen zesummen alles dat ugoen, wat wichtig ass fir e gestärkent Lëtzebuerg. A wa mer eis och net ëmmer eens ginn, dat awer an engem fairen a sachlechen Dialog maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, nach eng Kéier, ech ënnersträichen: D'CSV ënnerstëtzt dës Regierungserklärung an déi Regierungsekipp, déi do ass! An et ass eis eng Freed, déi nächst fënnf Joer déi Saachen am Interêt vu Lëtzebuerg a vum Lëtzebuerger Land unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären aus der neier Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Vertrauensvott vun de Mëtteg wäert en neit Kapitel hei am Land opgeschloe ginn.

Dësen Exercice ass e Moment vu Spannung, awer och e Moment vu groussen Erwaardungen. E Moment vu Spannung, well déi politesch Weichen nei gestallt ginn an d'Land gewuer gëtt, wou d'Rees déi nächst fënnf Joer higeet. E Moment vun Erwaardungen, well d'Bierger an d'Biergerinne sech aus dem Koalitionsprogramm Äntwerten op hir Besoinen an op hir Suergen erwaarden.

Si erwaarde sech Äntwerten op d'Inflationskris. Si erwaarde sech Äntwerten am Kampf géint de Klimawandel. Si erwaarde sech Äntwerten op d'Wunnengsbaukris. A si erwaarde sech Äntwerten, wat d'Bekämpfung vun der Aarmut ugeet. Si erwaarde sech Léisungen, fir hir Kafkraaft ze stäerken. A si wëlle wëssen, wéi d'Regierung déi digital an déi energeetesche Transition begleet a sécherstellt, dass jiddweree mat op dee Wee geholl gëtt.

Wéi kann hir Work-Life-Balance weider verbessert ginn? Wéi steet et em gerecht Zukunftschancé fir all Kand? A wéi soll de Secteur vum Bau nees ugekerbelt ginn, fir dass jiddweree zu Lëtzebuerg sech erëm en Daach iwwert dem Kapp kann erméiglechen?

Här President, wann ech soen, d'Erausforderungen, déi wäer grous, da wëllt dat net heeschen, dass an deene leschte Joren net ganz, ganz vill geschafft gi wär. Au contraire. Als DP si mir houfreg op dat, wat déi lescht zéng Joer gelescht gouf. An den Här Frieden, an ech soen em Merci dofir, huet dat gëschter och a senger Ried honoréiert.

De Bilan vun zéng Joer Blo-Rout-Gréng, mat engem Premier Xavier Bettel un der Spëtzt, ka sech weise loosse. Zesumme mat eise fréiere Koalitionspartner, der LSAP an deene Gréngen, hu mir villes am Land ugepak, villes emgesat an awer och vill Weiche fir d'Zukunft gestallt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An ech wëll de Kolleeg vun der LSAP an de Kolleeg vun deene Gréngen a mengem perséinlechen Numm, awer och am Numm vu menger Fraktioun, en opriichtege Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an de leschten zéng Joer zesummen haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och wann d'Rollen ...

Une voix | De Merci geet zréck.

M. Gilles Baum (DP) | ... haut anescht verdeelt sinn, sinn ech mer sécher, dass mir énnert de Regierungsparteien, awer och mat den Oppositionsparteie konstruktiv an op Aenhéicht kënnen zesummeschaffen. D'DP wäert eng konstruktiv Kritik vusäite vun den Oppositionsbänken eescht huelen.

Merci soen ech awer och eisem neie Partner an der Regierung, der CSV. Ech war an Aarbechtsgruppe mat derbäi an ech hu gemierkt, dass et wierklech em d'Saach geet, dass et em d'Zukunft vum Land geet.

Mir hunn eis mat dem néidege Respekt begéint an d'Idden aus eise Walprogrammer niententee geleeht. An ech hu mer soe gelooss, an der Plenièr wär dat d'selwecht gewiescht. Et gouf a ville Beräicher grous Schnëttmengen, an esou hu mer et dann och fäerdegbruecht, an awer relativ kuerz Zäit, an engem knappe Mount, e Koalitionsprogramm kënnen op den Dësch ze leeën.

Mat der Presentatioun vum Regierungssaccord ass och déi lescht Etapp vun engem dach awer laangen an ustrengende Superwaljoer ofgeschloss.

D'Demokratesch Partei huet an der Campagne ëmmer u sech gegleeft, och wann d'Sondag kuerz virun de Walen nach ganz anescht waren. Mir ware vun eise Programm iwwerzeegt a mir woussten och, dass déi 60 Kandidaten, déi mat an d'Landeswale gaange sinn, 100 % do hannendru géife stoen, a last but not least, dass mir mam Xavier Bettel de beschte Spëtze-kandidat fir dëst Land hätten, well méi no bei dir wéi de Xavier Bettel, dat geet net.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass wouer!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Bal esou wéi Dir, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ze no.

M. Gilles Baum (DP) | Ze no? Ze no bei de Leit kënt Dir net sinn! D'Leit hunn dat Engagement unerkannt an d'DP gestärkt. D'Demokratesch Partei huet déi lescht Chamberwale gewonnen. Mir hunn an alle Bezierker zougeluecht an zwee Mandater bäikritt. An eise Spëtze-kandidat Xavier Bettel krut uechtert d'Land déi meeschte Stëmmen.

Dat Resultat ass eng Bestätegung vun der geleschter Aarbecht. Et ass awer och e kloren Optrag, fir weider Verantwortung fir dëst Land ze iwwerhuelen. A mir als Demokratesch Partei, an och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, mir wësse mat deem Vertrauen a mat där Responsabilitéit emzegoen a mir huelen dat ganz, ganz seriö.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Legislaturperiod wa vu Krise markéiert. Mir hunn alles drugesat, fir d'Mënschen an d'Betribler esou gutt wéi méiglech duerch d'Krisen ze féieren a fir keen am Ree stoen ze loosse.

An Zäite vu Pandemie an duerno vun der Energiekris goufen historesch Mesüeren am Kader vun den Tripartitte geholl, fir zéngtausenden Aarbechtsplazen ofzesécheren an d'Kafkraaft vun de Leit oprechtzuerhalen. A mat deenen Hëlfelefen a Milliardenhéicht hu mer derfir gesuergt, dass d'Leit net an d'Aarmut geruscht sinn.

An Zäite vun héijen Zënse gouf d'Zënslaascht vun de Stéit erfogedréckt, andeems den Abatement fir d'Ofsetzbarkeit vun de Scholdzënse eropgesat gouf.

A Krisemomenter gouf eng Politik fir d'Mënsche gemaach. Jo, mir waren no bei de Leit a mir wäerten dat och an Zukunft sinn. An dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi net esou vill hunn. Dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi et am Liewen net esou einfach hunn.

Während der leschter Legislaturperiod huet d'DP mat hire Koalitionspartner wichteg Mesüeren ergraff, fir d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung hei am Land ze bekämpfen. De Mindestloun an de REVIS goufe reegelméisseg an d'Loun- an d'Präisentwicklung ugepasst, eng Energieprimm gouf agefouert an d'Allocation de vie chère gouf däitlech opgewäert.

Fir Mënsche mat besonnesch niddregem Akommes nach besser ze ënnerstëtzen, goufen zousätzlech d'Offices sociaux mat 50 % méi Personal opgestockt.

Mir si frou ze gesinn, a mir hunn et gëschter héieren a mir hunn et de Moien héieren, dass dës Koalitioun de Kampf géint d'Aarmut wäert konsequent weiderféieren. De Premier huet gëscht de Kampf géint d'Aarmut als eng Prioritéit vun dëser Regierung

bezeecht, an dat begrësse mir als Demokratesch Partei ausdrécklech.

Vill Proposen aus eise Walprogramm hunn dann och de Wee an de Regierungssaccord fonnt, wéi zum Beispill d'Aféierung vun den digitalen Offices sociaux. Dës nei Offer soll d'Leit nach besser iwwert déi verschidde sozial Hëlfeleeschungen informéieren an esou och derzou bäidroen, datt d'Hëlfelefen do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn.

Aktuell ass et leider nach vill ze oft de Fall, dass concernéiert Leit guer net wëssen, dass se Sozialhëllef kënnen an Usproch huelen. Ech denken do zum Beispill un d'Aide au loyer.

Mam nämmelechte Gedankegang wäert och d'Schafe vun engem Guichet social unique an d'A gefaasst ginn, fir déi administrativ Prozedure fir d'Leit ze vereinfachen an den Accès zu Informatiounen esou en Discours, esou Gedankegang ënnerzeubelen. Et gouf der neier Regierung eng Austeritéitpolitik virgeworf, obwuel de Regierungsprogramm mol nach guer net am Public war.

Och d'Inklusivitéit an d'Accessibilitéit bleiwe Prioritéit vun dëser Regierung. Et fënnt een am Programm eng Hellewull u konkrete Mesüeren a Projeten, fir eng nach méi inklusiv Gesellschaft ze féieren.

Här President, ech wëll ganz däitlech ënnersträichen, dass an dësem Land keng Sozialleeschunge gekierzt oder gestrich ginn. Vu verschiddene Säite gouf scho versicht, den neie Koalitionären esou en Discours, esou Gedankegang ënnerzeubelen. Et gouf der neier Regierung eng Austeritéitpolitik virgeworf, obwuel de Regierungsprogramm mol nach guer net am Public war.

Ech wëll et hei kloer an däitlech soen, dass mat der DP esou eng Politik net wäert gemaach ginn. An ech erënneren och un dat ganz kloer Bekenntnis zum Index am Koalitionsaccord.

Dofir stoung mir an der Vergaangenheet, dofir sti mir haut an dofir wäerte mir och an Zukunft stoen. Mir dréien d'Rad vun der Lëtzebuurger Geschicht a vun der Lëtzebuurger Politik net zréck.

Här President, d'Stärke vun der Kafkraaft bis déif an d'Mëttelschicht era war eng vun de Prioritéiten an eise Programm. An dat Walversprieche gëtt och elo ageléist.

Als DP-Fraktioun begrësse mer ausdrécklech déi vill Mesüeren, déi d'Mëttelschicht kuerzfristeg entlaaschte wäerten. Dat war fir eis Partei an der Campagne eng absolut Prioritéit. Nieft dem Engagement vun der Regierung, fir déi kleng a mëttel Akommes geziilt ze entlaaschten, wäert zousätzlech zu där Upassung vun der Steiertabell an Héicht vun 2,5 Indextranchen, déi an der Tripartitt beschloss gi war, nach eng Kéier annerhalfe Indextranche dropkommen, also eng Upassung vu 4 Indextranchen op den 1. Januar vum nächste Joer. Dat heescht: däitlech méi Kafkraaft fir alleguer d'Leit hei zu Lëtzebuerg.

Besonnesch erfreet si mir, dass dës Regierung e kloren Engagement geholl huet, net nëmme, fir kuerzfristeg Mesüeren ze huelen, mee och, fir eng wichteg Reform weiderzedreien, an zwar d'Individualiséierung vun de Steiere bei de Privatleit, eng weider DP-Prioritéit.

Firwat ass dat eis esou wichteg? Ma et ass einfach net méi richtig, dass d'Aart a Weis, wéi d'Leit zesummeliewen, ob se gepacst sinn, ob se bestuet sinn, ob se als Koppel zesummeliewen, ob se vläicht de Partner verluer hunn, soll driwwer entscheeden, wéi d'Leit besteiert ginn. Dat ass kee Steiermodell méi vum 21. Joerhonnert.

An déi grous gesellschaftspolitesch Steierreform wäert dës Regierung ugoen an e konkrete Plang bis 2026 emsetze vun der Individualiséierung vun de

Privatleit. An ech soen der Regierung elo scho Merci dofir an ech soen och d'Ennerstëtzung vun der Demokratescher Partei zou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'DP-Fraktioun ass sech bewusst, dass de Start an d'Berufsliewen, a soumat och en eegestännegt Liewen, finanziell net ëmmer einfach ass. Mir verstinn d'Suerge vun deene Jonken, déi sech d'Fro stellen, ob se sech iwwerhaapt nach e Liewen zu Lëtzebuerg kënnen leeschten, an dat, obwuel se eng gutt Ausbildung hunn a vläicht obwuel se eng anstänneg Pai hunn.

Mir sinn deemno frou, dass d'Regierung e ganze Pak vu steierleche Mesürene wëllt en place setze respektiv Montanten no ënnen upasst, wat de wichtege Start an d'Liewe ka vereinfachen.

Nieft ganz ville Logementsmesürene, op déi ech herno nach wäert agoen, gehéiert de sozial cibléierten Abatement fir Berufsuufänger zu deene wichtigste Mesürene an deemem Kontext. Dëst stäerkt Lëtzebuerg als Standuert fir Talenter; Talenter aus Lëtzebuerg, awer och Talenter, déi iwwer eis Grenzen eraus bei eis schaffe kommen, an déi sichen d'Betriber a ganz grosser Unzuel.

Zu de Betriber. Eis Betriber stinn a villen Hिसichten engem gudden Ëmfeld géigeniwwer. D'Prioritéit vun dëser Regierung ass, fir hinne weiderhin e Kader ze ginn, fir attraktiv Aarbechtsplazen ze schaffen an esou de Wuelstand vun eisem Land ofzesécheren. An dat fënn natierlech den Zousproch vu menger Fraktioun.

D'Attraktivitéit vun eisem Standuert ass kee Selbstzweck, mee d'Viraussetzung, fir e gudden an e generéise Sozialstaat kënnen ze finanzéieren. Nieft villen anere Voleten, wéi zum Beispill d'Bildungsoffer oder gutt fonctionéierend Verwaltungen, dréit och d'Betriebsbesteuerung zur Attraktivitéit vun eisem Land bäi.

Mir gesinn haut, dass dës Besteuerung iwwert dem Duerchschnitt vun der OECD läit. Mir ënnerstëtzen als DP-Fraktioun, dass Efforte gemaach wäerte ginn, fir dës Besteuerung a Richtung vun der OECD-Moyenne ze kréien a besonnesch, dass weider soll gekuckt ginn, déi kleng a mëttelstännesch Betriber ze entlaaschten, well si sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Aart a Weis, wéi eis Betriber déi grouss Erausforderunge vun der energieetescher Transitioun an der digitaler Transitioun meeschten, wäert doriwwer entscheiden, ob mir als Land an Zukunft Virreider sinn an der Europäescher Unioun oder ob mir anere Länner hannendrunlafen. An d'Regierung wäert dowéinst de Betriber och méi Méiglechkeete ginn, fir an d'Zukunft ze investéieren an dëst och steierlech geltend ze maachen, zum Beispill iwwert de Regimm vun de Bonifications d'impôt fir Betriber. Oder déi steierlech Mesürene, fir Privatpersounen derzou ze beweegen, méi a jonk Entrepreneuren ze investéieren, déi déi duebel Transitioun virundreiwen.

Stéchwuert duebel Transitioun. An deene leschten zéng Joer hunn d'DP-Finanzministere grouss Ustrengungen ënnerholl, fir eis Finanzplaz ze diversifizéieren an och méi nohaltege opzestellen.

Jo, Lëtzebuerg ass haut international Virreider a Saache Sustainable Finance, notamment wat d'Coatioun vun den nohaltegen Obligatiounen ugeet.

De Positionnement vun der Finanzplaz ass méi wéi jee wichtig an et géllt och weiderhin, de Kader vun den Entwécklungen unzepassen. Dozou gehéiert notament d'Gouvernance vun de Regulateuren, awer och d'Poursuite vun der Finanzkriminalitéit, souwéi och

d'Kompetenz vun den nationalen Autoritéiten, alles Akzenter, déi mir positiv wäerte begleeten.

Zu de Realitéite vun haut gehéiert et awer och ze soen, dass mer international keng Kaddoe gemaach kréien. D'Konkurrenz vun anere Finanzplazen an der Europäescher Unioun ass immens grouss a gëtt ëmmer méi grouss, notamment bei de Fongen. D'Regierung huet heizou kloer Stellung am Koalitionsaccord geholl, fir eist Land weiderhi konkurrenzfähig ze halen.

Alles dat si wichtig Usätz, fir eis Finanzplaz a soumat eis Wirtschaft an eist Land ze stäerken. Well eng staark a gesond Wirtschaft ass de Garant fir e staarke Sozialstaat, héichwäerteg Infrastrukturen an eng héich Liewensqualität fir allegueren eis Bierger a Biergerinnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren hu mer gesinn, wéi en ugespaant wirtschaftlecht Ëmfeld sech konkret op d'Liewensqualität vun de Leit auswierkt. D'Wirtschaftspolitik vun der neier Regierung wäert also den néidegen Equilibre téschent dem Sozialen, dat heescht dem Schafe vun Aarbechtsplazen, an der Nohaltegkeet, besonnesch mam Bléck op d'Klima an op d'Ëmwelt respektéieren, dat duerch d'Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie an dat, andeems d'Kreeslafwirtschaft weider ausgebaut gëtt.

Mir wäerten dobäi verstärkt op d'Digitaliséierung setzen. Dat ass nämlech haut ouni Zweifel d'Konditioun fir eng innovativ a performant Wirtschaft. Andeems déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn, wäerte mir och am internationale Vergläich méi attraktiv ginn.

De soziale Facteur ass e wichtege Facteur an der Wirtschaftspolitik. Dowéinst wäert de PIBien-être als Indicateur ugepasst ginn, fir nach méi performant Resultater ze liwweren.

De PIBien-être wäert och zouhuelend an den Debatten esouwéi an der Politik u Wichtigkeet gewonnen. Eng Wirtschaft kann net just quantitativ gemoocht ginn, zum Beispill, wiwvill Béton dass verkaaft ginn ass, mee et muss een och kucken, dass dës Aktivitéiten de Leit schlussendlech net nëmmen ekonomesch zeguttkommen.

En Hauptuleies an der Wirtschaftspolitik wäert och an den nächste fënnf Jore sinn, eis Ekonomie weider ze diversifizéieren an och ze dezentraliséieren. Just esou kënnen mer d'Resilienz konkret méi stäerken. A follgend Secteuren, am Aklang mat den nationale Gegebenheiten a Besoinen, wäerte prioritär gefërdert ginn: d'Logistik, d'Gesundheetstechnologien, den Espace, Data an d'Kënschtlech Intelligenz.

Fir dës nei Ausrichtungen konkret festzehalen, muss an eisen Aen och d'Stratégie à long terme op de Leescht geholl ginn, en Engagement, dat dës Regierung geholl huet.

Eng vun de groussen Hürden um Terrain sinn déi sëlleg administrativ Constraints. A fir dass d'Aktivitéit zu Lëtzebuerg erëm u Schwung gewënn, wëlle mir déi administrativ Vereinfachung wierklech a konkret virubrëngen, mat engem Kompatibilitätscheck, dee wäert derfir suergen, dass déi national Krittere ugewannt ginn an dass d'Investisseure Planungssécherheet hunn. Dat begrëisst d'DP-Fraktioun ausdrécklech, well gewësse Projeten aus der Vergaangenheet hu gewisen, wéi et goe kann, wann een dat net mécht. Onglécklech Situatioune kënnen esou evitéiert ginn. Och dat stäerkt de Standuert Lëtzebuerg an dat stäerkt de Ruff vu Lëtzebuerg.

Grad kleng a mëttelgrouss Betriber sollen administrativ entlaascht ginn, notamment duerch gekierzt Reportingobligatiounen, de Once-only-Prinzip an

duerch den Trackingsystem, fir ze kucken, wou den Dossier drun ass.

Fir d'Talentattraction ze stäerken, wäert en Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents geschaf ginn, an och den Talent Hub wäert weider gefërdert ginn.

Als DP-Fraktioun ënnerstëtze mir natierlech, dass wichteg Hëllefsgemmer, fir d'Betriber bei der nohalteger Transitioun ze ënnerstëtzen, ausgebaut ginn, fir eis Wirtschaft fit ze maache fir d'Zukunft, notamment duerch d'Bonification d'impôt.

Dës Regierung wäert sech also derfir asetzen, dat Sozialt an dat Nohaltegt an Zukunft nach besser mat der Wirtschaft ze verbannen. Et ass keng Floskel, mee si applizéiert dat och bei sech selwer. Deemnächst wäerten déi öffentlech Ausschreibungen zukünfteg follend Krittere privilegiéieren: Soziales, Kreeslafwirtschaft, niddreg Emissiounen an Innovatioun. Doriwwer eraus wäerten d'Prozeduren op hir Effektivitéit analyséiert ginn.

Betreffend d'Fuerschung an d'Innovatioun wäert verstärkt op de Fonds national de la recherche, op Luxinnovation an och op d'Uni Lëtzebuerg gesat ginn. Och hei ass et en Haaptzil, eis Wirtschaft ze diversifizéieren a méi breet opzestellen.

Besonnesch secteuriwwergräifend Schwéierpunkte leien nieft der Nohaltegkeet an der administrativer Vereinfachung bei der Kënschtlecher Intelligenz, der Cybersécherheet an de Startups.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg e staarken Ekosystem fir Startuppen, deen zur Diversifizéierung vun der Ekonomie bäidroen kann. Hei huet d'Politik eng wichtige Roll ze spillen, fir e propicë Kader ze setzen, zum Beispill bei der Reglementatioun an de Finanzéierungsméiglechkeeten.

Wie Startuppe seet, ass och séier bei den neien Technologien. Data, Quanteninformation an artificial Intelligenz si keng Zukunftsmusek méi, mee haut schon a ville Beräicher verbreet. Et sinn zukunfts-trächteg Beräicher, déi et weider géllt ze begleeten an ze developpéieren. Eng Aktualiséierung vun der Strategie heizou wäert eis dobäi hëllef.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn op déi iwwergräifend Approche a puncto Wirtschaftspolitik agaan. Op dëser Plaz kann ech net op déi eenzel sektoriell Mesürene agoen a verweisen dowéinst natierlech op déi geschriwwen Versioun vum Koalitionsaccord. Wéi Der all gesitt, huet d'Koalitioun aus CSV an DP eng ambitiéis Wirtschaftspolitik vir, déi ganz am Zeeche vum Equilibre téschent dem Wuesstum, dem Sozialen an der Nohaltegkeet steet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Logementskris huet sech an deene leschte Méint zu enger reegelerchter Baukris entwéckelt an dofir ass et dréngend – dréngend! – noutwendeg, dass déi nei Regierung keng Zäit verléiert. Et muss séier, ganz séier kuerzfristeg Mesürene geholl ginn, fir de Secteur unzekuerbelen, fir d'Offer nees an d'Luucht ze setzen an der Demande unzepassen. An dofir ass et och wichtig, eppes ze maachen, fir d'Präisser an de Grëff ze kréien, och bei der Locatioun.

Mir begrëissen, dass d'Regierung en nationale Logementsdësch wëllt organiséieren, fir mat de Verrieder aus deene verschiddene Beräicher Mesürene ze decidéieren a kuerzfristeg ëmzesetzen. Zum engen huet déi öffentlech Hand hei hir Roll ze spillen a si soll dat och weidermaachen. Si soll dat och nach méi maache wéi virdu. De Staat muss massiv – massiv! – an de Bau vun öffentleche Wunnengen investéieren. Esou soll de Staat virun allem emol prioritär seng eegen Terrainen iwwer grouss Ausschreiwunge mobiliséieren,

fir abordabel Locatiounswunnenge kënnen drop ze bauen.

Fir eis als DP ass et evident, dass do an der nächster Zäit Efforte mussen gemaach ginn an dass déi Efforten däitlech mussen verstärkt ginn. Dat do ass fir eis eng absolutt Prioritéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Donieft hu mir als DP awer och ëmmer gesot, dass de Staat an d'Gemengen dat net kënnen eleng maachen. Mir brauchen de private Secteur, wa mer hei wëlle weiderkommen. Et ass net deen ee géint deen aneren, mee et ass deen ee mat deem aneren, fir zesumme kënnen zu Léisungen ze kommen. Wien elo nees just vun de Promoteure schwätzt, deem wëll ech soen, dass an der Konstruktioun ganz, ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber hannendrunhänke mat Dausenden Aarbechtsplazen, déi am Moment riskéieren, verluer ze goen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir begrëssen dofir als DP, dass de Regierungssaccord konkret méi zäitlech begrenzt Moosname virgesäit, déi den Invest an de Logement erëm sollen ukuerbelen. D'Tatsaach, dass d'Loyeren an de leschte Méint därmoosse geklomme sinn, weist méi wéi genuch, wéi grouss d'Penurie bei de Locatiounswunnengen ass.

Fir de Leit ze hëllefen, mussen dowéinst méi Wunnengen op de Marché kommen, souwuel vusäite vun der öffentlecher Hand wéi och vu privater Hand.

Duerch d'Aféierung vun den ofsetzbare Scholdzënsen gëtt d'Kafkraaft vun de Leit gestärkt, fir hinnen den Accès zu enger Wunneng ze erliichteren. Mam Amortissement accéléré an dem bëllegen Akt fir d'Privatinvestoren gëtt gläichzäiteg d'Schafe vu Locatiounswunnengen encouragéiert. Wat fir eis als DP an dësem Kader virun allem zielt, ass, dass dës Mesüre séier kommen an dass se och zäitlech begrenzt agesat ginn. Si sollen hëllefen, de Marché duerch dat Lach, an deem e sech befënnt, ze bréngen. A wann et nees rullt, da sollen déi Mesuren och erëm zrëckgefuer ginn.

An engem normalen Ëmfeld sinn esou Mesure fir d'Demande staark kontraproduktiv, well den Drock um Marché och schonn immens grouss ass, well vill Leit op der Sich no enger Wunneng sinn. Mee mir sinn net an normalen Zäiten. Mir sinn zu Lëtzebuerg a ganz aussergewéinlechen Zäiten an dofir gëllt et och, eng antizyklisch Politik an deem heite Beräich ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Usproch vun der neier Regierung muss et sinn, eng dauerhaft Verbesserung vun der Situatioun ze bewierken. A fir dat ze errechen, muss dowéinst och bei grondleeënde strukturelle Problemer Hand ugeleuecht ginn.

Och hei hate mer als DP an de leschte Méint eng ganz Rei Propositionen gemaach, déi et effektiv och an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An dat kënnen mer selbstverständlech nëmme begrëssen.

Eng vun den zentrale Fuerderunge war, ass a bleift d'Beschleunegung vun de Prozeduren. Wa mer soen: „Mir mussen méi bauen! Mir mussen méi séier bauen!“, da kann et dach net sinn, dass e PAP 15 bis 20 Joer brauch, bis en duerch alleguer d'Instanzen ass!

Mir hu wierklech keng Zäit méi ze verléieren. D'Aféierung vum Accord tacite mat kloren Delaien, do wou et méiglech ass, verspricht eng däitlech Beschleunegung. An anere Beräicher, wéi d'Autorisatiounen vun de Fotovoltaikanlagen oder de Wärmepumpelen op Gemengenniveau, fonctionéiert dat scho ganz gutt. A firwat soll dat net och beim Logement kënnen fonctionéieren?

Donieft wëllt d'Regierung e Guichet unique schafen, wou déi verschidden Demanden an Demarchen net just digital traitéiert ginn, mee wou se zentraliséiert ginn, wou se ofgewéckelt ginn a wou een och zu all Moment ka kucken, wou säin Dossier drun ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu selbstverständlech net d'Zäit, fir op all eenzelne Punkt aus dem Regierungsprogramm anzegoen, deen an eisen Ae voller gudder Iddien ass. Denke mer nëmme un d'DP-Iddi vum Biergerfong, un de Prinzip „Natur auf Zeit“ oder nach de Baulandvertrag.

Ech wëll awer nach op ee leschte Punkt an dësem Kader agoen. De Logement ass en transversale Sujet, dee ganz vill verschidde Beräicher begräift. Dat geet vum Interieur iwwert d'Finanze bis bei den Environment. Och wa schlussendlech d'Kompetenzen am Logement net all op enger Plaz, en l'occurrence de Logementsministère, konzentréiert goufen, ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Kollaboratioun tëschent deene verschiddene Ministère verstärkt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klimakris huet déi lescht Méint net u Virulenz verluer, och wa manner driwwer geschwat gëtt. 2023 wäert warscheinlech dat wärmste Joer ginn, wat jeemoos geemoos ginn ass.

Dat huet en Impakt op eist Liewen, dat huet en Impakt op eis Landwirtschaft, et huet en Impakt op eise Wäibau. An et ass dofir ganz besonnesch wichteg, dass mer eis Baueren an eis Wënzer ënnerstëtzen a begleeden, well si sinn et, déi derfir suergen, dass mer eppes um Teller hunn. Si sinn déi, déi derfir suergen, dass d'Liewensmëttelketten fonctionéieren. A mir sinn eis däers bewosst a mir sinn och gewëllt, weiderhi méi op lokal an op regional Produktioun vun eise Baueren zrëckzegräifen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir eis als DP stellt de Kampf géint de Klimawandel déi nächst Jore ganz, ganz kloer eng absolutt Prioritéit duer. Mir müssen eis Efforten an deem Beräich konsequent weiderféieren an ausbauen. Dat ass an eisen Aen eng weesentlech Viraussetzung fir déi nei Regierung. Alles anescht wär fir eis net tragbar gewiescht.

Déi lescht Regierung huet an der Klimapolitik ganz wichteg Jalone gesat mat engem Klimagesetz, wat kloer Ziler festgehalen huet, mat engem Klima- an Energieplang, mat engem Klima-Biergerrot, mat generéisen Hëllef bei den erneierbaren Energien, der energieetescher Sanéierung an der Mobilitéit, déi en plus och nach ëmmer ausgebaut goufen.

Déi lescht Regierung huet de Kader geschaaft, fir dass eist Land seng Klimaziler kann errechen. Elo ass et un där neier Regierung, derfir ze suergen, dass dat och effektiv geschitt.

An deem Kader hu mer als DP vun Ufank un drop gepocht, dass et just mat de Leit ka geschéien. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Leit de Kampf géint de Klimawandel, de Schutz vun der Natur an der Biodiversitéit net egal sinn, och wa Verschiddener dat nom 8. Oktober kéinte mengen.

Wann een no bei de Leit ass a wann ee mat hinne schwätze, da mierkt een, dass se sech Suerge maachen ëm hir Ëmwelt an d'Fro, a wéi enger Welt hir Kanner wäerten opwuessen. Et mierkt een, dass e grouse Wëllen do ass, derzou bäizedroen, Lëtzebuerg méi nohalteg ze gestalten.

D'Fro, déi sech stellt, ass net den „ob“, mee de „wéi“ mer déi nei Eerausforderungen uginn. Grad an dese schwierigen Zäiten ass et net, fir Politik vun uewen erof ze maachen an d'Leit zousätzlech ze belasteschen.

Ganz am Géigendeel. Als Demokratesch Partei wëlle mer d'Leit mathuelen. Mir wëllen d'Leit abannen, se geziilt ënnerstëtzen an d'Viraussetzung schafen, fir méi nohalteg kënnen ze liewen.

Als DP si mer dofir frou, dass an dësem Beräich de Koalitiounssaccord eng ganz däitlech liberal Handschrëft dréit. Besonnesch am Beräich vun der Nohaltegkeet begrësse mer, dass eis Fuerderungen an Iddie quasi integral iwwerhol goufen.

Do steet un éischer Stell den Ausbau vun den erneierbaren Energien. An eisen Ae si weider massiv Investitiounen an déi erneierbar Energien onëmgängelech, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an eis Ofhängegkeet vun Energieexporter ze reduzéieren. Mir müssen déi nächst Joren – entschëllegt mer den Ausdrock – richtig Gas gi beim Ausbau vun den erneierbaren Energien! An dat geet nëmme, wa mer anstänneg Suen an de Grapp huelen.

(Interruption)

Investitiounen a Wand a Sonn sinn donieft net just gutt fir d'Klima, mee och fir de Portmonni.

Ech hunn Iech héieren, Här Kartheiser.

Duerch attraktiv Subside sollen d'Leit also weider ënnerstëtzt ginn, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren. Fir ze verhënnere, dass héich Investitiounen d'Leit dervunners ofschrecken, dee Schrëtt ze maachen, si mir als DP ganz frou, dass d'Iddi vun der Virfinanzéierung an de Koalitiounssaccord matagefloss ass.

Bei neie Gebaier soll d'Fotovoltaik Standard ginn, och dat eng vun deene wichtigste Fuerderungen, déi elo ëmgesat gëtt.

Dat Wichtigst fir eis awer ass, dass déi zwou Regierungsparteie sech an der Philosophie eens sinn: ambitiéis, mee pragmatesch! Massiv Moyene mobiliséieren, fir eis Liewensgrundlagen ze erhalen, mee ëmmer zesumme mat de Leit! Keng Partei heibannen huet de Monopol vun der Nohaltegkeet. Keng Partei heibannen huet de Monopol vum Klima- oder vum Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Opgrund vun deem, wat mer héieren a gelies hunn, si mer als DP méi wéi zouverssiichtlech, dass dës Regierung net just den Eescht vun der Situatioun erkannt huet, mee och déi richtig Äntwerten op d'Eerausforderunge parat huet.

Mir sinn iwwerzeegt, dass déi nächst Joren eng gutt Aarbecht geleescht gëtt op deem, wat scho gemaach ginn ass a wou ee kann opbauen an dass mer weider Schrëtt an déi richtig Richtung wäerten huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Kader spillt natierlech och d'Mobilitéit eng weesentlech Roll. Mir wëssen, dass den Transportsecteur ronn zwee Drëttel vun den Emissionen ausmécht. D'Dekarboniséierung vum Verkéier, mee och d'Förderer vun Alternativen zum Auto muss och fir dës Regierung en zentraalt Uleies bleiwen.

Déi lescht zéng Joer goufe ganz, ganz vill Efforten ënnerholl, fir eist Land konsequent ze moderniséieren an derfir ze suergen, dass d'Infrastrukturen och op der Héicht vun de Besoine sinn. Bus, Zuch, Tram a Vëlo solle gläichwärtig Alternativen zum Auto duerstellen. Dat geet awer nëmme, wann een déi néideg Viraussetzungen dofir schafft. Nëmme wann d'Leit mam öffentlechen Transport och zouverlässig a confortabel vun A op B kommen, wäerten d'Leit bereet sinn, den Auto stoen ze loossen.

Vill grouss Projete goufen an der leschter Legislaturperiod an d'Weeër geleet a wäerte vun dëser Regierung fäerdeggestallt an ageweit ginn.

Gläichzäitig ass et un der neier Regierung, selwer nei a wichteg Projeten unzegoen. Ech denken do fir d'éischt un de séieren Tram tëschent Esch an der Stad, wat an eisen Aen eng absolutt Prioritéit ass, well en déi zwee gréisste Ballungsgebieder aus dem Land matenee verbënnt, déi zwee gréisste Ballungsgebieder, déi sech och wäerten an Zukunft weiterentwéckelen.

Lëtzebuerg huet, obscho ganz vill geschafft ginn ass, nach ëmmer e gewëssene Retard a sengen Infrastrukturen an an der Mobilitéit. Déi lescht Joren ass ganz vill geschafft ginn, fir dat lues a lues opzeschaffen. Et ass an den Ae vun der DP awer ganz wichteg, dass mer op deem Wee, deen ageschloe ginn ass, weiderfueren, fir eist Land fit ze maache fir d'Zukunft.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun Zukunft schwätzt, dann denkt een natierlech och direkt un d'Zukunft vun eise Kanner. Am Bildungsberäich setzt déi nei Koalitioun op Kontinuitéit a gëtt de Mesüren emol Zäit fir ze gräifen. Et wier kee gutt Zeeche gewiescht, wann eng nei Regierung alles op d'Kopp gestallt hätt, dat aus parteipoliteschen Ursachen, an et hätt missen am Enseignement vu vir ugefaange ginn.

Den neie Koalitiounsprogramm knäppt also un d'Efforten an d'Verdängschter vun der leschter Regierung un, mam Zil, all Kand hei zu Lëtzebuerg déi bescht Bildungschancen ze erméiglechen.

Am Beräich vun der Kannerbetreuung wäert weider an d'Qualitéit an an den Ausbau vun der nonformaler Bildungsoffer investéiert ginn an d'Finanzéierung vun de Strukture wäert op de Leescht geholl ginn.

Bis 2030 wëlle mer derfir suergen, dass all Kand Accès op eng héichwäerteg Betreuungsoffer huet, andeems mer d'Capacitéit vun de Crèchen an de Maison-relaisens däitlech an d'Luucht setzen, an dat queesch uechtert d'Land. Dat ass en Zil, dat mer och an eise Walprogramm stoen haten. Mee mir wäerten och d'Diversitéit vun der Offer garantéieren, andeems mer innovativ Projete wéi zum Beispill d'Bëschcrèche weider ënnerstëtzen, souwéi och d'Ouverture vu Minicrèchen, d'Assistants parentaux ënnerstëtzen, awer och d'Crèchen an den Entreprisë féerden.

Och am Beräich vum Fundamental huet sech d'Regierung ambitiéis Ziler gesat, woubäi de gréisste Projet d'Moderniséierung vun eise Schoulprogramm wäert sinn.

Bis 2026 soll dee komplett iwwerschafft ginn, fir de Kanner déi wichteg Zukunftskompetenze mat op de Wee ze ginn, wéi zum Beispill kritescht Denken, Kommunikatioun, Kreativitéit, Zesummeschaffen, awer och den Émgang mat den neien Technologien.

Hei dernieft wäert de Pilotprojet vun der Alphabetiséierung op Franséisch wëssenschaftlech ausgewäert ginn an et wäert dann och iwwer eng Generaliséierung vun deem Projet nogeduecht ginn. Dat ass an eisen Aen e wichtege Schritt fir eis Bildungslandschaft.

Och d'Inklusioun vu Schüler mat spezifesch Besoine gëtt an deem Regierungssaccord nach emol gestärkt, ënner anerem duerch d'Schafe vum neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques.

Eis Schoullandschaft wäert och weider an der Breet wuessen. Nieft der Schafung vun dräi weideren internationale Schoulen an der Stad, zu Esch an zu Diddeleng gëtt och weider an d'Qualitéit vun eise traditionelle Schoulsystem investéiert. Et bleift een dem Motto trei: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner“.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e weidert zentraalt Uleies vun der Demokratescher Partei ass och d'Verbesserung vun der Work-Life-Balance vun de schaffende Leit. Mat der Aféierung vun neie moderne Congé parental 2016 huet d'DP den Eltere méi Zäit fir hir Kanner ginn an och méi Flexibilitéit bei der Andeelung vun deem Congé erméiglecht, an dee grouse Succès virop bei de Pappe schwätzt fir sech. Grad des Flexibilitéit huet vill Leit bei deem Congé ugeschwat. Eng gréisser Flexibilitéit soll awer net op dese Congé beschränkt ginn. Allgemeng wënsche sech ëmmer méi Salariéen eng besser Andeelung vun hirer Aarbechtszäit, déi sech der Organisatioun vun hirem Privatlewen, ob dat mat Famill, Frënn oder Hobbyen ass, besser upasst.

Als DP begrësse mer, dass wichteg Punkten zur Flexibiliséierung an eise Walprogramm de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, zum Beispill d'Iddi vun enger Joresaarbechtszäit oder d'Erweiterung vun den Aarbechtszäitkonten op de Privatsecteur.

Dës béid Modeller erlaben op onkompliziert Manéier eng flexibel Aarbechtszäitorganisatioun, déi souwuel de Betriber wéi de Salariéen zeguttkënn. Esou kënnen Stonnen, déi während intensiven Aarbechtsperiode gesammelt ginn, zu engem aneren Zäitpunkt, wou maner Aarbecht ufält, fräi genotzt ginn.

Dës Outils wäerten natierlech keng Obligatioun fir d'Betriber ginn an am Virfeld mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dat selwecht gëllt fir den Ausbau vum Congé parental vu sechs op néng Méint. Zesumme mat der Flexibiliséierung vum Congé de maternité sinn dat zwoe weider Mesüren, déi de Wee aus eise Programm an de Koalitiounsaccord fonnt hunn.

Nieft enger Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit gesäit dese Regierungsprogramm och eng weider Fërderung vum Teletravail vir. An de leschte Joren hunn d'DP-Finanzministere wichteg bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, fir eng méi héich Unzuel un Teletravailleeg am Joer zouzeloossen ouni steierlech Nodeeler fir d'Frontalieren.

Mir begrëssen, dass weider Bestriewunge virgeholl wäerte ginn, fir des bilateral Accorden am Interêt vun de Frontalieren ze verbessern. Mir begrëssen am selwechte Kontext, dass des Regierung sech engagéiert huet, op europäeschem Niveau eng Adaptatioun vun der Sozialversécherung op de Wee ze bréngen, déi de Frontaliere méi Teletravail erlaabt, ouni dass si awer an en anere Sozialversécherungssystem falen.

Et ass eng Tatsaach, dass den Teletravail fir vill Salariéen en effikasse Moyaen ass, fir d'Aarbecht an de privaten Alldag besser ënner en Hutt ze kréien.

Et ass dofir och net verwonnerlech, dass beim Choix vun enger Aarbechtsplaz d'Méiglechkeet vum Teletravail eng ëmmer méi grouss Roll spillt. Andeems mer den Teletravail weider féerden, hëllef mir eise Betriber, kompetitiv ze bleiwen. An deem Kontext wäert och den Ausbau vun de Coworkingspaces an der Groussregioun encouragéiert ginn. Dat kéint virop Leit zeguttkommen, déi sech e laangen Aarbechtswee erspuere wëllen, mee aus ënnerschiddleche Grënn net vun doheem aus kënnen schaffen.

D'Dezentraliséierung vun der Aarbecht kann och fir d'Gemengen an der Grenzregioun ekonomesch vu Virdeel sinn, well lokal Geschäfte an d'Gastronomie dovunner profitéieren kënnen.

D'Regierung wëllt och déi kulturell Offer weider dezentraliséieren. D'Kultur ass d'Fundament vun eiser Gesellschaft. Si formt eis Identitéit, si inspiréiert eis a si verbënnt eis matenee. Als DP wëlle mir un d'Efforte vun der leschter Regierung uknäppen an déi kulturell Offer fir jiddwereen nach méi accessibel maachen, an dat an alle Regiounen vum Land.

D'DP wäert d'Regierung dobäi ënnerstëtzen, d'Kultur deene Jonke méi no ze bréngen. An ech fannen et dofir e staarkt Signal no baussen, dass e ganz jonke Minister do d'Responsabilitéit kann iwwerhuelen.

Den Zougang vun der Jugend zur Kultur ass net nëmme eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass och eng Investitioun an d'Zukunft. Wa jonk Leit Kultur kenneleieren, wa jonk Leit Kultur schätzen, da gi se zu engagéierte Bierger a Biergerinnen. Si gi méi kreativ. Si gi méi kritesch, wat eiser Gesellschaft op eng villfältig Manéier zeguttkënn.

Nieft der Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden an dem Begleede vun der digitaler Transitioun, och am kulturelle Beräich, wäert d'Regierung och d'Lëtzebuenger Traditionen a Gebräicher valoriséieren. Des dierfen net a Vergessenheet geroden, an d'Schafe vun engem Institut vum immaterielle Patrimoine kann a wäert do eng gëeegent Plaz sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och op d'Gesondheetspolitick wëll ech ganz gären ze schwätze kommen, well dese Sujet betrëfft nu wierklech jiddwereen.

Ob jonk, ob al, ob grouss, ob kleng, ob déck oder dünn, ob räich, ob aarm, ob vulnerabel oder net vulnerabel, jiddwereen hei zu Lëtzebuerg huet e Recht op eng gutt Gesondheet an eng gutt Gesondheetsversuergung. Den Accès zu enger exzellenter Gesondheetsversuergung muss dowéinst och fir jidderee gläichermoosse garantéiert sinn.

Datt mir eise Gesondheetssystem op zukünftg Erausforderunge preparéieren müssen, virop och d'Alterung vun eiser wuessender Populatioun, huet schonn 2019 de Rapport vun der Madamm Lair ënnerstrach a spéitstens d'Pandemie eis méi wéi däitlech gemaach.

De Lëtzebuenger Gesondheetssystem ass à la base e gudd System, deen um Solidaritéitsprinzip baséiert. An dorunner wäert sech och näischt änneren. Mee, an dat huet d'Demokratesch Partei an de leschte Jore gesot, et gëtt awer och nach Verbesserungspotenzial. Laang Waardezäiten oder laang Deplacementer fir d'Patienten, awer virun allem och den akute Manktem an Dokteren a Gesondheetspersonal stinn enger qualitativ héichwäerteger Gesondheetsversuergung am Wee.

Dofir begrësse mer ausdrécklech, dass déi nei Regierung sech fir d'Verbesserung vun eise Gesondheetssystem asetzt, fir e Gesondheetssystem, deen dem medezinesche Fortschrëtt adequat Rechnung dréit, d'Prise en charge vun de Patienten optimiséiert a fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal méi attraktiv gëtt.

Zentral Punkte wéi d'Preventioun, de Virage ambulatoire, d'mental Gesondheet an d'Digitaliséierung fanne sech hei däitlech am Koalitiounsaccord zréck.

Fir eng gutt Gesondheet ass et natierlech am beschten, wann een iwwerhaapt net krank gëtt. D'Preventioun vun Krankheete wäert dowéinst en zentrale Stellwäert bei der Gesondheetsversuergung anhuelen. Well vill Facteuren zu enger effikasser Preventioun derzou gehéieren, wäert den Aktiounsplang „One Health“ ausgeschafft ginn, an an deem schaffe verschidde Ministèren enk zesummen.

Anerersäits wäerten d'Soins primaires an den Extrahospitalier gestärkt ginn. D'Generaliste ginn an hirer Funktioun als éischten Usprichpartner fir de Patient gefestegt an och d'Schoulmedezinn wäert eng méi zentral Roll bei der Preventioun kréien.

Den Extrahospitalier oder och Virage ambulatoire war an der leschter Legislatur e vill diskutéierte Sujet. Eis Spideeler sinn aktuell oft iwwerlaascht, well se

Aktivitéiten iwwerhuelen oder iwwerhuele mussen, déi entweder net an hire Kompetenzberäich falen – ech nennen do zum Beispill Urgencen, déi am Fong keng Urgencé sinn – oder net méi vun hinnen iwwerholl misste ginn, well duerch de medezinnesche Fortschrétt ëmmer méi Aktivitéiten och ausserhalb vun de Spideeler ugebuede kënnen ginn.

Der mentaler Gesondheet gouf am neie Regierungsprogramm eng extra Plaz zougeschriwwen. Esou wäert den Accès zu psychiatreschen a psychologesche Behandlungen verbessert a virun allem wäert d'Personal an deem Beräich valoriséiert ginn. De Manckem an Dokteren a Gesondheitsberuffer ass nämlech besonnesch an deem Beräich däitlech spierbar. An deem Trend därer net weider nogekuckt ginn. En drängen den Handlungsbedarf ass also noutwendeg a gouf och vun der Regierung als solchen erkannt.

Eise Gesondheetssystem muss insgesamt méi effizient ginn. D'Digitaliséierung kéint do viles vereinfachen, mee bei der Ëmsetzung ass nach Sputt no uewen. Den DSP, den Dossier de soins partagé, ass zwar wuel operationell, mee gött vun den Acteuren aus dem Gesondheitssecteur a virun allem vun de Patienten net konsequent genuch genotzt. Den DSP wäert dofir méi benutzerfrëndlech gestalt ginn, soudass e säin enorm Potenzial voll kann ausschöpfen.

Selbstverständlech si fir e performante Gesondheits-system och qualifizéiert Dokteren, Infirmiären an aner Gesondheitsberuffer néideg. Nodeems déi éischt Studiegäng op der Uni Lëtzebuerg agefouert goufen, weise mir eis selbstverständlech zefridden, dass weider medezinnesch Studienofferen hei am Land sollen ugebuede ginn an dass och d'Attributiounen vun de Gesondheitsberuffer op de Leescht geholl wäerte ginn.

Här Kollegeen, ...

(Hilarité)

Här President, Kollegeinnen a Kollegeen – et ass schonn e bësse laang –, deseen Accord ass e Versprechen, fir d'Zukunft fir eist Land weiderzuentwéckelen, fir d'Erausfuorderung vun der Zäit unzuegoen a fir eise Wuelstand ofzesécheren. D'DP-Fraktioun wäert des Verantwortung mat der néideger Seriositéit a ganz vill Engagement ugoen. Mir wäerten an den nächste fënnel Joer de Pacemaker sinn. Mir loosse net labber a mir wäerten den Tempo héich halen.

Mir wäerten derfir suergen, dass d'Politick mat deenen Entwécklung vum Land ka Schrëtt halen. Mir wäerte mat eisem Slogan „No bei dir“ weiderfueren an dee Slogan all Dag mat Liewe fëllen. Mir wäerten d'Sueren an d'Ängscht vun de Leit weider eescht huelen, si ënnerstëtzen an hinnen ënnert d'Äerm gräifen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir wäerten eng Politick mat de Leit an eng Politick fir d'Leit maachen, eng Politick, déi net ee géint deenen aneren ausspillt, mee eng Politick, déi d'Leit zesummebréngt, eng Politick, déi Brécke baut.

Mir wäerten de sozial-liberale Fue dem weiderspannen a sozial Ongerechtegkeete konsequent bekämpfen. Mir wäerte fir nach besser Bildungschancen fir all d'Kanner hei am Land suergen. Mir wäerten d'Kafkraaft stäerkeren a besonnesch Famillje mat Kanner steierlech entlaaschten. Mir wäerten de Kampf géint de Klimawandel resolutt weiderféieren a mir wäerten d'Offer u Wunnenge massiv eropschrauwen an deene Jonken hiren Dram vum Eegenheim erfëllen. Mir wäerten d'Investitiounen héichhalen an d'Liewensqualität vum Land Bierger a Biergerinne verbessern. A mir wäerten en Ëmfeld fir eng staark Wirtschaft schafen, déi Aarbechtsplaze schafft an Innovatioun férdert.

Här President, Kollegeinnen a Kollegeen, Dir verstitt, dass een net kann an och net soll op alleguerten déi eenzel Mesüre vun den iwwer 200 Säiten agoen, a mir wäerten an den nächste Wochen a Méint nach dacks genuch heibannen d'Geleeënheet kréien, fir driwwer ze diskutieren. Fir eis dréit deseen Accord däitlech d'Handschrëft vun der Solidaritéit, vum Fortschrétt a vun der Gerechtegkeet, an dat ass ganz kloer d'DNA vun enger demokratescher Partei. Ganz vill Iddien a Propose vun der DP hunn de Wee an desee Koalitiounsaccord fonnt. Am Koalitiounsaccord stécht richteg vill DP, am Koalitiounsaccord stécht richteg vill „No bei dir“. An dofir schwätzt d'DP-Fraktioun der neier Regierung och hiert Vertrauen aus.

Ofschléissend wënschen ech Iech, Här Premierminister, an alleguerten Äre Regierungskollegeinnen a -kollegeen am Numm vu menger Fraktioun eng glécklech Hand a vill Courage bei der Ëmsetzung vun deem Koalitiounsaccord. Loosst eis keng Zäit verléieren a séier mat der Aarbecht ufänken. Loosst eis déi grouss Erausfuorderungen zesummen ugoen an d'Chancen, déi sech bidden, notzen. D'DP-Fraktioun ass prett, fir d'Äerm eropzestréppen, a mir freeën eis op eng kollegial a konstruktiv Zesummenaarbecht mat Iech alleguerten heibannen. Dat si mer de Bierger a Biergerinnen dobausse schëlleg. Dat si mer den zukünftege Generatiounen schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP ass gestärkt aus de leschte Wale rausgaangen. Mir hunn ee Sëtz derbäikritt an awer si mer an der Opposition. Jo, ech muss zouginn: Et huet e bësse gedauert, bis ee sech domadder offonnt huet. Et deet wéi. Här President, Dir hutt et nach selwer virun zwee Deeg gesot, wéi Der vun Ärer Erfahrung geschwat hutt. Jo, mee bon, dat sinn nun eemol d'Spillreegele vun der Demokratie, dat sinn d'Spillreegele vun der Politick.

Mir, op alle Fall, mir hunn eis Wonne geleckt. Mir si motivéiert, fir eis nei Roll unzuegoen. An obwuel mer gären an der Regierung bliwwen wäeren, wäerte mir net motzen. Mir wäerten net dem Land lo während Méint oder vläicht Jore erklären, firwat et ongerecht ass, dass mir eeben net an der Regierung sinn. Mir wäerten och net alles schlechtrieden, wat des Regierung mécht. Dat ass net mäi Stil an dat ass och net de Stil vun der LSAP.

De Staatsminister huet a senger Ried erkläert, wéi wichteg et ass, dass d'Land séier eng handlungsfäeg Regierung huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit och genauou séier eng staark, kompetent a bestëmmt Opposition wëlle gesinn. An ech kann Iech garantieren, dass mir prett sinn, dass mer prett sinn als stäerke Fraktioun, d'Opposition unzeféieren. Mir wäerten eng Stëmm si fir alleguerten d'Leit hei am Land a mir wäerten oppassen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich méi kleng gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, éier ech mech elo méi intensiv mam Koalitiounsprogramm beschäftegen, wëll ech als Éischt nach gären Iech, Här Chamberpräsident, an Ärer neier Funktioun am Numm vun der LSAP an och a mengem perséinlechen Numm all Guddes wënschen, bonne Chance an och op eng gutt Zesummenaarbecht.

Bonne Chance och dem Här Staatsminister mat senger Ministerinnen a Ministeren, och Iech eng glécklech Hand. Mir wäerten, Här Staatsminister, bei Iech sinn,

wann Dir mat Ärer Politick d'Interesse vun alleguerten de Leit hei am Land verteidegt. Wann dat net de Fall sollt sinn, da si mer jo do, fir Iech erëm op de Kurs ze bréngen. An ech sinn iwwerzeegt, et deet deser Regierung och gutt, eng staark Opposition ze spieren, déi hinne konstruktiv a mat Rot zur Säit steet, wann et dem Allgemengwuel déngt. A mir wäerten awer och op d'Fangere klappen, wa mer d'Gefill hunn, datt verschidde Gruppe bevirdeelegt gi respektiv aner Gruppe komplett vergiess ginn.

Domadder versécheren ech Iech, dass d'LSAP wäert konstruktiv matschaffen. Mir wäerte Propose eraubringen, mir wäerte Projeten, déi eise Wäerter entsprechen, mat ënnerstëtzen. Vill Initiativen, déi mir an de leschte Jore an d'Weeër geleet hunn, hunn de Wee och an de Koalitiounsaccord fonnt. Dat begrësse mer ausdrécklech. An et wäerten och eng ganz Rëtsch Projeten, déi elo op den Instanzeweie kommen, geschwënn hei an der Chamber gestëmmt kënnen ginn. A wann se och nach an deem Esprit, an där Zäitsetzung bleiwen, wéi mir se ausgeschafft hunn, da wäerte mer dat selbstverständlech och matdroen. Ech mengen, do si mir eis alleguerten eiser Verantwortung bewosst a mir baue jo och op déi Viraarbecht op.

Mee – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, mir kënnen och anescht! Mir kënnen och ganz onbequem ginn! Datt d'Opposition wierkt, dat hu mer jo schonn d'lescht Woch gewisen, wéi mer net akzeptéiert hunn, dass Dir, Här Staatsminister, aus wéi engem Grund och ëmmer, de Koalitiounsaccord jo onbedéngt sou geheim wollt halen. Mir hunn dat kritiséiert, well mir mengen, dass am Joer 2023 dat definitiv déi falsch Manéier ass, fir Politick ze maachen an enger Zäit, wou d'Politick ëm d'Vertraue vun de Leit kämpft, an enger Zäit, wou Transparenz ëmmer méi groussgeschriwwen gött, an enger Zäit, wou alleguerten d'politesch Instanze versichen, duerch déi verschiddenst participativ Formen, wéi och hei an der Chamber, ganz vill Leit mat an d'Entscheidungsprozesser anzubannen. Ben, an esou enger Zäit ass et einfach e falscht Signal. Et ass e falscht Signal, souguer e schlechte politesche Stil, schlechte Leadership, fir esou e wichteg Dokument – an ech mengen, de Koalitiounsaccord ass jo dat Dokument –, fir dat, wéi gesot, geheim ze halen an net mat der breeder Mass, mat der Gesellschaft ze diskutieren, fir och deement-sprechend eng Zoustëmmung ze kréien.

Dëst si Momenter, dat wëll ech ganz kloer soen, wou Dir gesitt, dass mat eis an der Opposition net ëmmer wäert ze spaasse sinn. Mir huelen eis Roll ganz eescht a wéi gesot: Mir mellen eis zu Wuert, wann et eis duerno ass.

Lo dann awer zum Koalitiounsaccord, schliisslech ass dat jo lo haut eis Debatt: Et ass alles séier gaangen. No zéng Joer ass et Iech net séier genuch gaangen, fir kënnen vereedegt ze ginn. Dat kann een duerch aus novollzéien. Dat versti mer. Ech gesinn et awer net grad esou wéi meng zwee Virriedner virdrunner, déi déi Schnellgeeket do lo als eppes ganz Positives gesinn, well de Problem ass: Déi Schnellgeeket huet hire Präis. An domadder soen ech ganz kloer: De Programm – an dat ass d'Haaptkritik, déi ech haut formulieren – ass extreem vag a liest sech wéi eng Unenanerreeung vu gutt gemengte Virsätz an net wéi en Text, deen eng kloer Visioun huet, eng kloer Visioun, a wéi eng Richtung des Gesellschaft sech an Zukunft soll developpieren, wou Der eebe gäre wëllt herno erauskommen.

Datt e Koalitiounsprogramm net elo all Detailler beinhaltet, däärs si mer eis och bewosst, well dat wäert warscheinlech elo Är Äntwert sinn, dass Dir nach wäert Konzepter ausschaffen. Trotzdeem ass et awer

flagrant, wéi vag voire evasiv den Text op ganz ville Punkten ass.

Méi Zäit wär sécher net verkéiert gewiescht, well dat, wat haut onkloer ass an net bis zum Schluss ausdiskutiert, dat riskéiert, muer zu Konflikter tëschent CSV an DP ze ginn, oder awer den „neie“ Luc schléit mat der Fauscht op den Dësch a verweist de Juniorpartner op seng Plaz, wann e sech dann eng Kéier ze vill soll mucksen.

D'Besetzung vun den eenzele Ressorte kommentéieren ech elo net. Ech mengen, all Minister huet seng 100 Deeg Welpeschutz, fir sech a seng Dossier anzeschaffen. De Staatsminister huet eis awer gëschter erkläert, dass fir déi grouss Ressorten zwee Ministeren néideg an zoustänneg wäeren. Do stellt sech awer trotzdeem d'Fro, firwat den Tourismus dann zwee Ministere kritt an de Logement just een Drëttel vun engem Minister dee Moment zegutt huet.

(Interruption)

Sou flou wéi den Text op deene verschiddene Passagen ass, esou konkret ass den Text bei de Steierkapiteln. Bei de Steiererlicherungen ass fir jiddereen eppes derbäi, besonnesch gutt ewech kommen déi Leit, déi haut scho ganz villes hunn an eigentlech net onbedéngt nach méi brauchen. Mir hunn déi iewesch Méttelschicht, d'Betriber an d'Investisseuren, déi sech hei dierfte freeën, also passend zur Saison: De Kleesche kënnt. Wou de Kleeschen allerdéngs seng Kaddoe siche geet, an domadder schwätzen ech ganz geziilt d'Géigefinanzéierung un, ben, dat steet net am Koalitionsprogramm.

Stéchwuert – dat ass mäin nächste Punkt –: Staatschold. Déi nei Regierung wëll eng nei Trajectoire sichen zur Evoloutioun vun der Staatschold an op déi 30 % wëll se sech net festneele loosser. Am Oktober d'lescht Joer huet den Här Frieden nach als Invité vun der Redaktioun bei RTL gemengt – Zitat –: „Ech mengen, datt an enger klenger Economie alles iwwer 20 % Staatschold ganz schwierig ass“.

D'LSAP seet scho laang, dass mer eis eeben net op eng Zuel solle festleeën, dass mer net op enger Zuel solle reiden, an dofir sinn ech frou, feststellen, och wa mer net bei de Koalitionsgesprécher derbäi waren, dass awer eis Positioun sech schéngt do duerchzusetzen. Op deem Punkt kënne mer eis da jo scho mol eens ginn.

Nächst Stéchwuert: Akomessteier. Ech ka verstoen, dass eng CSV hiert groust Walversprieche fir méi Kafkraaft duerch manner Steieren no de Walen och anhale wëll. Ech mengen, dat ass legitim. Ech bedauern awer, dass dat duerch eng einfach Adaptatioun vum Barème an der Héicht vu véier Indextranché geschéie soll.

Dir hat am Dezember 2022 – déi nämmlecht CSV – nach an enger Motioun gefuerdert, dass eng Adaptatioun vum Barème säit 2017 soll geschéien. Ech mengen, dat misste fénnef Indextranche gewiescht sinn. Ben, ech kéint elo soen: Welcome to reality. Mee dat ass elo net meng Kritick. Meng Kritick ass elo net, dass Dir net am Endeffekt dann déi fénnef Indextranchen, déi Dir gefuerdert hutt, aacht mat 2003 (veuillez lire: 2023) derbäi, dass déi Upassung net kënnt. Meng Kritick ass eng ganz aner. Dat ass déi vun der sozialer Gerechtegkeet, iwwerhaapt vun der Gerechtegkeet. Well mir wëssen alleguerten, dass dëst net gerecht ass, well déi héich Akommessen hei besser ewechkomme wéi déi kleng, woubäi mer alleguerte wëssen, dass et virun allem déi Leit mat den nidderege Salairé sinn, déi besonnesch ënnert der Präisdeierecht ze leiden hunn. Mir verléieren also alljoers hei ronn 500 Milliounen Euro u Steierrecetten, déi een hätt kënne vill méi geziilt verdeelen, fir eeben

esou méi Gerechtegkeet an der Gesellschaft hierzustellen.

Mir sinn och der Meenung, dass ee besser gehat hätt, bei deem ze bleiwen, wat am drëtten Tripartitt-Accord festgehal ginn ass. A wann ee lo wierklech wëlles gehat hätt, séier zousätzlech Steiererlicherungen ze maachen, dann hätt een och kënne ganz aner Mesüre fannen, déi alleguerte méi sozial gerecht wäere wéi dës. Et hätt een zum Beispill kënne déi zwou ënnescht Tranché vum Barème strächen. Mee d'Géisskan ass hei aus dem Tirang erausgezu ginn a beriselt, wéi gesot, virun allem déi, deenen et haut scho ganz gutt geet.

Da soll de Spätzesteiersaz net erhéicht ginn. Hei wëll ech drun erënneren, den Här Roth, aktuelle Finanzminister, huet nach während der grousser Steierdebatt d'lescht Joer vun engem Spätzesteiersaz vu 45 % geschwat respektiv dee virgeschloen. Am CSV-Walprogramm steet dann och en Taux vun 43 % mam Argument, an dat ass interessant, mam Argument vun der sozialer Verantwortung. An elo erkläert eis den Här Staatsminister, dass näischt gemaach gëtt, well mer soss net attraktiv genuch sinn, fir nei Talenter unzezéien. Wéi gesot: D'Gewënner bei dëser Regierung sinn also déi, deenen et elo haut scho gutt geet.

Fir d'Kafkraaft ze garantéieren, hu mer hei zu Lëtzebuerg den Index, fir Steiergerechtegkeet hierzustellen de Steierbarème. D'Regierung verdréit hei e bëssen d'Logik.

Si wëll lo innerhalb vun den nächsten dräi Joer e Reformprojet fir eng eenzeg Steierklass virleeën. Dat ass eng Initiativ, déi mir absolut begrëissen, well mir sinn der Meenung, dass et haut net méi zäitgeméiss ass, dass hei en Ënnerscheid gemaach gëtt, ob eng Persoun lo single ass, bestuet ass, gepacst ass oder verwitwet.

Zur Reform sti lo weider keng Detailler am Programm. Et gëtt ee jo net wierklech gewuer, wou et soll higoen, mee hei strecke mer Iech ganz gären d'Hand aus, dass mer bereet sinn, an engem konstruktiven Dialog mat Iech ze schaffen, well dat heite kann zu enger grousser Reform kommen, déi wichteg fir eist Land ass, an esou eng grouss Reform soll eiser Meenung no och vun engem ganz breede politesche Konsens kënne gedroe ginn.

Virrunner hunn ech vum Kleesche geschwat, elo schwätzen ech vum Houseker. E grouse Schwéierpunkt vun dëser Regierung ass nämlech d'Sécherheet, wou jiddereen, dee sech net schéckt, bestrooft gëtt. Esou ass elo virgesinn, d'Comparation immédiate anzeféieren. Wat also a Frankräich an an der Belsch net funktionéiert huet, soll dann elo hei d'Wonnerléisung zu Lëtzebuerg sinn. Hei sinn erëm al Rezepten fir aktuell Problemer geholl ginn.

Idem bei der Gemengepolice, änlech hate mer schonn. Dat schéngt dann och elo eng nei Wonnerléisung ze sinn.

An da soll och nach de Platzverweis verstärkt ginn. Ech ginn hei lo net méi op déi ganz Diskussiounen an. Ech mengen, do ass scho villes gesot ginn. D'Meenunge si bekannt. Ech wëll just soen, dass dëst wierklech keng Mesür ass, fir d'sozial Kohäsion hei am Land ze stäerken. Eng sozial Politick gesäit eebe grad och vir, dass se déi Vulnerabelst aus hirer Gesellschaft schützt. Och wann een déi Leit net gäre wëll gesein, si sinn do an do ass et eis Verantwortung, si ze schützen. An dofir ass et fir eis ganz kloer, dass mer müssen d'Aarmut bekämpfen an net déi Aarm.

An am Kapitel zu der Aarmutbekämpfung, fir nach do-bäi ze bleiwen, ass hei am Zesammenhang mam REVIS opgefall, dass eigentlech alleguerten d'Leit – wéi soll

ech soen? – sou ënner e Generalverdacht gestallt ginn; ënner Generalverdacht virun allem eeben déi Beneficiaire vun de sozialen Hëlfe. D'Regierung betount nämlech, dass déi, déi eebe Sozialhëlfe kréien, misste motivéiert ginn. Wat heescht dat: „D'Leit, déi am REVIS sinn, déi misse motivéiert ginn“? Dofir soen ech „Generalverdacht“, well dat kléngt sou, wéi wann dat alles liddereg Pittie wäeren, déi keng Loscht hätten, schaffen ze goen.

Dir schwätzt hei vun enger Prime d'activité. Ganz éierlech, ass dat wierklech d'Äntwert fir all déi Leit, déi all Mount Problemer hunn, nach hir Rechnunge kënne ze bezuelen a fir d'Enner beieneen ze kréien? Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi misse, obwuel se schaffe ginn ...? Well ganz vill Leit am REVIS gi schaffen. Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi nach misse zousätzlech Demarché maachen, fir eeben och nach d'Allocation de vie chère unzefroen? An ass dat d'Äntwert fir déi Leit, déi an d'Épicerie sociales, an d'Vollekskirchen, an d'Kleederstoff misse goen, well si anescht hiren Alldag net gestemmt kréien? Ech hoffen ... Et ass jo rieds vun engem Aktiounsplang. Ech hoffen, dass Ären Aktiounsplang méi beinhalt wéi just déi Prime d'activité, wat dat och ëmmer ganz genau da soll heeschen.

Ech hu virrunner gesot, dass ech net nëmme géif kritiséieren. Da kommen ech elo e bëssen zu deene méi – wéi soll ech soen? – positive Punkten, wou Der eis Ënnerstützung kéint kréien, wann dat dann och esou duerchgezu gëtt. Gefreet huet eis virun allem, dass um Indexsystem festgehal gëtt. Mir denken, dass domat dann och déi – wéi soll ech soen? – leideg Diskussioun ëm de gedeckelten Index ee fir allemol wäert vun Dësch sinn, dass mer eis op aner Aspekter kënne konzentréieren.

Mir begrëissen och, dass d'Regierung um Mechanismus vum Mindestloun festhält. Mir bedauern awer, dass hei net eng direkt Erhéijung vum Mindestloun virgesinn ass, esou wéi mir dat jo och an eisem Walprogramm gefuerdert hunn. A mir denken och nach ëmmer, dass eis Fuerderung, fir de Mindestloun steierfräi ze maachen, wierklech vill Avantage géif mat sech bréngen a virun allem dass et eng grouss Entlaaschtung fir d'Salarié wär. Virun allem wär dëst eng ganz konkret Mesür, fir eeben d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi kleng ze maachen.

A wann ech scho bei der Aarbecht sinn, nach e Wuert zur Work-Life-Balance, well do verkaaft Dir awer lo wierklech de Leit Schiet an den Tuten. Zousätzlech nämlech zu deem, wat et scho gëtt, verdeelt d'Regierung virun allem Bonbone fir déi Stéit, déi sech et eebe kënne leeschten, wéi d'Verlängerung vum Congé parental. Dat kléngt ganz gutt. D'Leit kréie méi Zäit, et geet vu sechs op néng Méint, si kréien awer net méi Suen.

Dat selwecht gëllt och fir de sougenannten „Temps partiel familial“. Dat soll jo e Recht op véier Stonne pro Woch sinn, allerdéngs och hei onbezuelt, ouni dass cotiséiert gëtt an nëmme fir déi Leit, déi Vollzäit schaffen. Hei hoffe mer, dass Dir do vläicht nach eng Kéier Är Meenung kéint änneren an dat weesentlech méi grouss opmaacht, fir dass dat wierklech eng Offer ka sinn, vun där alleguerten d'Famillje kënne profitéieren an eeben net nëmmen déi mam décke Portmonni. Well dat hei kléngt e bëssen esou, wéi wann dat esou Mesüre fir déi Happy Few wäeren awer sécherlech keng Offer, déi sech alleguerten d'Leit hei am Land, alleguerten d'Familljen hei am Land kënne herno leeschten.

An dann ass elo nach virgesinn, datt fir vill Leit d'Sonndesaarbecht zur Normalitéit ka ginn. Bon, mir wëssen, dass et Stëmme gëtt, déi fuerderen, dass

d'Sonndesaarbecht soll ausgebaut ginn, mee hei stelle sech trotzdem eng ganz Rëtsch Froen hannendrunner. Virun allem froe mer eis, wéi dat och soll mam Wonsch vun de Leit, sech eebe weiderhi kënnen méi an der Famill ze engagéieren, sech méi kënnen benevoll ze engagéieren an de Veräiner, am Sport, an der Kultur, am Rettungswiesen ..., mir froen eis, wéi dat soll am Aklang sinn, wa mer lo nach dee Schrëtt maachen, fir d'Sonndesaarbecht nach weider auszedenen.

Eng weider Offer fir d'Famillje maacht Dir och elo an der Kannerbetreuung, dat mat der Betreuungsplatzgarantie bis 2030. Dat erënnert mech, muss ech éierlech soen, ganz vill un déi Diskussiounen, déi viru Joren an Däitschland ware mat deene Konsequenzen, déi mer och kennen. Dofir stellt sech och direkt d'Fro: Wéi soll a manner wéi siwe Joer séchergestallt ginn, dass all Kand eng Plaz an enger Crèche oder Maison relais soll kréien? Mat wéi enger Ënnerstützung kënnen d'Gemengen hei rechnen? Well hei brauche mer jo onbedéngt d'Gemengen, fir dat do kënnen ëmzesetzen. Gëtt da vläicht de Plaffong an d'Luucht gesat? Kommen do zousätzlech Aiden? Op alle Fall ass et wichtig, dass dat hei mat de Gemengen zesumme geplangt gëtt, well et sinn nach ëmmer d'Gemengen, déi decidéieren, wou an ob gebaut gëtt oder net.

Mir stellen insgesamt am Educationsssecteur ..., also mir stellen eis insgesamt hei eng ganz Rëtsch Froen a mir mierken och, dass et eng gewëssen Onrou am Educationsssecteur gëtt. Engersäits bleift de Minister, anerersäits huet d'CSV genau déi dote Politick awer jorelaang aus der Oppositionsbänk kritiséiert an net grad am léifsten Toun, an eebe grad dat féiert zu Konfusioun. An dofir hätte mir gären, dass den Educationminister wéi iwwregens och alleguerten déi aner Ministeren an déi zoustänneg Chamberskommissiounen kommen, fir dat dote méi am Detail kënnen ze erklären a fir mat eis och kënnen d'Diskussioun ze féieren.

An dofir hunn ech och direkt hei eng Demande, fir dass eeben déi eenzel Ministere kommen. An ongrond vun den Aussoe vum Här Spautz, deen dat jo och schonn ugedeit huet, si mer hei op enger Linn. A mir hu jo nach e bësse Sputt an eisem Agenda, wann ech elo mol de Kalenner fir den Dezember gekuckt hunn, dann dierft et sécherlech net schwéier sinn, fir do nach Plagen ze fannen.

Wannechgelift.

(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Et ass d'Demande fir d'Convocatiounen. Dir kënn awer gären herno soen, dass Dir dat gutt fannt.

(Hilarité)

Ech kommen da vun deene ganz Jonken ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech menge just, mir sollten – entschëllegt –, mee mir sollten eis awer Reegele ginn, wat mer dierfen ofginn a wat net. Mir haten an der leschter Legislaturperiod doriwuer schonn eng Diskussioun. Motiounen, Resolutiounen, awer esou Bréiwer, ech mengen, dat ass vläicht awer e prozedurale Problem.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Do schwätze mer nach eng Kéier driwwer, Här Kartheiser.

(Interruptions)

Elo huet d'Madamm Bofferding d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommen da vun deene ganz Jonken – mir ware jo elo bei der Kannerbetreuung – eriwuer bei déi manner Jonk, awer en Thema, wat och eis alleguerten dierft interesséieren, et ass d'Thema vun de Pensiounen. Fir déi laangfristeg ofzesécheren, wëll d'Regierung, ech zitieren: „eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem féieren“, a bei där se hofft, „e gesellschaftleche Konsens ze fannen.“ Ben, hei froe mer eis och: Wou soll d'Rees higoen? D'Reform vun 2012 ass deemools der CSV net wäit genuch gaangen, dofir froe mer eis, a wéi eng Richtung et dann hei sollt goen. Wat Dir alles Genaues ...

Une voix | Och der DP!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Och der DP!

... och an dësem Beräich wëllt proposéieren. A virun allem gouf jo de Conseil économique et social beoptraagt, en Avis auszeschaffen. Do géif et eis och interesséieren, ob Dir deen iwwerhaapt wëllt consideréieren. E war weeder am Walprogramm vun der DP nach vun der CSV nach ass en an Ärem Koalitiounsprogramm ze fannen. Mee ech mengen, et wär wichtig, eeben och op d'Stëmmen aus dem Secteur ze lauschteren, wann een hei gären nach wëll eng Reform ugoen.

Da kommen ech eriwuer zur Santé. Do muss ech wierklech soen, sou schaarf wéi nach kierzlech am Walkampf geschoss ginn ass, sou vag ass Äre Programm genau op deenen dote Punkten. De Programm erwänt eng dezentraliséiert Prise en charge, Hëllef fir Dokter, déi sech néierloossen, oder d'Konzept vum Médecin référent ze stäerken. Ben jo, dat ass gutt, mee och hei: Et ass näischt Neies. Et si keng nei Mesürene, déi Dir proposéiert.

Ee Wuert dann zum Cannabis: Dat passt jo och ganz gutt zur Santé. Zweek, ganzer zwee Sätz ginn deem Thema hei gewidmet. An interessanterweis weisen dës zwee Sätz, wéi d'Diskussioun wuel während der Verhandlung tëscht der CSV an der DP verlaf sinn. Deen éischte Saz, wuel mat bloer Tënt geschriwwen: D'Gesetz iwwert déi véier Cannabisplanze gëtt net ofgeschafft. Gutt. Den zweete Saz, dës Kéier da mat der schwaarzer Tënt geschriwwen: D'Regierung wäert d'Positioun vun eisen dräi Nopeschlänner a puncto Cannabis beobachten.

Jo. Vill Spaass beim Beobachten. Well dat heescht näischt anescht, wéi dass Dir net hei bereet sidd, e Schrëtt méi wäit ze goen, a genau dat ass net gutt. Well do ass awer vill Aarbecht och an der viregter Regierung geleescht ginn. An da wëll ech och nach eng Kéier ganz kloer soen: D'Cannabis-Legalisierung ass net eng Fro vu Moud, et ass eng Fro vun der Santé publique. An dofir soll ee sech och net hei deem verschléissen an et soll ee virun allem net d'Aen zoumaachen. Au contraire: Mir wëssen, dass et Leit gëtt, déi dämpfen, a mir wëssen, dass déi Leit, wa mer et net reegelen, um Schwarzmarkt sech nach weider wäerten hir Produite besuergen, an um Schwarzmarkt mat alle Konsequenzen, déi mer da kennen, an dofir geet et net duer, just bei d'Nopere kucken ze goen. Au contraire: Hei wär eng Portioun Courage ubruucht.

An eng grouss Portioun Courage, wann ech scho beim Courage sinn, brauche mer och bei der gréisster sozialer Fro, déi sech hei am Land stellt: dem Logement. De Koalitiounsprogramm versprécht massiv Investitiounen an dësem Beräich. Jo – wichtig! Allerdéngs gi se net chiffriert an och hei wësse mer net ganz genau, wou et soll higoen. A virun allem wësse mer och net,

wiem dës Investitiounen sollen zeguttkommen. Gewëssen Tendenze loosse sech awer rausliesen, dat liest ee schonn e bëssen tëscht den Zeilen. An do fänkt et dann un, awer e bësse méi spannend ze ginn.

Grad beim Logement ginn et jo awer Hëllef fir Leit, déi scho vill Suen hunn, fir dass déi, jo, eng zweet, drëtt Wunneng nach kënnen kafen a se dann op de Locatiounsmarché bréngen. Dat huet weiderhin zur Konsequenz, dass d'Präisser eropgedréckt ginn, dass et vill Sue kascht an am Endeffekt net deenen zegutt kënn, déi et eigentlech brauchen.

E Beispill dofir ass, dass och elo d'Investisseuren den Accès zum bëllegen Akt kréien, dass si och elo de bëllegen Akt kënnen kréien. Domadder gitt Dir eigentlech vun der Philosophie vum bëllegen Akt an eng ganz aner Richtung. Do si mer rëm bei den ale Rezepten fir déi aktuell Problemer, well och hei hate mer Mesürene. Dir erënnert Iech un den éischte Pacte Logement, wou mer och Primmen ausbezuelt haten, déi herno eebe bei de Promoteure gelangt si respektiv d'Zil, dass Wunnenge méi abordabel sinn, domadder net erreicht gouf. Dofir hu mer déi ofgeschafft. Dofir hu mer de Pacte Logement 2.0 ausgeschafft. Mee hei, wéi gesot, gitt Dir erëm an déi aner Richtung. An dofir wunnert et mech eigentlech och net, dass Dir d'Bail-à-loyers-Gesetz fundamental wëllt änneren. Jo, och mir wollte Changementer bei deem Text. Dat hu mer ëmmer gesot. Mee just mam Ënnerscheid: Dir stellt Iech op d'Säit vun de Propriétaires a mir stellen eis op d'Säit vun de Locataires. An dat ass den Ënnerscheid.

Par contre fanne mer et gutt, dass déi nei Regierung wëllt méi séier bauen. Allerdéngs net op Käschten ..., wannechgelift net op Käschten vun der Ëmwelt a vum Denkmalschutz. Mir warne virunner, déi dräi géinteneen auszespillen. Fir eis muss dat schonn am Aklang sinn: de Logement, den Denkmalschutz an och d'Ëmwelt.

By the way, wann ech bei der Ëmwelt sinn: Déi ganz offällg Beurteilung vun der Ëmweltpolitick vun der leschter Regierung ass net kohärent mat deem, wat am Kapitel iwwert d'Ëmwelt steet, an dat fanne mer u sech ganz gutt, hei gëtt dem Naturschutz en héije Stellenwärt ageraumt. Generell stellt een eng ganz grouss Kontinuitéit eebe fest par rapport zu deem, wat déi viregter Regierung gemaach huet. Versprach ginn och nei Initiativen, besonnesch wat de Schutz vun de Biedem, vum Waasser an och vun der Loft ugeet. Mir, wéi gesot, begrëissen dat allerdéngs, dass hei eng Kontinuitéit ze fannen ass. Et ass wichtig, dass Dir dat och zu Ärer Prioritéit erkläert.

Ech erënnere awer nach drun, dass d'Landwirtschaft an dese Beräicher viru ganz groussen Erausforderung steet an dofir hoffe mer, dass et och der neier Regierung geléngt, eeben déi Interessekongflikter kënnen ze léisen, ouni dass herno mussen Ofstrécher am Ëmweltschutz gemaach ginn, eeben och hei, dass net dat eent géint dat anert ausgespillt gëtt, mee dat muss herno zesummen harmonéieren. Dat muss herno e Ganzt ginn.

Idem beim Klimaschutz: D'Klimapolitick soll jo lo, wéi Dir et schreift, sozial gerecht ginn. Do si mer absolutt bei Iech. Mir sinn ëmmer derbäi, wann et drëms geet, fir sozial Gerechtegkeet hierzustellen. Allerdéngs hätte mer et besser fonnt, wann hei am Accord méi prezisiert gi wier, dass virun allem de soziale Kompensatiounsmoosnamen d'Hallschent vun de Recetté vun der CO₂-Steier zeguttkomm wäeren, sou wéi dat och schonn déi lescht Jore versicht ginn ass ze maachen. Dat wär e ganz staarkt Zeeche gewiescht. Dir allerdéngs setzt hei e bësse méi op déi Fräiwëllegkeet, op déi fräiwëlleg Mesürene, an do stellt sech einfach d'Fro, ob dat duergeet, fir awer déi ganz ambitiéis Ziler do ze

errechen, ob een do net vläicht awer misst d'Schrauf vum der Fräiwëllegheet e bëssen zoudréinen, fir eeben déi ambitiéis Ziler, déi mer eis am Klimaschutz ginn, och ze errechen.

Dat ass eng Fro, déi sech net nëmmen hei am Parlament wäert stellen, wou mer eis nach an Zukunft wäerten domadder auserneesetzen, mee et ass och eng Fro, déi elo bei der nächster COP, déi usteet, sécherlech och debattéiert gëtt. An do ass et fir eis wichteg, dass d'Regierung hei eng ganz kloer Haltung huet, virun allem dass Dir glafwierdeg sidd, well vag Absichtserklärung ginn definitiv net duer. An och hei ass eis Demande, dass den zoustännege Minister sou séier wéi méiglech an déi zoustännege Kommissioun kënn. Dofir hu mer och eng separat Demande gemaach, fir eis ze erklären, wann en op d'COP geet, wéi eng Ziler respektiv wéi eng Richtung en do wäert verteidegen.

(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci!

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Da kommen ech elo zu deem Kapitel, dat eigentlech weist, wat de Schwéierpunkt vum der neier Regierung ass: Business first. Fir unzefänke muss ech soen, huet kee wirklech verstanen, wat den Term „inklusive Wuesstum“ bedeit. Ech hunn et geogogelt an ech muss soen, ech hu lauter Sätze vu Wirtschaftsberoder, vun de Big Four a vu Banke fonnt. Bon, dat gëtt mol dann zumindest eng Richtung un. Wat et sécherlech net ass, dat ass d'Économie sociale et solidaire. Dat ass et sécherlech net, well Dir och an Ärem Koalitiounsprogramm keen ee Wuert doriwuer verléiert, wat mer immens bedauern. Well ëmmerhi mécht dese ronn 8 % vum PIB um europäeschen Niveau aus. Mee hei gesäit een eeben, dass et net den Deel vum der Economie ass, deen déi konservativ-liberal Regierung interesséiert.

Fir meng Kritik op de Punkt ze bréngen: D'Regierung wëll en Ëmfeld schafen, wou de fräie Maart all d'Problemer léist. Eng wirklech extreem aktuell Theorie vum engem Ekonomist vu virun 100 Joer. Och déi konkret Mesüre sinn net innovativ, wéi d'Ausweidung vum „silence vaut accord“ oder nach dem „once only“. Dat sinn al Formelen, fir Kompetitivitéit unzekuerbelen, déi awer net einfach ëmsetze sinn. Bref, hei feelt et, wéi gesot, un der Visioun. Et feelt un der laanger Siicht, wéi Dir gären d'Gesellschaft wëllt opbauen.

E Beispill, dass eeben d'Visioun feelt an dass Dir net de Bléck fest an d'Zukunft geriicht hutt, ass och d'Digitaliséierung an d'kënschtlech Intelligenz. Den Här Staatsminister hat gëschter d'Wuert „Digitaliséierung“ ganz oft gebraucht, mee wann een dann awer de Koalitiounsprogramm duerchliest, da liest een: Wi-Fi iwwerall, 5G an e bessere MyGuichet.

Dat kléngt alles ganz gutt, mee och dat: näischt Neits. Ech mengen, dass d'Digitaliséierung weesentlech méi Erausforderunge stellt wéi déi doten. Ech freee mech awer – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, dass Dir wëlles hutt, den eMINT, den elektronischen Interieur, weider auszubauen, an dass dat Standard beim Staat soll ginn. Op alle Fall: Do hutt Dir mol meng vollsten Ënnerstëtzung.

Mee, an da kënn de spannende Punkt respektiv dat ass et, firwat ech eeben och d'Digitaliséierung bewusst uschwätzen, well mer hei virun enger industrieller Revolutioun stinn. Dee gréissten Challenge ass d'kënschtlech Intelligenz, d'KI, an déi huet e Rise-potenzial, eist Liewen ze veränneren, wéi dat an den 90er-Joren den Internet war oder och an den 2000er-Joren den éischte Smartphone. D'KI wäert net nëmme Konsequenzen op eist deeglecht Liewen hunn, mee

virun allem wäert se och eis Aarbechtswelt ëmkrämpelen an dofir ass et wichteg, dass mir eis wirklech intensivst domadder auserneesetzen an dass mer och intensivst kucken, wéi mer d'kënschtlech Intelligenz ..., wéi mer do kënnen eng Reglementéierung ginn a wéi mer et och kënnen besser encadréieren, fir eeben déi Konsequenzen, déi kommen ..., dass mer dat och gestemmt kréien an dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn. An dofir ass et och wichteg, dass kritescht Denken an eise Schoule gefërdert gëtt, dass déi Jonk och do gestärkt ginn an dass se och wëssen, wéi se eebe mam Contenu vum de Medie vu muer sollen ëmgoen, wéi se dëst och sollen anuerdnen.

Vu dass d'Changementer, déi do op eis duerkommen, sou villfältig sinn an esou grouss sinn, muss ech ganz éierlech soen, hätt ech mer awer och bei deem Kapitel méi erwaart an och do méi Mesüeren erhofft, a wéi eng Richtung et soll goen, eebe grad well et sou villes wäert mat sech bréngen, wat eist Liewe wäert veränneren. An eeben och grad well Dir jo an der Economie sou interesséiert sidd, mengen ech, si mer eis och allegueren eens, dass d'kënschtlech Intelligenz eng enorm Chance och um ekonomesche Plang bitt, sou eebe fir d'Entreprisë kënnen ze ënnerstëtzen, fir eeben och a verschidde aneren Domänen aktiv ze ginn. An do ass et eeben och wichteg, dass een de Bléck an d'Zukunft riicht, fir eeben ze kucken, wéi een och do kann d'Entreprisë mat abannen, wéi gesot, fir dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn.

Mee dat ass net nëmmen eng Fro vum der Ambitioun, wéi gesot, et ass d'Fro, wéi ech et scho puermol gesot hunn, vun der Visioun, déi eis op ganz ville Plaze feelt am Koalitiounsaccord a wou mer bedauern, dass Dir do net méi prezis gitt.

E Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesscenter fir Entreprises, dat schwieft eis vir. Mir hätte gären e Staat, dee solidaresch ass an dee keen op der Streck leie léisst. Dat ass, wéi gesot, dat Lëtzebuerg, dat mer eis virstellen, mee et ass leider net dat Lëtzebuerg, wat aus deem Koalitiounsaccord erauszefannen ass. Am Gëschter ware mer schonns. Et ass wichteg, dass mer lo d'Zukunft preparéieren an dass mer dat och zesumme preparéieren, dass mer d'Zukunft gestalten an eis all deenen Challenges, deenen Erausforderunge stellen, déi op eis duerkommen.

Dir gesitt also, dass mir gréisstendeels mat der Zilsetzung vun der Regierung averstane sinn, mee leider net mam Wee, fir dohinner ze kommen. Den Här Spautz huet virdrunner gesot, dass et Iech gefält, dass mir keng blann Opposition maachen. Bon, da verstitt Dir och, dass mer hei der Regierung kee Blankoscheck kënnen ausstellen.

Här Staatsminister, Dir hutt gesot, Dir braucht eis Proposen, Dir braucht eis Kriticken. Ma, Här Staatsminister, déi gi mir Iech ganz gären. Mir freeën eis op eis Zukunft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech wollt nach ganz kuertz zur Remark, déi den Här Kartheiser virdu gemaach huet, Saache kloerstellen. Et ass effektiv esou, datt eng Rei Dokumenter hei an der Plenië kënnen ofgi ginn. Ech hunn elo déi Bréiwer vum der Madamm Bofferding geholl. Mir sinn nach alleguer am Rodage, gradsou wéi d'Regierung nach Welpeschutz huet, mee ech wëll eng Kéier just kloer soen, wéi mir hei procedéieren.

Dat, wat Dir hei kënn ofginn an der Plenië, dat si Proposition-de-loien, Propositions de révision de la Constitution, Propositione vu Modifikatiounen vu Reglementer, Amendementer, Motiounen, Resolutiounen, Motion-d'ordren, Demandë fir an eng net publicker

Seance ze siegieren an explikativ Dokumentatiounen iwwert dat, wat Dir amgaang sidd ze soen.

Bréiwer, déi schéckt Dir mir wannechgelift einfach esou. Dir kënn se selbstverständlech an Ärer Ried ernimmen an och explizéieren. Déi Bréiwer, déi Dir mir elo ofginn hutt, hunn ech fir muer 14.00 Auer an der Conférence des Présidents op den Ordre du jour gesat an do wäerte mer se duerchdiskutéieren. Dat just fir d'Saache kloer ze soen, datt mer eis eens sinn, wéi mer hei matenee verfuere.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, dat war just eng Explikatioun ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn Iech elo explizéiert, Här Di Bartolomeo, wéi mir an Zukunft virginn, an dat ass alles elo tipptopp an der Rei esou. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Tipptopp, Här President!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ee sou schéi seet: D'Vollek huet geschwat. D'Wierfel si gefall. Dat, wat dobäi rauskomm ass, ass dobäi rauskomm. Deenen eng gefält et méi, deenen anere manner. Mir als ADR soen op jidde Fall Merci deene Wieler, déi eis gewielt hunn. Mir konnten eis verstärken, doriwuer si mer ganz frou. Mir hunn eng staark Demokratie hei zu Lëtzebuerg an dorop kënnen mer houfreg sinn a mir solle kucken, dass dat och esou bleift.

Allerdéngs sinn eng Partie Punkten, wou ee sech kann eng Rei Froe stellen, an ech wëilt hei op deen een oder aneren agoen.

Deen éischten, dat ass d'Zuel vun de Wieler a méi genee nach den Taux d'abstention, dee mer hei zu Lëtzebuerg hu bei eise Chamberwalen. E puer Zuelen: 1991 hate mer 271.000 Lëtzebuurger hei am Land liewen. Am Ausland hunn deemools wéineg Lëtzebuurger gelieft. 2023, also plus/minus 30 Joer duerno, sinn et der 341.000 hei am Land an 130.000 Lëtzebuurger am Ausland. Dat mécht en Total vu 471.000 Lëtzebuurger, déi et haut op der Welt gëtt, woubäi een awer muss soen, dass den Ausseministère bis elo ëmmer Schwieeregkeen hat, fir déi genee Zuel am Ausland och erauszefannen. Dat wier vläicht och eng Iddi, fir eng Kéier do dat méi genee ze kucken.

Mir haten dann 286.000 Wieler ageschriwwen. Bon, et muss een natierlech wëssen: D'Kanner ginn net wielen. Déi iwwer 75 Joer, déi mussen net. An déi am Ausland wunnen, déi mussen och net, déi hunn d'Walrecht a keng Walpflicht. Soudass mer am Endeffekt op en Taux komme vu Leit, déi gewielt hunn, dee sou zwëschent 65 a 70 % läit, an en Taux d'abstention vun 30 bis 35 % bei dese Walen. Also, et hu ronn 250.000 Leit gewielt vu warscheinlech 380.000 Walberechtigten.

Einfach eng Kéier esou als Iddi hei an de Raum geworf, dass et dat och zu Lëtzebuerg gëtt trotz der Walpflicht, déi mir hei am Land hunn. Mee doduerch, dass vill Lëtzebuurger haut am Ausland wunnen, huet déi Situatioun sech vläicht geännert an et ass eng aner wéi déi, déi mir ëmmer kann hunn.

Dann ass et sou: No de Wale gëtt ëmmer geschwat iwwert de Walsystem, dass deen eventuell net méi gutt ass a misst geännert ginn. Och hei si mer eis am Fond warscheinlech allegueren eens, dass e puer Punkten do net méi zäitgeméis sinn an dat ass d'Proportionalitéit vun den Deputéierten an deene verschidde Bezierker par rapport zur Bevëlkerung op där enger Säit, wann Dir dat esou wëllt, oder zu de Wieler, zu

de Lëtzebuerg, déi an deene Bezierker wunnen. Dir wësst allegueren, dass den Osten an den Norden ënnerrepresentéiert sinn, dass den Zentrum iwwerrepresentéiert ass. Eigentlech misst et an der Logik sinn, fir dat ze änneren. Déi Zuele si festgeluecht ginn an den 80er-Joren. Dat ass scho ganz laang hier. Deemools hat Lëtzebuerg vill manner Awunner an, wéi ech lo grad gesot hunn, vill, vill manner Wieler. An, wann ech einfach kéint eng Iddi hei an de Raum werfen, déi zwar e bësse gewot ass, dat ass, dass een och eng Kéier kéint sech d'Fro stellen, ob een net awer e bësse soll erhéijen.

Dat heescht, mir hunn am Moment 60 Deputéierter. Ech hu gesot, dat ass eng Zuel, déi ass festgeluecht ginn, du waren nach vill manner Awunner hei, vill manner Lëtzebuerg an ech mengen, dass et net schlecht wier, wann een d'Zuel géif erhéijen, fir rëm do awer méi representativ ze sinn. An zweetens, dat ass eppes, wat mer déi lescht dräi Joer hei opgefall ass, dat ass, dass et awer relativ schwéier ass, hei an der Oppositoun. Mir sinn elo zu 25 Oppositounsdeputéierter ... Bon, mir hunn och déi 35 Deputéiert, déi zur Majoritéit stinn. Mee eis Missioun ass et jo, d'Regierung ze kontrolléieren. A 25 Oppositounsdeputéierter par rapport zu 15 Ministere mat hire ganze Spëtzebeamten, dat ass eng relativ grouss Mammutaufgab an ech mengen, dass ee sech do eng Kéier misst d'Fro stellen, ob een déi Zuel also net sollt erhéijen. Mee bon ...

D'Vollek huet geschwat, hunn ech gesot. Et gëtt Walgewënner, et gëtt Walverléierer. Walgewënner sinn d'DP, déi hu gewonnen, an d'Piraten hu gewonnen an d'LSAP huet och gewonnen a mir hunn och gewonnen. Et gëtt ee grouse Walverléierer, dat ass déi gréng, déi hu fënnf Sëtz verluer. An da kann een natierlech soen: Jo, d'CSV misst jo och zu de Walgewënner zielen, well se déi stäerkst Partei gi sinn. Dat gëtt awer hei am Land oft anescht gedréint an da gëtt effektiv de Verglach gemaach mat de Wale virduen an dorobber gëtt sech da baséiert, ween d'Wale gewonnen huet a wee se verluer huet.

Bon, wann een déi Parteie geholl hätt, déi gewonnen hunn, hätt een och kënnen eng Koalitioun zesumme maachen, mee ech mengen, dat wier zimlech abenteuerlech ginn, sou dass mer lo an dëser Situatioun sinn. Eng Zweeërkoalitioun, déi ee sech vläicht esou virun zwee Joer nach net hätt kënnen genee virstellen.

Jo, déi gréng hu staark verluer. Fënnf Sëtz, dat ass schonn impressonant. Ech géif och soen, hei allgemeng, och fir eis elo: Dat huet net nëmme mat Bashing ze dinn. Well wann et nëmme mat Bashing ze dinn hätt an ech kucken dee Bashing, dee mir als ADR awer trotzdeem och heiansdo mussen matmaachen, och an den normale Medien, dann hätte mir jo och misse verléieren. Hu mer awer net, d'ADR huet gewonnen. An ech gesinn dat och als eng Bestätegung vun eiser gudder Aarbecht a mir wäerten eis natierlech weider staark engagéieren.

Mir kruten d'Fraktiounstäerkt a mir wäerten eis Aarbecht dann och weider gutt maachen, sowuel konstruktiv wéi och kritisches. An ech wëll drun erënneren: Déi politesch Debatt an enger Demokratie, déi leeft vum Meenungspluralismus. Mir sollten eis alleguerte freeën, wann hei am Gebai verschidde Meenunge kënnen ausgetosch ginn. Dat mécht jo dat Interessant un der Debatt aus, soss géif jo kee méi nolauschteren.

Nach e Wuert: Interessant ass jo d'Entwécklung vun der CSV vum 2018 op 2023. Mir haten am Fong en identescht Resultat: 2018 21 Sëtz, 2023 och 21 Sëtz. A wéi eeben, ech soen elo mol, d'Schicksal heiansdo esou zouschleift, hu mer awer eng komplett aner

Interpretatioun vum Resultat. 2018 ass de Spëtze-kandidat, den Här Wiseler, als Verléierer duergestallt ginn, an 2023 den Här Frieden als Gewënner, an dat mat deem selwechte Resultat.

Jo, wat huet dann elo d'Ännerung bruecht, wann et net d'CSV selwer war? Majo da géif ech soen, dann ass d'Ännerung komm duerch aner Parteien. An et ass ganz einfach esou, ech mengen, d'Piraten an d'ADR hunn deene Gréngen zwee Sëtz ewechgeholl am Osten an am Norden. An ech mengen, dass dat ausschlaggebend war, dass déi Gambia-Koalitioun, déi mer haten, net méi genuch Sëtz krut an dass dat och ausschlaggebend war, dass den Här Frieden elo Staatsminister ass.

An ech géif em duerfir roden: All Moien, wann en opsteet, kann en de Piraten an der ADR Merci soen, dass en haut Staatsminister ass.

(Hilarité et interruptions)

Voilà! Da kommen ech elo awer allgemeng e bëssen zum Programm vun der Regierung. Ech géif dräi grouss Erkenntnisser hei ervirsträichen. Dat Éischt, wat eis opgefall ass, dat ass, dass et elo net hei de grouse Wiessel ass, eigentlech quasi net, obwuel d'CSV haaptsächlech ugetrueden ass mat „nei Politick, grouse Wiessel“. Wat konnt ee sech dorënner virstellen? Ech weess et net alles. Am Endeffekt huet een e Wiessel am Personal, jo gréisstendeels, awer och net iwwerall. Vläch leider, soe vill Leit. Mee am Inhalt gesinn ech elo och net de grouse Wiessel.

An dat ass am Fong schued, well ech mengen, dass vill Leit, déi d'CSV och gewielt hunn, dee Wiessel wollten. An e Wiessel heescht eng Verännerung an eng Verännerung heescht an dësem Fall, eppes anescht ze maache wéi dat, wat d'Gambia-Regierung déi leschten zéng Joer gemaach huet.

An an eiser Meenung wier et och Zäit duerfir gewiescht. Ech verstinn och ganz gutt déi Leit, déi e Wiessel wollten, well ech mengen, dass d'Situatioun an den zéng leschte Joer sech a Lëtzebuerg dach awer ganz kloer verschlechtert huet. Ech géif dat un e puer Kriterie festmaachen, déi mer déi leschten zéng Joer gesinn hunn. Et sinn ëmmer méi Lëtzebuerg, déi d'Land verlosse mussen an an d'Grenzgebitt wunne ginn, well se sech hei keng Wunneng méi kënnen leeschten. D'Aarmut geet erop. Ëmmer méi Leit falen ënnert d'Aarmutsgrenz, haaptsächlech Leit mat Kanner, Leit, déi gescheet ginn. D'Famill ass manner wäert. D'Kafkraaft hëlt of. D'Energiepräisser klammen. Ok, do kann ee soen, dat ass net d'Schold vun der Regierung vu Lëtzebuerg eleng. Ech mengen, dat gëtt op engem anerem Niveau oft decidéiert oder entschheet wéi bei eis.

Dann awer d'Kriminalitéit, déi déi lescht zéng Joer ganz staark eropgaangen ass; d'Natur hei am Land, déi weider zerstéiert an zoubetonéiert gëtt. Eise Gesondheetssystem mat Waardezäiten zum Beispill an den Urgencen, déi ëmmer eropgaange sinn. D'Zuel u Better, déi erfogaangen ass. Dann d'Liewensqualität allgemeng ass natierlech subjektiv, mee wann een eppes ka festmaachen, dann ass et natierlech un där Zäit, déi een am Stau steet. A wann ech da kucken, dass och do déi lescht zéng Joer d'Situatioun trotz enger ganzer Partie Infrastrukturprojeten ... An et ass jo och virdu gesot gi vun, ech mengen, et war d'LSAP, déi gesot huet, oder d'DP, déi gesot huet: „Jo, mir hu vill gemaach, mee et geet awer nach net duer!“ An dat gesäit een och, well d'Situatioun gëtt dach awer ëmmer méi schlecht och an de leschten zéng Joer.

D'Staatsverschuldung ass eropgaangen. Jo, do gëtt et och Erklärungen derfir.

An ech mengen och, wat wichteg ass awer fir vill Lëtzebuerg a wat haut nach net ugeschwat ginn

ass, och dat, wat Lëtzebuerg ausmécht, ech mengen, d'Lëtzebuerg Sprooch, eis Traditioun, eis Identitéit, esou wéi mer Lëtzebuerg kann hunn, dat geet och ëmmer méi verluer.

Ech géif also soen, am grouse Ganzen, dass déi Regierung, déi mer haten, eng schlecht Politick gemaach huet an deene leschten zéng Joer. An ech géif mer duerfir erwaarden, wann eng Partei kéint an untrëtt, fir e Wiessel ze maachen, dass dann och e Wiessel gemaach gëtt, dee wierklech e Wiessel ass, fir d'Saachen ze verbesseren an net méi ze verschlechteren.

Et ass ganz kloer, dass op deene Punkten do wäert dës nei Regierung gemooss ginn – op deene Punkten!

Dann hu mer effektiv d'Education, wou iwwerhaupt kee Wiessel do ass – ech kommen eng Kéier duerno kuerz dorop zrëck –, wou ganz vill Leit enttäuscht si vun der CSV. Et ass och virdu gesot ginn hei, eng CSV, déi ëmmer erëm d'DP-Educationpolitick kritiséiert huet an elo se awer da praktesch ënnerstëtz. Do kann ee sech och nëmme wonneren.

Bon, insgesamt, wann een de Programm liest – ech wëll och net nëmme kritiséieren, wéi gesot –, erkennt een eng gewëssen ekonomesch Vernunft. Dat freet eis. Awer a ville Punkten, och gesellschaftspolitesch, éischter eng Richtung Gambia 3.0. Et gëtt eng gewësse Kontinuitéit an do froe mer eis awer ..., do hätt een awer kënnen viles besser maachen.

Dann eppes Zweetes, wat mer gemierkt hunn, wéi mer de Programm gelies hunn, an dat ass och scho vill diskutéiert ginn, dat ass dee Flou, deen am Programm ass. Et ass ganz villes vag gehalen. Op Lëtzebuergesch géif ee soen: „Mir kucken. Mir kucken.“ Op Franséisch heescht dat dann: „évaluer“, „analyser“, „étudier“, „examiner“, „sera examiné“, „sera étudié“ an esou weider. Also bal 400-mol kéint dat op deenen 200 Säite vir, wou also keng kloer Position geholl gëtt, mee wou esou eppes an de Raum gehäit gëtt: „Jo, mir kucken emol, wat mer maachen.“

Dat kléngt dann zum Beispill esou: „Le Gouvernement étudiera l'introduction d'un statut spécifique pour les médecins en voie de formation.“ Bon, firwat net einfach soen, wat ee wëlles huet? Oder: „La création d'un cadre légal spécifique pour les coopératives de logement et les communautés résidentielles sera analysée.“ Och hei: Firwat dann net kloer soen, wat ee wëlles huet?

Oder: „Le Gouvernement analysera la création d'un Institut du patrimoine culturel immatériel“ an esou weider. Dat ass fir eis eng super Saach. Mee firwat net einfach soen: „Jo, mir wëllen esou en Institut du patrimoine culturel“? Firwat seet een hei: „Mir analyséieren, ob déi Kreatioun da gemaach gëtt oder net“?

An do stellt ee sech dann d'Fro: Firwat esou vill Flou? Firwat esou vill Ongenaues? A menger Meenung no gëtt et nëmme zwou Äntwerten. Déi éischt, déi ass, dass e bëssen de Courage feelt, fir wierklech kloer ze soen, wat ee wëlles huet. Dat ass déi éischt Alternativ. An déi zweet, déi ass: Dir sidd Iech net ëmmer eens ginn an der Koalitioun zwëschen CSV an DP, an dann hutt Der, wann Der Iech net eens waart, gesot: „Ma da schreiw mer dran, mir kucken, mir analyséieren, mir etudiéieren, dann ass dat méi vag an da kënnen mer dat nach ëmmer méi spéit eng Kéier decidéieren oder eeben net.“ Ech mengen, wat net am Koalitiounsprogramm drasteet, dat verpflichtet eis jo och net. Dat ass e bësse schued. Ech hätt mer do méi Konkretes gewënscht.

An dann en drëtten Punkt allgemeng, dat ass, dass dat heiten awer e Programm ass an eisen Aen, dee

Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat geet. Allerdéngs am Bevëlkerungswuesstum Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat, awer an der Äntwert dorobber, wat d'Infrastruktur an esou weider ugeet, absolut net oder net genuch. An dobäi muss ee soen, dass mer elo schonn iwverfuert sinn. An dat ass jo dat, wat ëmmer hei och an de Rieden deelweis gesot gëtt, och wann net esou explizit. Mee ech mengen, mir sinn elo an engem Land, wou mer gläich 700.000 Awunner hunn, a mir sinn a ville Beräicher – Infrastrukturen, Personal an esou wieder –, eigentlech op engem Niveau bliwwen, dee fir 500.000 Leit gutt wier, awer net fir méi. Mir mussen also en immense Retard ophuelen – wat jo och scho gesot ginn ass – a mir mussen eis da virbereeden, wa mer effektiv Richtung eng Millioun Awunner ginn, well dat ass dat, wat mat deem Programm fir mech op jidde Fall e bëssen erauskënn.

Aktuell zum Beispill hu mer e Problem an de Klinicken. Mir kréien nach vill méi Patienten. Mir hunn net genuch Klinicksbetter. Mir hunn e Problem am Verkéier. Mir brauche méi Stroossen. A wann Der bedenkt, wann Der gär vu 500.000 op eng Millioun gitt, da mussen Der alles verduebelen. Da mussen Der d'Schoule verduebelen, d'Kläranlage verduebelen, den öffentliche Transport verduebelen, Prisonge verduebelen, Proffen, Schoulmeeschteren, Giischtercher, Polizisten, Infirmiëren, d'Doktere verduebelen, d'Crèchen, Fussballsterrainen, Klinicken, Dreckscamionen, Gerichtsäll, Magistraten, da mussen Der alles verduebelen. An dat ass dat, wat mir grondsätzlech hei an deem Programm e bësse feelt, einfach eng Visioun vu Lëtzebuerg, wéi mer Lëtzebuerg gären hätten an 20 Joer.

Den Här Juncker huet virun 20 Joer eng Kéier geschwat vum 700.000-Awunner-Staat. Du kruten d'Leit ganz vill Angscht a jiddweree war dergéint. Mee dat war en Horizont, dat war nach vill méi wäit wéi elo. An elo si mer quasi schonn do drun.

An ech mengen, dass déi Fro vun der Croissance démographique zu Lëtzebuerg esou eng wicteg ass, dass dat am Fong zentral och misst an esou engem Regierungsprogramm stoen. Well et geet jo net nëmmen ëm déi nächst fënnf Joer, mee et geet och ëm à long terme. An ech géif gär wëssen, wat mat deem Land virgesinn ass an 20, 30 Joer.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dann, jo, e puer Elementer erausgepickt einfach. Et soll ee jo och dann heiansdo eppes Positives soen, gutt Elementer. Dorënner och Fuerderungen, déi mir selwer an eiseem Walprogramm haten. Ech zielen einfach e puer Saachen op: den Out of hospital, dann dat Ganzt mam Benevolat – ganz gutt –, d'Maisons médicales, déi solle kommen am Osten, eventuell am Norden.

Dann eng Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Pensionssystem fannen ech och ganz gutt. Mir haten dat an eiseem Walprogramm stoen – ech mengen, mir ware quasi déi Eenzeg –, wou mer och gesot hunn, dass do mussen Saachen änneren an dass dat net ëmmer wäert da jiddwerengem zegutt kommen.

D'Comparution immédiate – ech kommen nach drop zrëck –, d'78-Woche-Reegel bei laange Krankheete verännere, e Méi u Realismus an der Agrikultur, dann nach vill Detailer, wéi zum Beispill och d'Finanzierung vun de Kirchen als Patrimoine culturel.

Also och villes, wat drasteet, fanne mer och ganz ok an et geet elo net drëms, fir hei alles schlechtzerieden. Natierlech wäert ech elo, wann ech méi genee op d'Punkten aginn, als Oppositionspolitiker haapt-sächlech déi Punkt erauszéien, déi mir kritiséieren.

An dat geet dann u mam Kapitel État moderne – ech zéien einfach e puer Punkten eraus –, do geet et ëm

de Staatsrot. Do steet dann, de Staatsrot soll moderniséiert ginn, et steet awer net do, wéi a wou a wat. An dat ass erëm dee Flou, dee sech duerch de ganze Programm zitt wéi e roude Fuedem. A mir géife gär e bësse gewuer ginn: Jo, wat soll dann do moderniséiert ginn am Staatsrot? Dat géif eis interesséieren.

Wa mer awer scho beim Staatsrot sinn, da wëll ech nach eng Klammer opmaachen: Vu dass d'ADR elo hei op fënnf Sätz ass – a wann een déi lescht 25 Joer kuckt, ware mer ëmmer esou an der Moyenne op bal fënnf Sätz –, steet eis am Fong an der Proportionalitéit, déi de Staatsrot jo soll hu par rapport zu de Parteien, déi vertruete sinn an der Chamber ..., misst eis eigentlech elo, wou e puer Plaze fräi ginn, am Staatsrot en zweete Sätz zoustoen. Objektiv gesi wier dat esou. Gutt, Klammer zou.

Da geet et ëm de 5G, woubäi ech mech froen: Ass eng 5G-Couverture wierklech néideg? Mir hunn am Moment nach Funklächer, wou schonn den 3G net funktionéiert, mee bon, dat sinn alles Saachen, déi mer nach wäerte méi spéit da gesinn.

Simplification administrative, dat ass en Thema säit, ech weess net, zënter 10, 15 Joer. Et huet een awer net ëmmer richteg d'Gefill, dass sech do och eppes deet. Ech denken alt ëmmer wéinst menger beruflecher Vergaangenheet och un d'Schoulen, wou sécherlech administrativ alles ëmmer méi schwéier ginn ass mat onméiglechen administrative Prozeduren, Bilanen, Reunionen a sou weider. An ech mengen, dass et wierklech sënnvoll wier, fir och un déi Saachen ze denke bei enger Simplification administrative.

D'Digitaliséierung weiderdreien – jo, ganz wicteg fir e Land wéi Lëtzebuerg. An Dir hutt och drageschriwwen, awer och de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, an de Guichet ze goen, och dat fanne mer natierlech ganz richteg.

Da geet et drëms, elektronesch ze wielen – also Dir gitt an eng Walkabinn, wou Der dann och mat sou enger Maschinn kënn wielen – respektiv d'Digitaliséierung, wou d'Leit dann och kënnen vun doheem aus vill Prozedure matmaachen. An eppes, wat mir ëmmer gefrot haten am Kader vum Referendum – vun der Referendumsfro, et ass jo kee ginn –, vun der Referendumsfro d'lescht Joer iwwert déi nei Verfassung, dat war, dass d'Leit net mussen, wa se wëllen ënnerschreibe bei enger Verfassungsännerung fir e Referendum, op d'Gemeng goen a sech do aschreien op eng Lëscht, mee dass se dat och kënnen vun doheem maachen, wéi ganz vill aner Saachen, an dat am Kader vun der Digitaliséierung, sou wéi och bei Petitiounen, dass déi Leit dat vun doheem kënnen maachen. An dat wier eppes, wat mir och hei géifen der neier Regierung mat op de Wee ginn, fir och déi Prozedur ze vereinfachen.

Da geet et ëm d'Medien, d'Pressehällef. Jo, d'Pressehällef, do sti mir natierlech och derhannert, déi de Pluralismus an engem gewëssene Sënn hei am Land erméiglecht. Awer mir géifen nach gär e bësse méi Pluralismus hunn, an dofir kéint de Staat och higoen an eng Partie..., soen ech elo mol, eng Contrepartie froe vun de Medien. An ech denken do zum Beispill drun, fir a reegelméissegem Ofstänn och Communiqué vum de Parteien ongekierzt ze publizéieren an den Zeitungen. Dat wier eng Iddi.

Ech géif och roden, wa mer iwwert den RTL-Verwaltungsrot schwätzen – d'Fro stellt sech och beim 100,7 –, do wär et interessant, wann net nëmmen e puer Parteien do vertruete wären am Verwaltungsrot, mee ech mengen, dass eigentlech sollt all Partei, déi an der Chamber ass, och do mat vertruete sinn. Dat an engem Sënn vun Transparenz a politescher Neutralitéit.

Voilà, dat loosse mer ewech.

Komme mer bei d'Fonction publique. Do ass dann e Kapitel Égalité des droits. „Le Gouvernement s'engage à promouvoir l'égalité des droits et la représentation équilibrée au sein du service public.“ Ech weess elo net genee, wat et heescht. Geet et ëm Quoten, Mann a Fra? Also mir sinn op jidde Fall géint Quoten! Wat ass heimadder gemengt? Ech kommen awer nach eng Kéier duerno dorop zrëck.

En aneren interessante Punkt: mobilité professionnelle. Jo, dat ass e ganz wictege Punkt. Mir haten ëmmer déi Proposition als ADR, dass ... Mir hunn déi Situatioun, dass ganz oft Leit, déi ausgebild gi sinn an engem Handwierk, an engem Betrib, dann duerno, soubal se ausgebild sinn oder kuerz duerno, bei de Staat wiesselen oder bei d'Gemeng. A mir haten déi Proposition gemaach, fir op d'mannst dann déi Betriber ze entschiedegen. Dat ass jo grad déi Mobilité professionnelle. Mee et wär gutt, wann de Staat deene private Betriber géif an deem Fall och eng Entschiedegung ausbezuelen.

Op der anerer Säit hate mer och d'Diskussioun an deem Kontext driwwer, dass Leit aus dem Privatsektor bei de Staat kommen, dat war an deem Kontext, wou et ëm d'Schouldirektore gaangen ass. A verschiddene Schoule sollt dat méiglech ginn, dass een aus dem Privatsektor do virun d'Nues gesat gëtt vun de Beamten, déi do sinn. Dat ass natierlech eppes, wat mer dee Moment, zumools an de Schoulen, net kënnen ënnerstëtzen.

Da steet do am Kontext vun de Gemengen och eppes, wat zimmlech vag ass. Do steet dann: „mener des discussions“, dass de „Gouvernement entend mener des discussions avec les représentants des communes“, an dann eng ganz Partie Punkten. Do freet ee sech och: Wat ass dann d'Zil vun der Regierung? Wat wëlle se hei? Also hu mer hei och erëm dee relativ grouse Flou. An do war ee Punkt, dee mer an d'A gesprongen ass, well mer d'lescht Kéier doriwwer Diskussiounen haten, do geet et ëm d'Bezuele vu Matériel informatique. Do war d'Diskussioun, ob et soll vum Staat bezuelt ginn oder vun der Gemeng bezuelt ginn. D'CSV war komplett op der enger Säit, d'DP komplett op der anerer Säit. Do sinn ech elo gespaant, wéi Dir Iech op deem Punkt eens gitt.

Dann eppes, wat eis net gefält, Här Staatsminister. Do geet et ëm d'Steiererhéijungen. An zwar soll d'Grundsteuer an d'Luucht goen, dat steet am Kapitel vun de Gemengen, och duerno kënn dat nach eng Kéier erëm. An ech mengen, mir sinn als Partei ganz kloer géint eng Steuer op eidele Wunnengen. Et gëtt aner Méiglechkeeten, Propositione fir eng Liberaliséierung a Vereinfachung vum Miet- a vum Verkafsrecht, wou d'Leit kéinten déi Wunnengen éischer fräimaachen a méi motivéiert derfir wieren. Dat wier, mengen ech, de bessere Wee. Dat, wat mer elo do gesinn, ass an eisen Aen och en Agréff an d'Eegentumsrecht a mir sinn also net der Meenung, dass dat dote sollt gemaach ginn. Et wonnert mech och vun dëser Regierung, wou jo da virun nach gesot ginn ass, déi wier konservativ-liberal. Hei ass sou eng Iddi, wou een ëmmer geduecht huet, déi kéim éischer aus dem gréngen a lénsken Eck, dofir wonnert eis dat, datt Dir dat wëllt maachen. Mir wëllen dat op jidde Fall net. Grad och fir Zweetwunnengen, Weekendhaisercher oder soss eidel Wunnengen, mengen ech, wier dat do keng gutt Iddi.

Da steet do, dass de „Gouvernement encouragera les communes à favoriser la création de logements abordables.“ Jo, dat hu mer och elo jo scho gehat. Et si jo eng Partie Gemengen, déi och ganz vill investéiert hunn. An ech denken un d'Gemeng Kielen zum Beispill, wou e ganz neie Quartier entsteet vu Logement abordable. De Staat sollt awer och net vergiessen, dass déi Gemengen déi néideg finanziell Moyenen

derfir brauchen, fir d'Infrastrukturen opzeriichten. An ech weess, dass eng Partie Gemengen, déi sech sou vill elo fir d'Kreatioun vu Logement agesat hunn, vir bai an hanne widdler si mat de Finanzen, well se eeben déi ganz Infrastrukturkäschte mussen droen. An do wier et wichteg, wann de Staat dat scho gäre favoriséiert, dass en och de Gemengen déi finanziell Méiglechkeeten do méi gétt, wéi dat elo war.

Da steet och eppes Interessantes dran: Majorzgemenge sollen elo bis 6.000 Awunner goen. Jo, dat kënnen mer ënnerstëtzen. A beim Punkt Fusiounen huet eis am Fong och gefreet, dass et awer weider sou geet wéi bis elo, dass d'Leit gefrot ginn, ob se eng Fusioun wëlle vun hire Gemengen an dass et net méi sou richtig vun uewen erof soll decidéiert ginn, well ech wëll hei ganz kloer soen: An eisen Aen huet eng Fusioun vu Gemengen ëmmer Virdeeler, mee och ëmmer Nodeeler. An ee vun den Nodeeler ass einfach déi direkt – wéi soll ech soen? – politesch Representatioun. Et verléiert een an eng grousser Gemeng dach awer de Kontakt zu senger politesch Gewielten an et huet een net méi deen einfachen, gudden Kontakt vun de Buergermeeschteren an den anere Gewielten zu der Populatioun, wat ee vun den Nodeeler ka sinn, nieft aneren natierlech an och nieft enger Partie Virdeeler – dat wëll ech och gesot hunn. Mir hätten eis gewüschtt bei deem ganze Kapitel, dass eng Confirmatioun dra gewiescht wier fir d'Autonomie communale; déi ass fir eis ganz wichteg an déi feelt awer leider.

Da komme mer op d'Aussepolitick. Bon, do hate mer elo ganz laang den Här Asselborn als Minister. Dir wësst, dass mir do net ëmmer ganz domat averstane waren. Mir haten eng Kéier d'Demission vun Här Asselborn gefrot aus verschiddene Grënn, an dat wier och fir eis deemools néideg gewiescht. Do ass viles sou gemaach ginn, wéi mir et net gutt fonnt hunn. Elo kommen eng Partie Ännerungen. Ech sinn elo gespaant, wéi et weidergeet. Bon, ech ginn net hei bei all Punkt an den Detail. Mir kréie sécherlech Geleeënheeten, wou mer iwwert d'Aussepolitick hei kënnen schwätzen. E puer Punkten erausgepickt: Et steet dann do ... A jo, d'„Répartition équitable de la charge d'accueil“. Dat ass eng Diskussioun, déi op europäeschem Niveau scho laang gefouert gétt, do geet et jo drëms, fir Asylbewerber op ganz Europa ze verdeelen, woubäi een awer muss soen: Dat huet ni och nëmme annäherend geklappt an et wäert och net klappen. Ech géif also hei dat doten och net esou an de Programm schreiwen, well et absolut net méiglech ass a well déi meescht Länner souwiesou am Moment eng ganz aner Politick maachen, an zwar eng vill méi restriktiv Politick, wat – soe mer mol – d'Migratioun ugeet.

Da steet dran, jo, en europäesche Sätz am UN-Sécherheitsrot. Jo, do kann een derfir sinn. Et schéngt mer awer ganz illusoresch, dass déi Länner dat zouloossen, déi dra sinn am Moment. Voilà.

Kooperatioun dann: Gutt ass, dass d'Aide humanitaire méi kloer genannt gétt, méi unerkannt gétt, dat ass eng gutt Saach. Mir brauchen och an deem Kontext Stocke fir national Reserven am Fall vun enger Kris hei am Land oder an aneren.

Interessant ass dann: „Des règles plus strictes devront être appliquées à l'égard des pays partenaires prioritaires“. Wat heescht dat konkreet? „Règles plus strictes“ fir eis Relatiounen mat deene Länner, wou mir bis elo Kooperatiounen gemaach hunn? Ech denken do ganz besonnesch un d'Sahel-Staaten, wou elo iwwerall Putsche waren a Militärregierungen sinn. Wat heescht an deem Sënn dat dote méi konkreet? Dat géif mech och interesséieren.

Dann d'Kapitel iwwert d'Europäesch Unioun: Jo, et geet kloer an eng Richtung, dat ass mäi Gefill, wann

ech dat liesen, dass mer elo eng Regierung hunn, déi éischer an déi Richtung geet à long terme vun engem méi federalen Europa, wou ëmmer méi Kompetenzen op Bréissel ginn an d'Länner ëmmer manner Kompetenzen hunn. Dat ass eppes, wat mir natierlech och net kënnen ënnerstëtzen. Genausou wéi mer och virsiichteg wieren am Hibleck op aner international Organisations, déi wëllen d'Politick vun hire Memberlänner matdiktierten. A mir soen ëmmer, dass Lëtzebuerg muss seng Souveränitéit behalen, egal a wéi enger internationaler Organisatioun, ob dat d'EU ass, d'WHO ass oder sou weider a sou fort. A mir hätte gären en Ënnerscheid téschent Recommendatiounen an Obligatiounen. Recommendatiounen kréie mer ganz gären, Obligatiounen wëlle mer guet net kréien.

Defense, do gétt geschwat vun enger „Union de la défense“, awer net genee, wat dat soll sinn. Dat kléngt, jo, speziell. Wien decidéiert dat? Wéi eng Engagementer géif dat mat sech bréngen, wéi eng Risiken? Wat wëlle mer erreche mat enger Union de la défense?

An dann eppes, wat mer schued fannen, dat ass, dass am Programm de bilaterale Batallioun mat der Belsch hei weider ugestriift gétt. Dat ass eppes, wat mer net gutt fannen. Mir hunn eng kleng Arméi, mir sollen déi komplett zu Lëtzebuerg halen a mir sollen och komplett d'Méiglechkeeten, iwwert dese Batailloun ze decidéieren, bei eis halen. Dat do, dat geet iwwer eis Méiglechkeeten, et geet iwwer eis Besoinen. A firwat soll dat gutt sinn a géint wien a mat wem? Dat schéngt eis dofir keng gutt Iddi a mir géifen dat dofir net ënnerstëtzen. Grad och, well zum Beispill op Sait 31 steet: „un déploiement éventuel dans le cadre d'un conflit de haute intensité“. Also ech weess net, ob et interessant ass, fir e Lëtzebuurger oder e lëtzebuergesch-belsche Batallioun an e Conflit de haute intensité ze schécken, dat géif warscheinlech net gutt ausgoen.

An eng gutt Fuerderung fanne mer dann och nach den Hôpital militaire, wou hei och mäi Kollege, de Fernand Kartheiser, sech jorelaang ëmmer derfir agesat huet. Dat steet elo am Programm, dat freet eis natierlech ganz besonnesch.

Dann d'Finanzen: Am Prinzip si mer d'accord mat de véier Prioritéite fir d'Relance. Allgemeng ass dat eng gutt Saach, awer d'Regierung seet näischt iwwert de Remboursement oder de Plafonnement vun der Schold, dat fanne mer e bësse schued. Et gétt hei viles ugekënnegt an deem ganze Programm a proposéiert, mee et freet ee sech dann awer och, wéi dat Ganzt soll bezuelt ginn. A mir wëllen op jiddwer Fall weidermaache mat enger rasonabler Politick, déi och dorop aus ass, dass mer den Triple-A behalen. Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass dat, mengen ech, immens wichteg, dofir hate mer ëmmer ..., net e Konsens heibannen, mee, soen ech emol, eng Majoritéit, déi gesot huet, mir wëllen déi 30 % anhalen. An dat wier gutt, wa mer also onbedéngt den Triple-A géife behalen, eis Staatsschold net nach weider géifen an d'Luucht drewwen.

Da kréien d'Leit och bësse méi eppes an d'Täsch: Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Dat ass natierlech flott, woubäi ee muss soen, dat ass am Fong elo kee Kaddo, mee dat ass am Fong eppes, wat de Staat de Leit schëlleg war, an dat säit Joren. Ganz einfach well d'Steiertabell ni ugepasst ginn ass, an zwar aachtmol net ugepasst ginn ass. An der Tripartitt war decidéiert ginn, et soll lo zwee an en halleft Mol geschéien. Elo ass et erhéicht ginn op véiermol. Dat ass natierlech eng gutt Saach.

Ech hu mech gefrot, wéi vill ass dat dann elo? Den Här Spautz hat virdrun d'Rechnung gemaach, do huet he gesot, bei ongeféier 3.000 Euro wieren dat, ech

mengen, 40, 50 Euro, déi dat ausmécht. Dat ass jo schonn eng gutt Saach, well dat si Suen, déi stinn de Leit am Fong zou. A wann een dat doten ... Am Fong misst een de Leit déi aacht Tranché ginn, quitte dass ech weess, dass dat fir de Budget vum Staat net machbar wier. Mee wann ee wëll eng Steiererhéijung maachen, da soll een och kloer soen: „Mir maachen eng Steiererhéijung!“, an da soll een déi och maachen. Mee et soll een net higoen an et iwwert de Wee maache vun enger Netindexéierung vun der Steiertabell, ech mengen, dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Interesséiere géif eis an deem Fall nach, wéi et dann elo weidergeet. Gétt et eng automatesch Upassung elo bei all Indexbranche vun der Steiertabell? Doriwwer hu mer näischt gelies. Dat géif eis nämlech och freeën, wann dat de Fall wier.

Da kënn erëm d'Theema op vun der grousser Steuerreform. Mir si gespaant, wéi dat soll ausgoen. Déi stoung schonn d'leschte Kéier am Programm, wann ech mech net ieren. A wann een déi finanziell Situatioun kuckt, déi mer hunn, da stellt ee sech awer d'Fro, ob dat méiglech ass, eng grouss Steuerreform ze maachen, sou wéi Verschiddener dat hei fuerderen.

Mir haten iwwerens an eise Programm geschriwwen, dass eng grouss Steuerreform net méiglech wier, well déi finanziell Moyenen net do wieren. Also, dat war dat, wat mir gesot haten an der Walcampagne virun de Wale, well mir wossten, dass déi finanziell Méiglechkeeten net déi wieren, déi Verschiddener no bausse vertrueden hunn. Et ass also warscheinlech relativ schwierig.

Et gétt geschwat vun der Upassung vun deene verschiddene Steierkategorien, et gétt geschwat vun enger Individualiséierung – finanziell ganz schwierig an awer och bedenklech, well et och e bësse en ideologesche Projet kéint sinn. An et muss een awer oppassen, dass een och d'Familie steierlech nach ëmmer awer trotzdeem wäertschätzt a mir wëllen op jidde Fall keng steierlech Ofschaffung vun der Famill an eise Steiersystem. Dat heescht, mir wëllen net, dass déi eppes verléieren.

D'CO₂-Steier, déi bleift bestoen. Dat ass schued. Mir wollten déi op d'mannst emol aussetzen, zumools an diesen Zäiten, wou d'Leit scho finanziell Schwieeregkeeten hunn. D'CO₂-Steier kënn och, souwäit ech weess, net an de Wuerekerf. Dat war eppes, wat den Här Gilles Roth ëmmer gefuerdert huet, wann ech mech net ieren. Dat kënn elo net. Et steet op jidde Fall näischt am Koalitionsaccord, dass e géif indexéiert ginn. Et wier awer net schlecht, wann dat ëmmer sou wier.

Dann eppes, wat nach net ugeschwat ginn ass: Den 1. Januar geet d'TVA erëm an d'Luucht, vu 16 % op 17 %. Ass dat sou? Dat ass als Kriseninstrument agefouert ginn, fir déi héich Inflatioun ofzefiederden. An et gétt elo erëm ofgeschaaft. An ech froe mech, ob mer eis dat kënnen erlaben. An ech froe mech och, nieft dem groussen administrativen Opwand, deen dat Ganzt erëm mat sech bréngt, ob dat net erëm d'Inflatioun e bësse och ufeiert. Dat heescht, ech géif mech ganz kloer hei ausschwätzen, fir d'TVA op 16 % ze loossen.

Eng Partie Steiererlicherunge stinn am Programm. Domadder si mer d'accord, wéi och duerno mam Logement. Do kënn endlech e bësse ekonomesch Vernunft mat an de Programm. Dat fanne mer eng gutt Saach.

Wéi gesot, net d'accord si mer mat der Besteuerung vun eidele Wunnengen, Terrainen a mat der Erhéijung vun der Grondsteuer. Dat gétt et mat eis net. Frou si mer och, dass et keng Ierfschaftssteuer gétt, a frou si mer och, dass et keng Verméigenssteuer gétt, dat ass eng ganz gutt Saach. A ganz frou si mer och,

dass d'Unanimité en matière fiscale op europäischem Niveau ugestriift gëtt, fir déi bäize behalen. Dat ass ganz wichteg fir eist Land. Mir musse kënnen selwer decidéieren, well soss decidéieren déi aner fir eis an dann ass eis Finanzplaz fort – ganz wichteg.

À propos Finanzplaz: Mir si géint eng Ideologiséierung vun der Finanzplaz. Et gëtt geschwat vun enger grénger Finanzplaz, vun enger feministescher Finanzplaz. Dat ass eppes, wat mir net ustriewen. Mir sollen d'Entreprises, d'Banken no kommerzielle Kritäre schaffen loossen an net eis améschen a mam moralesche Fanger dosto an hinne virschreiwen, wéi a wat se ze maachen hunn. Dat, mengen ech, ass net d'Iddi vun der Economie an d'Moral soll een do loossen, wou se higeheiert. Mir ënnerstëtzen als Schluss op jiddwer Fall an allen Hisiichten eis Finanzplaz.

Logement: vill gutt Iddie beim Logement och. Dat ass ee vun deene Punkten, wou mer eis och kënnen bei villem uschléissen: Bedeelegung vum private Secteur, méi Hëllef, méi grousszügig steierlech Dispositiounen, Natur op Zäit, Location-vente. Kënnen mer alles matdroen. Leider och hei beim Logement kee Wuert iwwert déi eigentlech Ursoach vun deem ganze Mangel – wann ech dat sou ka soen – u Wunnengen, dee mer am Land hunn. An dat ass eeben den onkontrolléierte Bevëlkerungswuesstem, d'Croissance démographique. Et ass dat, wat eis de Mangel u Wunnenge bréngt, et ass och dat, wat d'Präisser sou an d'Luucht dreift. Et ass och dat, wat mat sech bréngt, dass d'Leit mussen d'Land verloossen, déi hei gebuer sinn, déi hei opgewuess sinn, fir sech nach kënnen eng Wunneng dann ze leeschten am Ausland. Dat ass eppes, wat hei net ugeschwat gëtt, dat ass schued.

Dann ... Bauschutt ... Jo. A!

Wat eis vläicht feelt: D'TVA war jo eropgesat ginn op Zweetwunnenge vun 3 % op 17 % virun e puer Joer. A mir hätten eis hei gewënscht, dass d'Regierung géif ustriewen, erëm eng Käier erfrozegeen an deem Prozentsaz. Ech weess net, ob 3 %, mee op jiddwer Fall bei den Zweetwunnengen erfrozegeen op manner wéi 17 %, fir sou nach méi eebe grad déi Baukris, wou driwwer geschwat ginn ass, ofzefiedere respektiv ze verhënnere an d'Baubranche ze ënnerstëtzen an hiren Investissementer, fir nei ze bauen an esou eng weider Kris mat Aarbechtslosegkeet a sou weider ze verhënnere.

An nach e leschte Punkt, dat ass d'Densifikatioun, déi drasteet. Dat kléngt och ganz gutt, mee et muss een ëmmer wëssen, Densifikatioun ass oft contraire zur Liewensqualitéit. Dat ass schéin, wann ee seet: „Mir baue grouss Gebaier mat 20, 30, 50 Appartementer dran.“ Dat ass immens. An et sinn och Leit, déi wëllen dat; dat gëtt et och, déi wëllen an esou engem Raum liewen. Mee ech mengen, am grouse Ganze muss een awer, wann een eierlech ass, soen: Liewensqualitéit huet een an der Reegel do, wou een en Haus huet mat op d'mannst engem klengen Gaart. Mir hunn dat gesinn an der Covidpandemie a grad och gesi bei Famille mat Kanner. Wann ech also hei vun Densifikatioun beim Logement schwätzen, da geet dat fir eis ganz kloer géint d'Liewensqualitéit vun de Leit.

Jo, dann d'Kapitel Environment, Klima et cetera: enttäuschend! Enttäuschend, well hei déi illusoresch Klimaziler weider verfollegt ginn, déi an der leschter Legislaturperiod festgeluecht gi sinn. An et ass e bësse paradox, dass déi nei Regierung wëll am Fong déi gréng an ideologesch Politick weidermaachen, och déi vun PNEC, wou dann zum Beispill drastesch Mesürene dra sinn, wéi d'laangfristeg schrëttweis Verbidde vun der Masuttheizung a sou wieder. Dat wëlle se weiderféieren. Dat ass eng Politick, an dat ass de Paradox, déi d'Leit am Fong den 8. Oktober hei am Land ganz kloer

ofgewielt hunn. Dat gesäit ee beim Walresultat. Ech wëll net weider drop agoen, mee dat ass d'Realitéit. An dofir hätt ech mer och hei eng Ännerung an der Politick gewënscht.

D'Realitéit ass jo déi heiten – kommt, mir maachen eis näischt vir, mir kréien nach vill Geleeeënheeten, doriwwer ze schwätzen –: Mir hunn am Moment am Land 1,6 % Elektroautoen. 1,6 % bei de Privatleit. Mir produzéieren vun eise 50 Terawattstunden Energie, déi mer all Joer brauchen, manner wéi 1 % selwer mat alternativen Energiequellen, also quasi näischt. An och, wann Der dat elo erhéicht, Dir kommt ëmmer nëmmen op e minimale Prozentsaz. A fir hei sou ze maachen, wéi: Mir riichten elo e puer honnert Wandmillen op a maachen op all Daach Solarenergie an da fonctionéiert dat hei, dann hu mer genuch Strom an Energie. Dat ass net d'Realitéit. Et feelt nach ganz, ganz vill an do brauche mer aner Méiglechkeeten, an dat ass am Moment eeben net mat alternativen Energiequelle méiglech.

Mir hätten eis och gewënscht – mee mir wossten, dass Dir dat net géift maachen –, dass Der iergendwéi Iech géift asetzen, fir de Verbrennermotor bäize behalen, och no 2035. Dat géif och ..., dat gëtt eng ... Ech mengen och, datt et net wäert fonctionéieren. Ech mengen, dass dat wäert net sou duerchgezu ginn. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass do eng Ännerung wäert kommen, well et wäert net méiglech sinn. Mir sinn net virbereet fir déi Situatioun 2035. An dat kann een och änneren. Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, mee d'Europäesch Unioun huet dat decidéiert, d'Kommissioun, an dat sinn net mir.“ Ma dach, ech mengen, d'Europäesch Unioun ass jo awer eng Demokratie an an enger Demokratie kann ee Gesetzter aféieren, Gesetzter änneren, Gesetzter onschafen. An ech mengen, an der Europäesch Unioun kann een alles, wat do ass ..., alles vun A bis Z kann een änneren. Dat geet. An och de Verbuet vum Verbrennermotor.

Jo, massiv Investissementer an alternativ Energien ... Also dass mer eis gutt verstinn: Mir sinn net géint Solarpannoen op den Diecher, dat kann effektiv e gudde Bäitrag leeschten, mee et muss een ëmmer realistesch sinn. Wou mir eis méi Gedanke maachen, dat ass bei sou Sätz wéi: „éliminer les obstacles“. Dass elo wierklech sou quasi gesot gëtt: „Hei dat doten ass elo ..., do gëtt et elo keng Géigestëmm méi. Wann eng Wandanlag soll gebaut ginn, da gëtt se gebaut.“ Éliminer les obstacles. An ech mengen trotzdem, et muss een awer nach de Leit eng Méiglechkeet ginn, sech do dergéint ze wieren. Wann an enger Gemeng soll sou eppes opgeriicht ginn an d'Leit vum Duerf niewendrun, déi wëllen dat net, ma da muss een dat awer en considération zéien an de Leit och d'Méiglechkeet ginn, dergéint virzegen. An et dierf een och net all Obstacle, mengen ech, eliminéieren. Ech mengen och, dass ee muss oppassen, wou een déi Apparater baut. Wann dat a Bëscher ass, wou vill Beem mussen ofgeholt ginn oder wou eeben eng gewësse Fauna ass, déi dann op d'Kopp gehäit gëtt, muss een also do virsiichteg sinn. An ech mengen, dass et also net esou ass, dass een all déi Obstacles soll eliminéieren, mee zesumme mat de Leit an am Sënn vun der Natur soll een déi gutt Entscheedunge bei industrielle Wandanlag treffen.

E Saz, dee mer komesch virkomm ass, ben, wou ech e bësse rose gi sinn, dat ass: „Chaque citoyen doit participer et apporter sa contribution à la transition énergétique.“ Et ass den „doit“. Den „doit“ ass eigentlech och eppes, wat, mengen ech, ofgewielt ginn ass bei de Walen dëst Joer. Den „doit“, dat ass den Zwang, an den Zwang, dat si Verbuet. An dee Saz hei, deen heescht: All Bierger muss, gëtt gezwongen, seng Contributioun ze leeschte fir d'Transition énergétique. Dat ass eppes,

wat mer net kënnen ënnerstëtzen. Mir hoffen, dass dat einfach e Saz ass, deen elo do drasteet an dass dat duerno keng konkret Auswierkung wäert hunn.

Voilà. Dat doten ...

A, dat hei ass nach en interessante Punkt ..., dat ass d'Atomenergie. Iwwert d'Atomenergie steet näischt dran. Enfin, ganz wéineg steet dran: dass d'Regierung sech asetzt géint Cattenom a géint déi Atomkraftwierker, déi ganz al sinn a rondérem Lëtzebuerg leien. Ok, dat kann een esou och mat deelen. Awer wéi Der vläicht wësst, huet gëschter d'EU-Parlament entscheet, dass d'Atomenergie elo eng gréng Technologie ass – enfin, bei hinnen – an dëst, well se keen CO₂ produzéiert an déi energiegesch Onofhängegkeet vun Europa garantéiert. Dofir ass am Fong an der Europäesch Unioun och déi Tendenz do, fir d'Atomenergie ze ënnerstëtzen. An elo musst Dir Iech als Regierung och dozou positionéieren. Dat hutt Der awer elo hei am Programm net gemaach. Dir wäert dat awer elo musse maache par rapport zur Europäesch Unioun. Elo sinn ech da gespaant, ob Der déi Decisioun vun der Unioun matrot oder ob Der do dergéint wäert sinn. Hei steet op jidde Fall näischt dran.

D'Famill: de Revenu de remplacement vu sechs op néng Méint verdeelt, awer de selwechte Montant. Dat heescht, daitlech manner all Mount. Dat hunn ech net richtig kënnen novollzéien. Wann een dat scho mécht, da soll een et anstänneg maachen, da soll een et och voll bezuelen. Ech sinn nach ëmmer der Meinung, wann een d'Famill wëll ënnerstëtzen an d'Familljepolitick an den Zentrum vun eisen Iwwerleunge wëll stellen, da muss een eppes aféiere wéi dat, wat mir proposéiert hunn: en Elteregeld, wou een engem vun den Elteren d'Méiglechkeet gëtt, op d'mannst emol en Deel vun der Zäit, ech soen hallefdeegs, eng Partie Joren doheem ze bleiwe beim Kand, mat de Cotisatiounen a sou weider, mat engem Ausglach vun der Pai, déi ee verléiert, deen dann dee Montant kéint sinn, deen een och bezilt, wann een an d'Crèche geet oder an eng Maison relais geet. Dat wier fir eis de bessere Modell gewiescht, dat wier d'Famill an den Zentrum gestallt. Dat ass hei leider net geschitt. U wem et läit, kann ech mer e bëssen denken.

Da kommen eng Partie Saachen, déi hei méi kriddleg sinn, och gesellschaftspolitesch. Eppes, wat ech elo net richtig verstane hunn, dat ass d'Adoptioun. D'Adoptioun soll och méiglech gi fir elengerzéiend Leit. Do verstinn ech elo net wierklech, firwat dass een dat soll zouloossen. Mee bon, dat wäerte mer dann nach erklärt kréien, wann dat sou ass. A mengen Ae schaaft een do vu virera scho grouss Problemer.

(Interruptions)

Komme mer, Här President, bei en anere Secteur: d'Santé, de Secteur hospitalier. Mir haten do an de leschten zéng Joer d'Zuel u Better, déi erfogaangen ass. Mir gesinn hei elo net wierklech am Programm, wéi dat erëm sollt ausgebaut ginn. Ech hunn och viru gesot, grad bei engem Programm, deen dach awer um Horizont eng Millioun Awunner gesäit, misst am Fong sou eppes drastoe wéi: Mir bauen dräi grouss nei Spidoler iergendwou am Land mat x-dausend oder -honnert Better. Dat steet awer net dran, ausser eeben d'Militärspidol, wat eng gutt Saach ass. Mee hei feelt eis e bëssen awer wierklech eppes fir d'Zukunft.

Urgenzen: Do heescht et dann, mir géifen do eppes adaptéieren. Mir géifen dat awer besser amelioréieren. Ech mengen, et ass dat, wou d'Leit alleguer a Kontakt domat kommen a wou een onbedéngt derfir muss suergen, dass dat besser fonctionéiert.

Beim Dossier médical numérique steet näischt iwwert d'AMMD dran.

Don du sang ... PMA ...

A! Jo. PMA

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Iwwert d'AMMD?

Une voix | Ech mengen, Dir verwieselt do eppes.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Iwwert d'AMMD? Här President, ech hu just net verstanen, wat de Riedner mengt, dass soll eppes iwwert d'AMMD drastoen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo ... Nee, ech mengen den Dossier médical numérique, dat hunn ech gemengt, dass do eppes misst drastoen, wat méi konkret wier wéi dat, wat do ass. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, Dir hat geduecht, dat géif do stoe fir den Dossier médical ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, et sollt méi drastoen doriwwer, wéi dat genee wier, Här Di Bartolomeo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, loosst Iech net duerchernebréngen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Dir hutt ganz Recht, Här President. Ech sinn ze gutt. Voilà, ech probéieren, dass mer net ze wäit an d'Mëttesstonn erakommen.

Une voix | Merci!

M. Fred Keup (ADR) | Leihmutterschaft gétt interessant, déi soll a Lëtzebuerg verbuede bleiwen, souwäit ech de Programm verstinn, gétt awer unerkannt, wa se am Ausland gemaach gétt. Dat schéngt mer e bëssen hypokritesch ze sinn. Ech mengen, dass och eng Leihmutterschaft weeder am Interesse ass vum Kand nach vun de Leit, déi do bedeelegt sinn. Ech mengen, dass et och eng Kommerzialisierung vum Mënsch ass. An ech mengen, wann een dat hei zu Lëtzebuerg verbueden huet, da soll een et och restriktiv behandle fir déi Leit, déi dat dann am Ausland maachen, sou wéi een dat och an anere Beräicher mécht, wou Saachen, déi hei am Land verbuede sinn, och verbuede sinn, wann ee se an engem anere Land, am Ausland mécht, an och dofir ka verurteelt ginn. Mir sinn also do strikt dergéint.

D'Sécurité sociale: Wéi gesot, et ass gutt, dass iwwert d'Pensiounen soll diskutéiert ginn, do muss awer och eng Wuesstumsdiskussioun mat derbäi gefouert ginn, well et geet jo am Fong ëm dat. Wäerte mer eis Pensiounssystemer net änneren, wäert et iergendwann net méi duergoen oder mir müssen nach méi schnell an der Bevëlkerung wuessen an nach méi Leit kréien, déi cotiséieren. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Bezuele vun de Pensiounen esou lues e Problem gétt an alle Länner an Europa. An do stelle sech fir ganz Europa ... Et ass en Theema, wat kee sou gären uschwätzt vun all de Politiker, mee da stelle sech fir d'Zukunft an Europa nach ganz, ganz grouss Froen, wéi déi Pensiounen an den nächsten 10, 20 Joer sollen iwwerall bezuelt kënnen ginn.

Dir hutt geschwat vum Mindestloun. Ech fannen dat schéin, dass dat drasteet. Leeschtung soll belount ginn an Aarbecht muss sech lounen. Dir schreift dran, dass de Mindestloun soll méi héich si wéi de REVIS. Ech gesinn dat guer net als Attack op de REVIS un, ech fannen dat ganz richtig. Et sollt een d'Leit encouragéieren ze schaffen an dofir sollt de Mindestloun och héich genuch sinn. Mir haten eis am Walprogramm och derfir agesat, dass de Mindestloun sollt erhéicht ginn. Dat hunn ech leider elo hei net gelies, mee ech mengen och, dass deen aktuelle Mindestloun net duergeet, fir hei am Land mat der Präisdeierecht, mat de Präisser vun de Wunnengen, trotz den Hëllef, anstänneg ze liewen.

Droit de la famille, Leihmutterschaft, Ofdreiwung: Bei der Ofdreiwung soll den Délai de réflexion vun dräi

Deeg ofgeschaaft gi. Dat gesinn ech net wierklech an, dat stéiert am Fong net vill. An ech mengen, dass eng Ofdreiwung am Fong eppes ass, wat, och wann et elo am Moment erlaabt ass, awer och sou wéineg wéi méiglech sollt gemaach ginn, well et awer ëmmer eppes ass, wat, mengen ech, eng negativ Situatioun ervirbréngt.

Internet: Do geet et dann ëm Actions de haine. Do soll et eng „poursuite systématique de toute action de haine sur Internet“ ginn. Do ass en interessanten Detail: Wat heescht „action“, „action de haine“? Action de haine ass dat e Like? Ass dat e Smiley? Wat kann dat alles sinn, a wéi engem Kontext? An ech géif hei wierklech drop pochen, dass mer eis Geriichter – an engem Rechtsstaat ass dat sou – decidéiere loossen, wat erlaabt ass a wat net erlaabt ass a wat d'Strofen dierfe sinn a wat dierf gesot a wat net dierf gesot ginn. An net vu virera scho virgi géint – ech weess net – all méiglech Saachen, déi gesot ginn. Dat ass eng Gefor fir d'Meenungsfräiheet, ganz einfach. An do muss ee ganz gutt oppassen, fir dat Gläichgewicht ze halen tëschent deem, wat wierklech Hatespeech ass, an zwëschent deem, wat Meenungsfräiheet ass.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | D'Sécurité intérieure, eng vun de gréissten Erausforderungen a mengen Aen, och en vue vun der steigender Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, wou mer aktuell, wat d'Iwwerfall ugeet an d'Abréck ugeet, op fënnefter Plaz am europäesche Verglach si mat all den europäesche Länner, also eng ganz schlecht Situatioun hunn. Et ass also do, wou muss ugepaakt ginn. Ech liesen hei, d'Comparution immédiate soll agefuert ginn. Dat ass eng super Saach, well am Ausland klappt dat och op deene meeschte Plazen. Allerdéngs muss een oppassen op eppes, mat deem Wuert „immédiate“. Dat ass natierlech eppes, wat een net iwwerdreiwé soll. An do gétt et dann effektiv méi schlecht Beispiller am Ausland. An ech géif et éischter gesi mat enger Comparution – wéi soll ech soen? –, mat engem Schnellgericht oder wou et einfach e bësse méi schnell geet, mee wou een awer trotzdem ka soen: Hei an zwou, dräi Woche kréie mer ...

(Interruption)

... – pardon –, an zwou, dräi Woche kréie mer awer en Urteel eraus. Haut muss ee méintlaang drop waarden, fir viru Geriicht ze kommen. Dat hei ass eppes ganz, ganz Wichteges, dass dat méi schnell gemaach gétt, a mir wäerten eis do och natierlech Iech uschléissen, wann Der domadder kommt.

De Gefaangenentransport gétt op d'Giischercher iwwerdroen. Dat fanne mer och ganz gutt, dat entlaascht d'Police. D'Police soll besser ausgerüst ginn, och dat ass endlech méiglech. Dir schreift och an de Programm, den Taser „sera évalué“. Do hu mer erëm de berühmten „évalué“. Ech denke mol, wann et drasteet, sinn d'Chancë grouss, dass et och ka kommen. Déi Polizisten, déi ech kennen, géifen et op jidde Fall ..., kéinte besser hir Aarbecht maachen, wa se déi Méiglechkeeten hätten. Dat heescht, mir kënnen och dat just ënnerstëtzen. A mir géifen eis wënschen, dass den neie Policeminister sech och wierklech viru seng Beamte stellt an deene schwierige Situatiounen, deene si begéinen Dag fir Dag. Si hunn e ganz schwierigen Job a si brauchen d'Politick a si brauchen e Minister, deen honnertprozenteg hannert eise Poliziste steet.

De „Platzverweis sera renforcé“. Jo, dat wäerte mer och ënnerstëtzen. Méi Poliziste steet do. Jo. Ech erënnere dorun, dass den Här Gloden als Deputéierten eng Motioun hei eraginn hat, fir och auslännesch Poliziste kënnen anzustellen. Ech mengen, do si mer awer mëttlerweil ewech dovunner. Ech mengen, dass

dat e falschen Usaz war a mir hunn der jo och elo genuch kritt duerch déi Rekrutierung, déi an de leschte Jore gemaach ginn ass, och wann dat net ëmmer alles sou einfach war.

D'Police locale: Do gesi mer net onbedéngt elo den direkte Meerwäert. Ech weess och net, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn, eng Police niert enger Police. Bon, da gétt gesot: Jo, déi gehéieren zur Police grand-ducale, mee de Buergermeeschter kann awer deenen eppes soen. Ech si gespaant, wat dobäi erauskënnt. Dat schéngt fir mech elo relativ iwwerflësseg ze sinn.

Jo, Educatioun, dat ass de grouse Punkt. Do kann een am Fong alles dat widderhuelen, wat een déi lescht Jore gesot huet. Oder dat, wat d'Madamm Hansen gesot huet déi lescht zéng Joer, kéint ech och elo hei widderhuelen als Kritik un der Regierung, well et ass am Fong d'Politick gréisstendeels vum Här Meisch, déi weidergefuert gétt. An dat ass natierlech eng Politick, géint déi mir eis als ADR ëmmer gewiert hunn. An dat, mengen ech, och zu Recht. An dat och, mengen ech, zesumme mat ganz ville Leit aus dem Beruff hei am Land.

Fir mech ass scho ganz wichteg: d'Zilsetzung vun der Schoul. Et gétt ëmmer nëmme gesot: Jo, mee dat eenzelt Kand muss kënnen da seng Schoul maachen. Dat ass alles ganz richtig, dat ass och en Zil vun der Schoul, mee ech mengen, d'Zil vun der Schoul geet awer doriwwer eraus. Et geet ëm eist Land, et geet ëm Integratioun an et geet drëms, eng sozial Kohäsion ze schafen hei am Land. Och dat ass eng Dimensioun, déi ganz wichteg ass, déi awer hei feelt.

An da muss een ëmmer bedenken, d'Schoul soll sech op d'Kärafgabe konzentréieren: Leeschtung bréngen, liesen, schreiwen, rechner léieren. Culture générale, Allgemengbildung, héiert een an de leschte Jore mol net méi sou vill. Dat war an den 90er-Jore e ganz wichteg Theema, wou ee gemierkt huet, dass et erofgaangen ass. Et ass net besser ginn, mee et gétt einfach net méi thematiséiert; da schéngt de Problem fort ze sinn.

Konkret Alphabétisation en français: Dir wësst, dass mer do dergéint sinn. Fir eis ass dat getrennt Wuessen a mir wëllen net, dass eis Kanner getrennt sinn. Mir wëllen, dass se zesumme sinn. An elo gétt dann hei gesot, dass eng Évaluation scientifique ofgewart gétt, 2026/2027, fir dann ze decidéieren, ob dat flächendeckend agefuert gétt oder net. Eiser Meenung no sollt déi Evaluatioun fréistens da gemaach ginn, wann déi éischt Kanner, déi dat am éischte Schouljoer ugefaangen hunn, am Lycée sinn; dat heescht siwe Joer duerno. Dat misst 2030 sinn, wann ech mech net ieren, also e bësse méi spët. Et ass eng wichteg Decisioun, do kann ee sech och Zäit huelen, fir déi richtig Decisioun ze huelen. An et ass och eng Decisioun, déi a mengen Aen net ka vun engem Scientifique geholl ginn, well et ass eng politesch Decisioun. Natierlech kann ech als Scientifique soen, dem eenzele Kand kënnst dat zegutt, mee als Politick – an dat ass iwwregens dat och, wat d'Wëssenschaftler eis an der Kommissioun ëmmer gesot hunn –, huet een awer méi eng breet Vue dorobber an do geet et ëm Saache wéi Integratioun, sozial Kohäsion, an déi müssen och mat afléissen an eng Decisioun, déi een hëlt, fir eng franséisch Alphabétisierung oder dergéint.

Sprooche weider: „langue luxembourgeoise [...] commune au cycle 1“. Also et steet do, dass d'Langue luxembourgeoise d'Langue commune au cycle 1 soll sinn. Et steet awer net do, wat duerno soll sinn. Dat wonnert mech. Firwat steet net do, dass an der ganzer Primärschoul Lëtzebuergesch soll d'Langue commune sinn?

Dann d'Extension ponctuelle vun den Écoles internationales, also déi staatlech internationale Schoule gi monter weider gebaut. D'CSV hat gesot, mir solle mol eng Paus maachen. Hei schéngt da wierklech d'CSV virum Här Meisch – et ass e staarke Minister – kapituléiert ze hunn. Mir kréien eng nei international Schoul zu Esch, mir kréien eng zu Diddeleng. Ech wëll ëmmer nëmme widderhuelen, wat ech gesot hunn: Et ass eng Trennung fir eist Land a mir mussen an eisem Land zesammenhalen an net getrennt sinn. A fir mech ass déi allergréisst Ongerechtegkeet déi, dass an de staatlechen internationale Schoulen een d'Première mécht mat 18 Joer, also no 12 Joer Schoul, an an den effentlechen traditionelle Schoulen eréischt mat 19 Joer, also no 13 Joer Schoul. Dir hutt ee Joer Schoul manner, Dir kritt Ären Diplom, Äre Bac, wéi een dat a Frankräich nennt, an enger internationaler effentlecher Schoul ee Joer éischter wéi an enger traditioneller effentlecher Schoul. Ech mengen, dass dat einfach aus Gerechtegkeetsgrënn net ze akzeptéieren ass hei zu Lëtzebuerg.

Dann hu mer eng Modernisation des programmes. Jo, dat ass ëmmer modern, fir eng Modernisatioun ze froen. Do steet dann och vill dran, mee et steet näischt dran iwwer Liesen, Schreiwen, Rechnen, Allgemengbildung. Et geet ëm Développement durable – gëtt et alles schon, hu mer scho gemaach an den 80er-Joren an der Schoul –, Santé sexuelle a sou weider. Ech mengen, dass ee sech mol sollt op déi wichteg Saache konzentréieren vun der Schoul, op d'Käraufgaben.

Interessant ass nach ee Punkt hei, d'Éducation à la citoyenneté. Dat ass jo e Fach, wat et gëtt am Lycée, awer allerdéngs net an den effentlechen internationale Schoulen. An den internationale Schoulen, do gëtt et keng Éducation à la citoyenneté. Vlächicht sinn dat jo eebe grad déi Schüler, déi wëssen, wéi d'Institutionen hei am Land funktionéieren an déi brauche keng Éducation à la citoyenneté.

Allgemeng wëll ech soen, dass d'Programmer solle vun deene Leit ausgeschafft ginn, déi um Terrain schaffen – Schoulmeeschteren a Proffen – an de Programmkommissionen. Si sinn déi, déi d'Situatioun am beschte kennen, si sinn d'Spezialiste vun der Educatioun hei am Land an net iergendwellech Leit, déi aus dem Ausland heihinner kommen a keng Anung hunn, oder Politiker.

Apprentissage des langues: interessant. „La diversité linguistique constitue un atout [...]“, mais elle „risque aussi d'être un obstacle“. Jo, dat ass sou, säit et Sproochenunterrecht gëtt. All Sprooch, déi ee weider léiert, ass en Obstacle an der Schoul. Wa mer also wëllen d'Obstacelen ofschaffen, da schafe mer de Sproochenunterrecht am beschte ganz of.

Hei muss een also ganz gutt oppassen, wéi wäit ee wëll goen. Dat hei, dat kléngt fir mech ganz staark no Nivellement vers le bas. Ech mengen, mir hunn allegueren hei an der Schoul Sprooch geléiert. Déi meescht vun eis hate warscheinlech och iergendwann an hirem Liewen an der franséischer Sprooch hir Problemer. A wann ee se deemools gefrot hätt: „Jo, wëlls de keent maachen?“, dann hätte vlächicht verschiddener gesot: „Jo, da maachen ech léiwer keent. Dat ass da méi einfach, da kréien ech meng Première méi einfach.“ Ech mengen net, dass dat de Sënn ka si vun der Schoul. Mir brauchen eng Leeschtung. Mir brauche wierklech eng Leeschtungsgesellschaft, wou d'Kanner och derzou motivéiert ginn, fir ze schaffen a fir sech ze verbessern a fir eis Dräisproochegkeet, déi net méi am Programm virkënn, mee dat Wuert „Dräisproochegkeet“, woufir mer ëmmer am Ausland bewonnert gi sinn, ze erhalen.

„Abolir les sections“, do weess ech elo net genee, fir wat dat soll gutt sinn. Déi hu mer elo scho ganz laang,

dat huet jo awer ëmmer anstänneg funktionéiert. Firwat soll eppes, wat – ech weess net – 60 Joer funktionéiert huet, elo net méi funktionéieren? Komesch.

Dann nach e Punkt zur Kannerfréibetreibung: Mir hunn déi Crèchen hei am Land, wou villes och net sou leeft, wéi et sollt. Déi sollten am Fong méisproocheg sinn, dat funktionéiert awer net, dat wësse mer allegueren. Et sollt am Fong och besser kontrolléiert ginn, wéi déi Fréibetreibung an de Crèchen ausgesäit, net nëmme an de Maison-relaisen. Gutt.

Agrikultur: Do hu mer allgemeng eng méi realistesch a pragmatesch Approche. Dat fanne mer gutt. Et muss een awer oppassen, dass een net an déi Situatioun kënn, wou een de Baueren hei am Land d'Responsabilitéit gëtt fir eng Ännerung am Klima. Dat geet net. An do steet hei nämlech: „le Gouvernement analysera l'élaboration d'un concept d'une comptabilisation écologique.“ Ech wëll ganz däitlech drop opmierksam maachen, dass een net soll higoen an d'Baueren nach weider kujenéieren. Si hunn et ganz schwéier an hirem Job, an der Aarbecht, déi se maachen, déi ganz wichtig ass, a si kënnen net verantwortlech gemaach gi fir den CO₂ an der Atmosphär a fir de Klimawandel. Do musse mer hinne méi Fräiheete loossen, amplaz Zwäng opzedrängen.

Ekonomie, och dat kléngt no ganz vill Vernunft. Produktivitéit steigern, Finanzsecteur ënnerstëtzen, Talenter unzéien. Jo. Woubäi ech mech ëmmer froen: Wat ass d'Definitioun vun „Talenter“? Sinn dat all d'Mainsoeuvre oder sinn dat wierklech Talenter, déi erausstiechen?

Bei den Energiepräisser gëtt geschwat, dass déi sollen ugepasst sinn, och an Europa mat eisen Nopeschlänner. Mir sinn an direkter Konkurrenz mat der ganzer Welt, mat den USA, mat China. Mir brauchen Energiepräisser, déi konkurrenzfäeg sinn an an der weltwäiter Konkurrenz. Dat ass ganz wichtig. Mir brauchen niddreg Energiepräisser zu Lëtzebuerg.

Mir wëllen e Laboratoire vivant gi „pour véhicules autonomes“. E Laboratoire vivant pour véhicules autonomes, jo, ok. Echo sinn da gespaant. Ech hoffen, dat geet gutt.

Energie: Leider hu mer och do erëm eng Kéier e bëssen – wéi soll ech soen? – e Mangel u Realismus. De PNEC gëtt weidergefuert an et gëtt dovu geschwat: Mir brauche sécher Energie. Jo! Mee mir brauchen och bëlleg Energie. Bëlleg Energie fir d'Leit, bëlleg Energie fir d'Industrie, bëlleg Energie fir d'Wirtschaft. Ech mengen, dass dat ganz, ganz, ganz wichtig ass. An dofir muss mer och technologieoppe sinn, dofir dierfe mer eis net zoumaachen an dofir musse mer hei am Land an och am Ausland nei méiglech Technologien ënnerstëtzen. Well ech soen Iech eppes: Déi ganz CO₂-Emissiounen an dat mam Klima, wat hannendrunhänkt, kritt Der net geléist mat deene Punkten, déi mir hei déi ganzen Zäit diskutéieren. A wann dat soll geléist ginn, da geet dat just mat Fuerschung a mat ganz neien Technologien, an dat geet och nëmme mëttelfristeg a laangfristeg. Kuerzfristeg wäert Der dat net hikréien.

Séier e Wuert nach zum Tourismus: Mir hätten eis gewünscht, dass am Horeca-Secteur erëm d'TVA erofgeet. Déi war erhéicht gi viru puer Joer vun, ech mengen – wat war et? –, 3 % op 17 % op Wäin a Béier. Mir sollen déi erëm erofsetzen, fir de Secteur ze ënnerstëtzen. Mir hunn e Stierwe vu Lokaler hei am Land, zumools am méi ländleche Raum. Deem muss entgéintgewierkt ginn.

Dat do loosse mer op der Säit. Generaliséierung ...

Travail, ee Punkt erausgezunn: Effektiv d'Generaliséierung vun der Sonndesaarbecht oder och op

Feierdeeg, do si mer ganz skeptesch. Mir sinn der Meenung, dass e Sonndeg soll am grouse Ganze mol e fräien Dag bleiwen, wou ee sech ëm d'Familljeliewe ka këmmere respektiv ëm dat soziaalt Liewe respektiv, wann een och wëll, ka raschten. Mee et soll keen ...

(Interruption)

Oder op de Fussball goen, voilà.

Mee et soll keen Dag sinn, wou et iergendwéi eng Reegel gëtt, fir net all d'Leit, mee e puer Leit, fir schaffen ze goen. Dat wier net gutt fir eist Zesummeliewen.

Migration: Do kéint een och nach vill soen. Et ginn hei prozedural Verbesserungere virgeschloen. Dat ass gutt. Et gëtt awer nach ëmmer kee kloren Ënnerscheid gemaach tëschent Asyl an ekonomescher Migration. Dat ass awer am Fong de Kär vum Problem, wou ee misst eppes maachen. Wat ass Migration a wat ass tatsächlech asylberechtigt hei am Land? D'Tendenz an Europa geet jo dohinner, dass mer d'Grenze vun Europa méi stärke an dass mer manner Migrationen zouloossen. Dat sinn am Fong elo praktesch all déi europäesch Gouvernemente, ob se riets oder lénks sinn, déi sinn am Moment an déi Richtung ënnerwee.

An och zu Lëtzebuerg gesi mer jo elo lues a lues dohin, dass et och e bëssen an déi Richtung geet, dat ganz einfach, well mer iwwerfuert sinn. An a ville Länner si mer iwwerfuert, zu Lëtzebuerg si mer och iwwerfuert. Mir hunn et elo gesinn, wéi den Här Asselborn huet missen d'Noutbrems zéien a verschidde Leit eeben och net méi ënner Daach koumen. Dat ass net d'Schold vu Gemengen oder sou oder d'Schold vu Leit, déi iergendwéi net wëlle genuch Better zur Verfügung stellen. Déi Zuel ass immens an d'Luucht gaangen. Dat ass einfach e Punkt, deen erreecht ass, wou et net méi geet. A wa mer elo géifen nach weider Asylheemer opriichten, dann ass dat Ganz jo just verschoben. Da kréie mer déi Problematik eeben zwee, dräi Joer méi spéit nach eng Kéier. Et ass also d'Politik vun der Migration, déi op europäeschem Plang endlech muss verbessert ginn, a wou mir och iwwerzeegt sinn, dass et wäert geschéien.

Mir fannen et och an deem Kontext net richtig, fir de Gemengen eppes opzewéngen. Mir sinn do fir d'Autonomie communale. D'Gemenge solle selwer decidéieren, wat se op hirem Territoire wëlle maachen. Et gëtt ënnerschiddlech Situatiounen, a fir déi eng Gemengen ass dat sécherlech méi einfach wéi fir anerer. Och, wéi gesot, déi Redistribution équitable an der EU wäert net kommen, dat ass net méiglech, dat ass eng Dreemerei. Dat wäert net kommen!

Gutt, dat anert loosse mer op der Säit.

Kultur nach schnell: Bei der Offer vun der Kultur do steet sou e Saz, wéi wann de Public soll un d'Offer ugepasst ginn. Mir mengen awer och, dass et an der Kultur wichtig ass, dass d'Offer un de Public ugepasst gëtt, wann ech dat sou ka soen. D'Offer hei am Land ass vlächicht oft éischter politesch tendenziell an eng Richtung a verschiddene Beräicher, Theater oder sou. Et ass natierlech flott, wann d'Offer méi grouss ass. Mir ënnerstëtzen op jidde Fall ënnert dem Stréch, dass méi Leit d'Offer vun der Kultur notzen. Dat ass eng gutt Saach.

Wat eis feelt am Programm, dat ass méi eng Bekenntnis zur Lëtzebuurger Kultur. Dat mécht keen anert Land op der Welt. Wa mir et net maachen, da mécht keen et. Mir sollen eis also do méi asetze fir d'Lëtzebuurger Kultur, net nëmme d'Traditiounen, déi och, oder d'Pratiques culturelles. Et soll och méi sinn: eis lëtzebuergesch Kultur. Et ass jo och dat, wat eis interessant mécht. Wéi mir iwwer Tourismus geschwat hunn: Den Tourist kënn op Lëtzebuerg, dee géif

gär gesinn: Wat ass da Lëtzebuerg? Dee géif gär dat typescht Lëtzebuergesch gesinn. A mir sollten onbedéngt dat héichhalen, och an d'Vitrinn stellen.

En Institut du patrimoine culturel immatériel soll kommen, net nëmmen analyséiert ginn, dee soll kommen.

An eis Sprooch soll natierlech ënnerstëtzt ginn. Hei steet: „promouvoir encore davantage“. Mir géifen eis do wierklech méi wënschen, dass eis Sprooch an d'Vitrinn gesat gëtt. Dir wësst, dass mer wäerten an den nächste fënnef Joer ganz oft d'Lëtzebuurger Sprooch hei am Land uschwätzen. Mir sinn der Meenung, dass vill méi muss gemaach ginn, fir och an Zukunft der Lëtzebuurger Sprooch hei am öffentliche Raum eng wichteg Plaz ze ginn. Mir hätten och hei de Programm op Lëtzebuergesch geschriwwen. Bon, dat ass e Choix. Ech géif Iech awer roden, wann ech mer dat erlaben dierf, fir de Programm an déi zwou aner administrativ Sproochen iwwersetzen ze loosse. Ech mengen, dat wier einfach e flott Zeeche fir déi dräi administrativ Sproochen.

Dann de Vivre-ensemble interculturel, ech stelle just fest, dass dat Wuert „Integratioun“ erëm eng Kéier net méi virkënt. Ganz laang ass dat Wuert „Integratioun“ benotzt ginn, elo gëtt et net méi benotzt. Ech fannen awer, dass Integratioun ee vun den Erfollegsmoedeller hei a Lëtzebuerg war, wou mer ganz vill Ausländer opgeholl hunn, an déi sech integréiert hunn. An ech verstinn net wierklech, wou déi Ofneigung géintwärt esou eppes Positivem wéi der Integratioun hierkënt a firwat een dat elo Vivre-ensemble interculturel nennt, wat bëssen esou alles an näischt heescht. Am Endeffekt warscheinlech éischter laanschtenee lieue wéi matenee lieuen.

Égalité des chances, égalité entre les genres: Ech hätt dat éischter genannt „Chancëgläichheet fir déi zwee Geschlechter“. Ech mengen net, dass et eng Gläichheet tel quel ka ginn zwëscht Mann a Fra. Et gëtt ëmmer Ënnerscheeder vun Natur aus an et soll een dann net nach d'Leit ideologesch iergendwéi do wëllen indoktrinieren, dass et eppes sou kéint gi wéi: Fra a Mann si komplett gläich. Dat geet net. Et gëtt Ënnerscheeder.

Et ass och dann einfach, a Sonndesrieden ëmmer vun Égalité des chances ze schwätzen. Ech hu virdu geschwat iwwert d'Situatioun vun der Migratioun, déi un hir Limitte komm ass. Wat huet den Här Asselborn gemaach? Hien huet gesot: Männer, déi kommen, kommen net méi an de Strukturen ënner, d'Frae kommen awer ënner. An do gesitt Der un engem ganz einfache, prakteschen ..., an ech wëll dat net bewäerten. Mir gesinn einfach e ganz einfacht, praktescht Beispill, wéi an deem Sënn also trotzdeem da Männer benodelegt ginn a Frae bevirdelegt ginn. Dat heescht, ech soen elo mol einfach: Et ass net esou einfach, wéi ëmmer gesot gëtt an de Sonndesrieden.

An elo kënt eppes ganz Interessantes op der Sait 194: „Le Gouvernement s'engage de prendre des mesures pour atteindre une représentation plus équilibrée au niveau des postes de haut niveau dans la fonction publique.“ Dat heescht, Dir wëllt bei den héije Staatsbeamte warscheinlech da méi Fraen, dass dat méi equilibréiert ass. Jo, wann ech Iech dann elo do kucken, et ass jo awer eng Virlag, déi Der mir elo geliwert hutt. Dir sidd, wann ech mech net ieren, zu zéng Ministeren, männlech, an zu fënnef weibliche Ministeren. Da mengen ech, dass den Equiliber jo awer och net ganz sou do ass, wéi dat hei am Programm steet. An ech erënnere mech un dem Här Bettel seng Wieder, dee war ugeschwat gi vun RTL, wéi den Accord ënnerschriwwen ginn ass, do huet den Här Bettel gesot, o, et géif drop ukommen, ob ee gutt ass oder net gutt ass, an d'Quote wäeren an deem Sënn net sou wichteg oder d'Geschlecht. Do ginn ech Iech Recht. Mee firwat steet dann am Programm awer op e puer Säiten erëm eng Kéier sou en Abschnitt, wou dat awer no vir bruecht gëtt? A firwat, wann Dir et draschreift, maacht Dir et net selwer als Regierung?

Bei der Mobilitéit, do si mer dobäi, se auszebauen ..., öffentliche Transport ... Mir sollen awer och net d'Stroosse vergiessen.

Voilà, maache mer schnell, ech kommen dann zum Schluss. Mir wënschen Iech alles Guddes. Mir hu vill schéi Wieder héieren, gëschter an och haut de Moien, wat gemaach soll ginn. An Dir wäert awer

dorunner gemooss ginn, wat Dir tatsächlech maacht. An ech hoffen, dass, wa mer a fënnef Joer de Bilan zéien hei vun Ärer Regierung, dass mer kënne soen: D'Kriminalitéit ass zrëckgaangen. Doru gitt Der gemooss. Dass d'Liewensqualität erëm eropgeet, dass d'Verkëierssituatioun sech verbessert, dass ech manner laang brauch vun Doheem fir hei op d'Aarbecht – doru gitt Der gemooss. Mir wäerte bewäerten, wéi d'Kafkraaft ass a fënnef Joer, d'Energiepräisser. Mir wäerte gesinn, wéi d'Situatioun an de Kliniken ass, an den Urgencen: Huet dat sech verbessert oder verschlechtert? Dorunner gitt Dir gemooss. Mir wäerte gesinn, wéi d'Schulde sech entwéckelt hunn, d'Finanzen. Mir wäerte gesinn, ob d'Natur weider zerstéiert gouf. Mir wäerten och kucken, wéi d'sozial Kohäsioun hei am Land ass, ob eis Sprooch nach benotzt gëtt dobaussen, méi oder manner. Mir wäerten d'Detailer och kucken – ech ka se net all opzielen –: Wéi steet et mam Denkmalschutz, mat der Kultur? Mir wäerte ganz gutt kucken, wéi d'Aarmut hei am Land sech entwéckelt huet. Mir hoffen, dass se no fënnef Joer erofgaangen ass. Dorop wäert Der bewäert ginn. A mir wäerte kucken, ob nach ëmmer vill Lëtzebuurger mussen an d'Ausland plënnere, fir kënnen ze wunnen. Doru wäert Dir als Regierung, un deene Krittere wäert Dir a fënnef Joer bewäert ginn, nodeems Der Är Aarbecht gemaach hutt, an net elo un deem, wat Der hei an de Programm drageschriwwen hutt.

Dat gesot, hoffen ech dann, dass d'Situatioun sech wäert verbessert hunn a fënnef Joer, an ech wënschen Iech allegueren dofir e bessere Bilan wéi dee vun der leschter Regierung. Ech wënschen Iech am Numm vun der ADR, am Interesse vum Land a vun de Lëtzebuurger alles Guddes.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut um 14.00 Auer nees zesummen, fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm weiderzeféieren.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.34 heures.)

5^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 31

2. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président

p. 31

3. Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales

M. Claude Wiseler, Président

Vote

p. 31

4. Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires

M. Claude Wiseler, Président

p. 31

5. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

p. 31

Mme Sam Tanson (dépôt des résolutions 1 et 2 et de la motion 1) | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Marc Baum (interventions de M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre, et M. Sven Clement) (dépôt de la résolution 3) | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Résolution 1 : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Sven Clement (interventions de Mme Sam Tanson et M. Gilles Baum) | M. François Bausch (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Résolution 2 : M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Fred Keup

Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission (adopté)

Résolution 3 : M. Marc Baum | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution 3 (rejetée)

Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem öffentlichen Televisiouns- an Digitalservice als éischte Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales

Mir fänken deemno d'Sëtzung vun de Mëtte mat der Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem öffentlichen Televisiouns- an Digitalservice un. Laut Artikel 163 vum Chambersreglement gëtt de Member vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Präsidentekonferenz proposéiert den Här Tom Weidig als Kandidat.

Well mer ee Kandidat fir e Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif den eenzege Kandidat zum Member vun der Commission de suivi proklaméiert ginn.

Vote

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bidden, déi domat averstan sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Da maache mer d'Géigeprouf. Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert. Den Här Tom Weidig ass domat zum Member vun der Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem öffentlichen Televisiouns- an Digitalservice proklaméiert.

4. Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung vun der CSV-Fraktioun matgedeelt kritt: An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Félix Eischen fir de Volet Espace. Deemno behält den Här Félix Eischen déi aner Voleten, ausser de Volet Espace.

Wat d'Denominatioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung matgedeelt kritt: D'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil gëtt ëmbeenannt an heescht deemno Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn: Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Une voix | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

Une voix | Très bien!

5. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

M. Claude Wiseler, Président | Mir fieren dann de Mëtte weider mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. An et hu sech fir de Mëtten ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum an den Här Ben Polidori. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President. Dir Dammen an Hären, hei sti mer also elo haut schonn dee ganzen Dag an debattéieren u sech déi éischte Kéier esou richtigem Walkampf. An déi Fro, déi sech stellt, déi Dir eigentlech selwer an de Raum gestallt hutt, dat ass déi, ob dat, wat Der elo hei virgelleucht hutt, wierklech Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt oder ob et éischer eng ongedeckte Wett op eeben déi Zukunft ass, eng Wett ouni Plan B, ob mat deem, wat hei virläit, jiddwerengem seng Zukunft hei am Land gestärkt gëtt oder alle virop deenen hir, déi scho vill hunn, an ob dës Regierung sech och bewosst ass, datt mer nëmme staark an d'Zukunft goe kënnen, wa mer ons ofsécheren, datt mer och do nach gesond Bëscher, propper Loft a Waasser hunn an d'Villercher päifen héieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Dokument, wat mer haut debattéieren, provozéiert bei mir gemëschte Gefiller. Fir d'éischt emol, et ass schonn e bëssen ugeklongen haut, well esou viles am Ongewëssen ass, wat hei steet. Entweder et ginn Iddien developpéiert, ouni ze soe wéi, wéini, wéi vill – zum Beispill virun allem am Finanzberäich –, oder et gëtt fir d'éischt nach

„studéiert“, „analyséiert“, „examinéiert“, „envisagéiert“. Insgesamt hunn ech eleng dës Wierder op enger 200 Säite fonnt, also op all Sait vun deem Accord. Ech ënnerstëtze vum Prinzip hier ganz gär, dass ee sech Zäit hält, fir Dossieren ze kucken, dass ee Saachen am Detail studéiert, éiert een eng Decisioun hält – awer net, wann dat quasi bei all e bësse méi delikate Sujet de Fall ass!

Ech gesinn hei also dräi Méiglechkeeten:

Entweeder war d'Harmonie awer net esou grouss, wéi Der eis dat wollt gleewen doen, fräi nom Prinzip „Wenn du nicht mehr weiterweißt, gründe einen Arbeitskreis“.

Oder awer d'Symbios war absolutt, CSV an DP wësse scho genee, wat se maache wëllen, mee si hu sech geduecht: „Et kommen elo gläich nach Walen. Alles, wat vläicht e bësse fir Sprengstoff suergt, dat pake mer elo mol an eng Examenstut. Mir sinn ons souwises eens, wéi schlëmm mer et duerno maachen.“

Oder awer et gong duerch déi Tentative, déi den Här Spautz jo de Moien hei och nach wierklech esou ënnerstëtzend an de Vierdergrond gestallt huet, vun engem Vitessrekord fir déi Koalitionsverhandlungen, esou séier, datt iwwerhaapt keng Zäit war, fir sech am Detail mat all deene ganz wichtege grondleeënde Froen ausenannerzusetzen. An et war och de Verhandler vläicht ganz e bëssen egal: „Haaptsaach an der Majoritéit, de Rescht kucke mer duerno. Mir si souwises eng Eenheitspartei.“

Meng gemëschte Gefiller kommen awer och dohier, datt trotz där dach ganz starker Stëmmungsmache géint déi soi-disant „falsch Politick“, déi déi viiregt Regierung gemaach hätt, et op d'mannst emol am Uschäin – an ech verweisen op de grad ernimmte Flou – dach awer ganz vill Kontinuitéit gëtt. Mir hu festgestallt, datt extreem vill vun de Projeten, déi mer ugeleiert hunn, op den Instanzewee bruecht hunn an déi an der Maach sinn, sech an deem Accord erëmfinden. An de meeschte Fäll gëtt dat net explizit ernimmt, datt et Projete sinn, déi et scho gëtt. Erstaunlecherweis grad do net, wou keen DP-Minister d'Fanger am Spill hat. Honni soit qui mal y pense!

Et geet rieds vun dese Projeten, ouni drop ze verweisen. Heescht dat, datt ee sech mat frieme Fiedere wëll schmëcken? Oder heescht et, datt een déi Projeten awer komplett nei definéiert? Oder – mee dat wëll ech natierlech kengem ënnerstellen – datt ee se net kennt? Alles an allem gesäit een, datt viles an deemem Vertrag net nei ass. De Rescht deelt sech op a Proposen, déi ons extreem Suerge maachen, an a Proposen, déi esou schwammeg formuléiert sinn, datt een net weess, a wéi eng Richtung et finalement wäert goen. Ech wäert Iech an deenen nächste Minutten heizou e puer Beispiller soen a Froe stellen.

Wat sech allerdéngs confirméiert – fir op d'mannst op meng éischt umgangsgestaltte Fro anzegoen –, ass, datt eng ongedeckte Wett op d'Zukunft vun onsem Land gemaach gëtt. Ech liese vu Steierreduktiounen, Steierofsetzbarkeeten a Projeten, déi sollen ëmgesat ginn, mee keng Zeil iwwert d'Géigefinanzierung vun

all dëse Moossnamen, déi an d'Milliarde ginn, a keen Inventaire vun de groussen Investitiounen, déi musse getäteg ginn, a virun allem a wéi enger Prioritéit. Gouf et bewosst oder onbewosst vergiess? Egal wéi, et ass net seriö!

Wat sech och confirméiert, ass, dass an Zukunft virun allem déi solle gestärkt ginn, déi schonn eppes oder vill hunn, alle virop d'Multiproprietären. Mee och bei den zousätzlechen neie Steiererliichterunge kommen elo mol déi méi an de Genoss, déi vill verdéngen, idem an der Familljepolitik.

Och ons Basis, fir iwwerhaupt an Zukunft weider gutt liewen ze kënnen, d'Natur, gétt nach ëmmer net verschout vun deem dach populisteschen Narrativ géint den Ëmweltschutz, d'Duerstellung, wéi wann den Ëmweltschutz den Haaptproblem wier bei der Baukris an och elo bei den erneierbaren Energien a bei de Vëlosweeër. An och gëschter konnt Der et Iech net verbäissen, mam décken Hummer virzegoen. Natierlech kann et emol zu Blocagë kommen duerch den Naturschutz. Mee geneesou – a laut Vertrieeder um Terrain esouguer vill méi oft – kann et zu Blocagë komme wéint Gemengeprozeduren, wéint der Deierecht vum Terrain, wéint den héijen Zënsen. Déi Vehemenz, mat där sech hei awer géint den Naturschutz ausgedréckt gétt, déi vermessen ech op anere Plaze wéi zum Beispill beim Kampf géint d'Aarmut.

Ech héieren och, dass bei de Gemengen – ech froe mech par ailleurs, ob déi all wëssen, wat op se duerkennt – mat just Digitaliséierung an Tracking an esou weider soll agéiert ginn. Mee d'Gemengenautonomie stellt Der op dësem Punkt am Contraire zum Naturschutz net a Fro. Dobäi ass do och ganz vill ze huelen.

Mir wäerten da gesinn, ob Der mat engem Kalschlag am Naturschutz wierklech alles esou acceleréiert, wéi dat Iech virschwief. Et ass och den Holzwee, léif Regierung. Dir schwätzt dovun, dass Der d'Leit wëllt mat huelen an der Ëmwelt- an an der Klimapolitik. Wann ech mer erlaben däerf, Iech e Rot ze ginn, Här Premierminister, dann haalt op, de Bierger an de Biergerinnen hei am Land kloerzemaachen, dass Ëmwelt- a Klimaschutz nerveg an onverhältnismëssig ass! Et ass eng Noutwendegkeet. Ouni Biodiversitéit, keng Mënschen. Ouni usprochsvoll Klimapolitik, keng gesécher Lievenskonditiounen fir ons Kanner.

Wann Der d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land dovun iwwerzeege wëllt, hiert Stéck dozou bägedroen, da geléngt dat net, wann Der selwer dës enorm Erausforderungen ëmmer nees klengriet, et als Laascht duerstellt amplaz als Chance an et hannen an d'Rei stellt vun de Problemer, déi Der wëllt ugoen. E staarkt Lëtzebuerg, e staarkt Europa, kréie mer just, wa mer déi Transition all zesummen hikeréien a wa mer um Wee dohin net blannemännerches d'Natur an d'Déieren als „nice to have“ degradéieren!

Mer bedauern och, dass deen exzellenten Usaz aus de Koalitiounsverhandlungen, transversal ze denken a Sujeten ze regruppéieren, sech net an der Ressortopdeeling an am Koalitiounsvertrag erëmfënnt, au contraire! E gutt Beispill ass de Logement: Ass d'DP nach mam Walversprechen opgetrueden, all pertinent Attribution ronderëm de Wunnensbau an engem Ministère ze regruppéieren, sou ass dat net geschitt. De Wunnensbauminister krut wuel den Aménagement du territoire derbäi. A fir dass en net langweilig gétt, behält en de personalintensivste Ressort, d'Education. Wéi eleng d'Signalwirkung dovunner ass, dass konnt ee schonn déi leschten Deeg gesinn!

Och ass et interessant, dass d'DP scho virgräift an elo och endlech unerkennt, dass de Wunnensbauminister, esou wéi mer e bis elo kennen an dann eeben

och déi nächst Legislatur kenne wäerten, nëmme de Minister vum abordable Wunraum ass. Dem Henri Kox war dat leider net vergënt.

Gradesou remarkabel: d'Immigratioun. Hat 2018 nach déi deemoleg Familljeministesche – a ganz zu Recht! – derfir plädéiert, d'Prozeduren an den Accueil vun de Refugiéen nees beieenezebréngen, sou gétt dat elo a) vum Ausseminister ewechgeholl, deen dat géint Kooperatioun, Commerce extérieur an d'Groussregioun getosch huet, fir och sécher ze sinn, wierklech ni méi mussen am Land ze sinn, kéint ee bal mengen, ...

(Interruption)

... b) et gétt nees gespléckt ...

(Interruption)

... an c) direkt erëm op zwou Parteien opgedeelt. De Premierminister huet jiddwerfalls kloergemaach gëschter – an dat rechnen ech ëm un –: Hien iwwerhëlt hei d'Responsabilitéit, falls dës Politicken net kohärent an effikass ëmgesat kënnen ginn. Mir wäerten dat natierlech am Bléck halen.

Bemierkenswäert ass awer och, dass d'DP hir wéineg rout Linne géintwuer der CSV iwwerschrott huet an a puncto virsiichteg Staatsfinanzen, Herdprämie a Familljepolitik gradewéi Naturschutz mam Glyphosat – wou nach am Walkampf gesot gouf: „Mat mir net!“ – wéi och Atomenergie, wou den elo Ausseminister bis ewell ëmmer op der internationaler Bün vehement dergéint plädéiert huet, alles eng Kéier geholl gétt.

Wéi kréie mer e staarkt Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi sécherlech méi Zäit verdéngt wéi déi, déi mer haut hei hunn, och wa mer laang Debatten hunn. D'Iddi vun der aktueller Koalitioun ass déi, dass et quasi vum selwe geet. Dat ass kohärent mat enger ganz liberaler Politikgesënnung. D'Iddi ass déi, dass duerch Senkung vun de Steiere fir déi, déi genuch hunn, fir doduerch méi auszeginn, an duerch d'Ofbaue vun administrativen Hürden et quasi vum selwe geet a Richtung weider Croissance an a Richtung gesond Staatsfinanzen an doduerch den Invest kann héichgehal ginn.

Eventuell geet dës Wett op, wann d'international Konjunktur dréit, wann d'Kricher, déi ons ëmginn, op en Enn kommen, wann d'Vetrauen an d'demokratesch Parteien an Europa net weider noléisst. D'Beispill an Holland léisst dorun zweifelen. Ech wënschen ons dat awer. Ech wënschen Europa dat an ech wënschen onse Biergerinnen an onse Bierger dat. Mee da geet et op, well den internationale Kontext positiv ass. Eventuell awer geet dës Wett net op, well den internationale Kontext schlecht ass a mer ze kleng sinn, fir dat mat steierleche Moossnamen opzefänken. An dann? Wat gedenkt dës Regierung dann ze maachen?

Ass et wierklech seriö? Dir sidd jo mat dësem Seriö an d'Wale gaang, mee ass et wierklech seriö, esou héich ze poken? Ech kommen nach op dës Fro.

Ech wollt awer virop nach e Wuert zum Ëmgang mat den Deputéierte soen. Mir hu scho musse Bréiwer schreiwen an Drock maachen, fir den Accord matzäit ze kréien. Ech weess net, wéi inhaltslos déi Debatt hei gi wär, wann um urspréngleche Plang vun der Regierung festgehal gi wier a mer déi 200 Säite gëschter Mëtteg kritt hätten. Merci dofir dem Michel Wolter, dass e sech agesat huet an d'Regierung zum Alenke bruecht huet. Ee Gléck awer krut d'Press den Accord e Freiden, wat ons Zäit gelooss huet, wierklech am Detail dat Dokument ze liesen, wat d'Grundlag vun den nächste fënnf Joer duerstellt an opgrond vun deem mer dann haut sollen decidéieren, ob mer Iech onst Vertraue schenken.

Ech hu bis haut net verstan, wat déi Geheimniskräimerei sollt bedeiten oder wat sech dorausser erhofft

gouf. Well och de Fait, dass mer net genuch Zäit gehat hätten, fir d'Dokument uerdentlech ze liesen, hätt sécherlech net derzou bägedroen, dass mer elo méi duuss mat deem Accord ëmgaange wieren, au contraire! Ech hoffe jiddwerfalls, dass dës Aart a Weis, wéi se elo iwwert déi lescht Woche vis-à-vis vun der Press an der Chamber gefuer gouf, net symptomesch wäert si fir déi nächst fënnf Joer.

D'CSV huet sech déi lescht zéng Joer hei agesat fir eng staark, eng onofhängeg an transparent Chamber. Ech begrëssen och ausdrécklech hei dem neie President Claude Wiseler seng Untrëttsried, déi de richtegen Toun getraff huet an déi néideg Ambitioun fir seng Fonctiounen un den Dag geluecht huet.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wäert un där Ried gemooss ginn. Mee ech hunn elo mol Vertrauen, dass Der zu deem stitt, wat Der sot.

D'Chamber ass an de leschte Joren och wierklech gestärkt ginn: méi Personal, eng Cellule scientifique, d'Méiglechkeet vun Enquêtékommissiounen mat engem Drëttel vun den Deputéierten. An ech begrëssen och, dass no den awer zolitte perséinlechen Attacken, déi de Fernand Etgen sech an der leschter Legislaturperiode huet missen unhéieren, dann awer och elo d'CSV dem President dat unerkennt.

Mee de Wee ass nach net fäerdeg gemaach. Méi Presidencë vu Chamberkommissiounen fir d'Opposition, d'Effentlechkeet vun de Chamberkommissiounen, e Vollzäitdeputéiertmandat, alles dat steet nach op. Mir hunn ons an der Vergaangenheet ëmmer fir eng staark Chamber agesat a wäerten dat och an Zukunft maachen. Mir zielen dann op d'CSV als Alliéierten an der Majoritéit.

Wat d'Effentlechkeet vun de Chamberkommissiounen ugeet, sou hunn ech déi Ouverture vum Claude Wiseler mat Interêt gelauschert. A fir dass ze ënnerstëtzen a sécherzegoen, dass mer net nees fënnf Joer mat enger Partei doriwwer streide mussen, deposéieren ech elo hei och eng Resolution an deem Sënn.

Résolution 1

« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »

La Chambre des Députés,

– constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;

– notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;

– constatant que les séances plénières de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;

– constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;

– constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,

décide

– dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;

– de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions

parlementaires via retransmission télévisée sur *Chambre TV* et en différé via retransmission sur le site de la *Chambre des Députés* ;

– de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wësst: D'Droits d'auteur leie mer um Häerz. Et ass Copy-Paste vun enger Resolutioun vun der CSV. Ech ginn also dovunner aus, datt dat hei ganz zäitno ka gestëmmt ginn.

Wat d'Vollzäitmandat vun Deputéierten ugeet, esou hunn ech mat Interêt am Koalitiounsvertrag gelies, datt all Buergermeeschtermandat vu Gemenge mat 6.000 Awunner e Vollzäitmandat soll kréien. Positiv! Kielen an Nidderaanwen zum Beispill kréien also e sou ee Vollzäitbuergermeeschter. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt mer bei 60 Deputéierten a 643.000 Awunner och e Vollzäitdeputéierte brauchen. Och hei hunn ech mat Interêt dem Claude Wiseler seng Aussoen dozou héieren. An hei kënn dann och d'Resolutioun an deem selwechte Sënn.

Résolution 2

« relative à la revalorisation du mandat de Député.e »

La Chambre des Députés,

considérant

– qu'il existe un grand consensus parmi les partis représentés à la Chambre des Députés en ce qui concerne l'objectif d'abolir le cumul du mandat de Député avec celui de bourgmestre ou d'échevin ;

– la proposition de loi 8201 y relative, qui a pour objectif « d'étendre les incompatibilités avec le mandat de député [...] à d'autres mandats politiques, en introduisant une incompatibilité entre le mandat de député et les mandats de bourgmestre et d'échevin » ;

– que ce non-cumul des mandats présuppose cependant une revalorisation et une professionnalisation des différents mandats, y inclus :

• l'adaptation du cadre légal pour les bourgmestres et échevin-ne-s et l'augmentation du congé politique pour les bourgmestres et échevin-ne-s ;

• la transformation du mandat de Député.e en un mandat plein-temps,

saluant dans ce contexte que

– selon le programme gouvernemental une de ces deux étapes en direction du non-cumul des mandats sera abordée et que « le Gouvernement établira un cadre légal pour le poste de bourgmestre à temps plein, avec un congé politique de 40 heures, dans les communes de 6000 citoyens et plus »,

décide

– d'entamer également dès à présent l'autre étape nécessaire pour le non-cumul des mandats en augmentant le congé politique des Député.e.s de 20 à 40 heures par semaine et de transformer le mandat de Député.e en mandat à plein-temps.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nach e leschte Punkt zur Transparenz. Déi viregt Regierung hat nach eng Nott ugehall, wéi den Informatiounszougang fir Journaliste kéint verbessert ginn. De Communiqué heizou sot, et géif eng Nott un de Formateur ausgeschafft ginn, fir op verschidde wichteg Schrëtt hinzewisen,

déi da wieren: en Informatiounszougangsrecht fir Journalistinnen a Journalisten, den Informatiounszougang vun de Biergerinnen a Bierger generell ze stäerken, d'Pouvoir vun der Commission d'accès aux documents ze stäerken. De Medieminister gouf op seng eege Propos hin – also dee vun der viregter Regierung – dann och kuerz virun de Wale chargéiert, den Avant-projet de loi an deem Sënn auszeschaffen.

De Communiqué aus dem Juli 2023 weist, datt hei schonn e substanzuellen Entworf vun engem Text virläit, deen och scho mat de Beträffenen diskutéiert gouf. Am Koalitiounsvertrag ass dat ganz vag gehalen. Duerfir meng Fro: Gehéiert den Informatiounszougang zu de Conditions d'exercice, déi ernimmt ginn am Vertrag vum Journalisteberuff? Oder ass déi Avancée elo vum Dësch? Dat heescht, hätt d'CSV sech hei vis-à-vis vun der DP duerchgesat?

A Saachen Transparenz huet dës Regierung definitiv e Feelstart higeluecht. Offensiv elo de Projet vum viregte Medieminister ëmzesetzen, wier eng gutt Manéier, dat direkt ze redresséieren. Dowéinst deposéieren ech dann och elo heizou eng Motioun, déi d'Regierung opfuert, dat a Musek ëmzesetzen.

Motion 1

« relative à l'accès aux documents administratifs »

La Chambre des Députés,

– considérant que la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte consacre le droit de toute personne à avoir accès aux documents administratifs détenus par les autorités publiques ;

– soulignant l'importance de la transparence et de l'accès à l'information pour le fonctionnement de notre démocratie ;

– soulignant qu'une presse indépendante et forte constitue un pilier de notre démocratie ;

– considérant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition :

• à « poursuivre sa politique de communication ouverte entre les administrations de l'État et les journalistes » ;

• à étudier « avec les représentants du secteur, le cadre juridique existant, pour vérifier si une réforme de la définition de la profession de journaliste ainsi que des conditions de son exercice (...) est nécessaire » ;

– estimant qu'un accès efficace aux documents administratifs est un élément essentiel desdites conditions d'exercice de la profession de journaliste ;

– considérant la décision en été 2023 par le Conseil de Gouvernement, sur proposition du ministre des Médias, de procéder à l'élaboration d'un avant-projet de loi portant révision de ladite loi ;

– considérant le communiqué du ministère d'État du 25 juillet 2023 détaillant plusieurs pistes relatives à une telle réforme, dont notamment :

• de prévoir un droit d'accès à l'information pour les journalistes professionnels ;

• de renforcer le droit d'accès aux documents afin de rendre la loi conforme à la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (dite Convention de Tromsø) ;

• de rendre l'application de la loi plus efficace en renforçant le rôle de la Commission d'accès aux documents ;

– soulignant « les besoins particuliers des médias dans l'exécution de leur mission » mis en avant dans ledit communiqué ;

– considérant la « note au formateur » élaborée par le ministre des Médias qui est mentionnée dans le communiqué et qui contiendrait des pistes de réforme concrètes

représentant le résultat de consultations avec les journalistes et la Commission d'accès aux documents,

invite le Gouvernement

– à communiquer à la Chambre des Députés la « note au formateur » visée ci-haut ;

– à informer la Chambre des Députés sur l'état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet de loi visée ci-haut ;

– de procéder à une réforme de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;

– à prendre en compte dans le cadre de cette révision les principes esquissés ci-haut tels qu'ils résultent des consultations avec les principales parties prenantes.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Elo zu de groussen Theemebléck am Accord. Ech wäert mech méi konzentriieren op déi grouss Zukunftsfroen, d'Finanzen, Klima an Ëmwelt, sozial Gerechtheek a Kultur.

Zu de Finanzen. Den Accord ass voll mat Mesüeren, déi Geld kaschten. Där, déi Sue sollen erabrénge, fénnt ee kaum. D'Theorie vum Trickle-down, vum Recetten-Erkréien duerch Steiersenkungen, ass also de finanztechnesche Leitmotiv vun dëser Regierung. Et gëtt gehofft, datt doduerch, datt Entrepreneuren a Persounen Steiere bezuele müssen oder Steierkaddoe kréien, se déi Suen nees op en anere Wee an d'Lëtzebuerger Economie afléisse loosse a sou zu méi Räichtum féieren.

Loosst mech heizou e bedeitende Finanzpolitiker zit'éieren: „Et ass en [internationalen] Virgank, deen esouguer d'Wëssenschaft am Ausland ufänkt ze interesséieren [...], datt an engem Land, wou eng Steuerreform gemaach ginn ass, et awer zu engem Konsumréckgang kënn. Dat huet mat der Taille vun eiser Economie ze dinn, mat dem Behuele vun der Lëtzebuerger Konsumentesociologie, déi relativ vill vun deem, wat se u Kafkraaft gewënnt, ausserhalb vun de Landesgrenzen zum Asaz bréngt“. Dat sot de Jean-Claude Juncker hei am Haus am Dezember 2002 als Analys zu der viregter Trickle-down-Tentative vum deemolege Finanzminister Luc Frieden.

Mir bedauern dës Approche. Si mécht ons Suergen a mir gleewen doriwwer eraus och net, gradwéi de Constat vum Jean-Claude Juncker, datt déi Wett einfach esou opgeet, au contraire. Mir fäerten, datt dës Politick richteg deier gëtt fir d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land. Mir hänken of vun der internationaler Konjunktur, mir sinn e klengt Land mat enger oppener Economie. Wann déi international Konjunktur net gutt ass, dann erreeche mir mat där do Politick net onst Zil. Just wann et boomt, geet et op. Mee gerecht ass et dofir nach laang net!

Et dierf een och gespaant sinn op dat, wat de Finanzminister elo alles hei iwwert déi nächst fénnef Joer proposéiert, an inwiefern et kohärent ass mat deem, woufir en déi lescht fénnef Joer agetrueden ass. De Walprogramm vu senger Partei setzt e scho mol net elo wierklech ëm. Amplaz vu wäitreechende Steiermesüeren am éischte Joer fir de Mëttestand kënn et nëmme – a wierklech, kommt, mir sinn all éierlech! – déi 1,5-mol-Upassung un d'Steiertabell, ...

Une voix | Genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... déi elo bei déi derbäikënn, déi déi viregt Regierung schonn decidéiert hat. Wann de Premier dann am RTL-Interview seet: „Véierfach Upassung un d'Inflatioun ass jo awer net näischt!“, dann ass dat Limitt de Wieler fir net

ganz gescheit verkaft! Et ass net véiermol dat, wat Dir elo decidéiert hutt, Dir hutt 1,5-mol decidéiert! Och den Här Spautz huet de Moien dëse ganz klengen Detail a senger Ried vergiess.

De ganze Pak kascht schätzungsweise 700 Milliounen, déi zousätzlech Upassung 180 Milliounen. An Dir sot da gëschter, Här Premierminister: „Dat ass finanzierbar“, nodeems Der awer virdrun de Constat gemaach hutt, dass déi international Situatioun esou schlecht ass wéi scho laang net méi.

An Dir sot: „Dat schafft Kafkraaft bei de Leit.“ Här Spautz, ech hunn e bëssen en anert Rechebeispill, well ech mech konzentréieren op dat, wat Der reellement elo érischt decidéiert hutt, nämlech déi 1,5-mol. Do mécht et bei engem Loun vun 3.000 Euro ganzer 14 Euro de Mount aus. Bei engem Revenu vun 12.000 gëtt et scho méi interessant, kënn Der mat 3 multiplizéieren.

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéini kënn de Rescht vun der versprachener Upassung? De Finanzminister sot bei „Luxembourg Times“: „An den nächsten zwee Joer.“ Wisou steet dat net esou am Accord? Wéini a mat wéi enge Moyenen engagéiert sech dës Regierung, déi kleng a mëttel Revenuen ze entlaaschten, wéi Der sot? A wisou dauert et bis 2026, bis eng Propos fir d'Ofschafe vun de Steierklassen iwwerhaupt emol op den Dësch kënn? Quitte dass ech de Moien de Gilles Baum héieren hunn, dee gesot huet, bis dohinner wier se a Kraaft. Wéi ass et elo?

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ok. Et ass gutt. Très bien! Voilà, da froen ech mech trotzdem – oder nach méi –, wat dann déi Aarbechten, déi Viraarbechten, waren, déi bis elo zu deem Sujet do gemaach gi sinn. Et ass op alle Fall eppes, wat mir weiderhi ganz staark ënnerstëtzen, well mer der Meinung sinn, dass et am Joer 2023 – oder 2026 – net ka sinn, dass ee besteiert gëtt en fonction dovun, ob ee bestuet ass oder net.

Iwwert d'Staatsverschuldung gëtt net méi vill geschwat, woubäi dat souwuel e Mantra vun der CSV wéi och vun der DP war, just nach den Hiweis op den Triple-A, deen elo déi nei Relioun ass. Wëllt Der domat soen, dass d'Ratingagencen decidéieren, wéini d'Staatsverschuldung ze héich ass?

An nach e Saz zu de Walversprieche: An den CGFP-Préifsteng steet, dass d'CSV an d'DP sech zu zwou Saachen engagéieren: eemol den Index an eemol d'integral Upassung un d'Steiertabell. Déi zwee Versprieche si vun den zwou Parteien an der Koalitioun awer e bësse méi nuancéiert ginn. Mir hate genee wéi e puer anerer zumeols op der zweeter Fro méi virsichteg geäntwert. Dat war effektiv net esou sexy fir de Wieler, mee huet awer méi der Wourecht entsprach. Alt nach eppes, wat e bëssen ad acta geluecht gouf.

Och de Logementsproblem soll haaptsächlech duerch steierlech Mesüre fir Multipropriétaire geléist ginn. Dobäi sinn et genee dës Mesüeren, déi schonn ënnert viregten CSV-Regierung probéiert goufen an net vill bruecht hunn, sief et d'Mannerbesteuerung op Plusvalüé bei Immobilieverkeef oder d'Nees-méi-breet-Opmaache vum Amortissement accéléré. Oder fir et mat de Wiederer vum Pierre Gramegna ze soe bei der Debatt hei am Haus zum éischten Ofschwäche vum Amortissement accéléré: „A wann den Amortissement accéléré“, ech zitieren, „hätt sollen en Instrument sinn, fir d'Offer vu Logementer ze féerden – ça se saurait an da bräichte mer am Fong geholl keng aner Mesüeren ze huelen. Et ass eng Mesür, déi gutt ugeduecht war, mee där hiren Effet limitéiert war.“

Zoustëmmung krut e vun der Madamm Hansen: „Den Taux d'amortissement accéléré fir de Logement

locatif gëtt erofgesat. Heimadder soll d'Spekulatioun verhënnert ginn. Dës Mesür ass an der Rei, si bréngt och nach Suen an d'Keess, dat ass gutt.“ Och den neie Finanzminister hat dat bei der Debatt 2023, beim neien Ofschwächen, begréisst. Ma de Pierre Gramegna hat absolutt Recht: „Ça se saurait“, wann dat eppes géif hëllefen!

Hei gëtt elo erëm al Politick bedriwwen, wou d'Kaf- a Finanzkraaft vun Investisseure massiv steierlech ënnerstëtzt gëtt, also och bei de private Stéit net sozial gestaffelt – oder elo loosst mer soen: negativ sozial gestaffelt –: Wat s de méi hues, wat s de méi kriss. Et ass e Sammelsurium u Steierkaddoe fir déi, déi sech Investitiounen an de Stee leeschte kënnen, wéi eeben den Amortissement accéléré an den neie bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen.

An der Vergaangenheet goufen d'Präisser domat nees ugedriwwen, ouni dass genuch virun allem abordabel Offer geschafe gouf. Dat soen eis ënnert anem seriö international Institutioun wéi d'OCDE. Dat féiert net zu enger Stabiliséierung vun de Wunnengspräisser am Rapport zur Kafkraaft vun de Leit.

Et ass och onverständlech, dass contrairement zu deem, wat mëndlech gesot gouf, déi steierlech Logementskaddoe laut Koalitiounsvertrag net kloer zäitlech begrenzt ginn, fir grad an dëser Zäit hiren incitative Charakter ze stäerken, zumeols bei deene fir d'Investisseuren.

Et gëtt och net kloer gesot, wat den Deckel soll si fir Wunnengen, Terrainen, op déi sech dës Kaddoe bezéien. Et ass awer e groussen Ënnerschied, ob mer vun 2 oder 10 oder 50 Immobilie schwätzen. Och wat dat de Staat an domat all eenzelen Bierger kascht, seet dës Koalitioun net.

Wonneren dinn ech mech och beim bëllegen Akt. Dee gouf schonn eropgesat virun e puer Méint, vun 20.000 op 30.000 Euro, a spillt bei niddrege Revenuë bis zu 50.000 Euro. Wéi héich soll en dann elo nach goen? A wisou net weider sozial gestaffelt? Hei gëtt eigentlech dat gemaach, wat vum Premier am Walkampf dauernd zrëckgewise gouf: mat der Géisskan verfuere – awer mat der Géisskan fir déi, déi sech iwwerhaupt kënnen en Invest an de Stee leeschten!

Mat Interessé liesen ech och, dass soll gekuckt ginn, wat kéint bei de Kreditter gemaach ginn am Dialog mat de Banken an de Kontrollinstitutiounen. Bis elo huet et dozou ëmmer geheescht, dass géif net goen, do kéint ee sech net amëschen, do kéint en näischt maachen. Ech si gespaant, ob dann elo mam neie Finanzminister eng nei Dynamik do erakënn.

Et geet wuel glécklecherweis nach vill rieds vu Logement abordable. Mir hoffen, dass dës net verwässert gëtt duerch en Ofschwäche vum Pacte Logement zum Beispill an datt och weiderhin alles gemaach gëtt, fir datt déi, déi et am schwéiersten hunn, en Daach iwwert de Kapp ze kréien, net de Kierzeren zéien.

Positiv och, dass all déi Initiative wéi Mobiliséierungstax, Tax op eidelstoend Wunnengen a Grondsteuerreform weidergedriwwen ginn, genee wéi den Text iwwert d'Kopropriétéit. A kritesch begleede wäerte mer natierlech och d'Reform vun der Reform vum Bail à loyer. Déi batter néideg Loyersbrems gëtt net ernimmt, rieds geet just vun engem „besseren Equilibre tëschent Propriétaire a Locataire“. Dat kann een, wéi esou viles an dësem Accord, an déi eng Richtung an an déi aner verstoen.

Insgesamt si vill Mesüre virgesinn, déi Sue kaschten, sief et Kaf vun Terrainen, Subside fir d'Gemengen, Ofsetzbarkeet vun den Zënsen, bëllegen Akt, Plusvalue, Amortissement accéléré. Mee d'Géigefinanzierung hunn ech net am Text fonnt. Meng Fro also:

Wéi vill kascht dat alles? Net: Wat mengt Der an der Theorie vun de Voodoo Economics, wat et indirekt erabrëngt? Mee: Wat kascht et? Wéi vill Steierrecetté ginn doduerch verluer? A wisou steet dat net méi ausgedäitscht an dësem Programm, wann et jo awer elo direkt komme soll?

Ech hu Versteesdemech, dass mer hei net e fäerdegen Text geliiwert kréien, mee ech hätt mer erwaart, dass an där Urgence, wou mer elo sinn, grad bei de Steierfroe vill méi kloer formuléiert géif ginn, wat elo alles géif kommen. Dir frot ons, en gros eng Kaz am Sak ze kafen. Op d'Fro also, ob Der mat Ärem Finanzpak Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt, kënnen mer net mat Jo äntwerten.

Wéi gesäit et bei der Ëmwelt- a Klimapolitick aus? Hei hu mer eng Medail mat zwou Säiten. D'Bedeutung vun de Wiederer ass Iech, Här Premierminister, mengen ech, wichteg. Mir ass gëschter opgefall, dass „de Schutz vun der Natur en héije Stellwäert huet“. Dat ass eppes aneres wéi eng Prioritéit, eng Prioritéit, déi se muss sinn!

Positiv ass, dass sech bekannt gëtt zum Klima- an Energieplang, zu der CO₂-Steier, zu de Paräisser Ziler, zum Naturschutzplang. Bei der Energie gesi mer, dass ausser dräi Mesüre se all aus dem Energie- a Klimaplang stamen. Mir stellen also fest, dass d'CSV am Endeffekt trotz hefteger Kritik vill vun der grénger Klima- an Energiepolitick iwwerholl huet.

Dir sot elo gëschter: „De Wee dohi gëtt e ganz aneren.“ Mir si gespaant. Well et geet effektiv net duer, sech zu existierende Pläng ze bekennen. D'Ëmsetzung muss virugedriwwen ginn. Duerfir brauch et déi richteg Prioritéitesetzung a finanziell a personell Ressourcen, déi dës Prioritéiten erëmispigelen. An dofir froen ech Iech, Här Premierminister, Här Finanzminister: Engagéiert d'Regierung sech formell dozou, dass de Klimafong an den nächste fënnf Joer ëmmer genuch Suen huet, fir déi Subventiounsmoosname fir Solar a Wand, Wärmepumpelen, Renovéierung an d'Wärmenetzer an an d'Elektromobilitéit auszebezuelen?

Ech muss och soen: Et ass net grad dat gréissten Zeeche vu Gréisst, dass Der et gëschter esou duergestallt hutt, wéi wa Mesüeren an der Vergaangenheet sozial ausschléissend gewiescht wieren. D'CO₂-Steier mam Klimasteierkredit, Energieiden, Mobilitéitsaiden; mir hu stänneg d'Biergerinnen an d'Bierger finanziell begleet an en Accent gesat op déi, déi et méi brauchen. Et wier flott, wéi Der esou gäre sot, wann Der op dësem Punkt séier an der Majoritéit géift ukommen an ophale géift ze polariséieren!

Mir wäerten natierlech och ganz enk suivéieren, ob déi Ambitiounen, wéi se hei drastinn, agehale ginn, nämlech ob d'Ziler vun der CO₂-Reduktioun erfëllt ginn. Doru gitt Der och gemooss. Bis elo ware mer do gutt op onser Trajectoire. Mir wäerten dat och am A halen.

Mir gesinn och, dass d'Denominatioun vum Projet „Natur auf Zeit“ am Koalitiounsaccord iwwerholl gëtt, dem Projet, deen d'Joëlle Welfring virun e puer Méint mat engem Gesetzesprojet deposéiert huet, engem Projet, deen et méiglech mécht, begleet iwwert eng gewëssen Zäit, Natur entstoen ze lossen op Plazen, wou duerno wäert gebaut ginn.

D'Formuléierung, muss ech awer soen, interpelléiert ons, well do heescht et: „sans déclencher les mécanismes de protection et de compensation“. Mir froen ons also, ob dann hei, anescht wéi bei dem allgemenge Passage zu de Kompenséierungen am Bauperimeter, net gekuckt gëtt, wat kompatibel ass mam europäesche Recht. A wann ech dann op dës allgemeng Kompenséierungsmoosname kommen: Am Contraire zu deem, wat ëmmer nees ganz plakativ

an d'Fenster gestallt gouf – „keng Kompenséierung am Bauperimeter“ –, gouf dës Formuléierung glécklecherweis zrëckgeschrauft an et soll elo mol gekuckt ginn, wat mat EU-Recht kompatibel ass. Et ass jo schon erstaunlech, dass déi Verifikatioun net gemaach gouf, éier et stänneg am Walkampf widderholl gouf!

De Bauperimeter aus all deene Moosnamen erauszehuelen, riskéiert och, zu Bëtonswüsten an eisen Dierfer a Stied ze féieren amplaz zu klimaresiliente Plaze fir ze wunnen, déi mer brauchen, fir duerch déi waarm Summeren ze kommen. An et ass och a Kontradiktioun mat der anerer Propos, fir den Espace public ze vegetaliséieren. Dat kléngt no engem net ganz responsablen Émgang mat der Natur an de Staatsfinanzen.

Vill rieds geet och am Vertrag vum „silence vaut accord“ oder dem Accord tacite. Et kann heiansdo Sënn maachen. Mee et geet nëmmen, wann déi zoustänneg Verwaltung genuch Personal hunn, fir datt d'Dossieren awer seriö kënne gekuckt ginn. Well soss féiert et zum Contraire vun deem, wat Der wëllt erreechen, zur der Planungssécherheet, well d'Dossiere bleiwe weiderhin attackabel um Geriicht. Wa se net uerdentlech gekuckt gi sinn oder attackabel sinn, da verléiert herno deen, deen d'Autorisatioun gefrot huet, e Recours. Et gétt och e Risk, dass heiduerch Ongerechtegkeeten an onnéidegen Drock op de Verwaltungen entstinn. Och kann et net sinn, dass d'Enquête publique doduerch hiren Zweck verléiert, wann dës net méi seriö ausgewäert kënne ginn.

Beim Glyphosat da kann ech mech ganz gutt an eng Tëleesdebatte erënneren, wou de Spätzekandidat vun der DP zu Recht ganz houfreg war, dass ënnert der vieregter Regierung de Glyphosat verbuede gouf. Elo steet hei am Accord: „Le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du Glyphosat au niveau européen et soutiendra parallèlement l'abandon volontaire de celui-ci par le biais de subventions.“ Hei ass kee kloren Nee méi zum Glyphosat erauszuliesen. Wéi eng Positioun, Madamm Hansen, wäert Lëtzebuerg dann an Zukunft an Europa vertrieben?

Och stelle sech Froen zum allgemengen Émgang mat Pestiziden. „Le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources.“ Ech géif hei wierklech gär verstoen, wéi dat goe soll, eng nohalteg Nutzung vu Pestiziden, fir Biodiversitéit a Quellen ze schützen.

Last but not least: d'Atomenergie. D'Regierung wëll sech wuel fir d'Sécherheet bei den Atomzentralen asetzen, mee e kategoreschen Nee zum Atom, dee kléngt anescht. Mir froen ons och, wéi déi vill Hiwaiser op d'technologesch Neutralitéit ze verstoe sinn. Heescht dat, dass fir déi aktuell Regierung Atom an erneierbar Energië gläich gutt sinn?

E wichtegen Deel vun der Klimapolitik ass d'Mobilitéitspolitik. Hei gétt sech zum nationale Mobilitéitsplang bekannt, dem François Bausch sengem grouse Projet, deen duerleet, wéi d'Mobilitéit sech soll an deenen nächste Joren hei am Land weiderentwéckelen, fir datt mer net erëm an déi Situatioun wéi virun zéng Joer kommen, wou mer permanent der Saach hannendrunnen. Wat mer vermessen, genee wéi generell bei den Investitiounen, ass e Prioritéitsplang am Accord fir déi nächst fënnf Joer, wat dann elo direkt komme muss. 2018 gouf et esou eng Annex, an dat an enger Zäit, déi finanziell net esou komplizéiert war wéi déi elo.

Positiv ass jo, dass mëttlerweil souguer d'DP, déi den Tram iwwer 30 Joer verhënnert huet mam Argument

e géif näischt bréngen, elo zur Konklusioun kënnt, et wär e „formidabile Succès“ – am Koalitiounsaccord –, an en iwwerall ausbaue wëll, unni awer ze soen, wou a wéi genee. Den Tram hëlt manner Plaz am Koalitiounsaccord a wéi d'Eurovisioun a bal esou vill wéi déi nei individualiséiert Placken – et gesäit een, wou d'Prioritéite leien!

Mee vläicht muss déi nei Transportministesch jo nach parteiintern mat der Stater Buergermeeschtesch verhandelen, ob den Tram dann elo endlech dierf duerch d'Porte-Neuve a bei de CHL fueren, eng Decisioun, déi d'Stad Lëtzebuerg virun de Walen net wollt huelen. Dobäi ass all Mount, wou deen hei verluer geet, wichteg fir d'Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg, vu Stroossen a Bartreng.

Beim Stroossebau gétt alles an näischt versprach, Beispill Ausbau vun der N7 bis Wempehaart. D'Veierspuerregkeet bis op d'belsch Grenz gétt do, wou et méiglech ass, analyséiert. Dobäi ass virun allem d'CSV während Joren tëscht dem ganzen Norde getingelt an huet de Leit versprach, si géifen dat direkt ugoen. Fënnf Wochen no de Wale gétt et elo mol analyséiert!

Näischt am Accord vun CSV an DP ännert sech, wann et ëm de Vélo geet: De Vélofuerer soll emol erzu ginn. Sécherlech gétt et Vélofuerer, déi sech net un de Code de la route halen. Datt déi Zort och bei den Automobilisten verbreet ass, gétt net ernimmt. A puncto Vélo geet och rieds dovun, dass bei öffentleche Gebaier Vélosparkinge mussen gebaut ginn. Gëllt dat och fir de grouse Vélosparking op der Starter Gare? Oder fällt deen der Parteiloson zum Affer? Hei och leider nees keen Indice driwwer, wat mat de Projekte geschitt.

D'Kapitel traitéiert och nach de sougenannten „Uber-Chauffeur“. Dëse Service soll direkt erlaabt ginn, mee ënnert der Konditioun, dass d'Chauffeur eng Lizenz hunn an eng Sécurité sociale. Dat ass interessant, well ënnert deene Konditiounen kënne se et haut scho maachen – se wëlle just net.

Wat zu Lëtzebuerg gebraucht gétt, ass en nationale gesetzleche Kader fir d'Sharing Economy an do gétt jo bekanntlech op den Text vun der Direktiv gewaart.

Fir nach ee Moment beim François Bausch sengen exzellent hannerloosenen Dossieren ze bleiwen: D'Bâtiments publics huet jo keen eegent Kapitel an dësem Accord. Ausser der Klimaneutralitéit, déi soll erreecht ginn, fanne mer näischt dozou. Mir begrëissen dat natierlech ausdrécklech. Mir gi just och ze bedenken, dass, wann dat bis 2030 soll erreecht ginn, d'Personal muss massiv opgestockt ginn, eppes, wat bis elo dem Bauteminister net accordéiert gouf.

D'Kapitel Defense iwwerhëlt alles, wat de François Bausch souwisou schon ageleet huet. Déi eenzeg Neiegkeet ass de faméisen Hôpital militaire. Et mécht awer wéineg Sënn, der Defense an der Arméi an der Santé hiren Energie ze beusproche fir eppes – an dat wësst Der! –, wat scho probéiert ginn ass a wat fale gelooss ginn ass, well et fir Lëtzebuerg schwéier war, guer net ëmsetzbar ass!

Amplaz elo nach emol onnëtz Energie bei der Arméi an der Defense ze verschwenden, fir sech mussen mat esou engem Projet ze beschäftegen, wär et méi sënnevoll, dës Energie zousätzlech an de Beräicher Cyber an Espace anzesetzen. Do hu mer Kompetenzen, et gétt vill Opportunitéiten a mir kënne och derfir suergen, dass d'wirtschaftlech, ekonomesch Kompetenz zu Lëtzebuerg dovu profitéiert.

An och am Gesondheetsberäich gétt et sécherlech aner Prioritéite wéi e Militärspidol oder IRMen. Hei si mer zentral bei de Froen vun der Gerechtegkeet an

engem gerechten Accès zur Medezinn. Allgemeng ass dësen Deel och extrem vag gehalen an et feele wichteg Punkten.

Wéi ass et mat der Uniklinik, mat de Garden? Wa mer vu Preventioun schwätzen: Wat geschitt mat der Besteuerung vun Tubak an Alkohol? De Volet Pediatre vermessen ech komplett. Wéi gi mer de Manktem u Pediatren un? Wat ass mat der Ëmweltmedezinn? Mam Projet medezinnesche Cannabis? Mir gesinn, dass d'Accente bei der Digitaliséierung leien – sécherlech e ganz wichteg Element – an awer och bei der Liberaliséierung. An hei wäerte mer natierlech ganz genee kucken, wéi dat sech auswierkt. Den Accès zum Dokter dierf net vum Portmonni ofhänke vun deem Einzelen!

Positiv ass den Ausbau vum Studium op der Uni – mee wat genee soll ausgebaut ginn? – an de reegelméisseg Bilan beim Dokter gradewéi d'Gebuertshaiser, déi analyséiert ginn, an d'Notéiere vun der Penurie bei de Psychiateren. Mee wéi gétt dat alles geléist? A wat heescht de Passage iwwer d'Apdikten? Sollen déi komplett liberaliséiert ginn? Och hei ass et à ce stade onméiglech ze soen, ob dës Skizzen onse Gesondheetsystem wierklech stärke wäerten oder net. Et wier jiddwerfalls ze wënschen, dass d'Gesondheetspolitik hei am Land déi nächst Joren net géif just iwwer IRMen definéiert ginn.

Wa mer iwwer d'Gerechtegkeet an onser Gesellschaft schwätzen, da stellt sech och d'Fro vun der Generationengerechtegkeet. Den Accord erkläert, dass ab 2027 de Finanzéierungsmodell vun de Pensiounen a Fro gestallt ass. Zweek Léisungssätz fënn en hei: besser Ofsetzméiglechkeete vun de Privatpensiounen – dat ass weeder gerecht nach effikass – an „une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet“.

Wat bedeit dat? Soll an enger Biergerbedelegung decidéiert ginn, wat d'Regierung proposéiert, fir de Finanzéierungsproblem ze léisen: méi héije Pensiounsalter, méi héich Cotisatiounen, méi niddreg Pensiounen oder eng aner Cotisatiounsbasis? Ech woen ze behaupten, ech géif wëssen, wat dann herno als Äntwert géif do erauskommen, an ech woen och ze behaupten, dass dat net mat Ärer Äntwert géif iwwerteneestëmmen. Wat schwieft der Regierung vir? A wéi ass et mat de Sozialpartner? Rieds geet just vun der Société civile. Leider och hei méi Froen wéi Léisungen.

D'Ongerechtegkeete fänken am jéngsten Alter un. Allgemeng hu mer gëschter fonnt, dass de Premier d'Éducatiounskapitel eigentlech ënner Wäert verpaid huet, an zwar souwuel, wat den Inhalt ugeet, wéi och d'Gewiicht a senger Ried. Zwar bleift de Koalitiounsaccord och hei a ville Beräicher extra vag an awer verspricht en, eng ganz Rei Chantieren unzegoen. Hei gesäit ee kloer d'Handschrëft vun engem Minister, deen d'CSV elo schéngt ze ënnerstëtzen, nodeems se zéng Joer laang kee gutt Hoer un ëm gelooss huet.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass wuel och ee Grand, firwat d'Detailer hei gëschter e bëssen ze rar geséit waren.

Als Oppositioun wäerte mer awer ganz genee op dës Beräicher kucken an d'Regierung un der Ëmsetzung vun all deem moossen, wat se um Pabeier verspricht. Et ass iwwer déi lescht Jore vill geschitt am Educatiounssektor. Mee national an international Etüde weisen ons, dass et ëmmer nach e Gerechtegkeetsdefizit gétt, dee fir déi nächst Joren eng absolut Prioritéit muss sinn. Mir hunn elo zwee Systemer, déi parallel fonctionéieren, eppes, wat ganz staark déi lescht fënnf Joer vun der CSV kritiséiert gouf, wat

awer mam Ausbau vun zwou weideren esou Schoule weidergedriwwen gëtt.

Et ass eng Evaluatioun ugeduecht. Wéi soll déi konkret geschéien? A wat ass den Timing bei deem Prozess? Grondleeënd ass d'Erausfuerverderung, d'Ongerectegkeeten, déi haut am traditionelle System bestinn, engem System, dee grad fir déi Schwächst an onser Gesellschaft weider ganz kloer déi éischt Ulaflast ass, unzuegoen. Mir brauchen och eng Stärkung vun der traditioneller Lëtzebuurger Schoul, net nëmmen de Parallelsystem vun Europaschoulen, dee sécherlech och seng Missioun erfëllt a säin Zweck huet. Mee mir dierfe keng Entdemokratiséierung vun där anerer Schoul kréien!

Et gëtt och weider positiv Usätz wéi e Recht op eng Betreiungsplaz oder méi Personal am Cycle 1. Mee wéi kënne mer genuch Educateuren heifir ausbilden? Se feelen elo schonn. Eng Schoul ze bauen ass eleng bestëmmt net d'Léisung fir de Problem. A wiso gëtt d'Formatioun vum Enseignant net direkt op de Masterniveau ausgeweit? Dat géif dach sécherlech och zur Attraktivitéit bäidroen.

Méi Zäit fir d'Famill war jo vu ville Säiten e Leitmotiv am Walkampf. Mee hei stelle mer leider fest, datt och dat virun allem soll fir déi gëllen, déi sech et leeschte kënnen. Méi laange Congé parental, awer manner Suen de Mount; véier Stonnen Deelzäitarbecht, awer onbezuelte; Babyjore vun zwee op dräi Joer eropgesat: Hei gëtt genee dat gemaach, wat d'DP am Walkampf als ganz grouss rout Linn opgezechent huet. Hei kënnt eng Herdprämie duerch d'Hannerdier – an en plus eng fir déi, déi op kee Revenu ugewise sinn. Domat gëtt ënnerstëtzt, datt ee kenger Aarbecht noheet, datt een de Lien zur Aarbechtswelt nach méi laang kappt. Dat ass weeder dat, wat mer an de Betriber brauchen, nach dat, wat eng staark Zukunft fir d'Mammen hei am Land garantéiert. Well des, wéi Der et nennt, „sozial adequat Ofsécherung“, déi spillt am Pensiounsalter. Dat ass nach laang keen Job.

Wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, stellt sech natierlech och d'Fro vun der Aarmutsbekämpfung. Ech fannen et absolut begrëssenswäert, datt méi Housing First soll kommen an datt de REVIS soll gehéicht ginn. De Mindestloun awer, dee soll net méi an d'Luucht goe wéi bis elo, e soll awer weider indexéiert bleiwen.

Wann ech awer Formulierung kucken tëscht engem Aarmutsbekämpfungsprogramm, wou viles emol fir d'éischt nach gekuckt an analyséiert muss ginn, wéi e besseren Zougang zu den Aiden oder de Once-only-Prinzip mat engem Guichet social, da bedauern ech, datt dat hei net méi zolidd formuléiert ass wéi beim Naturschutz zum Beispill. Och gëtt de REVIS-Text scheinbar net esou fundamental ugepaakt, trotz de ville Kritik vum Terrain, ausser bei de BPIen.

D'Regierung wëll sech jo eng gesamtheetlech Strategie ginn. Mir fannen dat gutt. Et muss een elo ofwaarden, wéi dat a Musek ëmgesat gëtt. Et ass jiddefalls ee vun de ganz groussen Defien. Ob déi néideg Ambitioun hei un den Dag geluecht gëtt, datt ass aus dem Koalitiounsaccord net kloer ze erkennen. Do waarde mer dann op d'Ëmsetzung, déi awer direkt muss ugaange ginn.

Eng staark Demokratie brauch och e grouse Respekt fir d'Mënscherechter, a virun allem vun de vulnerabele Persounen, eppes, wat net ganz groussgeschriwwen gëtt, ugefaang mat eppes, wat mer net erëmfannen: d'Fuerderung no engem Mënscherechtsverdedeger, deen der Chamber géif ënnerstoen. Dëst huet leider keng Plaz am Accord fonnt.

Am Justizdeel fannen ech extrem vill Kontinuitéit. Dossierer, déi ech ugaange sinn iwwert déi lescht

véier Joer: d'Ressourcen an der Magistratur, d'Digitaliséierung, d'Assistance judiciaire, d'Mediatioun, d'Tutellen, ASBLen, d'Violence sexuelle an esou weider.

Et gëtt awer e puer notabel Ausnamen. Insgesamt huet een zwar den Androck, datt den Inneminister zur Bad Bank vun der Law-and-Order-Politik vun dëser Regierung ginn ass, mee trotzdem sinn och am Justicedeel e puer Dossierer, déi et a sech hunn, a virun allem déi faméis Comparution immédiate. De Wording hei ass schonn zolidd verwässert par rapport zu de Waldiskussionen, wat mer natierlech begrëissen. Mee och hei kann ee sech froen: Wouhier de Sinneswandel? Hu béid Walprogrammer nach haart fir e Schnellverfahren ouni ze vill Nuancé plädéiert, soll elo den Accord vum Beschëllegte gefrot ginn an d'Prozedure gi just op e puer Prozedure beschränkt. Natierlech wäerte mer hei am A halen, wéi dat ëmgesat gëtt. Et dierf net sinn, datt de Beschëllegten ënner Drock gesat gëtt, fir esou eng Prozedur unzuegoen. Et muss ëmmer genuch Zäit do sinn, fir d'Defense ze preparéieren.

Ech sinn extrem fro, datt Dossierer wéi de Jugendschutz a Strofrecht weidergefouert ginn. Mee ech froe mech en vue vun der Formulatioun, ob d'Interdictioun, Mannerjäreger am Erwuesseneprisong ze platzéieren, am Gesetzestext bleift. Am Accord steet nämlech just, et géifen nei Strukture geschafe ginn, pour „éviter leur placement dans un établissement pénitentiaire“. Ech sinn och fro ze liesen, datt de Projet vum kompletten Ëmbau vu Schraaseng soll weidergefouert ginn. Ech maachen Iech just drop opmierksam: Et ass deen deierste Projet, dee jee an der Bauteverwaltung an Ugrëff geholl ginn ass. Dat sinn e Grappvoll Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Mee et ass e wichtige Projet an ech hoffen, dass deen net enger Kris zum Trotz fält.

Geneesou fro sinn ech driwwer, datt den Adop-tiounstext, deen ech op den Instanzeweeg ginn hunn, schéngt weidergefouert ze ginn. Hei froen ech mech allerdéngs au vu vun der Formulatioun am Justice-deel – de Famillendeel ass méi oppen –, ob d'Adop-tioun vun de Celibatairen och bestoe bleift.

Suerge mécht mir och d'Formulatioun beim RBE-Text, wou ee kéint mengen, datt den Accès nees méi reduzéiert gëtt, sou wéi d'Vertrieder vun der CSV dat an der Justizkommissioun wollten. An datt den Abschnitt zum Mënschenhandel mat „Mendicité“ iwwerschrifwen ass, léisst op d'mannst virsiichteg ginn. De Kampf géint de Mënschenhandel muss weiderhi seriö ugaange ginn. Ech hoffe just, datt en net zum Kampf géint déi Äermst an onser Gesellschaft gëtt.

Am Volet bannenzeg Sécherheet soll dann elo dat anert groust Walversprieche, d'Gemengepolice, realiséiert ginn. Hei si mer weiderhin extrem gespannt, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn. Wéi eng speziell Formatioun gëtt et fir de Buergermeeschter? Wéi gi méiglech Interessekonflikter evitéiert? Wéi interagéieren och d'Beamte mateneen? A wou kënnt dat zousätzlech Personal hier?

Rieds geet och dovun, e Platzverweis anzeféieren, e weidert Instrument vu ganz punktueller Symptombekämpfung, dat riskéiert, d'fräi Beweegung a Fro ze stellen. D'Police soll Tasere kréien, woubäi ech net iwwerzeegt sinn, datt dat och am Interêt vun der Police selwer ass, wann een all déi Incidenten a Frankräich gesäit. An dann huet souguer den Dauerbrenner Gefaangenentransport et an de Koalitiounsaccord gepackt. Dobäi gëtt ignoréiert, datt et en Accord gouf tëscht Prisongverwaltung a Police, fir dee ganz bei d'Police wéinst ganz villen organisatoresche Problemer ze verlageren, an d'Police och dofir extra Moyene krut. Hei gëtt net fir d'éischt analyséiert, hei

gëtt dat emol drageschriwwen. Et gëtt dobäi vergiess, datt all Personal, wat een op där enger Säit aspuert, dann op där anerer Säit feelt. Dat ass da bei den Agents pénitentiaires.

Och bei der Migratioun wäerte mer genee kucken, wéi ee Wand do an Zukunft bléist. D'Schütze vun de Grenzen huet e ganz héije Stellewäert am Accord. Mee mir fannen och positiv Elementer wéi méi en einfachen Accès op den Aarbechtsmarché an datt elo op d'mannst gekuckt gëtt, ob Mënschen, déi BPIe bei sech doheem hebergéieren, kënnen dofir entschiedeg ginn.

De Minister wëll och eventuell net méi selwer d'Decisioun iwwert d'Härfäll huelen. Och dat kann eng gutt Saach sinn. Mee et steet direkt hannendrun: „Les décisions administratives et de justice [...] seront appliquées. Les demandeurs d'asile déboutés seront renvoyés.“ Dat klängt dann awer net duerno, wéi wann do reelement Härfäll géife gekuckt ginn. Wéi gesot, och do muss mer ofwaarden, wéi dat an der Praxis wäert kommen.

D'EU an d'Aussepolitik: Hei läit de Fokus nees ganz kloer méi um Handel an der Finanzplaz wéi op de Wäerter. E Beispill ass den Abschnitt iwwert d'Liwwerkettendirektiv. Et gëtt sech dozou bekannt, fir et dann direkt duerno ze relativéieren a vu Level-Playingfield ze schwätzen, wat net verwonnerlech ass, wann een d'Positiounen vun deenen zwou Parteien heizou kennt.

Mee wéi huet d'Regierung et mat den aktuelle Projeten am Beräich Ëmwelt a Klimaschutz? Wéi ass d'Positioun zu den institutionelle Reformen, déi op EU-Niveau diskutéiert ginn? Bei all deem wäerte mer ons dann déi nächst Méint mussen iwwerrasche loos-sen. Am Accord steet näischt.

Och eng feministesch Aussepolitik mécht Lëtzebuerg net méi.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A ganz um Enn nach e Wuert zur Kultur: Definitiv e Stéifkand vun dësem Accord an nach méi, och wann ech dat net fir méiglech gehalen hätt, bei Är Ried geschlechter, Här Premierminister. Zweek ganzer Sätz: „D'Zesummeliwe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganz Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëllt eng participativ an inklusiv Kulturpolitik, déi méiglechst vill Leit interesséiert a mathëlt.“ Dat ass emol eng grouss Ambitioun fir eng staark Kulturzeen zu Lëtzebuerg!

Bei der Lektür vum Accord dunn hunn ech mech gefrot, wou d'Redaktere vum Text déi lescht fennef Joer waren, well ausser Esch2022 schéngt se net allze vill matkritt ze hunn. Et gëtt kee Gesamtbild vun der Kulturwelt hei am Land gezechent. Wou wëlle mer hin? Wéi eng Moyene gi mer ons? Gëtt e Kulturentwécklungsplang fir déi nächst zéng Joer gemaach? Wat ass mat de sellegen Infrastrukturprojeten, op deene schon esou vill geschafft gouf? Ausser dem Centre fir Collections publiques an der Maison des Arts de la Danse fannen ech näischt. Wéi ass et zum Beispill mat der Villa Louvigny? Heescht dat, datt déi aner fale gelooss ginn? A virun allem: Wéi soll d'Kultur dann elo wierklech besser an d'Schoul integréiert ginn? Et geet rieds vun engem Délégué an de Foyers scolaires. Positiv! Wéi ass et mat de Lycéien?

An dann de Patrimoine: Dat ass also elo den neien Naturschutz. Net d'Gemengeprozedure stellen e Problem duer beim Bau, mee nieft dem Naturschutz d'Archéologie. Et ass eng vun de Pärelen aus dem Accord! Dir wëllt d'Fraisen op de Staat verleeën an de „silence vaut accord“ aféieren.

Dozou e puer Iwwerleeungen: Net nëmmen hate mer hei eng extrem breet Zoustëmmung an der

Chamber, mir hu laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert. Et ass immens vill Input vun DP- an CSV-Kulturkommissionen erëmgeholl ginn. D'Fro vun der Finanzéierung vun de Fouillen, do hutt Der mäin absolute Support. Ech fannen dat eng gudd Saach. U mir louch et net, datt dat net vu vireran esou am Gesetz drastoung. Dat waren DP-Décideuren, déi dat net wollten. An de „silence vaut accord“, dat braucht Der net hei am Text anzeféieren, et steet nämlech schon am Text dran. Interessant och, datt dese Passage just am Logement steet an net bei der Kultur. Vlächtt wollt Der dem fréiere Schiereener Buergermeeschter net direkt Angscht maachen, dass en elo misst de Patrimoine, deen a senger Gemeng esou eng wichteg Roll huet, ofschwächen.

(Interruption)

Wichtig Sujete wéi déi néideg Reform vum Archivgesetz, déi an de leschte Wochen intensiv an der Éffentlechkeet debattéiert goufen, gi komplett ausgeblent. A leider féinnt een och beim Filmfong keng Detailler fir Verbesserungen, sief et eng Upassung vum Budget un d'Inflation oder eng Stärkung vun den Eegeproduktiounen hei am Land.

Am Resümee: Deen Accord, wéi en hei virläit, zeechent keng Ambitioun fir e staarkt Lëtzebuerg op. Et feelt u Kohärenz, et feelt u Kloerheet an et ass vill Gepokers dran. Déi eenzeg Richtung, déi kloer ass, ass déi vun enger ganz liberaler Wirtschafts- a Finanzpolitik. Kloer ass den Accord, wann et drëm geet ze soen – ouni et natierlech genee esou ze soen –, datt déi entlaascht ginn, déi scho vill hunn. Fir all déi aner riskéiert d'Rechnung extreem deier ze ginn.

Virum allem awer si mer an engem extreem ongewéssen internationale Kontext. Dir hutt Iech an deem Accord keng Gedanken driwwer gemaach, wat geschitt, wann Är Wett net opgeet. Wat gétt dann nach ëmgesat? Wat gétt dann nach gebaut? Wéi eng Subventionne ginn da gekierzt? Gétt an deem Fall och nach um Klima- an Energieplang festgehalten?

Ech wënschen ons all heibannen, datt et net esou wäit kënn, datt Dir Iech déi Froen net braucht ze stellen a mir net brauchen op Är Spuermoosnamen, op Är Kierzungen an Op-d'Spill-Setze vun der Zukunft vu Lëtzebuerg ze reagéieren. Mee et ass onverantwortlech, an deem komplizéierte Kontext, an deem mer elo sinn, einfach dovunner auszegoen, datt dat scho wäert esou opgoen. „Augen zu und durch!“ Et ass eng riskéiert Wett. Bei all Wett gétt et jo normalerweis en Asaz. Dir spillt hei mat der Zukunft vum Land. Mir gi jo dovun aus, datt, wann déi Wett ieren net sollt opgoen, net d'Schuld bei anere gesicht gétt, net dann op eemol den internationale Kontext aus dem Hutt gezaubert gétt, mee datt Dir dann d'Verantwortung iwwerhuel.

Mir hoffen all, datt et net dozou komme muss. En attendant wette mir hei net mat. Dëst ass net déi sozial nohalteg a gerecht Politick, déi eist Land a seng Leit brauchen, fir déi grouss Erausforderungen, virum deene mer stinn, unzegoen. Mir wäerten Iech also haut net onst Vertraue schenken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorablen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass deen zweete Regierungsaccord, dee mir Piraten hei an der Chamber analyséiere kënnen. An ech wäert probéieren, de Point ze maachen iwwert déi grouss Theemen, éiert de Ben Polidori herno nach eng Kéier op e Kärtheema

vun eis ageet, nämlech op d'Digitalisatioun, en Theema, wat jo gëschter ëmmer erëm e bëssen an der Ried opkomm ass, och wann et am Koalitionsaccord dach e bësse méi dënn ausgedréckt ass.

Ech kann et direkt virewech soen: Mir Piraten fannen dann och eng ganz Rei positiv Saachen an deem Accord, eng ganz Rei Saachen, fir déi mer eis scho säit Joren asetzen, an och nei Saachen, déi emol op den éischte Bléck gudd ausgesinn an déi mer kéinte guttheeschen. Mir gesinn hei deen ominöse mofe Fuedem, mee e geet net duerch de ganze Programm an e gétt ganz heefeg rabiat ënnerbrach.

Generell muss ee soen, datt mer mat deem 200 Säiten net kënnen soen, wou d'Rees fir déi nächst fënnef Joer higeet. Op deene puer Plazen, wou mer da méi konkret ginn, gi fir eis och deelweis rout Linnen iwwerschratt.

Wéi sot den neie Finanzminister a sengem fréiere Liewen hei an der Chamber? Ech zitieren: „An do gesi mer leider ganz, ganz weineg Principe de précaution, mee éischter e grenzeloost Wuesstumsvertrauen, fräi nom Prinzip Hoffnung a géint all budgetär, mee och géint all ekonomesch Vernunft.“ Zitat Gilles Roth beim Koalitionsaccord 2018.

Här President, ech kéint mer déi Wieder zu eege maachen an dem Här Roth seng Ried vun deemools hei halen. An ech mengen, all Punkt, deen en deemools gudd ubruecht huet, géif och haut gudd géint deen heite Koalitionsaccord ubruecht kënnen ginn.

Mee ech kommen direkt zu engem vun deene wichtigste Punkten. Ee vun deene Punkten, dee fir d'Leit dobausse wierklech eminent wichtig ass, nämlech d'Steieren, d'Steierpolitik an d'Steierreform.

D'Mesür vun dem Berengege vum Barème vu véier Tranchen op den 1. Januar ass eng vun deene weinege konkrete Mesüren, déi am Programm stinn. Eng Mesür, déi mer och begrëissen an déi op d'mannst a Richtung „méi Netto vun Brutto“ geet. Fir de Rescht gi leider vill Etüde versprach iwwert dat, wat méiglech ass, iwwert dat, wat kéint gemaach ginn. Mee reell Entlaaschtungen op Basis vun engem gerechte Steiersystem, dat siche mer an deem Programm, ouni et ze fannen.

Mir Piraten hate virum 8. Oktober kloer Linne gezunn an eng absolutt Prioritéit fir eis war an ass eng Steuerreform. An do kënnen mir Piraten mat deem Accord hei net zefridde sinn! Eng Propos fir eng Individualiséierung fir 2026 – eng Etüd – an eng Erliichterung fir d'Leit an der Klass 1a, dat geet net duer! Mir Piraten fuerdere weiderhin eng Steuerpolitik, déi net méi opgrond vu single, gepacst, gescheet oder verwittwet diskriminiert. Mir wëllen, dass d'Steierklass 1a esou séier wéi méiglech ofgeschaaft gétt.

A jo, Här President, elo kéint ee soen: „Wou sinn dann d'Géigefinanzierungsmaßnahmen?“ Ma och déi siche mer an deem Dokument verzweifelt. Vlächtt steet dofir esou vill vun „Etüden“ an „Analyséieren“ dran.

Haut de Moie gouf vum honorablen Kolleeg Marc Spautz hei opgezielt, wéi oft verschidde Wieder an der Ried gëschter virkomm waren. Mir hunn eis dann och de Spaass gemaach, eng Kéier ze zielen, wéi oft „analyse“, „étudier“ an esou weider am Programm virkënn. Ech mengen, Dir hat de Moie gesot, et wär 110-mol „Digitaliséierung“ oder „Soziales“ virkënn. Ech kann Iech soen: Et ass iwwer 160-mol, wou „Etüd“ oder „Analys“ am Programm steet.

Deementspriedend kann ech just soen: Mir siche wierklech heiansdo verzweifelt no méi Substanz am Accord a mir fanne se net. An ech ginn der Madamm Tanson Recht, datt et vlächtt ganz séier gaangen ass

an datt et dofir och heiansdo e bëssen un der Substanz gefeelt huet.

Och den neie Spätzesteiersaz, wéi d'CSV en am Walprogramm hat, jo, dee kënn net! Eng weider méiglech Source vu Revenue gétt hei ignoréiert a kategoresch ausgeblent: d'Finanztransaktionssteuer. Dës Regierung geet souguer an déi ëmgedréinte Richtung a wëll dem Staat seng Recetté weider kieren. Ech sot et gëschter: „Robin Hood, mee ëmgedréint.“

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier sot: „Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd dosteet.“ Mir Piraten wëllen dat och! An eis ass et wichtig, datt d'Staatsfinanzen op wierklech zolidd Basis stinn.

D'Taxe d'abonnement op de Fonge bréngt dem Staat ronn e Siwenteel vu senger Recetten an – iwwer 1,2 Milliarden Euro. Dofir dierf et Reduktiounen op der Tax, wéi d'Regierung se wëllen huet, fir eis nëmme fir richteg gréng Fonge ginn. Elo, wou d'Taxonomie Atomenergie a Gas nohalteg astuuff, muss kloer sinn, datt des Energien hei am Land net zu enger Reduktioun vun der Tax féieren dierfen.

Alles anescht wier Greenwashing a géif dat selwer proklaméiert Zil vun enger weltwäiter grénger Finanzplaz goen. Et freet ee sech wierklech, wou déi nei Regierung also hir Suen an Zukunft nach wëll hierhuelen. Dat ass keng zolidd Finanzpolitik, mee e gewotend Pokerspill – oder: ech kéint nach eng Kéier den Här Roth vu viru fënnef Joer zitieren.

Mir Piraten wëlle gesond Staatsfinanzen a keen ausgehängerte Staatsapparat, deen herno net méi kann déi Reformen ëmsetzen, déi sech imposéieren an déi mer och ënnerstëtzen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zu engem anere groussen Thema – warscheinlech dem zweete groussen Thema, wat de Walkampf dominéiert huet –: de Logement.

D'Wunnengspolitik vun dieser Regierung ass kuerz ze resüméieren. Et sinn duerchaus konkret Iddien dran, déi och zum Deel gudd sinn, zum Beispill – an Dir mierkt, ech probéieren ëmmer unzefänke mat deene positive Punkten, déi mer an deenen eenzelne Punkte fonnt hunn – den Ausbau vun der Steierexemptioun bei der Gestion locative sociale. Déi ass positiv ze bewäerten, well ee fair Loyere belount, amplaz ze bestrofen. Hei kéint ee sécherlech méi wäit goen, wéi just iwwert déi méi niddreg Besteuerung ze schwätzen. Hei kéint een och iwwer Steierabattamente schwätzen. Mee d'Iddi ass gudd.

D'Iddi, fir Firme méi bauen ze loossen, ass och positiv ze bewäerten, well aktuell besteet déi Méiglechkeet jo am Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement. Mee de Maximum vun der Hëllef ass bei lächerleche 6.200 Euro plafonéiert. Also, domadder baut och haut kee méi.

Wa mer wëllen, datt d'Firmen hei selwer méi aktiv ginn, fir hir Employéen ze logéieren, da muss dee Plaffong ugepasst ginn. Dat géif der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft déngen a gläichzäitig Steiergelder spueren, well privat Gelder kéinte genotzt ginn, esou wéi et zum Beispill fréier op de Schmelze gemaach gouf.

De grouse Kritikpunkt vun der ugekënnegter Wunnengspolitik ass awer, datt virum allem d'Demande um Marché mat kloer Moosname fir de Privatinvestisseur ugekuerbelt gétt. Well d'Demande ass do! Vill Locataire hei am Land a vill Lëtzebuerg/innen iwwert de Grenze wëllen eng Wunneng hei.

De Problem läit net bei der Demande – se läit beim Geld! D'Leit géifen haut hir Wunneng kafen a se iwwert déi nächst 30 Joer ofbezuelen, mee et gétt keen

hinne méi e Kredit. A wa se kee Kredit fir eng Privatwunneng kréien, dann hu se och de Problem, datt se keng Offer ausserhalb vum Privatmarché fannen.

E weidere Problem, deen dës Regierung net upeekt, ass also d'Offer vun de Wunnengen. Eppes, wat eis Piraten bei der ganzer Logementspolitick ëmmer erëm immens stéiert, ass déi Onkloerheet, mat deenen déi lescht Regierungen an och dës Regierung erëm untrieden. Et gétt vu Wunnengsbauoffensive geschwat, mee mir hu keen een Zil fonnt, wéi vill Wunnengen dann elo an deenen nächste Jore solle gebaut ginn a wem se wäerten zeguttkommen. Weéng steet dran, wéi d'Locataire, also dat schwächst Element an deem Ganzen, sollen entlaascht ginn – fir net ze soen „näischt“.

Wa mer vum Stateg a sengen Zuelen zum Wirtschaftswuesstem ausginn, déi no ënne korrigéiert goufen an déi haut schonn e puermol erwäant goufen, mee dem Wirtschaftswuesstum awer zugronn leien, da mussen zu Lëtzebuerg all Joer op d'mannst 8.000 weider Wunnunitéite gebaut ginn.

An eisen Héchstzäite ware mer bei knapp 4.000 Unitéiten d'Joer – d'Hallschent. Mir si vun deenen 8.000 Unitéiten haut esou wäit ewech wéi SpaceX vum Mars. Déi eenzeg Äntwert, déi kloer aus dem Koalitionsaccord ervirgeet, ass, datt et net zu enger Demokratiséierung vun de Besëtzerhältnissen um Wunnamarché wäert kommen. D'Investisseuren, d'Groussgrondbesëtzer, d'Multiproprietären a grouss privat Promoteure wäerte sech weiderhin eng gëllen Nues mam Misär vun anere Leit verdéngen.

Eppes ass deemno haut kloer: Déi Party vun engem grouss Promoteur huet sech gelount, well deem säin Invest ass haut schonn am Koalitionsaccord ofgesécher.

M. Marc Goergen (Piraten) | Richteg!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, d'Piraten stinn zu enger moderner Familljepolitick, déi um Prinzip vun der fräier Selbstbestëmmung vum perséinleche Liewe berout an der Villfalt vun de Liewensstiler gerecht gétt, an déi virun allem net um Portmonni vun de Famillje predeterminedéiert gétt.

Positiv kéint een elo ervirhiewen, datt bei der Adopcion homosexuell Koppelen endlech net méi benodelegt solle ginn an och datt gläichgeschlechtlech Eltere sollen automatesch unerkannt ginn. Eng Fuerderung, déi mer och am Walprogramm haten a mat zwou Hänn ënnerstëtzen.

E gudden Ufank ass et och, datt d'Elteren zum Beispill am Fall vun enger Fausse couche vun engem Congé spécial solle profitéiere kënnen. Dat ass e wichtegen Ufank, fir endlech dem Verloscht eng Unerkennung ze ginn, och wann et fir eis do nach net ophält.

De Slogan vun dëser Regierung – an ech zitieren en –: „Le bien-être des enfants au cœur de la politique familiale“ gétt dësem Usproch an eisen Aen awer nach net gerecht. Hei gétt eng Politick gemaach fir déi, déi sech d'Zäit mat der Famill leeschte kënnen. Wéi een Elterendeel, dee knapps 4.000 Euro verdéngt an hei am Land 2.000 Euro oder méi Loyer muss bezuelen, wäert et sech leeschte kënnen, fir seng Tâche ëm véier Stonnen erfzesetzen an 10 % vu sengem Salaire ze verléieren, mam Risiko, an Zukunft vläicht net méi kënnen op säi volle Loun ze kommen? Wéi een Elterendeel an där Situatioun ka sech dat leeschten, dee Risiko anzegoen?

D'Annonce vun der Verlängerung vum Congé parental op néng Méint ass u sech asouferr iwwerraschend, well d'Leit mam nämmeleche Montant, mat deem se virdu sechs Méint hu missen iwwert d'Ronne kommen, an Zukunft néng Méint mussen iwwert d'Ronne

kommen. Och dat dréit der ekonomescher Realitéit um Terrain net Rechnung.

Dat, wat d'Regierung hei proposéiert, ass Politick vum fräie Choix, fir wann s de der et leeschte kanns. Jo, fräie Choix, dat ass e bëssen d'Theema, wat een elo kéint weiderspannen. An do kënt dann och d'Educatioun an d'Spill. Well och an der Educatioun mécht d'Regierung – an ech mengen dat wierklech éierlech – e puer gutt Proposen.

Et wonnert mech, datt verschidde Proposen dovun net schonn an deene leschten zéng Joer ëmgesat goufen, esou gutt si se – zum Beispill, datt am Cycle 1 en Educateur als zweeten Intervenant soll agestellt ginn an datt d'Handwierk soll promovéiert ginn. Ech kann nëmmen all déi, déi d'Handwierk promovéiere wëllen, invitieren, nach déi nächst Deeg sech dann och d'Biennale vun De mains de maîtres ukucken ze goen a sech mol eng Kéier d'Breet vun deem, wat d'Handwierk zu Lëtzebuerg och kënschtlersch hierstellt, zu Gemitt ze féieren.

D'Fuerderung, datt een nieft dem Classique oder General och soll en DAP am Handwierk kënnen maachen, stoung a méi wéi engem Walprogramm an dat ass eppes, wat mer ganz kloer begreisse kënnen. Och datt an der Formation professionnelle eng méi grouss Offer op Franséisch an Englesch soll ugebuede ginn, ass an eisen Ae begreissenswäert. Ech kenne perséinlech Fäll, wou Leit herno hu missen eppes aneres léiere wéi dat, wat se wollten, well et soss sproochlech net gaange wär. Dat dierf net sinn, mir kënnen net nach Handwierker verléieren opgrond vu sproochleche Kompetenzen! Mir Piraten maachen eis dann och weiderhi staark fir e legale Kader fir d'fräit Deele vu kulturelle Gidder a Wëssen, fir dass esou vill Leit wéi méiglech dovun profitéiere kënnen.

Et stellen sech awer wéi bei der Familljepolitick eng ganz Rei Froen an dat ass haaptsächlech am Volet Enfance et jeunesse, wa mer iwwert d'Beispill vun der Reform vum System vum Chèque-service d'accueil schwätzen, wou am Programm steet, et sollt eng Harmonisatioun vun de Finanzen an Zesummenarbecht mam Syvicol, der FEDAS an der FELSEA gemaach ginn. Wat dat elo konkret heesche soll, weess ech net. Et steet och net méi am Koalitionsaccord. Wat ech awer weess, ass, datt vill Strukturen haut Supplemente froe mussen, well de Bäitrag vum CSA net indexéiert ass. Mir wëlle jo awer gutt bezuelen – an de préférence nom Kollektivvertrag vum Secteur bezuelen – Ekippen an de Crèches a Maisons-relais. Deementspriedend sollte mer dann och beim CSA derfir suergen, datt déi automatesch Augmentatiounen, déi do ufalen, kompenséiert ginn.

Mir stellen eis dann och d'Fro, wéi et soll méiglech sinn, datt bis 2030 all Kand soll eng Plaz an enger Betreiuungsstruktur hunn. Och dovunner si mer nach wäit, wäit ewech. An dann d'Hausaufgabenhëllef: D'Hausaufgabenhëllef soll, ech zitieren, „optimiséiert“ ginn. Och hei keng konkret Ausso, wat dann elo optimiséiert gétt. Mee ech hu mer dunn nach eng Kéier d'Riede vun der CSV zu deem Thema aus deene leschte Joren ugekuckt an do, muss ech awer soen, war d'Kritik un der Hausaufgabenhëllef esou heftig, datt ech mer net virstelle kann, wat dann elo optimiséiert soll ginn, well d'CSV huet u sech ëmmer erëm kloer gesot, datt et haut essentiellement reng Études surveillées wäeren. Mir hätten eis méi erwaart, wéi nëmmen de Wëllen ze optimiséieren. Mir hätten eis Verbesserungen erwaart. Mir hätten eis vläicht konkret Ännerungen erwaart.

E Widderspoch ass dann och, datt all d'Sektiounen a Formatiounen iwwerall am Land sollen ugebuede ginn, fir dann am nächsten Abschnitt awer direkt ze soen, datt se e Konzept ausschaffe wëllen,

fir d'Sektiounen ofzeschaffen an de Schüler méi ee grouss Choix tëscht de verschiddene Sektiounen ze bidden. Wat dann elo, dat eent oder dat anert? Oder ass et éieren – mee da sidd couragéis genuch, et ze soen! – e moduläre System, wéi et iwwregens sénnvoll wär, wéi mer et am Walprogramm stoen haten, wat ech begreisse géif, datt mer de Leit méi Choix loosse, och am jonken Alter? Mee dann nennt et och dat, wat et ass, mee sot net op där enger Sait A an da B a maacht herno C – dat ass awer e bësse jiddwereen un der Nues ronderëmgefuert!

Ausser enger administrativer Vereinfachung ass dann och näischt am Accord ze fannen, wéi déi nei Regierung gedenkt, de Beruff vum Enseignant méi attraktiv ze maachen an esou nees méi jonk Leit fir de Beruff ze begeeschten. An och d'Chargés de cours gi weiderhin am Ree stoe gelooss, jo, reegelrecht vum Educatiounsministère ausbeut. Heimat beweist déi nei Regierung, datt et hir um néidege Courage feelt, fir wierklech géint d'Penurie bei den Enseignanté virzegeen!

Wa mer vu Penurie vu qualifiziertem Personal schwätzen, dann ass et relativ kloer, wat dat nächst Kapitel ass, wat ech uginn, nämlech d'Santé. Datt an Zukunft méi Wäert op Preventioun soll geluecht ginn, jo, dat ass gutt. Hei gétt et dann direkt e puer Pläng, déi genannt ginn. Wéi déi dann awer konkret ëmgesat solle ginn, jo, dat steet dann erëm eng Kéier net do.

Ech zitieren erëm sou en ominöse Saz aus deem Accord: „Les cabinets médicaux ne pourront être exploités que par des médecins et d'autres professionnels de la santé agréés au Luxembourg.“ Op den éischte Bléck kléngt dat super. Datt mer fir eng licht Öffnung sinn, wat verschidde medezinesch Geräter an de Cabineten vun Dokteren ugeet, ass bekannt. Mir haten hei länger Diskussiounen an der leschter Legislatur. Bei dëser spezifescher Ausso gi bei mir awer d'Alarmklacken un. Déi Ausso ass nämlech kee klore Nee fir eng méiglech Finanziaierung duerch Privatinvestisseuren. Datt esou Geräter reng vu medezineschem Personal dierfen exploitéiert ginn, dat steet haut schonn am Gesetz. Dat muss mer net nach eng Kéier an den Accord schreiwen. Wat fir eis Piraten awer kloer misst verhënnert ginn, ass, datt privat Investisseure finanziell dierfe bedeelegt ginn. Well mir hu gesinn, wéi dat zum Beispill bei den Zänndokteschpraxen zu Abusen – haaptsächlech bei de Radioen – gefouert huet.

An och d'Hospitalisation à domicile kléngt am Prinzip mol no enger gudder Iddi. D'Fro, déi ech mer awer stellen – an ech hunn et virdu beim Enseignement gesot –, ass, wouhier dat Personal soll kommen. Mir hunn elo schonns eng Penurie an de Spideeler. Oder wéi een Acteur gesitt Der, deen dann d'Hospitalisation à domicile soll maachen? Well och déi privat Trägeren – ech wëll elo keng Nimm nennen – sinn net drop preparéiert an hunn och haut scho mat Personalproblemer ze kämpfen.

An da kënt dat ominéist Wuert: Jo, mat Digitalisatioun gétt alles besser! An da gétt den DSP genannt, den Dossier de soins partagé. Datt deen dann ëmmer erëm genannt gétt an datt deen als Succès duergestallt gétt, datt ass, mengen ech, net zu Enn geduecht, well kuckt ee sech d'Statistik zur Nutzung dovunner un, wäert dat Konzept dann hei schonn net funktionéieren. Gläichzäitig soll den DSP, dee bis elo en Echech war, awer komplett reforméiert ginn. A jo, nee, déi Reform, dat ass essentiellement, datt ee sech dann an Zukunft mat MyGuichet ka beim DSP umellen. Ob et elo duerch déi méi einfach Umeldung soll méi genotzt ginn? Ech woen et ze bezweifelen. Ech hunn awer grouss Hoffnungen, datt déi nei Ekip un der Spëtzt vun der Agence eSanté mol eng Kéier e

Kassensturz an där Agence mécht a kuckt, wou mer wierklech sinn a wéi et weider ka weidergoen.

A wou – déi Fro hunn ech mer beim Liese vum Accord gestallt – ass dann eigentlech dat kloert Bekenntnis, fir endlech déi medezinnesch Versuergung am ländleche Raum auszubauen, grad am Hospitalier? Et sollen zwou Maisons médicales bäikommen. Mee dat aleng geet net duer! Grad am Norden an am Oste muss hei vill méi gemaach ginn, mee dofir schéngt et u Wëllen ze feelen. Fir de Rescht ginn awer keng wierklech kloer Propose gemaach, wéi een erëm – an da si mer erëm wéi bei der Educatioun – méi Leit fir d'Gesondheetberuffer wëlle begeeschten, fir sou géint d'Penurie, déi mer hunn, virzegoen. Ech si gespaant, wat de Bilan a fënnef Joer wäert sinn. Ech hoffen op alle Fall, dass déi Froen, déi ech opwerfen, a fënnef Joer eng positiv Äntwert kréien. Wéi de Gilles Roth dat beim leschte Koalitionsaccord sot: „Et géllt de Prinzip Hoffnung.“

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg bleift e proeuropäesch Land. Dat ass hei an Europa net méi selbsterständlech an dofir wëlle mer dat och hei explizitt nach eng kéier ervirhiewen. An ech soen dem Premier Merci, dass en dat gëschter nach eng kéier explizitt a senger Ried erwäänt huet. Perséinlech hätt ech mer nieft deene léiwe Wieder fir China och gewünscht, dass nach ganz kloer d'Bekenntnis dozou komm wär, dass mer der Ukrain weiderhin zur Säit stinn, sou laang, wéi et néideg ass, an och sou staark, wéi et néideg ass, fir dass d'Ukrain erëm an hire Grenze ka weiderbestoen.

Mee zrëck zu der Aussepolitick a Migratioun: Dass mer och an Zukunft e Land sinn, wat sech fir de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus an eng feministesch Aussepolitick asetzt, dass ass gutt a wichteg. Dass eis Kooperatiounshëllef mat engem Prozent vum RNB net reduzéiert gëtt, ass gutt. Mir Piraten haten heibannen derfir plädéiert, dass mir e méi stabilen Budget mat dräi Joer Referenzzeit amplaz vum engem Joer géife maachen. Mee besser wéi aner Parteien hei am Sall, déi de Prozentsaz carrement wollten erfsetzen, kann ech dat Engagement vum der Regierung hei nëmme begréissen.

Mir Piraten wëllen awer keng Kooperatiounspolitick, déi reng no eise wirtschaftlechen Interessen ausgeluecht ass, sou wéi dat hei am Accord ukléngt. Et ass heiansdo wichteg, dass mer och Saache maachen, déi am Interêt vläicht vill méi long terme si wéi just elo kuerz de Shareholdervalue vu verschiddene Firmen oder Banken ze erhéien.

An da si mer bei de Visiounen. D'Visioun vum der Grande Région, déi elo de Ministère wiesselt – bon, et passt elo iergendwéi awer besser bei de Ministère, deen alles mat Aussepolitick ze dinn huet –, ass awer leider extrem kuerz gegruff. Et ass keng wierklech Visioun, nëmme eng Volontéit, vläicht eng an der Zukunft ze hunn. Also, mir kéinten eis virstellen, vläicht eng kéier eis Gedanken doriwwer ze maachen. Et ass immens vill Konjunktiv dran! Ech hätt mer do e bësse méi gewünscht, virun allem wann ee weess, dass d'Dezentraliséierung muss iwwert d'Grenze geduecht ginn. D'Groussregioun wäert wuel leider d'Stéifkand vum der Aussepolitick bleiwen, amplaz Deel vum eiser Landesentwécklung a Landesplanung ze ginn.

An dann zu engem weidere Volet, woubäi eis Linnen iwwerschratt ginn: der Migratioun. Mir Piraten stinn hei fir d'Rechter vum der Leit, déi heihi flüchte mussen. Mir setzen eis a géint illegal Pushbacks a Gewalt géint des Persounen. An dofir kënnen mer keen Accord guttheeschen, an deem ee seet: „Mir stärke Frontex.“ Éiert ee Frontex stärke kann, muss Frontex als Éischt emol all déi Skandalen, déi énnert dem leschte

Generaldirekter stattfonnt hunn, opklären. Et kann een net eng Agence ënnerstëtzen a stärke, déi et mat Rechtsstaatlechkeet déi lescht Joren net esou hat!

Mir kënnen och keen Accord guttheeschen, deen d'Dier opmécht fir Ënnersichungen vum der Intimsphär vu Kanner, fir esou erauszefannen, ob se dann elo mannerjäreg sinn oder net. Et gétt manner invasiv, manner grav Prozeduren. Mir stinn hei kloer hannert der Fuerderung vum Mënscherechtsrot, dass ze verbidden!

An et geet esou weider am Accord: BPIen, déi mussen vum hirem REVIS ofginn, mat deem se schonns knapps hir Haaptbesoine kënnen bezuelen, d'Maison de retour, wou mer fäerten, dass dat just e schéint Wuert fir weider Centres de rétention ass, et j'en passe.

Dat eenzegt Positiiv an deem Volet ass, dass d'Demandeure solle gläichméisseg an alle Gemenge verdeelt ginn. A vu dass d'CSV an d'DP eng Majoritéit vum deene Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter stellen, erwaarde mer eis dann hei och séier Resultater. Och wann déi nammlechte Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter déi lescht Joren dach alles anescht gemaach hunn, wéi solidaresch ze sinn. Mee alles an allem kann ee soen, dass d'Migratiounspolitick weist, wéi eng kal Sozialpolitick wäert op eis duerkommen, wou mer deenen, déi Hëllef brauchen, keng Hand rechen, mee en nach dräi Su aus der Täsche zéien!

De Premier sot gëschter hei: „De Gruef tëscht Aarm a Räich dierf net méi grouss ginn.“ Hei muss ee kloer soen: Mir Piraten wollte méi! Well mat de Mesüeren, déi hei proposéiert ginn, gëtt de Gruef tëscht Aarm a Räich net méi kleng – an dat misst u sech d'Zil sinn. Net, dass en net méi grouss gëtt, mee d'Zil vum enger ambitiöser Sozialpolitick misst u sech sinn, dass de Gruef méi kleng gëtt.

Allocations complémentaires fir eeler Leit oder Guichet social an Egalitéit tëscht den Offere vum den Offices sociaux si gutt Mesüeren. Déi lescht zwou hate mer och gefuerdert. Mee mir hunn nach vill méi gefrot: Manner administrativ Demarchen an den Office-socialen a méi Zäit fir d'Sozialaarbecht – net dran. Eng Opwärtung vum Beruff vum Assistant social duerch d'Schafe vum engem Masterstudiegang – net dran. En automatischt Ausbezuere vum Aidé wéi der Allocation de vie chère an eng Indexéierung dovunner – net dran. Eng Opstockung vum den Disponibilitéite vum Guichet vum FNS – net dran. Ech loossen Iech roden: Bei der Karenzzeit am Fall vum neie Liewensgemeinschaften, fir ze verhënnern, dass Leit mat REVIS néirewou ënnerkommen oder déi Leit bestrooft ginn, déi en hëllef wëllen – och net dran. Jo, dass geet eis Piraten net duer. Hei wëlle mir Piraten méi an hei wäerte mir och an deenen nächste fënnef Joer op méi pochen.

Dofir annoncéiert de Premier dann awer eppes, wat et zanter 2021 well gëtt: d'Upassung vum Kannergeld un d'Inflatioun. Dass gëtt et schon! Zanter Oktober 2021 gëtt et nammlech automatesch indexéiert. Mee dass ass wuel sou wéi den neien Aarbechtsminister, deen de Mindestloun direkt mol indexéiere wollt, obwuel en dat well laang ass.

An dann hunn ech och d'Bréck geschloen zur Aarbechtspolitick. Mir Piraten begréissen, dass aktiv soll dru geschafft ginn, den Teletravail auszewäite fir déi Leit, déi iwwert d'Grenz wunnen. Mir wëllen hei der Regierung eis staark Ënnerstëtzung ausdrécken, well et ass am Interêt vum der schaffende Leit, dass mer do konkret eppes leeschten. Mee méi Konkreetes gëtt et am Aarbechtsprogramm net. Mee d'Gefill, dass een huet, wann een dëst Kapitel liest, ass dann awer e komescht, iergendwéi sou e Flou am Mo.

Beispill Index: Mir hunn eis kloer fir den Index ausgeschwat. Mir sinn der Meinung, dass en ëmmer soll

ausbezuelt ginn, wann en declenchéiert gëtt. An an dem Accord steet och, dass e soll ausbezuelt ginn – fir dann awer direkt am Saz duerno rëm ze soen: „Ausser wa méi wéi een Index am Joer fällt. Jo, da maache mer eng Tripartitt an da kucke mer mol, wat geschitt.“ Dass ass kee Bekenntnis zum Index, wéi et hei gëschter geklongen huet. Dass ass e Bekenntnis zum Index am Konjunktiv!

An och dass ass fir eis definitiv net d'Léisung, wéi mer hei sollte mam Index ëmgoen. Well eng Tripartitt ass oft eng Komproméssich en vue vum engem Problem an e Komproméss bei der Ausbezuierung vum Index dierf et fir eis net ginn, ausser d'Regierung huet de Plang an d'Suen, fir et esou ze maache wéi déi lescht Regierung an dann dat Ganzt ze kompenséieren. Da muss een awer soen, dass ech schonn deemools hei op der Tribün gesot hunn, dass dat e geféierleche Präzedenzfall wär an dass dat géif derzou féieren, dass eppes, wat u sech misst um Aarbechtsmaart geléist ginn, an Zukunft vum der öffentlecher Hand finanzéiert gëtt. Ech fannen dat geféierlech. Mir bekennen eis op alle Fall kloer zum Indexsystem.

Och d'Iddi vum engem Chèque d'emploi ass vag, mee schéngt eis geféierlech. Ass dass éieren en öffentlechen Interimsystem oder huet sech do iergendee bei deene schlechtesten Iddie vum der Schröder-Regierung mat hiren Hartz-Reformen inspiréiert? Mir Piraten schwätzen eis kloer géint sougenannten Null-Stonne-Kontrakter aus, mee esou Chèques d'emploi kéinten och derfir suergen, dass d'Leit an d'Prekaritéit rutschen, well se laut Accord nëmme an deene Stonnen, wou se geschafft hunn, och sozial verséichert sinn. Hei wäerte mer also ganz genau d'Aen drophalen.

Här President, well eis Riedezeit dann awer e bësse knapp ass, fir de ganzen Tour vum Koalitionsaccord ze maachen – et sinn awer 200 Säiten –, wëll ech op déi nächst Kapitel e bësse méi kuerz agoen. Ech betounen awer explizitt, dass se net manner wichteg si wéi déi Theemen, déi bis elo genannt goufen!

A puncto Wirtschaft muss ee soen, si mer bei engem Kapitel, wou am meeschte philosophéiert gouf, mee am mannste Konkreetes drasteet. Et sinn och hei eenzel gutt Punkten, ech nennen se: Actionariat salarié, dee mer schonn 2020 hei an enger Motioun gefuerdert haten – an d'CSV an d'DP hunn dass deemols net matgedroen. Bon, déi gréng an d'LSAP och net. Elo steet et am Accord. Mir sinn awer frou, dass et soll kommen.

Fir eis Piraten steet bei der Wirtschaft awer dann och d'Nohaltegkeet am Vierdergrond. Net nëmme, well mer de Klimawandel bekämpfe mussen an eist Land liewenswäert hale wëllen, mee och, well mer eise Räichtum an eise Sozialsysteem als Land erhale wëllen. Dovu liest een dann an dem Accord awer häerzlech wéineg. Et gëtt kee Plang presentéiert, wéi eng Firma mer dann elo konkret wëllen. An d'Ënnerstëtzung bei de klengen a mëttelstännesche Betriber ass zwar liewenswäert, mee et feelt awer e Konzept, wéi een dat Ganzt zesummebréngt wëll. Aktuell schéngt et, wéi wa mer ganz vill Betriber a verschiddenen Domäne wëllen unzéien, anersäits déi lokal Betriber an deene Beräicher awer och ënnerstëtze wëllen. Also och do erëm A a B gläichzäiteg, ouni wierklech e Choix wëllen ze maachen. Dass ass keng Politick!

Do ass dann d'Fro: Gëtt de Kuch méi grouss oder ginn d'Stécker méi kleng? Ech hunn ëmmer méi d'Gefill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi wa mer dat Geld, wat mer dem Här Rifkin ginn hu fir seng Analys a seng Proposen, gradesou gutt hätte kënnen notzen, fir de Kamäin ze hëzen. Well mir stellen elo erëm déi nammlechte Analysen, Evaluatiounen an eventuell Upassungen an de Vierdergrond, amplaz endlech un engem grouse Ganzen ze schaffen – jo, ze maachen!

Här President, bei de Persoune mat spezifesch Besoin wëll ech awer nach op zwee Punkten agoen. Éischtens, et solle méi Logement fir se gebaut ginn. Gutt. Leider gétt hei awer net dovun geschwat, wou esou Wunnenge sollen entstoen a wéi se sollen entstoen. Hei misst déi nei Regierung méi Courage weisen a méi decidéiert Mesure proposéieren.

Da geet et och fir eis net duer, duerch Sensibilisationekampagnen ze sensibiliséieren oder ze probéieren, méi Leit mat spezifesch Besoinen op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Och hei wäerte mer also fir méi Inklusiounspolitick kämpfen an et wär mol scho gutt, wann de Staat géif ënnert enger nei Regierung bei sech selwer ufänken an déi Travailleurs handicapés astellen, déi e laut Gesetz misst astellen.

Mir Piraten sinn dann och frou, datt aus der „Égalité entre les femmes et les hommes“ elo d'„Égalité des genres“ gétt; eng Motioun, déi de Marc Goergen 2019 – et war eng vun deenen éischten, déi mer hei deposéiert haten – deposéiert hat. Se gétt elo ugeholl – iwwert d'Bande muss ee bal soen –, och wann d'DP deemools dergéint gestëmmt hat. Sou ännere sech d'Zäiten!

Da kommen ech nach bei eng aner rout Linn vun de Piraten an dat ass am Volet Justiz a Police, nämlech d'Responsabiliséierung vu Jonker ab 13 Joer. D'UN freet an der Kannerrechtskonventioun 14 Joer – an dat ass scho jonk. Elo froen ech mech, firwat d'Regierung dann hei méi haart wéi haart wëll sinn an 13 Joer freet. Fir eis Piraten dréit dat de Kannerrechter keng Rechnung a verurteilt déi Kanner éischter zu engem Liewen op der falscher Bunn, wéi datt et hinnen hëllef, hir Plaz an eiser Mëtt ze fannen.

An och d'Comparution immédiate ass engem Rechtsstaat net wierdeg. Mir wëlle keng Lynchjustiz!

Eng rout Linn ass fir eis dann och kloer d'Gemeengepolice, wou mer vun Ufank u soten, datt mer dat net kënne matdroen, well et en Non-sens ass. Mir wëlle keng Politiker, déi sech an d'Justiz an an d'Police amëschten. Mir hu keng Policebeamten ze vill, fir se op anere Plazen ewechzehuelen, fir se an déi lokal Brigaden, déi elo geplangt sinn, anzubauen.

An och de massiven Ausbau vu Videoiwwerwaachung ass eppes, wat mir Piraten aus Iwwerzeegung net matdroe kënnen.

Bei dësem Volet sinn also fir eis Piraten vill rout Linnen iwwerschratt a mir wäerten eis derfir asetzen, datt esou mann wéi méiglech vun deene Proposen ëmgesat ginn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu engem leschte Punkt, engem vun deene wichtegste Punkten, wa mer vun der Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen: der Ëmweltpolitick. Bei der Ëmweltpolitick gesi mir Piraten, datt d'Dossieren, déi Blo-Rout-Gréng an deene leschte Joren ugefaangen huet, sollen zu Enn gefouert ginn. Et gétt och näischt réckgängeg gemaach. Et sinn also e puer gutt Usätz derbäi, zum Beispill, datt d'Wichtigkeet vun der Virfinanzéierung vun erneierbare Projeten erkannt ginn ass.

Bon, et muss een och soen: Och dat ass elo keng wierklech Neierung. De fréiere Premier Xavier Bettel huet dat schon am État de la nation hei ugekënnegt, fir da kuerz drop a sengem Budget awer näischt dovunner méi ze wëssen, fir et dann elo erëm an den Accord de coalition schreiwen ze looszen. Ech sinn da mol gespaant, ob am nächste Budget dann endlech Zuelen derfir virleien, well am Ament klängt dat sou, wéi wa mer de Leit ëmmer erëm d'Karott virun d'Nues halen, soen: „Dir kritt dat, Dir kritt dat, Dir

kritt dat“, a schlussendlech hu mer et versprach, nach eng Kéier versprach an nach eng Kéier versprach, mee gemaach gouf näischt. Och hei géllt: Weise géllt!

Och eis Fuerderung, Lëtzebuerg zu engem Virreider bei Technologjé wéi Carbon Capture ze maachen, fënnt an dësem Accord Plaz. Dat fanne mer gutt, mee och hei géllt, datt mer et maache mussen. Hei kéint d'Regierung jo dann och eis Proposition de loi nach eng Kéier méi detailléiert kucken, och wann déi lescht Regierung déi negativ bescheet huet. Wie weess? Et kënne jo nei Ae vläicht eng aner Meenung doriwwer hunn.

An och bei der Fotovoltaik op Autobunne krute mer viru Jore vun der Regierung erkläert, dat wier vill ze deier, dat géif kee Sënn maachen. Elo fënnt dann en Deel vun där fréierer Regierung dat awer gutt genuch, fir et an den Accord de coalition ze schreiwen. Dat heescht, dat fannen ech da positiv.

Wou ech dann awer d'Schudderer um Réck spieren, Héngerhaut kréien a mer Suerge maachen, ass, wann ech ..., an Zitat aus dem Koalitionsaccord: „Le Gouvernement procédera à une analyse approfondie des effets possibles du changement climatique sur notre société dans tous les domaines.“ Ma iwwert dee Punkt misste mer dach säit Joerzénge eraus sinn! Mir si beim sechsten IPCC-Rapport, mir si bei der 27. Weltklimakonferenz, mir hunn d'Donnéeën ..., mir gi lo op déi 28., déi 27. ass hannert eis. De sechste Rapport ass och publizéiert, fir korrekt ze sinn. D'Wëssenschaftler probéieren, eis zënter Joerzénge iwwert d'Konsequenzen opzeklären.

Mir brauche keng weider Analysen, mir brauchen Aktiounen! A mat Aktiounen menge mer keng Perimeterweiderung op Käscht vun der Ëmwelt. Mir hunn nach Hektare vu Bauland am Perimeter, déi kënne genotzt ginn. Mir sollten eist Land net weider zoubetonéieren. Och dat ass also eppes, wat mer net kënnen ënnerstëtzen.

(Interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Generell wëll ech op dëser Plaz soen, datt een an dësem Accord e puer gutt Iddie gesäit. E mofe Fuedem wéi beim leschten Accord gesi mer awer net. Et gétt vill iwwert d'Leit geschwat, mee Proposen, se matschwätzen ze looszen, gétt et keng. Eis feele vill Aktiounen an Detailer am Accord, virun allem am soziale Beräich. Mir gesinn Iddien, déi kloer géint eis Positiounen ginn an et feelen och ze vill konkret Aussoen. Op deenen 200 Säite war keng Plaz fir ze soen, wéi d'Entlaaschtung vun der Steierklass 1a soll ausgesinn, mee et war Plaz, fir iwwert de Space Traffic Management ze schwätzen an en Ausbau vum bëllege Flaggemodell (veuillez lire: Bëllegflaggemodell). Dat hei ass net d'Politick, déi d'Land an d'Bierger weiderbréngt, mee eng, déi d'Land wäert vulnerabel fir Krisen an der Zukunft looszen an den Happy Few méi bréngt wéi all deenen aneren. Mir kënnen do kee Vertrauensvirschoos ginn, mir hoffen awer op dat Beschit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, de Premierminister Luc Frieden huet gëscht bei senger Regierungserklärung relativ am Ufank gesot, datt mer kéinten houfreg sinn op eis Lëtzebuenger Demokratie, datt se erëm gutt funktionéiert hätt – bei de Walen an no de Walen. Ech si mat där Ausso net ganz averstanen. Den 8. Oktober hunn 231.344

Walberechteter e gültege Walziedel ofginn – bei ronn 660.000 Mënschen, déi an eisem Land liewen. Dat ass knapps méi wéi en Drëttel.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Vun deene gültege Walziedele si 47,91 % vun de Stëmme op déi zwou Regierungsparteien CSV an DP erfall, also manner wéi d'Hallschent vun de gültege Stëmme. An anere Wieder: Nëmme e Sechstel vun der Bevëlkerung huet säi Vertrauen a seng Ënnerstëtzung deenen zwou Regierungsparteien ausgedréckt.

Wann eng Regierung zu Lëtzebuerg ka forméiert gi mat esou wéineg populärem Support, dann hu mer, mengen ech, en Demokratiedefizit! Da brauche mer méi wéi jee eng eeschthaf Diskussioun doriwwer, wéi méiglechst vill Bierger an eisem Land kënne matdecidéieren, wéi den éischte Pouvoir, also d'Chamber, zesummegeat ass, aus där sech dann eng nei Regierung erausbilt. Als Lénk bleiwe mer der Meenung, datt dëst eng vun deenen zentralen Erausforderungen vun eiser Demokratie ass.

A wann dëst awer net geschitt – an dovun hunn ech leider gëscht näischt héieren –, da riskéiere mer, datt d'Parlament ëmmer méi u Kredibilitéit a Legitimitéit bei de Leit verléiert, déi an eisem Land liewen, wunnen a schaffen.

Mee souguer onofhängeg vun der Fro vum Awunnerwahlrecht muss mer feststellen, datt zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich nach keng Regierungskoalitioun esou wéineg Stëmme krut wéi dës: 47,9 %.

Jo, et stëmmt: Och déi viiregt Koalitioun aus Blo, Rout a Gréng hat manner wéi 50 %, nämlech 49,6 %. Mee dës prekär Situatioun huet sech zumindest och an der Sëtzverdeelung vun der Chamber erëmgespigelt, nämlech mat der denkbar knappster Majoritéit vun 31 zu 29.

An elo? Elo hu mer zwou Regierungsparteien, déi nach eng Kéier 1,7 % manner Stëmme krute wéi Gambia an déi awer iwwer confortabel 35 Sëtz verfügen. Also: 1,7 % manner Stëmme bedeit 4 Sëtz méi? Mat manner Stëmme net méi 31 zu 29, mee elo 35 zu 25?

Här President, something's rotten in the state of Luxembourg!

(Interruption)

Wann déi onpopulärste Regierungskoalitioun aus deene leschten 80 Joer iwwer imposant 35 Sëtz verfüügt, dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer eng ausgewise Kris vun der representativer Demokratie; da spigelt d'Zesummesetzung vun der Chamber net nëmme d'Bevëlkerung net méi erëm, mee se verzerrt esouguer déi politesch Kräfteverhältnissen vun deenen, déi den 8. Oktober viele gaange sinn; da brauche mer ganz dréngend eng fundamental Revisioun vum Walgesetz, ganz einfach well d'Kompositioun vun der Chamber d'Walresultat net erëmgëtt a representéiert. An dat ass dat Schlémmst, wat an enger representativer parlamentarescher Demokratie geschéie kann!

Ech hu bis elo nach net vill dovunner héieren, mee ech mengen, datt mir als Chamber eis där Fro seriöus stelle mussen. Bon, elo frot Der mech vläicht: Wat ass da vun där Majoritéit ze erwaarden, déi dann elo vun deem System jo sou profitéiert?

(Interruption)

Eh ben, ech hätt mer zumindest erwaart, datt een net selbstzefridden dohinnergeet a behaupt, eis Demokratie géif gutt funktionéieren!

Mee ech mengen awer, datt sech dës Regierung och muss an Uecht huelen, well Demokratie leeft net nëmme an den Institutiounen, mee och an de Betriber,

an de Schoulen an op der Strooss. An eng onpopulär Regierung géif gutt drun doen, sech däers bewusst ze sinn!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, en änlech bedenklecht Demokratieverständnis hunn CSV an DP nom 8. Oktober un den Dag geluecht. D'Koalitionsgesprächer goufe gefouert hannert deenen extrem zouenen Diere vum Sennenger Schlass. D'Press an d'Effentlechkeet hu misse biedelen, iergendeppes gewuer ze ginn, a si meeschtens mat Belanglosegkeeten – wéi super schnuckeleg d'Stëmmung dach wier – ofgespeist ginn. Et hat ee relativ séier den Androck, datt d'Politick vun der Chape de plomb nees Anzuch gehalen hätt. Vun Transparenz war net vill ze gesinn.

Mee a Rekordtempo stoung dunn eng nei Regierung. Ministeren an hir Ressorte si bekannt ginn, mee keng Spuer vun engem Koalitionsaccord, keng Spuer vun Inhalter. Dat sollt, wier et dem Premier no gaang, der Chamber eréischt gëschter Mëtteg presentéiert ginn.

Dee Freudsche Lapsus vum Xavier Bettel op enger Pressekonferenz, dee sot, et wéilt een der Chamber den Accord virenthalen, iert en dunn natierlech de Lapsus gemierkt huet a korrigéiert huet, war finalement guer net esou wäit vun der Wourecht ewech.

(Interruption par M. Xavier Bettel et hilarité)

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Dir mesinpretéiert meng Wierder.

M. Sven Clement (Piraten) | En hält Iech beim Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, huet déi viereg Regierung sech scho schwiérgedoen, der Effentlechkeet wichteg Informatiounen zoukommen ze loossen, sou huet ee bei dëser Constellatioun den Androck, et wier een em Joerzëngten zréckgehäit!

Wat d'Ressortopdeelung ugeet, sou kann ech mech just wonneren, datt eenzel Ministere fir Ressorte responsabel sinn, déi praktesch keen organesche Lien zueneen hunn. Ee Minister ass fir Educatioun a Logement zoustänneg, en anere fir Ëmwelt a Fonction publique, eng drëtt Ministesch fir Verdeelegung a Chancëgläichheet. An et gëtt een d'Gefill net lass, datt hei Saache beieneegepraft gi sinn, déi net zueneegehéieren. Eng Politick aus engem Goss gesäit anescht aus!

Dat selwecht géllt fir d'Struktur vum Koalitionsaccord. Et fänkt u mat Digitaliséierung, da kënn d'Fonction publique, dann d'Aussepolitick an esou weider an esou virun. De Koalitionsvertrag wierkt wéi e willkürlech zesummegewürfelte Koup vun zum Deel widderspréchechen Iddien. Mee et feelt virun allem all Form vu Virstellung, wou d'Land a fënnf Joer stoe soll. A vun esou enger Visioun huet een et gëschter am Premier senger Ried näischt héieren.

Mee, dat muss ee soen, et gëtt awer e Fuedem an deem Accord. Kee rouden, em Gottes wëllen! Et ass kee roude Fuedem. Et ass en däischterschwaarzen, dee sech duerch alleguer d'Kapitelen zitt an deen doranner besteet, datt déi, déi bis elo vum System extremst profitéiert hunn, nach méi solle profitéieren. Déi Räich sollen nach méi räich ginn an déi Aarm, jo, bon, déi solle kucken, datt se eens ginn. Dat ass de Resümee vum Regierungsprogramm vun CSV an DP.

Ugefaange bei der Steierpolitick: Déi ugekënnegt Steiermesüre sinn zwar ganz vag beschriwwen, mee den Text gëtt awer ganz kloer eng Richtung vir: D'Steierlaascht soll nach méi op de Schëllere vun de schaffende Leit gedroe ginn; dat, well d'Uewerschicht an d'Kapitalbesëtzer massiv Kaddoe versprach kréien, während fir déi schaffend Leit just en Trouschtpräis virgesinn ass.

Fir d'éischt ze de Kaddoe fir d'Uewerschicht: Wie sech eng Zousazpensioun leeschte kann, soll steierlech entlaascht ginn. Wien a Startuppen investéiert, soll steierlech entlaascht ginn. Wie genuch Kapital huet, fir a Mietwunnengen ze investéieren, oder wie Wunnengen oder Terrainen ze verkafen huet, soll steierlech entlaascht ginn. D'Transmissioun vum Patrimoine soll steierlech entlaascht ginn. D'Manager vun der Finanzplaz – haut nennt een déi „Talenter“ – solle steierlech entlaascht ginn. D'Firmebesëtzer solle steierlech entlaascht ginn duerch eng Baisse vun der Betriebsbesteuerung. Bei de Kapitalsteiere soll d'Taxe d'abonnement erofgoen an eng international Besteuerung vun de Finanztransaktiounen soll verhënnert ginn, während d'Besteuerung vum Kapitalverkéier duerch weider Steierkonventiounen soll gedréckt ginn. Ma dat ass net schlecht!

A wat ass dann den Trouschtpräis fir déi schaffend Leit? Ma eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an Héicht vun annerhallwer Indexbranche ab dem 1. Januar, dat zousätzlech ze deenen zwou an eng hallef Tranchen, déi scho vum Parlament votéiert goufen. Dës Mesür kascht ronn 180 Milliounen Euro an ass an der Essenz eng Tournée générale. Dat heescht, jiddweree kritt eppes, woubäi déi héich Revenuen natierlech méi kréie wéi déi kleng. An déi kleng Leit mussen déi 180 Milliounen u Steiererliichterungen also och nach mat deene Räichen deelen.

(Interruption)

Eenzege Liichtbléck aus sozialer Perspektiv ass de Saz am Accord, datt parallel dozou déi kleng a mëttel Revenue sollen entlaascht ginn, an och datt en Abatement fir Berufsfänger soll kommen. Mee wat heescht dat genau an Zuelen? Ass et verbindlech? Ass et eng richtig Entlaaschtung oder ass et nees erëm en Trouschtpräis? Sécher ass just, datt domadder keng strukturell Reform gemengt ass.

De Fazit ass eendeiteg: Déi strukturell Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem ginn net ugepaakt. Se ginn am Géigendeel weider ausgebaut an zementéiert.

An déi Fro, déi säit Deeg duerch d'Editoe vun den Zeitungen an duerch d'Stammdëscher vun der Natioun geeschtert, ass: Wie soll dat bezuelen? Well mer därefer jo net vergiessen, datt den Zentralstaat aktuell schonn en zolitten Defizit opweist an datt duerch steigend Defense- a Klimabudgeten d'Depensé virausiichtlech weider eropginn. Net ze schwätze vun de finanzpolitesche Risiken, déi an der Nott un de Formateur ernimmt goufen. Wou sollen also déi sëllegen Honnerte Milliounen Euro hierkommen, déi dës Koalitioun zousätzlech un déi iewesch 10 % an un d'Betribere verdeelt?

Tatsächlech gëtt déi Fro net wierklech thematiséiert am Accord. Et kann ee se awer tëschent den Zeilen erausliesen. De Plang vun dëser Regierung ass, d'Wirtschaft ze boosten an de Wuesstum ze maximéieren, wat dann erëm fir nei Recettë suerge soll. Voodoo Economics aus den alen Zäite vum Neoliberalismus! Fir déi, déi sech an den 2000er scho fir Politik interesséiert hunn, ass dat Ganz en desagreablen Déjà-vu. An ech si frou, datt d'Sam Tanson de Jean-Claude Juncker zitéiert huet an deem dote Kontext.

En zentrale Fokus vun de wirtschaftlechen Iwwerleeunge vun dëser Regierung läit op der Entwécklung vun der Finanzplaz. An dat ass och net verwonnerlech, wann een dem Premier säi Werdegang e bësse kennt, virun allem nodeems en am Summer 2014 vun der Oppositionsbänk an d'Londoner City gewieselt ass.

Als Lénk soe mer et scho säit Joren: Déi finanziell Ofhängegkeet vum Lëtzebuurger Staat par rapport zur

Finanzplaz ass problematesch a riskant. Se ass demokratiepolitesch a moralesch problematesch. A se ass riskant, well wann et nees am Finanzsystem eng kéier ordentlech kraacht – an dat soll jo awer reegelméisseg virkommen –, da kann dat fir Lëtzebuerg fatal Konsequenzen hunn!

Soulaang mer de Wuesstum vun der Finanzplaz mat alle fairen an onfaire Mëttele maximéieren, wäerte mer net aus der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz erauskommen – trotz aller Rhetorik iwwer Diversifikatioun. Dës Ofhängegkeet weider ze forcéieren, ass net nohalteg an ass net responsabel!

D'Wirtschafts- a Finanzpolitick, déi een aus dësem Accord erausliese kann, huet kee Plang, mee et ass eng gewote Wett. Mee mer sinn awer net méi an den 2000er-Joren an et muss ee sech och d'Fro stellen, wéi héich d'Wuesstumspotenzial vun eiser Wirtschaft iwwerhaupt nach ass an deem aktuellen Ëmfeld. Et gëtt oft gesot, datt d'Potenzial vun der Finanzplaz wäitgeënd ausgereizt wier, an et wäert wuel kaum méiglech sinn, Honnerten nei Groussbetreiber unzesidelen, zemoos och well eis Infrastrukturen elo scho vir bäi an hanne widder sinn.

Mee wat ass, wann déi Wett net opgeet? Dat ass déi Fro, déi ech gar ganz direkt un dës Regierung stellen. Wat ass de Plang B? Kënn dann déi grouss Spuerpolitick? Oder awer vläicht Steiererhéijungen? Wann d'Finanzsituatioun sech degradéiert, zweifelen ech net dorunner, datt dës Koalitioun net zécke wäert, de roude Stëft erauszehuelen – ganz einfach, well dat an hire Geene läit.

Am Beräich Logement, Här President, ass et net vill anescht. Déi, déi hunn, déi kréien nach méi. Groussgrundbesëtzer kënnen sech mat Perimeterweiderungen eng gëllen Nues verdéngen. Privatpromoteure kréien e Stéck vum Kuch vun den effentleche Gelder fir de Wunnengsbau. Investisseuren, grouss wéi kleng, kréien Faveure gemaach. Bailleure sollen nach méi geschützt ginn.

Fir déi kleng Leit gëtt et scho weesentlech manner konkret. Mat de Banke soll eng kéier geschwat gi wéinst den Zënsen, gëtt gesot, a Locatairé ginn de facto als Laascht fir d'Bailleure bezeechent. Vu Subvention loyer gëtt iwwerhaupt net méi geschwat. D'Reform vum Bail à loyer ass keng Prioritéit méi a wann, da soll et éischer em de Schutz vun de Bailleure goen. Op d'Locatairé wäert da wuel nach méi Repressioun duerkommen.

D'Regierung seet zwar, se wéilt eng „offensive publique de construction de logements abordables“ maaachen, seet awer a kengem Wuert, wéi dat zesumme passe soll mat enger Politick, déi effentlech Mëtzel hält a se privaten Investisseure gëtt, fir dass déi baue sollen. De private Marché soll also nees de Wunnengsproblem léisen, dee private Marché, deen an deenen 30, 40 leschte Jore komplett an där doter Fro versot huet.

An ech wëll och hei nach eng kéier un déi Nott vun der Autorité de concurrence erënneren, déi drop opmierksam gemaach huet, datt d'Gewënnmargé vun deene grouse Baupromoteure sech an deene leschten zéng Joer veraachtacht huet, ouni datt eng eenzeg Wunneng méi gebaut ginn ass. Wat wëll dës Regierung dann eigentlech? Datt d'Gewënnmargé sech verzéngfachen, verzwielffachen? Dat do ass eng Sakgaass, déi d'Regierung am Beräich Logement amgaang ass anzegoen!

Et richt och staark dono, dass de Pacte Logement 2.0, eng vun deenen éischer positive Reforme vun der Virgängerregierung, verwässert wäert ginn. Déi

Automatismen aus dem Gesetz respektiv de Prinzipp selwer sinn zumindest a Fro gestallt, wat erëm eng Kéier d'Dier opmécht fir Promoteuren, awer och fir Gemengen, sech aus hirer sozialer Verantwortung ze zéien.

Quasi en échange kéim dann d'Propos fir eng Perimetererweiterung op d'Käschte vun der Landesplanung an op d'Käschte vum Schutz vun der Biodiversitéit. Éffentlech versus privat: CSV an DP setzen den Haaptakzent am Kampf géint d'Wunnengsnout op d'Mobiliséierung vu Privatkapital. D'Wuertwal ass hei wichteg. D'Regierung, sou heescht et, „envisage“ d'Schafung vun enger Cellule, déi de Gemengen hëllef bei der Realiséierung vun éffentleche Wunnengen. Par contre heescht et weider: D'Regierung „renforcera la collaboration entre l'État et le secteur privé pour la création de logements abordables“. De Privatsecteur an d'privat Interessien, d'Profittinteressien, kréien alles zougeséichert. Den éffentleche Secteur gétt higehalen.

Här President, de Premierminister hat gëschter a senger Ried ugekënnegt, an deene „plus brefs“ Delaien eng national Reunion zum Thema Logement ze maachen, wou Staat, Gemengen an awer och aner Acteure solle gemeinsam iwwert déi dote Problematik diskutéieren.

Här President, ech iwwerreechen Iech eng Resolution, wou mir mengen, als Lénk – an ech hoffen, datt hei eng breet Zoustëmmung kennt –, datt d'Chamber Partie prenante vun esou enger grousser nationaler Reunion misst sinn.

Résolution 3

La Chambre des Députés,

– considérant que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit l'organisation d'une réunion nationale « logement » réunissant l'État, les communes et les représentants des secteurs concernés et dont le but serait de discuter des mesures pour encourager rapidement les investissements privés et publics dans la création de logements ;

– considérant que Monsieur le Premier ministre a annoncé lors de sa déclaration gouvernementale son intention d'organiser ladite réunion dans les plus brefs délais ;

– saluant que le nouveau Gouvernement entend mettre en œuvre une action concertée et immédiate pour lutter contre les crises du logement et de l'immobilier ;

– considérant le profond respect du Premier ministre pour la démocratie parlementaire et donc pour l'institution de la Chambre des Députés ;

– considérant que les mesures potentiellement discutées et proposées lors de la réunion nationale « logement » seront d'une grande importance pour la situation socioéconomique du pays et méritent de faire l'objet d'un débat démocratique le plus inclusif possible,

exige

– l'invitation de ses membres à la réunion nationale « logement » annoncée par le Gouvernement.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, als grouss Prioritéit ugekënnegt gouf d'Aarmutsbekämpfung. A wann een den Accord liest, stellt ee fest, datt se elo just nach en Ënnerkapitel ass. Transversal ass se net. Am Géigendeel, se ass just op de REVIS limitéiert. Am Logement oder bei de Léin geet kaum rieds vun Aarmut.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dobäi ass et de Loyer, deen den Haaptaarmutsfacteur zu Lëtzebuerg ass. An dobäi ass et de Mindestloun,

deen zu Lëtzebuerg net duergeet, fir anstänneg ze liewen.

Dat, wat am Programm iwwert d'Bekämpfung vun Aarmut steet, ass a mengen Aen e schlechte Witz. D'Léisung, sou heescht et, läit bal ausschliisslech an der Simplification administrative. Et ass sécher sënnavoll, eng Zort Guichet unique fir sozial Demanden ze maachen, mee Dir gleeft dach net am Eescht, datt domadder strukturell de Problem vun där ëmmer méi wuessender Aarmut zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien ass!

Méi kloer Virstellungen huet déi nei Regierung bei der Bekämpfung vun den Armen. Déi Leit, déi de REVIS bezéien, solle verstärkt aktivéiert ginn, sou heescht et am Koalitionsaccord. Mee ganz vill REVIS-Bezéier, déi ginn elo scho schaffen – an de Fraktiounspriecher vun der CSV, de Marc Spautz, huet och de Moien dorobber higewisen –, just hire Revenu geet net duer, fir sech oder hir Famill duerchzebréngen. Ech froen Iech also: Wat der Däiwel wëll Der do nach alles aktivéieren?!

Wann ee wierklech wéilt géint d'Aarmut virgoen, da missten d'Léin strukturell an d'Luucht gesat ginn, ugefaange mat deem niddregsten, dem Mindestloun. Mee dat schléisst dës Regierung kategorieesch aus! Dat Eenzegt, wat den Accord seet, ass, datt et reegelméisseg eng Upassung soll ginn un d'Loun- an d'Präisentwécklung. Dat ass awer nun näischt Neits, mee gängeg Praxis zënter Joerzénkten. Solle mer eis elo freeën, datt dat net och nach ofgeschaaft ginn ass?!

Här President, dass dës Koalitionsprogramm dee vun den Ieweschten 10 % ass, zitt sech och duerch d'Kapitelen Aarbecht a Sécurité sociale. Déijeener, déi aner Leit fir sech schaffe loosson an domadder hir Sue verdéngen, kréie vill versprach. Fir déi grouss Majoritéit, déi muss schaffe goen, fir hiert Liewen ze verdéngen, gétt häerzlech wéineg geschriwwen.

Den Index gétt zwar net tel quel ofgeschaaft, mee den Automatismus besteet just nach bei niddreger Inflation. Soubal méi wéi eng Tranche erfällt, sollen d'Sozialpartner zesummekommen an negociéieren, wéi et da virugeet. Mee dat ass e Schéiwiederindex! Dat ass en Index, dee spille soll, wann een den Index net brauch. Dat ass näischt anescht wéi e strukturellen Ugrëff op den Index.

Den Här Spautz huet de Moie gesot, datt mer e staarkt Aarbechtsrecht brauchen. Jo, do huet hie Recht, mee an deem Accord steet awer de Géigendeel dran! D'Aarbechtsrecht gétt duerchlächert a flexibiliséiert, zuongonschte vun de Salariaien. D'Regierung wëll d'Sonndesaarbecht komplett liberaliséieren. D'Annonce, den Achtstondendag op Sonndeger anzeféieren, bedeit, dass d'Fräizäit an d'Familljeliewen a ville Fäll op den absolute Minimum reduzéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wëll dann änlech wéi d'Madamm Tanson och hei e bedeutenden CSV-Politiker zitéieren, dee sot: „Mir solle Rücksicht huelen op déi Salariaien, déi Famill a Kanner hunn, op déi Leit, déi an de Veräiner aktiv sinn, op déi Leit, déi de Sonndeg brauche fir duerchzeootmen. [...] Ech wëll keng Gesellschaft, wou déi eng mat hiren Enkele sonndes akafe ginn an d'Kanner vun deenen Elteren, déi schaffe mussen, eleng doheem setzen. Ech wëll dat net. An et kennt zu kenger weiderer Ausweidung vun der Sonndesaarbecht. Net, soulaang wéi ech hei am Land eppes ze soen hunn.“ Dëst huet de Jean-Claude Juncker 2008 hei an der Chamber gesot.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Datt de Jean-Claude Juncker hei am Land näischt méi ze soen huet, dat wësse mer.

(*Interruption et hilarité*)

Mee datt hien, an domadder de ganze soziale Fligel, och näischt méi an der CSV ze soen huet, dat ass nei. Dat ass nei!

(*Hilarité*)

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mir hunn et am Sozialen net mat engem neie Luc ze dinn, mee mat engem ale Luc. Dat, wat nei ass, ass d'CSV, déi opgehal huet, Sozialpolitik ze maachen.

Une voix | Och keen „C“. Keen „C“, keen „S“.

M. Marc Baum (déi Lénk) | CSV an DP kommen och der Demande vum Patronat no, fir géint den Absenteismus virzegoen. Hei gétt dann direkt vun Abus geschwat an d'Salarat ënner Generalverdacht gestallt. Dobäi weise sëllegen Etüden, wat d'Grënn fir gesondheetlech Problemer sinn: Stress, Drock, permanent Konnexioun, ëmmer méi Flexibilitéit, déi vum Salariai gefrot gétt.

Mee genau an déi Richtung soll et weidergoen: D'40-Stonne-Woch soll net méi d'Reegel sinn, mee just nach de Prinzipp. Sou steet et schwaarz op wäiss am Koalitionsaccord. Eng geféierlech Individualiséierung bei der Aushandlung vun de Schaffhorairé gétt annoncéiert. Mat der Annualisatioun vun de Schaffstonne kritt de Patron d'Méiglechkeet, d'Aarbecht vun de Salariaien no sengen eegene Wënsch ze flexibiliséieren.

Här President, Stéchwuert „Gesondheetskeess“: Am Fall vun engem Defizit bei der CNS si Cotisationserhéijungen oder eng Endplafonéierung d'office ausgeschloss. Den Equiliber, sou heescht et, soll villméi iwwer eng sougenannt „épuratioun“ vun der Prise en charge vun der CNS goen. Also, fir mech heescht dat iwwersat näischt anescht wéi: manner Prise en charge vun der CNS. Déi Räich kënne sech jo da privat versécheren – se kréien et jo och nach steierlech begëschtegt – an déi aner, jo, ma déi kucken dann, wou se bleiwen.

Iwwert d'Pensioone verléiert den Accord ganz wéineg Wieder, mee och hei verstoppt sech dee selwechte Problem: Betribs- a Privatversécherunge solle weider steierlech Erliichterunge kréien. Anescht ausgedréckt: Déi Leit, déi et sech leeschte kënnen, solle sech méi Rent kënne séchere wéi déi aner, mee et sinn awer déi aner, déi d'Steiererliichterungen iwwert de Staatsbudget dierfe matfinanzéieren. Dat ass Ëmverdeelung vun ennen no uewen.

Wat dës Programm bei der Sécurité sociale undeit, zitt en am Kapitel Santé duerch: D'Privatiséierung vun eiseffentlech finanzierten universelle Gesondheetssystem gétt weider verstärkt virugedriwwen.

Ech froe mech, ob et net genuch katastrophal Biller aus dem Ausland gi sinn, aus eisem Nopeschland Frankräich, aus Italien an iwwerhaupt uechtert d'Welt, vun Ausfäll vu Gesondheetssystemer an Zäite vu Corona. Et ware grad déi liberaliséiert Gesondheetssystemer, wou d'Profittlogik zum Ofbau vun de Better an de Spideeler gefouert huet. Déi Länner, déi am meeschte mat der Pandemie ze kämpfen haten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wat sinn d'Lektione vun dëser Regierung dorauer? Scheinbar keng.

Déi verstärkt Auslagerung vu Spidolsaktivitéiten a privat Cabineten oder bei de Patient doheem bréngt vläicht net automatesch mat sech, dass de Patient méi Käschten huet, mee et bedeit awer eng Explosioun vun de Käschte fir d'Krankekeess. An da si mer erëm beim Defizit a bei der Epuratioun. An da si mer an deem Däiwelskrees dran.

Här President, och den Ëmweltschutz an d'Energietransitioun ënnerleien der Maartlogik. Alles, wat rentabel ass, woumat Suen ze verdéngen sinn, gëtt vun dëser Regierung ënnerstëtzt a gefërdert, wéi zum Beispill den Ausbau vu grouse lukrative Wandkraaftanlagen. Par contre ginn de classeschen Ëmwelt- an Naturschutz, d'Protektioun vun der Biodiversitéit an och den Denkmalschutz als onnéidegen Obstacle duergestallt. Do kënnen d'Baggeren da rullen an alles plattmaachen, well domadder loosse sech jo keng Sue verdéngen. Hei gëtt perverserweis Naturschutz géint Klimaschutz ausgespillt, geneesou wéi de Logement géint den Ëmweltschutz ausgespillt gëtt. Dat ass keng pragmatesch Politick, mee en Zréck an eng Vergaangenheet, an déi kee méi wëllt.

Här President, dës Koalitioun steet mat hirem Programm stellvertredend fir eng Elitt, déi sech weltoppen a liberal am classesche Sënn gëtt, déi gebilt ass, déi Kapital besëtzt. Eng Elitt, déi sech ëmmer erëm den Uschäi gëtt, individuell Fräiheeten ze verdeedegen am Numm vum Progrès an der Prosperitéit. Mee a Wierklechkeet si si déi Eenzeg, déi vun dëser Fräiheete profitéieren. Congé parental, Babyyears, dat sinn alles Mesüeren, déi sech just déi erlabe kënnen, déi et sech leeschte kënnen.

Wat bleift an esou enger Weltanschauung deenen, déi net vill hunn? Ma Repressioun a sozial Keelt. Fir d'Sans-abrie gëtt et elo e „richtege“ Platzverweis. D'PIe kënnen legal exploitéiert ginn, ier se erëm heemgeschéckt ginn. Krank Leit kréien Abus virgeheit an de Staat wäert géint si virgoen. Virun de Locataire mussen d'Baillieure geschützt ginn. Kuerz: Law and Order fir déi doënnen an ëmmer manner sozial Responsabilitéit fir déi, déi mam gëllene Löffel op d'Welt komm sinn.

Trickle-down-Economics sollen et richten. All déi déck Stécker vum Kuch, déi déi Räich kréien, wäerte scho genuch Grimmele produzéieren, fir d'Plebs iergendwéi roueg ze halen, esou déi wirtschaftsliberal Theorie, déi dësem Koalitionsaccord zugronn läit an déi iwwerall op der Welt vun der Realitéit widderluecht gouf.

Här President, dësen Accord ass eng Gebrauchsweisung, fir d'sozial Inegalitéiten an eisem Land zum Explodéieren ze bréngen.

Virun zéng Joer ass Blo-Rout-Gréng ugetrueden, fir d'Fënstere grouss opererappen. Dat war de Mot d'ordre virun zéng Joer. Leider hu se déi Fënsteren net grouss opererappt, mee just op Kipp gesat, soudass d'Hëtzt zwar erausgaangen ass, et ganz wéineg Loftaustausch gouf, mee d'Keelt erakomm ass, déi sozial Keelt.

An elo hu mer CSV an DP. D'Fenster ass nach ëmmer op Kipp, an alles, wat déi zwou Parteien elo maachen, ass d'Rollieden erfloossen. Elo ass et net nëmme kal, mee elo gëtt et och nach däischter.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori ageschriwwen. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nom Sven Clement dann nach eemol konkret op zwee Kärtheeme vun de Piraten agoen: d'Digitalisatioun an d'Medien. Och wann d'Digitaliséierung net nach eemol zur Chefsaach erkläert a beim Premierminister ugesidelt gouf, muss den Ausbau vun eisen digitalen Infrastrukturen eng Prioritéit bliwen.

D'Digitaliséierung erméiglecht gesellschaftlech a politesch Participatioun. Si vereinfacht de Kontakt tëschent Staat a Bierger an dréit derzou bäi, wichteg Ressourcen intelligent ze notzen. Dat steet och esou

am Koalitionsaccord an domadder si mir averstannen. Mee et ass net déi éischte Kéier, dass et drasteet, an ech hoffen, dass et elo endlech ëmgesat gëtt.

Wann een d'Texter vun der Regierung liest, da mengt ee säit Joren, d'Zukunft géif direkt virun der Dier stoen. Alles gëtt méi innovativ, méi séier a méi einfach. Mir schwätze vun engem E-Wallet, kënschtlecher Intelligenz, der Blockchain, Smart Cities, autonomem Fueren, mee an der Realitéit brauche mir Jore fir d'Programmation vun all klenger App, hunn ëmmer nach Funklächer an onsen Handysreseauen an déi digital staatlech Servicer sinn esou ëmständlech, dass vill Leit léiwer drop verzichten.

De Premier huet souguer fir all Fraktioun a Sensibilitéit, ob se wollt oder net, de Koalitionsaccord op Pabeier printen a laanschtbréngen gelooss, eebe ganz esou, wéi dat sech fir en digitale Staat gehéiert.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (Piraten) | An dat dëschdes, no-deems e freides schonn digital an der Press ze liese war. Nu ja, ganz esou no si mer der Zukunft da wuel awer nach net.

A wann een éierlech ass, dann ass och de Projet vum Wi-Fi am Zuch näischt, wat sech dës Regierung op de Fändel schreiwé kann, mee eng Entscheidung, déi schonns virun enger Zäitche hei am héijen Haus an enger Motioun geholl ginn ass.

Insgesamt bleift bei der Digitaliséierung also nach genuch Aarbecht fir déi nei Regierung. An d'Fro bleift, ob déi am Accord genannten Digitalisatiounsprojeten tatsächlech ëmgesat a finanzéiert wäerten a kënnen ginn. Wou d'Suen dofir hierkommen, seet nämlech keen.

Mee kloer ass, dass eppes muss geschéien. An dat gëllt och fir de Beräich vun den elektronische Medien. Och hei muss mir aktiv ginn. Dofir freet et mech, dass am Accord steet, dass d'Regierung eng Gesetzesreform vun den elektronische Medien wëllt plangen, och wann den Text nach net wëllt verroden, wat dat konkret be-
deit.

Mir Piraten soe scho säit Joren, dass mir en neit Mediengesetz brauchen, well dat aalt trotz an och wéinst de villen Upassungen der Realitéit net gerecht gëtt. Eist Gesetz ass aus enger Zäit ouni Social Media, Podcasts, Influencer, Bots a Co a mir begréissen dofir, dass d'Urgence erkannt gouf, an hoffen, dass zäitno gehandelt wäert ginn.

Wat mir kritesch gesinn, ass den Abschnitt iwwert de sécheren Internet. Natierlech wëllen och mir e sécheren Internet. Kee wëllt, dass Erwuessener oder Kanner am Netz Affer vu Kriminalitéit ginn. An der Vergaangenheet ass awer grad ënnert dem Deckmantel vum Jugendschutz an dem Verweis op Sécherheet ëmmer nees probéiert ginn, d'Privatsphär vun de Bierger anzeschränken, an dat zum Beispill duerch déi sougenannten „Chatkontroll“. An dat ass fir eis kloer eng rout Linn.

Dass d'Regierung sech am Koalitionsaccord net kloer géint all Form vun Iwwerwaachung vun der privater Kommunikatioun ausschwätzt an awer explizit hire Wunsch no méi Sécherheet äussert, stellt Froen an de Raum. Ass dat esou ze liesen, dass de fräien Internet an déi privat Kommunikatioun ageschränkt kéinte ginn, well ee mengt, domat den Internet méi sécher ze maachen? Wéi op ville Plaze feelen d'Detailer an dofir kann ech déi Fro net ofschléissend beäntwerten.

Mee fir eis Piraten steet op alle Fall fest: Eng flächendeckend Iwwerwaachung vun der privater digitaler Kommunikatioun an den Aktivitéiten am Netz ass keng Sécherheitsmesür, mee en Agrëff an d'Grondrecht vun der Privatsphär! Mir hoffen, dass d'Regierungsparteien

dat och esou gesinn an net plangen, d'Formuléierung aus dem Koalitionsaccord als Hannerdier fir Chatkontrollen oder Änleches ze benotzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Dat war de leschten ageschriwwene Riedner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géif fir d'éischt gären allen Deputéierten a Fraktionscheffe Merci soe fir déi wichteg, flott, interessant Debatt. Dat ass jo eréischt den Ufank vun enger Legislaturperiod an dofir si ganz vill vun deene Remarken, déi gemaach gi sinn, intensiv vu mir a vun de Regierungskolleege gelauschert ginn an déi wäerten och Afloss hunn op déi Aarbecht, déi mer an deenen nächste Woche maachen.

Et sinn och eng ganz Rei Froen zu verschiddene Sujete gestallt ginn; Froen, wou zum Deel deenen, déi se gestallt hunn, d'Äntwerte bekannt sinn. Bei aneren ass et evident, dass dat muss an Detailaarbecht an den eenzele Ministère gemaach ginn. Duerfir, eng Regierung ass net zwou Wochen am Amt, se ass fënnf Joer am Amt, wa se déi Majoritéit behält, an duerfir, et sinn eng Rei Saachen, déi brauchen hir Zäit.

Ech huelen nëmme zwee Beispiller. Et ass hei gesot ginn, dass Der erstaunt wäert, dass déi Aarbechte fir eng eenzeg Steierklass géifen zwee Joer daueren, bis se virgestallt ginn. Mee ech soen deenen – ech mengen, et waren d'LSAP an déi gréng, déi dat gesot hunn –: Si waren zéng Joer an der Regierung an de Projet ass net komm! Dat selwecht gëllt ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | D'DP awer och!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat selwecht gëllt zum Beispill beim Cannabis. Et ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klengen Schrétt vir ...“

(Interruption)

Dat selwecht ass gesot ginn ... Ech ginn Iech just zwee Beispiller. Beim Cannabis ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klengen Schrétt vir, well dës Koalitioun der Meinung ass, dass et soll kucken, dat ze maachen am Aklang mat eisen dräi Noperen, fir do e gewëssenen Tourismus ze evitéieren, wéi en notament an Holland entstanen ass.“ Ech kann nëmme soen: Déi, déi dat kritiséieren, waren zéng Joer do, fir dat anescht ze maachen!

Eng nei Regierung ass elo ugetrueden, déi e Koalitionsprogramm huet, deen an der Zilsetzung dee selwechten ass, déi an den Detailer och eng ganz Rei Punkte beschwat huet, mee sech bewusst ass, dass eng Rei Saachen an de Projet-de-loien am Detail elaboréiert mussen ginn.

Mir hunn awer ofgemaach an der Regierung – an dat war och mäin ausdréckleche Wunsch –, dass déi eenzel Ministeren an deenen nächste Wochen an déi eenzel Kommissiounen kommen an do Kapitel fir Kapitel erklären, wat d'Iddie sinn hannert deene grouse Prinzippien an där Zilsetzung, déi mer gesot hunn. Och da kritt Der net eng Äntwert op all Är Froen, well, wéi gesot, eng Rei Saache mussen ausgeschafft ginn. Déi eng gi méi séier, déi aner gi méi lues.

Ech kann Iech zum Beispill soen, dass de Projet de loi iwwert d'Adaptatioun vum Steierbarème, also d'Steierlech Entlaaschtung, an deenen nächsten zwou Woche wäert an d'Chamber kommen, well dat ass eppes, wat technesch méi séier geet wéi aner Saachen, déi ee vill méi am Detail muss maachen.

Mir wäerten d'Chamber ëmmer dann, wann et geet oder wann et gewënscht ass, abannen an eis Aarbecht. An dat ass mäin zweete Punkt niewent dem grouse Merci fir déi interessant Debatt. Ech muss wierklech soen, ech hunn et flott fonnt. Ech muss och soen, ech soe Merci fir de respektvollen Émgang. Et war hei keen Toun ... Ech hu mech no enger Rei Joren, wou ech jo net an dësem Haus war, op eng vill méi hefteg Attack am Kapp virbereet gehat. Ech muss soen, et fret mech, datt mer op engem ...

(Hilarité)

Et fret mech ...

(Interruption)

Nee, nee, nee, nee, huet dat net als eng Invitacion ...

(Hilarité)

... fir méi hefteg Debatten. Ech mengen, mir fuere vill besser zesummen an eisem klenge Land, wa mer op eng respektvoll Aart a Weis ënnerschiddlech Vuen debattéieren. Dat war haut de Fall, dat hunn ech empfand als e gudden Ufank.

An dofir wollt ech och soen: Ech fannen, datt d'Demokratie gutt fonctionéiert, well mir contrairement zu anere Länner keng laang Debatte féieren iwwert d'Walen u sech an iwwert d'Resultat vun de Walen. An zu mengem Saz wollt ech dem Här Baum äntweren, well ech gesot hunn, d'Demokratie hätt fonctionéiert: Mir akzeptéieren de Walprozess. Mir akzeptéieren d'Walprozedur. Mir akzeptéieren d'Walresultat. Et gëtt aner Defien an der Demokratie an déi hunn ech ugeschwat. Dat sinn notament all déi, déi Netlëtzebuurger sinn, a wéi mer déi matabannen. An dofir hunn ech och iwwert déi gëschter e puer Sätz gesot. Mee dat just, fir ze erklären, firwat ech der Meenung sinn, dass eis Demokratie gutt fonctionéiert. An ech fannen, dat, wat haut heibanne geschitt ass, ass och erëm e Beispill vun enger respektvoller, gutt fonctionéierender Demokratie.

An dozou kënnt meng zweet Remark. Déi betrëfft déi Kriticken, déi komm sinn iwwert d'Kommunikation. Ech kann Iech soen, datt ech mer dat haut intensiv ugelauschert hunn an och déi leschten Deeg an datt ech do och eng gewësse Kontradiktion téschent deem, wat hei gesot ginn ass a wat bemängelt ginn ass, eigentlech gesinn. Ech wollt a guddem Glawen der Chamber d'Primeur ginn. Dat ass esou kritiséiert ginn, datt ech dat héchstwahrscheinlech an Zukunft net méi ka maachen.

(Exclamations)

Dat heescht, d'Press wollt souguer meng Ried schonn deen Dag hunn, wou se mol nach net fäerdeg getippt war. Ech verstinn dat alles, mee ech soen Iech, datt Der Iech also net dierft doriwuer bekloen als Chamber, wann an Zukunft eng Rei Saache fir d'éischt an der Zeitung stinn an dann an d'Chamber kommen.

Mee wat ech proposéieren: Vu datt ech jo gesot hunn, datt mer nei ufänken, wollt ech mat der Presidentekonferenz, mam Chamberspresident oder mat deenen, déi de Chamberspresident designéiert, eng Kéier iwwert dee Modus vivendi schwätzen. Ech wëll dat zgläich maache mat de Medien.

Dofir kann ech och direkt soen, datt ech déi Motioun, déi do erabruucht ginn ass, am Numm vun der Regierung net wëll unhuelen. An ech soen Iech, firwat. Ech sinn nämlech direkt och zoustänneg fir d'Medien, zesumme mat der delegierter Ministerin, déi bei mir och fir d'Medien zoustänneg ass, der Madamm Margue. Hei gëtt an där Motioun Referenz gemaach op Decisioun vum Regierungsrat vum Summer 2023. Also, mat allem Respekt fir d'Kollegen hei, déi an där

Regierung waren, soen ech: Ech war net an där Regierung derbäi! Ech sinn zënter e Freiden zoustänneg fir dee Volet. Ech géif mer gären déi Froen emol ukucken: Wéi kann ee gutt Relatioun mat där wichtege Aarbecht vun der Press maachen? Wéi kann een d'Relatioun mat der Chamber esou maachen, datt d'Chamber net ëmmer no der Press kënnt? Oder vläicht ass dat de Wee, deen ee muss goen. An da kucke mer och deen Avant-projet de loi, deen do anscheinend ënnerwee ass, ob a wéi mer mat deem an dëser Regierung weidermaachen.

Mee gitt mer wannechgelift dach awer e puer Deeg, fir mat der Chamber ze schwätzen, fir mat de Medievertrieder ze schwätzen – dat dauert souguer méi wéi e puer Deeg! –, fir mer och e Bild ze maachen vun deenen Avisen a Consultationen, déi anscheinend vun der viregter Regierung gemaach gi sinn, déi ech begrëssen. Mee ech muss zouginn, ech hunn déi nach net gelies! An dat muss ech maachen an deenen nächste Wochen, an d'Madamm Margue och, an da komme mer dorobber zrëck.

Ech wëll soen, datt vill Riedner iwwert de Logement geschwat hunn. Dat ass effektiv ee vun de ganz groussen Defie vun dëser Regierung. An do ass eng Rei vun deene Moosnamen, déi mer huelen, vill kritiséiert ginn. Ech respektéieren dat, mee ech soe just: Déi Moosnamen, déi virdu geholl gi sinn, déi hunn zu enger Situatioun geféiert, déi haut net satisfaisant ass. Mir hunn e Wunnensbauproblem a mir hunn zënter e puer Méint e Riseproblem am Bau an am Handwierk. An duerfir hu mir eng Rei Moosname geholl, souguer eng Rei Moosnamen, déi vläicht fréier net gutt fonnt gi sinn, well mer gesot hunn: Mir müssen elo alles probéieren, steierlech a prozedural, fir datt mer dee Problem do, souwuel am Bau fir d'éischt an dann am Logement en général, verbessert kréien!

An duerfir sinn och eng Rei vun deene Moosnamen elo mol op ee Joer beschränkt. Am Koalitionsaccord steet 2024, well mer gesot hunn: Vlächcht bréngt mer et da fäerdeg, eng Rei Leit ze encouragéieren, en Appartement ze kafen, dee se verlounen, dann hu mer méi Wunnengen zur Verfügung. Dat ass d'Philosophie do derhannert.

Duerfir, wa gesot ginn ass, verschidde Moosname wäeren an der Vergaangenheet rejetéiert ginn, da kann ech Iech nëmme soen: D'Situatioun ass extrem grav duerch eng Rei Facteuren, an duerfir wëlle mer alles probéieren, fir datt et besser gëtt, an duerfir eng Rei temporär Moosnamen, niewent deene Moosnamen, déi virun allem prozeduraler Natur sinn, déi e bësse méi laang daueren an déi och Gespräicher, och mat de Gemengen, verlaangen. Dat ass jo och vun enger Rei Leit hei gesot ginn.

An da wëll ech soen: Wunnensbau a Croissance hänken enk mateneen zesummen, Croissance a Pensiounen hänken enk mateneen zesummen. Ech mengen, datt mer iwwert déi Sujeten e breeden Debat brauchen. Ech wëll nach eng Kéier soen: D'Regierung wëllt en Debat iwwert déi laangfristeg Ofsécherung vum Pensiounssystem. An ech géif gären drunhänken: en Debat iwwert de Wuesstumsmodell.

Ech sinn der Meenung, datt mir hei zu Lëtzebuerg Wuesstum brauchen. Ech soen och nach eng Kéier deenen, déi gegoogelt hunn: Iwwer inklusiven an nohaltegen Wuesstum, do fënnt ee ganz vill. Ech si fest dervun iwwerzeegt an dës Regierung ass fest dervun iwwerzeegt – an dat ass vlächcht en Énnerscheid zu aneren –, datt et oui Wuesstum de Leit an dem Land hei net gutt geet, datt mer dann net eis Léin kënnen behalen, datt mer net eis Pensiounen kënnen behalen, datt och d'Betribler, déi Wuesstum hunn, natierlech en ekologesche Footprint hunn, mee datt se och nëmme duerch Wuesstum Sue kréien, fir

d'ekologesch Transition iwwerhaupt kënnen ze finanzéieren. An dofir soen ech, datt souwuel d'Leit wéi d'Land wéi d'Betribler Wuesstum brauchen.

Mee gäre sinn ech bereet fir eng breeder Debatt eng Kéier iwwer Wuesstum a virun allem doriwuer, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn. Well contrairement zu deem, wat oft gesot gëtt, kann ee Wuesstum bremsen. Wa mir d'Steieren op der Fongenindustrie zum Beispill géife massiv héijen, wat dës Regierung net wäert maachen, da krite mir de Wuesstum ganz séier gebremst. Mee ech soen Iech: Dann hu mer ganz vill aner Problemer! An duerfir hätt ech gären, wa mer sollten eng breet Debatt eng Kéier féieren op enger Plaz, déi ee muss definéieren, an engem Forum, deen ee muss definéieren, da géif ech och gär doriwuer diskutéieren, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn.

Dës Regierung steet fir en inklusiven an nohaltege Wuesstum, fir eng Politick, déi Wirtschaft, Soziales an Ekologie matenee verbënnt. An dat ass de schwaarzblou Fuedem, deen duerch dës Koalitionsprogramm geet an dee mer och wëllen duerchsetzen.

An dofir brauche mer selbstverständlech d'Meenung an d'Énnerstëtzung vum Parlament, mee mir sinn ëmmer op fir gutt Kriticken. An ech wëll och deene vun der Opposition, och wa se eis haut net d'Vertraue ginn, soen, datt mir fest gewëllt sinn, och der Opposition nozelauschteren an engem konstruktiven Debat, datt ech fest gewëllt sinn, och reegelméisseg d'Opposition ze gesinn, fir och nozelauschteren, wat se soen, och wa mer eis um Enn net eens ginn. Mee ech mengen, zu enger gutt fonctionéierender Lëtzebuurger Demokratie gehéiert dat och. A gitt mer op d'mannst d'Chance, dat ze probéieren! Ech weess nach net genee, a wéi enger Form, a wéi engem Format, mee den Dialog mam Parlament als dem Vertrieder vum Vollek muss sinn, den Dialog mat der Gesellschaft generell muss sinn.

An duerfir wollt ech awer soen: Wann Der an enger Resolution – iwwert déi jo d'Regierung näischt ze soen huet – sot, datt d'Membere vun der Chamber sollen invitéiert ginn an d'Reunion „Logement“, da soen ech: Ech weess net, a wéi enger Form dat soll geschéien, well d'Chamber huet nun emol 60 Deputéiert, vill Sensibilitäten, wéi een déi alleguerten do géif abauen.

Dofir, mengen ech, wär et och gutt do, datt d'Regierung kéint mat der Presidentekonferenz oder mam Bureau vun der Chamber driwwer diskutéieren, ob een dat net soll an enger Kommissiounssitzung maachen, well ech gesi keng ..., datt ee mam Handwierk, mat de Gemengen och elo all d'Parteien oder all d'Fraktiounen géif an esou en Reunion ruffen. Dat ass och net eng Reunion, déi elo zéngmol zesumme kënnt, mee et ass en Echange mat dem Secteur, och iwwert déi Moosnamen, déi mer am Koalitionsaccord stoen hunn, an do si mer och oppe fir e Gespräich, wéi een d'Chamber an déi Diskussiounen abanne kann.

(Interruption)

Pour le reste wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir e Koalitionsprogramm verhandelt hunn, a kuerzer Zäit. Dat war eise Wëllen. Ech fannen, datt en eng kloer Linn huet. Et ass net „Augen zu und durch“, am Géigendeel, well dat entsprécht absolutt net menger Visioun dovun, e Land ze leeden.

Ech sinn awer och net esou, datt ech permanent mat engem Pessimismus liewen, datt ech fir alles muss e B-Plang hunn. Ech hunn an zwou Rieden de Mëtten héieren iwwert dee B-Plang, dee mir net hätten. Mee, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir sinn ugetruede mat engem A-Plang, dee mer wëllen ëmsetzen, well mer gleewen u d'Zukunft vun dësem Land, fir et ze stärke mat deene Moosnamen, déi mer maachen! An ech mengen och net, datt déi Regierung virdu B-Plang haten, well se konnten

natierlech net den Ukrain-Krich, d'Covidkris an aner schrecklech Saachen, déi geschitt sinn, virausgesinn.

Eng Regierung ass och do, fir zesumme mam Parlament, wann eppes aneschters geschitt, dann Adaptatiounen ze maachen. Mee dëse Plang, dee fonctiونيéiert, dat wäert Der gesinn! A mir wäerten alles maachen, fir en ëmzesetzen, a mir si frou, d'Ënnerstëtzung vum Parlament dofir ze kréien.

Dat ass de But vun dëser Debatt gewiescht, dat war de But vu mengen Erklärunge vu gëschter, an déi Debatt hält fir eis, och wann dee Vott, deen elo kënn, natierlech de Startschoss ass fir déi Aarbecht, déi mer musse maachen, jo net den Owend op. Déi Debatt, déi fänkt elo eréischt richtig un. An zesumme mat de Kollegen an der Regierung freeë mer eis op déi Debatt mat dëser Chamber, Här President, mee och mat all de Leit hei am Land.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Motion et résolutions

Éier mer elo zum Vott vun der Motioun an de Resolutiounen kommen, géif ech gar dat soen, wat mäi Virgänger, de Fernand Etgen, allkéiers gesot huet viru Votten: Wann Der wëllt matstëmme, dann hutt Der besser, Iech anzeloggen, well soss gëtt Äre Vott net gezielt!

(Hilarité)

Voilà, wa jiddwereen dat gemaach huet, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an duerno iwwert d'Resolutiounen, déi zur Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Mir fänken u mat der Motioun iwwert den Accès aux documents administratifs. Wëllt den Auteur vun der Motioun nach eng kéier d'Wuert ergräifen? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wollt just nach eppes soen. Also, ech hunn natierlech mat Interesséierten Erklärunge vum Här Premierminister nogelauschert. Ech verstinn, dass en net all Decisioun aus dem Regierungsrat kennt, mee an deem Communiqué stoung och, et géif eng Nott un de Formateur gemaach ginn – dat waart Dir jo nach bis viru ganz Kuerzem –, wou eeben och géif dat do alles relevéiert ginn. Dofir hate mir gemengt, dat wier Iech bekannt. Vläch gouf et dat och net an der Nott un de Formateur, mee vu dass mer déi Notten net hunn, wësse mer och net, wat an deenen Notten drastoung.

Mee wat ech awer wollt proposéieren, fir Iech d'Zäit natierlech ze loossen, Iech do anzuschaffen, ass, ob mer dat dann net kéinten an enger Kommissioun diskutéieren, wann Der da bis Zäit gehat hätt, dat ze kucken, well mer wierklech der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass mer op deem Dossier do weiderkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? De Premierminister wollt dozou Stellung huelen.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Also, dat ännert näischt un dem Fait, dass ech mengen, dass déi Motioun sech net kann un dës Regierung adresséieren. Se baséiert op Decisiounen vun enger Regierung, an där ech net Member war. Mee ech fannen awer d'Proposition vun der Madamm Tanson konstruktiv. Ech si bereet, wann ech dat bis alles gelies hunn, dass ech dann an déi zoustänneg Kommissioun mat der Madamm Margue kommen. Déi Notes au formateur kann ech Iech och gäre ginn, mee dat ass wéi bei villen aneren

Dokumenter: Dat sinn Dokumenter, déi engagéieren net d'Regierung. Déi hu Beamte geschriwwen. Mee ech maache mir gären eng eege Meenung doriwwer.

Dofir mengen ech nach ëmmer, Är Motioun engagéiert mech zu Saachen, déi ech awer an dësem Stadium net à même sinn, Iech ze versprechen, well ech mer gären doriwwer meng Meenung maachen, en ligne mam Koalitionsaccord. Mee ech fannen et awer richtig. Et ass och en ligne mat deem, wat ech virdu gesot hunn. Dat gëllt och fir déi aner Ministeren. Ech komme ganz gären an déi zoustänneg Kommissioun an huelen déi Proposition vun der Madamm Tanson gären un.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Domat ass dann d'Proposition, fir de Renvoi vun där Motioun an d'Kommissioun ze maachen. Ech mengen, doriwwer kéinte mer à main levée ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass mat där Proposition d'accord?

Wien enthält sech?

Wie stëmmt dergéint?

Dann ass déi Proposition à l'unanimité ugeholl.

(La motion 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications.)

Résolution 1

Da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussion iwwert d'Resolutioun relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires. Wëllt den Auteur nach eng kéier Stellung dozou huelen? Et ass alles gesot. Gëtt et eng Fraktioun, déi wëll Stellung huelen? Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch, mee ech wollt proposéieren, wann d'Madamm Tanson averstane wier, dass mer géifen an der Conférence des Présidents doriwwer schwätzen an dass mer dann Ufank des Joers an de Plenum mat der Resolutioun géifen erëmkommen, wann dat den Accord géif fanne vun den Auteurs vun der Resolutioun, fir elo net direkt eng Decisioun ze huelen, mee dass mer dat da wierklech an der Conférence des Présidents diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech kann dem Här Spautz seng Position hei deelen, mee ech wëll awer op zwou Saachen opmierksam maachen: dass am Wording steet „portant sur des dossiers sensibles“. Ech mengen, dass mer wierklech an der Conférence des Présidents mussen definéieren, wat „dossiers sensibles“ sinn. Dat wär den éischte Punkt.

Den zweete Punkt: Et gëtt e Courier vum delegéierten Minister aux Relations avec le Parlement vum 16.11.2022, deen drop opmierksam mécht, wéi d'Beamten exposéiert ginn, wa mer eng Liveiwwerdroung maachen. An ech mengen och, dass mer deem musse Rechnung droen, wa mer soen: „Ok, mir maachen elo eng Öffnung, mir wëllen dat elo iwwerdroen, fir dass d'Leit dat kënne live ukucken.“ Ech mengen, dass een aus Respekt virun de Beamten och do muss eppes, eng Gangaart, fannen, déi och fir si anneembar ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Clement nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, also, et wonnert mech, dass den Här Spautz et net méi einfach gemaach huet an et dohinner verweisen huet, wou nämlech schon eng Resolutioun vun der CSV läit, ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... nämlech am Bureau, déi, mengen ech, souguer bal verbatim dat Nämmelech ass. Ech géif deene Gréngen zoutrauen, dass se verbatim d'nämmelech ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn dat jo gesot!

(Interruption par Mme Octavie Modert)

M. Sven Clement (Piraten) | Déi ... Nee, et ass jo attribuéiert ginn, Madamm Modert. Ech wëll just drop hiweisen: Déi Resolutioun hei läit dem Bureau vir! Déi Resolutioun hei läit dem Bureau scho säit Jore vir an et ass de Bureau, dee sech dozou prononcéiere wollt. Dofir gëtt et och déi Nott vum Minister – vum fréiere Minister – mat de Relatiounen zum Parlament. Iwwergens war do deemools och d'Opposition, inklusive der CSV, der Meenung, dass et d'ailleurs och deene Beamte géif fräistoen, eeben net do ze setzen, wou d'Kamera ass, an dass de Minister jo kéint d'Wuert ergräifen a seng Gesetzesprojeten erklären, sou wéi dat, mengen ech, souwisou Usus sollt sinn.

Mee doriwwer eraus wëll ech just feststellen: Mir stëmme déi Resolutioun mat, well mer se schon eng kéier matgestëmmt hunn. Ech géif mech awer éischer freeën, wann déi Resolutioun, déi schon am Bureau läit, endlech ëmgesat géif ginn, well déi ass unanime heibannen ugeholl ginn, ënner anerem mat de Stëmme vun der Demokratescher Partei. An et ass d'Demokratesch Partei, déi déi lescht dräi Joer an deem doten Dossier mat zwee Féiss op der Brems stoung am Bureau, an ech fannen et dofir net verwonnerlech, dass d'Demokratesch Partei haut erëm éischer fir Intransparenz Lobbyarbecht mécht wéi fir richtig Transparenz hei am héijen Haus!

M. Gilles Baum (DP) | Dat do, dat do geet awer net!

M. Sven Clement (Piraten) | Ma et ass d'Wourecht, Här Baum!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP) | Wat ass dann hei d'Wourecht? Ech hunn Iech zwee Argumenter gesot, déi fir eis ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir musst fir d'éischt d'Wuert froen, éier Der ufänkt ze schwätzen!

(Exclamations et brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Also, Här President, dat do geet awer net!

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt gären d'Wuert duerno, mee fir d'éischt huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, ech wëll dem Här Baum soen, dass ech déi zwee Argumenter, déi en elo ginn huet, gutt kennen. Et ass déi Leier, déi ech och ëmmer an der Regierung – wéi ech nach an der Regierung war – gesot kritt hunn, well ech war och do schon derfir, dass d'Parlamentssëtzunge sollen öffentlich iwwerdroe ginn, well ech dat eng ganz gutt Saach fanne fir d'Transparenz, dass déi eigentlech näischt wäert ass, well, Här Baum – ech war jo zéng Joer an der Regierung –, op alle Pressekonferenzen vun alle Ministere setzen ëmmer d'Beamten un den Dëscher.

(Hilarité)

Mengt Der, déi géifen allkéiers do gefrot ginn, wa se op de Pressekonferenzen op de Biller owes am Journal sinn? A wéi oft erlieft Der an der Öffentlichkeit, dass d'Beamte souguer fir Ministere Stellungnamen ...

(Interruption)

Jo, ech wëll ... Mee et ass d'Argument vum Här Baum, dass esou schlagkräfteg ass, fir hei ze behaupten, do-wéinst kéint een d'Kommissiounssëtzungen net iwwerdroe.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dach, Här Baum, dat gëtt et a ville Parlamentarier an der Welt an dat ass och eigentlech kee Problem. Kommt, mir maachen et einfach!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Baum, wann Der wëllt.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | D'Madamm Bofferding ...

M. Claude Wiseler, Président | Pardon, Madamm Bofferding. Dir kritt direkt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Ech sinn ... Entschëllegt, mee ech sinn net der Meenung – ech hunn d'Pressekonferenzen déi lescht fënnf Joer suivéiert –, dass bei all Pressekonferenz Beamten derbäi waren. Ech hunn och wéineg matkritt op deene Pressekonferenzen, dass d'Beamten de Mikro ënnert d'Nues gehale kruten, fir e Statement ze maachen.

Ech bleiwe bei menger Positioun: Mir sollten dat hei en détail beschwätzen, en détail klären am Sënn vun der Protektioun vun de Beamten, déi dat dote vlächet guer net wëllen. A mir kënnen awer net soen: „Ma du wëlls net an de Fernsee kommen, ...

(Interruption)

... da këns de net mat an d'Kommissioun.“ Dat ass jo awer och net the way to go!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Sven Clement (Piraten) | De Minister kann et dach selwer maachen!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

D'Madamm Bofferding huet d'Wuert gefrot.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ben, finalement. Gutt, ech mengen, mir mieren, dass do nach ganz vill Diskussionsbedarf ass. Vum Prinzip hier hu mir awer guer kee Problem, nach eng Kéier d'Resolutioun matzestëmme, mee effektiv läit jo nach eng Resolutioun um Dësch. An ech mengen, de Bureau soll sech domadder beschäftegen an da soll ee kucken, dass een do Neel mat Käpp mécht, well mer hu jo awer gemierkt, dass d'Transparenz eis alleguerte wichteg ass, an ech mengen, da solle mer eis och trauen, déi nächst Etappen ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat heiten ass natierlech eng sympathesch Iddi, fir och fir méi Transparenz ze suergen. Ech ginn awer ze bedenken: Dat, wat mer alleguer wëssen, dat ass, dass d'Natur vun deene Kommissiounssätzunge sech dach awer géif, mengen ech, staark änneren, wann dat dobaussen alles transparent nogekuckt gi kann, an – dat wësst Der alleguerten – dass déi Gespréicher vlächet net méi esou stattfanne kënnen, wéi se elo stattfannen, déi Froe kënnen gestallt ginn, wéi se elo gestallt ginn, dass och e Risiko do besteet, dass d'Leit do probéieren – ech soen emol –, sech an Zeeen ze setzen, fir eebe grad duerno bei de Leit dobausse gutt eriwuerzekommen.

Jee, ech soen, dat Ganzt ass net esou einfach wéi elo ze soen: „Jo, mir maachen dat, mir maachen Transparenz.“ Dat muss ee sech gutt iwwerleeën, a wéi engem Beräich een et da géif zouloossen. Hei steet, an deene sensibele Momenter vlächet net. Mee et muss ee sech gutt iwwerleeën, ob een dat wierklech ëmmer wëll dann effentlech maachen oder net. Also, ech wëll einfach soen, dass dat heite wierklech eng Fro ass, bei där ee sech ganz déifgräifend muss iwwerleeën, wéi een déi beäntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Spautz hat eng Propositioun gemaach fir de Renvoi an d'Kommissioun. Ech wollt d'Madamm Tanson froen, ob se domadder d'accord ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An de Bureau.

M. Sven Clement (Piraten) | An de Bureau.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Claude Wiseler, Président | Déi virdu war an der Conférence des Présidents an am Bureau. Ech mengen, mir maachen dat op déi zwou Plazen, well déi hu verschidde Flichten allen zwou a verschidden Aspekter dovunner ze diskutéieren.

D'Madamm Tanson huet déi Propositioun ugeholl, da kënte mer à main levée ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés

Wien ass domadder averstanen? Deen hieft d'Hand.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dee Renvoi à l'unanimité esou ugeholl.

(La résolution 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés.)

Résolution 2

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert d'Revalorisatioun vum Mandat vum Deputéierten. Madamm Tanson, wëllt Der do nach eng Kéier eng Explikatioun ginn? Neen, dat hutt Der scho virdu gemaach. Wie wëll Stellung dozou huelen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir hutt an Ärer Untrëttsried drop higewisen, wéi wichteg et wier, dass mer iwwert de Statutt vum Deputéierte géife schwätzen, an dofir mengen ech och, dass et do wichteg wier – Dir wollt eng Consultatioun mat de jeweilige Parteien, déi am Parlament vertruede sinn, doriwuer féieren –, dass een dat soll ofwaarden, Är Consultatiounen, déi Der maacht. Dir hutt en Engagement hei ginn an dofir wier ech och där Meenung, mir sollen iwwert déi de Moment net ofstëmme, mee dass do soll dee Consultatiounsprozess, deen Der am gaang sidd – oder ugekënnegt hutt –, mat de Parteien ze maachen, gemaach ginn an dass mer dann Ufank des Joers drop zrëckkommen, wéi et ass.

Well do sti verschidde Saachen dran, déi ganz gutt sinn, et sinn aner Saachen dran, déi ee soll diskutéieren, mee et soll een op alle Fall d'Chance elo notzen, fir déi Saach unzegoen, an do hutt Dir eis Ennerstëtzung an ech géif eis gréng Kollegee bidden, mat op dee Wee ze goen, dass mer dat maachen, dass mer dann och hei an de Plenum zrëckkommen, wann Dir Är Consultatiounen ofgeschloss hutt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Mir fannen déi heite Resolutioun ganz sympathesch. Mir hate jo och schon driwwer diskutéiert respektiv och e Projet de loi iwwert d'Opwärtung vum Lokalmandat. An där ganzer Diskussioun Anticumul passt dat heite ganz gutt zesummen. Dofir fanne mer et wichteg, dass och hei déi nächst Etappe gemaach ginn.

Natierlech stelle sech hei ganz vill Froen hannendrunner, d'Opwärtung vum Deputéierten ass jo net aleng elo de Congé politique. Ech mengen, do gëtt et déi ganz Cotisatiounen, sozial Ofsécherung eebe mat der Pai an och, wéi een an Zukunft wëll schaffen. Ech

mengen, do si vill Froen hannendrunner, mee et mécht Sënn, a mir hoffen och, dass mer an dëser Legislaturperiod an där ganzer Anticumuldiskussioun, déi mer iergendwéi ëmmer fuerderen an heiansdo an de Walprogrammer optaucht, eng Kéier Neel mat Käpp maachen, dofir begrëisse mer déi heiten Approche.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fannen d'Resolutioun ganz sympathesch. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis am Ufank vun enger Legislatur déi Gedanke maachen an dat net erëm fënnf Joer virun eis hierschiben an dann an den nächste Walprogrammer erëm jiddwereen dat nimmlecht schreift an um Enn vum Dag komme mer net wierklech weider.

Ech mengen, dass et richtig ass, dass mer eis dat heite vlächet an enger Kommissioun eng Kéier am Detail ukucken. Wéi eng dat genau ass ... Warscheinlech Institutiounen, vum Bauchgefill hier, well et awer och zum Deel ëm konstitutionell Froen an ëm d'Walgesetz geet.

Ech hätt gemengt, dass ee se direkt hätt kënnen stëmme an dann d'Aarbecht maachen, wann net ee ganz konkrete Detail nimmlech schonn drastoe géif, nimmlech de Congé politique vun 20 op 40 Stonnen ze erhéien. Wann deen Detail net dra gewiescht wier, dann hätt mer eis hei just d'Wuert gi mam Vott, dass mer déi Aarbechte géifen entaméieren. Sou steet awer eng ganz konkret Fuerderung dran, soudatt ech et och éischer géif virzéien, et an der Kommissioun ze behandelen an da vlächet zrëckzekomme mat de méi konkrete Pisten, ob dat nimmlech iwwert de Congé politique oder iwwer aner Piste ka goen. Dat, mengen ech, muss mer diskutéieren, an deementspreechend, mengen ech, ass et gutt an der Kommissioun opgehewen, an ech soen dem Marc Spautz Merci fir déi Propos.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir si jo och ganz kloer géint Duebelmandater an an deem Kontext wiere mer och hei derfir, fir de Statutt vum Deputéierten allgemeng eng Kéier ze iwwerschaffen. An hei schéngt fir eis och kloer ze sinn, dass dat e Mandat à plein temps soll sinn. Ech froe mech och, vu wou dat do iwwerhaupt hierkënn, historesch gesinn, dass dat just 20 Stonne solle sinn. Ech weess och net, wéi et am Ausland ass. Ech ka mir net virstellen, dass et iergendwou ... Et kann awer sinn, ech weess et net, am Bundestag oder wou, dass dat do och hallef Tächë sinn. Mee fir mech op jidde Fall, mengen ech, ass d'Aarbecht vum Deputéierten eng Aarbecht à plein temps.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Hei also och huet den Här Spautz eng Propositioun gemaach, fir dës Resolutioun an d'Kommissioun ze schécken. Madamm Tanson, sidd Der domadder averstanen? Dat ass positiv, da kënnen mer iwwert dat hei och mat Handpiewen ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission

Wien ass derfir, fir se an d'Kommissioun ze schécken?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och hei d'Resultat ganz kloer.

(La résolution 2 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Institutions.)

Résolution 3

An da komme mer zur drëtter Resolutioun. Déi drëtt Resolutioun vun deene Lénken, déi geet iwwert

d'Invitation an d'Réunion nationale „Logement“, déi vun der Regierung ugekënnegt ginn ass. Wëllt Dir, Här Baum, nach e puer Wuert doriwuer soen?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech géif e puer Wuert doriwuer soen. Ech wëllt dem Premier Merci soen, datt en drop reagiert huet. An en huet an engem Punkt definitiv Recht: datt dat hei eng Fro ass, déi d'Chamber betrëfft – et ass eng Resolutioun – an net direkt d'Regierung. Et ass, mengen ech, e Statement, deen d'Chamber soll maachen, datt, wann esou eng Réunion nationale „Logement“ zesummekënnert, d'Chamber do och hir Plaz huet, datt dat de Wonsch vun der Chamber ass. Wéi dat herno konkret ausgesäit, ob do eng Kommissioun dohinnergeet – d'Logementskommissioun géif sech do zum Beispill ubidden –, fir d'Representatioun vun der Chamber ze sinn, dat ass dann och, mengen ech, Saach vun der Chamber, wéi dat genau konkret soll ausgesinn.

Dir sot, Dir wëllt staatlech Institutiounen invitéieren, d'Gemengen. Mir hunn eng 100 Gemengen an Land. Wann all déi Representanten do sinn, da wäerten, mengen ech, déi 13, 14 Membere vun der Logementskommissioun do schonn net zu engem gréisseren Platzmangel féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Wie freet nach d'Wuert zur dëser Resolutioun? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, esou sympatesch, wéi mer déi Resolutioun och ass, kann ech mer schlecht virstellen, dass 60 Deputéierter an 100 Gemengen – dat wiere schonn 160 Leit! – do géife sëtzen, fir dorun deelzehuelen. Dat gétt näischt. Mee ech mengen, wichteg ass, datt schnellstméiglech esou en Dësch zesummegeruff gétt an dass dat, wat un deem Dësch diskutéiert ginn ass, dann hei an dëse Raum kënnert, dass heiriwwer diskutéiert gétt an dass dann och hei déi Entscheedung geholl ginn, déi e Parlament ze huelen huet.

Dofir sinn ech der Meenung, esou sympatesch d'Idi och ka kléngen, dass et net de Moment ass, fir déi Resolutioun hei kënnen unzehuelen, an dass mer déi Resolutioun géifen ofleenen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. déi Lénk schwätzen hei vun enger nationaler Reunion. Mir hu vun engem nationale Logementsdësch geschwat. Ech mengen, do si mer ganz no. Mir hunn dat jo gefuerdert, well et wichteg ass, dass déi verschidden Acteuren aus dem Secteur zesummekommen, dat och zesumme mat der Politick. An dass dat fonctionéiert ... Do gouf et jo an der Vergaangenheet – dat war 2004, 2005 – de Rentendësch. Do waren och ganz vill Leit zesummen an dat ass gaangen. An de President huet jo selwer gesot, dat hei wär déi stäerkste Chamber, déi et jeemools gouf. Ech mengen, da solle mer eis elo net kleng maachen an trauen, dat doten ze maachen.

Merci.

Une voix | Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, mir sinn och där Meenung an den Här Baum, deen hutt eis och do elo e bëssen iwweezeegt, ...

(Hilarité)

... dass do wuel kënnen Membere vun der Logementskommissioun zum Beispill derbäi sinn. Dat ass absolut machbar.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Spautz huet eppes gesot, wou ech fundamental anerer Meenung sinn, nämlech: „Dat gétt dann do diskutéiert an da gétt et jo souwisou och hei am Haus nach eng Kéier diskutéiert.“ Mee dat ass e bësse genau dat, wat mer bei deene leschten Tripartitt-Verhandlungen zum Deel kritiséiert hunn, wou mer gesot hunn: Et gétt negociéiert, et gétt en Deal ficeléiert an dee kann d'Chamber jo u sech just nach entweeder unhuelen oder ofleenen. Mee Gestaltungsméiglechkeeten huet den éischte Pouvoir vum Land dann de facto net méi, well en net um Dësch souz. E souz net derbäi. E weess net, wéi et zu deem Deal koum. E weess just: „Vogel, friss oder stirb!“

A well et dann am Interêt vun de Leit ass, iwwehëlt d'Chamber dann hir Responsabilitéit an et gétt meeschtens gesot: „Ma dann avaléiere mer dat. Mir huelen dat un a mir stëmmen et.“ Mee a Wierklechkeet misst dach, wann dat hei déi stäerkste Chamber ass, déi d'Land jee gesinn huet, d'Chamber och mat impléziéiert sinn.

An datt dat op vill méi groussen Niveaue wéi Lëtzebuerg geet, weist d'Conférence sur l'avenir de l'Europe, wou d'Chamber, wou all europäesch Parlament associéiert war, zesumme mat der Zivillgesellschaft. Mir hu souguer breet zivillgesellschaftlech Consultatiounen gemaach. Ech mengen, de President vun der leschter aussepolitischer Kommissioun, den Yves Cruchten, erënnert sech ganz gutt un deem zum Deel wierklech heroeschen Effort, fir dat ze stemmen. Mee et gouf gemaach! Et ass also méiglech, fir en amont matzeschwätzen an net eréischt bei de Faits accomplis herno dat mussen ze schlécken, wat iergendwou anescht hanner zouenen Dieren ausgehandelt gouf. Mir stëmmen dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech géif et och wichteg fannen, dass an engem Dossier, wou mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens sinn, datt et eng vun deene ganz grouse Prioritéiten ass, jiddwereen alleguerten d'Argumenter um Dësch kennt an am Detail ka suivéieren an och matdiskutéieren. An d'Roll vun der Chamber gouf jo an de leschten Deeg ganz vill ënnerstrach. Dofir ënnerstëtze mir och deen heiten Text vun deene Lénken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass keng weider Wuertmeldung do.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dëser Resolutioun. Ech ginn dervunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la résolution 3

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 25. Nee-Stëmmen: 35. Abstentiounen: 0.

Plusieurs voix | O!

M. Georges Engel (LSAP) | Dat neit 29:31.

M. Claude Wiseler, Président | D'Resolutioun ass also mat 35 Stëmmen géint 25 Stëmmen ofgeleent ginn.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre

De Premierminister huet gëschter am Kader vu senger Deklaratioun iwwert de Regierungsprogramm der Chamber d'Vertrauensfro gestallt, iwwert déi mir elo ofstëmmen, esou wéi et am Artikel 87bis vum Chambersreglement virgesinn ass.

An d'Fro ass: Ass d'Chamber averstanen, der Regierung hiert Vertrauen auszuschwätzen? Ech ginn och dervunner aus, datt mer elo e Vote électronique maachen.

(Hilarité)

D'Ofstëmmen fänkt un. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 35.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Nee-Stëmmen: 25.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | A keng Enthaltung.

Domadder schwätzt d'Chamber mat 35 Stëmmen géint 25 Stëmmen der Regierung hiert Vertrauen aus.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

Une voix | Oder 47 %. Mat 47 %!

M. Claude Wiseler, Président | An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.48 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Composition des collèges échevinaux	8253	Marc Goergen	63
Fermeture de BSH Luxembourg	8127	Marc Spautz	49	Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols	8254	André Bauler	63
Mobbing dans les écoles	8137	Martine Hansen	49	Publication des tests de l'INLL sur Internet	8255	Fernand Kartheiser	63
Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national	8142	Martine Hansen	50	Prévention suicide à l'école	8256	Fernand Kartheiser	64
Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bæch »	8183	Martine Hansen	50	Habilitation de sécurité	8257	Marc Spautz	64
Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg	8200	Gusty Graas	50	Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8258	Fernand Kartheiser	65
Enquête de l'Autorité de la concurrence	8202	Elisabeth Margue, Marc Lies	51	Encadrement personnalisé par l'ADEM	8259	Sven Clement	66
Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue	8205	Guy Arendt, Gusty Graas	51	Crédits-relais immobiliers	8260	Laurent Mosar, Gilles Roth	67
Agriculture biologique	8208	Marc Goergen	51	Présence du loup au Luxembourg	8261	Diane Adehm	67
Regroupement familial	8216	Sven Clement	51	Concept du « Housing First »	8262	Djuna Bernard, François Benoy	68
Projet Expertisa	8223	Octavie Modert	52	Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité	8263	Myriam Cecchetti	69
Connexion entre le Holleschbiërg et Howald	8224	Claude Lamberty	52	Biocarburants de deuxième génération	8264	Marc Goergen	69
Travailleurs saisonniers	8225	André Bauler	53	Indemnisation des pompiers volontaires	8265	Marc Goergen	69
Viande de cheval	8226	Marc Goergen	53	École privée à Medernach	8266	Martine Hansen	70
Encadrement personnalisé par l'ADEM	8227	Sven Clement	53	Centre de primo-accueil	8267	Sven Clement	70
Viande de gibier	8228	Sven Clement	54	Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois	8268	Sven Clement	71
Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air	8229	Sven Clement	54	Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère	8269	Fred Keup	71
Pension des anciens prisonniers	8230	Marc Spautz	55	Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle	8270	Diane Adehm	71
Achat rétroactif de périodes d'assurance	8231	Léon Gloden	55	Flambée des prix pétroliers	8271	André Bauler	72
Domaine thermal à Mondorf-les-Bains	8232	Jeff Engelen	55	Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales	8272	Nathalie Oberweis	72
Élargissement de l'A3	8233	Gusty Graas	56	Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg	8273	Nathalie Oberweis	73
Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières	8235	Marc Spautz	56	Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique	8274	Nathalie Oberweis	73
Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbiërg » lors du chantier	8236	André Bauler	57	Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique	8275	Nathalie Oberweis	74
Loi sur le bail à usage d'habitation	8237	Yves Cruchten	57	Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique	8276	Nathalie Oberweis	75
Hausse du nombre d'infections Covid-19	8238	Cécile Hemmen	58	Violence judiciaire	8277	Nathalie Oberweis	75
Augmentation du prix de vente des carburants	8239	Gilles Roth	58	Effectif de la Police grand-ducale	8278	Laurent Mosar, Léon Gloden	80
Départs volontaires dans la Police grand-ducale	8240	Marc Goergen	59	Hausse des importations de GNL russe	8279	Laurent Mosar, Paul Galles	80
Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP)	8241	Gusty Graas	59	Compensation de l'index	8280	Marc Goergen	80
Fuite de données de clients Luxair	8243	Diane Adehm, Laurent Mosar	59	Bilan du secteur de l'espace	8281	Laurent Mosar, Diane Adehm	81
Maison de répit pour jeunes au Luxembourg	8244	André Bauler, Gilles Baum	60	Service médico-sportif	8282	Laurent Mosar, Georges Mischo, Nancy Arendt épouse Kemp	81
Offre publique du LNS	8245	Diane Adehm	60	Projet « Megaverse »	8286	Sven Clement	82
Réforme du service « Adapto »	8247	Fernand Kartheiser	60	Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes	8289	Myriam Cecchetti	82
Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8248	Léon Gloden, Laurent Mosar	61				
Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8249	Marc Goergen	62				
Agréments pour gérer des logements thérapeutiques	8250	Gusty Graas, Gilles Baum	62				
Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers	8251	Diane Adehm, Martine Hansen	62				
Prix du permis de conduire	8252	Nancy Arendt épouse Kemp	62				

Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes	8290	Gusty Graas	83	Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG	8310	Fred Keup	90
Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé	8291	Roy Reding	83	Évaluation du cours « Vie et société »	8311	Fernand Kartheiser	91
Habilitation de sécurité	8292	Fernand Kartheiser	84	Éducation à la sexualité	8312	Fernand Kartheiser	91
Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction	8293	Sven Clement, Marc Goergen	84	Congé pour raisons familiales	8314	Max Hengel	92
Maladies de l'amiante	8294	Marc Spautz	85	Centre de primo-accueil	8315	Paul Galles	92
Conséquences de la restructuration de Goodyear	8295	Martine Hansen, Marc Spautz	85	Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions	8316	Fernand Kartheiser	93
Consommation énergétique des bâtiments étatiques	8296	Elisabeth Margue	86	Grève chez Cargolux	8317	Myriam Cecchetti	93
Rénovation du domaine thermal à Mondorf	8298	Jeff Engelen	86	Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	8318	Jeff Engelen	93
Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146	8299	Martine Hansen	87	Rupture de stock du cannabis médicinal	8319	Sven Clement	94
Incapacité de prise en charge de nouveaux patients	8300	Gusty Graas	87	Voyager avec du cannabis médicinal	8320	Sven Clement	94
Calibrage des radars mobiles en cas de pluie	8301	Marc Goergen	87	Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse	8321	Martine Hansen	94
Problème avec les bornes de recharge « Chargy »	8302	Gusty Graas	88	Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye	8322	Laurent Mosar	95
Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg	8303	Diane Adehm	88	Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt	8324	Marc Goergen	95
Suppression de la ligne RGTR 179	8304	Martine Hansen, Emile Eicher	88	Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg-Saarburg	8327	Jeff Engelen	95
Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg	8305	Jeff Engelen	89	Mobibus	8328	Paul Galles	96
Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM	8306	Marc Goergen	89	SMA (Service moyens accessoires)	8329	Fernand Kartheiser	96
Aides pour les propriétaires forestiers	8307	Martine Hansen	89	Pénurie d'antibiotiques	8330	Gilles Baum, Gusty Graas	97
Durée des incapacités de travail	8308	Sven Clement	90	Droits de cabaretage	8332	Marc Goergen	97
Projet de construction d'un hélicoptère privé à Urspelt/Clervaux	8309	Stéphanie Empain, Jessie Thill	90	Accès aux mines	8335	Georges Mischo	98
				Système de facturation électronique Peppol	8336	Jean-Paul Schaaf	98
				Enfants ukrainiens déportés en Russie	8337	Claude Wiseler	99

Fermeture de BSH Luxembourg | Question 8127 (05/07/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le groupe Siemens a annoncé le 3 juillet 2023 sa décision de mettre un terme aux activités de BSH Luxembourg SA. Cette décision fait suite aux résultats en recul pour l'année 2023. D'après un communiqué du syndicat OGB-L, la décision de fermer la filiale luxembourgeoise est « surprenante », puisque « la société BSH Luxembourg SA est une entreprise qui s'est avérée pérenne dans le temps et qui dispose par ailleurs d'une très bonne convention collective de travail. Au cours des dernières années, l'entreprise a affiché de très bons chiffres au Luxembourg et a même fait des résultats records lors de la pandémie de Covid. L'entreprise venait même d'ouvrir une boutique au cœur de la capitale, pour se rendre plus accessible et accroître sa notoriété. »

Cette annonce va entraîner une série de licenciements ; environ 50 salariés seraient concernés par cette fermeture des activités.

Dans ce contexte, je voudrais poser ces questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société BSH Luxembourg SA ? Comment évalue-t-il la situation ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux 50 salariés concernés par cette fermeture des

activités, surtout dans la mesure où la conjoncture actuelle rend la recherche d'un nouveau travail plus difficile et incertaine ?

Réponse (29/08/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Par le biais du Comité de conjoncture, il est assuré que le Ministre de l'Économie et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire sont informés de telles situations.

La fermeture de l'entité luxembourgeoise du Service après-vente des articles ménagers de l'entreprise Bosch Siemens Services, appartenant à 100 % au Groupe Bosch mais assurant le service après-vente des produits Siemens, Bosch, Neff et Gaggenau, est due à la décision de l'entreprise d'assurer dorénavant ce service via l'Allemagne pour des raisons de rationalisation et de réduction de coûts, ceci dans le contexte général de la baisse de ventes au niveau européen.

L'ADEM accompagne toutes les personnes à la recherche d'un nouvel emploi et les conseille dans leur recherche, tout en proposant des services et un encadrement adapté à leurs besoins.

Ainsi, une délégation de l'ADEM s'est rendue en date du 24 juillet 2023 dans les locaux de l'entreprise BSH pour informer les salariés sur les modalités d'inscription à l'ADEM ainsi que sur les conditions des différentes aides et mesures en faveur de l'emploi.

Le 26 juillet 2023, une séance d'information sur la rédaction d'un CV a été organisée sur place, sur demande de BSH, par l'ADEM pour les salariés de BSH.

Mobbing dans les écoles | Question 8137 (10/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An de Lëtzebuerger Schoule kënn et ëmmer nees zu Fäll vu Mobbing. Mengen Informatiounen no huet rezent d'Elterevereenegung vun engem Lycée sech souwuel un d'Direktioun wéi och un de Ministère gewannt, wéinst engem Fall vu Mobbing vun engem Enseignant vis-à-vis vu Schüler.

Vum Ministère selwer krut d'Elterevereenegung bis elo nach keng Réckmeldung, dofir awer vun der Direktioun: Hir wieren a sou Fäll d'Hänn gebonnen, heescht et. Et gött op de Ministère verweisen, deen der Direktioun géif soen, déi betreffen – mannerjäreg – Schüler missten alleguer eng „attestation sur l'honneur“ ausfüllen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Ass dem Här Minister de beschriwwene Fall bekannt?

– Wa jo, wéi huet hie reagiert respektiv wéi gedenkt hien ze reagieren?

– Kann hie confirméieren, dass vun de betraffene Schüler eng „attestation sur l'honneur“ verlaangt gött?



2. Ganz allgemeng, wéi eng Méiglechkeeten an Instrumenter hunn déi éffentlech Schoulen, fir op Mobbing-Attacken op Schüler, déi vun Enseignanten ausginn, ze reagéieren?

3. Wéi eng Roll wäert den „Child Protection Officer“, dee vun der Reentrée un an de Schoulen zum Asaz soll kommen, bei Mobbing-Attache vun Enseignanten op Schüler spillen a wéi wäit geet säin Handlungsspillraum?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech bieden ëm Versteesdemech, datt de Ministère net kann zu Eenzelfäll Stellung bezéien. Am Allgemenge sief awer gesot, datt Virwërf, déi engem Beamten oder engem Employé vum Staat am Kader vun enger disziplinarescher Prozedur gemaach ginn, duerch präzis Fakte mussen beluecht sinn. Dëst kënnen zum Beispill och Aussoe vu Concernéierte sinn, déi eng sougenannten „attestation testimoniale“ maachen. Wann et sech dobäi ëm Mannerjäreger handelt, ginn dës vun hiren Eltere begleet an assistéiert.

Am Fall, op deen déi honorabel Deputéiert sech bezieht, hunn d'Vertrieder vun den Eltere bei Geleeeënheet vun enger rezenten Entrevue déi uewe genannten Informatiounen an Explicatioune kritt.

ad 2. Wann et zu Mobbingfäll këmmt, sou spillen déi gesetzlech verankert disziplinaresch a strofretlech Prozeduren.

ad 3. Nom modifizéierte Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Organisatioun vum Lycéeën huet den Délégué à la protection des élèves (DPE) – deen oder déi innerhalb vum Personal vun de SePAS oder den SSE designéiert ginn – den Optrag, als Referenzpersoun fir d'Fachleit vun de Lycéeën souwéi och fir d'Schüler, déi Affer oder Zeie vun enger Gewaltsituatioun gi sinn, ze fungéieren.

Den DPE huet laut Gesetz déi folgend Aufgaben:

- 1° de Schutz vun de Rechter vum Schüler an d'Preventioun vun all Form vu Mëssbrauch ze fërderen;
- 2° déi éischt Ulafstell ze si fir Berodung an Ënnerstëtzung vun der ganzer Schouलगemeinschaft an den Elteren, mam Zil fir d'Schüler virun all Form vu Mëssbrauch ze schützen;
- 3° all Fachleit aus der Schouलगemeinschaft ze informéieren an ze beroden, wéi ee mat Informatiounen a Situatiounen ëmgeet, déi d'Wuelbefannen oder d'Rechter vun de Schüler a Gefor bréngen, souwéi och am Kontext vun der Transmissioun vun dësen Informatiounen un d'Justizautoritéiten;
- 4° den Acteuren aus der Schoul déi néideg Konzepter a Weiderbildungen zur Verfügung ze stellen.

D'Funktoun vum DPE ass eng Funktioun, déi d'Expertis an d'Aufgabe vum psychosoziale Personal am Beräich vum Afferschutz formaliséiert a méi siichtbar mécht fir d'Acteuren aus der Schoul.

D'Funktionsbeschriewung vum DPE, déi ab der Reentrée 2023/2024 wäert a Kraaft trieden, beschreift déi divers Aufgabe vum DPE am Kontext vun enger „wholeschool approach“, déi vum DPE initiéiert, ënnerstëtz, entwéckelt an ëmgesat gëtt, sief et an der Ënnerstëtzung vum Jonken a senger Famill, an der Entwécklung vun der interner Zesummenaarbecht am Lycée, an der Zesummenaarbecht mat de Famillje souwéi och an der Qualitéitsentwécklung vun der psychosozialer an der pädagogescher Praxis.

Am Fall vun enger Plainte an/oder engem Signalement, informéiert den DPE d'Affer a seng Famill iwwer hir Rechter an de Verlaf vun der Prozedur a begleet se wann néideg. Op Basis vun enger

gemeinsamer Aschätzung am multidisziplinären Team ënnerstëtz den DPE all Etapp vun der Interventioun. Hien ass och zoustänneg, fir präventiv eng „culture de bientraitance“ am Lycée anzeféieren, ënner anerem mat Hëllef vun engem Verhalenskodex bezüglech der Protektioun vun de Schüler. Am Dialog mat de Familljen an an Zesummenaarbecht mam Elterecomité wäerten hir Besoinen zum Thema „bientraitance“ erfaasst an a Betruecht gezu ginn.

Well et d'Zil ass, d'Affer ze ënnerstëtzten a seng Rechter ze schützen, ginn all Situatiounen, egal ob d'Iwwergrëff baussent oder bannent der Schoul geschitt sinn, an och onofhängeg vun der Funktioun vum Auteur (Schüler, Enseignant oder Member vum Personal vum Lycée), individuell an un d'Situatioun ugepasst behandelt.

Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national | Question 8142 (11/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Déi national Vereenegung vun de Chargéen (Association des chargés de l'enseignement national ASBL – ACEN) huet dës Deeg op d'Aarbechtskonditioune vun hire Memberen higewisen. Dobäi gouf ënner anerem Kritik un de Modalitéite vun der Méiglechkeet vun der Fonctionnarisation ausgedréckt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisation mat deene Chargéen, déi den „examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant“ inklusiv Legislatiounsexamen zwar gepackt, sech awer net „en rang utile“ klasséiert haten? Kréie si de bestanene Concours unerkannt? – Wa jo, a wéi enger Form gëtt de bestanene Concours unerkannt? – Wann net, firwat net?
2. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisation mat deene Chargéen, déi virun hirem Wiessel an den Enseignement an engem aneren Domaine an der Fonction publique geschaff hunn? Kréie si deen Deel vun hirer beruflecher Karriär unerkannt? – Wa jo, a wéi enger Form? – Wann net, firwat net?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et sief fir d'alleréischt ervirzehiewen, datt et zwee Cas-de-figurë gëtt, déi net solle matenee vermëscht ginn: engersäits den Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant an anerersäits den Examen de fin de stage.

ad 1. Vu datt et sech beim Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant ëm e Concours handelt, bei deem all Sessioun eng Clôture huet, muss eng Persoun, ob Chargé d'enseignement/Chargé de cours oder net, déi sech net „en rang utile“ klasséiert huet an Enseignant-fonctionnaire wëll ginn, sech dem Concours op an Neits stellen. Et sief bemierkt, datt dee Concours kee Legislatiounsexame virgesäit.

En vue vun der Fonctionnarisation stellen d'Kandidaten sech dem Examen de fin de stage an net dem uewe genannte Concours. Et handelt sech dobäi ëm een anere Genre vun Epreuven; deemno kënnen d'Resultater vun Epreuvë vum Concours och net am Kader vun der Fonctionnarisation unerkannt ginn. An deem Sënn gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 30. Juli 2015 (Loi modifiée du 30 juillet portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale), wat d'Fonctionnarisation fir d'Agenten aus dem Sous-groupe

Enseignement reegelt, och keng Dispens fir de Legislatiounsexame vir.

ad 2. Chargéen, déi sech der Fonctionnarisationsprozedur stellen, müssen ënnert anerem 15 Joer Déngscht als Employé de l'État virweise kënnen, sou wéi de Statut vum Fonctionnaire et a sengem Artikel 80 virgesäit. Hei gi souwuel Contrats à durée déterminée (CDD) wéi och Contrats à durée indéterminée (CDI), onofhängeg vum Sous-groupe oder dem Domaine, mat consideréiert, soulaang et keng Ënnerbriechung tëscht den eenzelne Kontrakter gëtt.

D'Astufung vum fonctionariséierten Employé a puncto Carrière gëtt vum Artikel 80 vum modifizéierte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 (Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) gereegelt.

Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bäech » | Question 8183 (26/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'Ënsber Plage um Stauséi, méi genee de Lieu-dit „an der Bäech“ soll eisen Informatiounen no neigemaach ginn. Bei dësem Projet gëtt et eng Rei Onkloerheeten, wat den Zougang op dese Site ubelaangt. De Site garantéiert momentan den Zougang zum Solarboot an och e barrièrefräien, befestegten Zougang zum Waasser. Fir vill Leit mat enger Gehbehënnerung ass schwammen eng onersetzlech sportlech Aktivitéit, déi si maache kënnen, awer nëmme wann den Zougang zum Waasser befestegt an och barrièrefräi méiglech ass.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

1. Ass e befestegten a barrièrefräien Zougang op dës Plage virgesinn?
2. Wa jo, wéi gëtt dësen assuréiert?
3. Wann nee, firwat net?
4. Fält dësen neien Amenagement vum Site ënnert d'Kompetenz vum Service national de la sécurité dans la fonction publique, vu d'Präsenz vum Accès zum Solarboot?

Réponse (28/08/2023) de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vum Reamenagement vun den Uferen zu Ënsber gesäit vir, de bestoenden Zougang zum Stauséi duerch ee befestegten an zum Deel barrièrefräien Amenagement ze verbessern.

ad 2. D'Amenagement, déi virgesi sinn, ëmfaassen d'Hierstelle vu befestegte quasi horizontale Palieren, déi sech progressiv dem Niveau vum Stauséi upassen a jee no „Stauhaltung“ vun de Leit benotzt kënnen ginn.

Zousätzlech wäert och am ieweschten Deel vum Projet eng barrièrefräi Plattform mat direktem Zougang op d'Ramp, déi bei d'Solarboot féiert, geschaaft ginn.

ad 4. Dësen neien Amenagement fält ënnert d'Kompetenz vun der Stroossebauverwaltung.

Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg | Question 8200 (01/08/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Dans sa newsletter de juillet 2023 le président du Syndicat des P&T renvoie sur une enquête climat interne 2023 qui a été réalisée auprès de POST Luxembourg. D'après ces assertions « les résultats sont sans



aucun doute catastrophiques et nécessitent des mesures urgentes ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les résultats de cette enquête ?

– Dans l'affirmative, quelles mesures devraient être prises afin de donner suite à cette enquête ?

Réponse (29/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

POST Luxembourg réalise à intervalles réguliers des enquêtes sur le climat interne. L'entreprise précise que l'analyse des résultats lui permet de rester régulièrement informée sur le ressenti de ses salariés et de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposeraient. Le format des questions posées assure la comparabilité des résultats dans le temps.

Concernant les résultats de l'enquête « climat interne 2023 », publiés sur le site Intranet de POST Luxembourg, sur l'ensemble des questions posées, 63 % des employés sont satisfaits ou très satisfaits, en outre 69 % des collaborateurs sont fiers de travailler pour l'entreprise POST.

Les résultats de l'enquête mentionnée ont été soulevés lors de la dernière réunion du conseil d'administration de POST Luxembourg en juillet. La direction générale, sur base d'une analyse détaillée des réponses, a indiqué qu'elle mettra sur pied, comme par le passé et en concertation avec les représentants du personnel, un plan d'action sur les points où cela s'avérerait nécessaire.

Enquête de l'Autorité de la concurrence | Question 8202 (03/08/2023) de Mme Elisabeth Margue | M. Marc Lies (CSV)

Kierzlech huet déi lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit eng Enquête iwwert de Wunnengsmaart publizéiert, wou den Immobiliensecteur analyséiert ginn ass. Sou ass ënnert anerem gekuckt ginn, ob d'Promoteure respektiv bei der Promotion immobilière wei och beim Bau an der Commercialisatioun d'Reegele vum Marché respektéiert gi sinn. An dësem Kontext huet d'Konkurrenzautoritéit Constaten a Recommendationatioun formuléiert, déi fir vill Diskussiounen a Reaktiounen am Secteur gesuergt hunn an op déi och vusäite vum Ministère aus a Form vun enger Stellungnam reagéiert ginn ass.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Ass déi Enquête vun der Lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit iwwert den Immobiliensecteur representativ?

– Wéi sinn déi Betriber selektionéiert ginn, déi ugeschriwwen gi sinn? Ass en Ënnerscheid gemaach ginn tëscht Bau-Entreprises a Promoteurs immobiliers respektiv den Entreprises, déi a béiden Domainen aktiv sinn?

– Mécht d'Enquête kloer genuch den Ënnerscheid tëscht de verschiddenen Acteuren?

– Wéi eng Froe sinn de Betriber gestallt ginn iwwer Salaireskäschten?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Konkurrenzautoritéit genuch Fakten hat, fir zur Conclusioun ze kommen: „[...] et ass net ausgeschloss, dass eng Concertatioun besteet“, oder handelt et sech bis lo just ëm Hypothesen opgrond vum Constat, dass d'Salaires niddreg sinn?

– Misst d'Autorité de la concurrence net eng Instruktioun maachen, wann se e konkreete Verdacht huet? Wäre et net méi sënnvoll gewiescht, Conclusiounen eréischt no enger Instruktioun ze zéien?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass de Sozialdialog am Secteur immobilier fonctionéiert?

– Wéini krut den Här Här Minister d'Resultater vun der Enquête presentéiert?

Réponse (29/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

D'Regierung äussert sech net iwwert d'Methodologie oder déi genee Konditiounen, op Basis vun deenen dës – oder aner – sektoriell Enquête vun der Konkurrenzautoritéit durchgeführt ginn. Déi Aarbechte ginn onofhängeg a vertraulich vun der Konkurrenzautoritéit gemaach. De Wirtschaftsministère war also zu kengem Ament an dës Enquête implizéiert. D'Regierung huet weeder dës, nach aner Enquête vun der Konkurrenzautoritéit, jeemoools an Optrag ginn.

Déi um Internetsite vun der Konkurrenzautoritéit verëffentlecht Dokumenter enthalen awer detailléiert Informatiounen an Erklärungen, wéi d'Konkurrenzautoritéit bei hirer Enquête iwwert den Immobiliensecteur virgaangen ass: <https://concurrence.public.lu/fr/avis-enquetes/enquetes/2023/immobilier-residentiel.html>.

D'Konkurrenzautoritéit ass eng onofhängeg Autoritéit, déi nieft anere Missiounen zoustänneg ass fir d'Uwende vum Konkurrenzrecht zu Lëtzebuerg. Duerch d'Gesetz vum 30. November 2022, dat déi europäesch Direktiv 2019/1 an nationaalt Recht ëmgesat huet, ass d'Onofhängegkeet vun der Konkurrenzautoritéit weider gestärkt ginn: Aus enger Administratioun, dem fréiere „Conseil de la concurrence“, gouf en Établissement public.

Am Kader vun hire Missiounen kann d'Konkurrenzautoritéit sech selwer befaassen, fir Enquêtes a bestëmmte Secteuren ze realiséieren, wou de Fonctionnement vun de Konkurrenzbestëmmungen analyséiert gëtt. Déi vun den Deputéierten ugeschwate sektoriell Enquête iwwer den Immobiliensecteur, déi am Juli 2023 verëffentlecht gouf, ass d'Resultat vun esou enger Analys.

Dës Aarbecht ass eng Suite vun der „Enquête sectorielle dans le secteur de la construction et des marchés publics“, déi schon am Oktober 2021 vun der Konkurrenzautoritéit verëffentlecht gouf. D'Enquête „Immobilier résidentiel“ ass also keng nei Initiativ vun der Konkurrenzautoritéit, mee souzesoen de Suivi respektiv den zweeten Deel vun enger Analys, déi zanter e puer Joer amgaang ass.

Wat de Sozialdialog am Immobiliensecteur an doriwir eraus am Generellen ugeet, esou ass sécher gestallt, dass dës funktionéiert, ënnert anerem iwwert déi reegelméisseg Echangingen tëschent de Sozialpartner an der Regierung am Kader vum Comité de conjoncture.

Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue | Question 8205 (03/08/2023) de M. Guy Arendt | M. Gusty Graas (DP)

Et ass eis zu Ouere komm, dass verschidde Jeeër der Meenung sinn, dass d'Vitess op de Stroosse während den Dréckjuegte soll kënne verflüchtend reduzéiert ginn. Et ka jo mol virkommen, dass Wëld während der Dréckjuegd z. B. op eng ëffentlech Strooss oder eng Autobunn flücht. D'Zil wier ze verhënneren, dass Automobilisten oder Kläpper duerch schwéier, oder souguer déidlech, Accidenter zu Schued kommen.

An deem Kontext wollte mer den Här Mobilitéitsminister Folgendes froen:

1. Gëtt et eng Statistik iwwer Accidenter, déi am virgenannten Zesummenhang stattfonnt hunn?

2. Besti momentan Pläng, fir eng Vitessreduktioun op de Stroosse bei enger Dréckjuegd anzeféieren?

Réponse (29/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gi keng Statistike vu menge Servicer an deem Kontext gefouert.

ad 2. Op de Staatsstroosse gëllt allgemeng Folgendes:

Fir Klappjuegte ginn op Basis vun enger Permission de voirie Warnschëlde (A,14 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique où existe un risque que des animaux traversent la chaussée“ oder A,21 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique qui comporte ou peut comporter un danger autre que ceux indiqués par les autres signaux d'avertissement de danger“) mam Zousaz „ATTENTION BATTUE“ op de betroffenen Ofschnëtter opgestallt.

Dës Schëlde gi vun de Jeeër selwer matzäit opgestallt an de selwechten Dag och erëm ewechgeholl.

Eng zousätzlech Reduktioun vun der maximal erlaabter Geschwindigkeit, déi iwwert e Règlement ministériel de circulation misst ugefrot a geneemegt ginn, ass net virgesinn.

Konform zum Code de la route, kënne Verbuets- respektiv Gebotsschëlde op de Staatsstroossen och nëmmen duerch d'Stroossebauverwaltung opgestallt ginn. Op de Gemengestroosse kann dëst just duerch déi zoustänneg Gemeng realiséiert ginn.

Fir d'Automobiliste besser ze sensibiliséieren an op méiglech Risiken duerch d'Klappjuegd hinzewisen, ass et allerdéngs duerch den denkbare, duerch spezifesch Schëlde besonnesch op déi ausgeschëlde Gefor (A,14 oder A,21) hinzewisen, fir datt d'Automobilisten hiert Fuerverhalten an och hir Geschwindigkeit bei Gefor entspreche upassen an esou de Risiko vun engem Accident reduzéiert gëtt. Dës Moosnam ass och schon an der Vergaangenheet mat Verrieder vun der Juegd ugeschwat ginn.

Agriculture biologique | Question 8208 (04/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, bis 2025 minimum 20 % vun der landwirtschaftlecher Uewerfläch fir biologesch Landwirtschaft ze benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent Uewerfläch gouf 2018 fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

2. Wéi vill Prozent Uewerfläch gëtt haut fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

Réponse (28/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Stand Enn Oktober 2018 si 4,55 % vun der nationaler SAU (surface agricole utile) fir zertifizéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

ad 2. Stand Enn Juli 2023 si 6,94 % vun der nationaler SAU fir zertifizéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

Regroupement familial | Question 8216 (07/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass Persounen, déi am Kader vun engem Regroupement familial op Lëtzebuerg

komme sollen, fir d'Arees een „titre de voyage valide“ gefrot ginn, dëst och a Fäll, wou si schonn d'Recht op Asyl an engem anere Land zougesprach kritt hunn. Ouni de gültege Pass gëtt d'Demande an deem Fall da mengen Informatiounen no net traitéiert.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi ginn Demandé fir ee Regroupement traitéiert, wann de Familljember vu Regroupant schonn Asyl an engem anere Land zougesprach kritt huet?

2. Wéi eng Dokumenter ginn hei gefrot?

3. Wéi gëtt mat Fäll ëmgaangen, wou kloer ass, dass d'Familljemembere kee Pass kënnen bei den Autoritéite vun hirem Hierkonftsland froen?

Réponse (28/08/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministere de l'Immigration et de l'Asile

Allgemeng gëllt nom Artikel 34 vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008, datt en Drëttstaatler, deen a Lëtzebuerg areese wëll, am Besëtz vun engem valabele Reesdokument muss sinn.

Déi Reegel gëllt och fir en Drëttstaatler, deen am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial bei e Familljember op Lëtzebuerg komme wëll, egal ob en sech am oder ausserhalb vum Schengen-Raum befënnt. En Drëttstaatler, dee vun engem Memberstaat internationale Schutz unerkannt krut, ass deementspreechend am Besëtz vun engem Reesdokument, deen dat Land ausgestallt huet, wéi zum Beispill e Flüchtlingsspass (titre de voyage pour réfugiés).

All Drëttstaatler muss seng Demande fir e Regroupement familial ausserhalb vu Lëtzebuerg maachen an d'äerf och just a Lëtzebuerg areesen, wann déi Demande, duerch d'Ausstelle vun enger Autorisation de séjour temporaire, accordéiert gouf. Wann den Drëttstaatler visaflichteg ass, muss mat där Autorisiatioun e Visa ugefrot ginn, fir kënnen an de Schengen-Raum anzereesen.

Wéi eng Dokumenter am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial gefrot ginn, hänkt vun der familiärer Bindung of. Op alle Fall muss d'Identitéit vun der Persoun, déi wëll op Lëtzebuerg kommen, an d'familiär Bindung mat der Persoun, déi schonn am Land ass, bewise sinn. Et gëtt keen Ënnerscheid gemaach, ob déi Persoun sech nach am Hierkonftsland, a soss engem Drëttstaat oder an engem Memberstaat befënnt a wat fir ee Statut um Niveau vun der Immigratioun déi Persoun an deem Land huet.

All Demande gëtt traitéiert; wann nach Dokumenter feelen, ginn déi nogefrot.

Wann all d'Konditiounen vum Regroupement familial erfëllt sinn, an d'Identitéit vum Concernéierte gekläert ass, d'Persoun awer net am Besëtz vun engem valabele Reesdokument ass an och kee vu sengen nationalen Autoritéite kréie kann, gëtt d'Autorisation de séjour temporaire ausnamsweis awer ausgestallt. Deemo a wat fir engem Land d'Persoun sech befënnt, kann entweder en Emergency travel document bei den Autoritéite vum Land, wou si sech befënnt, ugefrot ginn. Als Alternativ kann e Laissez-passer vun der kompetenter Lëtzebuurger Ambassade oder enger Verriedung ausgestallt ginn. Mat deem Dokument, an dem eventuelle Visa, kann d'Persoun dann op Lëtzebuerg reesen.

Projet Expertisa | Question **8223** (09/08/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Le CID Fraen an Gender a annoncé récemment la fin du projet Expertisa, une base de données recensant des femmes expertes de différents domaines

professionnels pour participer à des interviews, conférences et débats.

L'origine de cette base de données remonte à 2010 : le premier « Projet mondial de monitoring des médias » (« Global Media Monitoring Project », GMMP), auquel le Luxembourg avait participé, avait montré une représentation des femmes à moins de 20 % dans les informations au Luxembourg. Un résultat très faible – et qui a conduit en 2013 à la mise en ligne de ce répertoire d'expertes disponibles pour participer à des interviews, conférences et débats et ainsi valoriser leur expertise en augmentant leur visibilité dans l'espace public. L'idée était donc de fournir un outil à disposition de toute personne – journaliste, mais aussi organisateur de manifestations – qui serait à la recherche d'une femme possédant une expertise particulière.

Le projet Expertisa était porté par le Cid-femmes et le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), et financé par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Comment est-ce que le Gouvernement explique la fin du projet Expertisa ? Quelle est son évaluation de la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à empêcher la clôture de ce projet ?

– Parmi les raisons évoquées dans le communiqué pour expliquer la fin de la base de données et du site web Expertisa, on retrouve le « manque flagrant de personnel et d'heures de travail payées ». Comment le Gouvernement évalue-t-il cette analyse ?

• De quelle manière est-ce que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes s'est impliqué dans le projet Expertisa ?

• À combien s'élevait l'aide financière accordée ? Est-ce que le Gouvernement estime cette aide suffisante pour vaquer à la tâche prévue ?

– Par ailleurs, le communiqué mentionne « beaucoup d'obstacles lors de la mise en œuvre du projet », notamment en termes de gestion du contenu de la base de données, son développement et sa mise à jour. Est-ce que le Gouvernement était au courant des difficultés rencontrées ?

• Dans l'affirmative, quelles actions concrètes ont été effectuées pour apporter le soutien nécessaire au développement du projet ?

• Pourquoi est-ce que ces actions n'étaient pas suffisantes ?

– Si l'actuel Gouvernement ne voyait pas l'utilité d'une telle base de données en lui accordant un financement et un soutien insuffisants, n'aurait-il pas été judicieux de continuer à soutenir le projet au moins jusqu'à ce que le prochain Gouvernement puisse décider de son sort ?

– Est-ce que le Gouvernement estime que la visibilité des femmes dans les informations au Luxembourg a sensiblement augmenté ? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement voit un lien avec la mise en ligne de la base de données Expertisa ?

– Dans son communiqué, le Cid-femmes attire l'attention sur un projet alternatif, le « International Female Board Pool », dont l'objectif est « d'augmenter la part des femmes dans les conseils d'administration des institutions privées et publiques et des corps intermédiaires ». Comment est-ce que le Gouvernement évalue ce projet alternatif ?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministere de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Malgré les progrès considérables réalisés au Luxembourg au cours des dernières années en matière d'égalité, les femmes restent encore sous-représentées dans certains domaines de la vie et notamment dans les médias.

L'engagement du Gouvernement en vue d'une amélioration de cette situation est documentée à travers plusieurs mesures du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, à savoir :

- participation du Luxembourg au Global Media Monitoring Project ;
- rechercher une collaboration active avec les professionnels du secteur et notamment le Conseil de presse pour évaluer la situation et discuter des pistes d'amélioration ;
- rendre visibles les compétences des femmes dans la prise de décision.

En date du 4 octobre 2021, les résultats luxembourgeois de l'édition 2020 du Global Media Monitoring Program (GMMP) ont été présentés et n'ont pas affiché de progrès substantiels en la matière.

Vu le rôle essentiel joué par les médias sur les mentalités et la perception des genres dès le plus jeune âge, j'ai eu, en octobre 2021, un échange de vues avec des représentants du Conseil de presse pour, tout en respectant le principe de la liberté de la presse, leur rappeler leur responsabilité dans ce domaine et pour les inviter à s'associer activement aux objectifs du Gouvernement de transformer l'égalité de droit entre les femmes et les hommes en une réalité de fait vécue au quotidien.

Étant donné qu'un répertoire de femmes expertes dans des domaines très variés est certainement un élément précieux d'une stratégie visant à mettre en avant leurs compétences respectives des femmes, les gouvernements successifs ont soutenu, depuis sa création, la mise en place et la gestion du projet « Expertisa » par le Cid-femmes/CID Fraen an Gender et le Conseil national des femmes du Luxembourg.

C'est pourquoi, je ne peux que regretter la décision des initiatrices de mettre fin à ce projet. Je confirme que les ressources financières, liées intimement aux ressources humaines, attribuées au Cid-femmes/CID Fraen an Gender n'ont pas été réduites depuis la création d'Expertisa, mais ont fait l'objet d'augmentations régulières : le budget alloué au CID est ainsi passé de € 319.441 en 2011 à € 528.220 pour l'année 2023.

Le projet « Female Board Pool », auquel Madame la Députée se réfère, contient plus de 900 profils de femmes faisant preuve de compétences très variées et prêtes pour briguer un mandat au sein de conseils d'administration. Le projet est soutenu financièrement par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes avec un budget de € 18.150 pour l'année 2023.

Connexion entre le Holleschbiérg et Howald | Question **8224** (10/08/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

Duerch den Ausbau vun der Déngschtbréck ënner der Autobunnsbréck „Pont Victor Bodson“ wier et méiglech, den Holleschbiérg zu Hesper mam Houwald fir Foussgänger a Vëlosfuerer ze verbannen. Laut engem rezente Artikel an der geschriwwener Press géif dës Iddi allerdéngs aktuell vum Mobilitéitsministère net a Betuecht gezu ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dëst confirméieren?
2. Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dës Iddi vum Mobilitéitsministère am Moment net consideréiert?
3. Gëtt et vusäite vum Ministère alternativ Proposen, fir den Houwald mam Holleschbiërg fir déi douce Mobilitéit ze verbannen?
4. Wann net, wéi géif en eventuelle Projet ausgesinn?

Réponse (26/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Déi aktuell Passerell ënnert dem Pont Victor Bodson ass eng Struktur, déi ausschliesslech drop ausgeluecht ass, fir Inspektiounen respektiv den Entretien vum der Bréck ze erméiglechen. Deemno ass déi disponibel Héicht duerch d'Struktur vum der Bréck op 1 bis 2 Meeter limitéiert.

D'Passerell ass also weeder fir eng Benetzung duerch de Foussgänger nach fir Vëlosuerer gëeegent. Zousätzlech sief och drop higewisen, datt eng Benetzung (ausser fir Inspektiounen an den Entretien) vum dieser Struktur am Géigesaz zum Sécherheetskzept vum der Bréck géif stoen.

ad 3. a 4. Aktuell gëtt keng direkt Verbindung tëscht dem Houwald an dem Holleschbiërg studéiert. Ee Vëloswee, deen Houwald an Hesper laanscht d'Drosbech matenee verbënnt, an zu Hesper och un d'PC1 uschlësst, ass aktuell an der Detailplanung. Den Holleschbiërg kann an Zukunft iwwert ee kommunale Vëloswee vum der PC1 aus erreecht ginn.

Travailleurs saisonniers | Question **8225** (10/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass gewosst, datt et méi schwéier gëtt, fir Saisonsaarbechterinnen an -aarbechter ze fannen, déi am Déngscht vum der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Ubau bzw. der Recolte vu Geméis stinn. D'Betriber sinn dacks op Aarbechtskräften aus Drëttstaaten ugewisen, well et bannent der EU ëmmer méi schwéier gëtt, fir disponibel Leit ze fannen.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung souwéi den Här Aarbechtsminister Follgendes froen:

1. Kann den Här Landwirtschaftsminister iwwer déi spezifesch Situatioun bei der Saisonsaarbecht informéieren? Gëtt et do Zuelematerial? Wat fir eng Betriber hunn traditionell déi meeschte Schwierigkeiten?
2. Ass den Här Aarbechtsminister bereet, fir d'Prozeduren, déi d'Ustellung vu Saisonsaarbechter reegele, ze vereinfachen – dat awer am volle Respekt vum eisem nationalen Aarbechtsrecht?

Réponse (06/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. De Landwirtschaftsministère a seng Verwaltungen hu keen Zuelematerial. Saisonsaarbechter ginn haaptsächlech am Wäibau, Uebstbau a Gaardebau gebraucht. Also a Kulturen, wou vill Aarbechten net kënnen mechaniséiert ginn, wéi beispillsweis d'Recolte vum Uebst a Geméis, d'Lies vum de Qualitéitswäiner, oder de Wanterschnatt vum den Uebstbeem an de Riewen. Et handelt sech ëm punktuell Aarbechtsspëtz, déi déi betraffe Betriber dann ouni Saisonnière net gemeschert kréien.

Um Landwirtschaftsportal (<https://agriculture.public.lu>) si wichteg Informatiounen zu diesem Thema fir d'Betriber zesummegehallt.

ad 2. D'Vereinfachung vum de Prozeduren ass ëmmer e Sujet, dee wichteg ass. D'Simplification administrative dierf dobäi keen negativen Afloss op d'Rechter vum de Saisonsaarbechter, Aarbechter, déi sécherlech méi vulnerabel si wéi Salariaien an engem anere Statut, hunn. An deem Sënn huet den Institut viti-vinicole (IV) zesumme mat der ITM och Informatiounsversammlungen organiséiert, fir datt d'Wënzer iwwert d'Prozeduren, déi d'Aarbechtsrecht betreffen, informéiert sinn. Zudeem gouf zesumme mat der ADEM en Jobday organiséiert, fir d'Vermëttlung vum Aarbechtssichenden u Wënzer- an Uebstbaubetriber ze ënnerstëtzen. Fir Saisonsaarbechter ass och d'Prozedur am Kader vum der Aarbechtsmedezinn vereinfacht ginn.

Viande de cheval | Question **8226** (10/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Obwuel Pärdsfleesch sech hautdesdaags manner Beléiftheit erfreet, ass et a villen traditionelle Kichen nach ee Bestanddeel vum Menü, sief et als Bifdeck, a Form vu Wurscht, Roulade oder Sauerbraten.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froen stellen:

1. Wéi vill Tonne Pärdsfleesch ginn all Joer op Lëtzebuerg importéiert? Wat sinn déi 3 Haaptimportlänner?
2. A wat fir Länner sinn dës Pärde opgewuess?
3. Wéi vill Pärde ginn alljoers hei am Land geschluecht? Wéi ginn d'Schluechtungen hei kontrolléiert?

Réponse (08/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Wat den Import vu Pärdsfleesch aus den EU-Länner betrëfft, huet de Landwirtschaftsministère keng Zuelen, vu dass hei de Prinzip vum der „libre circulation des marchandises“ besteet, an also och keng Kontrollen op de Grenze sinn.

Déi eenzeg Zuelen, iwwert déi de Ministère verfüügt, sinn d'Direktimporte aus Drëttlänner, déi iwwer Lëtzebuerg an d'EU komme via eise Cargozenten an och do vum de Beamte vum der Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) kontrolléiert ginn.

No dëser Kontrolle kann dat Fleesch fräi an der EU zirkuléieren.

Mir importéieren zimmlech all Woch Pärdsfleesch aus Kanada.

D'Zuele vum Pärdsfleesch, déi op eise Postes de contrôle frontalier déi lescht 3 Joer kontrolléiert goufen:

- 2020: 1.136.589,23 kg
- 2021: 721.863,25 kg
- 2022: 191.235,71 kg

All dat Fleesch ass vum Cargozenten direkt a Betriber a Frankräich an an der Schwäiz transportéiert ginn.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment angaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetze vum esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumeräich ze kréien.

ad 2. Dat Fleesch aus Kanada kënt vu Pärde aus Kanada an aus den USA.

ad 3. D'Statistike vum deene leschte 6 Joer, déi och am Rapport annuel vum Ministère publizéiert sinn:

- 2017: 14
- 2018: 15
- 2019: 4
- 2020: 10
- 2021: 2
- 2022: 1

Dës Schluechtungen gi wéi all d'Schluechtungen vum aneren Déieren an eise Schluechthaiser vum de Veterinäre vum der Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung systematesch kontrolléiert.

Encadrement personnalisé par l'ADEM | Question **8227** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirem Programm vum 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, bei der ADEM d'Aféierung vum enger personaliséierter Betreuung fir Leit, déi op Sich no enger Aarbecht sinn, anzeféieren. Dës Form vu Betreuung soll der Diversitéit vum de Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, Rechnung droen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froen stellen:

1. Gouf déi ugekënnegt personaliséiert Betreuung bei der ADEM 2019 agefouert?
2. Wa jo, wéi gestalt sech déi eebe genannte Betreuung?
3. Wéi gëtt séchergestallt, dass de sozialen, ethneschen a reliésen Hannergrond vum den Demandeurs d'emploi, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, bei der Sich no enger neier Aarbecht genügend respektéiert gëtt?

Réponse (17/08/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Et gëtt eng personaliséiert Betreuung vum der ADEM proposéiert. Dës gouf 2019 agefouert. Den Aarbechtsichende gëtt eng individuell Ënnerstëtzung offéiert, fir hir (Re)Integratioun an den Aarbechtsmaart ze vereinfachen.

D'Beroder vum der ADEM schaffen op Rendez-vous, fir qualitativ dee beschtméigleche Service unzibidden.

ad 2. All Aarbechtsichender sinn ënnerschiddlech, wat hir Kapazitéiten, hir Aptituden an hir Besoinen a puncto Accompagnement betrëfft. Wa si sech als aarbechtsichend bei der ADEM aschreiwten, gëtt e Profilage gemaach.

De Profilage ass e Prozess, mat deem d'ADEM d'Charakteristike vum den Aarbechtsichenden evaluéiert an analyséiert, fir si besser kënnen anzeschätzen an hinnen eng personaliséiert Ënnerstëtzung bei hirer Aarbechtssich ze proposéieren. Dësen Prozess soll et erlaben, e „Portrait“ vum all Aarbechtsichenden ze erstellen, wou hir Kompetenzen, Berufserfahrung, Qualifikatiounen, Präferenzen, Uspréich a spezifesch Besoinen (a puncto Formatioun, Homologatioun vum den Diplomer, sozial Problemer, Gesondheetsproblemer asw.) festgestallt ginn. Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

D'Resultat vum Profilage bestëmmt de spezifesch Besoin un Accompagnement, deen den Aarbechtsichende brauch.

Eng normal Begleedung gëtt deenen Aarbechtsichende proposéiert, déi „no“ beim Aarbechtsmaart sinn, also deenen, déi d'Kompetenzen an d'Qualifikatiounen hunn, déi den aktuelle Besoin vum Aarbechtsmaart entsprechen, mee déi eventuell nach e bëssen Hëllef brauchen, fir hir Chancen ze erhéien, eng Plaz ze fannen, déi hirem Profil entsprécht. D'Haaptzil vum normalen Encadrement ass, dësen

Aarbechtsichenden ze hëllef, dee leschte Schrëtt ze maachen, fir den Aarbechtsmaart ze (re)integrieren, andeems si eng personaliséiert Ënnerstëtzung proposéiert kréien (d'Ausschaffe vun engem CV oder engem Motivatiounsbrëif, Formatiounen, Mesuren, Aarbechtsproposen asw.)

Eng intensiv Begleedung gëtt vu spezialiséierte Beroder proposéiert; dat sinn Assistants sociaux, Éducateurs gradués oder Aarbechtspsychologen. Si sollen hëllef, d'Hindernisser bei der Sich no Aarbecht „aus dem Wee ze raumen“. Déi Hindernisser kënnen ganz variéiert sinn an hänke vun der individueller Situatioun vum Aarbechtsichenden of. Dat kënnen Lücke bei der Kompetenz sinn, Sproochbarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Dësen Typ vun Encadrement ka changéiere mat der Evolutioun vum Parcours vum Aarbechtsichenden.

De personaliséierte Werdegang/Parcours vum Aarbechtsichende gesäit och eng sougenannt „convention de collaboration“ vir, déi tëscht him an der ADEM ënnerschriww gëtt. Si leet d'Rechter an d'Flichte vum Aarbechtsichende vis-à-vis vun der ADEM fest.

Déi Konventioun ënnerläit de Bestëmmunge vum Artikel L. 521-9.(4) vum Aarbechtsgesetzbuch.

D'Konventioun gëtt den Aarbechtsichenden ënnert 30 Joer virum Oflaf vum 3. Mount vun hirer Aschreiwung proposéiert an deenen iwwert 30 Joer virum Oflaf vum 6. Mount.

En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllef, d'Hindernisser, déi eng professionell Agliderung verhënneren, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert.

D'ADEM suivéiert d'Evolutioun an d'Fortschrëtt vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegebenefalls.

ad 3. Et ass kloer, dass d'ADEM keng Diskriminatioun bei der Betreiwung vun den Aarbechtsichende mécht, weeder eng positiv nach eng negativ Diskriminatioun.

Laut der Verfassung, an notament dem Artikel 15, sinn all d'Lëtzebuerger gläich virum Gesetz an et kann och keen diskriminéiert gi wéinst senger perséinlechen Ëmstänn a senger Situatioun.

Wéi virdru beschriwwen, hëlt d'ADEM déi spezifesch Besoine vun de Leit a Betruuecht wéi Sproochbarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

Viande de gibier | Question **8228** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Handel feelt et u Kennzeechnunge fir Wëldprodukt. Esou léisst sech net ëmmer feststellen, aus wéi engem Land d'Wëldfleesch kënnt an ob et sech ëm fräi liewend Déieren oder Ziichtunge gehandelt huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

- Ginn hei zu Lëtzebuerg am Moment Wëldfleeschprodukte verkaaft, déi ee Label hunn?
– Wa jo, wéi eng Label sinn dat?
– Wa jo, wéi vill Prozent vun de Wëldprodukte hu schätzungsweis dës Labelen?

– Wann nee, sinn d'Ministèren d'accord, dass hei ee Label muss kommen? Ass hei eppes Konkreetes virgesinn?

- Gëllt eng Kennzeechnungspflicht fir Pärdsfleesch?
- Wéi vill Wëldfleesch gëtt all Joer hei an d'Land importéiert? Wat sinn hei méiglech Grënn?
- Wéi vill vum importéierte Wëldfleesch kënnt aus Gatterhaltung oder Ziichtung?

Réponse (04/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Protection des consommateurs

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt de Moment kee Wëldfleesch ënner engem offiziell unerkannte spezifesche Label verkaaft.

De Ministère ass oppe fir esou e Label an huet eng spezifesche Legislatioun geschaaft, fir en Agreement op deene verschiddene Labelen vu landwirtschaftleche Produkter ze accordéieren, falls si déi Krittere erfëllen, déi am Gesetz virgesi sinn (loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles).

Ënnert d'Definitioun vun engem „produit agricole“ fällt och Wëldfleesch.

ad 2. Ofgesi vum Fait, dass Pärdsfleesch kee Wëldfleesch ass, gëtt et bei Pärdsfleesch keng Obligatioun fir eng Hierkonftskennzeechnung, sou wéi se beim Fleesch vun aneren Déierereggungen existéiert (Ranner, Schwäin, Schof, Geessen a Geflügel).

Et muss just eng Identifizéierung bei verpaaktem Fleesch vum Betrib, wou dat Fleesch produzéiert gouf, drop sinn, déi ugëtt, a wéi engem Land dee Betrib läit a wéi eng Nummer en huet.

ad 3. Heizou huet eise Ministère keng Statistiken, well den Import aus EU-Länner dem Prinzip vum der „libre circulation des marchandises“ ënnerläit, an iwwer eise Cargozenter kee Wëldfleesch aus Drëttlänner importéiert gëtt.

De Fait, dass verschidde Betriber hei am Land Wëldfleesch importéieren, läit warscheinlech dodrun, dass si um nationale Marché net genuch Fleesch fannen.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment amgaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetze vun esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumerberäich ze kréien.

ad 4. Heizou gëtt et keng Statistiken, well dat Wëldfleesch net spezifesche gekennzeechent ass.

Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air | Question **8229** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Koalitionsaccord vun der Regierung gesäit d'Afëierung vun engem interministerielle Comité vir, deen sech mat der Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg beschäftege soll.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

- Gouf esou ee Comité agefouert?
- Wa jo, wéi oft huet sech dës säit senger Grënnung getrafft?
- Wa jo, wéi eng Ministèren oder Administratioune si Member vum Comité?

4. Wa jo, goufen och extern Experten zu deem Sujet an de Comité fir Sitzungen invitéiert? Ëm wien handelt et sech?

- Wa jo, huet de Comité Rapport verëffentlecht zu senger Sitzungen a wou si se ze fannen?
- Wann nee, firwat net?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé

De Comité interministériel, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, gouf finalement net en place gesat, well een e méi ëmsetzungsorientéierte Wee gewielt huet, dee vill méi staark op déi verschidde concernéiert Secteuren ausgerichtet ass:

Am Kader vun der Approbatioun vum Aktiounsplang zur Reduzéierung vun de Loftschadstoff (NAPCP) duerch d'Regierung gouf d'Instrument vum „Compatibilitétscheck fir Betriber“ (ufanks „Nohaltegkeetscheck“ genannt) en place gesat. Dëst Instrument huet ënnert anerem d'Zil, den Impakt vu verschidde ekonomeschen Aktivitéiten op d'Loftschadstoffemissiounen an domat och d'Loftqualitéit anzuschätzen; et adresséiert awer och nach aner Auswierkungen. Dëst Instrument gëtt vu Representanten aus verschidde Ministère genotzt, well nieft den Ëmweltfroen och Wirtschafts-, Aarbechts-, Transport- an Energiefroen an dem Check adresséiert ginn.

Doniewent sinn an dëser Legislaturperiod awer och verschidde aner Pläng à jour gesat ginn, déi d'Loftqualitéit betreffen. An deem Kontext wär de „Plan national relatif à la qualité de l'air“ an och den Update vum NAPCP ze erwänen. An dësen Aarbechte gouf et Ofstëmmungsprozesser, notament tëschent de Ministèren, déi den Transport an d'Landwirtschaft an hire Kompetenzen hunn.

De Loftqualitéitsplang huet ënnert anerem confirméiert, datt de Stroosseverkéier ee vun den Haaptgrënn fir Loftverschmutzung zu Lëtzebuerg ass. An dësem Kontext spillt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (MMTP) eng zentral Roll. Béd Ministère schaffen enk zesammen, fir d'Erausfuierungen ze adresséieren, déi sech aus dem Verhältnis tëschent dem Verkéier an den Ëmweltfacteure Loftqualitéit a Kaméidi erginn.

Bei der Ëmsetzung vum nationale Loftqualitéitsplang (PNQA) an dem nationale Mobilitéitsplang (PNM) kucken de MECDD an MMTP sech beschtméiglech ze koordinéieren. Wärend de Loftqualitéitsplang sech op d'Reduktioun vu Loftpolluante an de Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet konzentréiert, ziilt de Mobilitéitsplang drop of, d'Fortbewegungsmethoden an -infrastrukturen ze moderniséieren an se dobäi méi ëmweltfrëndlech ze gestalten. Et ass grad an dësen zwee Pläng, wou sech Synergien erginn, well se d'Visioun vun enger nohalteger Mobilitéit mat enger propperer Ëmwelt kombinéieren.

E konkret Beispill fir dës Synergië sinn zwee Pilotprojeten, déi aktuell an zwou ausgewielte Gemengen (Schëtter an Déifferdeng) an der Ëmsetzung sinn. Duerch eng nei Klassifizéierung vun de Staatsstroossen am PNM wäert et an Zukunft méiglech sinn, op verschidde Plaze méi déifgräifend verkéiersberouegend Mesuren ëmzesetzen. Am Kader vun dem Pilotprojet goufen hei bestëmmte verkéiersberouegend Mesurë simuléiert, déi drop ofzilen, den Autosverkéier ze reduzéieren a gläichzäiteg d'Loftverschmutzung an de Kaméidi ze reduzéieren. D'Resultater vun dëser Etude droen dozou bäi, de positiven Effekt vu bestëmmte Mesuren op d'Loftqualitéit ze bewäerten. An Zukunft sollen dofir d'Verbesserung vu Loftqualitéit a

Kaméidi eng wicteg Roll bei der Planung vu verkéiersberouegende Mesurë spillen.

Säit 2018 organiséiert d'Ëmweltverwaltung ausserdeem an Zesummenaarbecht mat der Klima-Agence all Joer Informatiounsversammlungen a Formatioune fir d'Gemengen, déi un der Stéckstoffdioxid-Miesscampagne am Kader vum Klimapakt deelhuefen. Bis haut hunn 68 Gemengen op d'mannst während engem Joer un der Miesscampagne deelgeholl. All d'Rapporte mat de Resultater sinn op folgender Säit publizéiert:

<https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagne-communesNO2.html>

Tëscht der Industrie an der Ëmweltverwaltung ass e konstanten Austausch d'Reegel, insbesonnesch och, wat d'Loftschaadstoff ugeet. Dobäi gëllt jo de Prinzip vum de „meilleures technologies disponibles“, d. h. wann e Betrib méi emettéiert, ewéi d'Valeuren aus de „meilleures techniques disponibles“ entsprécht, muss en sech besser opstellen. Esou eppes am lafende Produktiounsprozess ze änneren ass net ëmmer einfach ëmzesetzen an hält eng gewëssen Zäit an Usproch.

Et ass och ze erwänen, dass de Gesondheetsministère aktuell um éischte Plan national santé environnementale schafft, wou et ëm Facteuren an eisem Ëmfeld geet (cheemesch Substanzen an eise Produiten a Liewensméttel, Bannen- a Bauselloftqualitéit, Kaméidi, elektromagnéitesch Stralungen, Urbanismus ...), déi e potentiellen Impact op d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vum Mënsch kënnen hunn. Een interministeriellen Aarbechtsgrupp, zesummegeat aus Vertrieeder vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, souwéi vum Gesondheets-, Landwirtschafts- an Aarbechtsministère begleet d'Entwécklung vun deem Plang a bréngt den néidegen Input.

Ënnert anerem geet et an deem zukünftege Plang drëm, drop opmierksam ze maachen, dass eng integrativ Approche soll gefuerdert ginn, wou déi betraffe Ministèren aktiv zesummeschaffen a wou d'Gesondheet an d'Wuelbefanne solle mat consideréiert ginn, ganz nom Konzept „One health“ an „health in all policies“, wat vun der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) promovéiert gëtt.

Interministeriell Zesummenaarbecht, déi och d'Acteure vum Terrain an d'Wëssenschaftler integréiert, ass essentiel, fir theemeniwwergräifend an nohalteg Léisungen ze fannen, déi eis et erlaben, e gesond Ëmfeld fir déi ganz Populatioun ze schafen.

.....

Pension des anciens prisonniers | Question 8230
(10/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Bis dato ass et esou, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier während senger Zäit am Prisong mécht, net fir seng Pensioun ugerechent gëtt. Dëst féiert dozou, dass wann hie bis op fräiem Fouss ass an ee Recht op eng Pensioun huet, dës ka ganz niddereg ausfallen. Den Ex-Prisonéier, fir dee soss eng Rei Saachen ënnerholl ginn, fir him eng zweet Chance ze ginn, gëtt esou mat enger ze niddreger Pensioun un d'Aarmutsgrenz gedréckt. Fir dëst ze vermeiden, wier et a mengen Ae sënnavoll, am Kader vun dëser zweete Chance den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir op eng éierbar Pensioun ze kommen. Wann ee Leit wëll rezualiséieren, dierf een se net nees an d'Aarmut dreifen.

Dowéinst hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Gedenkt den Här Minister, den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir hinnen ze erméiglechen, eng éierbar Pensioun ze kréien?

– Wier et an deem Kontext denkbar, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier während senger Zäit am Prisong mécht, fir seng Pensioun ugerechent kéint ginn?

Réponse (11/09/2023) de **M. Claude Haagen**,
Ministre de la Sécurité sociale

De Lëtzebuerger Pensiounssystem ass ee contributive System, an deem déi ugerechent Zäiten deene Méint entspriechen, an deenen een op senge Revenuen oder Ersatzrevenuen, wéi Krankegeld, Congé parental, Congé maternité, Chômage etc. cotiséiert huet, oder Zäiten, déi dës Situatioune kënnen assimiléiert ginn. De Cotisatiounstaux läit bei 24 % vun dëser Assiette aus de Revenuen, woubäi de Cotisant, säin Employeur an de Staat jeweils een Drëttel vun de Cotisatiounen iwwerhëlt.

Urechnungsperioden, déi net duerch Cotisatioune gedeckt sinn, wieren also à charge vum Pensiounsregimm selwer, wéi dat beispillsweis bei de Babyjoren de Fall ass.

Déi Indemnitéiten, déi eng Persoun fir Aarbechte kritt, déi am Prisong gemaach ginn, sinn net cotisabel a kënnen och net assimiléiert ginn.

Allerdéngs kann d'Persoun sech fräiwëlleg weider versécheren, bei enger Ënnerbriechung vun der professioneller Aktivitéit, oder fakultativ versécheren, am Prinzip, wann d'Aktivitéit scho länger zréckläit.

D'Froen, déi vum honorabelen Deputéierte gestallt ginn, ware schon Deel vun interministeriellen Echange (Justiz a sozial Sécherheet), a méi spezifesch, wat déi legal Situatioun vun Prisonéier betrëfft, déi während hirem Openhalt am Prisong schaffen. D'Conclusioun war, datt déi aktuell Situatioun vum Prisonéier an déi aktuell Indemnitéit net kéinte wéi een Aarbechtskontrakt respektiv ee Salaire oder professionnelle Revenu ugesi ginn an deemno net änlech cotisabel sinn.

Fir datt eng Persoun, déi am Prisong eng Aarbecht leescht, fir déi si eng Indemnitéit kritt, kéint op dësen Indemnitéite fir d'Pensiounsversécherung Cotisatioune bezuelen, misste scho grondleeënd Ännerunge gemaach ginn an och de legale „Statut“ zum Beispill punkto Aarbechtsrecht, fir nëmmen dësen ze nennen, definéiert ginn. Déi selwecht Fro géif sech awer dann och fir déi aner Piliere vun der sozialer Sécherheet stellen, woubäi do och Rechter fir den Assuré am Code vun der sozialer Sécherheet definéiert sinn, déi eng Persoun am Prisong a priori net kéint an Usproch huelen.

Betreffend d'Pensiounsversécherung, ass eng punktuell Ännerung am Code vun der sozialer Sécherheet net méiglech, ouni grondleeënd Froen an anere Beräicher ze klären, fir datt e méigleche reegelrechte Statut vum Prisonéier an der sozialer Sécherheet kann definéiert ginn. Dofir ass aktuell eng fräiwëlleg Pensiounsversécherung de beschte Wee, fir dem Prisonéier eng spéider Unerkennung vun engem Openhalt am Prisong an der Pensioun ze garantéieren.

.....

Achat rétroactif de périodes d'assurance | Question 8231
(11/08/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Persounen, déi opgehale hu mat schaffen, fir sech ënnert anerem ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmere, hunn d'Méiglechkeet, retroaktiv Pensiounsrechter nozekafe fir déi Zäit, wou se net cotiséiert hunn.

Wann d'„demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance“ guttgehescht gëtt, muss ee laut mengen Informatiounen nieft de geschëlte Cotisatiounen och nach ee gewëssene Montant un Intérêts échus bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

– Wéi an op wéi enger Basis ginn d'Intérêts échus berechent?

– Wier et net méiglech, de Leit, wann se ophale mat schaffen, e Bréif zoukommen ze loossen, wou se drop opmierksam gemaach ginn, dass, wann se wëlle Pensiounsrechter zu engem spéideren Zäitpunkt nokafen, nieft dem Montant vun de Cotisations dues och nach Zënse mussen nobezuelt ginn?

Réponse (11/09/2023) de **M. Claude Haagen**,
Ministre de la Sécurité sociale

Persounen, déi aus familiäre Grënn hir professionell Aktivitéit ënnerbrach oder reduzéiert hunn, ouni sech fir d'Pensioun weider ze versécheren, kënnen déi jeweileg Zäite spéiderhin nokafe mat engem Achat rétroactif.

Esou een Achat rétroactif ass ausserdeem nach méiglech, wann een sech ausbezuelt gelooss huet aus engem Pensiounsregimm vun engem Land ouni bi- oder multilateral Konventioun mat Lëtzebuerg a Saache Pensiounsversécherung, respektiv wann een aus engem Pensiounsregimm vun engem internationaler Organisatioun austrëtt.

Den Achat rétroactif besteet aus enger Unerkennung vu Cotisatiounen a Perioden an der Vergaangenheet. D'Assiette cotisable, déi an d'Carrière vum Versécherter enregistriert gëtt, an d'Cotisatiounen, déi dorausser erfalen, entspriechen also enger Valeur, déi sech op d'Vergaangenheet bezitt. Dës Valeur muss natierlech op dat lafend Joer aktualiséiert ginn. Dofir ginn Zënse op den entspreche Montant applizéiert, pro vollendet Joer, ugefaangen dat Joer no der visierter Period, bis dat Joer virun der Conclusioun vum Achat rétroactif. Et handelt sech heibäi ëm „intérêts composés“, also Zënsezënse. Den Zënstaux beleeft sech op 4 %.

Dësen Taux beinhalt och all Consideratioun vun Indexatioun säit der visierter Period, déi dem Versécherter zum Zäitpunkt vun der Pensioun da wäert zeguttkommen. Aus enger aktuareller Siicht eraus, iwwersteigt de Wäert vum Benefice vun enger méi héijer Pensioun de Käschtepunkt vum Achat rétroactif, mee den eenzele Versécherter ka selwer jugéieren, ob een Achat rétroactif a senger Situatioun déi bescht Léisung ass.

Nom Traitement vun enger Déclaration de sortie informéiert de Centre commun de la sécurité sociale de Versécherter iwwert d'Méiglechkeet vun enger fräiwëlleger Versécherung. Et handelt sech ëm eng Informatioun, déi an där Situatioun och pertinent fir de Versécherter ass. De Ministère fir sozial Sécherheet huet ausserdeem am Joer 2020 ee Booklet erausbruecht, fir iwwert all d'Méiglechkeeten, fir seng Pensiounsrechter ze behalen, ze informéieren. Dëst Dokument, dat och informéiert iwwert déi applizéiert Zënse beim Achat rétroactif, ass a fënnef Sproochen online disponibel (<https://mss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/brochure-pension-2020/AssurancePension-fr.pdf>) an ass och op villen öffentleche Verwaltungen op Pabeier ze fannen.

.....

Domaine thermal à Mondorf-les-Bains | Question 8232
(14/08/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, ginn am Domaine thermal vu Munneref, engem öffentlechen

Etablissement, moies beim Kaffi verschidde Produite vun auslännesche Fournisseuren, zum Beispill Botter, zerwéiert, fir déi och Lëtzebuergesch Ubidder géifen zur Verfügung stoen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, hei op auslännesch Produiten zeréckzegräifen, amplaz deene vun Entrepreneuren, déi och hei am Land Steiere bezuelen? Gesäit d'Madamm Minister am Kader vun der öffentlecher Tutelle vir, fir hei ze intervenéieren? Falls net, firwat net?

Réponse (20/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Den Domaine thermal vu Mondorf ass en Établissement public, wat no de Richtlinne vum Privatrecht geréiert gëtt. Säit op d'mannst 15 Joer kënnst de Botter, dee moies beim Kaffi zerwéiert gëtt, zu 95 % vu Lëtzebuergesch Produzenten. Duerch ee rezente Liwwerungsenkpass huet kuerzfristeg missen eng Iwwergangsléisung fonnt ginn. D'Situatioun huet sech entre-temps rëm regulariséiert.

Den Domaine thermal vu Mondorf engagéiert sech säit Joren derfir, fir méi ökologesch, biologesch a „produits du terroir“ anzekafen (wuel bemierkt, dass d'Notioun vun „terroir“ op déi speziell geografesch Situatioun vum Domaine ze bezéien ass, besonnesch wat d'Proximitéit zu der franséischer an däitscher Grenz betrëfft).

An dësem Sënn ass de Kaffisbuffet esou gutt wéi zur Hallschecht aus lokalen a regionale Produkter zesummegehallt, dorënner lëtzebuergesch an hausgemaachte Produkter. Et sief erwänt, dass den Domaine thermal vu Mondorf säin eegenen Hunneg hierstellt an een Deel vun den Eeër, d'Gebeess esouwéi d'„pâte à tartiner“ hausgemaach sinn.

Des Weidere staamt een Deel vum Uebst vun den 150 Uebstbeem, déi säit 2020 an engem Bongert geplanz goufen. Des Weidere sicht den Domaine thermal vu Mondorf permanent no Alternativen am Kontext vun engem ökologeschen, biologeschen a regionalen Akaf. Dëst ass och de Fall fir de Lëtzebuergesch Botter, deen aktuell nach a Plastik verpaakt ass. Et sief an deem Kontext ze erwänen, dass den Domaine thermal säit Februar 2020 den „EcoLabel niveau or“ huet (ee Label, dee vum Ekonomiministère verdeelt gëtt). Aus dësem Grond muss op esou vill Plastik wéi méiglech verzicht ginn.

Élargissement de l'A3 | Question 8233 (14/08/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Les travaux de l'élargissement de l'autoroute A3 avancent bien et s'approchent des localités de Peppange et Bettembourg. Les habitants de ces localités sont extrêmement soumis au bruit causé par le trafic très élevé sur ce tronçon de l'autoroute. Il s'ensuit que l'élargissement de l'A3 doit tenir compte de ces nuisances quotidiennes, d'autant plus que lors des débats du 14 décembre 2017 au sujet du projet de loi en question dans la Chambre des Députés une motion a été votée invitant le Gouvernement à « examiner le prolongement des dispositifs anti-bruit en direction de la Croix de Bettembourg et à mettre à disposition les crédits nécessaires en cas de besoin ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que des plans concrets concernant l'élargissement de l'A3 au niveau des localités prémentionnées ont été élaborés définitivement ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que des écrans anti-bruit plus efficaces sont prévus ?

3) Dans quelle mesure sera tenu compte de la motion du 14 décembre 2017 ?

4) Est-ce qu'il est envisagé de modifier respectivement de remplacer le pont pour piétons et cyclistes à la hauteur du château d'eau de Bettembourg ?

5) Est-ce que le Monsieur le Ministre ne juge pas nécessaire d'informer davantage la population touchée par les travaux à réaliser dans les alentours de Bettembourg ?

6) Est-ce que le délai de sept ans prévu pour l'exécution des travaux peut être toujours garanti ?

Réponse (06/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les travaux sur les premiers lots sont en cours. Les autres lots sont en phase de soumission, respectivement d'approbation.

ad 2) Oui, l'étude de bruit a été revue afin d'adapter les écrans anti-bruit.

ad 3) En ce qui concerne l'échangeur de Livange côté est, la hauteur des écrans anti-bruit a été augmentée de 60 centimètres et ils ont été prolongés de 100 mètres. Au niveau de Bettembourg, les écrans d'une hauteur de 4,8 mètres ont été prolongés jusqu'au chemin repris CR151A (rue de Riedgen) du côté ouest.

ad 4) Le remplacement de la passerelle cycliste/piétonne (OA1184) qui se situe à proximité du château d'eau de la commune de Bettembourg est prévu. Le dossier de soumission y afférent (lot C2) est approuvé et sera mis en soumission prochainement.

ad 5) Des communiqués de presse informent régulièrement le public sur les fermetures de routes et autres incidents impactant le trafic. En outre, des concertations régulières ont lieu avec les responsables des communes adjacentes.

ad 6) Le phasage des travaux est très complexe. Les cinq grands lots du projet de loi ont été subdivisés en sous-lots pour des raisons de coordination des chantiers et d'organisation du trafic. Selon le planning actuel, les travaux du dernier lot (lot D : Croix de Bettembourg) débuteront début 2027 et l'achèvement est prévu pour fin 2030.

Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières | Question 8235 (16/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Selon mes informations, la mise en vigueur de la loi du 29 juillet 2023 ayant modifié entre autres la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière comporterait des modifications implicites au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières.

En effet, l'article 20 du Code de la sécurité sociale prévoit que les prestations de soins de santé, énumérées à l'article 17, alinéa 1, sont pris en charge par la CNS, même si elles sont dispensées ou prescrites dans un État membre de l'Union européenne, en Suisse ou dans un pays de l'Espace économique européen, sauf si elles impliquent le recours aux infrastructures hautement spécialisées et coûteuses que sont les réseaux de compétences nationaux, les centres de diagnostic, les services nationaux et les établissements hospitaliers spécialisés de réhabilitation neuropsychiatrique, de

rééducation fonctionnelle, de rééducation gériatrique, de réhabilitation physique et postoncologique et de cures thermales ou à des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux, nécessitant une planification nationale ou exigeant des conditions d'emploi particulières, dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle selon la loi précitée du 8 mars 2018. Dans ce cas la prise en charge est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. En outre et avant de saisir le Contrôle médical de la sécurité sociale pour avis, la Caisse nationale de santé décide de la recevabilité de la demande quant au respect des conditions de forme déterminées par les statuts.

Or la loi du 29 juillet 2023 précitée a, entre autres, modifié l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018 qui énumère les équipements et appareils dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle. Les modifications ont complété la liste et ont donc fait en sorte qu'y soient ajoutés d'autres appareils et équipements nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières. Ces appareils et équipements tombent donc depuis cette modification également dans le champ d'application de la dérogation précitée, de sorte qu'une autorisation préalable est nécessaire avant de pouvoir accéder aux prestations impliquant de tels appareils ou équipements à l'étranger.

De ce constat je désire adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'analyse de la situation juridique en vigueur ?

– Si oui, comment entend-il garantir que des traitements ayant eu lieu après le 29 juillet 2023 soient toujours remboursables même après la mise en vigueur de la loi précitée ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il avertir le grand public des modifications intervenues et porter à leur connaissance la nécessité de disposer d'une autorisation préalable concernant les prestations en relation avec les équipements et appareils nouvellement insérés à l'annexe 3 précitée ?

3) Quelles sont les raisons pour lesquelles il est désormais nécessaire d'inclure ces équipements et appareils parmi ceux dont les prestations nécessitent une autorisation préalable alors que jusqu'à la mise en vigueur de l'annexe modifiée une autorisation préalable n'était pas nécessaire ?

Réponse (07/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La loi du 29 juillet 2023 portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale, a créé le cadre légal pour que des sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires puissent être déployés en dehors des sites principaux de ces mêmes établissements. En même temps, la loi a apporté les précisions légales devenues nécessaires suite à l'arrêt du tribunal administratif en la matière. Dans ce contexte, la liste des équipements et appareils médicaux nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières a dû être complétée.

Les modifications apportées par la loi précitée visent donc à augmenter le nombre de sites pour faciliter l'accessibilité géographique à des prestations de

qualité et augmenter le nombre d'appareils hors sites principaux. Ces modifications sont donc la continuation des efforts déjà entamés pour réduire les délais d'attente, notamment l'élargissement des plages d'accessibilité aux appareils IRM et mammographie.

Néanmoins, il va de soi que de nouveaux sites et appareils requièrent un certain temps pour être opérationnels.

Or, le critère de l'accessibilité aux prestations est une des conditions pour bénéficier d'une prise en charge à l'étranger, tel que prévu également à l'article 20 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que « la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable [...] si les prestations de soins de santé transfrontaliers font partie de la prise en charge de l'article 17, alinéa 1, mais que ces prestations ne peuvent pas être dispensées sur le territoire luxembourgeois dans un délai acceptable sur le plan médical [...] ».

Dès lors, rien ne s'oppose à une prise en charge par l'assurance maladie des prestations mentionnées par l'honorable Député dans sa question parlementaire si cette condition est remplie.

Comme les nouveaux sites créés hors sites principaux requièrent un certain temps pour leur mise en service (construction de nouveaux locaux ou aménagements de locaux existants, acquisition et installation du matériel nécessaire, recrutement du personnel spécialisé, etc.), il va de soi que le délai de dispensation de prestations d'imagerie médicale ne sera réduit que progressivement.

Ainsi, et après évaluation du délai raisonnable, d'un point de vue médical, à apprécier dans le cas de figure sous rubrique par le Contrôle médical de la sécurité sociale, ce constat a été communiqué par le Ministre de la Sécurité sociale et la Ministre déléguée à la Sécurité sociale aux différentes caisses de maladie, y compris la CNS.

Par ailleurs, dans le cadre du même courrier, les ministres invitent les institutions de l'assurance maladie maternité à continuer d'appliquer la procédure simplifiée en place jusqu'à présent. Sur base du constat qu'une prise en charge ne peut être refusée en cas de délais dépassant le délai raisonnable, la demande préalable est donc à considérer comme superfétatoire dès que l'urgence est constatée par le médecin traitant et que la prestation ne peut être fournie dans un délai raisonnable sur le territoire luxembourgeois, au cas où l'assuré n'a pas introduit une demande préalable.

En pratique, cela veut dire qu'une analyse IRM réalisée à l'étranger sera prise en charge, puisqu'un accord est implicitement donné eu égard aux délais actuels.

Cette précision vise tant à faciliter l'accès à des prestations endéans le temps requis d'un point de vue médical, qu'à garantir une sécurité pour les assurés.

Néanmoins, il est recommandé aux assurés de procéder, si possible, par la procédure de demande préalable auprès de la CNS qui pourra vérifier l'applicabilité de la réglementation européenne de la coordination des systèmes de sécurité sociale, ce qui permettrait, le cas échéant, à l'assuré de bénéficier de la prise en charge directe de la prestation. De la sorte, l'assuré ne doit point avancer par ses propres moyens les coûts relatifs à la prestation de soins transfrontalière.

ad 2) En complément des informations disponibles sur le site Internet de la CNS et autres types de support, une communication plus ciblée aura lieu dans les jours à suivre. Les informations déjà disponibles seront également complétées pour apporter les clarifications nécessaires.

ad 3) Tel que déjà précisé dans la réponse à la première question de l'honorable Député, l'article 20 du Code de la sécurité sociale n'a pas été modifié par la loi précitée du 29 juillet 2023. Il en va de même pour les statuts de la CNS régissant les transferts à l'étranger qui ne furent pas modifiés suite à l'entrée en vigueur de la loi précitée.

.....

Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbiertunnel » lors du chantier | Question 8236 (18/08/2023) de M. André Bauler (DP)

Während enger Rei Woche goufen Aarbechten am Gousseler Tunnel duerchgefuert. Dat huet zu remarkabele Staue gefouert, virun allem an de Stousszäiten. Scho beim Tunnel Miersch war d'Vitess op 50 km/h erofgesat – bis hannert de Gousseler Tunnel.

Datt d'Vitess aus Sécherheetsgrënn erofgesat muss ginn, dat versteet sech vum selwen. Vill Leit froen sech awer, ob 70 km/h net besser wier, fir den Trafic méi flëssig ze halen. Am Gotthardtunnel an der Schwäiz gëtt et déi selwecht Situatioun, wou och nëmmen zwou Spueren disponibel sinn; do ass d'Vitess awer op 80 km/h festgesat.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Aus wat fir enger präziser Ursach ass d'Vitess op 50 km/h festgesat ginn an net op 70 km/h? Huet dat just mat der Sécherheet ze dinn?
2. Mécht d'Vitess vu 50 km/h de Verkéiersfloss net manner flëssig, well etlech Leit drënner fueren?
3. Kann den Här Minister déi gelescht Aarbechten an deenen zwee Tunnellen, déi jo bis bal Métt September daueren, kuerz virstellen?

Réponse (21/09/2023) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

ad 1. Den Tunnel Gousselerbiertunnel ass en Tunnel mat zwee Tüben, jeeeweils ee pro Verkéiersrichtung. Wann esou een Tunnel, dee fir Richtungsverkéier konzipéiert ginn ass, während enger längerer Zäit ënnert Géigeverkéier an engem Tüb bedriwwen gëtt, mussen Mesuren ergraff ginn, fir de gläiche Sécherheetsniveau ze garantéieren, wéi am normale Betrib. Mat Hëllef vun enger quantitativer Risikoanalys ginn déi verschidde méiglech Mesuren op hir Effektivitéit gepréift. Déi ganz Planung vum Projet gouf doropshin ausgeriicht, fir d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiertunnel während den 2 Méint vum der Schoulvakanz duerchzuführen. Doraus hunn sech follgend Mesuren aus der Risikoanalys erginn:

- Tüb am Chantier: Schaffen op zwou Schichte pro Dag vu jeeeweils 10 Stonnen, fir d'Dauer vum Chantier op zwee Méint ze limitéieren;
- Tüb am Géigeverkéier: Vitess limitéiert op maximal 50 km/h, Kontroll vum der gefuere Vitess, geschoult Sécherheetspersonal a stänneger Bereitschaft 24/7 beim Tunnel, dat bei engem Tëscheffall direkt kann agräifen.

All déi Mesur si laut der Tunnelgesetzgebung an der „décision d'exploitation“ vum Tunnel laut der „Inspection du travail et des mines“ (ITM) noutwenneg, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Eng Vitesslimitatioun op maximal 70 km/h wär laut der quantitativer Risikoanalys net duergaangen, fir déi gefuerdert Sécherheetskriterie während zwee Méint ze erfüllen.

ad 2. D'Flëssigkeet vum Verkéiersfloss huet net nëmmen mat der maximal zoulässeger Vitess ze dinn, mä och mat der Quantitéit vum Verkéier. De Chantier am Tunnel Gousselerbiertunnel ass an d'Schoulvakanz am

Summer geluecht ginn, also och zum Deel an d'Period vum Kollektivcongé, wou wäitaus manner Verkéier ass wéi normal, fir de Verkéiersfloss gréisstendeels flëssig ze halen.

ad 3. Zu deene verschidde noutwenneg Sécherheetsequipement am Tunnel Gousselerbiertunnel gehéiert och eng Iwwerwaachung vum Verkéier mat Hëllef vu Videokameraen, gradesou wéi eng automatesch Detektioun vu méiglechen Tëscheffäll iwwer zousätzlech Kameraen, déi redundant mat weidere Sécherheetsequipement (Brandmeldekabel, Dampdetektioun asw.) verbonne sinn. Déi bestoend analog Technik vun de Kameraen ass säit der Ouverture vum Tunnel Gousselerbiertunnel am Joer 2008 am Betrib an no 15 Joer op hirem Liewensend ukomm. Déi analog Technik gëtt net méi produzéiert, et kritt een also keng Ersatzdeeler méi, soudatt op eng digital Technik gewieselt huet misse ginn. Dat bedeit net nëmmen d'Austausch vu ronn 250 Kameraen, mä och d'Verleeë vu ronn 50.000 Meeter Kabel, d'Installatioun vun engen 130 neie Switchen, gradesou wéi d'Installatioun an d'Programmation vun neien Analyseuren an d'Ausféiere vu verschidde anere klengen Aarbechten.

Am Kader vum selwechte Chantier goufen och d'Luuchte vun der öffentlecher Beliichtung vum Viaduc Luerenzweiler ausgetosch (zirka 2.800 Luuchten) an déi komplett Usteierungen dovunner ersat, ewéi och eng Glasfaserverbindung vun engem Netzbedriewer verluecht. Weider kleng Aarbechte goufen dann och nach mat gemaach wéi d'Reparéieren an d'Botze vun de CITA-Panneauen/Signalisatiounen.

Am Tunnel Miersch goufen déi selwecht Aarbechten duerchgefuert.

Zu gudder Lescht gouf och während dem Chantier déi semestriell Hierschmaintenancen an deenen zwee Tunnellen duerchgefuert.

.....

Loi sur le bail à usage d'habitation | Question 8237 (18/08/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)

L'article 12 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un bail ne pourra être résilié par le bailleur que sous des conditions bien précises, notamment si le bailleur déclare avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Étant donné que le locataire qui estime que les motifs avancés par le bailleur pour justifier la résiliation du contrat sont fictifs ne peut pas prouver d'avance que le bailleur ou un parent n'occupera pas vraiment le logement en question, il y a un risque important d'abus, d'autant plus que la loi ne prévoit pas de sanction pour le bailleur qui ne respecterait pas les conditions fixées au niveau de l'article 12 précité. Ce risque devient encore plus important à un moment où la demande pour les logements locatifs augmente du fait que même des personnes à revenu moyen stable ne se voient plus accorder de prêt immobilier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Madame la Ministre peut-elle me dire combien de plaintes ont été déposées par des locataires qui considèrent que leur contrat de bail avait été résilié de manière abusive au cours des cinq dernières années ? Combien de ces plaintes ont abouti par un jugement favorable au locataire ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le bailleur devrait être tenu de démontrer qu'il a bien

respecté les dispositions de l'article 12 précité après le déguerpissement du locataire et qu'une sanction dissuasive devrait être prévue s'il s'avérait que la résiliation du contrat de bail était abusive ?

– Monsieur le Ministre du Logement juge-t-il opportun de modifier la loi précitée en ce sens afin de protéger les locataires contre une résiliation du bail qui aurait pour seul but de permettre au bailleur de louer le logement à un prix nettement supérieur ?

Réponse (19/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

En matière de bail à loyer, seul les nombres totaux des affaires nouvelles, des décisions de justice prononcées et des affaires rayées ou mises au rôle font l'objet de statistiques. Ces statistiques ne reprennent que les affaires introduites devant les justices de paix par voie de requête sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Elles ne font pas de distinction entre l'objet des affaires introduites. Par conséquent, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir des chiffres relatifs aux seules affaires en lien avec l'article 12, paragraphe 2, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, c'est-à-dire aux affaires intentées par les locataires dont le bail a été résilié par le bailleur sous prétexte d'avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les bailleurs comme les locataires doivent respecter les dispositions de la loi de 2006 sur le bail à usage d'habitation, qui sont impératives et d'ordre public. Contrairement à ce que le libellé de la question laisse sous-entendre, la loi prévoit bien une sanction en cas de résiliation abusive. Ainsi, l'article 14 de la loi de 2006 stipule que : « sauf cas de force majeure, l'ancien locataire a droit à des dommages-intérêts si, dans les trois mois qui suivent son départ, les lieux ne sont pas occupés aux fins invoquées comme motif de la résiliation du bail soit dans l'acte de dénonciation du bail, soit dans la requête introductive d'instance, soit dans le jugement. (-) Le délai de trois mois est suspendu pendant la durée des travaux de rénovation et de transformation entrepris de manière effective. (-) Si le tribunal constate que le motif invoqué pour empêcher la prorogation légale était dolosif, le locataire a droit à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année ».

Par conséquent, si au vu des faits de l'espèce, l'ancien locataire introduit une demande en dommages-intérêts devant le juge de paix, le bailleur devra bien démontrer au juge que le motif de résiliation qu'il a invoqué pour faire sortir le locataire de son logement était légal et réel, et donc non-fictif, sinon il risque d'être condamné à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année.

Hausse du nombre d'infections Covid-19 | Question 8238 (18/08/2023) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)

En cette période estivale, le nombre d'infections à la Covid-19 connaît une tendance à la hausse, tant en France qu'en Allemagne. Si cette hausse est à faible niveau, elle semble due à la présence d'un nouveau variant nommé EG.5 et désigné « variant of interest » par l'Organisation mondiale de la santé le 9 août 2023. Selon le dernier rapport ReViLux du Laboratoire national de santé disponible en ligne, ce variant est également présent au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quel est le dispositif de surveillance actuellement en vigueur en matière d'évolution de la Covid-19 ? Quels sont les chiffres actuels pour le Luxembourg ? Faut-il s'inquiéter de l'évolution actuelle ?

– Alors que des groupes pharmaceutiques travaillent sur des vaccins adaptés au nouveau variant, le Luxembourg compte-t-il en acquérir ?

– Étant donné que pour de nombreuses personnes, la date d'administration du dernier rappel remonte désormais à plusieurs mois, une nouvelle campagne de vaccination est-elle prévue cet automne ? Si oui, avec quel type de vaccins ? Une vaccination conjointe avec le vaccin contre la grippe est-elle envisageable ?

Réponse (08/09/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

La Direction de la santé continue à recevoir chaque jour par voie électronique les résultats des tests PCR pour Covid-19 réalisés dans les différents laboratoires d'analyses médicales sur base de la loi du 1^{er} août 2018 sur les maladies à déclaration obligatoire. En parallèle, le Laboratoire national de santé (LNS) reçoit, sur base de la même loi, les échantillons testés positivement dans les différents laboratoires du pays et réalise sur un certain nombre le séquençage de l'ARN viral à des fins de surveillance moléculaire (variants et sous-variants). Le troisième système de surveillance toujours en place concerne le contrôle de la présence du virus dans les eaux usées réalisé par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Comme dans la plupart des pays, il n'existe plus de monitoring systématique des hospitalisations Covid-19 au Luxembourg.

La Direction de la santé reçoit en outre la partie médicale de chaque certificat de décès établi au Luxembourg et peut donc toujours suivre les éventuels décès qui seraient liés à l'infection Sars-CoV-2.

Actuellement, la situation est plutôt rassurante. Pour la semaine 33 de l'année, nous avons noté 118 cas d'infection Covid-19 ce qui est légèrement plus élevé que les semaines précédentes (le nombre le plus bas ayant été de 28 infections à la semaine 25), mais largement en dessous des 1.800 infections hebdomadaires pour les semaines 10 et 11 en début d'année. Le rapport des eaux usées confirme également la stabilité de la situation avec des taux faibles. Le dernier rapport ReViLux du LNS nous apprend que 59 % des échantillons séquencés étaient du variant EG.5 qui a été récemment considéré comme « variant of interest » (et non pas « variant of concern ») par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le variant EG.5 est connu depuis février 2023, il s'agit toujours d'un sous-variant Omicron. Il a fait l'objet d'un suivi rapproché essentiellement dans le cadre de la surveillance des infections respiratoires dans l'hémisphère sud (p. ex. en Australie) où il fait actuellement hiver. Même s'il a une transmissibilité accrue, le variant EG.5 ne possède pas de pathogénicité (c.-à-d. pouvoir de rendre malade) augmentée comme le témoignent les chiffres de l'Australie sur ces derniers mois. Il est bien couvert par le vaccin actuellement disponible qui, pour rappel, n'empêche pas l'infection mais prévient les formes graves de maladie.

Les contrats signés par l'Union européenne avec les producteurs de vaccin prévoient la mise à disposition de vaccins adaptés dès que disponibles et autorisés par l'Agence européenne des médicaments. Il est donc prévu que le Luxembourg en reçoit également.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) se réunira courant septembre pour arrêter une recommandation de vaccination pour cet automne. Le Ministère de la Santé communiquera cette recommandation dès que disponible et prendra les dispositions

nécessaires pour que le public cible puisse bénéficier de la vaccination dans les meilleurs délais. En principe, le vaccin à utiliser sera toujours le plus récent disponible.

Une vaccination concomitante au vaccin grippe sera possible (une injection dans chaque bras), comme elle l'était en 2022 déjà. Actuellement, il n'existe cependant pas encore de produit sur le marché qui réunit les deux vaccins dans une seule injection.

Augmentation du prix de vente des carburants | Question 8239 (18/08/2023) de M. Gilles Roth (CSV)

An deene leschte Woche sinn d'Spritpräisser kontinuierlech an d'Luucht gaangen an hunn een héijen Niveau erreicht, deen ee spierbaren Impakt op d'Kafkraaft vun de Leit huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wéi setzt sech aktuell de Literpräis fir Bensinn an Diesel zesummen?
2. Wat fir Facteure beaflossen déi kontinuierlech Hausse?
3. Wat ass den Impakt vun dësen Haussen op den Index?
4. Wéini erfält déi nächst Indexbranche?
5. Falls dës soll fir den 1. Oktober erfalen, gëtt dës och an de Salairen am éffentlechen Déngscht fir dee Mount berécksiichtegt?

Réponse (19/10/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. De Präis vum Diesel a vum Bensinn (SP95) setzt sech aus follgende Komponenten zesummen: Basispräis (Produkt- an Distributionskäschten), Accisen an TVA.

Den Undeel vun de jeeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Diesel war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Undeel vun de jeeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Bensinn (SP95) war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An deem Kontext sollt een och drun erënneren, dass den normalen TVA-Taux am Kontext vun der Tripartitt vu 17 % op 16 % erofgesat ginn ass.

ad 2. De Präis vum Bensinn a vum Diesel gëtt haapt-sächlech duerch d'Präisser vum Réiueleg op de Weltmäert (z. B. vum Brent), mee och vum Wiesselkurs vum Dollar/Euro a vun der Situation um Maart vun den Endprodukter (Raffineriemargen, Niveau vun de Stocken an der Regioun, Produktionskapazitéiten ...) bestëmmt.

De Präis vum Brent ass tëschent Juni a Mëtt September 2023 ëm bal 20 US-Dollar de Barrel geklommen. Dës Hausse vum Brent ass op eng héich Demande, gestärkt vum Tourismus am Summer, an eng kënscht-lech Reduktioun vun der Offer, duerch Produktionskierzung vum der OPEC+, haaptsächlech op Initiativ vu Saudiarabien a Russland, zeréckzefieren.

ad 3. Den Impakt op d'Inflatioun hänkt generell esouwuel vun der Evolutioun vun de Präisser of wéi och vun der Gewichtung vun de jeeeweilege Kategorien am Indice des prix à la consommation national

(IPCN). Dës Gewiichtung gëtt all Joer iwwert e groussherzoglecht Reglement festgeluecht. Fir 2023 huet den Diesel eng Gewiichtung vun 1,5 %, an de Bensinn vun 1,4 % am IPCN.

Den Diesel ass am Mount August 10,0 % méi héich wéi am Juli, beim Bensinn ass et eng Hausse vu 6,2 %. Trotz dëser rezenter Hausse, war de Präis vum Diesel am August 2022 8,6 % méi héich wéi am August 2023. Beim Bensinn ass e minimalen Ennerschied vun 0,1 %.

Déi monatlech Evolutioun vun der Inflatoung tëschent Juli an August 2023 läit bei 1,45 %. Dës staark monatlech Progressioun erkläert sech, dem Statec no, duerch de Retour no de Summersolden. Kleeder a Schong contribuéieren esou zu 0,69 Prozentpunkten zu dëser Entwécklung, den Diesel zu 0,13 Prozentpunkten an de Bensinn zu 0,09 Prozentpunkten.

ad 4. Mat den offizielle Resultater vum Mount August war de Seuil fir déi nächst Indexbranche erreecht, sou dass déi nei Indexbranche zanter dem 1. September 2023 a Kraaft ass. Alleguer d'Léin, Paien a Pensioune gi vun deem Datum un ëm 2,5 % erhéicht.

ad 5. Well d'Salären am ëffentlechen Déngscht virausbezuelt ginn, ass den Traitement vu September iwwerwies ginn zu engem Zäitpunkt, wou déi offiziell Resultater vum IPCN nach net bekannt waren. Beim Traitement fir Oktober gëtt d'Indexbranche vum September 2023 also eng éischte Keier berécksiichteg, an et gëtt e Recalcul fir de Mount September gemaach.

Départs volontaires dans la Police grand-ducale | Question 8240 (21/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An de leschte Jore gouf et vill Diskussiounen doriwier, dass d'Police méi Personal brauch, fir hiren Aufgabe kënnen gerecht ze ginn. Resultat vun dëser Diskussioun war, dass eng Rekrutement-Offensiv gestart gouf, fir iwwert déi nächst Jore ronn 200 nei Polizist:innen pro Joer anzustellen. Et geet allerdéngs net duer, fir nei Leit anzustellen, mee de Groussdeel vum Personal soll der Police och erhale bleiwen. Dat erreecht een am beschte mat attraktiven Aarbechtskonditiounen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Wéi vill Leit hunn d'Police grand-ducale fräiwëlleg zënter 2018 verlooss,
- opgeléicht pro Joer,
- opgeléicht pro Service?

Réponse (20/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Säit dem 1. August 2018 bis elo hunn am Ganzen 399 Leit d'Police verlooss:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Iwwerdeems eng Opléschung pro Service net verfügbar ass, geet aus den Zuelen ervir, dass déi meescht Beamten opgrond vun der Pensioun d'Police verloosen um Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit. Nëmme ee klengen Undeel vun den Departee besteet aus Beamten, déi virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit aus anere Motiver vun der Police ausgescheet sinn, esou wei et an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7971 vum 5. Mee 2023 erkläert ginn ass.

Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) | Question 8241 (21/08/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Une étude parue le 9 août dernier dans « Neurology », le journal de l'Académie américaine de neurologie,

montre que les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP), souvent utilisés pour traiter les troubles gastriques, augmenteraient le risque de démence quand ils sont pris durant de longues années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre a pris connaissance de cette étude ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent en être tirées ?
- 3) Selon des chiffres de 2019 de la Haute autorité de santé (HAS) pas moins de 16 millions de personnes consomment des IPP en France. Cela représente un coût de 260 millions d'euros pour l'assurance maladie. Est-ce que de tels chiffres sont également connus pour le Luxembourg ?
- 4) Des autorités étrangères alertent depuis des années sur le mésusage de ces médicaments. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre face à ces assertions ?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Le Ministère de la Santé, et plus particulièrement les services de la Direction de la santé ont bien pris connaissance de cette étude en même temps que d'autres autorités compétentes et l'ont analysée en suivant les principes de revue scientifique critique¹.

Après analyse, il s'avère que cette étude ne permet pas de prouver que les médicaments contre le reflux acide provoquent la démence. Elle montre une association, positive mais non significative, entre l'utilisation actuelle des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) et un risque de démence sur une période médiane de suivi de 5,5 ans.

Cette étude est intéressante mais présente des limites méthodologiques importantes pour pouvoir évoquer une potentielle relation causale. En effet, une association entre deux phénomènes n'implique pas de facto que l'un en soit la cause de l'autre. De plus, le risque de démence est trop multifactoriel pour tirer des conclusions sur base des données actuellement disponibles. Des études supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ou infirmer ces résultats.

En outre, les données disponibles actuelles de la littérature scientifique ne plaident pas en faveur d'une augmentation réelle du risque de démence lié à l'emploi des IPP.

ad 3) Le tableau ci-dessous affiche le nombre d'assurés distincts ayant acheté des IPP par année ainsi que les dépenses y relatives à charge de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise. Les médicaments considérés dans le tableau sont ceux pour lesquels une ordonnance² a été émise et qui sont achetés dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le bon usage des IPP et des médicaments en général est une priorité pour le Ministère de la Santé. Il y veille grâce à la mise en place d'un système de

pharmacovigilance robuste, une collaboration étroite avec les professionnels de santé, l'implication de patients experts et, de plus en plus, la participation à des campagnes de sensibilisation, tant au niveau national qu'international.

Il y a lieu de rappeler que les IPP sont indiqués dans la prise en charge du reflux gastroœsophagien (RGO) et des ulcères duodénaux. Ces pathologies sont liées à un reflux acide qui se produit lorsque l'acide gastrique s'écoule dans l'œsophage, généralement après un repas ou en position allongée. Les personnes souffrant de reflux acide peuvent présenter des brûlures d'estomac et des ulcères. Lorsque ce reflux acide est fréquent, il est possible de développer un RGO qui, à long terme, peut entraîner un cancer de l'œsophage.

Les IPP réduisent l'acidité de l'estomac en ciblant les enzymes de la paroi de l'estomac qui produisent cette acidité et sont un outil utile pour aider à contrôler le reflux acide et les risques qui en découlent.

Un traitement au long cours par IPP est très rarement justifié et expose à un risque lié à la polymédication, en particulier chez les sujets âgés. Seul le caractère chronique de la maladie peut justifier des traitements prolongés. Il est donc primordial de respecter le bon usage de ces médicaments afin d'en minimiser les risques.

Comme pour tout médicament, la prescription d'un IPP doit faire l'objet d'une évaluation du bénéfice-risque par le médecin prescripteur pour son patient, à savoir : évaluer l'intérêt de ce médicament en termes d'efficacité, de qualité de vie, de potentiels effets indésirables ou interactions médicamenteuses.

Fuite de données de clients Luxair | Question 8243 (21/08/2023) de **Mme Diane Aehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut RTL-Informatioun vum 18. August 2023 si perséinlech Passagéier-Donnéeë bei der Luxair gehackt ginn, well dës an engem Cloud stockéiert waren, déi net adaptéiert geséichert war. Dobäi sollt et sech ëm Donnéeë vun dausende Passagéier handelen, déi tëschent Enn 2020 a Juli dëst Joer wéinst engem Retard oder Annulatioun vun engem Luxair-Vol eng SMS respektiv e Bong fir en Hotel oder e Restaurant kritt hunn. Et besteet eng handfest Méiglechkeet, dass Donnéeë vun all dëse Passagéier am Ëmlaf sinn, ouni den Accord vun de betroffene Leit. D'Luxair huet d'Leit doropshi viru Phishing-Attacke gewarnt.

An dësem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann d'Regierung eis erklären, wéi et zu esou engem graven Incident komme konnt?
- Wat gesinn d'Richtlinne vun der Airline vir, fir esou Hacking-Attacke virzebeugen?
- Wat ass zënter der leschter Cyberattack op d'Luxair-Donnéeën am Joer 2016 ënnerholl ginn?
- Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir esou Hacking-Attacken an Zukunft virzebeugen?

- Wéi wäerten déi betraff Passagéier entschiedegt ginn?

Réponse (29/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Entgéint der Ausso vun den honorabelen Deputéierten, si keng „perséinlech Donnéeë bei der Luxair gehackt ginn“. Wéi et och per Pressecommuniqué vun der Luxair kommunizéiert gouf, handelt et sech ëm ee potentielle Problem mat engem externe Prestataire vun der Fluchgesellschaft. D'Manier, wéi dës Donnéeë

¹ La lecture critique se base notamment sur des critères tels que :
 - la recherche des résultats informatifs, c'est-à-dire qui répondent de manière utile à la question posée et qui apportent un réel bénéfice pour la pratique,
 - le jugement que les méthodes sont crédibles (schéma d'étude, sélection, observation, analyse et taille d'échantillons adéquats)
² Au Luxembourg, un médicament IPP (IPRAALOX 20mg cpr. gastro-res.) peut être acheté en pharmacie sans ordonnance. Les médicaments IPP délivrés sans ordonnance ne sont pas considérés.

vun deem Prestataire stockéiert goufen, huet net den adaptéierte Sécherheetsstandarden entsprach an ee potentiellen Zougrëff vu bausse méiglech gemaach. Eng Analyse ass um Lafen, fir déi genau Ursachen an d'Envergure kënnen feststellen. Luxair huet matgedeelt, dass de System säit dem 4. Juli erëm securiséiert ass.

Et ass aktuell kee materielle Schued vu Passagéier bekannt, deen duerch dësen Incident soll ervirgeruff gi sinn. Déi betraffe Passagéier kënnen sech mat der Luxair a Verbindung setzen, fir méi Informatiounen ze kréien. Am Fall vu Verdacht op „phishing“ kann och ëmmer op d'Initiativ „BEE SECURE“ vun der Regierung zeréckgegraff ginn, déi ee séchere Gebrauch vun den digitalen Technologië promovéiert an och iwwer eng Helpline verfuegt.

Doriwwer eraus geréiert d'Regierung net den deegleche Betrib vun der kommerzieller Gesellschaft Luxair SA.

.....

Maison de répit pour jeunes au Luxembourg | Question **8244** (21/08/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Dans certains pays européens, tels l'Allemagne et la France, des maisons de répit accueillent temporairement des parents dont les enfants, adolescents et jeunes adultes sont atteints d'une maladie sévère. Dans de telles structures, l'hébergement peut se faire soit de façon ponctuelle, soit de manière régulière, et cela à partir d'un diagnostic de maladie grave, y compris les périodes d'aggravation. L'hébergement peut répondre également à des situations d'urgence et assurer, le cas échéant, un accompagnement en fin de vie.

Ces maisons, qui portent le titre de « Kinder-Hospiz » en Allemagne, accueillent donc les jeunes et leurs aidants familiaux. Il s'agit aussi de venir en aide aux parents, de les soulager et de les conseiller selon leurs besoins. À noter aussi que les familles concernées peuvent être prises en charge au-delà de la mort de leur enfant.

Au Luxembourg, il n'existe pas de telle structure à l'heure qu'il est. Comme la population va croissant, il s'avère recommandable, voire indispensable de réfléchir à la création d'une maison de répit pour jeunes âgés de 0 à 27 ans. Une telle institution pourrait former un lieu de pause, de conseil, d'information voire de formation pour les membres de famille, les aidants et des professionnels de santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre aurait-elle déjà organisé des échanges de vues avec des spécialistes en la matière afin de discuter le concept d'une maison de répit pour jeunes au Luxembourg et de déterminer des sites potentiels pour implanter une telle structure ?

2) Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Le Ministère de la Santé dispose-t-il de statistiques concernant le nombre de jeunes (enfants, adolescents et jeunes adultes) qui sont actuellement confrontés à des maladies graves si bien qu'il est recommandable de les soigner et de les accompagner, ensemble avec leurs parents et aidants, dans une maison de répit ?

4) Comment le financement d'une telle maison pourrait-il être assuré ? Quelles sont les aides publiques qui pourraient être octroyées dans ce contexte ?

Réponse (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Le Plan national « fin de vie et soins palliatifs 2023-2026 » élaboré par un groupe de travail sous

la guidance du Directeur de la santé et approuvé par le Conseil de Gouvernement fin juillet 2023 prévoit en effet à l'objectif 4.4. la mise en place d'une structure de répit, et précise notamment :

« Le concept de maison de répit est basé sur le concept allemand du Kinderhospiz et de celui des maisons de répits françaises et belges, qui assurent des soins palliatifs pédiatriques et proposent des accueils ambulatoires et stationnaires, selon les besoins des enfants et/ou de leurs familles. Les familles ayant un enfant en soins palliatifs avec des soins parfois continus à domicile, sont confrontées à des charges intenses et prolongées (p. ex. les prises en charge médico-thérapeutiques, incertitudes, expériences d'insécurité émotionnelle, ...) qui peuvent conduire à l'épuisement psychique et/ou physique. Ainsi une structure de répit au Luxembourg permettrait de donner un moment de répit à l'enfant malade, aux parents et à la fratrie (qui ne doit pas être oubliée lors de l'accompagnement de l'enfant malade). Un projet de maison de répit élaboré par l'ASBL « Pour une Parenthèse » et intitulé « Une maison de répit pour enfants et adolescents en soins palliatifs et leurs familles au Luxembourg » peut servir de référence. »

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques précises sur le nombre de jeunes qui sont confrontés à des maladies graves et qui pourraient bénéficier d'une telle structure. Les jeunes concernés seraient essentiellement des patients oncologiques ou souffrant de maladies rares à évolution défavorable. Même si leur nombre est probablement limité, une structure d'accueil de ce type se justifie certainement.

Dans le contexte de l'implémentation du plan national, un groupe de travail dédié à cet objectif devra être constitué avec la mission de développer un concept détaillé d'une telle structure. Ce concept sera alors à valider par le Conseil de Gouvernement.

ad 4) Le financement d'une telle maison pourrait s'imaginer dans le cadre d'une adaptation de la loi hospitalière en lui accordant le statut d'un établissement hospitalier, à l'instar de la maison Omega 90. Alternativement, un financement entièrement pris en charge par l'État serait aussi envisageable, en fonction du concept final à valider par le futur Gouvernement.

.....

Offre publique du LNS | Question **8245** (21/08/2023) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

2019 hat de Laboratoire national de santé (LNS) am Zesummenhang mat dem informatéschen Helpdesk eng öffentlech Ausschreibung gemaach. Den Zouschlag krut deemools d'Firma „Abakus-IT-Solutions“. Fir de prakteschen Ofaf vun der Ausschreibung hat den LNS op en externe Beroder zréckgegraff. Dëse Beroder soll laut dem Onlineportal „Reporter“ um Text vun der „offre publique“ matgeschriwwen hunn an och um Auswielverfare bedeelegt gewiescht sinn. Weider heescht et am Artikel, de Beroder hätt vun Ufank un eng Präferenz fir d'Firma Abakus gehat an hätt sech mam Direkter iwwer d'Offer ausgetosch. Mëttlerweil soll den LNS selwer eng Untersuchung gemaach hunn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen an d'Gesondheetsministesch stellen:

– Kann d'Regierung confirméieren, dass den externe Beroder vum LNS 2019 d'Offer vun der Firma „Abakus-IT-Solutions“ mam Direkter vun der Entreprise ofgeschwat huet?

• Wa jo, wat fir Konsequenze wäert dës Ofsprooch hunn?

• Gëtt d'Firma „Abakus-IT-Solutions“ vun der neier Ausschreibung, déi virun zwou Wochen ausgelaf ass, ausgeschloss?

– Aus wat fir Grënn ass 2019 bei der Ausschreibung op en externe Beroder zréckgegraff ginn?

• Wéi vill hunn d'Servicer vum externe Beroder kascht?

• Goufen 2019 3 Offeren uefrot?

• Wéi eng Moossnamen huet den LNS 2019 ergraff fir sécherzestellen, dass keen Interessekonflikt beim externe Beroder géif virleien?

– Kann d'Regierung confirméieren, dass den LNS selwer am Kontext vun der Ausschreibung vun 2019 eng Untersuchung an d'Weeër geleet huet?

• Wa jo, wat koom bei der Untersuchung eraus?

• Wat huet den LNS beweegt, fir haut eng Untersuchung zur Ausschreibung vun 2019 ze maachen?

– Wéi vill Ausschreibungen huet den LNS iwwer déi lescht 5 Joer gemaach a wéi vill goufen der vun externe Beroder begleet?

– Gëtt et Richtlinnen, wéini en externe Beroder kann ageschalt ginn?

• Wa jo, sinn déi an all Fall agehale ginn?

• Wann nee, firwat goufen se net agehalen?

– Ass bei der aktueller Ausschreibung op déi fréier Ausschreibung zeréckgegraff ginn?

• Wa jo, wéill den LNS un der aktueller Ausschreibung festhalen oder gëtt dru geduecht, fir se ze annulléieren an eng nei ze lancéieren?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir Ofsprooche bei öffentlechen Ausschreibungen an Zukunft ze verhëneren?

Réponse (07/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Am Joer 2019 huet de Laboratoire national de santé (LNS) sech vun engem externe Consultant begleet gelooss wéinst senger spezieller Kompetenzen am Beräich „marchés publics“. Dëse Kontrakt war bei 12.000 EUR plafonéiert³.

2023 huet dee selwechte Beroder den LNS nach emol begleet am Kader vum Renouveau vun dësem Marché public.

De 26. Juli 2023 huet ee Journalist ee potentiellen Interessekonflikt gemellt am Zesummenhang mam „Service Desk“ vum LNS, wouropshin an de Méint August a September 2023 eng intern Enquête duerchgefouert gouf, déi erginn huet, dass dee Consultant un der Finalisatioun vun der Offer vun Abakus fir de Marché public vun 2019 matgeschafft huet. Dee concernéierte Consultant huet schréfflech deklaréiert, keng intern a confidentiel Informatiounen weiderginn ze hunn, déi d'Offere vun Abakus an iergendenger Form beaflosst hätten. Den LNS hat dës Informatiounen net zur Verfügung an Abakus konnt deemno fir 2023 net zum Marché public ecartéiert ginn.

Den LNS ass der Meenung, dass de concernéierte Beroder seng Kontakter zu Abakus hätt misse vun Ufank u matdeelen, an net réischt 2023. Dat selwecht géllt och fir Abakus. Säit engem Joer mécht den LNS eng strukturéiert Kontroll betreffend e méiglechen Interessekonflikt tëschent de jeweilege bedeelegte Firmen a Marchéen.

Et sief nach erwäant, dass, nodeems all d'Offeren ausgewäert goufen, Abakus de Marché public net attribuéiert krut.

.....

Réforme du service « Adapto » | Question **8247** (22/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säit Laangem ass bekannt, dass et beim Adapto-Service ëmmer rëm schwéier Probleemer gëtt. Nodeems

³ Un montant inférieur au seuil d'exigence de trois offres (conformément à l'article 20 (1) a) (livre I) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics).

eng Adapto-Reform koum, déi de Service verbessere sollt, krut eng Petitioun (N° 2749), déi sech mat enger Rei Mängel beschäftegt huet, bannent dräi Deeg déi néideg Ënnerschrëften. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt nei Busser bestallt, an an de Betrib komm sinn, déi net behënnertegerecht wieren. Et sinn och puer Fäll bekannt, wou Leit, déi blann sinn an e Servicehond dobäi haten, de Begleethond net mathuelen duerfen.

De Lëtzebuurger Konsumenteschutz (ULC) hat den 18. Abrëll an enger Pressematdeellung eng Rei Propose virgestallt, déi den Adapto-Service verbessere sollen. Generell soll de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Client an dem Chauffeur verbessert ginn. Weider goufe kloer Krittären etabléiert, fir eng Adapto-Kaart ze erhalen, oder verweigert ze kréien.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi huet den Här Mobilitéitsminister vir, fir op déi Kritticken ze reagéieren?
2. Gouf eng Analys vun der Reform schonn an d'Weeër geleet? Wa jo, wat fir eng Verbesserung se virgesinn? Wann nee, firwat net?
3. Wéi sinn d'Reegele vum Adapto aktuell fir Leit, déi eng Begleetpersoun oder e Begleethond brauchen? Ass den Här Minister och der Meenung, datt et muss méiglech sinn, speziell fir Leit mat enger Behënnung kënnen eng Begleetpersoun oder e Begleethond am Adapto matzehuelen?

4. D'ULC fuerdert, datt de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Chauffeur an dem Client verbessert sollte ginn. Sinn Initiativen um Lafen, fir de System an d'Kommunikatioun ze verbessere a falls jo, vu wéini u sollen dës Moosnamen sech am Fonctionnement vum Service bemierkbar maachen?

Réponse (16/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten huet Froen iwwer den Adapto-Transport an d'Adapto-Bussen.

Zu de Bussen ass ze soen, datt et verschidden Zorte Gefierer gëtt, déi agesat ginn, mat spezifischen Ekipementer wéi Rampen oder Hebebühnen, déi néideg sinn, fir Persounen am Rollstull kënnen opzehuelen, mee net all Notzer vum Adapto huet de Rollstull, dofir ginn och Gefierer agesat ouni Rampen oder Hebebühnen.

Meng Servicer reagéieren op all Ufro, Reklamatioun oder Suggestioun, déi un si eruedroe ginn. Bis haut ass den ULC mat senger Kritticken net un de Ministère fir Mobilitéit an effentelech Aarbechten erugetrueden. Wat d'Krittären ugeet, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, verweisen ech op déi entsprecheend Informatiounen adapto.lu a guichet.lu an doriwwer eraus op de Gesetzesprojet 8005 iwwer de spezifischen Transport.

Et gouf keng extra Analys vun der Reform an d'Weeër geleet. Déi lescht Reform huet offensichtlech eng ganz Rei Verbesserung bedeit, a virun allem mat sech bruecht, dass d'Unzuel vun de Benotzer ganz staark geklommen ass, wat ënner Beweis stellt, wéi néideg an awer och attraktiv den Adapto ass.

Esou ass tëschent 2019 (dat Joer virun der Reform) an 2022 d'Effizienz vum zentraliséierte System bewise ginn, well d'Unzuel vun den transportéierte Persounen staark an d'Luucht goug, ouni datt d'Käschten zougeholl hätten, am Géigendeel:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Verbesserunge koumen och mat der Reform; ech erënneren drun, dass Follgendes eréischt duerch d'Reform iwwerhaapt méiglech war:

- dem Notzer konnt eng App zur Verfügung gestallt ginn,
- d'Notzer kënnen mat der App hir Buchunge selwer maachen oder stornéieren,
- d'Notzer kënnen de Bus an Echtzäit suivéieren,
- den Notzer kann de Chauffeur uruffen an ëmgedréint,
- eng Telefonszentral ass ronderëm d'Auer erreechbar, souguer wann eng Urgence ass,
- owes gëtt de Service eng Stonn méi spéit ugebueden.

Natierlech ass et erstriewenswäert, de Service weiderhin ze verbessere, respektiv bei punktuellen Problemer den Ursachen nozegoen, fir datt déi an Zukunft net méi virkommen.

Den honorabelen Deputéierte freet no den aktuelle Reegele betreffend eng Begleetpersoun oder e Begleethond. Ech erënneren drun, dass d'Notzungsbedingung vum Adapto ënnert där entsprechender Rubrick op mobiliteit.lu oder um Formular op guichet.lu ze fanne sinn. Et war an ass ëmmer eng Begleetpersoun erlaabt. Wa laut Certificat médical eng Begleetpersoun onerlässlech ass oder eng ze staark Orientatiounsbeurteilung besteet, ass eng Begleetpersoun obligatoresch. Dëst ass eng wichteg Measure, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Weiderhin ass et och erlaabt, en Hond oder Blannenhond matzehuelen.

Den honorabelen Deputéierte werft dann de Beräich Kommunikatioun tëschent Telefonszentral, dem Chauffeur an dem Client op, an deem awer vill geschitt ass an dee wier, wéi uewe gesot, ouni Reform net méiglech gewiescht:

De Callcenter vu mobiliteit.lu steet bei all Fro oder Problemer während enger Faart oder mat engem Client fir all Adapto-Chauffeur zur Verfügung. D'Chaufferen hunn dofir och eng prioritär an direkt Linn zur Verfügung. De Chauffeur huet och d'Méiglechkeet, selwer direkt iwwer seng Tablett den Notzer ze kontaktéieren, zum Beispill bei gréisserer Perturbatiounen. Owes den Dag viru senger Faart, kritt de Client per SMS eng Notifikatioun mam Recapitulatif vu senger Buchung. Derbäi kritt hien nach eng SMS, wann de Bus ukomm ass.

Ausserhalb den Öffnungszäite vum Callcenter iwwerhëlt d'Leetstell vun der Verwaltung fir effentelechen Transport eng Permanence fir all urgent Fro souwuel vu Chaufferssäit wéi och vum Client senger Säit. D'Kommunikatioun ënnert de verschiddene Servicer souwéi mat den Notzer funktionéiert gutt.

Ausserdeem ass virgesinn, fir Push-Notifikatiounen fräzeschalten.

Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question **8248** (22/08/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi aus der éischter an der zweeter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8234 ervirgeet, war d'Police-Kommissariat op der Garer Plaz effektiv an der Nuecht vum 11. op den 12. August 2023 formell zou. De Manque un néidegem Effectif u Poliziste gëtt an der Äntwert erkläert mat enger „série d'absences imprévisibles“, obwuel et sech hei net nëmme dem Krankeschäiner gehandelt huet, mee och ëm Polizisten, déi juristesche poursuivéiert ginn. Deemno hunn am Garer Policebüro 4 Polizisten hir Waffe missen ofginn a sëtzen aktuell an Untersuchungshaft. Eisen Informatiounen no gëtt et

och op enger Rei anere Police-Kommissariater duerch d'Land aktuell eng Partie Krankschreiwungen.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Wéi vill Poliziste sinn aktuell um Police-Kommissariat op der Garer Plaz am Déngscht?
- Geet dës Unzuel duer, fir dass d'Kommissariat onofhängeg a voll operationell ass?
- Kann de Minister confirméieren, dass op anere Police-Kommissariater och Krankmeldunge gewiescht si respektiv nach sinn?
- Ëm wéi eng Kommissariater handelt et sech genau?
- Sinn déi betrafte Police-Kommissariater trotzdeem déi ganzen Zäit voll funktionsfäeg gewiescht?

- Kann de Minister eis Informatiounen iwwer déi eventuell Ursache fir dës Krankmeldunge ginn?

- Ass et richtig, dass elo eng Rei Poliziste vum Garer Police-Kommissariat op aner Kommissariater sollen transferéiert ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

Réponse (22/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

- Viroop muss hei präziséiert ginn, dass de d'Police op der Gare keng eegestänneg Entitéit ass an dofir kann déi Entitéit ni „onofhängeg“ a „voll operationell“ sinn. Et ass e Sous-ensemble vum C3R Lëtzebuerg um Verluerekascht (commissariat à trois roulements), wat bedeit, dass z. B. de Chef d'unité vun deem C3R Lëtzebuerg och de Chef d'unité vun där Grupp op der Gare ass.

De Grupp Gare zielt 32 Memberen: 30 Polizisten an 2 Beamtinnen aus dem Zivilkader (Stand 1.9.2023). Dës Zuel ka variéieren, well dës Agenten op Schichten ageedeelt sinn an et ëmmer kann zu Krankmeldunge kommen, esou wéi dat bei all Police-Unitéit de Fall ass.

Aktuell gëtt et effektiv bei der Entitéit Gare 4 imprevisibel Ausfäll, déi warscheinlech längerfristeg sinn, mee déi awer amgaange sinn, duerch eng Note d'appel aux candidatures kompenséiert ze ginn.

Et muss op dëser Plaz rappelléiert ginn, dass d'Police national an homogeen organiséiert ass. Dank dëser Organisatioun si primär Interventiounen a proaktiv Missiounen assuréiert, wei de Service um Bierger (besonnesch a sensibelen Zonen), an dat och am Fall vun engem plötzlechen Ausfall vu 4 Agenten an engem Sous-ensemble.

Et gëtt eng staark Zesummenaarbecht um operationellen Niveau mat weidere Kommissariater aus der Region Capitale an der Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO), wouduerch déi aktuell Ausfäll an der Zon kompenséiert sinn.

- Krankmeldunge kommen op sämtlechen Unitéiten a Servicer vir. Déi betrafte Kommissariater si gréisstendeels voll funktionsfäeg. Wann dat ausnamswies mol net de Fall war, wéi zum Beispill während der Covid-19-Pandemie, dann huet d'Police déi néideg Measure geholl, fir trotzdeem hiren Aufgaben nozekommen. Informatiounen zu den Ursache vu Krankmeldunge ginn net un de Policeminister weidergeleet.

- Aktuell ass et fir de Fonctionnement net noutwendeg an net geplangt, fir déi Poliziste vum Grupp Gare (C3R Lëtzebuerg) op déi aner Gruppen ze transferéieren oder dës Grupp anescht ze organiséieren. Et kann allerdéngs sinn, dass Beamten aus arbeitsrechtlechen/medezinnesche Grënn mussen op aner Unitéiten transferéiert ginn. Dës ginn dann erëm ersat. Dat gëllt prinzipiell fir all operationell Unitéit an der Police.

Generell sinn Transferte méiglech an d'Grënn heifir kënnen ganz verschidde sinn. All Fäll ginn eenzel

analyséiert. Sou ass beispillsweis ee Wiessel am Kader vum Artikel 6 vum Staatsbeamtestatut denkbar, sief et op perséinleche Wunsch vum betraffene Polizist oder op Basis vum Intérêt de service. Des Weidere kann eng eventuell Inaptitude laut Artikel 32 vum Staatsbeamtestatut zum Droe kommen, falls d'Gesondheet vun engem Beamten a Gefor ass.

Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question 8249 (22/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am „Lëtzebuerg Wort“-Artikel „Fragwürdige Vorgänge in der Bahnhofswache“ a laut Recherche vun der Zeitung „Quotidien“ gëtt et an dem Commissariat op der Gare ee Verdéngschsystem, no deem jonk Polizist:innen sech fir d'éischt emol beweise mussen, ier se vun hire Superieure respektéiert ginn. Et géif ee bei minus 10 Punkten ufänken a misst sech da mat „mutigen Taten“ de Respekt vun anere verdéngen, esou d'Recherchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Huet de Minister Kenntnis iwwert esou Praktiken? Wa jo, wat wëll e géint dës ënnerhuelen? Falls nee, wei konnt esou eppes onentdeckt bleiwen? Falls nee, wäert een de Resultater vun de Recherch vun de Journalisten nogoen?

Réponse (22/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Am Moment sinn Enquêtes pénales amgaangen, déi ënnert der Leedung vun den Autorités judiciaires, vum Kontrollorgan vun der Police duerchgefouert ginn. Sollten an deem Kader Irregularitéite betreffend de Fonctionnement vum betraffene Commissariat festgestallt ginn, wäert d'IGP déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

Agréments pour gérer des logements thérapeutiques | Question 8250 (23/08/2023) de M. Gusty Graas | M. Gilles Baum (DP)

La Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychothérapie a récemment publié un communiqué de presse dans lequel il fait état de rumeurs selon lesquelles le Ministère de la Santé étudierait la possibilité « de délivrer des agréments pour gérer des logements thérapeutiques destinés à accueillir des personnes vulnérables à des sociétés commerciales alors que la psychiatrie extrahospitalière conventionnée à but non lucratif a pu développer un modèle de prise en charge pluridisciplinaire ambulatoire depuis plus d'un demi-siècle ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, est-il vrai que le Ministère de la Santé a l'intention de délivrer des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques à des sociétés commerciales ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons a-t-il été décidé d'emprunter cette voie, qui peut être considérée comme une commercialisation de la médecine ?

2) Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis qu'il serait plus judicieux de soutenir la psychiatrie extrahospitalière conventionnée, qui s'est jusqu'à présent occupée de la prise en charge, avec des moyens supplémentaires ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (16/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans

les domaines social, familial et thérapeutique établit le cadre et les modalités de délivrance des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques. L'article 1^{er} dans son alinéa 3 précise que « l'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales de droit privé et de droit public ». Le législateur a donc souhaité couvrir tout type d'acteur pour permettre de répondre aux différents besoins de la population entière.

À noter que jusqu'à présent, les dossiers d'agrément relevant des compétences du Ministère de la Santé ont été déposés uniquement par des ASBL.

ad 2) Comme la loi précitée permet à tout acteur de requérir un agrément, le Ministère de la Santé ne peut pas privilégier un acteur par rapport à un autre, mais est tenu d'analyser chaque demande introduite en vérifiant si les conditions imposées par la loi sont remplies.

Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers | Question 8251 (23/08/2023) de Mme Diane Aehm | Mme Martine Hansen (CSV)

Wéi RTL-Lëtzebuerg an engem Artikel vum 22. August 2023 schreift, ginn d'Tunnelle Gousselerbiërg a Grouft déi nächst Wochen nees temporär zougemaach. Vu Mëtt Juli bis Mëtt August war den Tunnel Gousselerbiërg a Richtung Echangeur Luerenzweiler fir den Trafick zou. Zënter Mëtt August gëtt am Tüb a Richtung Schëndels geschafft an de Verkéier leeft bidirektional a Richtung Luerenzweiler. Ausserdeem ass bis an den Angang vum Tunnel Grouft Tempo 50 an de ganze Chantier soll nach bis Mëtt September daueren. Dobäi kënn, dass vun der Stad a Richtung Norden am Tunnel Grouft eng Temporeduzierung vun 90 op 70 ass, obwuel do net geschafft gëtt. Elo huet de Ministère wësse geden, dass vum 28. August 2023 un nees Maintenance- a Botzaarbechten an diversen Tunnellen uechter d'Land sinn, dorënner ënner anerem d'Tunnelle Gousselerbiërg, Grouft, Markusbiërg, Péiteng a Biff. Den Tunnel Gousselerbiërg, souwéi eng Partie anerer wieren also op en Neits gespaart.

An dësem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Aus wéi enge Grënn gëtt an deenen Tunnellen, wou aktuell Aarbechte stattfannen, net vum Chantier respektiv der Spärung profitéiert, fir an engem d'Maintenance- a Botzaarbechten ze maachen?

Réponse (04/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiërg waren Aarbechten, déi iwwert de Kader vun den normale Maintenenzen erausgaange sinn. D'Aarbechte si mëttlerweil ofgeschloss an hu vum 14. Juli bis den 12. September 2023 gedauert.

Parallèll zu all deenen Aarbechten, déi während dëser Period gemaach goufen, ewéi och schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8236 vum Här Deputéierten André Bauler beschriwwen, gouf och vun der Spärung profitéiert, fir d'Maintenance vum Tunnel Gousselerbiërg, déi vum 11. bis den 12. September 2023 geplangt war, matzemaachen.

Prix du permis de conduire | Question 8252 (23/08/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

An senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 8164 zum Taux d'échec am praktesche

Fürerschäinsexame confirméiert de Minister fir Mobilitéit, dass sech dësen aktuell bei ronn 52 % agependelt huet, an iwwert déi lescht 10 Joer konstant an d'Luucht gaangen ass. Dofir soll an Zukunft „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness“ geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausforderunge vum moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vum Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Zuel vun den obligatoresche Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erfroze kréien.“

Ausserdeem gëtt an der Äntwert een ongläiche Verglach gemaach tëscht dem duerchschnëttleche Präis fir de Fürerschäin zu Lëtzebuerg an dem Präis am Ausland. Zu Lëtzebuerg bezitt een am Duerchschnëtt 1.600 EUR fir eleng 16 praktesch Fuerstonnen an d'Theorie. Am Fall vun engem Echec kommen nach emol ronn 750 EUR dobäi. An der Belsch kascht de Fürerschäin 1.700 EUR, alles abegraff mat duerchschnëttlech 20 Fuerstonnen an a Frankräich läit ee bei engem Duerchschnëttspräis vun 1.800 EUR, dat awer fir 3 Fuerstonnen. An eisen Nopeschlänner ginn deemno méi praktesch Virbereedungsstonnen ugebuede fir den ongeféier gläiche Präis.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi eng konkret Mesurë gesäit de Minister vir, fir „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness““ ze leeën?

– Firwat sinn d'Präisser fir eng Fuerstonn zu Lëtzebuerg sou exponentiell méi héich wéi an eisen Nopeschlänner?

• Wéi steet Lëtzebuerg am EU-Verglach do a punkto Präis fir eng Fuerstonn?

• Wéi këinten d'Leit nach besser op de praktesche Fürerschäinsexame virbereet ginn, ouni datt et méi deier gëtt?

– Ass de Minister net der Meenung, dass doduerch, dass vill Leit beim éischte Versuch vum prakteschen Examen duerchfalen, d'Präisdifferenz par rapport zum Ausland ëmmer méi grouss gëtt an d'Leit sech de Fürerschäin net méi leeschte kënnen?

– Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg kee Gesamtpreis, wou extra Fuerstonnen abegraff wiere fir de Fall, wou een de Praxisexamen net beim éischte Versuch packt?

Réponse (26/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang am Kader vun der Führerschäin-ausbildung.

Wat de sougenannte „risk awareness“ betrëfft, esou soll an der Ausbildung nach méi wéi bis elo schonn, souwuel an der theoreetescher wéi och an der praktescher, awer och nach dono an de Coursé vum CFC (Colmar a Suessem), esou wéi den Numm et seet, de Kandidat bäibruucht ginn, fir geféierlech Situatoune schonn am Virus besser kënnen ze erkennen an deementspreechend och reagéieren ze kënnen. D'Komplexitéit vum moderne Verkéier verlaangt vun de Kandidaten e gewëssent Virausdenken an och déi richtig Schätzung vu Verkéierssituatiounen. All dëst soll verstärkt mam Kandidat geübt ginn. Eng heurop ausgeriichten Ausbildung léiert de Kandidat och, de Verkéier insgesamt besser ze verstoen, an dat féiert och zu enger besserer Maîtrise vum Gefier, wat sech dann och op den Taux d'échec wäert auswierken.

Wat de Präis vum Fürerschäin ugeet, esou ass e Verglach mam Ausland, wat déi eenzel Präisser ugeet,

schwierig. Fir d'éischt sief emol dorops higewisen, dass déi Präisser, déi als Beispill a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 8164 de Gesamtpräiss vun engem Führerschäin an deene verschiddene Länner war, also souwuel den theoreetesche wéi och de prakteschen Deel vun der Ausbildung beinhalten. E Réckschloss op déi eenzel Präisser fir déi praktesche Stonnen ass soumat net méiglech. Dobäi kënn nach, dass d'Tariffer vun de Fahrstonnen an dese Länner net reglementéiert sinn. Et handelt sech also ëm Duerchschnittspräisser, déi jee no Fahrshoul a souguer der Plaz vun der Fahrshoul staark variéiere kënnen. A Frankräich zum Beispill sinn d'Fahrstonnen an de Stied an der Reegel méi deier wéi d'Fahrstonnen a ländleche Géigenden.

Laut der franséischer Konsumenteschutzorganisatioun UFC-Que Choisir ware bei enger Enquête aus dem Joer 2016 d'Präisser vun Führerschäin zu Paräis mat 2.140 EUR am deiersten, an am Territoire de Belfort mat 1.468 EUR am gënschtegsten. Déi national Moyenne fir Frankräich loung deemools, opgrond vun der realiséierter Enquête bei 1.374 Fahrshoulen, bei 1.804 EUR. UFC-Que Choisir huet drop higewisen, dass et ganz ënnerschiddlech jee no Regioun ass, wéi vill Fahrstonnen d'Kandidaten tatsächlech geholl hunn. Net all hu 35 Stonne gebraucht – just 20 Stonne waren obligatoresch –, fir de Führerschäin ze packen.

Am Joer 2022 loung a Frankräich den Taux de réussite global bei de Führerschäinsexamen (Épreuves du permis B) bei 56,8 %. Dëst ass tendenziell méi nidderig wéi zu Lëtzebuerg. D'Qualitéit vun enger Ausbildung kann deemno, opgrond vun deem Beispill aus Frankräich, och net un der Unzuel vun de Fahrstonnen an der Fahrshoul gemoooss ginn.

Wat de Präis vun de Fahrstonnen zu Lëtzebuerg ugeet, esou waren des bis 2011 staatlech reguléiert, wat awer vun der deemoleger CSV-LSAP-Regierung ofgeschaaft ginn ass, esou dass d'Präisser fir d'Fahrstonnen haut vun de Fahrshoule selwer festgeluecht kënnen ginn, also nom Prinzip vum fräie Marché. De Staat huet säitdeem keen Afloss méi op d'Präisser vun de Fahrstonnen.

Doriwwer eraus ass en einfache Verglach vu Präisser vu Fahrstone mat dem Ausland schwierig, well een och hei déi ënnerschiddlech Liewenshaltungskäschte vun deene jeeweilege Länner misst mat abezéien, grad wéi och déi ënnerschiddlech Sozialkäschten a Gehaltsstrukturen. All dëst mécht en 1-1-Verglach vu Präisser fir Fahrstonnen onméiglech.

Kuckt een elo de Gesamtpräis, wat de Führerschäin kascht, esou läit Lëtzebuerg verglach mat eisen Nopeschlänner an der Mëtt. An och hei hänkt et dovunner of, ob de Kandidat den Examen direkt packt (souwuel Theorie wéi och Praxis) a wéi vill Stonnen hien huele muss oder wëllt. Wéi an der normaler Schoul och, ass hei och all Kandidat verschidden. Munch Kandidate si schonn no der minimal virgeschriwwener Zuel vu Stonne prett fir an den Examen, anerer brauchen nach méi Stonnen, iert si prett sinn. Dat huet natierlech Auswierkungen op de Präis. Et ass dofir eng wichteg Aufgab vum jeeweilege Fahrlehrer fir ze jugéieren, ob e Kandidat prett fir an den Examen ass oder eeben nach net. Generell ass d'Ausbildung vun de Kandidaten e wichtege Krittär, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbessern a fir d'Zil vun der „Vision Zero“ ze erreechen. Et ass deemno wichteg, och wirklech nëmmen déi Kandidaten zum Stroosseverkéier zouzeloossen, déi och wirklech déi dozou néideg Fäegkeete geléiert hunn a beherrschen.

.....
Composition des collègues échevinaux | Question 8253 (23/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem „Tageblatt“-Artikel vum 22. August steet ze liesen, dass d'Politik nach ëmmer haaptsächlech Männersaach wier a Fraen a Gemengen- oder Schäfferéit ënnerrepresentéiert sinn. Am Artikel gëtt och d'Beispill vu Miersch ugefouert, wou just eng eenzeg Fra an de Gemengerot gewielt gouf, obwuel 42 Prozent vun de Kandidaten, déi sech fir d'Gemengewalen opgestallt haten, Frae waren. Miersch ass awer net déi eenzeg Gemeng, wou manner Fraen am Gemengerot vertruede sinn an et stellt sech d'Fro, ob et och reng männlech Gemengen- oder Schäfferéit hei am Land gëtt.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Interieur des Fro stellen:

– Wéi vill reng männlech Schäfferéit gëtt et aktuell hei am Land an ëm wéi eng Gemengen handelt et sech dobäi?

Réponse (24/08/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Nei verreedegt, reng männlech Schäfferéit gëtt et der 44 (Beckerich, Bettendorf, Bous-Waldbredimus, Clervaux, Consdorf, Diekirch, Differdange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Goesdorf, Heffingen, Helperknapp, Junglinster, Kayl, Kehlen, Kiischpelt, Kopstal, Lenningen, Lintgen, Mersch, Mertert, Mertzig, Parc Hosingen, Préizerdau, Reckange-sur-Mess, Rumelange, Saeul, Schengen, Schifflange, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinsel, Trosvierges, Useldange, Vallée de l'Ernz, Vianden, Weiler-la-Tour, Weiswampach, Wincrange, Winseler a Wormeldange).

An deenen zwou Gemengen, an deenen den 11. Juni net gewielt ginn ass (Beaufort, Berdorf), huet aktuell d'Gemeng Beaufort och nach e reng männleche Schäfferot. Bei deenen zwou Gemenge muss een déi reportéiert Wale vum 8. Oktober nach ofwaarden.

.....
Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols | Question 8254 (23/08/2023) de M. André Bauler (DP)

Dans la localité de Bohey-Doncols (commune de Winseler), il n'existe actuellement pas d'arrêt de bus desservant la ligne de bus 130 (Ettelbruck–Bastogne). L'arrêt en question devrait être placé en effet à Bohey, point central entre les arrêts de Bras et de Knauf à Pommerloch (distants de quelque cinq km). L'installation d'un tel arrêt n'impacterait guère la durée du trajet Bastogne–Ettelbruck. De plus, il pourrait également desservir tout un quartier du village de Doncols et permettrait aux personnes habitant à Bohey-Doncols de pouvoir se déplacer plus facilement et en toute sécurité au centre commercial. L'installation d'un tel arrêt pourrait donc être réalisé sans aménagement particulier ni coûts supplémentaires – puisque l'arrêt scolaire est déjà existant.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire insérer, dans le cadre de la ligne 130, un arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols afin de venir en aide aux habitants concernés ?
- 2) Combien de personnes utilisent régulièrement la ligne de bus 130 entre Ettelbruck et Bastogne ?

Réponse (11/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'ajout d'un arrêt supplémentaire à Bohey sur la ligne RGTR 130 n'est pas envisageable. Il est difficile de trouver un emplacement adapté pour un arrêt de bus, en particulier dans la direction de Wiltz vers Bastogne. En effet, cela impliquerait un détour considérable avec deux intersections complexes pour un autobus de ligne, notamment au carrefour Duerfstrooss-chemin des douaniers et à l'accès sur la N15.

La localité de Doncols est desservie par la ligne 144, offrant ainsi une liaison directe vers le centre commercial de Pommerlach et la ville de Wiltz.

ad 2) Sur la ligne 130, 78 % des courses sont actuellement équipées d'un comptage automatique de voyageurs (CAV). Ceci représente 9.228 courses exécutées en 2023. Depuis le 1^{er} janvier 2023, 182.494 clients ont été dénombrés, soit une moyenne de 19,77 clients par trajet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....
Publication des tests de l'INLL sur Internet | Question 8255 (23/08/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Op Internet si Bicher opgedaucht, déi déi integral Texter vum Sproochenexame Lëtzebuergesch am INLL erëmginn an op eng aner Sprooch – an deem Fall, deen eis zu Ouere komm ass, ass dat Russesch – iwwersetzen. Wann et och international net onüblech ass, datt esou Tester oder Beispiller vun Examensfroe publizéiert ginn, dann ass awer hei festzehalen, datt des Texter bis elo net offiziell publizéiert waren an datt déi Bicher also op Informatioun baséieren, déi sech aller Warscheinlechkeet no illegal beschaaft goufen.

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister des Faite confirméieren?
2. Wa sech déi Texter effektiv illegal beschaaft goufen, huet den INLL oder den zoustännige Ministère eng Plainte gemaach?
3. Wéi eng Konsequenzen zitt de Ministère aus deem Virgang, och am Hibleck op de Sproochenexamen?
4. Anscheinend freet den Auteur vun deene Bicher och nach „droits d'auteur“. Sollen d'Texter illegal beschaaft gi sinn, wéi stellt sech de Ministère zu der Fro vun den „droits d'auteur“?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass gewosst, datt esou Materialien an Internetsitten existéieren, an déi ginn natierlech och genau analyséiert.

Wéi am Gesetz definéiert, baséiert de sougenannte Sproochentest, deen Test, deen ee gepackt muss hunn, fir déi Lëtzeburger Nationalitéit ze kréien, op dem Niveau A2 fir de mëndlechen Ausdrock an dem Niveau B1 fir d'Hiéiverstoen. Den Institut national des langues Luxembourg (INLL) exekutéiert des Tester fir de Ministère de la Justice.

De Contenu vun deenen Niveauen, also déi Saachen, déi ee sproochlech leeschte muss kënnen, fir esou een Niveau ze erreechen, sinn am Europäesche Referenzkader fir Sproochen definéiert an och fir all Mënsch zougängelech.

Déi Leit, déi sech also gewëssenhaft op deen Exame virbereeden, kennen d'Thematiken, déi op se duer komme kënnen a riichten hir Virbereedung duerno aus. Et ass gewollt, datt d'Leit sech op dësen Examen, wéi och op all aner Examen, virbereeden. Dofir huet z. B. och den INLL Beispiller vu méiglechen Examensfroen op sengem Internetsite.

An dësen Iwwerleeungen ass et dann och net aussergewéinlech, datt verschidde Sproocheschoulen um Internet oder och soss, d'Leit op dësen Test geziilt virbereeden. Dat ass legitim, natierlech nëmmen esoulaang, wéi keen authentesch Material vum INLL, deen dësen Test jo ausschafft an och duerchféiert, agesat gëtt.

ad 2. Et ass effektiv esou, datt um Internet Opnamen aus esou engem offiziellen Test opgedacht sinn. Et gouf direkt reagéiert an déi betreffen Opname goufen direkt aus dem Roulement vun den Tester erausgeholl. Och gouf eng Mise en demeure mat Undroung vu Plainte ausgesprach, well op deenen Opname Mataarbechter vum INLL ze héiere sinn, dat ouni deenen hiert Verständnis.

ad 3. Am INLL gouf eng nach méi grouss Aarbechtsgrupp geschaf, fir ëmmer méi Material auszeschaffen, an esou ëmmer méi verschidden Testversiounen esou séier wéi méiglech, a setzen ze kënnen.

Bei der Analys vun de Chifferen a Relatioun mam Sproochentest konnt net festgestallt ginn, datt, zanter der Apparitioun vun esou Offeren, fir präzis op de Sproochentest virbereet ze ginn, vill méi Leit e packen. Wa mer eis elo just déi lescht Joren ukucken, hunn am Schouljoer 2020/2021 63 % an den Test gepackt, 2021/2022 waren et der 67 % an elo am leschte Schouljoer 2022/2023 och erëm 67 %. 2017/2018 waren et der awer nach 74 %.

ad 4. Beim Material, dat aktuell zirkuléiert an heemlech beschaaft gouf, stellt sech natierlech d'Fro vun den „droits d'auteur“. Heizou kann ech äntweren, datt eng Expertis leeft an un engem Reglement geschafft gëtt, dat dës Rechter präziséiere wäert.

Prévention suicide à l'école | Question 8256 (23/08/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Viru Kuerzem ass eis zu Ouere komm, datt e Schüler bei engem Schoulausflug versicht huet, sech d'Liewen ze huelen. D'Eltere vum Bouf goufen awer réischt den Dag dono vun der Schoulleedung iwwer dësen trageschen Zwëschefall informéiert.

Dës Tatsaach werft d'Fro op, ob et am Émgang mam Thema Suizid(versuch) an der Kommunikatioun doriwier am schoulesche Milieu méiglech ass, fir Schüler fréizäiteg ze erkennen, déi vläicht an enger Kris stiechen an a Gefor sinn, ob geplangt oder als Kuerzschlussreaktioun, e Suizid(versuch) ze ënnerhuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob et Bestëmmunge gëtt, déi eng Schoul dozou verflichten, am Fall vun engem schlëmmen Zwëschefall, wéi z. B. engem Suizid(versuch), d'Eltere vum betreffende Schüler direkt doriwier a Kenntnis ze setzen?

2. Am Artikel „Gerüstet gegen die Hilflosigkeit“ („Reporter“ vum 14. Februar 2022) konnt ee liesen: „François d'Onghia, der Leiter der Abteilung für Prävention und Information der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale“, schätzt die Anzahl der Schulen, die sich auf diese Weise auf einen Ernstfall vorbereitet haben, auf nur „etwa ein halbes Dutzend“. Und auch jene Schulen, die Vertreter und Vertreterinnen

zu den Fortbildungs- und Vorbereitungskursen seiner Vereinigung geschickt haben, kann der promovierte Psychologe an einer Hand abzählen. Dabei gibt es in Luxemburg insgesamt 37 staatliche Lyzeen, einige davon mit mehreren Standorten.“ Verfüügt den Här Minister iwwer aktuell Zuelen, wat Schoulen (Primaire a Secondaire) ugeet, déi sech, z. B. duerch d'Opstelle vun enger speziell forméierter Ekip, op en Eeschtfall virbereet hunn?

3. Wéi de Psychologieprofessor Claus Vögele am erwähnten Artikel betount, ass e Suizid(versuch) vun engem Schüler „schrecklich, in den meisten Fällen aber auch schrecklich unnötig und vermeidbar“. Dat implizéiert, datt dat schoulescht Personal optimal op dës Thematik virbereet gëtt. Wat huet de Schoulministère säit 2018 konkret gemaach, fir dëst Zil ze errechen?

4. Verfüügt den Här Minister iwwer Statistiken, wat d'Zuel vu Schülerzuelen a -suizidversich an de leschten zéng Joer ugeet? Wann nee, firwat gëtt et keng esou Statistiken?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir d'éischt wéilt ech ënnersträichen, datt meng Servicer keng Kenntnis hu vun deem Zwëschefall, deen Dir an dëser parlamentarescher Fro beschreift.

E Suizidversuch ass ëmmer en Ausdrock vu grouss psychologesche Leiden an et ass der Schoul hir Pflicht, d'Wuelbefanne vun de Kanner an de Jonken am A ze behalen an ugepasst dorop ze reagéieren, dëst an der Zesummenaarbecht mat den Elteren an de mandatierte Servicer.

De Partenariat tëscht den ënnerschiddlechen Acteure vun der Schoulcommunitéit ass deemno vun zentraler Bedeutung. D'Schouldirektiounen stinn an enkem Kontakt mat den Elteren an informéieren se, wann et zu engem Tëscheffall kënn, deen hiert Kand betrëfft, oder wann eng Gefor fir d'Kand besteet, sief et an der Schoul oder während enger Aktivitéit, déi am schoulesche Kontext ugebued gëtt. Wann e Jonken z. B. mat der Ambulanz an d'Klinik gefouert gëtt, informéiert d'Schouldirektioun d'Elteren doriwier, a wéi eng Klinik de Jonken ageliwwert gouf. Do kréien d'Eltere vun deenen zoustännegen Experte méi Detailler iwwert den Zoustand vun hirem Kand mat allen noutwennegen Erklärungen.

Um Niveau vum Enseignement fondamental gëtt et eng spezialiséiert Ekip fir all d'Membere vun der Schoulcommunitéit, d'Krisenteam (KIT). D'KIT ass ee Service, dee bei belaaschtende Situatiounen ronderëm Noutfäll, Accidenter, Krankheet a Stierffäll an der Schoul kann intervenéieren. Intervenéieren heescht an dësem Zesummenhang, der Schoul konkret zur Säit ze stoen an/oder d'Schoulacteuren ze beroden. Heibäi steet d'KIT esouwuel de Regionaldirektiounen, den Enseignanten, de Schüler wéi och den Elteren zur Verfügung. Fir d'Schoule besteet zousätzlech d'Méiglechkeet, eng Aféierung zum Thema „Noutfall- a Krisenmanagement“ an eng Presentatioun vum KIT schoulintern ze organiséieren.

Am Enseignement secondaire gëtt et zanter sëllege Jore Krisenteams, déi bei Fäll vu Suizid oder engem plötzleche Stierffall aktivéiert ginn. Mëttlerweil läit d'Unzuel vun dësen operationellen Ekippen (Équipes de postvention EPV) bei 32 Lycéeën (Stand August 2023). 26 vun dëse Lycéeë konnte scho vun enger direkter Ënnerstëtzung a Form vu Formation a Coaching duerch de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) oder der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale profitéieren, sief et duerch eng Simulatioun vum Eeschtfall oder duerch Reuniounen an de jeeweilige Gebaier, wou d'Mise en

place vun dësen Ekippe geplangt an duerchgefuert gouf.

Während dem gesamte Schouljoer gi reegelméisseg national Austauschtreffen tëscht dësen Ekippen organiséiert, mam Zil, den Echange an d'Expertis ënner de Professionellen ze förderen. Bei dësen Austauschtreffen sinn all EPV-Coordinateuren aus de Lycéeë present.

Am Fall vun engem dramateschen Event am Schoulëmfeld (Accident, Doud, Suizid, ...) huet d'Schoul och d'Méiglechkeet, sech mam CePAS a Verbindung ze setzen, fir eng Ënnerstëtzung vum GAP bei der Organisation an der Ëmsetzung vun esou Gespréichsgruppen unzufroen.

Dëst sinn alles Moosname vun der Postventioun, déi awer ëmmer e präventive Charakter hunn, nämlech d'Acteure vun der Schoulcommunitéit ze stäerken, si an hirem Trauerprozess ze begleeden a virum sougenannte „Werther-Effekt“ oder „Nachahmungseffekt“ ze schützen.

D'Schafung vun engem neie sozioedukative Service (SSE), dee fir déi nidderschwelleg Jugendarbecht an de Lycéeën zoustänneg ass, ass eng vun deene wichtigste Präventiounsmaasures, fir déi Jonk schonn am Virfeld ze errechen.

Am spezifesche Kontext vun der Suizidpräventioun ginn an all Lycée Multiplicateurs fir de „Premiers secours en santé mentale – PSSM“ forméiert, déi ganz cibléiert d'Unzeechen an d'Risikofacteure bei de Jonken, awer och bei den Erwuessenen aus der Schoulcommunitéit erkennen an doropshin agéieren. Zil heibäi ass et, sou séier wéi méiglech dës Risikopersounen ze identifizéieren an hinne professionell Ënnerstëtzung unzebidden.

Duerch d'Ausbildung vun enger grousser Unzuel vu PSSM-Secouristen (bis dato ëm déi 500, wat ronn 10 % vum gesamte Personal aus de Lycéeën ausmécht), kréien déi Persounen, déi an emotionaler Nout sinn, d'Méiglechkeet, vun enger Usprichpersoun identifizéiert a gehéiert ze ginn. Et geet dobäi och dorëms, den Tabu vun de mentale Gesondheitsproblemer ze verréngeren an d'Schoulgemeinschaft méi opmierksam ze maachen op déi psychologesche Schwieregkeeten, déi souwuel d'Schüler wéi och d'Aarbechtskolleege kënnen begéinen.

Am Allgemenge kann ee soen, datt d'Grondschoulen an d'Lycéeën opgestallt sinn, sief et duerch d'Schafung vu Krisenkippen (Équipe de postvention EPV am Lycée bzw. Krisenteam KIT an der Grondschoul), sief et duerch déi eenzel Weiderbildungen oder Begleetsmaasures, déi fir déi Professionell an déi Jonk ugebued ginn.

Et läit net an den Attributiounen vu meng Servicer, fir Suizidfäll ze repertoriéieren. De Ministère de la Santé ass fir dës Statistiken zoustänneg, des Weideren huet d'Antwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 7247 vum November 2022 Prezisioun ginn.

Habilitation de sécurité | Question 8257 (23/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Am Kader vun den nationalen Enquêtes de sécurité gesinn déi international Standarde vir, dass et erfuerderlech ass, dass de SRE (Service de renseignement de l'État) an d'ANS (Autorité nationale de sécurité) Accès zu den Archives judiciaires souwéi vergläichbaren Dossiere vun der Police oder anere Sécherheitsdëngschter hunn.

Fir kënnen eng vollstänneg Sécherheitsiwwerprüfung ze maachen an eng entspreichend Habilitation de sécurité ausstellen, steet an der Decisioun 2013/488/UE vum Conseil an der Annex 1 geschriwwen: „vérification des antécédents aux niveau national

et local: il convient de procéder à des vérifications dans des fichiers de sûreté et les casiers judiciaires, lorsque ces derniers existent, et/ou dans d'autres registres analogues des administrations ou de la police. Il convient de vérifier les fichiers des services répressifs dans le ressort desquels la personne a résidé ou travaillé." Och d'NATO gesäit an der Directive sur la sécurité concernant le personnel vum 25. November 2020 vir, dass d'Habilitation de sécurité, déi Accés op klassifizéiert Informatiounen vum Niveau NC an NS gëtt, eng „vérification des dossiers nationaux et locaux – une vérification des dossiers des services de sécurité nationaux et des archives judiciaires centrales, si ces dernières existent, et/ou d'autres dossiers gouvernementaux et de police comparables, est effectuée“ erfuert.

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8193 geet ervir: „Opgrond vun der sougenannter Affär casier bis, engem Audit vun der Generalinspektioun vun der Police (IGP) an engem Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) betreffend de Fichier central vun der Police huet de Procureur général d'État decidéiert, den Austausch vun Informatiounen mat der ANS am August 2019 anzustellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemaach gëtt.“ Wat den Accés zu de Policedonnées ugeet, sou steet och do geschriwwen: „Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vun der Loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière an Zesummenaarbecht mat der Police nom Recherchemodell hit/no hit, kritt awer keen Accés op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vun der CNPD.“

Ausserdeem seet d'Regierung: „Wat den Accés op déi nominativ Datebank vun der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vun 2016 iwwert de SRE also keng Ännerungen an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vun 2004 vir.“ D'Gesetz vum Juli 2004 zur Organisatioun vum Service de renseignement de l'État huet awer bis 2016 geännert a gesäit elo notament vir, dass d'Autorités judiciaires et policières verpflichtet sinn, dem SRE an der ANS Donnéeën ze iwwermëttelen am Kader vun hire Missiounen.

Schlussendlech haten de SRE an d'ANS den Accés op d'PVen an d'Rapporte vun der Police souwéi op d'Archives judiciaires schliisslech nach am Joer 2013, wéi een am Bericht vun der Sëtzung vun der Kommissioun fir d'Enquête sur le Service de renseignement de l'État vum 10. September 2013 op der Säit 996 noliess kann.

An deem Kontext wëilt ech follgend Froen un den Här Premierminister stellen:

1. Ass de Premierminister der Meenung, dass Lëtzebuerg déi international Virschrëften aus der Decisioun du Conseil 2013/488/UE an den NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet am Kader vun der Habilitatiounsprozedur an den associéierte Sécherheetskонтроlle voll a ganz respektéiert?

2. Wéi steet Lëtzebuerg am internationale Verglach do betreffend d'Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur?

3. Wéi vill Mataarbechter hunn aktuell eng gültig Habilitatioun, déi virun dem 1. Oktober 2016 ausgestellt ginn ass?

4. Wéi kann de Premierminister veräntwerten, dass seng Administratioun zënter 2016 Habilitatiounen op Basis vun Enquëten ausstellt, déi et sengen eegenen Aussoen no net erlaben, feststellen, ob den Demandeur all Garantië gëtt, fir esou eng Habilitatioun ze kréien?

– Wat heescht dat fir eis national Sécherheet a fir d'Sécherheet vun eisen internationale Partner?

Réponse (22/09/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. a 4. D'Regierung verweist op hir detailléiert Äntwerte vum 16. August 2023 op d'parlamentaresch Froen Nr. 8193 an 8199 zum nämmléchte Sujet.

ad 2. D'Regierung ka sech net ëffentlech zu Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur äusseren, déi vun anere Länner duerghefuert ginn.

ad 3. All d'Mataarbechter vum SRE hunn aktuell eng gültig Sécherheetshabilitatioun, onofhängeg vun hirem Ausstellungsdatum.

Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question **8258** (24/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Zënter e puer Woche suerge Virfäll an Entwécklungen ronderëm d'Police op der Stater Gare fir ganz vill Diskussiounen. Déi Polizisten, déi do hiren Déngscht fir eis Sécherheet leeschten, hunn et dacks mat ganz schwierige Situatiounen ze dinn. Wann et elo zu Virwërf géintiwuer eenzele Poliziste kouw, déi um Garer Commissariat schaffen, ass et sécher wichteg, fir am Interessi vun eise Rechtsstaat d'Virfäll genee ze préieren, opzeklären an, wann néideg, viru Geriicht ze bréngen. Et ass awer och wichteg, fir iwwer déi Manéier nozedenken, ewéi d'Poliziste rechtlech an och anescht behandelt ginn a sécherstellen, datt hire Fall fair a korrekt traitéiert gëtt.

An deem Kontext wëilt ech dem Här Policeminister an der Madamm Justizminister dës Froen stellen:

1. E puer Poliziste vum Garer Commissariat hu sech krankgemellt an/oder hir Déngschtwaaff ofginn. Et gëtt net ausgeschloss, datt et sech kéint ëm eng psychologesch Reaktioun oder och ëm eng Demonstratioun vu Solidaritéit mat hiren inhaftéierte Kolleegen handeln. Dowéinst stellt sech d'Fro no der Motivatioun an der Police. Wéi en Effekt hunn déi Virfäll op der Gare an d'Behandlung vun deene concernéierte Polizisten op d'Motivatioun vun de Polizisten allgemeng? Ass et richtig, datt och op anere Commissariater d'Behandlung vun deene Virfäll an déi vun deenen inhaftéierte Polizisten zu enger gewësser Onzufriedenheet, Demotivatioun a Beonrouegung geféiert hunn?

2. Wéi eng Poliziste ginn op esou schwierig Commissariater, ewéi deen op der Gare, affektéiert? Wéi ass et ze erklären, datt och ganz jonk Polizisten, ouni vill Erfahrung, op esou eng Plaz kommen?

3. Firwat sinn um Garer Commissariat keng Kameraden ubruecht ginn, obwuel d'Beamte vun der Gare dat schonns jorelaang zu hirer eegener Sécherheet gefrot hunn?

4. Wat gouf gemaach, fir d'Aarbechtsbedéngunge vun de Polizisten op der Gare an op anere besonnesch geféierleche Plazen ze verbessern?

5. Déi vun de Virwërf direkt concernéiert Poliziste sëtze schon iwwer e Mount an Untersuchungschaft. Wéi ass dat ze justifiéieren? Vun enger Fluchtgefor kann ee jo wuel net ausgoen. Ass d'Dauer vun dem Emprisonnement mat doduerch bedéngt, datt, wéi een et mol ka liesen, den zoustännegen Untersuchungsrichter soll am Congé gewiescht sinn? Firwat konnte si net provisoresch op fräie Fouss gesat ginn?

6. Firwat krut ee vun deenen inhaftéierte Poliziste refuséiert, mat Begleedung op d'Begriefnis vun engem Familljemember ze goen?

7. Firwat war et net méiglech, datt ee vun deenen inhaftéierte Polizisten no sengem Termäin beim Untersuchungsrichter nach konnt mat sengen Eltere schwätzen, déi virun der Dier gewaart hunn?

8. Goufen d'Polizisten an der Untersuchungschaft korrekt behandelt? Firwat goufen der zwee vun hinnen an der Infirmierie ënnerbruecht „eenzel an engem klengen Zëmmer“ bei „Gejälz vun aneren Häftlingen, Dreeungen asw.“, ouni kënnen d'Fënster opzeloosen, ouni Dusch an esou weider (Informatiounen aus de soziale Medien)?

9. Goufen déi Punkte fënnef bis siwen der Madamm Ombudsman an hirer Capacitéit als externe Kontroller vun de Prisonge gemellt?

10. Huet sech d'Direktioun vun der Police ëm déi inhaftéiert Poliziste gekëmmert? Wa jo, ënnert wéi enger Form? Wann nee, firwat net? Krute si eng „assistance judiciaire“?

11. Am „Quotidien“ vum 17. August 2023 stoung en Artikel mat dem Titel „Grand ménage au commissariat“. An deem Artikel stinn eng Rei Informatiounen, vun deenen ee kéint unhuelen, datt si ënner dem „secret de l'instruction“ misste behandelt ginn an dowéinst net dierften an d'ëffentlechkeet kommen. Gouf et Indiskretiounen bei der IGP? Ass no der Publikatioun vun deem Artikel vum Parquet, vun der Police oder vun der IGP selwer eng Enquëte weinst presuméierter Violatioun vun „secret professionnel“ oder vum „secret de l'instruction“ opgemaach ginn? Wann nee, firwat net?

12. Ass zu all Zäitpunkt vun der Enquëte vun deenen inhaftéierte Polizisten d'Onscholdsvermuddung respektéiert ginn? Ass séchergestallt, datt esouwuel de Parquet ewéi och d'IGP „à charge et à décharge“ ermëttelen?

13. Wéi sinn d'Relatiounen tëschent der IGP an der Police? Ass et esou, datt d'Police och d'Instruktioun vu Plaintë géint Membere vun der IGP iwwerhëlt?

14. Bestinn um Parquet Lëtzebuerg Plaintë géint Beamte vun der IGP an engem beruffleche Kontext an, wa jo, wéinst wat an ewéi ee Suivi haten dës?

15. Anscheinend sinn déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wéi erkläert sech den Här Minister dat Mess-traue géintiwuer der IGP a wéi eng Moosname wëll hien treffen, fir déi Situatioun ze verbessern?

Réponse (25/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Fir d'éischt gëtt drop higewisen, dass kee Polizist einfach esou seng Déngschtwaaff kann ofginn. Esou Decisiounen ginn net eesäiteg vun Beamte geholl, mee am Zesummespill mat der Hierarchie an der Direction des ressources humaines.

De Policeminister ass net an deen Decisionsprozess agebonnen a kritt och keng Informatiounen iwwert d'Grënn, firwat e Beamte krankgemellt ass.

De Fait, datt 4 Beamte wéinst grave Faiten an Untersuchungschaft sinn an och déi ëffentlech Diskussiounen ronderëm dës Virfäll, notament an de soziale Medien, beschäftegen natierlech vill Membere vun der Police.

De Service Santé et bien-être au travail vun der Police kann och hei eng wichteg Roll spillen, fir d'Leit, déi seng Ënnerstëtzung froen, ze begleeden.

ad 2. Der Police ass et generell wichteg, datt en Equilibre tëscht „erfuereenen a manner erfuereenen Beamten“ op engem Commissariat besteet.

Nëmmen esou kann en adequaten Encadrement garantéiert ginn. Dëst zielt souwuel fir d'Commissariat op der Gare wéi och fir all anert Commissariat.



All Polizist, deen sech fir eng Affektatioun an de Grupp op der Gare interesséiert, kann dat fräiwëlleg duerch eng Demande d'affectation maachen, wann do fräi Plaze sinn. Selbstverständlech mussen déi verschidde Krittären, déi op der publizierter Nott stinn, wéi z. B. d'Karriär, d'Anciennetéit etc. agehale ginn. Och mussen statutaresch Konditiounen respektéiert ginn, déi um generelle Statut vum Staatsbeamten hänken.

ad 3. Am Sënn vum Perimeterschutz si Kameraen am externe Beräich vun de Policemissariater virgesinn, dëst natierlech an de Limite vum gesetzlechen Dateschutzkader a sous réserve vum den techneschen Ëmsetzungsméiglechkeete sur place.

Doriwwer eraus wier eng systematesch Iwwerwachung vun den individuelle Mataarbechter op hirer Aarbechtsplaz vum reglementaresche Kader hier net zoulässeg a géif ënner anerem och net dem Schutz vun der Privatsphär vun de Persounen (Affer, presuméiert Auteuren, Zeien etc.), déi op engem Policemissariat passéieren, entsprechen.

ad 4. Duerch de massive Rekrutement konnten dëst Joer eng Rei Verstärkunge vun den Effectiver op de Kommissariater gemaach ginn. De Rekrutement wäert et erlaben, dass dës Verstärkungen an den nächste Joren nach méi konsequent wäerten duerchgezu ginn, wann déi verschidde Promotiounen mat hirer Formatioun fäerdeg sinn.

De Grupp op der Gare ass an de leschte Joren a punkto Effectif verstärkt ginn. Dëst ass bei anere Kommissariater, déi änlech Situatiounen kennen, nëmme bedéngt méiglech gewiescht wéinst dem Personalmankem, dee sech iwwert eng länger Zäit opgestaut hat.

Donieft ginn d'Polizisten op der Gare vu Polizisten aus aneren Unitéiten an hirem Alldag ënnerstëtzt. Dat si Polizisten, déi ë. a. och op de Grupp op der Gare detachéiert ginn, an déi ënner anerem Patroulle wéi och Kontrollen am Kader vun der Drogekriminalitéit maachen, an de Polizisten, déi op der Gare affektéiert sinn, zur Verfügung stinn.

Vill logistesche Pilotprojete ginn oft als éischt op der Gare respektiv op änleche Kommissariater duerchgefouert, wéi z. B. d'Teste vun neien Déngschtteneuen oder Déngschtmaterial (Funk, Stick etc.), soudatt déi Polizisten d'Méiglechkeet hunn, hire Bäitrag zur Verbesserung vun hirem Alldag kënnen ze leeschten.

ad 5. Iert eng Persoun an Untersuchungshaft placéiert gëtt, mussen schlëmm Indicë bestoen, dass d'Persoun eng Strofdot begaangen huet, déi mat enger Prisongsstrof mat engem Maximum vun op d'mannst zwee Joer bestrooft gëtt.

Ausserdeem muss eng Fluchtgefor, eng Verdonklungsgefor, oder eng sougenannte Widderhuelungsgefor bestoen.

D'Congésperiod vun engem Magistrat fléisst net an déi Decisiounen mat an, well se näischt mat der Appreciatioun vun deene Konditiounen ze dinn huet. Am Cabinet d'Instruction an op de Parqueten ass ëmmer ronderëm d'Auer eng Permanence assuréiert.

Déi inculpéiert Persoun kann eemol am Mount eng Ufro op provisoersch Fräiloosung stellen. Souwuel de Parquet wéi och déi inculpéiert Persoun kënnen a Berufung géint d'Decisioun aus éischer Instanz goen. D'Chambre du conseil vun der Cour d'appel huet 10 Deeg, fir iwwert dem Parquet säin Appell ze statuieren, an 20 Deeg, fir iwwert der inculpéierter Persoun hiren Appell ze befannen.

ad 6. Vu dass et sech ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemno decidéiert

aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 7. En Untersuchungsgefaangene gëtt vun der Policeeskort duerch e verschlossenen Trakt bei den Untersuchungsrichter bruecht, an no senger Inculpation um selwechte Wee erëm zréck an de Prisong geféiert. Et ass net virgesinn, dass d'Visite vun Detenueen duerch hir Famill am „cabinet d'instruction“ stattfanen. D'Visite ginn, virausgesat et besteet e „permis de visite“, am Prisong organiséiert.

ad 8. D'Poliziste sinn a gi weiderhin am Centre pénitentiaire Uerschterhaff (CPU) korrekt, mat Respekt an d'selwecht wéi all aner Gefaange behandelt. Mat der Ausnam, dass si, zu hirer eegener Sécherheet, vun der genereller Bevëlkerung getrennt goufen. Dat ass och de Grond, firwat zwee vun de Polizisten am Ufank provisoersch an der Infirmerie ënnerbruecht goufen – méttlerweil sinn si all zesummen an engem Fligel ënnerbruecht. Am CPU läit, a priori, all Gefaangenen an engem Einzelzëmmer. Déi zwee Polizisten an der Infirmerie haten zu all Moment Zougang zu enger Dusch. Wou d'Direktioun vum CPU vu méigleche Menacë géint d'Polizisten a Kenntnis gesat gouf, goufen direkt appropriéiert Mesurë geholl, fir dëst ze ënnerbannen.

ad 9. D'Regierung huet fir de Moment keng Kenntnis driwwer, ob d'Madamm Ombudsman saiséiert gouf.

ad 10. Vu dass et sech ëm eng judiciaire Instruktioun handelt, déi vun der IGP ënner der Leedung vun de Justizautoritéiten ausgefouert gëtt, ass d'Policedirektioun net doriwwer informéiert, an deemno net mat de Beamten a Kontakt.

Eng Assistance juridique gëtt vum concernéierte Beamte bei der Fonction publique ugefrot.

E Soutien psychologique säitens dem Service psychologique vun der Police gëtt op Demande hin assuréiert. Sou e Service gëtt och dem familiären Ëmfeld vum Beamten ugebueden, wann dat gefrot gëtt.

ad 11. De „secret de l'instruction“ bennt d'Magistraten, d'Affekote vun de Beschëllegten an d'Enquêteuren, déi um Dossier schaffen. Et gëtt keng Ursaach unzuhuelen, dass ee vun deene Professionelle säi Secret violéiert hätt. A well dem Journalist seng Quelle geschützt sinn, dierf de Parquet do net nofroen, wien him déi Informatiounen zougespillt huet.

ad 12. De Parquet reprochéiert enger Persoun, géint déi hien eng „instruction judiciaire“ opmécht, eng oder méi Strofdote gemaach ze hunn. Vun deem Moment un, wou den Untersuchungsrichter befaasst ass, lafen d'Ermëttlungen ënner dem Untersuchungsrichter senger Autoritéit. Den Untersuchungsrichter instruéiert säin Dossier „à charge et à décharge“ a genau dat maachen d'Ermëttler vun der IGP, a sengem Optrag, och. D'Onscholdsvermuddung gëllt, bis dass e Richter definitiv eng Verurteilung ausgeschwat huet.

ad 13. Am Fall vun enger Plainte géint e Member vun der IGP decidéieren d'Autorités judiciaires, de Parquet oder den Untersuchungsrichter, wéi e Service vun der Police an esou engem Fall mat den Ermëttlungen befaasst gëtt.

ad 14. Momentan si keng Dossieren um Parquet op, an deenen eng Plainte géint e Beamte vun der IGP gemaach gi wier. An der Vergaangenheet goufen dräi Dossiere géint Beamte vun der IGP klasséiert, an deene wuel Plainte géint si gemaach gi sinn, mee an deenen awer keng Strofdot konnt festgestallt ginn.

ad 15. D'Generaldirektioun vun der Police an d'Generaldirektioun vun der IGP hunn ee reegelméisseg an offenen Echange.

De Policeminister kann net confirméieren, dass déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt wieren.

Dem Policeminister ass et wichteg, dass déi zwou Verwaltungen am géigesäitege Respekt mateneen ëmginn an dass d'IGP hir Roll als onofhängegt Kontrollorgan vun der Police esou kann ausüben, wéi dat vum Gesetzgeber gewënscht ass.

Encadrement personnalisé par l'ADEM | Question 8259 (24/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Fro N° 8227 huet den Aarbechtsminister de Prozess hannert der personaliséierter Betreuung vun der ADEM dokumentéiert.

Ënner anerem seet de Minister:

„En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefüügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllef, d'Hindernisser, déi eng professionell Agliderung verhënnere, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert. [...] D'ADEM suivéiert d'Evolution an d'Fortschrëtt vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegebenefalls.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass dësen Aktiounsplang an seng gegebenefalls Evolution zu all Moment fir d'Leit an der Begleedung accessibel?

2. Wéi gesäit esou ee Suivi personnalisé fir Leit mat enger Behënnerung aus, déi op der ADEM ageschriwwe sinn? Wat ass den Oflaf? Wéi gëtt dësen dokumentéiert?

3. Sinn an dësem Suivi och all d'Schrëtt dokumentéiert, déi d'ADEM fir déi Betreffen ënnerhëlt?

Réponse (25/09/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Aktiounsplang, deen an Zesummenaarbecht vum Aarbechtsichenden an sengem Beroder opgestallt gouf, gëtt dem Betreffen ausgehändegt. Dat garantéiert, dass d'Erwaardungen, Ziler an Etappen, déi festgehalde goufen, fir jiddereen kloer a verständlech sinn. Esou kann de Betreffen dat Dokument och zu all Moment consultéieren an sech déi verschidden Etappen, Echeancen an Aktiounen rappelléieren.

ad 2. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung huet d'Méiglechkeet, de Statut vum Salarié handicapé (SH) bei der Commission médicale unzefroen. Dëse Statut gëtt deem Betreffen, deen eng Diminution vun senger Aarbechtskapazitéit vun op d'mannst 30 % huet, deen awer nach kann um éischten Aarbechtsmaart oder an engem Atelier protégé/Atelier d'insertion professionnelle schaffen, zouerkannt. Am Fall vun enger Reconnaissance vum Statut duerch d'Commission médicale gëtt d'Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) saiséiert fir ze decidéieren, ob d'Persoun op den éischten Aarbechtsmaart guidéiert gëtt oder an en Atelier protégé.

D'Persoun, där hir Kapazitéiten den Ufuerderunge vum éischten Aarbechtsmaart net méi gerecht ginn, gëtt an en Atelier protégé orientéiert. Esou kann dee Betreffen eng Aarbechtsplaz integréieren, déi op seng spezifesch Besoinen an op seng individuell Fäegkeeten ugepasst ass. D'Persoun huet en Aarbechtsverhältnis a kritt eng professionell Formatioun mam Zil, den éischten Aarbechtsmaart ze integréieren.

Déi Leit, déi de Statut vum Salariai handicapé kruten, gi vun engem spezialiséierte Beroder bei der ADEM begleet. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung, mat oder ouni Unerkennung vum Statut vum Salariai handicapé, huet selbsterständlech den nämmelechten Zougang zu all de Mesuren an Hëllef wéi all aneren Aarbechtsichende bei der ADEM (gemellten oppe Plazen, Formatiounen, Jobdays, Club emploi, Jobboard etc.).

Beim éischte Gespréich diskutéieren de Betraffenen an säi Beroder iwwert seng Situatioun, seng Virstellungen. Hie kritt och d'Mesuren an d'Hëllef erklärt mat den entsprecheuden Demarchen.

De Beroder erklärt hinnen och den Test IDA (Instrumentarium zur Diagnostik von Arbeitsfähigkeiten), deem am Kader vun der Orientatioun muss absolviert ginn.

Den IDA besteet aus Diagnostikmodullen, déi et erlaben, verschidde Kompetenze vun der concernéierter Persoun um kognitiven, operationellen, psychomotorischen a kommunikative Plang ze identifizéieren. Dëst erlaabt net nëmmen, Besoinen oder Aschränkungen, déi mat der Behënnerung zesummenhängen, feststellen, mee och, d'Kompetenzen an d'Kapazitéite vum Betraffenen a Relatioun mam Aarbechtsmaart ze erkennen. D'Resultater vum Test gi mam Betraffenen diskutéiert an a Rapporten am Dossier vun der Persoun ofgespäichert. Déi Rapporten ginn och vum d'COR weidergeleet.

Wann d'Orientatioun decidéiert a kommunizéiert ginn ass, mécht de Beroder eng Evaluatioun, fir den Typ vun Encadrement an de Bedarf u Begleedung vun der Persoun mat Statut festzeleeën.

Eng Persoun, déi op den normalen Aarbechtsmaart orientéiert gëtt, kritt jee no Bedarf en normalen oder en intensiven Encadrement – ofhängeg vun hire Kompetenzen, Berufserfahrung a spezifesch Besoinen an Zesummenhang mat hirer Behënnerung. Déi Betreuung ass ofhängeg vun der Evolutioun vum Parcours, de Kompetenzen an der Situatioun vum Concernéierten.

Eng Persoun, déi an en Atelier protégé orientéiert gëtt, kritt ëmmer en intensiven Encadrement proposéiert vun engem spezialiséierte Beroder, fir hirer spezifischer Situatioun Rechnung ze droen (ageschränkten Aarbechtskapazitéit a ganz limitéiert Offeren, fir den Aarbechtsmaart via den Atelier protégé ze integréieren).

De personaliséierten Aktionsplang fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salariai handicapé beinhalt notament folgend Aktiounen:

– Eng cibléiert Recherche vun Offres d'emploi, déi den Interessen a Kompetenze vum Betraffenen entsprechen. Fir déi Posten um Aarbechtsmaart, déi spezifesch fir Leit mat enger Behënnerung deklaréiert goufen, proposéiert d'ADEM de Kandidat nëmme mat deem sengem Accord. Fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salariai handicapé, déi an en Atelier protégé orientéiert ginn, ginn d'Kandidaten direkt op d'Poste proposéiert, déi vun den Ateliers protégés gemellt goufen.

– Proposition vum Orientéierungs-, Formatiouns-, Reeducatiouns- a Reintegratiounsmesurë wéi zum Beispill de Stage de professionnalisation, de Contrat de réinsertion professionnelle an de Projet Cosp-HR (Centre d'orientation socio-professionnelle – Handicap&Reclassement externe). Den Cosp-HR erlaabt et, d'Kompetenze vum Betraffenen ze evaluéieren an ze renforçéieren, fir seng berufflech (Re)Integratioun ze erliichteren. D'Evolutioun an d'Resultater souwéi och eventuell Bilane ginn dem Concernéierte matgedeelt an a sengem Dossier festgehalen.

– Hëllef beim Erstelle vum Curriculum vitae souwéi beim Kompetenzprofil vum Aarbechtsichende mam Statut vum Salariai handicapé, déi och kënnen vun der Persoun op hirem Jobboard-Compte erfolguede ginn. De Beroder hëllef dem Betraffenen och, Virstellungsgespréicher virzebereeden an erklärt him, wa gewünscht, d'Hëllef, déi beim Astelle vun enger Persoun mam Statut „SH“ kënnen spillen.

– Um administrativen Niveau gëtt de Concernéierten a senger verschidde Demarchen, déi mam Statut vum Salariai handicapé ze dinn hunn, ënnerstëtzt (Ufroe vum Statut, Ufroe vu finanziellen Hëllef, zum Beispill dem Revenu pour personnes gravement handicapées, Bedeelegung u Formatiounskäschten etc.).

ad 3. Jo, all d'Schrëtt an Aktiounen sinn am Dossier vun der Persoun festgehalen.

.....

Crédits-relais immobiliers | Question 8260
(24/08/2023) de **M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth**
(CSV)

Selon nos informations, un nombre croissant de clients de la place financière aurait des problèmes à remplir les conditions contractuelles de leurs crédits-relais immobiliers, également connus sous les noms de « crédit-pont » ou de « prêt-relais ». Les crédits-relais sont accordés à des particuliers qui financent l'acquisition d'un bien immobilier par la vente d'un autre bien, en attendant que celui-ci soit vendu.

Ces crédits sont, selon des sources bancaires, généralement accordés pour une période relativement courte, à savoir entre 12 et 24 mois et habituellement à taux variable. Dans le contexte de la situation très difficile du marché immobilier luxembourgeois et le net recul des ventes et des prix, c'est précisément cette période courte qui semble poser problème aujourd'hui à de nombreux emprunteurs. Les conditions d'octroi de ces crédits sont réglementées par la CSSF et devraient être revues, compte tenu de la crise actuelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

- 1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer les précités problèmes relatifs aux crédits-relais ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle nous informer comment, le cas échéant, elle entend venir en aide aux clients des crédits-relais afin d'éviter une aggravation de la crise du logement au Luxembourg ? Est-ce qu'une révision des conditions d'octroi de ces crédits suivant discussion entre la CSSF et l'ABBL serait par exemple envisageable ?

Réponse (03/10/2023) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre des Finances

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire aux dernières évolutions en matière de crédits-relais sur le marché hypothécaire luxembourgeois.

Lors de ses récentes réunions, le Comité du risque systémique (CdRS), composé du Gouvernement, représenté par le Ministère des Finances, de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et du Commissariat aux assurances (CAA), a porté une attention particulière à la thématique des crédits-relais. Ces échanges s'inscrivaient dans le cadre de discussions plus larges concernant le marché immobilier luxembourgeois, couvrant tout autant les risques induits par ce dernier que de possibles mesures visant à soutenir son financement.

Il convient de noter que la thématique des crédits-relais fait par ailleurs l'objet d'un suivi attentif par la

CSSF en vertu du mandat de protection des consommateurs de cette dernière (loi du 23 décembre 2016 relative aux contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel). Il ressort des données préliminaires de la CSSF que le volume global de crédits-relais connaît une légère baisse pour se situer aux alentours de 1,4 milliard à la fin du 2^e trimestre 2023. Ces mêmes données suggèrent qu'en dépit d'une augmentation des crédits-relais en retard de paiement ces derniers mois, leur proportion ne surpassait pas 4,5 % du volume total en juillet 2023. En effet, dans la mesure où les banques sont requises, à travers la loi du 23 décembre 2016 susvisée, d'évaluer la solvabilité des emprunteurs de façon rigoureuse et de ne proposer que des crédits soutenables, il devrait généralement rester des marges suffisantes pouvant être explorées par les banques et leurs clients afin de solutionner les crédits problématiques.

Pour autant, sur base de discussions entre l'ABBL et la CSSF, l'orientation donnée par la CSSF en matière de traitement à appliquer aux crédits-relais vient, tout en maintenant un régime prudentiel solide, a été revue afin de permettre plus de flexibilité face au ralentissement observé sur le marché de l'immobilier. Ainsi, les crédits-relais peuvent désormais courir au-delà des 24 mois dans des circonstances exceptionnelles et dûment motivées.

De manière générale, le Gouvernement a déployé un ensemble de mesures dans le cadre du paquet de solidarité 3.0 afin de soutenir les personnes qui acquièrent un bien immobilier au Luxembourg. Ainsi, le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » destiné à couvrir les frais d'enregistrement et de transaction a été augmenté, passant de 20.000 à 30.000 euros par acquéreur. De plus, les limites concernant les intérêts débiteurs liés aux emprunts immobiliers ont été portées de 2.000 à 3.000 euros.

.....

Présence du loup au Luxembourg | Question 8261
(24/08/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Wéi d'Naturverwaltung dës Woch matgedeelt huet, konnt d'Presenz vum Wollef am Beräich Iechternach an zu Beafort an de leschte Wochen nogewise ginn. An dëser Regioun si besonnesch vill Touristen, ënnert anerem mat Kanner an Hënn, ënnerwee, dat zum Beispill um Mëllerdaltrail. Och kéinten d'Bauerebetriber mat Vei op der Wiss vun dëser Nouvelle betraff sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Fro un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Gedenkt d'Regierung, eng Informatiounscampagne zu de Verhalensreegele géintwuer dem Wollef ze lancéieren, wuel wëssend, dass sech grad vill Touristen am Land, a speziell am Osten, befannen?

Réponse (03/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Nodeems sech d'Observatiounen an d'Noweiser vu Wëllef an den Nopeschregiounen geheeft haten, ass säit 2015 eng ganz offensiv Informatiounscampagne zum Retour vum Wollef zu Lëtzebuerg, ausgoend vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Naturverwaltung (ANF), gestart ginn. Lëtzebuerg huet sech sou an de vergaangene Joren op de Retour vum Wollef virbereet a kloer Leitlinie fir den Ëmgang mat dëser Déierenart entwéckelt.

Deel vun dëser Informatiounscampagne sinn:

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun enger Broschür fir de breede Public (Éischtoplag 2017): Dës

Broschür ass an hirer drëtter Oplag (2023)⁴ frësch publizéiert ginn a liwwert déi néideg sachlech a fachlech Informatiounen fir d'Effentlechkeet am Émgang mam Wollef. Notamment enthält dës Broschür d'Vehalensreegelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef.

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun engem Aktiouns- a Managementsplang: Dëse Plang⁵ ass 2017 an Zesummenaarbecht mat Verrieder aus der Landwirtschaft, Wëssenschaft a Fuerschung, Naturschutz, Privatbesëtzer a Juegd ausgeschafft an der Effentlechkeet presentéiert ginn. Dës Publikatioun enthält all wichteg Informatiounen, dorënner och Entschiedungsméiglechkeeten, wéi och Verhalensreegelen am Fall vun engem Opriede vum Wollef. All enregistrierte landwirtschaftleche Betrib an/oder Schofsbesëtzer hunn dëse Plang zur Verfügung gestallt a geschéckt kritt.

– Pressecommuniquéen an Informatiounskonferenzen: Sait 2015 gi reegelméisseg all Joer eng Rei vu Pressecommuniquéen zum Thema Wollef verëffentlecht an och Informatiounswender ofgehalen. Dës adresséiere sech un de breede Public; hei ginn ë. a. och d'Vehalensreegelen explizéiert. Nach a béide vergaangene Méint (August a September 2023) sinn 2 Pressecommuniquéen zum Thema Wollef verëffentlecht ginn an 3 Informatiounswender zum Thema Wollef ofgehale ginn; emol am Norde vum Land an zweemol am Osten.

D'Vehalensreegelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef hu sech am Ausland bewäert. Dës Verhalensreegele ginn an alle Kommunikatiounen och ëmmer opgeléist, an hei gëtt profitéiert, fir déi ze rappelléieren:

„Wölfe sind sehr scheu – Verhaltensregeln im Falle einer Begegnung mit einem Wolf

Wölfe meiden in der Regel den direkten Kontakt zum Menschen. Begegnungen zwischen Mensch und Wolf sind daher äußerst selten, aber nicht unmöglich. In der Regel ziehen Wölfe sich zurück, sobald sie einen Menschen bemerken. Sie können aber auch durchaus neugierig sein und den Menschen vor dem Rückzug erst einmal genauer mustern. Die Broschüre „Wölfe in Luxemburg?“ erläutert neben vielen anderen Informationen über den Wolf auch Verhaltensregeln, die man im Falle einer Begegnung mit dem Wolf einhalten sollte:

- Laufen Sie nicht weg, dadurch kann der Jagdinstinkt ausgelöst werden.
- Bewegen Sie sich nicht in Richtung des Wolfs.
- Behalten Sie den Wolf immer im Blick. Augenkontakt sollte dabei allerdings vermieden werden.
- Machen Sie den Wolf auf sich aufmerksam. Rufen Sie ihm zu und wedeln Sie mit den Armen.
- Zieht sich der Wolf nicht gleich zurück, sollte man sich langsam zurückbewegen und einen respektvollen Abstand herstellen.
- Nähert sich der Wolf weiter, so soll man ihm weiter zurufen und gegebenenfalls mit vor Ort liegendem Material wie Ästen, Steinen in seine Richtung werfen, um den Wolf auf Distanz zu halten.
- Versuchen Sie nie Wölfe mit Futter anzulocken (auch nicht um Fotos zu machen).“

All uewe genannten Informatiounen sinn digital disponibel, respektiv sinn a Pabeierform bestellbar an disponibel an der Natur- a Bëschzentere vun der ANF. Weider ass ugeduecht, ee Flyer ze preparéieren zum Thema Wollef, fir ë. a. an den Touristebüroen an -zentere auszeleeën. Op dësem Flyer sollen d'Basisinformatiounen stoen, z. B. déi graff Ausmoosse vun der Zon,

déi Wëllef fest an dauerhaft besidelen an notzen, an och d'Vehalensreegelen am Fall, wou ee géif engem Wollef begéinen. Hei sief awer drun erënnert: De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng bekannten dauerhaft Präsenz vun engem oder méi Wëllef. D'No-waiser an Observatiounen fanne vereenzelt a ganz sporadesch statt, dëst och verdeelt iwwert quasi ganz Lëtzebuerg.

.....

Concept du « Housing First » | Question 8262 (25/08/2023) de Mme Djuna Bernard | M. François Benoy (déi gréng)

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 6848, l'ancienne Ministre de la Famille et de l'Intégration affirmait vouloir continuer les efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en mettant l'accent sur l'approche Housing First. En outre, Madame la Ministre mentionnait que le ministère aurait un total de 42 unités de logement répondant aux critères du Housing First conventionné.

Lors du premier recensement de personnes sans-abri sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022, 197 personnes ont été comptées. Encore récemment, des associations du secteur ont regretté le manque de logements destinés au Housing First.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- 1) Quels sont les résultats clés de l'évaluation finale de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) et concernant le Housing First ? Une actualisation de la stratégie nationale est-elle prévue ?
- 2) Dans quelle mesure le nombre d'unités de logement répondant aux critères du Housing First a-t-il évolué depuis l'année dernière ? Combien de personnes vivent actuellement dans des logements Housing First et combien de logements sont en cours de création ? Est-ce que différents types de logements sont prévus pour les différents groupes cibles concernés (jeunes, femmes, personnes âgées, toxicomanes, ...) ? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique des logements Housing First par commune ?
- 3) Quelles suites ont été données à la première édition du recensement de personnes sans abri depuis octobre 2022 ? Est-ce que des résultats du recensement annoncé pour mai 2023 sont déjà disponibles ? Existe-t-il des projets concrets d'étendre cette approche sur d'autres régions du pays ?
- 4) Selon le secteur, l'offre de logements dédiés au Housing First doit être augmentée. Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation actuelle et comment envisage-t-il de soutenir les ONG afin de réaliser de tels projets au regard de la pénurie de logements actuelle ?
- 5) Selon un article publié sur le site Internet de la station « radio 100,7 » le 16 août 2023, le premier projet Housing First pour femmes sans abris à Luxembourgville reste confronté au manque de logements adéquats. Quelles démarches Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre pour soutenir le projet en question ?

Réponse (21/09/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le LISER, institut de recherche public, a mené une évaluation externe de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020. Les résultats de cette évaluation affirment que la

mise en œuvre des différentes actions de la stratégie a généré un réel progrès dans la prise en charge du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement. Grâce à cette dynamique, plusieurs projets de caractère novateur ont été initiés, notamment le Housing First, et des conditions favorables ont été créées pour augmenter la capacité d'accueil des personnes sans-abri et garantir une prise en charge adaptée à leurs besoins.

Le rapport du LISER peut être consulté sur le site Internet du ministère.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration de Lisbonne, dont celui de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région souhaite faire évoluer les initiatives actuelles vers une stratégie transversale et inclusive, appelée Housing Led. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité des actions politiques mises en œuvre ces dernières années et s'appuiera sur les recommandations formulées par le LISER, réitérant les engagements du Gouvernement dans la lutte contre l'exclusion liée au logement dans toutes ses formes. Il appartiendra au prochain Gouvernement d'inclure le projet dans son programme pour la prochaine période législative.

ad 2) Il convient de souligner que le concept du Housing First ne se fonde pas sur des critères relatifs au logement lui-même, mais est déterminé par l'accompagnement proposé aux bénéficiaires. Ainsi, les logements ne doivent pas remplir des conditions spécifiques autres que les critères usuels de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité de logements mis en location. Bien que l'accès inconditionnel à un logement durable constitue le début de la prise en charge d'une personne fragile sans-abri de longue durée, c'est le suivi mobile et intensif répondant aux besoins élevés du public cible qui qualifie cette approche de Housing First.

Afin d'adapter le concept du Housing First à la réalité luxembourgeoise et d'offrir aux associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme un cadre de travail précis, le ministère vient de s'adjoindre l'expertise de Madame Coralie Buxant, experte belge reconnue en la matière, et l'a mandatée de la création d'un label de qualité Housing First afin de veiller à ce que chaque structure respecte les mêmes standards. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme.

Les acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région accompagnent actuellement 40 personnes dans le cadre de projets qu'ils qualifient de Housing First (comparées à 32 personnes à la fin de l'année 2022). La répartition géographique des bénéficiaires par commune est la suivante :

- 30 personnes résident dans la ville de Luxembourg ;
- 1 personne réside dans la ville de Remich ;
- 1 personne réside dans la commune de Troisvierges ;
- 2 personnes résident dans la commune de Kayl/Tétange ;
- 1 personne réside dans la commune de Strassen ;
- 1 personne réside dans la commune de Dudelange ;
- 4 personnes résident dans la commune de Kopstal.

Le ministère ne peut toutefois pas fournir d'informations sur d'autres projets Housing First s'adressant à des groupes cibles spécifiques, tels que des personnes souffrant d'addictions. Ces projets sont du ressort des ministères compétents en la matière.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région continuera à soutenir ses associations partenaires dans le développement de projets augmentant l'offre Housing First. Pourtant, le Housing First n'est pas l'outil unique dans la lutte contre le

⁴ Wölfe in Luxemburg (2023) – Publications – Portail de l'environnement – emwelt.lu – Luxembourg

⁵ ANF_614_BT05_wollefspecial_2016.indd (public.lu)

sans-abrisme ; des actions en faveur de toute personne en détresse de logement seront le cas échéant reprises dans la stratégie précitée Housing Led (voir réponses aux questions 1, 4 et 5).

ad 3) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a confié à Inter-Actions ASBL la mission de coordination et de mise en œuvre de dénombrements physiques deux fois par ans.

Une première édition du recensement a été menée sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022. Les résultats ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse et peuvent être consultés sur le site Internet du ministère.

Un deuxième recensement a été réalisé en juin de cette année. La publication des résultats de cette édition est prévue pour octobre/novembre 2023.

Le concept prévoit d'étendre cette initiative à l'échelle nationale. La troisième édition, prévue pour décembre 2023, se déroulera ainsi également sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette. Avec l'accord d'autres communes concernées, le champ d'application pourra être étendu constamment au cours des années à d'autres villes qui accueillent également un nombre significatif de personnes sans-abri. À terme, les résultats accumulés et analysés permettront au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région comme aux communes de promouvoir la mise en œuvre de mesures adaptées aux besoins du terrain.

ad 4) et 5) De manière générale, le ministère, en collaboration avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible.

Ainsi par exemple, en vue de pouvoir augmenter la capacité d'accompagnement des personnes ayant besoin d'un suivi intensif qualifié de Housing First, 29 logements individuels seront réalisés dans le cadre de la rénovation du Centre Ulysse.

Le ministère a également sollicité plusieurs administrations afin de mobiliser des logements au sein du parc immobilier de l'État et saisi toute opportunité pour faire connaître les besoins de ses bénéficiaires auprès des grands acteurs du logement dans le cadre de projets spécifiques dont par exemple « Portes de France » du Fonds de Belval.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet Housing First pour femmes, dont le champ d'action n'est pas limité à la capitale, il convient de noter que le gestionnaire en charge du projet dispose de moyens financiers pour couvrir des frais de location de logements par le biais de sa convention avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | Question **8263** (25/08/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 8129 Monsieur le Ministre décrit la procédure prévue par la loi en cas de défaillance de paiement d'un client, mais il omet que les fournisseurs ont le droit de faire installer un compteur à prépaiement par le gestionnaire de réseau concerné, jusqu'au paiement de la dette. Dans ces cas, le client en défaillance de paiement est pris en charge par un office social et ne peut pas être déconnecté par le fournisseur.

Monsieur le Ministre précise également la législation qui s'applique aux clients résidentiels en défaillance de

paiement, mais cette dernière ne semble pas être cohérente avec la loi sur l'aide sociale qui garantit dans son article 29 « l'accès à l'eau ainsi qu'à une fourniture minimale en énergie domestique (...) à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, si elle se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses frais d'eau destinée à la consommation humaine ou d'énergie domestique ». Ainsi les personnes qui ne sont pas directement clientes auprès d'un fournisseur d'électricité, mais pour lesquelles un accès à une fourniture minimale en énergie domestique est néanmoins garantie par la loi risquent de passer entre les mailles du filet social.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de compteurs de prépaiement ont été installés auprès de clients résidentiels suite à la demande d'un fournisseur tel qu'il est prévu par la législation ? Comment Monsieur le Ministre apprécie-t-il, voire explique-t-il ce chiffre ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le cadre législatif actuel est adapté pour protéger tous les consommateurs résidentiels d'électricité d'une déconnexion ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faudrait adapter la législation pour mieux tenir compte des divers statuts d'occupation et pour permettre aux offices sociaux de faire correctement leur travail de suivi social ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Aucun fournisseur au Luxembourg n'applique aujourd'hui la facturation avec prépaiement. La facturation avec prépaiement est conditionnée par l'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Ainsi, une facturation avec prépaiement peut se faire sur initiative du fournisseur ou sur demande de l'office social concerné. L'installation de compteurs à prépaiement n'est prévue que dans les cas où le client ne dispose pas d'un compteur intelligent. Dans le cas contraire, l'article 2, paragraphe 8 précité prévoit que le prépaiement est « [...] basé sur la surveillance des crédits du client concerné et l'émission d'ordres de limitation de puissance ou de coupure par l'intermédiaire d'un compteur intelligent ».

La facturation avec prépaiement est sans doute un moyen approprié dans certaines situations, mais il est lourd dans son application et risque de mener à des coûts supplémentaires. Le modèle luxembourgeois, dans lequel l'office social soutient les clients effectivement en difficulté et dans lequel les fournisseurs proposent régulièrement des plans de paiements adaptés à la situation du client, permet de résoudre un grand nombre de situations difficiles de manière plus efficace que la facturation avec prépaiement, voire l'installation d'un compteur à prépaiement.

ad 2) et 3) Je ne considère pas qu'il m'appartient de me prononcer sur ces questions, cette appréciation reviendrait plutôt au nouveau Gouvernement.

Biocarburants de deuxième génération | Question **8264** (25/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, am Kontext vun der Energietransitioun d'Verwendung vu Biokraftstoff aus der éischter Generatioun op 5 % ze limitieren an dofir d'Biokraftstoff vun der zweeter Generatioun, déi als méi nohalteg gëllen, ze fërderen. De Minister hat an der Äntwert op d'Fro n° 3593 erkläert, dass zënter 2019 den Undeel u Biosprit, dee Palmuegel beinhalt,

sougenannte Biosprit vun der éischter Generatioun (Biocarburant d'origine agroalimentaire), zu Lëtzebuerg op maximal 5 % begrenzt ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den haut zu Lëtzebuerg getanktene Biodreifstoff si vun der éischter Generatioun a wéi vill Prozent vun der zweeter?

2. Viséiert d'Regierung eng weider Verréngerung vu Biodreifstoff aus der éischter Generatioun par rapport zu deenen aus der zweeter Generatioun? Wa jo, wat ass de viséierte Prozentsaz vu Biocarburanten aus der éischter Generatioun?

3. Plangt d'Regierung, an Zukunft nëmmen nach vu Biokraftstoff aus der zweeter Generatioun Gebrauch ze maachen? Wa jo, wéini?

Réponse (24/10/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Direktiv 2018/2001/UE gesäit vir, dass Biokraftstoff aus der sougenannter éischter Generatioun, déi am Weesentleche fir den Zweck vun der Energieproduktioun op Agrarland ugebaut ginn, maximal 7 % vum Endenergieverbrauch am Stroossen- a Schinneverkéier dierfen ausmaachen.

D'Regierung huet schonns am Dezember 2019 iwwert d'Accisegesetz festgehalten, dass den Undeel vun deene Biokraftstoff zu Lëtzebuerg net méi wéi 5 % dierf ausmaachen a läit also däitlech méi niddereg wéi de maximalen Undeel, dee vun der Direktiv virgesinn ass.

Fir 2022 läit, éischten Estimatiounen no, den Undeel vun de Biokraftstoff aus der éischter Generatioun bei ongeféier 4,8 %, an dee vun de Biokraftstoff aus der zweeter Generatioun bei ongeféier 3,3 %, dat op de gesamten Dreifstoffverbrauch gerechent.

ad 2. an 3. Dës Froe falen an den Zoustännegkeetsberäich vun der neier Regierung.

Indemnisation des pompiers volontaires | Question **8265** (25/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als fräiwëllegen operationelle Pompjee huet een d'Méiglechkeet, zwou verschidden Indemnisationen ze kréien. Entweder eng Garde astreinte fir 1 €/h oder eng Garde casernée (haauptsächlech déi Leit, déi eng Ambulanzgarde garantéieren) 10 €/h. Mat der aktueller inflationärer Economie an der geleeschter Aarbecht kann een sech d'Fro stellen, wéi zäitgeméiss sou eng Indemnisation nach ass.

De Fräiwëllegen dréit déi selwecht Responsabilitéit bei engem Ambulanzsaz vis-à-vis vum Patient an et ass et och net onüblech, dass de Pompier volontaire Iwwerstonne mécht. Menges Wëssens ginn Iwwerstonnen net verrechent, anescht wéi dat bei de professionelle Pompjeeën de Fall ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesche der Meenung, dass d'Indemnisationen héich genuch sinn? Wa jo, wéini goufen dës fir d'lescht geännert? Wann nee, wéi héich sollten se sinn?

2. Wat sinn der Ministesch hir konkret Pisten, fir de Beruff vum Pompjee méi attraktiv fir nei Rekrutementen ze maachen?

3. Wat sinn der Ministesch hir konkret Pisten, fir méi Fräiwëlleger fir de CGDIS ze begehreschten?

Réponse (10/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

De Verwaltungsrot vum CGDIS huet d'Indemnitéite fir fräiwëlleg Pompjeeën, de sougenannte „Recueil des règlements d'indemnisation du CGDIS“, eng éischt Kéier de 26. Juli 2018 fixéiert. De Regierungsrot huet dës de 6. September 2018 ugeholl. Eng éischt Upassung vum deem Recueil gouf de 16. Januar 2020 am Verwaltungsrot vum CGDIS entscheet an de 7. Februar 2020 vum Regierungsrot ugeholl.

Ob a wéini d'Indemnitéiten eng nächst Kéier wäerten ugepasst ginn, läit aleng an der Kompetenz vum Verwaltungsrot vum CGDIS.

De CGDIS baséiert sech beim Recrutement vum haaptamtleche Pompjeeën op de Plan national d'organisation des secours (PNOS), deem den 20. Oktober 2021 vum Regierungsrot ugeholl gouf an dee säitdeem och konsequent ëmgesat gëtt.

Wat de Recrutement vu fräiwëllege Pompjeeën ugeet, kann den éierbaren Deputéierten sech gären emol eng Journée de recrutement fir fräiwëlleg Pompjeeën ukucke goen, déi eemol de Mount am Centre national d'incendie et de secours (CNIS) organiséiert gëtt. Detailler dozou fënnt een op <https://112.public.lu/fr/volontariat/Volontariat.html>.

École privée à Medernach | Question **8266**
(28/08/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'ASBL „École Nicomaque“ huet wëlles, an engem Gebai zu Miedernach eng alternativ Schoul fir bis zu 80 Schüler opzemaachen. Geplangt ass eng Privatschoul fir Kanner vun 3 bis 16 Joer, inspiréiert vum Educationmodell vum Lycée Ermesinde. Laut engem rezente Reportage vum RTL gouf déi entspreichend offiziell Demande op Recommendation vum Educationministère via Arrêté grand-ducal refuséiert.

„De Ministère stéiert sech ënner anerem doran, dass d'Konzept vun der École Nicomaque keen Echec virgesäit an och net präziséiert gëtt, wéi eng Kompetenzen d'Schüler müssen erreechen“, heescht et op rtl.lu.

Am Kontext vum Refus vun der Demande fir eng Privatschoul zu Miedernach no engem änleche Modell wéi dee vum Lycée Ermesinde, wéilt ech zu dësem follgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, ob eng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde – 2005 an der Stad gegrennt an zënter 2012 zu Miersch installéiert – duerchgefouert gouf?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

2. Gedenkt den Här Minister virum Hannergrond vun der rezenter Demande vun der ASBL „École Nicomaque“ eng allgemeng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde maachen ze loossen?

– Wa jo, wéini a vu wéi?

An deem Reportage vum RTL geet och nach rieds vun enger anerer Schwierigkeit beim Konzept vun der Privatschoul zu Miedernach: „Méi e fundamentale Problem gesinn de Ministère an d'Regierung doran, dass an der École Nicomaque solle Produiten a Servicer erstallt ginn, fir déi dann ze kommerzialiséieren. Esou wéi d'Konzept vun der ASBL beschriwwer wier, bestéing de Risiko, datt et zu Kannerarbecht géif kommen an d'Schoul e Betrib géif ginn. Dat géif een net zouloossen, sou de Lex Folscheid.“

Entreprisë gehéieren awer och zum Konzept vum Lycée Ermesinde, op deem senger Websäit heizou ënner anerem geschriwwer steet: „Dans ses entreprises internes, à destination d'un public et d'une clientèle externes. (...)“ An där Beschreibung geet e bësse méi wäit dann och vun „distribution“ a „commercialisation“ rieds.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

3. Wéi erkläert den Här Minister de kommerziellen Aspekt vun den Entreprisë vum Lycée Ermesinde par rapport zum Refus vum Konzept vun der ASBL „École Nicomaque“?

4. Ass dëse spezifesche Volet vum Lycée Ermesinde evaluéiert ginn?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0106 vum 18. Dezember 2018 gesäit den Här Minister Bedarf fir eng zweet Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde, am Süde vum Land: „À côté de l'offre existant déjà au centre du pays avec le Lycée Ermesinde (LEM) installé à Mersch, la volonté de mon ministère est de voir implanté un établissement scolaire comparable dans le sud du Grand-Duché afin de répondre à un réel besoin pédagogique.“

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

5. Wéi an op Basis vu wéi enge Kritären huet de Ministère dee „besoin pédagogique“ festgestallt?

6. Kann den Här Minister mech iwwer den aktuelle Stand vun der Iddi vun enger zweeter Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde am Süde vum Land informéieren?

Réponse (12/10/2023) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den Artikel 18 vum Gesetz vum Lycée Ermesinde (Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote), dem fréieren Neie Lycée oder Lycée-pilote, gesäit effektiv eng Evaluatioun vir: „Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.“

De Bilan ass 2011 gemaach ginn, an zwar vun der Universitéit Lëtzebuerg a vum Professor Baudouin Jurdant vu Paräis. Béd Evaluatioun si global positiv a kënnen um Internetsite vum Ministère consultéiert ginn (<https://men.public.lu/fr/publications.html>).

D'Évaluation continue, déi am Gesetz virgesinn ass, gëtt zanter 2005 zweemol am Joer vum Comité d'évaluation et d'innovation pédagogique (CEIP) gemaach. Dëse Comité kennt all Joer am Januar an am Juni jee weils dräi Deeg an de Lycée Ermesinde. Dëst Joer am Juni war et déi 29. Kéier.

De Comité huet eng prestigieus Besetzung mat internationalen Experten.

Bei all Sessioun besteet ee Programm, deem de Membere vum Comité et erlaabt, an déi verschidden Domainen vun der Schoul eranzegesinn, sech ee Bild ze maachen, a bestëmmte Konzepter mat der Direktioun vun der Schoul duerchediskutéieren.

ad 3. a 4. De kommerziellen Aspekt vun de sougenannten Entreprisë vum Lycée Ermesinde (LEM) ass bei Wäitem net esou developéiert wéi deem, deem am Projet vun enger École Nicomaque virgesi war. En ass deemno onproblematesch a vermëttelt d'Schülerinnen a Schüler ee gudden Abléck an d'Beruffsliewen.

Dëse „spezifesche Volet“ ass schon e puermol vum uewe genannte CEIP evaluéiert ginn. D'Membere vun deem Gremium hunn ëmmer erëm op d'Komplementaritéit vun de sougenannten Haiser vum LEM an den Entreprisë gepocht a virun allem guttgeheescht, datt d'Schüler an den Entreprises duerch de Kontakt mam Publikum de Bléck no bausse kréien.

ad 5. a 6. Zanter 2018 huet eis Schoullandschaft sech diversifiéiert, fir de Besoin vun eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

Dobäi ass de Fokus engersäits op nei Sektione a Formationen souwuel am Enseignement secondaire wéi an der Formation professionnelle geluecht ginn; dës nei Ausbildung sollen de Schüler et erlaben, e positive Choix beim Schloer vum hirem zukünftigen Ausbildungswee ze maachen an zugläich hir Studéierfäegkeet assuréieren.

Anerersäits ass mam Ausbau vun der internationaler Schouloffere probéiert ginn, der Sproocheréalitéit zu Lëtzebuerg Rechnung ze droen.

Centre de primo-accueil | Question **8267**
(28/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den 100,7 de 25. August gemellt huet, ginn d'Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten, nëmme nach an de Centre de primo-accueil um Kierchbierg gelooss, wann se virun een Dossier opgemaach hunn:

„Déi Betraffe müssen elo fir d'éischt hir Demande bei der Direction de l'immigration op der Areler Strooss maachen. Där hir Büroo sinn awer nëmme op Wochendeeg, vun 8.30 Auer bis 12.00 Auer, op.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Ginn d'Öffnungszäite vun der Direction de l'immigration dann op nomëttes erweidert, fir beschmëglech ze verhënneren, dass d'Leit op der Strooss musse schlofen? Wäert eng Permanence de Weekend geschafte ginn?

2. An der Erklärung vum Ministère heescht et laut 100,7:

„Zu de Grënn, firwat d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil geännert goufen, sot de Ministère eis, datt festgestallt gi wier, datt 30 Prozent vun de Leit, déi an de CPA koumen, duerno guer keng Demande fir Protektioun gemaach hätten oder verschwonnen wieren.“

– Wéi vill Prozent maache keng Demande?
– Wat ass fir de Ministère den Delai, ab deem ee seet, dass eng Persoun keng Demande gemaach huet, nodeems se am Centre ukomm ass? Wat gëtt am deem Fall gemaach, fir d'Leit opzklärén, dass se eng Demande musse maachen?

– Goufen d'Leit dann no enger gewëssener Zäit aus dem Centre ausgeschloss, wann se keng Demande stellen? Wa jo, wat war den Delai?
– Wéi vill Prozent si verschwonnen?

3. Ginn d'Leit iwwer d'Iwwernuechungsstrukture fir Sans-abrisen opgekläert, wann se net an de Centre eragehooss ginn?

4. Weess de Ministère, wat mat deenen 78 Leit geschitt ass, déi an deene leschten 2 Wochen ofgewise gi sinn?

Réponse (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Öffnungszäite vun der Immigrationsdirektioun ze erweidern, well dat aus organisatoresche Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationale Schutz

opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. Am deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

ad 2. – Wéi et an der Erklärung vum Aussen- an Europaministère un de Radio 100,7 schonn erwäänt gouf, ass festgestallt ginn, dass 30 Prozent vun de Leit, déi an de Centre de primo-accueil um Kierchbiere koumen, duerno keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirrektioun gemaach hunn.

– Ier d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil um Kierchbiere geännert goufen, sinn all d'Leit, déi do ukoumen a logéiert goufen, encouragéiert ginn, fir sech den nächsten Aarbechtsdag op d'Immigratiounsdirrektioun presentéieren ze goen, fir do hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz ze deposéieren. Wann déi gesote Persoun net den nächsten Aarbechtsdag op der Immigratiounsdirrektioun virstelleg gouf, gouf si als Persoun, déi keng Demande gemaach huet, consideréiert.

– Ee formellen Delai gouf et net. All Situatioun ass individuell behandelt ginn, am Respekt vun der Persoun an hiren eventuelle spezielle Besoinen. Déi Persounen, déi net op der Immigratiounsdirrektioun virstelleg goufen, goufen individuell vun de responsables Equipe sur place opgekläert. Et gouf hinnen erkläert, dass e Passage op der Immigratiounsdirrektioun noutwenneg ass, fir kënne weiderhin am Centre de primo-accueil um Kierchbiere logéiert ze ginn.

– cf. Fro 2.1.

ad 3. Persounen, déi nach keng Demande bei der Immigratiounsdirrektioun agereecht hunn, ginn iwwer aner Iwweruechtungsstrukturen informéiert, déi hinnen an deem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persounen wéi zum Beispill Famillje mat mannerjärege Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun eng Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ënnerwee sinn, sinn net vun deem Changement betraff a ginn och weiderhin an enger spezialisierter Struktur opgeholl.

ad 4. Den Aussen- an Europaministère hält keng perséinlech Donnéeën vu Persounen op, déi nach keng Demande bei der Immigratiounsdirrektioun agereecht hunn.

Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois | Question 8268 (29/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass zu New York d'Residenz vum Lëtzebuurger Ambassadeur bei der UN grad renovéiert gëtt. Dës Residenz gehéiert dem Staat. Fir d'Zäit vun de Renovatiounsarbechte lount de Lëtzebuurger Staat aktuell angeeblech fir vill Suen een Appartement am Trump Tower op der 5th Avenue. An deem Gebai hu souwuel den Donald Trump wéi och eng Rei vu senger Familljememberen eng Wunneng. Zudeem huet d'Trump Organization an deem Gebai e Sëtz.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeeënheiten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës Informatiounen der Realitéit entsprechen?
2. Fir wéi vill Dollar gëtt d'Appartement am Trump Tower pro Mount gelount?
3. Wéi laang sollen d'Renovatiounsarbechten dauere respektiv fir wéi vill Méint gëtt d'Appartement am Trump Tower gelount?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze verrieden ass, dass ausgerechent am Trump Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump Tower een diplomatesche Faux-pas duerstellt?

Réponse (26/09/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Eng Rei Elementer an der Fro vum honorabelen Deputéierten entsprechen net der Realitéit.

Zënter November 2021 gi gréisser Renovatiounsarbechten ausgeféiert am Gebai vun der Residenz vun der Lëtzebuurger Verriedung bei de Vereenten Nationen zu New York, wou den Ambassadeur a permanente Verrieder wunnt. D'Arbechten an dëser Propriétéit vum Lëtzebuurger Staat sollen Enn 2023 ofgeschloss sinn.

Fir den Ambassadeur a seng Famill während de Renovatiounsarbechten ze logéieren, lount de Lëtzebuurger Staat en Appartement an engem Gebai op der éischer Avenue, dat den Numm „Trump World Tower“ dréit. Dëst Gebai ass net ze verwiessele mam „Trump Tower“ op der fënnefter Avenue.

D'Appartement ass fir 13.500 US-Dollar de Mount vun August 2021 bis Mee 2023 gelount ginn a gëtt fir 15.500 US-Dollar de Mount vu Juni bis Dezember 2023 gelount. Déi Wunneng huet ënnert anerem de Virdeel, datt se géigeniwwer vum Sëtz vun der UNO ass, souwéi och an der direkter Noperschaft vun der Lëtzebuurger permanenter Verriedung bei der UNO. Wéinst der Proximitéit mat der UNO wunne vill Diplomaten an deem Gebai. D'Appartement gouf zeréckbehalen, well de Rapport qualité/prix gutt war.

Anescht ewéi den „Trump Tower“ op der fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Propriétaire vun deem Gebai. Hie wunnt selwer net do. Et wunnt och kee vu senger Familljememberen do. An d'Trump Organization huet kee Sëtz an deem Gebai. D'Gebai dréit den Numm „Trump World Tower“, well den Här Trump, deen ee vun de Promoteure war, deen d'Gebai baue gelooss huet an de Joren 1999–2001, dem Gebai deen Numm ginn huet.

Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère | Question 8269 (29/08/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Leit, déi eng Deierungszoulag (Allocation de vie chère) ufroen, si verpflichtet, dem nationale Solidaritéitsfong déi integral Revenue vun hirem Stot matzedeelen. Op Guichet.lu kënnen d'Leit nokucken, bis zu wéi engem Plaffong si kënne vun dëser Hëllef profitéieren a wéi eng Forme vun Akommes si bei der Berechnung am Eenzele mussen berécksiichtegen. Indemnitéiten, déi een am Kader vun enger fräiwëlleger Aktivitéit, beispillsweis als Arbitter am Sport ausbezelt kritt, ginn net genannt.

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf e Bierger allerdéngs lo genee mat där Fro konfrontéiert a gebieden ze motivéieren, firwat hien seng Indemnitéit aus dem Benevolat bei senger Demande bis ewell net mat uginn hat.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Zielt eng Indemnitéit, déi een am Kader vun engem Benevolat bezuelt kritt, zum Akommes vun engem Stot, wann een d'Deierungszoulag ufreet? Falls jo, kann den Här Minister da preziséieren, op wéi enger legaler Grondlag an a wéi engem Wuertlaut dës bis ewell op MyGuichet genannt gëtt? Ass

gegeebenfalls dru geduecht, fir d'Beschreibung vun de Krittäre bei der Deierungszoulag ze iwwerschaffen, fir Mëssverständneser ze vermeiden?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob déi genannt Indemnitéit am Sënn vun der Fro virdrun bei enger Demande fir de REVIS ze berécksiichtegen ass, vu datt dës op MyGuichet aktuell och hei net genannt gëtt?

3. Hält den Här Minister et allgemeng fir ubruucht, esou Indemnitéiten am Kader vu Sozialleeschungen ze verrechnen?

Réponse (06/10/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Artikel 4 vum Règlement du Gouvernement en conseil vum 25. November 2022 relativ à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2023 gesäit Follgendes vir:

„Est considéré comme revenu annuel global au sens de l'article 3 ci-dessus, l'ensemble des revenus bruts dont la communauté domestique a disposé pour une période de référence de 12 mois précédant le mois de l'introduction de la demande en obtention de l'allocation et du complément auprès du Fonds national de solidarité.

Sont notamment pris en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique :

- le revenu provenant d'un travail régulier ou généralement d'une activité professionnelle quelconque ;
- les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
- les revenus de biens mobiliers et immobiliers ;
- les rentes et pensions ;
- les allocations ou prestations touchées de la part d'un organisme public ou privé, à l'exception des allocations familiales, de l'allocation de rentrée scolaire et de l'allocation de naissance ;
- les pensions alimentaires.“

Am Artikel 4 ass de Prinzipp festgehal, datt all Zorte vu Revenuen ze consideréiere sinn. Dat Wuert „Revenu“ englobéiert all méiglech Akommes, vun deenen e Stot ka beneficiéieren, onofhängeg dovun, ob ee se aus engem Salaire, enger Indemnitéit oder aus Kapitalertråg zitt. An deem Sënn ass déi Opzielung, déi den Artikel 4 mécht, och nëmme exemplativ an déi eenzeg Akommes, déi ausgeschloss sinn an där Opzielung, an déi also net consideréiert ginn, sinn d'Kannergeld, d'Schoulufankszoulag an d'Gebuertenzoulag. Indemnitéite wéi déi vum Arbitter si vum Text net ausgeschloss.

ad 2. Den Artikel 9 vum ëmgeännerte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS gesäit eng änlech Formulatioun fir d'Berechnung vun de Revenuen, vun deenen e Stot beneficiéiert, vir.

ad 3. Déi Fro stellt sech an deem Kontext net, well am Prinzipp net gekuckt gëtt, wat d'Origine vun enger Indemnitéit ass, fir se mat an d'Berechnung vun de Revenuen ze huelen, ausser et handelt sech eeben ëm déi Allocations, déi vum Text ausdrécklech ausgeschloss sinn.

Eng Opschlësselung vun de Revenuen en Fonctioun vun der Aart vun der Aktivitéit, fir déi se bezuelt ginn, géing och riskéieren, dem Gläichheetsgrondsaz ze widersprechen.

Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle | Question 8270 (30/08/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Dans une « lettre de lecteur » publiée sur le site rtl.lu, l'ancien directeur de l'administration fiscale luxembourgeoise, Guy Heintz, revient sur une problématique

thématisée précédemment par la Confédération générale de la fonction publique (CGFP). Il est question de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle.

L'auteur constate une « une flagrante discrimination entre celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement nouvellement construit et celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement déjà habitable ». En effet, suite à une différence d'interprétation des textes législatifs entre le législateur et la Cour administrative et pour éviter que des frais d'entretien ne puissent être déduits préalablement à l'occupation d'une habitation par son propriétaire, l'article 4b du règlement grand-ducal y relatif, qui prévoyait la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement avant l'occupation d'une habitation, avait alors été supprimé. Selon l'interprétation de Madame la Ministre, la déduction déplaçonnée des frais de financement pour une habitation nouvelle est dorénavant acceptée, tandis que la déduction déplaçonnée des frais de financement jusqu'à l'occupation effective du propriétaire d'une habitation déjà utilisée dans le passé est refusée.

L'auteur rappelle à juste titre que ce sont surtout les jeunes qui ne disposent que de peu de moyens ou ne veulent pas acheter une habitation neuve qui se retrouvent pénalisés par les dispositions existant actuellement. Je rappelle que j'avais attiré l'attention du Gouvernement sur cette problématique lors d'une question orale posée lors de la séance publique du 7 février 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer cette « discrimination » entre ceux qui achètent une habitation nouvellement construite et ceux qui achètent une habitation déjà habitable ? Quelle est son appréciation de la situation ?

• Dans l'affirmative, comment est-ce que cette problématique pourrait être résolue ?

• Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a encore rien entrepris pour rectifier la situation ? La problématique est bien connue, puisqu'elle a été abordée par la CGFP et par au moins deux partis politiques dans le contexte du travail législatif.

– Comme solution à la problématique évoquée ci-dessus, l'auteur explique qu'il « faudrait juste réinsérer l'ancien article 4b dans [le] règlement grand-ducal afin d'accéder aux doléances des intéressés, et le problème serait résolu ».

• Est-ce que Madame la Ministre estime qu'il s'agit là d'une solution à la problématique en question ?

• Est-ce que Madame la Ministre a l'intention de réintroduire l'article 4b ? Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre va faire les démarches nécessaires ?

• Dans la négative, qu'est-ce qui s'oppose à la réintroduction de l'article 4b ?

• Dans la négative, de quelle manière est-ce que Madame la Ministre entend remédier à la problématique en question ?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

En ce qui concerne le sujet thématique par la CGFP ainsi que par l'ancien directeur de l'ACD au sujet de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, il est tout d'abord renvoyé à la réponse à la question parlementaire du 7 février 2023 qui reste d'actualité.

Le constat selon lequel les dernières modifications apportées au règlement grand-ducal modifié du 12 juillet

1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal (ci-après « le règlement grand-ducal ») créent une situation « discriminatoire » entre, d'une part, les acquéreurs d'un immeuble par un acte de vente en état futur d'achèvement (ci-après « VEFA ») et d'autre part, les acquéreurs d'un immeuble déjà achevé, ne peut qu'être réfuté.

En effet, la situation entre un acquéreur d'un immeuble par une VEFA et un acquéreur d'un immeuble déjà achevé, n'est ni identique ni équivalente, ce qui engendre des traitements fiscaux distincts quant à la déductibilité des intérêts débiteurs. Si l'acquéreur d'un logement existant peut l'occuper rapidement sinon immédiatement, l'acquéreur d'un logement en cours de construction peut l'occuper au bout d'une période d'attente plus ou moins longue seulement et devra subir la charge financière entière des prêts bancaires de financement, non atténuée par la jouissance du logement ; il se retrouve dans une situation de double charge ou il devra financer cette nouvelle acquisition parallèlement à une ancienne acquisition ou une location courante.

Ainsi, l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA ne dispose pas encore de la possibilité d'occuper son habitation future étant donné que celle-ci n'est pas encore achevée et qu'elle ne peut donc pas encore être qualifiée d'« habitation ». Dès lors, la valeur locative ne peut être fixée et l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA peut dans ce contexte déduire intégralement, jusqu'au moment de l'achèvement et de la fixation de la valeur locative, ses intérêts débiteurs et ses frais de financement, étant donné que contrairement à la valeur locative qui représente un revenu forfaitaire (article 98, alinéa 1^{er}, n° 5 de la loi concernant l'impôt sur le revenu), le revenu propre à l'immeuble, avant la fixation de la valeur locative, est déterminé selon la règle générale définissant le revenu comme correspondant à l'excédent des recettes sur les frais d'obtention (articles 98, alinéa 1^{er}, n° 1 et 103 de la loi concernant l'impôt sur le revenu).

Au contraire, lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un bien déjà achevé se trouvant dans un état habitable, il revient au nouvel acquéreur de décider à quel moment il désire occuper, ou pas, son immeuble qui, contrairement à celui en état futur d'achèvement, a la qualité d'« habitation » et peut servir comme telle. La valeur locative forfaitaire est fixée dans ce cas lors du changement de propriété et les plafonds spécifiques de déductibilité prévus par le règlement grand-ducal s'appliquent dès le transfert de propriété.

À titre de précision, il est à souligner que les frais de financement (p. ex. : acte d'ouverture de crédit, commission bancaire, etc.) en lien avec l'acquisition d'une habitation déjà existante pourront continuer à être intégralement déduits étant donné que ces frais interviennent avant le moment de la fixation de la valeur locative forfaitaire.

Par conséquent, il y a lieu de conclure qu'il n'existe pas de « discrimination » en ce qui concerne la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, mais que la situation décrite par l'honorable Députée vise en réalité deux cas différents qui occasionnent deux traitements fiscaux spécifiques.

Flambée des prix pétroliers | Question **8271** (31/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

La récente flambée des prix pétroliers risque d'alimenter de nouveau l'inflation au Luxembourg qui,

selon les estimations actuelles, se situe autour de 3,9 % en moyenne pour cette année et à environ 2,5 % pour l'an prochain.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les déterminants qui font grimper les prix pétroliers de manière assez régulière depuis juillet 2023 ? S'agit-il d'un phénomène plutôt passager ?

2) Dans une perspective comparative, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant l'évolution de ces prix dans nos pays voisins durant le même laps de temps ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Les prix pétroliers sont étroitement liés au prix du pétrole brut sur le marché mondial (p. ex. du Brent), mais aussi au cours de change dollar/euro et à la situation sur le marché des produits finis (marges des raffineries, stocks dans la région, capacités de production, ...).

Le prix du Brent a augmenté de presque 20 dollars US le baril entre juin et mi-septembre 2023. Cette hausse du prix du Brent s'explique par une forte demande (stimulée par la reprise des voyages en été) et par une réduction artificielle de l'offre (du fait de la réduction de la production dans les pays de l'OPEC+, notamment en Arabie Saoudite et en Russie).

Quant à savoir s'il s'agit d'un phénomène passager, il est impossible de se prononcer. Les déterminants macroéconomiques feraient plutôt baisser les prix, mais les réactions et décisions de cartels et de certains pays sur un marché très concentré peuvent inverser cette tendance.

Dans ses prévisions d'inflation, le Stavec fait habituellement l'hypothèse d'un prix du Brent relativement constant sur l'horizon de prévision et proche des derniers niveaux observés. Cependant, le prix du pétrole est régulièrement affecté par de fortes variations qui dépendent de phénomènes particulièrement difficiles à anticiper.

ad 2) Les prix à la pompe dans les pays voisins du Luxembourg dépendent également fortement de l'évolution du prix du pétrole. Par conséquent, ils suivent aussi une tendance à la hausse au cours des dernières semaines. De manière générale, il y a cependant lieu de noter que les prix des produits pétroliers au Luxembourg sont significativement moins élevés que dans les pays voisins.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales | Question **8272** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Avec la loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales », votée en 2004, l'Espagne a mis en place un système de conseil juridique gratuit pour les victimes de violences conjugales ainsi qu'une représentation gratuite par un.e avocat.e de garde et un.e procureur.e spécialisé.e dans le domaine des violences domestiques et conjugales. Ces aides juridiques sont assurées durant toutes les procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies.

Il existe pour les victimes pouvant attester de décisions judiciaires ou des services sociaux compétents :

- le droit à une assistance juridique gratuite ;
- le droit à l'assistance sociale intégrale (psychologique, sociale, etc.) ;

– le droit à des aides économiques spécifiques ;
 – le droit à un accès prioritaire aux logements sociaux et aux maisons de retraite ;
 – le droit à une réduction ou aménagement du temps de travail, à la mobilité géographique, au changement de site, à la suspension du poste avec maintien du contrat de travail, à la rupture du contrat de travail, ou encore à des programmes spécifiques d'accompagnement professionnel.⁶

Le Luxembourg en tant que signataire de la Convention d'Istanbul n'a pas encore entrepris des démarches juridiques allant dans le sens du modèle espagnol afin d'endiguer les violences conjugales et domestiques et de protéger les victimes de ces violences. Or, selon une enquête publiée en juillet 2022 par le Statec, au Luxembourg, deux tiers des femmes déclarent avoir été victimes de violences physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques au moins une fois dans leur vie⁷. Le premier rapport du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), rend compte pour le Luxembourg d'un ensemble de recommandations pour améliorer le dispositif législatif, dont notamment la mise en place d'une assistance judiciaire à l'image du modèle espagnol.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

- 1) Quelle est la position de Mesdames les Ministres concernant le modèle juridique espagnol en matière de protection des victimes de violences conjugales et domestiques ?
- 2) Est-ce que Mesdames les Ministres estiment que le Luxembourg devrait mettre en place un dispositif législatif similaire au modèle espagnol en question ?
- 3) Si non, pourquoi ? Quelles alternatives proposeriez-vous ?
- 4) À part un suivi psychologique gratuit, quels autres services l'État luxembourgeois offre-t-il aux victimes de violence domestique et conjugale afin de les protéger et de prévenir la violence et la victimisation secondaire (frais d'avocat, police, tribunal) telle que stipulée dans la Convention d'Istanbul ?

Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg | Question 8273 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Le rapport du Comité de coopération décrit le statut professionnel des victimes majeures suivies par le SAVVD. En 2022, 48 % des victimes étaient engagées en tant que salariés, 13 % recevaient un revenu de remplacement et 10 % étaient sans revenus.

Afin d'obtenir davantage d'information sur la situation économique des victimes de violence domestique en rapport avec leurs moyens de défense et mise à l'abri, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

- 1) Quelles observations les différentes associations encadrant les victimes de violence domestique (VD) ont fait concernant l'impact de la situation économique et financière des victimes sur les tendances de séparation ou de retour avec l'auteur ?

⁶ Rapport alternatif sur les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Conseil national des femmes du Luxembourg, 2022.

⁷ Les femmes face à la violence. Statec. 2022. <https://statistiques.public.lu/dam-assets/cataloguepublications/regards/2022/regards-05-22.pdf>

2) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu d'une activité salariale, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

3) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu de remplacement, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

4) Parmi les victimes de VD sans revenus combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

5) Quel est le revenu moyen annuel des victimes de VD suivies par le SAVVD disposant d'un salaire ?

6) Combien de victimes de VD rompent réellement et durablement avec leur relation violente suite à une prise en charge du SAVVD ?

7) Concernant les victimes qui ne se séparent pas de leur partenaire violent, quelles en sont les raisons les plus fréquemment constatées par les associations ?

8) Parmi les 1.323 victimes adultes de VD enregistrées en 2021 et les 1.369 enregistrées en 2022, combien subissent des situations de violence économique et financière ?

9) Dans le cas d'une expulsion, est-ce que le SAVVD informe systématiquement les victimes sur la possibilité de les assister à introduire la prolongation de la mesure d'expulsion par requête au tribunal ?

10) Parmi les victimes de VD encadrées par le SAVVD, combien n'ont pas droit à l'assistance judiciaire ? Parmi celles qui n'ont pas droit à l'assistance judiciaire, combien ont les moyens d'engager un avocat, combien n'ont en pas les moyens ?

11) Combien de demandes de prolongation de la mesure d'expulsion par requête sont faites par le SAVVD par an ?

- Combien par la victime elle-même ?
- Combien par un avocat dans le cadre de l'aide judiciaire ?
- Combien par un avocat hors aide judiciaire ?

12) Dans le cas où une demande d'expulsion n'est pas accordée, combien de victimes de VD doivent abandonner leur domicile suite aux violences ou à la séparation ? Combien se retrouvent sans domicile fixe ? Combien de victimes de violence domestique connues du SAVVD ont pu être relogées par l'État ?

13) Combien de victimes de VD enregistrées par les services collaborant au « Rapport violence » se retrouvent surendettées à cause des violences économiques et financières subies ? Combien souffrent d'anxiété, de stress posttraumatique et autres, suites à ces violences économiques et financières ?

14) Combien de victimes de VD ont perdu leur travail dans le cours ou suite aux procédures d'éloignement, de séparation et de divorce ? Les victimes de violence domestique en quête d'emploi bénéficient-elles d'aides et d'un soutien spécifiques de l'État ? Si oui lesquels ?

Au Luxembourg, l'association/fondation « Wäisse Rank » procure un ensemble d'aides financières aux victimes de violence domestique.

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations relatives au nombre de demandes faites par an depuis 2018 à l'association dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes sont accordées ?

16) Quel est le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ?

17) Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir une aide ? Et quels sont les critères de refus ?

Les victimes d'infractions volontaires (coups et blessures volontaires, viol, etc.) qui ont entraîné des dommages corporels ont, sous certaines conditions, droit à une indemnité à charge de l'État lorsqu'elles ne peuvent pas être indemnisées par l'auteur de l'infraction qui n'a pas pu être identifié, trouvé ou qui est insolvable. Les demandes d'indemnité à charge de l'État sont adressées au Ministère de la Justice.

Partant je voudrais demander à Madame la Ministre de la Justice :

18) Combien de demandes sont faites dans le cadre de la violence domestique par an depuis 2018 ? Combien de demandes sont accordées ? Et quels sont les critères de refus ?

19) Quel est en moyenne le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ? Combien de temps après la décision de la commission la victime est-elle informée et reçoit l'indemnité ? Est-ce que le paiement de la condamnation des dommages et intérêts pour les préjudices physique et moral causés par l'auteur de violence domestique, est couvert par « l'indemnité à charge de l'État » ?

20) Quels sont en moyenne les montants accordés aux différentes victimes de violence domestique ? Sur quels critères les montants sont-ils basés ?

21) Est-ce que l'État demande systématiquement aux coupables d'infractions le remboursement de l'indemnisation octroyée aux victimes ?

22) Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'un octroi systématique de cette indemnisation aux victimes de violence domestique à la charge des coupables ? Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle responsabilisation des auteurs d'infraction pourra décourager d'éventuelles récidives ?

Selon la note d'information que la police met à disposition des personnes victimes d'infraction : « Dans l'hypothèse où une demande de dommages et intérêts a été intentée par la victime, soit dans le cadre d'une action publique, soit dans le cadre d'une action civile, la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. »

23) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me dire de quelle provision il s'agit précisément ?

24) Que signifie concrètement « la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable », notamment concernant les démarches impliquées pour les victimes de violence domestique ?

Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique | Question 8274 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

De nombreuses victimes de violence domestique souffrent de plusieurs actes de violences. Il en existe qui se manifestent par un chantage financier et économique ainsi que le vol. Ce qu'on nomme la violence financière et économique est la stratégie de contrôle la plus récurrente des auteurs de violence domestique et conjugale. D'après des données provenant des États-Unis 94-99 % des victimes de violence domestique ont également fait l'expérience de violences financières et économiques⁸. Cette forme de violence reste néanmoins la moins considérée.

⁸ National Coalition Against Domestic Violence. USA. <https://ncadv.org/blog/posts/quick-guide-economic-andfinancial-abuse>

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Existe-t-il des chiffres sur les violences économiques et financières que subissent les victimes de violence domestique et conjugale au Luxembourg ?

2) Quelles lois protègent les victimes de violences économiques et financières ? De quels moyens légaux les victimes de violences économiques et financières disposent-elles pour poursuivre leurs abuseurs ?

3) Existe-t-il des aides spécifiques pour dédommager les victimes de violence domestique ayant subi des violences financières et économiques ? Dans l'affirmative, de quelles aides s'agit-il ? Combien de demandes d'aides sont faites par an depuis l'existence de telles aides ? Combien d'aides ont été accordées ?

Le site Web violence.lu instauré par le Gouvernement dans l'objectif d'informer et d'accompagner les victimes de violence dénombre et décrit une multitude de formes de violence. La violence économique et financière y fait défaut.

4) Pourquoi la violence économique et financière n'est pas listée sur le site Web violence.lu ?

Les procédures judiciaires et administratives étant souvent très complexes, l'assistance d'un avocat est une mesure nécessaire pour permettre aux victimes de violence domestique de faire valoir utilement leurs droits⁹. Les coûts les plus élevés d'un procès sont en principe constitués par les frais et honoraires des avocats¹⁰, ce qui évoque la question du droit aux assistances judiciaires.

Selon l'« article 57 » de la Convention d'Istanbul, les parties veillent à mettre en place une assistance et une aide juridique gratuite selon les conditions prévues par leur droit interne¹¹. D'après le Conseil national des femmes du Luxembourg « il n'existe pas au Luxembourg d'assistance judiciaire gratuite mise en place spécifiquement pour les femmes victimes de violence. La seule aide juridictionnelle dont elles peuvent éventuellement bénéficier est celle fournie par le Ministère de la Justice et le Conseil national des avocats pour les justiciables à revenu modeste. En contre-exemple, l'Espagne dispose d'une loi qui depuis 2004 fournit une assistance juridique gratuite aux victimes de violence domestique.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres :

5) Où sont publiés les chiffres du barreau sur les assistances judiciaires ? Combien de demandes d'aides sont faites par an dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes proviennent des victimes adultes et combien en sont introduites par les accusés de violence domestique adultes ? Combien en sont accordées ? Combien en sont refusées et sur quelles bases ces demandes sont-elles refusées ? Combien d'assistances judiciaires accordées sont par la suite retirées, et, combien avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance ?

6) Pour quelles démarches précisément le recours à un avocat est-il obligatoire ? Cette obligation vaut-elle tout au long des procédures individuelles ?

7) Combien de taxations (contestations des frais d'honoraires) sont envoyées au barreau ? Pourriez-vous

⁹ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011

¹⁰ <https://guichet.public.lu/fr/citoyens/citoyennete/voies-recours-reglement-litiges/frais-avocat/frais-proces.html>

¹¹ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011

m'indiquer pour ces taxations, la quantité de celles provenant de victimes de violence domestique ? Combien de taxations sont accordées, voire refusées ? Combien de temps en moyenne est nécessaire pour répondre à cette contestation des frais d'honoraires ? Combien de requérants sont invités par le rapporteur du barreau responsable du dossier pour une prise de position en face-à-face ? Combien d'avocats sont finalement pénalisés suite à ces taxations ?

8) Existe-t-il des informations, notamment auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement, sur la quantité de demandes liées à un surendettement par des dépenses judiciaires (frais d'avocats, etc.) de victimes de violence domestique ? Dans la négative, Mesdames les Ministres sont-elles prêtes à ordonner des enquêtes plus approfondies sur le sujet ?

9) Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis qu'il faille systématiquement condamner les auteurs de violence domestique à payer tous les frais de justice et d'avocat de la victime dans toute affaire en lien avec des démarches impliquant des frais financiers telles que la prolongation d'expulsion, divorce, démarche contre la violence économique et financière, la partie civile, l'injonction d'éloignement ? Pourquoi l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile qui prévoit que le juge peut condamner une partie à payer un certain montant « lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge de l'autre partie une partie des sommes exposées par elle et non comprises dans les dépenses » n'est-il pas systématiquement appliqué dans le cas des auteurs de violence domestique ? Autrement dit, pourquoi les victimes de violence domestique ne bénéficient-elles pas systématiquement de l'indemnité de procédure ?

10) Est-ce que Mesdames les Ministres envisagent d'offrir une aide et assistance juridique gratuite pour toutes les victimes de violence domestique comme recommandé par le CNFL ?

11) Que font Mesdames les Ministres pour prévenir cette violence économique et financière qui découle également des frais engendrés par les procédures judiciaires pouvant être considérés comme une victimisation secondaire décrite dans la Convention d'Istanbul que le Luxembourg a ratifiée ?

Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique | Question 8275 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Pour l'instant, la seule référence en matière de statistiques sur les violences basée sur le genre au Luxembourg est le « Rapport violence » du Comité de coopération interprofessionnel (Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité intérieure, Police grand-ducale, Parquets Luxembourg et Diekirch, Service d'assistance aux victimes de violence domestique, Service d'aide aux auteurs de violence domestique, etc.) qui recense principalement les cas de violence domestique.

Or, dans l'objectif d'obtenir davantage de données chiffrées sur différents aspects de la violence domestique afin de mieux lutter contre cette violence et pour aider davantage les victimes et prévenir les actes potentiels de violence, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Lorsque la police est sollicitée pour intervenir dans le contexte de violence domestique :

– Combien d'interventions policières en moyenne ont lieu suite à un appel de la victime de violence domestique ?

– Combien en ont lieu suite à un appel de l'auteur de violences ?

– Et combien d'interventions policières ont eu lieu suite à l'appel d'une tierce personne, comme par exemple les voisins, membres de la famille, amis, etc. ?

2) Est-ce que le Luxembourg compte intégrer une ou plusieurs victimes de violence domestique, formées en la matière, dans le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ? Si non, pourquoi ?

3) Concernant les interventions policières en cas de violence domestique :

– Combien d'interventions policières résultent en une plainte portée (1) par la victime, (2) par l'auteur ou (3) par les témoins de violence domestique ?

– Dans combien de cas y a-t-il constat de violence réciproque ?

– Dans combien de cas y a-t-il constat d'autodéfense de la part de la victime ?

– Est-ce que la police fait cette distinction entre violence univoque, réciproque et autodéfense ?

4) Concernant les plaintes :

– Combien de plaintes pour violence domestique sont déposées par des personnes de sexe féminin ?

– Combien le sont par des personnes de sexe masculin ?

– Combien de plaintes pour violence domestique sont retirées par les plaignant.e.s ? Combien le sont par des personnes de sexe féminin et combien concernent des personnes de sexe masculin ?

– Combien de temps s'écoule en moyenne avant que la/le plaignant.e décide de retirer sa plainte pour violence domestique ?

– Quelles sont généralement les motivations du retrait en distinguant en fonction du sexe du.de la plaignant.e ?

5) Quelles sont les missions concrètes en matière de protection des victimes de violence domestique de la « Cellule recherche fugitifs et protection des victimes du service de la police judiciaire » ? Quel est le rapport d'activité de cette cellule pour les années 2020, 2021, 2022 ?

6) En cas de requêtes de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Combien de requêtes de divorce en moyenne sont formulées par la victime, combien par l'auteur ?

– Combien d'auteurs de violence domestique apparaissent aux audiences de divorce ?

– Combien de demandes de délai de réflexion afin de retarder le divorce sont faites par les auteurs de violence domestique en instance de divorce ?

– Combien de ces demandes sont accordées et pour quelles raisons ?

– Combien de ces délais sont soumis à une médiation pourtant interdite par la Convention d'Istanbul ?

7) Combien de demandes/ordonnances le centre de médiation reçoit en matière de violence domestique et dans combien de cas le centre de médiation a accepté ces demandes de médiation ?

8) Est-ce que les juges de divorce ont accès aux plaintes déposées à la police concernant la violence domestique ? Est-ce qu'ils prennent en considération les circonstances de violence domestique dans leur décision ?

9) Toujours, en cas d'instance de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Quelle loi protège les victimes dans le cas où il n'y a pas eu de séparation de biens et que l'auteur de violences n'a jamais contribué au ménage tout en faisant des dettes aux frais de la victime ?

– Dans combien de cas le juge prend-il en compte les violences pendant l'instance de divorce ou de partage des biens ?

10) Combien d'audiences en moyenne sont nécessaires pour finaliser un divorce en cas de violence domestique ?

11) Combien de victimes de violence domestique en moyenne paient une pension alimentaire basée sur la loi sur le « secours entre époux » à leur ex-mari auteur des violences après le divorce ?

12) Combien de victimes de violence domestique perdent leur logement, voire sont à la rue, suite à un divorce ?

– Que fait l'État pour garantir un logement en sécurité aux victimes de violence domestique pendant la procédure de divorce ?

13) Combien de victimes de violence domestique en instance de séparation bénéficient d'une protection de la police ?

14) En cas de demande de séparation/divorce, dans le contexte de violence domestique, à quel taux s'estime le refus de séparation/divorce des auteurs de violences ?

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations permettant de constater si les violences augmentent ou perdurent suite à une séparation/divorce pour violence domestique ?

16) Quel est le taux de féminicide au Luxembourg ? – Quels sont les risques et taux de féminicide constatés par la police pendant la relation et suite à une séparation/divorce ?

17) Quelles mesures préventives l'État a-t-il mis en place pour prévenir le féminicide, surtout pendant la phase de séparation/divorce ?

18) Existe-t-il des chiffres et données sur les homicides commis par des victimes de violence domestique envers leurs partenaires violents ?

19) Dans l'affirmative, quel est le motif le plus généralement constaté en cas d'homicide et/ou féminicide dans le contexte de violence domestique ? Est-ce que « l'autodéfense » est actuellement considérée et reconnue dans la problématique de la violence domestique au Luxembourg ?

20) Combien de victimes se séparent tout de suite après un incident de violence domestique sans porter plainte ?

Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique | Question 8276 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

D'après le Rapport violence du comité de coopération : « Toute intervention policière conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention et, le cas échéant, à une expulsion avec rapport d'expulsion.¹² »

La loi prescrit que : « [...] Le procureur d'État avise la victime, dans les 18 mois de la réception de la plainte, des suites qu'il donne à l'affaire. [...] Toute victime a le droit, d'après les termes de la loi, d'être informée d'office du classement sans suites de sa plainte et de son motif.¹³ »

Devant ces faits je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

¹² Rapport au Gouvernement pour l'année 2022. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

¹³ Note d'information à l'attention des personnes victimes d'une infraction. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ministère de la Justice. 2010

1) Est-ce qu'un rapport d'intervention de la police prévaut au dépôt d'une plainte en police ?

2) Combien de plaintes en police (avec ou sans intervention policière) sont déposées par an en matière de violence domestique depuis les 5 dernières années ?

3) Est-ce que le parquet peut procéder à une expulsion en cas de violence domestique sans que les victimes ne portent plainte en police ?

4) En matière de violence domestique, le parquet a été saisi pour 1.420 dossiers en 2021 et 1.489 en 2022 : Combien en ont résulté en classement sans suite et quelles en ont été les raisons ? Combien de dossiers ont été poursuivis ? Combien de victimes ont été informées des suites données afin de pouvoir faire valoir leurs droits respectifs en déans les délais prévus ? Comment les victimes peuvent-elles faire valoir leur droit d'être informées du classement sans suite de leurs plaintes respectives ?

5) En consultant les chiffres des récents Rapports violence on constate que même pas 1/3 des interventions policières pour violence domestique résultent en une ordonnance d'expulsion par le parquet : Quels sont les critères pour qu'un procureur prononce une ordonnance d'expulsion ou pas ?

6) Toujours selon les mêmes données des Rapports violence, le nombre de récidives des auteurs de violence domestique est extrêmement élevé : Que fait le tribunal avec les auteurs qui ont récidivé 3, 4 ou même 5 fois ? Combien de récidives, expulsions ou avertissements sont nécessaires pour donner lieu à des poursuites pénales ?

7) Pourquoi les auteurs de violences ne sont pas poursuivis et sanctionnés, voire mis en détention tout de suite après une deuxième récidive/intervention policière et/ou deuxième expulsion ou avertissement ? Quelles contraintes ou ensemble de sanctions implique un avertissement qui n'est pas respecté ?

8) En 2022, 246 auteurs de violence domestique ont été expulsés. En 2021, il s'agissait de 249 expulsions. En 2020 on comptait 278 expulsions selon les Rapports violence respectifs : Combien d'auteurs de violence domestique expulsés ont été condamnés et emprisonnés ? Combien de récidivistes (59 en 2022, 46 en 2021 et 47 en 2020) ont été condamnés et/ou mis en détention ?

9) Combien d'auteurs de violence domestique mis en avertissement par le parquet (18 en 2021 et 11 en 2022) qui n'ont pas respecté leur consultation avec le service Riicht Eraus, ont été condamnés et emprisonnés ? Combien des 9 récidivistes parmi ces 18 auteurs avertis en 2021 et 5 des 11 en 2022 ont été condamnés et/ou mis en détention ?

10) Mesdames les Ministres s'expriment-elles en faveur du port du bracelet électronique pour les auteurs récidivistes et avertis afin de garantir la sécurité de la victime ?

11) Combien d'auteurs de violence domestique sont condamnés par année ? Et combien sont finalement mis en détention ? Parmi ceux condamnés à une peine de prison ferme, combien purgent/ont purgé l'entièreté de leur peine ?

12) Quel dispositif de mesures est mis en place pour protéger les victimes de violence domestique contre leurs agresseurs respectifs tout au long des procédures judiciaires entamées contre ceux-ci ?

13) Étant donné le nombre important de récidives, Mesdames les Ministres estiment-elles qu'un entretien obligatoire auprès des services compétents (Riicht Eraus, Croix-Rouge) après une expulsion est suffisant pour encadrer les auteurs de violence

domestique ? Combien d'auteurs expulsés continuent le suivi après le premier entretien ? Et pour combien de temps ? Combien de demandes volontaires Riicht Eraus reçoit en moyenne par an ?

14) Dans la mesure où l'État met à disposition des places en foyer pour auteurs de violence domestique expulsés, est-ce qu'un suivi psychologique et une surveillance policière leur sont imposés ? Combien de demandes pour ce genre de logement sont faites chaque année depuis 2020 ?

15) Comment les tribunaux responsabilisent-ils à l'heure actuelle les auteurs de violence domestique, et plus spécifiquement les récidivistes et récidivistes avertis ? Comment Mesdames les Ministres envisagent-elles de réduire le nombre de récidives ?

16) Combien d'auteurs de violence domestique au total sont récidivistes ?

17) L'application Bright Sky, qui permettrait à la victime d'appuyer sur un bouton qui informera la police de la géolocalisation du lieu de violence, est-elle fonctionnelle ? Si non, pourquoi ?

18) Que fait le Luxembourg pour atteindre les femmes migrantes victimes de violence domestique et les femmes de la communauté afro-descendante qui sont hésitantes de faire appel aux forces de l'ordre ou aux services d'assistance aux victimes de violence domestique par crainte de stigmatisation raciale et de répression (pour les sans-papiers) ?

19) Combien d'interventions policières, expulsions et plaintes ont été enregistrées dans un contexte où la victime de violence domestique a été une personne racisée ? Comment ces chiffres évoluent-ils par rapport aux chiffres concernant les mêmes aspects pour les victimes de violence domestique non racisées ?

20) Combien de plaintes déposées par des personnes racisées sont déclarées sans suite par rapport au nombre de plaintes déclarées sans suite par des personnes non racisées ?

21) De manière générale, les statistiques de la police tiennent-elles compte de l'origine ethnique et de la couleur de peau des personnes déposant plainte ? Dans la négative, pourquoi ces facteurs sociologiques ne sont-ils pas pris en considération ?

Violence judiciaire | Question 8277 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

1) Madame la Ministre de la Justice, combien de plaintes sont faites de manière générale par an auprès de l'Inspection générale de la police contre le comportement et les pratiques de la police pendant une intervention policière ou lors du dépôt de plaintes ? Quels sont le plus souvent les motifs de ces plaintes ?

2) Combien de plaintes auprès de l'IGP sont déposées dans le contexte d'une mauvaise prise en charge par la police de victimes de violence domestique et sexuelle ?

3) Combien de plaintes sont faites par des victimes de violence domestique à l'encontre du tribunal ? Quels sont les motifs de ces plaintes ?

4) Combien de procédures de taxation d'honoraires sont lancées de manière générale par an ?

5) Combien de plaintes par an sont généralement formulées auprès du barreau contre les avocats ? Quels en sont les motifs ? Combien de ces plaintes proviennent de victimes de violence domestique ? Quels en sont les motifs ?

6) Combien de ces plaintes envoyées au barreau par an sont acceptées ou refusées, notamment dans le cadre de la violence domestique ? Pourquoi ?

7) Le personnel au contact direct avec des personnes victimes et/ou auteurs de violence domestique ainsi que le personnel des instances judiciaires en charge de

dossiers relatifs à la violence domestique suivent-ils des formations en matière d'inégalités de genre et de prise en charge de victimes de violence domestique et basées sur le genre ?

8) Est-ce que ce personnel a obtenu une formation autour de la Convention d'Istanbul et de ses articles ?

9) Combien d'avocats qui traitent les dossiers des victimes de violence domestique sont formés en matière d'inégalités de genre et de violences basées sur le genre ?

10) Existe-t-il une liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique ?

11) Quelles sont les mesures en place pour éduquer et former les corps professionnels tels la police, les avocats et les autorités du tribunal, en matière de violence domestique ?

En matière de violences psychique, physique et sexuelle ou encore économique la législation luxembourgeoise prévoit des sanctions (en l'occurrence des mesures d'éloignement et d'interdiction d'approcher), des peines (divers articles dans le Code pénal¹⁴) ainsi que d'autres démarches dans le cadre du divorce¹⁵ et la partie civile.

12) Pour quelles démarches précitées est-ce qu'un avocat est obligatoire ? Est-ce tout au long de ces procédures individuelles ?

13) Combien de demandes pour les sanctions, peines et autres démarches précitées sont introduites par des victimes de violence domestique par an sur une période comprenant les 5 dernières années ? Pour combien de ces procédures demandées une audience est-elle accordée au tribunal ?

14) Concernant la partie civile, combien de demandes en moyenne portent sur un montant de dommages et intérêts supérieur à 10.000 euros ? Combien de demandes portent sur un montant inférieur à 10.000 euros ?

15) Combien de jugements dans toutes ces procédures précitées sont prononcés en faveur de la victime ? Combien d'auteurs de violence sont condamnés dans tous ces cas précités ? Combien d'appels y a-t-il contre les jugements ? Combien de jugements sont finalement accordés en faveur de la victime, dans le cas où l'auteur de violence n'a plus la possibilité d'aller en appel contre le jugement ?

16) Quel est le taux de non-poursuite et de non-condamnation des auteurs de violence dans toutes les matières en relation avec la violence domestique, procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies ?

La Convention d'Istanbul qui est entrée en vigueur au Luxembourg en décembre 2018 définit et pénalise les diverses formes de violence à l'égard des femmes ainsi que la violence domestique. Concernant les procédures judiciaires, la Convention prévoit que « (...) les États parties devront garantir que les droits des victimes seront respectés à toutes les étapes de la procédure et que toute victimisation secondaire sera évitée. »¹⁶ En plus des questions précédentes

également relatives à un risque de victimisation secondaire, j'aimerais poser d'autres questions qui concernent les démarches de la justice en faveur de la protection des victimes de violences et de la prévention de leur victimisation secondaire :

17) La présence de l'auteur de violences aux audiences est-elle obligatoire, sinon des sanctions sont-elles prévues en cas d'absence injustifiée ?

18) Dans la mesure où l'absence de l'auteur de violences aux audiences ralentit la procédure, les frais engendrés par la prolongation de la procédure incombent-ils entièrement aux auteurs de violences ? Si non, Madame la Ministre est-elle en faveur d'une telle mesure ?

19) Combien d'auteurs de violence domestique sont mis en détention préventive ?

20) En cas d'emprisonnement de l'auteur de violences et s'il ou elle est condamné(e) à payer des dommages et intérêts à la victime, quelles mesures sont en place pour garantir le paiement des dommages et intérêts au bénéfice de la victime ?

21) Les victimes de violences sont-elles systématiquement informées de l'incarcération ainsi que de la libération de leurs agresseurs ?

22) Quel est le rôle du SCAS, notamment le service victime et le service probatoire en matière de violence domestique ?

23) Combien de détenus pour violence domestique disposent d'une aide judiciaire gratuite ?

Réponse (08/11/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

I. Introduction

La lutte contre la violence domestique est une priorité du Gouvernement luxembourgeois.

Ensemble avec ses partenaires de terrain, le Gouvernement s'investit au quotidien pour briser le tabou qui continue à entourer le sujet de la violence domestique, à optimiser le dispositif de prise en charge des victimes et des auteur-e-s de violence domestique et à encourager un engagement sociétal visant à éliminer toute forme de violence.

À cette fin, le Gouvernement mise sur une approche globale et multidimensionnelle qui vise aux côtés de la prise en charge et de la protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs et la sensibilisation de la société entière en matière de violence domestique. Il s'agit là de développer la responsabilité civique et d'outiller le grand public à agir.

Le Gouvernement est convaincu que le modèle luxembourgeois centré autour de la prise en charge des victimes, permet au Luxembourg d'endiguer ce fléau sociétal et d'offrir une assistance de qualité à toute personne qui subit de la violence domestique. Le Gouvernement tient à mentionner dans ce contexte, le site de référence en matière de violence domestique « www.violence.lu » mis en place par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (ci-après « le MEGA ») comme plateforme digitale pour informer et sensibiliser sur toutes les facettes et formes de la violence à l'égard des femmes, des hommes et des enfants, couvertes par la Convention d'Istanbul, pour rassembler les informations de contact de tous les acteurs publics et non publics dans le domaine de la lutte contre la violence et pour informer sur le réseau d'aide et le cadre légal en vigueur.

C'est notamment par le biais de ce site accessible que les différents types de violence incriminés, dont la

violence domestique, sont expliqués. Au Luxembourg la violence domestique couvre deux types de violence : la violence conjugale, relationnelle ou amoureuse et la violence familiale. Elle ne se limite en outre pas à la violence physique mais inclut aussi la violence psychologique, la violence sexuelle, y compris le viol, la violence économique et la violence sociale. C'est notamment le Service d'assistance aux victimes de violence domestique (ci-après « le SAVVD ») qui recense sur base des déclarations des victimes les différents types de violence subis par les victimes de violence domestique. Ainsi, le Rapport violence de l'année 2022 indique que 4,6 % des victimes ont aussi subi des violences économiques.

II. Cadre légal

A. Droit matériel

L'un des piliers du dispositif luxembourgeois de lutte contre la violence domestique est le cadre légal efficace. Soulignons que toutes ces formes de violences sont condamnées par le Code pénal. Lorsqu'elles surviennent dans le cadre de la violence domestique prédéfinie, les sanctions appliquées sont plus sévères (circonstances aggravantes). Plus particulièrement, le non-respect des obligations alimentaires des parents envers leurs enfants et des conjoints entre eux est sanctionné par l'article 391bis du Code pénal (infraction d'abandon de famille).

B. Droits des victimes

De plus, les victimes de violence domestique, à l'instar de toute victime d'infraction, bénéficient d'un certain nombre de droits et de garanties procédurales, qui figurent par ailleurs sur la « Fiche Infodroit », disponible en 14 langues, distribuée par la Police grand-ducale à toute victime d'infraction. Cette fiche contient également les adresses et numéros de téléphone de services d'assistance juridique et sociale.

Plus particulièrement, toute victime a droit à une indemnisation de son préjudice (moral, matériel, financier, etc.) résultant de l'infraction pénale commise à son égard, en application des règles de la responsabilité civile. Cette indemnisation peut être obtenue soit par le biais d'une constitution de partie civile dans le cadre d'un procès pénal, soit par le biais d'une demande d'indemnisation présentée devant les juridictions civiles.

Dans ce contexte, la victime peut également demander une provision, qui est une somme allouée par le juge à titre provisionnel pour parer aux besoins urgents de la victime réclamant une somme plus importante en attendant la fixation de cette dernière par la justice. Une telle provision peut être demandée en justice dans le cadre d'une action en référé-provision.

Nonobstant le fait que la responsabilité pénale de l'auteur de violences domestiques n'a pas encore été établie à défaut d'une condamnation afférente, une demande en paiement de provision pour dommages causés du fait de blessures résultant de violences domestiques doit être accueillie par les tribunaux lorsque la responsabilité civile ne peut être sérieusement contestée. Tel est par exemple le cas lorsque l'auteur des violences domestiques a avoué les faits lui reprochés.

Concernant les frais de la victime, l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile dispose que « toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens [...] ». Le tribunal ne peut déroger à cette règle que par une décision spéciale et motivée. La condamnation de la partie succombant aux dépens intervient obligatoirement et d'office. En application du prédit article, les auteurs de violences sont, lorsqu'ils succombent en justice, condamnés à payer les dépens de justice.

¹⁴ cf. les articles 260-1 à 260-4 (actes de torture, traitement inhumain et dégradant), 327 à 330-1 (menaces par gestes ou emblèmes/menaces verbales ou par écrit), 371-1 (non-représentation de l'enfant), 391bis (abandon de famille), 442-2, 443 (diffamation ou calomnie), 448 (injure délit), 561 (injure contravention), 563 et 564 (voies de fait ou violences légères). Pour certaines formes de violences psychologiques, il existe des circonstances aggravantes en cas de violence domestique.

¹⁵ Art. 1011 du Nouveau Code de procédure civile (NCPC) et art. 214 du Code civil.

¹⁶ <https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/council-of-europe-convention-on-preventing-and-combating-violence-against-women-and-domestic-violence>

Contrairement à d'autres pays membres de l'Union européenne, le Luxembourg ne connaît pas des frais d'accès à la justice. Les dépens de justice sont assez faibles et ne constituent de ce fait pas une source de victimisation secondaire.

Les frais d'avocat ne font pas partie des dépens de justice. Par principe, chacune des parties au litige doit assumer seule la charge des honoraires de son avocat. Les honoraires d'avocat qu'une partie a dû exposer pour faire valoir ses droits peuvent toutefois constituer un préjudice réparable au titre de la responsabilité civile de droit commun. Les victimes de violences domestiques peuvent demander au tribunal l'attribution de dommages-intérêts au titre d'une faute commise par l'adversaire dans le cadre de l'introduction ou du déroulement d'une instance.

Outre des dommages-intérêts, les juridictions peuvent allouer, sur demande, une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. L'indemnité de procédure est fixée de façon forfaitaire en fonction de ce qui commande l'équité et non pas en fonction de l'évaluation d'un dommage qu'il conviendrait d'indemniser. L'indemnité de procédure peut être allouée pour couvrir tout type de frais non compris dans les dépens. Elle peut ainsi être allouée pour couvrir des frais d'avocat. Lorsque des dommages-intérêts couvrant l'intégralité des honoraires d'avocat exposés ont été alloués par la juridiction, l'indemnité de procédure ne peut être allouée qu'à un autre titre que celui des frais d'avocat.

L'indemnité de procédure comporte un fondement juridique et un objet distincts de ceux des dépens, de sorte que les juridictions ne peuvent pas statuer d'office comme pour les dépens. La question de l'allocation d'une indemnité de procédure doit être expressément déferée par la partie qui la réclame à la juridiction pour que cette dernière puisse statuer sur ce chef.

Lorsque la victime ne peut pas obtenir une indemnisation de son préjudice à un titre quelconque, notamment lorsque que l'auteur de violence domestique est insolvable ou inconnu, elle peut obtenir sous certaines conditions une indemnité à charge de l'État, en application de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse. La victime doit notamment avoir subi un dommage corporel ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois.

Le préjudice doit consister en un trouble grave dans les conditions de vie et il est présumé lorsque la personne a été victime d'un viol ou d'un attentat à la pudeur, et lorsque la personne mineure a été victime de la traite des êtres humains.

La demande doit être introduite par la victime, son assistant social ou son avocat dans un délai de 2 ans à compter de la date des faits ou à compter de la date de la décision de la juridiction qui a statué définitivement sur l'action publique (p. ex. le jugement de condamnation de l'auteur), ou à compter de la décision définitive sur les intérêts civils, si ces intérêts civils ont été toisés dans une décision séparée de la décision de condamnation de l'auteur.

La loi du 12 mars 1984 précitée prévoit également pour l'État un droit au remboursement des indemnités versées par celui-ci à charge de l'auteur.

Toute victime d'infraction a le droit de bénéficier d'une assistance judiciaire dans le cadre de sa constitution de partie civile sans condition de résidence au Luxembourg et quelle que soit sa nationalité (comme cela est le cas pour toute victime d'infraction pénale faisant l'objet d'une procédure pénale au Luxembourg). Il faut

que la condition de ressources insuffisantes soit néanmoins remplie. Une loi du 7 août 2023 a introduit l'assistance judiciaire partielle afin que les justiciables à revenus modestes, mais quelque peu supérieures au REVIS, puissent bénéficier de l'assistance judiciaire.

En 2021, 27 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, ces chiffres se rapportant aux assistances judiciaires accordées tant aux victimes de violence domestique qu'aux auteurs de violence domestique. En 2022, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, et jusqu'au 14 septembre 2023, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques en 2023. Parmi ces 61 assistances judiciaires, une a été retirée et aucune n'a été retirée avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance.

Concernant de manière plus générale le droit à l'assistance d'un avocat, il n'existe pas de liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique, mais les avocats du Barreau de Luxembourg peuvent être recherchés dans l'annuaire de l'Ordre accessible librement sur le site Internet du barreau, suivant leurs activités préférentielles. Le Barreau de Luxembourg fournit également au public une liste d'avocats pour enfants, avocats formés par le Barreau de Luxembourg, dont les professionnels peuvent également traiter de la question des violences domestiques concernant des mineurs.

Le Barreau de Luxembourg participe et organise également tous les samedis matin un accueil gratuit au public durant lequel les questions de violence domestique sont aussi traitées.

Enfin, la victime a le droit d'être informée des suites de la procédure pénale. Elle est informée d'office du classement sans suite et de son motif (article 4-1 du Code de procédure pénale) et est informée directement par le parquet si l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une mise en détention, d'un avertissement ou d'une citation à l'audience. En outre, si l'auteur de violences domestiques a été condamné à une peine privative de liberté, la victime est informée, sur demande, de toute mesure d'aménagement de peine comportant une remise en liberté de l'auteur (article 673 (8) du Code de procédure pénale).

Si une victime souhaite avoir des informations sur son dossier elle peut également s'adresser directement au parquet.

C. Chaîne d'intervention et procédure pénale

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique se distingue par sa sévérité et son efficacité. Le cadre légal luxembourgeois définit en effet de manière claire et transparente la chaîne d'intervention en matière de violence domestique allant de l'expulsion de l'auteur à la prise en charge des victimes de violences majeures et mineures (obligatoire pour ces dernières) par le SAVVD qui est informé de la mesure d'expulsion et l'obligation de l'auteur de prendre contact avec le service prenant en charge les auteurs de violences domestiques, une copie du rapport de police étant également adressée à un service prenant en charge les auteurs de violence domestique (le service Riicht Eraus de la Croix-Rouge).

L'expulsion de l'auteur ordonnée par le substitut de service du parquet, est la première mesure pour mettre en sécurité la victime. Cette décision permet en effet à la victime de rester dans son environnement et logement habituels, tout en interdisant à la personne expulsée de retourner au domicile familial pendant une période initiale, mais prolongeable, de 14 jours, de prendre contact avec la victime et de s'en

approcher. Lors d'une expulsion la personne protégée reçoit une fiche d'information dans une langue qu'elle comprend indiquant la durée de la mesure d'expulsion ainsi que les coordonnées du SAVVD, qui contacte d'office, dans chaque cas, les victimes pour leur offrir une assistance éventuelle. Un rapport d'intervention sommaire est, par la suite, transmis au parquet. Tant le SAVVD que le service Riicht Eraus transmettent un rapport sommaire au parquet indiquant si la victime respectivement l'auteur a ou non pris contact avec le service et si un entretien avec le service a eu lieu par la suite.

Une telle mesure d'expulsion peut être prise à l'égard de toute personne cohabitant dans un cadre familial avec la victime. La décision d'ordonner ou non une expulsion est prise sur base des constatations des agents de police sur place et en fonction du danger d'atteinte à l'intégrité physique de la/des victime(s), sans qu'il soit obligatoire que la victime dépose une plainte.

Dans les cas de violences/menaces graves, une arrestation de l'auteur des violences conjugales peut dans tous les cas être ordonnée par le substitut de service, ceci en complément d'une mesure d'expulsion.

La demande d'interdiction de retour consécutive à l'expulsion peut être demandée par la personne protégée par simple requête au juge aux affaires familiales.

En 2022, 246 auteurs ont été expulsés de leur domicile. 113 demandes d'interdiction de retour au domicile suite à une mesure d'expulsion ont été introduites auprès des juges aux affaires familiales des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch. 130 prolongations d'interdiction de retour au domicile ont été ordonnées en 2022 (demandes introduites en 2021 et en 2022). Une telle demande peut être formulée directement par la victime, avec le soutien du SAVVD ou par un avocat – un choix qui dépend in fine de la volonté de la victime, l'assistance par un avocat n'étant pas obligatoire dans le cadre d'intervention de la justice en cas de violences domestiques.

Outre l'expulsion, l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une procédure pénale de droit commun. Chaque procès-verbal relatif à la violence domestique, qu'il y ait eu expulsion ou non, est distribué à un substitut spécialisé de la section jeunesse/famille du parquet qui décide des suites à donner à ce dernier en fonction de la gravité des infractions constatées. À noter que les procès-verbaux relatifs au même auteur/même victime sont centralisés auprès du même substitut – que ce soit relatif à des infractions commises tant pendant qu'après la cohabitation (harcèlement obsessionnel, infractions à l'article 439 du Code pénal – violation du domicile, etc.).

De plus, de manière générale, la Police grand-ducale lutte au quotidien contre les violences domestiques et travaille en étroite collaboration avec divers acteurs tels que le parquet ou encore les services sociaux afin de garantir un soutien adéquat aux victimes et de s'assurer que les auteurs soient effectivement poursuivis et sanctionnés.

Parmi les dispositifs mis en place au sein de la Police grand-ducale, il convient de mentionner la cellule Recherche fugitifs et protection des victimes (RFPV) du Service de police judiciaire. Cette cellule assure la protection des victimes de violence domestique qui ont été exposées à des menaces extrêmes représentant un danger réel et imminent pour l'intégrité physique. Les membres de la cellule, en étroite collaboration avec d'autres unités de la police, sont chargés de prendre les mesures les plus appropriées afin de garantir la sécurité des victimes, ainsi que des personnes vivant avec elles-ci.

Il est à souligner que le fait de se trouver en instance de séparation n'est pas un critère clé pour la mise en

place de mesures de protection spécifiques. En général, la cellule RFPV assure la protection de toute personne se trouvant en situation de danger extrême, réel et imminent et contre laquelle une attaque pourrait avoir lieu à tout moment. La cellule assure également la protection des témoins, ainsi que l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

La cellule réalise de nombreuses évaluations de risque et décide, en étroite collaboration avec le parquet du tribunal d'arrondissement concerné, si des mesures de protection sont nécessaires.

La cellule RFPV ne dresse pas de rapport d'activités séparé de celui de la Police grand-ducale. Par contre, il est précisé que depuis 2020, deux victimes de violence domestique en instance de séparation ont bénéficié d'une protection de la cellule RFPV.

Parallèlement ou à la suite d'une procédure d'expulsion ou d'une procédure pénale, il est fréquent que la victime introduise une demande de divorce. Il convient de préciser tout d'abord que depuis la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, le divorce est prononcé en tout état de cause, sans qu'une faute quelconque ne doive être établie, le constat de la rupture irrémédiable des relations conjugales étant suffisant. L'existence d'actes éventuels de violence domestique n'a dès lors aucun impact sur le prononcé du divorce. De plus, il n'existe pas de possibilité légale d'empêcher le prononcé du divorce.

L'article 1007-35 du Nouveau Code de procédure civile prévoit cependant des mesures spécifiques pour les divorces si un conjoint a été condamné par une décision ayant acquis force de chose jugée pour un fait visé à l'article 250 ou 251 du Code civil ou lorsqu'un conjoint a déposé plainte pour un fait visé auxdits articles. En effet, dans ce cas, le juge aux affaires familiales ne peut pas ordonner de médiation, ni un délai de réflexion en cas de contestation de la rupture irrémédiable des relations conjugales. La médiation pénale est également exclue, de sorte que le Centre de médiation ne reçoit aucun dossier relatif à des violences domestiques.

Les articles 250 et 251 du Code civil prévoient la perte du droit à une pension alimentaire, respectivement la perte des avantages matrimoniaux pour le conjoint condamné pour certaines infractions ou tentatives de certaines infractions énumérées par le Code pénal (dont les violences sexuelles et les violences domestiques) commises pendant le mariage à l'encontre du conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, sur demande de l'autre conjoint.

Les juges aux affaires familiales ont par ailleurs accès aux plaintes déposées à la police concernant les violences domestiques, soit par l'intermédiaire des parties au procès, soit par le biais des articles 1007-6 (2) et 1007-56 en ce qui concerne les décisions sur l'autorité parentale et l'exercice du droit de visite et d'hébergement. Ces articles prévoient la possibilité de communication d'informations relatives à la violence domestique ou à une éventuelle procédure de protection de la jeunesse par le procureur d'État au juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales a accès à la base de données JUCHA relative aux mineurs dans laquelle se trouvent listés l'intégralité des rapports d'enquête sociale, signalements, procès-verbaux de police et décisions du juge de la jeunesse reprenant partant l'intégralité des informations disponibles sur le mineur et notamment les incidents de violence domestique auxquels ce dernier a pu être confronté.

Comme pour les autres affaires, le juge aux affaires familiales apprécie dans une affaire de violence domestique toutes les circonstances lui soumises dans le respect des règles de preuve et du contradictoire pour parvenir à une décision. Les décisions doivent être motivées sur base des éléments du dossier et les pièces fournies par les parties.

Il est précisé que la présence de l'auteur aux audiences pénales et aux audiences du juge aux affaires familiales n'est pas obligatoire. Lorsque l'auteur ne comparait pas alors qu'il a été convoqué par une notification à personne, la décision prise à son encontre sera réputée contradictoire et il ne pourra pas former opposition à l'encontre de la décision malgré son défaut de comparution.

L'auteur peut également bénéficier d'une assistance judiciaire pour ces procédures, étant précisé que si l'auteur se trouve en détention, l'assistance judiciaire lui est octroyée indépendamment de son revenu, sans préjudice du droit de l'État de demander le remboursement des frais avancés si l'auteur revient à meilleure fortune après sa libération.

Le service de probation du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») met en place le suivi et le contrôle des personnes condamnées à une mesure probatoire (sursis probatoire, libération conditionnelle, contrôle judiciaire, etc.), soutient et vise la réhabilitation ainsi que la réinsertion des détenus libérés.

III. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence et collecte de données

Outre la définition de la chaîne d'intervention en cas d'expulsion, la loi modifiée du 8 septembre 2003 a instauré le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (ci-après « Comité violence ») qui a pour missions de veiller à la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique, de centraliser les statistiques et d'examiner de problèmes éventuels au niveau de son application pratique. Tous les acteurs qui ont un rôle actif dans la chaîne d'intervention y sont représentés, y inclus des représentants des autorités judiciaires, de la police des services prenant en charge victimes et auteur-e-s de violence domestique. Aujourd'hui le Comité violence est un acteur essentiel dans la lutte contre la violence, la collecte des données et le travail de réseautage. C'est sur base de son ancrage dans le dispositif de lutte contre la violence domestique, du fait que tous les acteurs clés y sont représentés, et de la possibilité d'inviter des expert-e-s externes, que le Gouvernement ne voit à ce stade aucune nécessité directe et urgente de réformer ce comité ou de l'élargir par d'autres acteurs de terrain.

Par rapport à la collecte de données assurée elle aussi par le Comité violence, le Gouvernement est d'avis que les chiffres disponibles en matière de violence domestique permettent d'analyser la prise en charge de victimes et d'auteurs, de prendre des décisions réfléchies, et d'évaluer de manière concise le dispositif en place. C'est notamment le rapport annuel au Gouvernement publié par le Comité violence qui fournit une image détaillée et complète de l'évolution en matière de violence domestique au Luxembourg. Il est à noter toutefois que la Police grand-ducale ne fait pas de distinction de genre ou d'origine ethnique dans l'exécution de ses missions, de sorte qu'il n'existe pas de statistiques sur les féminicides, qui ne constituent d'ailleurs pas une infraction spécifique au sens du Code pénal, ni sur l'origine des personnes déposant plainte.

Ce rapport, qui inclut aussi des recommandations concrètes au Gouvernement, est ainsi le recueil officiel de données en la matière et permet au Gouvernement

de réformer le dispositif de lutte contre la violence domestique en cas de besoin.

Ces données sont d'ailleurs complétées par les chiffres collectés par l'Observatoire de l'égalité entre les genres mis en place par le MEGA en 2022, qui regroupe aussi des données d'autres acteurs et institutions prenant en charge les victimes et auteurs de violence domestique en dehors du cadre prévu par la loi modifiée du 8 septembre 2003.

Grâce à ce recueil très détaillé de données par rapport à l'évolution de la violence domestique décrit ci-dessus, le Gouvernement est d'avis qu'il n'est à ce stade pas nécessaire d'étendre la collecte des données institutionnalisées par d'indicateurs supplémentaires, mais plutôt de revoir le recueil des données en vue d'une future harmonisation.

Il convient néanmoins d'apporter quelques précisions quant à certains des chiffres demandés.

En 2022 il y a eu 55 plaintes et 12 condamnations en première instance pour infractions à l'article 391bis du Code pénal.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Concernant la collecte des données par rapport aux nombres de dossiers dont le parquet a été saisi (1.489 en 2022) en comparaison avec le nombre de jugements (159), il convient de noter que chaque procès-verbal dressé est compté comme une affaire mais que plusieurs de ces affaires/procès-verbaux entrants au parquet peuvent concerner une seule et même personne de sorte que ces affaires sont jointes dans une audience pénale et il en résulte un seul et unique jugement avec une seule condamnation à comptabiliser.

Concernant le nombre de jugements en matière de violence domestique, le tableau ci-dessous reprend le nombre de condamnations pour violences domestiques des années 2020 à 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Afin de pouvoir tenir compte des décisions définitives et ainsi des personnes condamnées au cours d'une année, il faut considérer les inscriptions au casier judiciaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La différence entre le nombre de jugements/arrêts prononcés et les inscriptions au casier judiciaire s'explique par le fait que dans le tableau 4 tous les jugements rendus sont comptés (s'il y a eu opposition sur un jugement, deux jugements sont comptabilisés), et non seulement la dernière décision (jugement ou arrêt) devenue exécutoire, qui est la seule comptabilisée dans le tableau 5.

Les tableaux suivants renseignent sur la nature des peines prononcées :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les tableaux suivants renseignent le nombre d'instructions ouvertes en matière de violence domestique et harcèlement obsessionnel au total et avec mandat de dépôt et contrôle judiciaire :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est à noter que depuis 2020, un homicide a été commis par une victime de violence domestique envers son partenaire. Les motifs de la violence sont majoritairement l'honneur blessé, une jalousie extrême ou des troubles mentaux de l'auteur.

Concernant la collecte des données par rapport à la situation financière des victimes de violence domestique, il convient de préciser que le SAVVD se limite à saisir des données par rapport au statut professionnel de leurs usagèr-e-s, sans pour autant collecter des informations salariales détaillées des personnes prises en charge. Ainsi, il n'est à ce stade pas possible de déterminer de manière précise le lien entre le niveau de salaire d'une victime suivie par le SAVVD et sa décision de quitter une relation violente ou de retourner chez un partenaire violent, une information qui n'aurait d'ailleurs aucun impact direct sur le traitement égalitaire des victimes et leur prise en charge personnalisée.

Rappelons dans ce contexte que la mission du SAVVD est principalement d'informer, guider et conseiller les victimes de violence domestique sur leurs droits et perspectives, d'assurer leur prise en charge psychosociale et de les accompagner dans leurs démarches chez la police, l'avocat, le tribunal ou d'autres services sociaux spécialisés. Cette approche personnalisée ambitionne à promouvoir des interventions efficaces et durables contre la violence domestique, à interrompre le cycle de la violence, à mettre en sécurité la victime et à élaborer un plan de protection personnel pour la victime et ses enfants. Une offre qui n'est jamais statique mais est toujours adaptée aux besoins et attentes de la victime et les spécificités de son cas individuel.

S'il est certes vrai que la situation économique et financière d'une victime a un impact sur ses décisions futures, il est néanmoins difficile de juger à quel point le niveau de salaire est déterminant pour une séparation d'un partenaire violent ou pas. Cette séparation est avant tout une décision individuelle, qui dépend de facteurs personnels propres à toute victime. Des obstacles éventuels au départ peuvent avoir un lien avec la situation économique, sociale ou financière de la victime, mais aussi avec le souhait de maintenir l'unité familiale et une relation affective, la peur de jugements ou d'un isolement social ou même l'espoir que la situation pourra s'améliorer. À cela s'ajoute qu'un départ en urgence est rarement un départ définitif et qu'une victime peut faire plusieurs aller-retours avant de se séparer définitivement. Ce comportement peut être expliqué par le modèle du cycle des violences qui explique l'évolution des violences dans le temps.

IV. Assistance des victimes et sensibilisation

Pour le Gouvernement, il est important que toute victime reçoive une assistance indépendamment de son statut social, son état civil, sa situation économique et le fait de faire une plainte ou pas. Rendre assistance à une personne en détresse est toujours au centre de l'intérêt de nos gestionnaires.

Dans ce même ordre d'idées, le Gouvernement rappelle le lancement de la stratégie gouvernementale pour renforcer le dispositif de protection contre la violence domestique en novembre 2021. Un document qui souligne davantage la volonté de renforcer et d'adapter le dispositif en place et sa réactivité par rapport à des demandes de nos acteurs opérationnels prenant en charge victimes et auteurs de violence. Au lieu d'introduire le « modèle espagnol », qui est d'ailleurs similaire au nôtre, le Gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux renforcer le « modèle luxembourgeois » qui a non seulement fait ses preuves mais qui est aussi adapté au contexte national.

Cette volonté est reflétée dans la stratégie commune des Ministères de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Justice et de la Sécurité intérieure susmentionnée, qui regroupe des mesures et actions à implémenter à court, moyen et long terme pour renforcer et améliorer la protection des victimes, la prise en charge des auteurs et la sensibilisation du grand public. Ainsi, il a été proposé par le Gouvernement :

- d'adapter la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique pour rendre obligatoire le suivi psychologique des auteur-e-s assuré par le service d'aide aux auteurs de violence domestique Riicht Eraus ;

- d'introduire progressivement le placement sous surveillance électronique des auteurs de violences domestiques pendant la phase présentencielle ;

- d'intensifier l'information, la sensibilisation et la prévention en matière de violence domestique aussi par rapport à des victimes de pays tiers, y inclus envers des femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou étant en séjour illégal. Réitérons dans ce contexte, que toute victime de violence domestique a accès à nos centres de consultation et reçoit de l'assistance indépendamment de son statut légal et ses origines.

Les campagnes de sensibilisation et les différents outils d'information à disposition du MEGA visent toujours la société entière et prennent aussi en compte la situation linguistique et la multiculturalité de la société luxembourgeoise. Il convient toutefois de souligner que le MEGA collabore aussi avec l'Office national de l'accueil et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (ci-après « MIFA ») pour sensibiliser de manière directe des ressortissants de pays tiers et de manière indirecte par la formation des personnes en contact direct avec de telles personnes. Les attachés de justice suivent aussi une formation en matière de violence domestique et dans le cadre de leur formation continue, les magistrats peuvent suivre une formation à l'École nationale de la magistrature en matière de violences au sein du couple. Le barreau et la Conférence du jeune barreau organisent régulièrement des formations dans ce domaine. Soulevons en outre la participation à la journée d'information et d'orientation du MIFA, les échanges réguliers avec la Direction de l'immigration et aussi l'organisation d'une journée d'information sur la violence domestique en collaboration avec le CLAE en date du 2 décembre 2023.

Il importe par ailleurs de noter que la police veille à ce que ses membres soient adéquatement formés en matière de violence domestique. Cette matière fait partie intégrante de la formation à l'École de police. Ces formations ont comme cadre de référence la loi sur la violence domestique et couvrent de ce fait toutes les victimes, quel que soit leur genre. Les cours relatifs au droit pénal et à la violence domestique comprennent bien entendu les modifications apportées au Code pénal suite à la Convention d'Istanbul relative à la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Il est aussi prévu d'adapter la pièce de théâtre sur la violence domestique pour la rendre plus accessible pour des personnes migrantes et pour inclure aussi des sujets plus spécifiques sur leurs demandes et besoins, tels que les violences basées sur le genre et les pratiques culturelles néfastes.

Le barreau s'associe également depuis plusieurs années au Conseil national des femmes de Luxembourg dont la campagne vise à sensibiliser le grand public à la violence envers les femmes et les filles pour mettre fin à la violence sexiste.

Durant cet événement qui se déroule durant le mois de novembre de chaque année, le barreau placarde sur sa façade des banderoles « Lët'z say NO to violence against women » et relaye auprès de ces membres les initiatives et événements organisés pour cet événement.

En ce qui concerne l'application « Bright Sky », il convient de préciser que cet outil a été développé par l'association Femmes en détresse avec le soutien financier et technique de la Fondation Vodafone. Si

différents ministères ont certes été consultés lors du processus de développement de cette application, cet outil n'a reçu aucun financement de la part du Gouvernement et les différents ministères ne sont pas impliqués dans sa gestion.

Un autre pilier de cette approche globale est la prise en charge des victimes par le réseau de partenaires qui gèrent des structures d'accueil et des centres de consultations à travers tout le pays. Le Service d'aide aux victimes du SCAS occupe également une place importante au sein de ce réseau, étant donné qu'il offre un accompagnement et une information aux victimes, ainsi qu'un suivi psychologique et psychothérapeutique aux victimes et à leurs proches.

Ce dispositif s'adresse aux victimes adultes et mineures, tant aux femmes qu'aux hommes, en situation de détresse, dont prioritairement des victimes de violences et offre des consultations notamment psychologiques, pédagogiques, juridiques et une aide dans les démarches administratives, y inclus auprès de l'ADEM et des offices sociaux – il s'agit là en effet d'un genre d'assistance sociale intégrale comme celle promue par le modèle espagnol.

Toute victime majeure ou mineure qui a subi des violences psychique, physique, sexuelle ou économique dans un cadre domestique ou familial et indépendamment de toute considération d'ordre idéologique, philosophique ou religieux peut recevoir un accompagnement personnalisé.

Une prise en charge qui a différents objectifs : être à l'écoute des victimes, améliorer leur qualité de vie, élaborer un nouveau projet de vie et renforcer leurs compétences psychiques et sociales en vue de reprendre une vie quotidienne autonome sans violence.

Les modalités de la prise en charge de femmes victimes de violence domestique, dont les conditions d'admission, les prestations à fournir et les responsabilités du gestionnaire sont en outre détaillées dans des conventions annuelles telles que prévues par le règlement grand-ducal du 19 mars 1999. Les conventions signées entre le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et ses gestionnaires, financés à 100 %, assurent une prise en charge professionnelle, cohérente et de qualité.

Outre cette assistance sociale intégrale et la prise en charge psychosociale, les gestionnaires du MEGA gèrent des centres d'accueil classiques offrant un logement urgent aux victimes et des logements de deuxième phase qui peuvent accueillir des usagères plus autonomes suite à leur départ d'un centre d'accueil. Cette option s'applique d'ailleurs surtout aux victimes qui ne bénéficient pas d'une expulsion, leur permettant de rester dans leur domicile, et qui ont par conséquent besoin d'un logement temporaire suite à la séparation de leur partenaire ou suite à un incident de violence. Soulignons dans ce contexte, que toute victime de violence est accueillie.

À ce jour, les gestionnaires du MEGA disposent de 166 lits dans des centres d'accueil pour femmes avec ou sans enfants et de 15 places auprès de « InfoMann » pouvant accueillir des hommes en détresse avec ou sans enfants. Notons que le service prend en charge les auteurs de violence domestique « Riicht Eraus » par le biais de son service « Hold » qui accueille en moyenne six hommes par an sous condition qu'ils acceptent un suivi thérapeutique. Notons que les centres d'accueil pour victimes de violence domestique disposent tous d'une adresse secrète pour assurer un hébergement en sécurité. À cette fin les usagèr-e-s sont aussi informé-e-s de différentes mesures de sécurité définies dans leur règlements internes et les services disposent d'outils pour pouvoir identifier d'éventuelles applications de

localisation sur leurs téléphones pour éviter le dévoilement des adresses.

À cela s'ajoutent 95 logements de deuxième phase que les gestionnaires peuvent mettre à disposition de femmes prêtes à quitter le centre d'accueil classique offrant un encadrement psychosocial intensif pour une structure offrant plus d'autonomie aux usagères. En 2023, la Fondation Pro Familia a ouvert des logements supplémentaires pouvant accueillir une vingtaine de familles, un projet qui aura un impact considérable sur la liste d'attente existante sur laquelle figurent en moyenne une cinquantaine de femmes avec ou sans enfants.

Dans ce contexte, il est pourtant aussi important de rappeler que toute femme admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux, car l'accueil dans un foyer doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester le principal objectif.

Vu cette offre complète de logements, qui inclut d'ailleurs la possibilité de loger des victimes de manière urgente et temporaire dans des hôtels, le Gouvernement ne planifie à présent pas d'introduire une priorisation spécifique pour victimes de violence domestique par rapport à l'accès au logement abordable. Cette décision est aussi basée sur la volonté du Gouvernement de traiter toute personne en détresse de manière égale et de ne pas introduire un genre de classement des « vulnérabilités ». Le Luxembourg dispose par le biais des gestionnaires du MEGA d'ores et déjà de plus de 300 places pouvant accueillir des femmes et hommes en détresse avec une priorité pour victimes de violence domestique ce qui répond largement aux besoins identifiés.

De ce qui précède le Gouvernement estime que le modèle luxembourgeois est non seulement bien rodé, réactif et flexible, mais qu'il offre aussi une prise en charge professionnelle pour toute victime de violence domestique et une panoplie de services permettant leur rétablissement psychosocial et le développement d'un nouveau projet de vie.

Effectif de la Police grand-ducale | Question 8278 (31/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Am Kontext vum Personalengpass bei der Police wéilt mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell vum Déngscht suspendéiert?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell an engem onbezuelt Congé (Congé sans traitement pour raisons personnelles)?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell net am Déngscht weinst engem méi laange „congé de maladie“?

Réponse (21/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Follgend Zuele kann ech den honorabelen Deputéierten, op de Stéchedatum vum 1. September 2023 gekuckt, matdeelen:

– 18 Poliziste si vum Déngscht suspendéiert (Art. 15 vum Disziplinargesetz),

– 35 Poliziste sinn an engem onbezuelt Congé, sief et aus perséinlechen oder aus beruffleche Grënn (Art. 30 an 31.-2 vum Staatsbeamtestatut),

– 24 Poliziste sinn an engem laange Krankeschäi vu méi wéi 6 Wochen (Art. 22 Abschnitt 6 vum Staatsbeamtestatut).

Hausse des importations de GNL russe | Question 8279 (01/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Paul Galles** (CSV)

Laut engem Pressecommuniqué vun der ONG „Global Witness“ importéiert d'Europäesch Unioun aktuell méi Flësegäerdgas aus Russland wéi virum Iwwerfall op d'Ukrain. An den éischte 7 Méint vum Joer wier d'Quantitéit mat 22 Milliounen Kubikmeter LNG aus Russland ëm 40 Prozent eropgaangen – par rapport zum selwechten Zäitraum 2021, virum Ukrainkrich.

An deem Kontext wéilt mir follgend Froen un den Här Energieminister riichten:

1. Trëfft déi beschriwwen Entwécklung beim Import vu russeschem Flësegäerdgas op EU-Niveau och op Lëtzebuerg zou?

– Wa jo, ëm wéi vill Prozent ass den Import vu Lëtzebuerg am genannten Zäitraum par rapport zu 2021 eropgaangen a wat sinn d'Grënn dofir?

2. Wéi gesäit d'Strategie vum Import vu Flësegas fir déi kommend Méint aus?

3. Mat Bléck op de kommend Wanter, wéi wäit sinn d'Gasspäicher zu Lëtzebuerg aktuell gefëllt?

Réponse (18/10/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Joer 2021 gouf de Lëtzebuerg Gasverbrauch zu ronn 80 % iwwer d'Belsch gedeckt an de Rescht iwwer Däitschland. Däitschland war an deem Joer duerch déi verschidde Pipelinen a Kontrakter nach ee vun de weltwäit gréissten Importateure vu Gas aus russescher Produktioun. De Gas aus der Belsch hat säin Ursprung gréisstendeels aus Norwegen. Och wann en Traçage vu Gasmoleküllen an engem europäesch interconnectéierte Reseau net exakt méiglech ass, gëtt et statistesch Methoden, fir d'Origine vum Gas ze estiméieren. Esou huet Bruegel fir 2021 estiméiert, dass 13,8 % vum Lëtzebuerg Gas ursprénglech aus Russland koumen¹⁷. Et ass gläichzäitig ze bemierken, dass dës Estimatiounen reng op physische Flëss, an net op kontraktuelle Relatiounen baséieren. Weeder an der Vergaangenheet, nach aktuell hunn d'Lëtzebuerg Fournisseuren direkt kommerziell Relatiounen mat russesche Liwweranten.

Déi staark Reduktioun vum Import vu russeschem Pipeline-Gas an d'EU iwwer déi lescht Méint (méi wéi 40 % am Joer 2021 op elo manner wéi 10 %) gouf zum gréissten Deel iwwer Consumatiounsreduktiounen kompenséiert. Och Lëtzebuerg huet am leschte Wanter 26,3 % manner Gas wéi an der 5-järeger Referenzperiod verbraucht an doduerch och zu enger méi niddereger Ofhängegkeet vu Gasimporter bäigedroen. Gläichzäitig goufen an Europa d'LNG (Liquified Natural Gas) Infrastrukture genotzt a weider ausgebaut, fir d'europäesch Versuergungssécherheet ze stäerken. De gréissten Undeel vum LNG-Importer an Europa kënn mat 48 % dobäi aus den USA. Och wann ca. 14 % vum LNG an der EU aus Russland kommen, läit den insgesamten Undeel vu russeschem LNG an der EU-Gasconsumatioun nëmme bei 6 %. Absolutt ass de Verbrauch vu russeschem Gas an der EU vum insgesamt 150,2 bcm am Joer 2021 op 28,5 bcm am Joer 2023 (Januar bis inklusiv August) zréckgaangen.

Op Nofro hin huet de gréisste Lëtzebuerg Gasimportateur matgedeelt, dass fir 2023 fir ronn 80 % vum Lëtzebuerg Verbrauch Transportkapazitéite fir d'Liwwerung vu Gas an Norwege gebucht sinn. De Rescht vum Verbrauch gëtt iwwer verschidden aner

Sourcen am Belsch-Lëtzebuerg Marché gedeckt, wou den Undeel vu russeschem LNG an der Consumatioun bei aktuell 10 % läit. Et kann deementspriedend estiméiert ginn, dass Lëtzebuerg aktuell en Undeel vun ca. 2 % vu russeschem LNG a senge Gasmengen huet.

ad 2. Déi wichtegst Strategie ass, d'Importofhängegkeet duerch eng generell Reduktioun vum der Gasconsumatioun an Europa ze reduzéieren, esouwuel duerch Energieeffizienzmoossnamen wéi och duerch Elektrifizierungsmesuren.

Do dernieft wäert d'EU och weider staark op LNG setzen, fir dee Gas ze kompenséieren, deen historesch iwwer Pipelinen aus Russland an Europa koum. Esou hunn zum Beispill Däitschland, Frankräich, d'Belsch an Italie konkret Pläng, fir bis den Hierscht 2024 hir LNG-Infrastrukture weider auszubauen. Um globalen LNG Marché sinn och eng Rei nei LNG-Produktionsanlagen geplangt, déi an de Joren 2024 a 2025 a Betrib geholl solle ginn. Hei plangen zemoools d'USA e gréisseren Ausbau. Fir vun dësen Anlagen ze profitéieren, ass d'EU am enken Echange mat dëse Länner.

ad 3. Et ass wichteg ze bemierken, dass et zu Lëtzebuerg aus geologeschen Ursaache keng Gasspäicher gëtt. Fir de kommend Wanter ass d'Situatioun an Europa par rapport zu de Gasspäicher ganz gutt. Déi europäesch Späicher sinn zu ronn 94 %¹⁸ gefëllt an domadder ass dat europäesch Zil aus dem Artikel 6bis vum „règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n° 994/2010“, dass d'Gasspäicher bis den 1. November zu mindestens 90 % mussen opgefëllt sinn, schonn erreecht.

D'Fournisseuren, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sinn awer duerch den Artikel 6quater vum selwechten europäesche Kader an der entsprecherender nationaler Ëmsetzung vun dëser Dispositioun gebonnen, eng Partie vun der Demande vun hire Clienten an auslännesche Gasspäicher ze späicheren. Fir dëser Obligatioun nozekommen, notzen d'Fournisseure gréisstendeels Gasspäicher an Däitschland, awer och a Frankräich. An dëse Länner sinn d'Späicher am Moment zu 94 % an 90 % gefëllt.

Compensation de l'index | Question 8280 (01/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch den Tripartitt-Accord 3.0 gëtt d'Indextranche, déi nach virun Enn des Joers soll falen, dem Patronat duerch d'Mutualité des employeurs kompenséiert. D'Patrone kréien also bis den 31.1.2024 d'Indextranche iwwer d'Reduktioun vum der Cotisatioun erëm.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Mëtzelstand, Wirtschaft a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung mat dem Patronat iwwer d'Erhéijung vun de Präisser geschwat? Wäert d'Patronat vun enger Erhéijung ofgesinn, esoulaang d'Kompensatioun leeft?

2. Wéi gesäit et mat den Altersheemer aus, wou d'Regierung festgehalten hat, dass d'Präisser bis op Weideres net duerch erhéichten Energiepräisser klammen dierfen?

3. Mussen d'Firmen op d'Rechnungen dobäi schreiwen, wann se hir Präisser duerch déi kompenséiert Indextranche héijen? Kann de Client géint esou eng Erhéijung reklaméieren?

¹⁷ <https://www.bruegel.org/blog-post/preparing-first-winter-without-russian-gas>

¹⁸ <https://agsi.gie.eu/>

Réponse (20/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Den Tripartitt-Accord, deen de 7. Mäerz 2023 ënnerschriww gouf, gesäit vir, datt de Staat, iwwer d'Mutualité des employeurs, vum Ausléise vun der 3. Indexbranche am Joer 2023 bis Januar 2024 mat, den zousätzleche Käschtepunkt fir dës Indexbranche iwwert déi genannt Period wäert kompenséieren.

D'Zil vun dëser Mesure ass, datt d'Ausléise vun der 3. Indexbranche finanziell ofgefiedert gëtt, fir datt d'Be- triber Zäit hunn sech unzepassen.

Dës Mesure gräift fir all Betrieb, deen an der Mutualité des employeurs affiliéiert ass.

ad 2. Dat modifizéiert Gesetz vum 16. Dezember 2022 iwwert d'Participatioun vum Staat um Surcoût vun den Energiekäschten an den Alters- a Fleegeheemer an an de Logements encadrés¹⁹ seet, dass keng Hëllef geschëlt ass, wann de Bedriewer während der concernéierter Period seng Pensionspräisser héicht. Vun dëser Dispositioun ass awer d'Hausse vum Pensionspräis, déi duerch eng automatesch Indexéierung bedéngt ass, net concernéiert. Esou steet am Artikel 3. vun dësem Gesetz, dass „[...] Ne sont pas visées par cette disposition les adaptations des prix à l'évolution de l'échelle mobile des salaires“.

ad 3. Generell kann d'Regierung net allgemeng eng Erhéijung vun de Präisser verbidden oder limitéieren, och net an der Period, déi d'Basis vun der Kompensatioun vun der 3. Indexbranche 2023 duerstellt. Esou eng Mesure ass net mat der nationaler an europäescher Gesetzgebung kompatibel.

Et ass drop hinzewiesen, dass Präisser net eleng duerch d'Paie vun de Saliariée bestëmmt ginn. Eng ganz Partie Facteurs hunn en Impakt op d'Präisser, ënnert anerem d'Präisevolutioun vu Matière-premièren oder Tëscheprodukter.

De Code de la consommation gesäit explizit vir, dass de Präis vun engem Produkt oder Service muss kloer affichéiert sinn. Dëst gëtt vun de Servicer vum Enfor- cement am Konsumenteschutzministère och reegelméisseg kontrolléiert. Präisevolutiounen op Pro- duiten a Servicer gëtt et natierlech ëmmer nees an eng Firma ass net verflücht, dem Client eng schrëft- lech Justifikatioun fir eng Präiserhéijung ze ginn.

All Konsument ka bei enger Evolutioun vun de Präis- ser Detailler nofroen, reklaméieren oder op aner Pro- dukter oder Servicer zeréckgräifen.

Bei de Marchés publics, wou de Staat als Client agéi- ert, ass zum Beispill virgesinn, dass et keng duebel Entschiedegung fir d'Indexbranche gëtt. Iwwert eng Circulaire ass festgehalen, dass ze evitéieren ass, dass Betriber, andeems se eng Präisupassung am Kader vun der Ausféierung vun engem Marché public ufroen, souwuel eng Präisupassung wéi och eng Entschiedeg- ung ënnert dem Solidaritéitspak 3.0 kréie fir de sel- wechte Marché, deen an der Period vum 1. September 2023 bis den 31. Januar 2024 ausgefouert gëtt.

Bilan du secteur de l'espace | Question **8281** (04/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Aehm** (CSV)

Le secteur de l'espace fait partie de l'une des priorités du Gouvernement dans sa stratégie de diversification

¹⁹ Loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au finan- cement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité sup- porté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psy- cho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

de l'économie, depuis que l'ancien Ministre de l'Écono- mie a annoncé vouloir promouvoir ce secteur via des investissements publics. Comme la législature actuelle approche de sa fin, nous voudrions voir dresser un bilan des résultats accomplis dans ce secteur écono- mique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– À combien s'élève le montant des investissements publics de l'État dans le secteur de l'espace ?

– Combien d'entreprises sont actuellement actives dans ce secteur ? Combien d'entreprises se sont instal- lées au Luxembourg ces cinq dernières années ? Com- bien d'entreprises sont reparties ?

– Est-ce que le Gouvernement estime sa stratégie d'attraction des entreprises actives dans le secteur de l'espace satisfaisante au vu de ce bilan ?

– Combien de postes de travail sont actuellement liés à ce secteur ? Combien de postes de travail ont été créés au Luxembourg ces cinq dernières années ?

– Quelles sont les retombées économiques du secteur de l'espace pour les recettes de l'État ?

– Avec quels pays est-ce que le Gouvernement a pu conclure des collaborations dans le domaine de l'es- pace ? Où en est-on au niveau de la régulation interna- tionale de ce secteur économique important pour l'avenir ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Les investissements publics de l'État sont définis dans la stratégie spatiale. Au cours de la législature actuelle, le Gouvernement a approuvé deux éditions de la stra- tégie spatiale, en 2019 et en 2022. La dernière mou- ture a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en novembre 2022, en vue du Conseil ministériel de l'ESA des 22 et 23 novembre 2022. L'enveloppe finan- cière mise à disposition par l'État pour soutenir le développement du secteur spatial s'est élevée à 210,5 millions EUR pour la stratégie 2020-2024 et à 256 millions EUR pour la stratégie 2023-2027.

Les acteurs publics et privés dans le secteur spatial sont environ 80 à l'heure actuelle. À la connaissance du Ministère de l'Économie, aucune des entreprises étran- gères du secteur spatial qui se sont installées au Luxembourg n'est repartie, mais certaines start-ups n'ont pas réussi à se développer avec succès et ont dû arrêter leurs activités. Au cours des 12 derniers mois, 6 entreprises nouvelles ont été créées dans le secteur au Luxembourg. L'emploi dans le secteur dépasse les 1.400 personnes.

La politique menée par le Gouvernement a donc fait du Luxembourg un site attractif pour les entrepreneurs désireux de développer leurs activités spatiales.

Depuis 2017, le Luxembourg a conclu des protocoles d'accord avec une quinzaine de pays dans le domaine de l'espace, dont la moitié sont des pays européens.

Le Luxembourg a ratifié 3 traités des Nations Unies concernant le spatial : le Traité sur les principes régis- sant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes de 1967, la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux de 1972 et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique de 1976.

Certains sujets concernant le secteur spatial continuent d'être débattus au niveau des Nations Unies, dont deux sont particulièrement pertinents pour le Luxembourg :

les « Long Term Sustainability Guidelines » et l'utilisa- tion des ressources spatiales.

Sur ce dernier sujet, des avancées significatives ont été faites ces dernières années. Le sous-comité légal du COPUOS, groupe chargé du suivi des sujets en lien avec l'espace, a décidé de mettre en place un groupe de travail dédié à la question de l'utilisation des res- sources spatiales. Ce groupe s'est réuni pour la pre- mière fois en 2023. La feuille de route de ce groupe de travail prévoit d'organiser une conférence internatio- nale sur le sujet en 2024 que le Luxembourg et la Belgique ont proposé conjointement d'organiser au Luxembourg.

Cette conférence d'experts aura donc lieu au Luxem- bourg, en marge de la Space Resources Week 2024. Ainsi, des experts en la matière du monde entier vien- dront au Luxembourg débattre d'un futur cadre inter- national pour l'utilisation des ressources spatiales. Cette décision est la reconnaissance de l'approche pionnière et de la crédibilité du Luxembourg sur la thématique des ressources spatiales.

Service médico-sportif | Question **8282** (10/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Virun der grousser Vakanz gouf et e Fall vun engem American-Football-Spiller, dee via de Service médico- sportif seng Lizenz erneiere wollt, do awer ofgewise gouf, respektiv laut RTL-Reportage e „Sursis“ bis den 12. September krut. Laut Service médico-sportif ass de Mann ze déck a gouf an d'Clinique de l'obésité geschéckt. Do gouf him geroden, nach weider me- dizinnesch Rendez-vousen ze maachen: bei engem Sportsdokter, enger Diététicienne, engem Pneumo- log an engem Psychiater.

Wéi den American-Football-Spiller am Reportage seet, ass de BMI (Body Mass Index) a sengem Fall de Problem fir d'Erneuerung vun der Lizenz. Mee a Sport- aarte wéi dem American Football oder dem Rugby bräicht ee Leit vun all Gabarit, seet hien.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Sportminister riichten:

1. Kann den Här Minister de beschriwwene Fall confirméieren?

– Wa jo, aus wéi engem Grond ass den American- Football-Spiller opgefuerdert ginn, Rendez-vous bei engem Psychiater ze huelen?

2. Hält den Här Minister déi konsequent Applikatioun vun de Reegle vum BMI duerch de Service médico- sportif am beschriwwene Fall fir adaptéiert oder ass hien der Meinung, dass et fir bestëmmte Sportaar- ten eng Ausnamereegelung misst ginn?

3. Sinn nach weider, änlech gelagert Fäll bekannt an op wéi eng Sportaarte bezéien se sech?

Réponse (15/09/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. De Contrôle médico-sportif gëtt no Krittären a Prozeduren ofgehalen, déi am ofgeännerte grouss- herzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 fest- gehale sinn an zum Volet vun der Preventivmedezinn gehéieren.

Bei der Evaluatioun vun engem Dossier baséiert sech d'Division médico-sportive (DMS) aus dem Sports- ministère zousätzlech op d'Recommandatiounen vun der Société européenne de cardiologie.

Fir en Dossier auszewäerten, gëtt speziell no kardio- vaskuläre Risikofactoren gekuckt, notament:

- den Alter vum Sportler*in;
- d'Geschlecht vum Sportler*in;
- de Bluttdrock vum Sportler*in;
- Diabetes;
- d'Iwwergewicht, mat der Berécksiichtegung vum Tour de taille;
- den Tabagissem;
- d'Sportsdisziplinn.

Bei engem Zesummepill vun e puer vun dëse Risikofacture gëtt eng zousätzlech Kontroll beim Hausdokter an/oder Spezialist gefrot, eier eng Decisioun iwwer d'Sportfäegkeet geholl gëtt. Esoubal den zousätzleche Bilan viriläit, gëtt iwwer eng definitiv Sportfäegkeet fir de Kompetitiounssport entscheet. Hei gëllt et nach eng Kéier ze betounen, dass de Contrôle médico-sportif just fir de Kompetitiounssport zoustänneg ass.

Spezifesch Detailer aus engem konkreeten Dossier vum Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno net hei kommunizéiert oder kommentéiert ginn.

Ouni elo op Detailer an engem konkreeten Dossier anzegoen, aus deenen hei uewendriwwer erkläerten Ursachen, kann ech just generell confirméieren, dass DMS bei verschidde uewe genannte Risikofacturen en Avis an der Clinique de l'obésité freet.

D'DMS huet awer keen Afloss op déi intern Prozedure vun der Prise en charge vun engem Patient an der Clinique de l'obésité a weess deemno och net, wéi eng zousätzlech Bilanen oder Tester an deem Fall weider gemaach oder gefrot ginn.

ad 2. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass net eleng de BMI ausschlaggebend ass, fir en zousätzleche Bilan beim Hausdokter an/oder Spezialist unzefroen. Esou ass d'Sportsdisziplinn ee vu ville Facteuren, déi bei der Evaluatioun vun engem Dossier berécksiichtegt ginn.

Et gëtt awer aus medezinnescher Siicht kee Grond, fir spezifesch Krittären, eleng opgrond vun enger Sportsdisziplinn, anzewenden.

De Contrôle médico-sportif setzt den eenzele Sportler*in ganzheetlech an de Mëttelpunkt vun der Evaluatioun. Deemno ass d'Sportart just ee vu ville Facteuren, déi gekuckt ginn.

ad 3. All Dossier a Fäll aus dem Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno och net kommunizéiert ginn.

Projet « Megaverse » | Question 8286 (05/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Eng Lëtzebuurger Agence fir VR an AR Experienze baut de „Megaverse“, eng digital Plattform, déi d'Iddi vun engem virtuelle Lëtzebuerg a Form vun engem „Metaverse“ wëll ëmsetzen. Nieft verschidde aneren Entreprisë fannen sech ë. a. d'CFL, POST, awer och Luxinnovation, de CTIE, myGuichet an eSanté an deemem Projet erëm, iwwer einfach Bannièr bis hin zu virtuelle „Guicheten“.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besetzt, sinn un deemem Projet bedeelegt oder hunn eng Presenz an dëser Versioun vum Metaverse?
2. Wéi vill hunn Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besetzt, säit dem Start vum Projet, fir Presenzen an deemem, oder anere „Metaversen“ ausginn

(opgeschlësselt no Joer, Projet a staatlecher Entitéit oder Firma, wou de Staat Parte besetzt)?

3. Wéi eng Mesurë sinn en place gesat ginn, fir den Impakt vun dëse Presenzen ze moossen, z. B. d'Unzuel u Visitte pro Mount oder d'Unzuel vun den Interaktiounen an dëse virtuelle Guicheten?

4. Wéi vill Visiteuren haten déi verschidde staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besetzt, an deemem Metaverse, säit dem Start vun de Projeten, opgeschlësselt no Mount?

Réponse (12/10/2023) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation

De Luxembourg Megaverse gouf am Juni 2022 vum lëtzebuergesche Betrib Virtual Rangers lancéiert. Mir kënnen nëmme vun der Experienz vum CTIE am Luxembourg Megaverse schwätzen a kënnen dofir och net soen, ob aner staatlech Entitéiten oder Firme mat staatlecher Bedeelegung an anere Metaverse-Plattformen vertrauede sinn.

D'Basispräisser fir e Spot wéi dee vum CTIE sinn op 5.000 € HTVA eemoleg Käschte fir de personaliséierten Design, an 150 € pro Mount fir Maintenance-Fraise festgeluecht. Et gëtt awer verschidde Packagé mat Optiounen, déi dann och jeeeweils facturéiert ginn. Fir d'Kreatioun vum Spot vum Guichet.lu, leien d'initial Käschte bei 19.000 € HTVA a 415 € pro Mount fir d'Maintenance.

Virtual Rangers huet dem CTIE confirméiert, dass de Luxembourg Megaverse virum 15. September nach an enger Testphas war, an dofir net déi néideg technesch Fonctionnalités en place waren, fir d'Interaktiounen vun de Visiteure cibléiert ze moossen.

Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes | Question 8289 (06/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est consacrée par les articles L. 225-1 et suivants du Code du travail : « Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes. » Le non-respect de ce principe constitue une discrimination par référence au sexe des salariés.e.s visée à l'article 454 et suivants du code pénal.

L'ITM a comme mission le contrôle de l'application de l'ensemble de la législation relative aux conditions de travail – dont le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes – et à la protection des salariés ayant un contrat de travail. En 2018 l'ITM a mis en place un service d'accueil concernant la thématique de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Le rapport de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'année 2022 précise que l'ITM a été saisie par 8 dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes mais ne fournit pas d'informations supplémentaires sur les suites données à ces dossiers. Les rapports plus anciens de l'ITM montrent dans ce contexte que le nombre de dossiers traités en matière d'inégalités salariales n'a guère évolué depuis le lancement du nouveau service pour se situer toujours entre 5 et 12 dossiers par an.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- 1) Quelles sont les missions du service mis en place en 2018 concernant la thématique de l'égalité salariale et comment ont-elles évolué depuis 2018 ? Le service est-il également chargé du traitement des dossiers ouverts et repris dans les rapports annuels de l'ITM ?

2) Comment la charge de travail du service (nombre de requêtes traitées) a-t-elle évolué depuis sa création ?

3) Quelles suites ont été données aux dossiers traités par l'ITM concernant les inégalités salariales entre femmes et hommes ? Quelles mesures ont été prononcées ? Dans combien de cas la situation a-t-elle été régularisée et dans combien de cas des amendes ont-été prononcées ?

4) Dans combien de dossiers en matière d'inégalités salariales par lesquels l'ITM a été saisie le/la/les salarié.e.s ont-ils/elles saisi le tribunal ?

5) De quelle manière l'ITM intervient-elle dans les cas cités sous 4) tout en sachant qu'il incombe aux salarié.e.s concerné.e.s de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de caractériser une inégalité de rémunération ?

Réponse (18/10/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes prévoyait déjà l'obligation pour l'employeur d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Par la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, les dispositions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été érigées au niveau de la loi et insérées aux articles L. 225-1 et suivants du Code du travail. Par ailleurs, la loi précitée a défini la notion de « travail à valeur égale » et a introduit des sanctions pénales en cette matière.

Depuis le 8 mars 2018, un service d'accueil spécifique a été mis en place auprès de l'ITM permettant aux salarié.e.s et employeurs de s'adresser directement à l'ITM en vue d'obtenir des informations ou pour dénoncer des infractions en matière d'égalité salariale soit moyennant la ligne téléphonique dédiée « 247 76102 », l'adresse e-mail « egalite.salariale@itm.etat.lu » ou bien en se présentant à l'un des quatre guichets de l'ITM situés à Strassen, Esch-sur-Alzette, Diekirch et Wiltz.

Par ailleurs, des questions-réponses en matière d'égalité salariale sont mises à disposition des salariés.e.s et des employeurs pour les informer en la matière (<https://itm.public.lu/fr/questions-reponses/droit-travail/remuneration/f.html>).

À noter également que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes met à disposition des entreprises un outil LOGIB qui leur permet d'acquérir des connaissances quant à leur structure salariale et d'identifier les causes des inégalités salariales (<https://mega.public.lu/fr/travail/genre-ecartsalaire.html>).

Le service d'accueil spécifique de l'ITM a pour mission :

- a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés.e.s et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;
- c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;

d) de constater les infractions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes et d'en aviser le procureur d'État.

Depuis l'année 2018, le nombre suivant de dossiers en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été traités par le service d'accueil spécifique de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les trois plaintes qui ont été déposées auprès de l'ITM, il s'est avéré que l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes n'était pas avérée, de sorte que ces dossiers ont été clôturés sans suites.

L'ITM ne dispose pas d'informations sur le nombre de dossiers en matière d'inégalités salariales entre les hommes et les femmes par lesquels l'ITM a été saisie et qui ont été soumis par le/la salarié.e aux juridictions compétentes.

À noter également que l'ITM n'intervient pas dans le cadre de dossiers pour lesquels le/la salarié.e a saisi une juridiction.

.....

Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes | Question 8290 (06/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article récent au « Luxemburger Wort », le Luxembourg perdrait son attractivité en tant qu'une des trois capitales européennes qui accueille les institutions de l'Union européenne. La tendance négative émanerait de plusieurs motifs : dans un premier lieu, le coût de la vie au Luxembourg, en comparaison avec Bruxelles, demeure peu favorable pour les fonctionnaires dont les rémunérations ne sont pas adaptées au lieu de résidence. En outre, l'article constate que la politique de recrutement pour des postes établis au Grand-Duché favorise davantage des candidats installés à Bruxelles de manière à décourager des fonctionnaires locaux à poser leur candidature pour faute de réelle opportunité d'avancement dans leur carrière.

Nombre d'institutions européennes sont installées au Grand-Duché. L'attractivité du site est importante afin de retenir les fonctionnaires ainsi que de maintenir sa pertinence en tant que capitale européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer qu'au niveau du recrutement un nombre croissant de postes est assumé par les fonctionnaires résidant en dehors du Grand-Duché ?

2) Selon l'article, il s'avère de plus en plus difficile de trouver et de retenir des fonctionnaires européens au Grand-Duché. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer cette tendance ?

3) À travers les institutions européennes établies au niveau national, combien de postes établis au Luxembourg sont effectivement exécutés par des fonctionnaires domiciliés en dehors du Grand-Duché ?

4) Monsieur le Ministre, où en sont les discussions portant sur la différence entre le coût de vie au Luxembourg et Bruxelles ainsi que sur l'instauration d'un coefficient correcteur pour les fonctionnaires européens locaux ?

Réponse (05/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres spécifiques sur le lieu de résidence des fonctionnaires

européens et travaillant pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne au Grand-Duché, ni de son évolution au cours des années.

Selon un rapport publié par le Statec en juin 2023 concernant l'impact des frontaliers dans la balance des paiements en 2021, 3.682 employés travaillant pour les organisations internationales au Luxembourg résidaient en dehors du Grand-Duché en 2021 (3.408 personnes en 2019).

Les chiffres du Statec prennent en compte la totalité de l'emploi des organisations internationales au Luxembourg et ne permettent donc pas d'établir un aperçu exact concernant le personnel travaillant pour les institutions, organes et agences européens.

ad 2) Le Gouvernement attache une grande importance à la présence des institutions, organes et agences européens à Luxembourg et met tout en œuvre pour garantir les meilleures conditions d'accueil, d'hébergement et de travail à leurs employés et pour assurer, de manière générale, l'attractivité du site de Luxembourg. Au-delà de la coopération étroite et de longue date que le Gouvernement a mis en place avec les institutions, organes et agences européens pour notamment réaliser des projets immobiliers, il se concerta de manière régulière avec elles dans le cadre des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions, organes et agences de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux).

C'est dans cette enceinte qu'est coordonnée entre autres l'initiative interinstitutionnelle sur le « attractivité du site Luxembourg », lancée fin 2020 par Monsieur Johannes Hahn, commissaire européen en charge du budget et de l'administration, afin de développer conjointement des actions avec le but de renforcer la présence des institutions, organes et agences européens au Grand-Duché.

Le Gouvernement est conscient des défis qui se posent aux institutions, organes et agences européens au niveau du recrutement et des vacances de postes.

Le Gouvernement insiste à tous les niveaux de la Commission sur la nécessité de créer et de transférer au Luxembourg des postes durables, dotés de pouvoir décisionnel et offrant des perspectives de carrière.

Cependant, et nonobstant les défis que pose le coût de la vie pour attirer des agents en début de carrière, il convient de noter que le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg, toutes institutions, organes et agences confondus, a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 en 2023.

ad 3) cf. réponse à la question 1.

ad 4) D'après l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, il y aurait un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles, un écart qui est susceptible d'avoir augmenté au cours des dernières années. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solutions potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur.

Il y a lieu de noter que certaines des options, dont celle de l'introduction d'un coefficient correcteur, nécessiteraient une modification du cadre juridique applicable, à savoir le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (règlement n° 31 (CEE) 11 (CEEA)). Cette modification serait à agréer au niveau des 27 États membres de l'Union européenne.

Cependant, le monopole de l'initiative pour présenter une proposition de règlement modifiant le statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et donc d'ouvrir la voie à une éventuelle introduction d'un coefficient correcteur, revient à la Commission européenne.

Or, selon un rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil du 26 avril 2022,²⁰ la Commission européenne considère que l'introduction d'un coefficient correcteur ne saurait pas à ce stade contribuer à garantir l'égalité de pouvoir d'achat entre les membres du personnel de l'UE.

Ainsi, la Commission étudie actuellement, avec les autres institutions, organes et agences européens concernés, des mesures permettant de faire face aux coûts élevés du logement auxquels sont confrontés certains membres du personnel résidant à Luxembourg, dont notamment l'introduction d'une indemnité de logement.

Pour sa part, le Gouvernement continuera de s'engager activement en faveur d'une fonction publique européenne attractive, y compris dans le contexte des négociations sur la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027).

.....

Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé | Question 8291 (07/09/2023) de **M. Roy Reding** (Liberté - Fräiheet!)

Mir ass zu Ouere komm, datt ganz rezent 25 net lëtzebuereschproocheg Infirmiëren am Gesondheitsministerium engagéiert goufe fir Impfzentren, déi dësen Hierscht sollen nees opgemaach ginn.

1. Kann d'Madamm Gesondheitsminister dat bestätegen?

2. Kann d'Madamm Minister mer soen, ob, wou a wéini et geplangt ass, nees Impfzentren opzemaachen?

3. Ass deen dote Schrëtt am Zesammenhang mat de Pläng vun dëser Regierung ze gesinn, d'Impfflicht anzeféieren?

4. Wisou ass de Choix op frankophon Infirmiëre gefall ?

Réponse (12/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Regierungrot huet den 28. Juli 2023 eng Autorisatioun gi fir 13 Infirmiersposten am Kader vun der „réserve sanitaire“, fir Personal tëschent dem 1. September 2023 an dem 31. August 2024 anzustellen. Op dëst Personal kann zeréckgegraff ginn, falls een Impfzentrum erëm misst opgemaach ginn, z. B. am Kontext vun enger gréisserer Epidemiewell am Wanter.

Am Moment gëtt et awer kee konkrete Besoin, fir een Impfzenter opzemaachen. Eventuell Opfrëschunge vun den Impfungen fir eeler oder vulnerabel Leit am Hierscht, kënnen vun den Hausdokteren an den Apdikter gemaach ginn.

D'Bäibehale vun enger „réserve sanitaire“ ass eng reng Virsichtsmoossnam an huet näischt mat enger Impfflicht ze dinn. Aktuell gëtt et och keng Pläng, eng Impfflicht anzeféieren.

D'Annonce fir de Rekrutement gouf vum 4. bis den 12. Juli 2023 op „GovJobs“ publizéiert. 25 Leit hunn sech gemellt a 17 Kandidate goufe fir e Virstellungsgespräch invitéiert. Ënnert dëse Kandidaten hunn der 9 deklariert, dass si kee Lëtzebueresch schwätzen, 3 hunn

²⁰ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de l'annexe XI du statut et de son article 66bis ; 26.04.2022 ; COM(2022) 180 final

en Ufänger- oder A1-Niveau, 4 en A2-Niveau an een e B2-Niveau ugin. No individuellen Interviewen an enger Selektioun op Basis vun Erfahrung an Ausbildung, goufen 13 Kandidate vum Selektiounscomité zeréck-behalen.

Et sief bemierkt, datt de Kandidat mat Niveau B2 am Lëtzebuergesche schlussendlech d'Aarbechtsoffer refuséiert huet. Esou konnten dunn 12 Kandidate rekrutéiert ginn (6, déi net Lëtzebuergesch schwätzen, 3 mat A1 an 3 mat A2 Niveau).

Habilitation de sécurité | Question 8292 (07/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3607²¹, Monsieur le Ministre d'État souligne que les directives de l'OTAN relatives à la sécurité, énoncent seulement des « end requirements », sans imposer par quels moyens les États membres doivent arriver à la conclusion que les détenteurs d'une habilitation de sécurité présentent les garanties nécessaires en termes de loyauté, d'intégrité, et de discrétion.

Un article récent publié par Monsieur Guy Kaiser²² révèle que le Ministre d'État a informé la Chambre des Députés dès 2016 du fait que :

« L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il réconcilier l'affirmation faite en 2021 selon laquelle le Luxembourg respecte ses obligations internationales alors qu'il avait déjà concédé en 2016 que son administration n'est pas à même d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

Dans sa réponse à la question parlementaire 3607, Monsieur le Ministre affirmait que les procédures d'accès aux bases de données n'auraient pas été modifiées entre 2004 et 2016. Or, la procédure applicable encore en 2013 était que « d'une manière générale, les autorités policières, judiciaires et administratives sont appelées à communiquer au SRE les informations susceptibles d'avoir un rapport avec les missions du SRE²³ ». Un document déposé au parlement en date du 27 avril 2023 confirme que tel a bien été le cas mais que soudainement, les autorités policières, judiciaires et administratives ont refusé de communiquer au SRE des données en relation avec les enquêtes de sécurité, alors que celles-ci faisaient partie des missions du SRE. Selon le même document déposé par Monsieur le Ministre, le directeur du SRE l'aurait averti en octobre 2015 qu'il considérait que le Luxembourg violait ses obligations internationales²⁴.

2) Comme les procédures régissant la collecte de renseignements ont manifestement changé dans les faits au cours de l'année 2015, Monsieur le Ministre a-t-il informé nos alliés que « l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente

²¹ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0116/145/233459.pdf>
²² <https://guykaiser.lu/nato-allo-letzebuerg-mir-hunn-e-problem/>
²³ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/141/287/124806.pdf> (page 996)
²⁴ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0139/137/279370.pdf> (page 40)

toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité » ?

3) Si Monsieur le Ministre n'a pas informé les alliés, quelles étaient ses raisons ? Les États n'ont-ils pas, selon les accords de sécurité en vigueur, l'obligation de se tenir mutuellement informés des lois et réglementations nationales en vigueur régissant la protection des informations classifiées²⁵ ?

4) Quelle a été la réaction de Monsieur le Ministre d'État aux observations du directeur du SRE d'octobre 2015 relatives à la non-observation par le Luxembourg de ses obligations internationales ?

5) L'annonce inattendue de la démission du chef du SRE en novembre 2015 était-elle liée à la conclusion qu'il a tirée en octobre 2015 relative à une possible violation des obligations internationales du Grand-Duché ?

Il ressort du document parlementaire 6050 qu'en 2007 le SRE fut membre du Club de Berne et de la Middle European Conference. L'on apprend par ailleurs que sous présidence luxembourgeoise, les directeurs ont décidé d'ajouter une clause à leur code de procédure interne fondant la suspension, voire l'exclusion d'un service du club au cas où la présence de ce service serait de nature à perturber l'activité de cette enceinte et à entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel²⁶. La presse autrichienne a récemment publié²⁷ un rapport du groupe Soteria du Club de Berne. Selon ce rapport, les chefs de service auraient évalué entre les 15 et 17 octobre 2019 à Londres si le service autrichien pouvait rester membre du Club de Berne au vu des conclusions du « security assessment » établies par le groupe Soteria.

6) Est-ce que le SRE est toujours membre du Club de Berne ?

7) Quel pourcentage des membres du Service de renseignement disposent actuellement d'une habilitation de sécurité en cours de validité qui a été établie avant le 1^{er} janvier 2016, c'est à dire pour laquelle l'enquête a été effectuée selon l'ancienne procédure ?

8) Est-ce que le directeur du SRE a informé les membres du Club de Berne que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

9) Monsieur le Ministre estime-t-il que les déficiences procédurales actuelles risquent d'entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel ?

10) Monsieur le Ministre considère-t-il qu'il existe un risque de voir le groupe Soteria recommander l'exclusion du SRE du Club de Berne pour des raisons de sécurité ?

De nombreuses sociétés luxembourgeoises à la pointe de la technologie essaient de gagner des contrats classifiés auprès de l'Agence spatiale européenne, de l'OTAN ou encore de la Commission européenne.

11) Combien d'habilitations de sécurité ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016 ?

12) Monsieur le Ministre estime-t-il que les sociétés luxembourgeoises pourraient avoir un désavantage par rapport à leurs concurrents européens du fait que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut pas apprécier objectivement et en connaissance de

²⁵ voir p. ex. <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/074/626/067235.pdf> (page 6)
²⁶ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/011/874/081703.pdf> (page 3)
²⁷ <https://express.at/exklusiv-der-report-der-oesterreichs-geheimdienst-erschuetert/>

cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

13) Monsieur le Ministre craint-il que les sociétés luxembourgeoises puissent être exclues de contrats intéressants en raison des déficits décrits ci-dessus ?

Il ressort d'un document parlementaire que des membres de la Chambre des Députés se demandent si le transfert volontaire des effectifs vers l'ANS risque de priver la future ANS du savoir des agents du SRE, jusque-là en charge des enquêtes de sécurité.

14) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est probable que suffisamment de fonctionnaires soient motivés à assumer une mission pour laquelle ils n'ont pas les moyens légaux et procéduraux nécessaires ?

Réponse (09/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Gouvernement renvoie à ce sujet aux réponses détaillées fournies aux questions parlementaires n° 8193 et 8199 du 16 août 2023.

ad 2), 3), 4), 8), 9), 10), 12) et 13) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 5) Non.

ad 6) Oui.

ad 7) Tous les agents du SRE disposent actuellement d'une habilitation de sécurité valable, indépendamment des dates d'émission respectives.

ad 11) En application de l'article 27 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, 527 habilitations de sécurité (renouvellements inclus) ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016.

ad 14) Oui.

Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | Question 8293 (07/09/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausector mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. D'Regierung wollt dës am Ufank net ausbezuelen, mee se de Betriber iwwert d'Steieren zeguttkomme loossen. Esou schéngt se sech ëmentscheet ze hunn, well d'Betriber am Secteur kruten elo ee Bréif, deen se opriff, „d'indemnité pour perte d'efficiency“ via de Site vun der Chambre de Métiers unzefroen. D'Firmen hunn 222 € pro Mataarbechter zegutt.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Mëtzelstand dës Froe stellen:

1. Wéi ass et dozou komm, dass eng Aide, iwwert déi am Dezember 2020 geschwat ginn ass, elo ausbezuel gëtt?

2. Kann een d'„indemnité pour perte d'efficiency“ nach als Covid-19-Hëllef bezeechnen oder ass et eng Aide fir ee Secteur, deen elo wéinst den héijen Zënse Problemer huet?

3. Gouf d'Zuel vun de Mataarbechter vun haut gekuckt oder vum Dezember 2020?

4. Wéi vill Entreprises aus dem Konstruktionssektor sinn tëscht dem Dezember 2020 an haut faillite gaangen an hunn elo näischt méi vun dëser Aide?

5. Wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficiency“ un all d'Betriber ausbezuel sinn?

6. Gëtt et soss nach Aidë fir Entreprises, déi während der Pandemie verhandelt gi sinn, déi awer nach net ëmgesat gi sinn? Wa jo, wéi eng? Ëm wéi eng Montanten handelt et sech heibäi?

Réponse (18/10/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

Bei der „indemnité pour perte d'efficience“ handelt et sech net ëm eng Aide, mee ëm eng Indemnitéit, déi d'Entreprises aus dem Konstruktionssektor vun der Regierung während der Coronapandemie zougeschwat kruten, fir d'Fraise vun de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantieren am Abrëll 2020. Dës Indemnitéit gëtt elo iwwer d'Chambre des Métiers ausbezuel.

Zënter Dezember 2020 hunn 218 Entreprises aus dem Bausektor faillite gemaach.

D'„indemnité pour perte d'efficience“, déi aktuell un déi eligibel Betriber ausbezuel gëtt, bezitt sech op d'Unzuel vun de Mataarbechter, déi am Dezember 2020 an der jeeweileger Entreprise geschafft hunn.

D'Corona-Aidë fir d'Betriber sinn an der Tëschenzäit ofgeschloss.

Maladies de l'amiante | Question **8294** (08/09/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An der Vergaangenheet gouf Asbest oft als Baumaterial benotzt, well e gönschteg, elastesch a besonnesch hëtzebestänneg war. An Däitschland geet zum Beispill d'Gewerkschaft IG Bau dovunner aus, dass tëscht 1950 an 1989 ca. 9,4 Milliounen Wunnhaiser gebaut goufen, déi all méi oder manner mat Asbest verseucht sinn. Schätzunge vun der Europäescher Kommissioun gi vun ca. 8.000 virzäitegen Doudesfäll an der EU aus, dovunner ronn 1.500 eleng an Däitschland. Fir ons Klimaziler ze errechen, si mir an den nächste Joren dorop ugewisen, vill Wunnhaiser an och soss Gebaier ze renovéieren an energeetesche ze sanéieren. Doduerch ginn Experten dovunner aus, dass et an noer Zukunft nach zu méi Fäll vun Asbestose, besonnesch an der Bauwirtschaft, kéint kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch, den Här Aarbechtsminister an d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill virzäiteg Doudesfäll sinn zu Lëtzebuerg all Joer duerch Asbest verursaacht?
2. Wéi vill Gebaier/Wunnhaiser schätzt d'Regierung si mat Asbest verseucht?
3. Wéi vill Verdachtsfäll vun Asbestose gouf et an de leschte 5 Joer?
4. Geet d'Regierung dovunner aus, dass et an den nächste Joren duerch déi zousätzlech energeetesche Sanéierung bzw. Renovéierungen zu méi Fäll vun Asbestose komme wäert?
5. Wann nee, firwat net? Wa jo, wat gedenkt d'Regierung dogéint ze ënnerhuelen?

Réponse (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. D'Zuel vun den Doudesfäll, déi duerch Asbest verursaacht sinn, léisst sech zu Lëtzebuerg just duerch d'Unzuel vun diagnostizéierte Mésothéliomen (speziell Kriibszort) feststellen. D'International Classification of Diseases 10th Revision (ICD-10) Codes, déi vun der Gesondheitsdirektioun opgehuewe ginn an déi am Kader vun den Doudesfäll am Zusammenhang mam Asbest stinn, sinn:

- C45.0: mésothéliome de la plèvre
- C45.1: mésothéliome du péritoine

- C45.2: mésothéliome du péricarde
- C45.7: mésothéliome d'autres sièges
- C45.9: mésothéliome sans précision (de siège non précisé)
- J61: pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales
- J92.0: plaque pleurale avec asbestose

D'Asbestose, eng Longenerkrankung, déi an de Statistiken ënnert d'Berufskrankheet „Pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales“ fält, differenziert net tëscht Asbest an anere Fibreren.

Den annexéierten Tableau: „Décès liés à l'amiante 1998-2022 au Luxembourg“, erhieft am Ganzen 129 Doudesfäll fir déi Period.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Dem Gesondheitsministère leie keng Donnéeë betreffend d'Unzuel vu Gebaier vir, déi eventuell mat Asbest verseucht wieren.

Et sief erwänt, dass et säit 2001 verbueden ass, zu Lëtzebuerg asbesthaltig Materialien ze verbauen.

ad 3. Den Tableau weist d'Doudesfäll op no Joer, Residence, Diagnos (ICD-10 Code) an Alterskategorie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. An Däitschland warnt d'Industriegewerkschaft Bauen-Agrar-Umwelt (IG BAU) virdrun, dass massiv Renovéierung vun ale Gebaier – ouni strikt Sécherheetsmoosnamen ze huelen – zu enger Well vun Asbestkrankunge kënnen féieren (an 20–30 Joer, esoulaang kann et daueren, bis een no enger Expositioun krank gëtt). <https://igbau.de/Warnung-vor-Asbest-Welle-9-4-Mio.-wohnhaeuser-in-deutschland-sind-asbest-fallen-bei-sanierung.html>

A Frankräich gëtt et säit 2015 e Plan de recherche et développement amiante (PRDA). D'Zil ass et, duerch innovativ Methoden, d'Detektioun vum Asbest ze verbesseren an, falls et Asbest an engem Haus gëtt, wat renovéiert soll ginn, d'Käschten esou déif wéi méiglech ze halen. A Frankräich gëtt et finanziell Hëllef fir de Propriétaire, wat d'Diagnostik an och d'Aarbechten ugeet am Fall vun Asbest: Lutte contre l'amiante | Ministères Écologie Énergie Territoires (ecologie.gouv.fr). Dës Moosname si geholl ginn, fir d'energetesch Transitioun an domat déi néideg Renovatiounen vum Bestand a séchere Konditiounen ze féerden.

Och de Conseil européen huet zur Protektioun vun den Aarbechter eng Direktiv erausginn: <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/06/27/asbestos-council-and-parliament-strike-deal-on-new-rules-protecting-workers/> (nouvelle directive visant à renforcer la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante).

Wann Asbest fachgerecht eliminéiert oder ëmmantelt gëtt, ass de Risiko fir d'Aarbechter reduzéiert.

D'Benotze respektiv d'Verschaffe vun all Zort vun Asbest ass hei am Land zënter 2001 komplett verbueden. Renovatiouns- oder Demolitiounsarbechten dierfen an Haiser, déi virun 2001 gebaut gi sinn, eréischt virgeholl ginn, wann den obligatoresche Reperage vun Asbest vun engem zertifizéierte Professionelle virgeholl ginn ass.

Conséquences de la restructuration de Goodyear | Question **8295** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Direktioun vu Goodyear Luxembourg huet de 6. September matgedeelt, dass 55 Aarbechtsplazen am administrative Beräich solle gestrach ginn. All méiglech Optiounen fir déi betraffe Persounen si laut der

Direktioun méiglech. Den OGB-L an den LCGB froen no engem Plan de maintien dans l'emploi (PME). Déi betreffend Diskussioun misste sou séier wéi méiglech entaméiert ginn, sou déi zwee Syndikater.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren? Wa jo – wéi gedenkt d'Regierung hei ze agéieren?

- Kann de Minister eis Informatiounen ginn, ob an Zukunft nach weider Aarbechtsplazen bei der Firma Goodyear a Gefor sinn?

- Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir den Industriestanduert Lëtzebuerg besser ze protegéieren/ze promovéieren?

Réponse (23/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Goodyear huet den Ofbau vu 55 Aarbechtsplazen a sengem Fuerschungszentrum ugekënnegt. Eng éischt Informatiounsversammlung mat der Delegatioun huet stattfonnt an et gëtt no Léisunge wéi d'Erhale vun der Beschäftegung, intern Ëmklasséierungen, fräiwëlleg Departen an e Frépensionsprogramm gesicht. Et leien aktuell keng Informatiounen vir, dass doriwwer eraus weider Aarbechtsplazen bei Goodyear géifen ofgebaut ginn.

Dat aktuell europäescht an internationaalt wirtschaftlecht Ëmfeld, mat héijer Inflatoun, héijen Energiepräisser a schwachem Wuesstem, ass eng grouss Erausforderung fir d'Betriber a schränkt d'Previsibilitéit an. De Wirtschaftsministère ass zouversichtlech, dass Goodyear och weiderhin eng staark Presenz zu Lëtzebuerg wäert hunn. De Lëtzebuerger Site vun der Firma ass staark innovatiounsgedriwwen an e wichtege Standuert fir de Grupp, ee vun deene wichtegsten ausserhalb vun den USA, an domat dierft eng gewisse Stabilitéit vun den Aktivitéiten zu Lëtzebuerg gi sinn. Et sief och drun erënnert, dass Goodyear weider zu Lëtzebuerg investéiert huet a réischt d'lescht Joer am Mee zu Diddeleng eng nei héich modern an automatiséiert Pneufabrik ageweit gouf.

Déi lescht Jore war den Industriestanduert Europa a Lëtzebuerg mat Krise konfrontéiert wéi et scho laang keng méi gi sinn. D'Regierung huet Entschlossenheet, Reaktivitéit a Flexibilitéit bewisen, fir d'Betriber mat den néidege Mesuren ze begleeden an ze ënnerstëtzen, an esou och den Emploi ze schützen. Sounwuel an der Pandemie wéi an der Energiekris sinn a Rekordzäit nei Aiden decidéiert, ëmgesat an un d'Entreprises ausbezuel ginn, fir hinnen ze erméiglechen, operationell ze bleiwen. Dëst huet derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg gutt duerch déi lescht Jore komm ass an d'Industrie weiderhin ee wichtege Piliere vun der Wirtschaft ass.

Mëttelfristeg huet de Wirtschaftsministère mat der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer“ de Grondstee geluecht, fir den Industriestanduert fit ze maache fir d'Zukunft. An och méi laangfristeg gëtt am Kader vum „Haut comité pour l'industrie“ zesumme mat Vertrieber vun der Industrie eng Strategie fir d'Dekarboniséierung vun der Industrie zu Lëtzebuerg ausgeschafft. D'Entreprisë ginn also ënnert anerem bei der Ëmsetzung vun der Digitaliséierung an der Nohaltegkeet begleet, dëst am Kader vun der duebeler Transitioun. Esou kënnen d'Betriber déi néideg Kompetenzen an Technologien opbauen an entwéckelen, fir kompetitiv ze bleiwen. Fir nei Entrepreneuren, déi sech zu Lëtzebuerg wellen sidelen, gëtt d'Kompatibilitéit mam Ekosystem gekuckt an och, a wéi wäit hir Technologien an hiren Knowhow zukunftsfrächtig sinn.

Consommation énergétique des bâtiments étatiques | Question 8296 (08/09/2023) de Mme Elisabeth Margue (CSV)

Conformément aux objectifs fixés par le PNEC, la rénovation énergétique des bâtiments publics, est cruciale afin de promouvoir une gestion plus économe en énergie dans le secteur public. L'État a, en effet, un rôle précurseur à jouer dans le cadre de la transition énergétique du pays.

Aux termes d'un communiqué du 1^{er} août 2022 sur la Stratégie nationale de réduction de la demande d'énergie, le Gouvernement a annoncé que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, élaborerait des instructions claires pour une gestion plus économe en énergie des bâtiments publics. En juin 2023, le Gouvernement a présenté une Feuille de route – Construction bas carbone – Luxembourg, visant notamment la collecte de données pour le secteur de la construction. Dans son projet de mise à jour du PNEC, présenté au printemps de cette année, le Gouvernement a encore une fois insisté sur le rôle précurseur de l'État en matière de bâtiments.

Cependant, très peu d'informations sont communiquées concernant les consommations énergétiques des bâtiments étatiques, les réductions déjà effectuées et les rénovations prévues. Ces informations sont essentielles pour évaluer les progrès réalisés dans la rénovation énergétique des bâtiments publics et pour s'assurer que les objectifs fixés sont atteints.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est la consommation énergétique actuelle des bâtiments de l'État? Quel est le bilan carbone associé à ces bâtiments?

2) Quelle réduction de la consommation d'énergie a été atteinte depuis la mise en place de l'objectif de 1,9 % par an?

3) Combien de bâtiments ont été rénovés depuis 2020? Combien de bâtiments sont prévus d'être rénovés dans les prochaines années?

4) Quelle méthodologie est utilisée pour prioriser les rénovations énergétiques des bâtiments publics, et comment sont sélectionnées les mesures d'efficacité énergétique à mettre en œuvre?

5) Existe-t-il un plan de rénovation détaillé, comprenant les rénovations à effectuer et le budget associé, afin d'atteindre les objectifs mentionnés?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) Étant donné que les frais relatifs aux consommations énergétiques sont pris en charge pour la plupart des bâtiments par les occupants, l'Administration des bâtiments publics ne dispose pas des données de tous les bâtiments étatiques.

Pour les bâtiments gérés par l'Administration des bâtiments publics, une extrapolation sur base des données des certificats de performance énergétique (CPE) disponibles permet d'estimer les consommations correspondantes de manière approximative.

Ainsi, les consommations électriques totales pour les bâtiments susmentionnés peuvent être estimées à environ 200 GWh par an, alors que l'estimation des consommations relatives au chauffage se chiffre à environ 560 GWh par an.

Le bilan carbone concernant les besoins énergétiques dépend fortement de la nature des sources d'énergie.

Étant donné le caractère incomplet des données de base et vu qu'il n'existe pas encore de référentiel officiel au Luxembourg pour le calcul du bilan carbone, ce bilan ne peut pas être déterminé.

ad 2) L'objectif de réduction de la consommation finale d'énergie de 1,9 % par année de toutes les activités du secteur public (incluant la consommation des bâtiments publics) est introduit par la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (UE) 2023/1791 (refonte) du 13 septembre 2023, et plus précisément par son article 5 intitulé « Rôle moteur du secteur public dans le domaine de l'efficacité énergétique ». Cette directive est entrée en vigueur le 10 octobre 2023 et sera transposée en droit national jusqu'au 11 octobre 2025 au plus tard. Elle prévoit que l'objectif des 1,9 % est indicatif lors d'une période transitoire. Il n'est donc pas encore possible actuellement d'indiquer la réduction de la consommation résultant de l'application de ladite directive.

ad 3) De 2020 à 2022, l'Administration des bâtiments publics a réalisé 6 projets d'assainissement énergétique de grande envergure :

2020 :

- Wunnengshëllef à Luxembourg (assainissement énergétique, remplacement des menuiseries extérieures et isolation de la façade)
- Lycée de Garçons à Luxembourg (assainissement de l'enveloppe et des installations techniques du hall des sports)
- Hémicycle à Luxembourg-Kirchberg (assainissement énergétique)

2021 :

- Lycée Michel Rodange à Luxembourg

2022 :

- École internationale Anne Beffort à Mersch
- Centre pour réfugiés Héliar à Weilerbach – rénovation et assainissement

Les projets d'assainissement énergétique de grande envergure actuellement en cours d'études ou de réalisation sont :

- Centre militaire Herrenberg – réaménagement et extension ;
- Domaine thermal à Mondorf-les-Bains – rénovation et mise en conformité ;
- Château de Walferdange – rénovation et assainissement ;
- Bibliothèque nationale, rue Notre Dame – réaménagement ;
- Ancien laboratoire national – réaménagement pour INPA ;
- Lycée technique d'Ettelbruck – réaménagement et extension de l'ancien LTA et infrastructures communes ;
- Lycée des Arts et Métiers – mise en conformité et assainissement ;
- Antenne régionale MENJE à Esch-sur-Alzette ;
- Centre maternel sur le site « Pro Familia » à Dudelange – transformation ;
- Centre Hollenfels.

À ces projets s'ajoutent les assainissements énergétiques de moindre importance réalisés dans le cadre des autres rénovations, réaménagements, entretiens, remplacements d'éléments constructifs ou d'installations techniques. Les dépenses relatives aux mesures d'assainissement énergétique s'élevaient à environ EUR 2.700.000 pour l'année 2022.

ad 4) L'Administration des bâtiments publics a défini sa stratégie d'assainissement énergétique en 2014 et l'a mise à jour en 2019. Les documents y relatifs sont accessibles sur le site Internet : <https://travaux.public.lu/fr/publications/documentation/strategie.html>.

Cette stratégie se base sur deux approches distinctes, la démarche active et la démarche réactive.

La démarche active vise à identifier, en amont, les bâtiments dont la performance énergétique n'atteint pas les standards requis par la législation en vigueur, respectivement dont la consommation énergétique est très élevée.

La démarche réactive, quant à elle, vise à incorporer des mesures d'assainissement énergétique dans le cadre de travaux d'envergure à effectuer lors d'une rénovation et/ou transformation d'un bâtiment, suite à une demande de l'utilisateur ou bien en raison d'un degré de vétusté avancé.

À noter dans ce contexte que chaque bâtiment est à considérer individuellement, toute construction possédant ses propres caractéristiques et contraintes, constructives et techniques ; une analyse spécifique au cas par cas est nécessaire.

La stratégie susmentionnée devra cependant être adaptée suite aux nouvelles dispositions de directives européennes à venir ; d'un côté, la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023 qui définit le taux d'assainissement énergétique annuel à réaliser pour les bâtiments de l'État à au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, alors que la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte en cours de finalisation au niveau européen) (EPBD), permettra de fixer pour le Luxembourg le standard de performance minimal (nZEBrenovation) à atteindre lors d'une rénovation.

ad 5) Les projets de rénovation en planification respectivement en réalisation, ainsi que les budgets y associés sont renseignés dans la loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2023. Un planning précis des travaux dans des bâtiments existants est difficile à établir au vu des imprévus et aléas qui se présentent en cours d'études et d'exécution ou au niveau des autorisations ou relogements.

Dans les années à venir, les rénovations devront atteindre le taux d'assainissement énergétique annuel d'au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, comme fixé par la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023.

Les budgets y relatifs devront être établis et mis à disposition en fonction de la définition du standard de performance minimal à atteindre lors d'une rénovation tel que prévu dans la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte) (EPBD).

Il est à noter qu'outre les budgets nécessaires pour l'assainissement énergétique, le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit également de prendre en compte le besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte).

Rénovation du domaine thermal à Mondorf | Question 8298 (08/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Mam Gesetz iwwer d'Renovatioun an d'Upassung vum Thermalbad zu Munneref gouf d'Regierung autoriséiert, sech an Héicht vun 133 Milliounen Euro un de Moderniséierungskäschte vum lo just genannten,

gesondheetlechen Institut ze bedeelegen. Am Exposé des motifs vum entspreichende Gesetzesprojet hat d'Regierung d'Demande fir dës Participatioun ënner anerem folgendermoosse begrënn:

„Bien conçu, bien construit et bien entretenu, il présente actuellement des soucis liés à son âge. Une rénovation de l'enveloppe, des toitures, des façades et des châssis est indispensable. La rénovation des deux piscines thermales, fortement détériorées par une eau thermale acide est incontournable. Une réflexion sur la gestion des énergies et d'un assainissement énergétique global avec mise à niveau des techniques s'avère indispensable. Une mise en conformité visant à répondre aux règlements actuels en vigueur, en matière de sécurité et de santé, tant pour les visiteurs que pour le personnel, est également programmée.“

Esou wéi et mir zougedroe gouf, hunn d'Renovatiounsaarbechte bis ewell allerdéngs nach guer net ugefaangen. Réckbléckend ka sech eng gewëss Verzögerung verständlecherweis duerch d'Covidsituation erkläre loosse, déi allerdéngs well och bal zwee Joer hannert eis läit.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi entspreichend Renovatiounsaarbechten nach ëmmer net ugefaangen hunn? Falls jo, wéi erkläert d'Regierung dës laang Verzögerung a wéi een Delai ass aktuell fir de Start vun den Ëmbaauarbechte virgesinn?

2. Wéi eng provisoresch Moosname goufe geholl, fir de Gesondheetsschutz vun de Patienten an dem Personal trotz deene vun der Regierung genannten aktuellen, baulechen Onzoulänglecheete vun der Aarichtung bis zum Ofschluss vun den Aarbechten ze garantéieren?

Réponse (07/11/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischter Phas sinn dat Preparatiounsaarbechten en vue vun der Realisatioun vum neie Gebai „Les Sources“. Dat Gebai kënn op d'Plaz vum ale Vestiairesgebai, dat dofir aktuell ofgerappt gëtt.

Des Weidere lafe Viraarbechte wéi de Remplacement vum Transformator, vun der Opbereedungsanlage vum waarme Waasser a vun den ale Chaudières an der Installatioun vun enger Klimatisatiounsanlage.

D'Soumissiounsdoossiere fir d'Rëmbaauarbechte sinn amgaangen, fäerdeggestallt ze ginn.

Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsaarbechte respektiv den Neibau vum Gebai „Les Sources“ awer nach net ausgestellt.

ad 2. Et ginn eng Rei Moosname geholl, fir d'Sécherheet vun de Patienten an dem Personal ze garantéieren. Eng vun dësen ass zum Beispill d'Erriichte vum Gebai „Les Sources“, wat déi éischt Phas vum Chantier duerstellt. An dëst Gebai wärten eng ganz Rei vu Servicier aus den aktuelle Gebailecheete vum Domaine thermal temporär relogéiert ginn (z. B. Service Cure, Centre médical, ...).

Dëse Relogement erméiglecht sou d'Renovatioun vun den Haaptgebai, ouni dass dëst weider Repercussiounen op de Fonctionnement vum Domaine thermal huet. Nodeems d'Renovatiounen ofgeschloss sinn, wärten dës Servicier gréisstendeels erëm an den Haaptgebai integréiert ginn an d'Gebai „Les Sources“ wäert ënnert senger finaler Affektatioun als Annex vum Hotel funktionéieren, mat de Raimlecheete vum Centre médical um Rez-de-chaussée.

.....
Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146 | Question **8299** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Fuerpläng vun den RGTR-Linnen 131 an 146 passen zu Esch-Sauer net iwwerteneen. Och elo, wou de Plang vun der Linn 146 den 10. September 2023 soll ugepasst ginn, ass et de Leit net méiglech, wann ee mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kënn, zu Esch-Sauer a Richtung Wootz an de Bus 146 ëmzeklappen. Hei entsti Waardezäite vu bis zu enger Stonn. Wéi aus de parlamentaresche Froen N° 7227 an N° 7233 ervirgeet, gouf et och Enn des leschte Joers scho grouss Probleemer mat der Linn 146, wou zemools zu de Schoulzäiten net genuch Plazen am Bus waren, a Kanner um Arrêt stoe gelooss gi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Firwat gëtt de Busplang vun der Linn 146 net esou ugepasst, dass d'Leit, déi mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kommen an op Wootz wëllen, direkt zu Esch-Sauer kënnen ëmklappen, ouni mussen méi wéi 50 Minuten ze waarden?

– Besteet donieft keng Méiglechkeet, dass d'Linn 146 och iwwert Ënsber fiert?

Réponse (18/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert freet no, fir den Horaire vun der Linn 146 tëschent Wootz a Kautebaach iwwer Esch-Sauer unzepassen.

De Busplang vun der Linn 146 ass op den Zuch zu Kautebaach ausgeriicht. Et ass fir d'Awunner um Nacher Plateau eng wichteg Ubannung op den Zuch zu Kautebaach. Et ass leider net méiglech op enger an der selwechter Linn den Horaire esou auszeriichten, dass villfälteg Korrespondenze garantéiert kënnen ginn.

Och den Horaire vun der 131 kann net wéi gefrot ugepasst ginn, well do d'Zuchkorrespondenz zu Ettelbréck am wichtegsten ass. D'Demande, fir zu Esch-Sauer ëmzeklappen, ass net esou grouss ewéi d'Demande, den Zuch ze kréien.

D'Linn 146 ass schon op Esch-Sauer verlängert ginn a fiert domat e vertriebaren Ëmwee. De Bus bis op Ënsber fuere ze loosse, géif d'Linn nach weider ëm 7 Kilomeeter pro Richtung an d'Fuerzäit vun de Léit, déi am Bus sinn, ëm ronn 15 Minutte verlängeren. Déi Ännerung kann aus deem Grond net ëmgesat ginn.

.....
Incapacité de prise en charge de nouveaux patients | Question **8300** (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Récemment un hôpital du pays a adressé un courrier à des patients ayant demandé un rendez-vous dans les services de gastro-entérologie respectivement cardiologie. Il est précisé dans cette lettre que l'hôpital en question, dû à une demande accrue, n'est actuellement pas en mesure de donner suite à ces requêtes et qu'une priorité est seulement accordée aux cas complexes/urgents. Il est conseillé aux patients de faire recours à un autre service de leur choix.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour quelles raisons cet hôpital n'est pas en mesure de donner une suite favorable aux demandes de patients ? Combien de personnes sont concernées ?

2) Est-ce que d'autres hôpitaux du pays connaissent des problèmes similaires ?

3) Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation préoccupante ?

Réponse (17/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) L'augmentation progressive des demandes de rendez-vous implique dans certaines spécialités des délais d'attente importants qui en découlent, notamment lorsque les examens ne sont pas signalés comme urgents. Étant donné que les rendez-vous non urgents et non complexes peuvent être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée, le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) s'est vu obligé de prioriser les examens relatifs aux cas complexes et aux urgences, assurant ainsi leur prise en charge sans exception des examens gastro-entérologiques. Cette procédure concerne actuellement 7 à 10 demandes par semaine en gastro-entérologie, ce qui représente moins de 5 % de l'ensemble des demandes.

L'hôpital informe que malgré les améliorations infrastructurelles et en ressources mises en œuvre, notamment par l'ajout d'un spécialiste supplémentaire par rapport à 2022 et des mesures d'optimisations qui devraient permettre de réaliser 800 examens de plus en 2023 par rapport à 2022 (en 2022, un total de 7.147 examens a été réalisé, comprenant 3.191 gastroscopies et 3.148 coloscopies), la demande en gastro-entérologie de consultations ambulatoires et d'examen ambulatoires continue d'augmenter.

Cette augmentation de la demande d'examen ne se limite pas à la gastro-entérologie, mais affecte également d'autres spécialités, notamment la cardiologie. Une mesure similaire a donc été mise en place. Dans le contexte de la cardiologie, 73 patients ont été renvoyés sur 6 mois sur 13.060 patients vus en consultation de cardiologie, ce qui correspond à 0,55 % et 4.269 demandes ont été adressées par des médecins externes dont 73 ont été refusées, ce qui correspond à moins de 2 %.

ad 2) Une mesure similaire à celle de l'hôpital précité n'a pas été renseignée par les autres hôpitaux.

ad 3) Le Ministère de la Santé a sensibilisé les acteurs à optimiser leur processus de prise de rendez-vous et de mettre en place une interaction entre les différents hôpitaux afin de pouvoir adresser au mieux les demandes d'examen urgents.

Il est à souligner que des rendez-vous non urgents peuvent également être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée.

.....
Calibrage des radars mobiles en cas de pluie | Question **8301** (11/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Code de la route gesäit vir, dass d'Vitesslimitatioun op den Autobunne bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat gëtt, well bei naasse Stroossen de Bremswee méi laang ass wéi op dréchene Stroosseverhältnissen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1380 hat de Mobilitéitsminister geschriwwen, dass „d'Schwellewäerter vun de mobille Radare gi systematesch ëmgestallt, wann d'Wiederkonditiounen dëst erfuerderen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Schwellewäerter vun de mobille Radare geännert? Mussen d'Polizisten dofir op d'Plaz, geet

dat mëttlerweil och schonn digital aus der Distanz oder mécht de Radar dat automatesch?

2. Bei wéi vill Nidderschlag ginn d'Schwellewäerter ugepasst?

Réponse (02/11/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Aktuell ass eng Ännerung vun de Vitesse-Schwellewäerter bei mobille Radaren, sief et automatesch oder aus der Distanz, net méiglech an d'Poliziste mussen heifir op d'Plaz fueren. Déi fix Radare kéinten technesch ugepasst ginn, mä dës Optioun gëtt awer net am Zesummenhang mat de Wiederkonditiounen genotzt. Dëst aus de Grënn op déi an der Fro zwee agaange gëtt. Do dernieft sief bemierkt, datt aktuell keng fix Radaren op Plazen installéiert sinn, wou d'Vitesse bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erfogesat ass.

ad 2. De Code de la route gesäit keng detailléiert Definitioun vum Nidderschlag vir, esou dass et am Ermiesse vum Beamten ass, fir situatiounsbedéngt ze appreciéieren, ob de Schwellewäert muss ugepasst ginn. Bei dëser Appreciatioun vun der Situatioun spillen e. a. folgend Facteuren eng Roll: d'Intensitéit vum Nidderschlag, den Zoustand deen Ament vun der Strooss an déi previsibel Dauer vum Nidderschlag.

Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | Question **8302** (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article récent du « Tageblatt », les bornes de recharge « Chargy » seraient atteintes d'un problème de réseau depuis des semaines. Conformément à l'article, le problème serait causé par les cartes SIM, qui n'arriveraient pas à se connecter au serveur, de façon à rendre une recharge des voitures électriques impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- 1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer les assertions relatées dans l'article en question ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles sont exactement les raisons ayant causé le problème de connexion des bornes de recharge au réseau mobile ?
- 3) Est-ce que des démarches ont déjà été entreprises pour remédier au problème ?
- 4) Dans quel délai une solution peut être envisagée ?

Réponse (12/09/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Oui, en effet le réseau de recharge Chargy a rencontré quelques problèmes de connectivité sur un certain nombre de bornes. Le réseau SuperChargy n'est pas concerné par ce problème de connectivité.

ad 2) Les problèmes proviennent d'une mise à jour faite sur un module de communication par le prestataire de service du réseau mobile responsable de la communication entre la borne et le système de supervision. Cette mise à jour a eu comme conséquence la perturbation de certaines connexions.

À noter que le problème n'a aucun lien avec la faillite du prestataire Powerdale ou avec la plateforme Nextmove, ni avec les bornes elles-mêmes.

ad 3) Oui. L'opérateur Chargy s'est tout de suite mis en contact avec les parties concernées afin de localiser la cause du problème et ainsi voir comment y remédier directement. En parallèle, l'opérateur Chargy travaille sur une solution alternative avec les mêmes parties

concernées dans le but de rendre l'infrastructure encore plus stable et d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

ad 4) Les analyses sont encore en cours mais un correctif a été appliqué le 8 septembre par l'opérateur mobile et le réseau s'est stabilisé. D'ici quelques jours, le problème devrait être résolu et le réseau de recharge à nouveau opérationnel à 100 %.

Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg | Question **8303** (11/09/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Eisen Informatiounen no, vergëtt den CHL och op Ordonnance vum Dokter am Moment keng Rendez-vous méi fir Endoskopien a Koloskopien, well de Service vun der Gastroenterologie sengen eegenen Aussoen no total iwwerlaf ass. Aus der ZithaKlinik komme ganz änlech Informatiounen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt een am Moment an deenen zwou Klinikken trotz Ordonnance vum Dokter kee Rendez-vous fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie kritt?
– Wa jo, firwat kréien d'Patienten kee Rendez-vous?
– Wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?
2. Wat waren déi duerchschnëttlech Delaie fir gastroenterologesch an alle Klinikken an de leschten 2 Joer?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère géif am Kader vun dëser parlamentarescher Ufro betreffend d'Rendez-vousen am Spidol fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8300 zum selwechte Sujet verweisen. Ergänzend ass ze soen, dass den Delai, fir ee Rendez-vous fir eng Endoskopie an engem Spidol ze kréien, vun der Urgence vun dëser Ënnersichung ofhänkt, déi op der Ordonnance ausgegëtt. Eng urgent Ënnersichung muss selbstverständlech kënnen sou séier wéi méiglech gemaach ginn, wat net onbedéngt de Fall fir eng normal Kontrollënnersichung ass. Et ass net méiglech, en detailléierte Rapport mat den duerchschnëttleche Waardezäiten ze erstellen, well dës Delaieren en fonction vun den Disponibilitéiten vun den Dokteren an de verschiddene Spideeler variéieren.

Suppression de la ligne RGTR 179 | Question **8304** (11/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Opgrond vum Abroch vum Tunnel Schieburg am August 2022, war d'Zuchstreck tëscht Kautebaach a Clierf, mat kuerzen Ënnerbriechungen, elo iwwert ee Joer gespaart. Doropshin ass tëscht Ettelbréck a Clierf d'RGTR-Linn 179 agesat ginn, fir de Schinneverkéier op dëser Streck ze ersetzen. Zu de Stouss- a Schoulzäiten ass dës Linn bis dunn zweemol pro Stonn gefuer a war ëmmer gutt geféllt. Zemoos fir de Schülertransport huet d'Linn eng Entlaaschtung vun anere Linnen duergestallt. Insgesamt hu vill Leit dës Bus benotzt, net just wéinst der Fermeterie vun der Nordzuchstreck, mee och, well aner Busser op änleche Parcoursen dacks iwwerfüllt sinn. Zënter dem 10. September 2023 ass d'Zuchstreck tëscht Ettelbréck a Gouvy, no laangem Waarden, rëm voll befuerbar an d'RGTR-Linn 179 soll nees ofgeschaaft ginn.

An dësem Kontext wëlle mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis soen, wéi vill d'RGTR-Linn 179 an de leschte Méint benotzt ginn ass?

– Kann de Minister eis soen, ob iwwerpréift ginn ass, ob et méiglech wier, dës Linn, zousätzlech zum Zuchverkéier, oprechtzeerhalen?

- Wa jo, wäert dës Buslinn weider am Asaz bleiwen?
- Wann nee, besteet d'Méiglechkeet, d'Linn 179 trotzdeem als Entlaaschtung fir de Schoultransport ze erhalen?

Réponse (26/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierte schwätze mat dëser Fro d'Linn 179 un, déi eng zousätzlech Mesure war, déi vum RGTR am Kader vum Accident Tunnel Schieburg en place gesat gouf.

Et ass richtig, dass d'CFL an d'ATP deemools nom Äerd-rutsch schnell reagéiert hunn an zesumme kuerzfristeg zousätzlech Offere geschafen hunn. Fir dës Mesurë sinn och zousätzlech finanziell Mëttele vum Finanzministère accordéiert ginn. Wat den RGTR betrëfft, war déi gréisste Mesure d'Aféierung vun enger zousätzlecher Buslinn op der N7 vu Clierf op Ettelbréck, fir do dann d'Korrespondenz mam Zuch an d'Stad ze maachen a Form vun dëser Linn 179. Dës Offer hat den Zweck, fir d'Clientë vum Zuch ze transportéieren, well den Zuchersatzdëngscht eleng net duergaange wier, fir déi erwaarten Unzuel vu Clienten ze transportéieren. Ewéi déi éierewäerten Deputéierte richtig erkannt hunn, ass déi Offer gutt ugeholl ginn an huet domat hiren Zweck erfüllt. Wéi d'Zuchstreck nees konnt opgoen, war déi Linn net méi noutwenneg a gouf agestallt.

Hei d'Äntwerten op d'Froen:

– Op der Linn 179 waren d'Hallschent vun de Busse mat automateschen Zielmaschinen ausgestatt. Dofir gëtt et eng relativ gutt Iwwersiicht vun der Notzung vun der Linn. An der Moyenne sinn an de Spëtze-stonnen tëscht 7 an 8 Leit matgefuer. Zu den aneren Zäite waren d'Zuelen änlech. Et gouf awer Deeg, wou iwwer 30 Leit op eenzele Faarte gezielt goufen. Dat sinn elo zwar keng schlecht Wäerter fir eng regional Linn; et ass awer och elo kee Grond, d'RGTR-Offer permanent ze erhéijen, wann ee bedenkt, dass jo keen Zuch gefuer ass.

– Et gëtt e puer Argumenter, firwat dës Linn net weiderhi ka weiderlafen.

Meng Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet keng Analys gemaach, dës Linn oprechtzeerhalen, well et sech hei ëm eng Mesure am Kader vun enger Reseau-stéierung handelt. Mir loosse dacks am Kader vu Perturbatiounen oder Chantiere vun enger grousser Envergue zousätzlech temporär Offere lafen, a stellen déi dann nom Ophiewe vun der Stéierung an.

An dësem konkrete Fall wier et och net méiglech, dës Linn einfach weider lafen ze loosse, well dat méi eng grouss Envergure géif ginn, an eng nei Ausschreiwung vun dëser Offer noutwenneg géif maachen. Am Finanzéierungsgesetz vum RGTR (Loi du 17 décembre 2021 relative au financement de l'exploitation des services publics d'autobus) ass dës Linn och net budgetiséiert a virgesinn. Si konnt just am Kader vun der Urgence esou schnell agefouert ginn. Den Exploitant huet vill Entrepreneursgeesch misse weisen, fir dës Linn kuerzfristeg an dunn iwwer e Joer kënnen ze bedriewen.

Nieft den organisatoresche Consideratiounen gëtt et awer nach eng Rei Argumenter, déi géint d'Weiderféiere vun der Linn schwätzen:



D'Linn 179 ass, ab Maarnech, d'nämmlecht gefuer ewéi d'Linn 170 Huldang-Dikrech-Ettelbréck, an ass domat eng Paralleloffier zum RGTR op der N7 an zur Zuchstreck. Et besteet mat der Linn 170 eng Offer am Hallestonnentakt tëschent 4.13 Auer an 9.13 Auer, an dann nees vu 15.13 Auer bis 19.13 Auer (Richtung Ettelbréck); a vu 5.50 Auer bis 9.50 Auer respektiv 15.50 Auer bis 19.50 Auer. De Rescht vun der Zäit fiert de Bus am Stonnentakt. Dat ass eng Offer, ewéi se op all Haaptachs am Land ugebuede gëtt an entsprécht och der Demande.

De Schoultransport ass onofhängeg vum RGTR-Reseau ze betruechten, well et gëtt eng parallel Busschouloffier. Falls e Bedarf während der Schoulzäit besteet, wäert an der Offer vum Schoultransport reagiert ginn.

Fir eng zousätzlech Linn besteet den Zuelen no keng Noutwennegkeet.

Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg | Question 8305 (11/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Patienten, déi eng kardiologesch Ënnersichung verschriwwé kréien, ginn am CHL aktuell zeréckgewisen, well d'Kapazitéiten duerch eng erhéicht Demande iwwerlaf sinn an duerfir just nach schwéier a komplex Fäll, déi eng héich Spezialisatioun erfuerderen, ugeholl ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Op wéi enger interner Uweisung berouen dës Refusen? Wéi goufen d'Krittären definéiert, fir iwwert d'Akzeptanz vun engem Patient ze decidieren a wie muss ofschléissend doriwwe befannen?

2. Wéi vill Patienté ware säit dem 1. Januar 2023 vun dëser Decisioun betraff an u wéi eng alternativ Aariichtungé kënnen si sech adresséieren?

3. Säit wéini besteet dës Situatioun? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang d'Zuele vun den Demandé fir kardiologesch Ënnersichungen a Behandlungen aus dem Zäitraum 2010 bis 2023 matdeelen an d'Zuel vun den Demandé pro Dokter während de genannte Jore prezisieren?

Réponse (17/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

Ech erlabe mir, bei dëser Question parlementaire op d'Äntwerten zu de parlamentareschen Ufroen N° 8300 an 8303 ze verweisen, déi allebéid déi selwecht Problematik betreffen.

Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM | Question 8306 (12/09/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Op der Websäit vun der ADEM kann een noliesen, dass am Prinzipp all oppen Aarbechtsplaz bei der ADEM muss gemellt ginn:

„Gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung und im Interesse eines funktionierenden Arbeitsmarktes muss jeder Arbeitgeber, der eine freie Stelle zu besetzen hat, eine Stellenmeldung bei der ADEM einreichen.“

D'Ausschreiwung vun enger Plaz bei der ADEM ka souwuel fir Patronen, wéi och fir déi Aarbechts-sichend, verschidde finanziell Virdeeler mat sech bréngen. Wann eng Plaz awer net bei der ADEM gemellt gouf, kënnen dës Virdeeler net geltend gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill oppe Stelle goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgeléicht pro Joer) bei der ADEM gemellt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un oppene Stelle* bei der ADEM iwwert déi vergaangene 5 Joer entwéckelt (opgeléicht pro Joer, all Kéiers um Enn vum Kalennerjoer)?

* (also d'Zuel vum besteende Stock un Aarbechtsplaze minus d'Zuel u verschwonnenen/attribuéeierte Stelle plus d'Zuel un Neiausschreiwungen)

3. Wéi vill Affiliatiounen (déclaration d'entrée pour salarié du secteur privé) goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgeléicht pro Joer) bei der CCSS gemaach?

4. Existéiert eng Schätzung bei de Ministère, wéi vill Plazen am Duerchschnitt pro Joer net bei der ADEM ausgeschriwwé ginn an direkt besat ginn?

Réponse (09/10/2023) de M. Georges Engel, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Als Äntwert op d'Froen 1-4 fannt Dir ënnendrénger déi néideg Zuelen.

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aides pour les propriétaires forestiers | Question 8307 (12/09/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

De „règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier“ an de „règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel“ gesinn Aidé fir Bëschbesëtzer vir, déi hire Bësch wëllen nei opforsten, ë. a. fir se méi resistent géint de Borkenkäfer oder ganz generell géint de Klimawandel ze maachen.

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Ausbezuellung vun den Aiden engersäits grouss Retarden. Op der anerer Säit sollen eng ganz Rei Aiden zwar accordéiert, mee net vun der Naturverwaltung ausbezuellet gi sinn, mam Argument, de betreffende Budget wier opgebraucht. Am concernéierte Gesetz, bzw. an de RGDen steet effektiv dran, dass d'Subsiden nëmme soulaang kënnen ausbezuellet ginn, wéi och e Budget do ass. Bei de private Bëschbesëtzer, déi hir Projete mussen virfinanzéieren, gëtt et dowéinst eng grouss Onsécherheet.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch d'Retarde beim Ausbezuellung vun de Primme bestätegen? – Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?

2. Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, dass de betreffende Budget schonn ugangs September opgebraucht war?

3. Wéi vill Demandé fir Subsiden aus dem Joer 2023 stinn nach aus? Ëm wéi ee Betrag geet et do?

4. Wéini ginn déi Aiden, déi an de leschte Méint accordéiert goufen, ausbezuellet?

5. No wat fir Prioritéite gëtt d'Waardelëscht opgeschafft? Wéi gëtt gereegelt, wien als éischt d'Subsiden ausbezuellet kritt? Geet et do nom Prinzipp „first come, first served“?

6. Wat geschitt mat den Demanden, déi nach bis Enn vum Joer agereecht ginn?

7. Ass d'Regierung der Meening, dass de Budget fir ökologesch Moosnamen an de Bëscher muss gehéicht ginn?

8. Gedenkt d'Regierung an Zukunft de System vum Ausbezuelen ze changéieren, soudass d'Rechnungen direkt vun de staatlechen Institutiounen iwwerholl ginn, fir esou d'Proprietären ze entlaaschten?

Réponse (24/10/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Bësch ass ee vun eise wichtegsten Ökosystemer hei zu Lëtzebuerg an en erfëllt fir eis Mënsche vill Déngschtleeschungen. De Bësch ass eng vun de Grondlage vun eiser Liewensqualitéit: e filtert eis Loft, rengegt a späichert eist Waasser, hien ass Liewensraum vun Déieren a Planzen, en ass eng beléifte Plaz fir eis ze erhuelen. E produzéiert en natierlecht Baumaterial, hëlleft, eist Klima ze reguléieren a späichert grouss Quantitéite vu Kuelestoff. De Bësch ass ouni Zweifel, nieft all sengen anere Funktiounen, eise beschten natierleche Partner am Kader vun der Bekämpfung vun der Klimakris.

Mir stellen awer fest, dass de Bësch selwer och ënnert der Klimakris leit; dat weist eis den Zoustand vun de Beem am Bësch. De Bëschzoustand ass awer keng Fatalitéit, gradesou wei den Dereglement vum Klima keng Fatalitéit ass. Mir mussen méigleiseg fueren: engersäits muss ee bei den Ursachen usetzen, z. B. de Loftemissiounen, anerersäits muss een d'Bëschgestioun upassen.

Hei huet d'Regierung sech ambitieus Ziler gesat an an deene leschte Joren och erreecht. An esou muss et och virgoen: nieft der Bekämpfung vun den Ursachen mussen mir eis dofir asetzen, dass esou e wäertvolle wéi komplexe System wéi de Bësch sech méiglechst gutt upasst a méi resilient (widerstandsfäeg) gëtt.

De Bësch ass en natierleche System, deen sech nëmme lues an extern Verännerunge wéi de Klimawandel upasst. E brauch Honnerte vu Jore fir sech unzepassen a gesäit warscheinlech duerno anescht aus, wéi mir en haut kennen. Déi Entwécklung mussen mir sou gutt et geet ënnerstetzen, wa mir an déi folgend Generatiounen weider vu senger Virdeeler an Déngschtleeschungen (Biodiversitéit, Grondwaasserqualitéit, Holzliwwerant, Erhuelungsraum asw.) profitéieren wëllen.

Déi weider Entwécklung vun eise Bëscher läit an der Hand vu ville verschiddeenen Acteuren, déi Bëschbesëtzer:innen oder -gestionnaire:inne sinn. Engersäits brauch een dofir ee Reegeliwerk fir den Ëmgang mat de Bëscher; dës ass mam neie Bëschgesetz opgestallt ginn, dat den 1. Oktober 2023 a Kraaft getrueden ass. Anerersäits brauch een en attraktive Subsiden- a Primmeregime, fir d'Bëschgestioun ekonomesch wéi och ökologesch attraktiv ze gestalten; och dës läit vir, hei e puer Prezisiounen dozou:

– D'Primm vum Klimabonusbësch (Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2021), ass eng am Joer 2021 vun der Regierung nei geschafte Primm fir d'Privatbëschpropietären:innen. D'Primm viséiert déi resilient naturno Bëscher, well déi ökologesch Servicer liwweren, vun deenen déi ganz Bevëlkerung profitéiert, dorënner och d'Ofpuffere vun den Effekter vum Dereglement vum Klima. Dës Primm ass en Deel



vun eiser Klima-Upassungsstrategie a gëtt iwwert de Klima- an Energiefong ausbezuelt.

- D'Bëschesubsiden existéieren zanter 1995. Dat respektiivt groussherzoglecht Reglement huet iwwer d'Zäit changéiert. Aktuell gëllen d'Konditiounen vum groussherzogleche Reglement vum 3. Mäerz 2022. An de Genoss vun dëse Subside komme souwuel privat wéi ëffentlech Bëschbesëtzer:innen. Dës Subside cibléieren aktiv Ëmsetzungsmaassnamen an der Bëschgestioun, fir de Bësch nei unzeplanzen, ze protegéieren, ze restauréieren, ze erhalen asw., awer och, fir d'Bëschgestioun ze plangen an duerchzuféieren. Dës Subside ginn iwwert den ordinäre Budget ausbezuelt, méi genee iwwert den Article budgétaire 52.2.53.020 am Budgetgesetz. Dësen ass „non limitatif“ a „sans distinction d'exercice“, wat bedeit, datt en Dëpassement kann ugefrot an accordéiert ginn. Reegelméisseg gouf an der Vergaangenheet een Dëpassement fir d'Bëschesubsiden ugefrot an accordéiert. Dat ass awer net alljoers néideg, well d'Demande vun deene Subside vu Joer zu Joer staark variéiert an net previsibel ass. Si hänkt z. B. vun der phytosanitärer Situatioun vum Bësch of (z. B. Borkenkäferbefall). De genannte Budgetartikel dréit d'Variabilitéit Rechnung. En Dëpassement unze-froen ass eng ganz normal staatsintern administrativ Prozedur a geet an der Reegel séier; dofir kennt et dozou net ze verzögeren beim Ausbezuelt vum Subsid. Fir d'Joer 2023 gouf esou en Dëpassement ugefrot an accordéiert.

Dës Hëllef ginn ëmmer méi an Usproch geholl, wéi och déi follgend Tabell weist:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

- ad 1. Nee, et gouf keng Retarde beim Ausbezuelen.
- ad 2. Ugangs September ass festgestallt ginn, datt déi reservéiert Enveloppe budgétaire fir 2023 net géif duergoen an et gouf dowéinst een Dëpassement vum Budget ugefrot an accordéiert; de Budget ass dohier net opgebraucht.
- ad 3. Vu datt den Dëpassement fir 2023 approvériert ginn ass, kann all accordéiert Demande no de gélege Reegelen ausbezuelt ginn.
- ad 4. D'Aidë ginn, esou wéi d'Gesetzgebung dat virgesäit, no Finalisatioun vun den Aarbechten ausbezuelt.
- ad 5. Et gëtt weeder eng Waardelëscht nach eng Prioritéitelëscht, dëst wär nämlech konträr zum Prinzip vum der Gläichbehandlung.
- ad 6. Dës Demandë gi wéi all anerer traitéiert. Vu datt d'Hëllef eréischt no den Aarbechten ausbezuelt ginn, kann een haut nach näischt dozou soen, aus wéi engem Joresbudget se ausbezuelt ginn.
- ad 7. Jo. An déi Meenung huet och hir Zoustëmmung vun der Chamber fonnt a spigelt sech och am Budget pluriannuel erëm. Doranner ass nämlech virgesinn, de järeliche Budget fir d'Bëschesubsiden all Joer ëm 200.000 EUR fir d'Joren 2024, 2025 an 2026 par rapport zum Virjoer ze erhéijen.
- ad 8. Nee, d'Regierung denkt net drun, de System vum Ausbezuelen an Zukunft ze changéieren, well de besteende System gutt funktionéiert.

Durée des incapacités de travail | Question 8308 (12/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS huet am Joer 2022 ronn 1.037.000 Krankeschäiner traitéiert. Dat ass ee Plus vun 30 % par rapport zu 2021. Dës Zuel setzt sech aus den Accidents de travail, de Krankeschäiner wéinst Krankheet an de Krankeschäiner wéinst Covid-19 zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

- 1. Wéi laang war den Duerchschnittskrankeschäin an de leschte 6 Joer, opgelëscht pro Joer (eng Kéier jee weils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt)?
- 2. Wéi laang war den Duerchschnittskrankeschäin an den éischte 6 Méint 2023 (eng Kéier jee weils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt)?

Réponse (31/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Duerchschnittsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir d'Joren 2017 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Den Tableau 2 weist d'Duerchschnittsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir déi éischt Hallschent vum Joer 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Projet de construction d'un hélicoptère privé à Urspelt/Clervaux | Question 8309 (13/09/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le village d'Urspelt est concerné depuis un certain temps par un projet de construction d'un hélicoptère privé pour un hôtel. L'autorisation de construction a déjà été accordée par l'ancien bourgmestre de la commune de Clervaux, mais selon nos informations, le projet n'aurait pas encore obtenu toutes les autorisations étatiques nécessaires. Le projet continue par ailleurs à défrayer régulièrement l'actualité régionale et a également été à l'ordre du jour de la séance du conseil communal de Clervaux du mois d'août 2023. Il semblerait que tou.te.s les représentant.e.s du nouveau conseil communal s'opposent désormais à la construction de l'hélicoptère, mais que l'interprétation des moyens d'agir diffère. Selon nos informations, un projet de motion visant à inviter le Collège échevinal à initier une modification ponctuelle du PAG afin d'interdire explicitement la construction d'hélicoptères dans la zone concernée voire sur tout le territoire communal, fut finalement retiré de l'ordre du jour en vue de clarifier la situation juridique en vue de la prochaine séance du conseil communal prévue le 29 septembre 2023.

En effet, certain.e.s élu.e.s ainsi que le nouveau bourgmestre, se basent sur une interprétation large des prescriptions du nouveau Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Clervaux – approuvé par le Ministère de l'Intérieur en mars 2023 – pour argumenter qu'au vu du PAG, qui ne mentionne pas expressément la possibilité de mise en place d'un aérodrome/hélicoptère dans la zone visée, le permis de construire accordé par le bourgmestre précédent, serait non conforme à la loi et devrait être soit retiré soit annulé. D'autres élu.e.s font par contre une interprétation plus restrictive des dispositions du PAG et argumentent que les règles urbanistiques liées à la zone concernée permettent la construction d'une telle construction parce qu'elles n'interdisent pas expressément la construction d'un aérodrome/hélicoptère, que

l'autorisation de construire était donc conforme et que, partant, seule une modification ponctuelle du PAG introduisant l'interdiction explicite d'un aérodrome/hélicoptère pour cette zone, permettrait à la commune de s'y opposer.

Face à ces argumentations diamétralement opposées, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'une ou l'autre de ces deux argumentations relatives à l'interprétation des prescriptions urbanistiques communales, respectivement nous donner une interprétation propre en amont du prochain conseil communal du 29 septembre 2023 ?

2) En cas de confirmation de l'approche d'une lecture stricte des dispositions réglementaires et légales visées et au vu du risque d'une multiplication des demandes d'hélicoptères privés dans nos communes, Madame la Ministre, ne considère-t-elle pas utile de modifier les dispositions légales afférentes de manière à ne pas permettre la construction d'hélicoptères partout où celle-ci n'est pas explicitement interdite ?

3) En cas de réponse négative à la question 2, Madame la Ministre invitera-t-elle au moins les communes luxembourgeoises à analyser la nécessité éventuelle d'une modification ponctuelle de leur PAG afin de limiter ou d'interdire la mise en place d'hélicoptères privés sur le territoire communal ?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur

Il me revient qu'en date du 4 septembre 2023, les autorités communales de Clervaux ont décidé de procéder au retrait de l'autorisation de construire N° 6/2022-2022 0045 portant sur l'aménagement d'une hélistation sise à L-9774 Urspelt, t'Schlass.

J'estime, par conséquent, que la question de savoir comment interpréter le Plan d'aménagement général (« PAG ») de la commune de Clervaux à cet égard en vue de l'établissement d'une hélistation privée est devenue, de ce fait, sans objet.

Je n'envisage pas d'inviter les communes à revoir leur PAG en vue de réglementer l'établissement d'hélistations privées sur leur territoire alors qu'il appartient aux communes en vertu de l'autonomie communale de décider souverainement et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain si elles envisagent d'adapter leur PAG dans ce sens.

Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG | Question 8310 (13/09/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am der Äntwert op meng parlamentaresch Fro 3878 huet d'Madamm Minister d'Rechtmsësegkeet vun hiren Interventiounen bei de Gemengen am Virfeld vun der Approbatioun vum jeeweilige PAG betount. Och géif esou eng Interventioun net géint d'Autonomie vun de Gemenge verstoussen. Dës Interpretatioun gouf duerch e rezent Urteel vum Verwaltungsgericht (48500C) allerdéngs widderluecht:

„Force est de constater en l'occurrence que l'acte litigieux est particulier à plusieurs égards. D'une part, d'un point de vue procédural, s'il a été pris par le Ministre de l'Intérieur au courant et dans le contexte de la procédure d'élaboration du PAG et avant l'intervention de l'acte final prévu par l'article 18 de la loi du 19 juillet 2004 et si a priori il a les apparences d'un acte préparatoire, il n'en reste toutefois pas moins qu'il ne

se situe pas dans le cadre de la procédure d'élaboration du PAG telle que prévue par la loi du 19 juillet 2004, dans la mesure où il n'est, en tant que tel, pas prévu par ladite loi, qui n'envisage pas une telle intervention préalable du Ministre de l'Intérieur et en l'occurrence ne lui accorde pas le pouvoir de donner aux communes des instructions en amont quant au sort à réserver au projet d'aménagement général et qui ne lui accorde pas un pouvoir décisionnel autre que celui envisagé par l'article 18 de la loi du 18 juillet 2004."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Madamm Minister aus deem entsprechenden Urteel?
2. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt dëst Urteel hir Kontroll op d'Legalitéit vun der Prozedur limitéiert, an datt si a kengem Fall ee Refus op Basis vun enger Kontroll vun der Opportunitéit dierf huelen?

3. Ass et konform mat de rechtsstaatleche Prinzipien, wann d'Kontrollfunktoun och hir eegen Interventiounen ëmfaasst an domat ee massiven Interessenkonflikt entsteet?

Réponse (10/10/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Als éischt wëll ech nach eemol drun erënneren, dass meng Recommendatioun un d'Gemeng, e komplementare Vott am Kader vun der Refonte vun hirem allgemenge Bebauungsplang (PAG) ze huelen, sech op en Urteel²⁸ vun Verwaltungsgericht baséiert, dat sou eng Virgoensweis als eng „façon régulière et efficace, voire souhaitable dans le cadre d'une bonne administration“ qualifizéiert huet. D'Gemeng bleift hei souverän a kann am Kader vun hirer Gemengenautonomie entscheeden, ob si sou enger Recommendatioun nokëent oder net.

D'Urteel vun der Cour administrative, dat den Deputéierten zitéiert, betrëfft ausschliisslech d'Ufegbarkeit vum Courier, deen ech der Gemeng zoukomme gelooss hunn a mat deem ech hir recommandéiert hunn, e komplementare Vott ze huelen.

An éischer Instanz hat d'Verwaltungsgericht²⁹ déi besote Recommendatioun vun der Inneministesch un d'Gemeng als e rengen „acte préparatoire“ qualifizéiert, deen een net separat kann usichen. D'Riichter aus zweeter Instanz sinn awer zur Schlussfolgerung komm, dass sou e Courier eng administrativ Decisioun ass, déi kann ugefegcht ginn.

Aus dem uewe genannten Urteel geet deemno net ervir, dass sou e Schreiwes, wat enger Gemeng recommandéiert, e komplementare Vott ze huelen, eng illegal Praxis wier.

Évaluation du cours « Vie et société » | Question 8311 (13/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Mat der Aféierung vum Cours „Vie et société“ an de Schoulen, gouf simultan matgedeelt, datt no enger gewësser Zäit eng Evaluatioun vun dësem Cours géif gemaach ginn, an dat andeem de Conseil des cultes conventionnés reegelméisseg punkto reliés a philosophesch Froe géif consultéiert ginn. An der Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg steet am Art. 12: „La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.“

²⁸ Urteel N° 15435 vum Verwaltungsgericht
²⁹ Urteel N° 44899 vum Verwaltungsgericht

An deem Zesummenhang géif ech gär dem Här Educatiounsminister folgend Froe stellen:

1. Bis dato ass, menges Wëssens, nach keng Analys vum „Vie et société“-Cours verëffentlecht ginn. Ass eng an der Maach? Wa jo, wéini gétt déi publizéiert? Wann nee, firwat net?
2. Ginn déi verschidde reliés Kierchen a Communautéiten (Conseil des cultes conventionnés) reegelméisseg zu den Entwécklung consultéiert? Wa jo, ënnert wat fir enger Form? Wann nee, firwat net?

Réponse (12/10/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richtig, datt keng Analys vum Fach „Vie et société“ (VIESO) verëffentlecht gouf.

Am Joer 2017 gouf eng intern Ëmfro duerchgeféiert, fir en Iwwerbléck iwwer den Erfolleg vum Fach ze kréien a feststellen, wou Verbesserungspotential bestoe géif. Am Uschloss goufen ë. a. all d'Materialien zum Cours fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire iwwerschaaft, fir méi no un d'Besoinen vun den Enseignanten ze kommen. Dës Ëmfro war awer net representativ, sou datt se just fir intern Zwecker benotzt gouf.

Eng méi breet Analys gouf am Joer 2019 geplangt, huet awer d'Covidsituatioun net méi wéi virgesinn duerchgefouert kënnen ginn.

Den 19. Oktober 2023 ass fir d'éischte Kéier zanter dem Lancement vum Fach ee „VIESO-Dag“ fir all VIESO-Enseignanten a -Enseignanteën aus de Secondaireeschoulen geplangt. Dese Gedankenaustausch ass de Startschoss fir eng méi ëmfaassend Analys vum Fach VIESO am Lëtzebuurger Schoulsystem.

Et sief nach ernimmt, datt d'Programmkommissiounen vum Fach plangen, e schoulformiwwergräifenden Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee mat der Iwwerarbeitung vum Rahmenlehrplan befaasst gétt.

ad 2. Den Austausch mat Lëtzebuurger Reliounscommunautéiten a Kulte gouf ufanks gefleegt, huet sech awer mat de Jore verlaf. Zanterdeem datt d'Fach VIESO méi a méi als reguläert Schoulfach betruecht gétt an déi vermeintlech Sonderstellung méi an den Hannergrond getrueden ass, ass och den Austausch mat de verschidde Reliounscommunautéiten an den Hannergrond getrueden. Dobäi muss och gesot ginn, dass et an de leschte Jore keng Ufroer méi gouf fir weider Consultatiounen.

Den Educatiounsministère verschléisst sech net engem Echange mat gesellschaftlechen Acteuren am Kader vun der Entwécklung vu Programmer a Léiermaterialien, allerdéngs mussen dobäi pädagogesch Aspekter an d'Zilsetzung vum Léierplang agehale ginn.

Éducation à la sexualité | Question 8312 (13/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De Sexualunterrecht fir behënnert Kanner kann opgrond vun hire spezifesch Bedierfnesser Problemer mat sech bréngen. Oft sinn d'Léiermaterialien an d'Unterrechtmethoden net dem kognitiven Entwécklungsstadium an de Kommunikatiounsméiglechkeeten vun dese Kanner ugepasst. D'Léierpersounen an d'Educatrice si méiglecherweis net ëmmer genuch op dës delikat Erausforderung virbereet. Eng aner Gefor besteet doran, datt d'Elteren oder d'Betreier vun dese Kanner net genuch, wann iwwerhaupt, an d'Planung an d'Duerchféierung vun dësem Unterrecht abezu ginn oder datt hir grondsätzlech Bedenke géint

Sexualunterrecht oder verschidde Formen oder Inhalter vun deem Unterrecht net respektéiert ginn.

Lëtzebuerg, wou de Sexualunterrecht am Secondaire eng éischer marginal Roll spillt, bleift vun dësem Problemfeld net onberéiert. Dat beweist e rezente Fall aus dem „Centre pour le développement intellectuel (CDI) – Annexe Differdange“, wou engem Grupp vu 15-järege Kanner mat Behënnerung vun enger Infirmière (oder vun e puer Infirmièren) eng Form vu Sexualunterrecht erdeelt gouf, déi, sou ass eis zu Ouere komm, bei op d'mannst engem vun dese Kanner zu enger séilecher Traumatiséierung gefouert huet. Bei dësem Sexualunterrecht goufen de Kanner net just Zeechnunge vun alle Forme vu Geschlechtsverkéier a vun de verschidde Stellungen beim Geschlechtsverkéier gewisen, an dat op eng besonnesch explizitt Aart a Weis, mee et gouf hinnen (wéi een am „Bilan de fin d'année scolaire 2022-2023“ noliese kann), och „Spiller“ ugebueden, woubäi an der betreffender Broschür awer net steet, ëm wéi eng „Spiller“ et sech dobäi handelt.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, datt den Inhalt an d'Unterrechtmaterialie vum Sexualunterrecht am CDI Annexe Differdange mam Educatiounsministère ofgeschwat goufen? Wa jo, opgrond vu wéi enge Kritäre gouf dësen Inhalt an dat betreffend didaktescht Material guttgeheescht?

2. Wéi eng pädagogesch Iwwerleeunge stinn hanner d' Tatsaach, datt dës Form vun „explizitem“ Sexualunterrecht an engem Kompetenzzentrum kann ugebuede ginn, awer net an de classeschen oder technesche Lycéeën?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Infirmière bzw. d'Infirmièren, déi dese Sexualunterrecht duerchgefouert huet/hunn, speziell op dës Form vun Unterrecht virbereet gouf(en)? Wa jo, goufen hir Kenntniss a pädagogesch Kompetenze vun enger staatlecher Instanz iwwerpréift? Wa jo, ëm wéi eng staatlech Instanz handelt et sech dobäi?

4. Kruten d'Eltere vun de behënnerte Kanner am Virfeld vum Sexualunterrecht d'Inhalter bzw. dat „didaktescht Material“ gewisen? Wann nee, firwat goufen den Elteren dës Informatiounen virethalen?

5. Gétt dës Form vu Sexualerzéiung och an anere Kompetenzzentren duerchgefouert? Wa jo, hunn d'Elteren d'Méiglechkeet, hir Kanner aus dese „Coursen“ erauszehuelen? Wa jo, wéi oft ass dat an de leschten 3 Joer geschitt?

6. Geet den Här Minister net dervun aus, datt sexuell Opklärung primär eng Aufgab vun den Elteren, an net vum Staat ass?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass essenziell ze erkennen, datt jonk Leit mat enger Behënnerung déi selwecht Bedierfnesser, Wënsch a Rechter hu wéi aner jonk Leit, wann et ëm Sexualitéit an intim Bezéiunge geet. Allerdéngs gétt et dacks Barrièren a spezifesch Erausforderungen, deene jonk Leit mat enger Behënnerung begéine kënnen. Dozou gehéieren, ënnert anerem, Virurteeler a sozial Stereotypen, kierperlech oder kognitiv Barrièren esouwéi en Zougang zu Informatiounen. An et ass grad zu dësem leschte Punkt wou d'Schoul ka bäidroen, méi Gläichheet tëscht de Schüler ze schafen.

ad 1. Nom Prinzip vum der Subsidiaritéit an ugepasst un déi respektiv Programmer aus dem Enseignement secondaire bitt de Centre pour le développement intellectuel (CDI) fir d'Fach Vie et société ënnert anerem ee Cours mam Thema Éducation à la vie affective et sexuelle fir jonker ab 13 Joer un.

ad 2. D'Éducation à la vie affective et sexuelle ass och e Sujet an de Programmer vum Enseignement secondaire, ë. a. am Fach Vie et société an och an de Sciences naturelles.

Sexualunterricht ass „par essence“ explizit. Dofir ass et wichtig, datt grad Jonker mat enger kognitiver Beanträchtegung unhand vun enger differenzierter Approche un d'Theema Éducation affective et sexuelle erugefouert ginn.

ad 3. Am Fach Vie et société gëtt d'Theema Éducation à la vie affective et sexuelle vun den Titulaires de classe mat der Ënnerstëtzung vun Infirmière gehalen. Dës Zesummenaarbecht vun zwee Spezialiste garantéiert, datt am CDI déi spezifesch medezinnesch Inhalter mat enger adaptéierter Methodik ugebued ginn an déi Jonk mat der néideger Professionalitéit un dëst sensibel Thema erugefouert ginn. Infirmière hunn extensiv Kenntnisser vun der Physiologie a vu sexueller Gesondheet, wat hinnen et erlaabt, korrekt, evidenzbaséiert Informatiounen ze liwweren. Infirmière kënnen spezifesch medezinnesch Froe betreffend Contraception, sexuell iwwerdrobar Krankheeten a kierperlech Verännerunge beäntweren.

ad 4. D'Eltere sinn am Virfeld iwwert de Wee vum Carnet de liaison informéiert ginn, wéini d'Theema Éducation affective et sexuelle am Fach Vie et société ënnerriicht gëtt.

ad 5. Och an anere Kompetenzzentren ginn dës Themen ënnerriicht. Wéi schonns erwäant ass et wichtig, datt och Jonker mat spezifesch Besoinen eng Sexualerzëhung kréien. Selbstverständlech gëtt am Dialog mat den Elteren d'Noutwendegkeet vun der Sexualerzëhung thematiséiert.

ad 6. Bei der sexueller Opklärung, ee klengen Deel vun Cours Éducation affective et sexuelle, solle beschtefalls d'Schoul an d'Elterehaus gemeinsam an der Verantwortung stoen. Duerfir bitt d'Equipe aus dem CDI, déi de Cours hält, och den Austausch mat den Elteren un. Doriwwer eraus stinn och Pädagogen a Psychologen aus dem CDI den Eltere bei dësem sensibelen Thema zur Säit, fir si ze beroden an ze ënnerstëtzen.

Congé pour raisons familiales | Question 8314 (14/09/2023) de M. Max Hengel (CSV)

De Congé pour raisons familiales kann am Fall vun enger Krankheet vun engem Kand vun engem Elterendeel geholl ginn, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, fir d'Betreiung vum Kand ze garantéieren.

D'Dauer vum Congé pour raisons familiales hänkt vum Alter vum Kand of. Sou kann een op guichet.lu liesen:

- 1^{re} tranche d'âge : Enfant âgé de 0 à moins de 4 ans accomplis : 12 jours de congé par enfant
- 2^e tranche d'âge : Enfant âgé de 4 ans accomplis jusqu'au jour précédant son 13^e anniversaire : 18 jours de congé par enfant
- 3^e tranche d'âge : Enfant âgé de 13 ans accomplis à 18 ans accomplis et hospitalisé : 5 jours de congé par enfant en cas d'hospitalisation

An deem Sënn kënnen d'Eltere bis zu hirem Kand sengem 13. Gebuertsdag de Congé pour raisons familiales huelen, wann d'Kand krank an doheem ass. Ab sengem 13. Gebuertsdag bis zu sengen 18 Joer, hunn d'Elteren dann nëmmen nach d'Rescht op de Congé pour raisons familiales, wann hiert Kand hospitaliséiert ass.

Dëst kann awer problematesch sinn, zemoos wann d'Kand réischt 13 Joer huet an d'Elteren sech net

kënnen de Congé de récréation huelen, fir mat ëm doheemzebleiwen, dëst wëll se en duerch organisatoresch Grënn am Betrib net accordéiert kréien oder just, well se keng Deeg vum Congé de récréation méi iwwreg hunn. Och hunn d'Elteren oft keng Méiglechkeet, fir eng aner Persoun, zemoos kuerzfristeg, ze fannen, déi mam Kand doheembleift.

An der Fonction publique benefisséieren d'Employéë vum sougenannte Congé social. Mam Congé social huet een, dee ganzdaags schafft, 24h respektiv 12h fir een, deen hallefdaags schafft, zegutt, an dëst all 3 Méint.

An deem Kontext wëilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, dass een e Congé ënner gewësse Konditiounen sollt virgesinn och oder grad, wann d'Kand net hospitaliséiert ass?
2. Kéint een de Congé social net och virgesi fir déi Leit, déi am private Secteur schaffen?

Réponse (05/10/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Dispositif vum Congé pour raisons familiales (CPRF) ass als Spezialcongé an den Artikelen L.234-50 bis L.234-54 vum Aarbechtsgesetzbuch (Code du travail) definéiert a gereegelt.

De Code gesäit och vir, datt eng Verlängerung méiglech ass am Fall vun enger „maladie ou [...] une déficience d'une gravité exceptionnelle“, déi an engem groussherzogleche Reglement definéiert sinn. Ënner anerem ass bei enger Hospitalisation vun op d'mannst 2 Wochen oder bei enger Kriibserkrankung esou eng Verlängerung méiglech.

Dëst Reglement stamt ursprénglech aus dem Joer 1999. Fir datt dës Dispositiounen besser un déi aktuell an zukünfteg Besoinen alignéiert sinn, hunn de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an de Ministère fir sozial Sécherheet eng Revisioun vun den Dispositiounen lancéiert gehat. Dës Aarbechte sinn nach amgaangen a betreffen esouwuel déi legal ewéi déi reglementaire Dispositiounen.

Dobäi ass ënner anerem virgesinn, eng méi grouss Flexibilitéit ze erméiglechen a Fäll, wou eng Presenz vun den Elteren néideg ass am Krankheitsfall vun engem Kand.

ad 2. Zousätzlech zu den Aarbechten, fir den Dispositif vum CPRF ze iwwerschaffen, gouf fir déi genannte Fall eng weider Mesure am Aarbechtsgesetzbuch agefouert. Esou huet de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft de Gesetzesprojet N° 8016 ausgeschafft, deen den 11. Juli 2023 unanime an der Chambre des Députés gestëmmt gouf an den 21. August 2023 a Kraaft getrueden ass.

D'Gesetz vum 15. August 2023³⁰ gesäit am Fong 2 nei Congéé vir.

Den éischten ass de „congé d'aidant“. Hei handelt et sech ëm e Congé vu 5 Deeg pro Joer, deen de Salaré kann huelen, fir e Familljemember ze fleegen, wann

dëse méi schwéier krank ass an Hëllef brauch. Dorënner falen d'Kanner, de Papp an d'Mamm oder de Conjoint oder Partner vum Salaré.

Den zweeten ass de „congé pour raisons de force majeure liée à des raisons familiales urgentes en cas de maladie ou d'accident rendant indispensable la présence immédiate du salarié“, deen de Salaré kann huelen, wann hie wéinst familiäre Grënn direkt muss present sinn, well e Familljemember en Accident hat oder krank ass. Hei handelt et sech ëm e Congé vun engem Dag pro Joer.

Soumat hunn d'Leit och elo d'Méiglechkeet present ze sinn, wann hir Kanner iwwer 13 Joer krank sinn an net hospitaliséiert an d'Leit aus dem private Secteur hunn och elo d'Méiglechkeet, fir sech Congé ze froen, fir engem Familljemember ze hëllefen.

Ausserdem gesäit dat Gesetz och nach vir, datt e Salaré, deen op d'mannst 6 Méint op senger Schaff agestallt ass an deem seng Kanner nach keng 9 Joer hunn, ka méi flexibel Aarbechtsstonnen ufroen.

Centre de primo-accueil | Question 8315 (14/09/2023) de M. Paul Galles (CSV)

Am August koum et zu enger Ännerung bei der Opnam vu Flüchtlingen. Am Centre de primo-accueil um Kierchbiérg gi Flüchtlingen nëmmen nach opgeholl, wann se virdu schonn hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirektioun op der Areler Strooss gemaach hunn. Dës Ännerung bréngt mat sech, datt verschidde Flüchtlinge riskéieren, op der Strooss ze landen, ë. a., well d'Büroe vun der Administratioun an der Woch just tëschent 8.30 Auer an 12.00 Auer op sinn an de Weekend ganz zou sinn.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Aus wat fir Grënn ass d'Prozedur fir den éischten Accueil vu Flüchtlinge geännert ginn?
2. Wat passéiert mat deene Leit, déi ausserhalb vun den Öffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun ukommen an Asyl wëllen ufroen?
3. Wéi vill Leit sinn zanter der Ännerung vun der Prozedur am Centre primo-accueil um Kierchbiérg ofgewise ginn?
4. Envisagéiert de Ministère, d'Öffnungszäite vun der Direction de l'immigration an der Woch unzepasse respektiv ze verlängeren?
5. Envisagéiert de Ministère, eng Ulafstell fir de Weekend ze schafen?

Réponse (26/09/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Et gouf festgestallt, dass 30 % vun de Persounen, déi am Centre de primo-accueil um Kierchbiérg ukomm sinn, dono keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdirektioun gemaach hunn.

Well d'Plazen am Centre de primo-accueil um Kierchbiérg ëmmer méi limitéiert sinn, ginn dofir nëmmen nach déi Leit opgeholl, déi och eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz gemaach hunn.

ad 2. Wann sech ausserhalb vun den Öffnungszäite vun der Immigratiounsdirektioun Leit presentéieren, déi eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz wëllen areecheen, ginn si iwwer aner Iwweruechtungsstrukturen informéiert, déi hinnen an dësem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persounen,

³⁰ Loi du 15 août 2023 portant modification :
 1° du Code du travail ;
 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
 3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

wéi zum Beispill Famillje mat mannerjäreg Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun enger Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ënnerwee sinn, sinn net vun dësem Changement betraff, a ginn och weiderhin an enger spezialisierter Struktur opgeholl.

ad 3. Vum 10. August 2023 bis den 20. September 2023 gouf et 169 Ofweisungen am Centre de primo-accueil um Kierchbierg.

Et sief unzemierken, dass an dësem Kader vun Ofweisungen an net vu Persoune geschwat gëtt. Et ass méiglech, dass zum Beispill eng Persoun sech e puermol am Centre de primo-accueil um Kierchbierg ouni agereechten Demande presentéiert huet.

ad 4. a 5. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Ëffnungszäite vun der Immigrationsdirektioun ze erweideren, well dat aus organisatoresche Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationale Schutz opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. An deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions | Question 8316 (14/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Scho bei senger Aféierung ass dat neit Waffegesetz ganz staark kritiséiert ginn, besonnesch och vu Leit, déi Waffe sammeln. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt d'Reegelen esou geännert goufen, datt d'Sammler konnten e materielle Schued erliden. Verschiedener hate Waffe vollkomm legal kaf, déi méi spéit duerch déi nei Reegelen an d'Illegalitéit gefall sinn an dowéinst hu missen technesch verännert oder ofgi ginn.

An der Tëschenzäit konnte jo éischt Erfarunge mat dem Gesetz gesammelt ginn an et wär interessant gewuer ze ginn, wéi dat Gesetz an der Praxis ugewannt gëtt.

Och de Fonctionnement vun deene Servicer, déi sech ëm de Waffeschäi këmmere, steet geleeëntlech an der Kritik. Sou ass mir zum Beispill zu Ouere komm, datt Leit, déi eng Verlängerung vun Waffeschäin ufroen, heiansdo méintelaang keng Äntwert vun Justizministère kréien an eréischt op Nofro gewuer ginn, datt eventuell kéint e Problem bestoen. Et dierf een net vergiessen, datt déi Leit mussen am Besët vun hirem Waffeschäi sinn, fir hirem Hobby kënnen nozegoen.

Dowéinst géif ech der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi kann et sinn, datt ee staatleche Service en Dokument, ewéi zum Beispill e Waffeschäin, méi ewéi dräi Méint anhält, ouni dee betraffene Bierger ze kontaktéieren? Wéi sinn d'Prozeduren an d'Delaien an esou enger Situatioun? Wéi eng Rechter huet de Bierger an där Prozedur?

2. Wéi vill Leit sinn, dem Ministère sengem aktuelle Wëssensstand no, an enger Situatioun, an där si Wafffen, déi si legal kaf haten, missten technesch verännere oder ofginn?

3. Gëtt et aktuell eng Prozedur oder, wann net, ass geplangt eng Prozedur anzeféieren, fir déi concernéiert Leit fir hire materielle Verloscht ze entschiedegen, amplaz datt si einfach op hir Waff mussen ouni Kompensatioun verzichten? War d'Modifikatioun a posteriori vun de gesetzleche Bestëmmunge fir déi betraffene Leit net mat den Auswierkunge vun enger Expropriatioun ze vergläichen?

4. Wär et aus Fairness net sënnvoll, déi aktuell gesetzlech Reegelen esou unzepassen, datt de Stéchdatum fir d'Applikatioun vun deenen nei Reegelen, och bei der Detentioun vun enger Waff, no hanne géing verluecht ginn, z. B. an d'Joer 2021, also op en Zäitpunkt, op deem déi nei Reegele schonn allgemeng bekannt waren?

Réponse (12/10/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. Gültig Waffeschäiner ginn an der Reegel net zeréckbehalen, wann eng Demande fir eng Verlängerung virläit.

Déi Hypothees, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro viséiert, kënn nëmme vir, wann e Waffeschäin aus administrativen oder strofrechtleche Grënn séchergestallt gëtt. An esou Fäll muss eng Regularisatioun gemaach gi vum Waffeschäin, iert dëse kann zeréckgi ginn. D'Delaien, déi bei deene Prozeduren applikabel sinn, sinn déi, déi am Kader vum groussherzogleche Reglement vom 8. Juni 1979 iwwer déi net gerichtlich administrativ Prozedur („règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes“) gëllen.

Do dernieft huet natierlech all Bierger d'Recht, fir sech all Moment un de Waffeservice ze adresséieren, per Telefon, E-Mail, oder Bréif, wann e gären eng Informatioun zu senger lafender Demande huet.

ad 2. Aus dem Artikel 66 Paragraf (5) vum neie Waffegesetz vum 2. Februar 2022 ergi sech déi zousätzlech Aarbechten, déi aus der Iwwerpréiwung vun deenen nei verbuendene Waffen entstinn. Bei all Demande fir eng Verlängerung vun engem Waffeschäin, déi nom Akraaftriiede vum neie Gesetz (1. Mee 2022) gemaach ginn ass a wäert gemaach ginn, muss de Waffeservice kontrolléieren, ob sou eng Waff um Waffeschäi steet. Vu dass d'Lafdauer vun engem Waffeschäi fënnf Joer ass, kann een dovun ausgoen, dass déi zousätzlech Iwwerpréiwunge bis de Mee 2027 undauern. Et gëtt geschat, dass, bis dato, eng 40 bis 50 Leit an deem Fall waren, an dass et sech dobäi, pro Persoun, am Duerchschnitt ëm zwou bis dräi Waffen handelt.

ad 3. Et gëtt aktuell keng Entscheedungsprozedur fir déi genannte Fäll.

ad 4. De Stéchdatum vum 13. Juni 2017, deen am Artikel 66 vum neie Waffegesetz virgesinn ass, ergëtt sech direkt aus der Waffendirektiv N° 2021/555 Artikel 10 Paragraf 5. Den nationale Legislatuer kann do also keen anere Stéchdatum festhalen.

Grève chez Cargolux | Question 8317 (15/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Après des mois de négociations sur une convention collective pour le personnel du groupe Cargolux, les deux syndicats LCGB et OGB-L ont dû rejeter la dernière proposition de la direction de Cargolux et le personnel est entré en grève le jeudi 14 septembre. Rappelons que le groupe Cargolux a enregistré pour 2022 un chiffre d'affaires record de 5,1 milliards de dollars US avec un bénéfice après impôt de 1,6 milliards de dollars US et que l'État luxembourgeois est indirectement l'actionnaire largement majoritaire du groupe Cargolux.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) N'êtes-vous pas d'avis que la direction du groupe Cargolux devrait se montrer flexible dans les

négociations sociales et accepter les propositions des syndicats ?

2) Êtes-vous prêt à intervenir auprès des représentants de l'État dans le conseil d'administration du groupe Cargolux afin que celui-ci accepte les propositions des syndicats ?

Réponse (10/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Considérant qu'un accord a entre-temps pu être trouvé entre la direction de Cargolux et les syndicats, les questions posées ne sont plus d'actualité.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question 8318 (15/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Ech kommen zrëck op d'Äntwerte vum Här Minister op meng parlamentaresch Froen Nr. 7819 an Nr. 8040 iwwer extern Mataarbechter vun der ENEPS.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. No der Meenung vum Här Minister sinn d'Regierungsbeschlëss vum 2001, 2015 resp. 2022 intern Dokumenter. Laut Verfassung si Gesetzer, Reglementer an allgemeng administrativ Decisioune réischt mat der Verëffentlechung an der gesetzlech bestëmmter Form verbindlech. Kann den Här Minister soen, wéini déi mentionéiert Regierungsbeschlëss am Mémorial publizéiert goufen? Wann dat net de Fall sollt sinn, wéi erkläert den Här Minister dëst Versäumnis, dat besonnesch d'Validitéit vum Regierungsbeschlëss vum 2022 ënnergrueft? Kann den Här Minister confirméieren, datt am Fall vun enger Netpublikatioun vun de besote Regierungsbeschlëss d'Bestëmmunge vun der Verfassung net respektéiert goufen an datt déi mentionéiert Regierungsbeschlëss, an notamment dee vum 2022, net applizéierbar sinn?

2. Déi mentionéiert Regierungsbeschlëss gëllen anscheinend och fir d'Assistenztrainer vun den Ausbildungszentere vun de Sportverbänn, déi vum Sportslycée koordinéiert ginn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, kann den Här Minister déi, och laut Verfassung, betreffend noutwendeg gesetzlech a reglementaresch Basis am Joer 2022 uginn?

3. Eng legal Basis gouf viru Kuerzem per Gesetz geschaaft. Wéi wëll de Minister an deem Kontext déi verfassungsrechtlech Awännung vum Staatsrot ëmgoen? Dat géilt souwuel fir d'ENEPS wéi och fir d'Entscheidungunge vun den Assistenztrainere vun de Sportverbänn.

4. Wat d'Formule betreffend d'Iwwerstonnereegelung ugeet, gëtt den Här Minister a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7819 fir 225 Punkten e Stonneloun, laut Formule, vu 40,36 Euro un. Laut senger Äntwert op d'parl. Fro Nr. 8040 gëtt de Stonneloun fir 560 Punkte mat 123,89 Euro uginn. Ass et méiglech, datt bei mentionéierter Berechnung iertemlecherweis de sougenannten „méi héije“ Punktwäert berechent gouf an de besote Stonneloun eigentlech 38,22 Euro ausmaache misst? Dat selwecht géllt fir d'Beispill mat de 560 Punkten, woubäi hei den eigentleche Stonneloun 95,12 Euro misst sinn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, wat wëll de Minister maachen, fir dësen Iertum ze behiewen?

Réponse (30/10/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1. Dëst kann esou net confirméiert ginn. Regierungsbeschlëss mussen net am Journal officiel verëffentlecht ginn, fir dass se applizéiert kënnen ginn.

ad 2. Jo, déi mentionéiert Regierungsbeschläss hunn och fir d'Assistenztrainer aus den Ausbildungszentren vun de Sportverbänn am Sportlycée gegollt.

Déi gesetzlech a reglementaresch Basen, op deenen de Regierungsbeschloss vun 2022 geholl gi war, ware folgend:

- loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (art. 23);
- loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports;
- loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport;
- loi modifiée du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée;
- règlement grand-ducal du 13 avril 1984 déterminant les conditions et modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale prévue à l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives;
- règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives.

ad 3. No Analys vun den Avice vum Staatsrot zu deene genannten Texter gouf all Opposition formelle Rechnung gedroen an entsprechend de Suggestiounen vum Staatsrot ugepasst.

ad 4. Wéi an der Question parlementaire N° 8040 geschriwwen, gëtt de Stonneloun folgendermoosse berechent:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice: 100) x (1:22) x (1:52).

Konform zu den Texter, déi an deem Kontext am Abrëll 2023 en vigueur waren, entsprécht dëst, bei engem Beispill vu 560 Punkten, 123,89 Euro brutto.

Hei um Beispill vu 560 Punkten eng konkret Uwendung vun deene verschiddenen Indicen, wéi se konform zum Code vun der Fonction publique benotzt musse ginn:

$560 \times (2,2889833 \times 12) \times (921,4/100) \times (1:22) \times (1:52) = 123,89 \text{ Euro}$

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7819, wou de Stonneloun bei „engem fiktive Beispill vu 5.000 Euro Bruttoloun“ gefrot gi war, war menges Servicer effektiv ee Feeler an der Ëmrechnung vum fiktive Bruttoloun op besote fiktive Stonneloun ënnerlaf. Dëse wier effektiv 49,78 Euro an net 40,36 Euro. Well dëst awer just ee fiktivt Rechebeispill war, wat ni konkret applizéiert ginn ass, hu mir mat dëser Richtegstellung den Iertum behuewen.

Ofschléissend kann ee bemerken, dass zënter dem 15. September 2023 mam Akraafttriede vum modifizéierte Sportgesetz vun 2005 an zënter dem 1. Oktober 2023 mam Akraafttriede vum INAPs-Gesetz déi uewe genannte komplex Formele mat schwéier novollzëibaren ënnerschiddlechen Indicen net méi uwenbar sinn an d'Tariffer duerch folgend groussherzoglech Reglementer nei definéiert goufen:

1. „règlement grand-ducal du 29 août 2023 modifiant 1° le règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives et 2° le règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives“,

2. „règlement grand-ducal du 23 août 2023 déterminant l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux“.

Rupture de stock du cannabis médicinal | Question 8319 (15/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut eisen Informatiounen gëtt et schonn erëm eng Rupture de stock beim medezinnesche Cannabis. Nëmme Cannabisueleger wieren am Moment nach ze kréien. Eisen Informatiounen no, soll dann och d'Aart vum Produit, deen de Patiente gi gëtt, geännert ginn: vun Tilray op Schroll Medical.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Firwat gëtt dëse Wiessel gemaach?
2. Firwat gouf net séchergestallt, dass et bei dësem Wiessel net zu engem Enkpass u Cannabis kënn?
3. Firwat gëtt de Faarfcode Rout/Blo/Giel erëm agefouert, nodeems e mam neie Fournisseur ofgeschaaft gi war?
4. Wéini wäerten déi 3 Zorten erëm disponibel sinn?
5. Wéi vill bleift tëschenzäitlech un Ueleg?

Réponse (18/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. De Kontrakt mat Tilray als Cannabisfournisseur ass den 3.8.2023 op en Enn komm. Am Mee 2023 gouf dowéinst en neien Appel d'offres lancéiert fir de Cannabisbarmarché. Dëse gouf vu Schroll Medical gewonnen.

Dowéinst den aktuelle Wiessel vun den Tilray op Schroll Medical Cannabisbléien.

ad 2. Et gouf probéiert, fir de Mount Juli eng gréisser Bestellung Cannabisbléien ze bestellen, fir dës Iwwergangsphas tëscht deenen 2 Fournisseuren ze iwwerbrécken. Allerdéngs ass en Deel vun där Bestellung net ukomm, an deen neie Cannabisfournisseur brauch och e bëssen, bis dass genuch Cannabisbléie fir de Lëtzebuergesche Marché produzéiert sinn.

ad 3. De Faarfcode rout/blo/giel gouf mat Tilray net „ofgeschaaft“, mee dës Optioun war mat Tilray net méiglech. Schroll Medical proposéiert ganz personaliséiert Verpackungen; fir de Gebrauch vun deene verschiddene Referenze sou erkennbar a sécher wéi méiglech ze maache fir den Apdikter an de Patient, gouf d'Optioun vum Faarfcode rout/blo/giel mat deenen neie Produite vu Schroll Medical erëm opgegraff.

ad 4. Rout: THC18 % Bléien → säit dem 19.9.2023
Blo: THC/CBD Bléien → nach keen offiziellen Datum (geplangt fir November 2023)
Giel: CBD18 % Bléien → ab Enn Oktober 2023.

ad 5. Stock u Cannabisueleg: (Stand: 18.9.2023)
Tilray THC10/CBD10, 25 ml → 140 Fläschchen
Tilray THC5/CBD20, 25 ml → 76 Fläschchen.

Voyager avec du cannabis médicinal | Question 8320 (15/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Cannabispatienten, déi an d'europäescht Ausland wëlle reesen, mussen déi hinne vum Dokter verschriwwen Quantitéit Cannabis bei sech féieren, wa si hiert d'Traitement weiderféiere wëllen. Deemno wéi laang d'Rees ass, kënn et esou eng gewësse Mass zuesammen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi eng Dokumenter muss een am Virus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an d'EU-Ausland ze huelen? Wou freet een dës un?

2. Wéi eng Dokumenter muss een am Virus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an Drëtlänner ze huelen? Wou freet een dës un?

3. Wat muss ee beuechte beim Mathuele vum Cannabis?

4. Wat ass déi beschten Ulafstell, un déi Concernéierter sech kënnen wenden, ier se fortginn?

Réponse (18/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. Fir mat medezinneschem Cannabis, wéi mat all aner medezinneschem Betäubungsmittel³¹ och, ze reesen, gëtt geroden, folgend Dokumenter bei sech ze hunn als Patient:

- eng Kopie vun der Verschreibung,
- eng Attestatioun vun der Verschreier, déi bestätegt, dass de betraffene Patient mat medezinneschem Cannabis a Behandlung ass,
- en Zertifikat vun der Gesondheitsdirektioun ënnerschriwwen.

Déi entsprechend Zertifikater sinn op der Internetsäit vun der Santé ze fannen: (<https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains.html>).

Fir an d'EU-Ausland mat Cannabis ze reesen, wier de Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical - États Schengen vum Patient a sengem Dokter auszufüllen, a mat enger Kopie vun der Verschreibung un d'Gesondheitsdirektioun ze schécken:

- per E-Mail: infostupefiants@ms.etat.lu
- per Post: Division de la pharmacie et des médicaments
2a rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

ad 2. Fir an Drëtlänner ze reesen, zielt dat selwecht, allerdéngs ass do de Certificat international pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical ze notzen.

ad 3. Medezinnesche Cannabis ass am Ausland net iwwerall als Medezinn/Medikament ugesinn, an och net iwwerall erlaabt; et soll een sech am Virus informéieren (bei auslännesche Gesondheitsautoritéiten), ob medezinnesche Cannabis als solchen erlaabt ass, mat deenen néidege Pabeieren. Et gëtt Patienten ugeroden, sech am Virus bei der Fluchgesellschaft ze mellen (wa mam Fliger gereest gëtt).

ad 4. Bescht Ulafstellen, wou Concernéierter sech kënnen mellen, iert se fortginn, si folgend:

- d'Gesondheitsdirektioun zu Lëtzebuerg (infostupefiants@ms.etat.lu),
- déi auslännesch kompetent Autoritéite vum Destinationsland,
- déi betreffend Ambassade vum Land vun der Arees.

Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse | Question 8321 (18/09/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt den Diplom, deen d'Previsionniste vun der MeteoLux op der École nationale de la météorologie zu Toulouse a Frankräich

³¹ Folgend de Guidelines for national regulations concerning travelers under treatment with internationally controlled drugs (https://www.incb.org/documents/psychotropics/guidelines/travel-regulations/Intl_guidelines_travell_study/12-57111_ENG_Ebook.pdf).

maachen, net vum Héichschoulministère unerkannt. Allerdéngs schéckt d'Direction de l'aviation civile, déi fir MeteoLux zoustänneg ass, hir Mataarbechter op déi Schoul.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Héichschoulminister, den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Minister fir den öffentliche Déngecht weiderleeden:

– Firwat schéckt de Staat Fonctionnairen eng Héichschoulausbildung maachen, déi net vum Héichschoulministère unerkannt gëtt?

– Ass d'Regierung sech dëser Problematik bewosst?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir de Problem ze léisen?

– Wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Fall, fir de Fonctionnairen dës zousätzlech Ausbildung ze remuneréieren?

Réponse (13/10/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Den zoustänneg Service vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung steet ëmmer zur Verfügung, fir och am Virfeld anere Ministèren oder Administratiounen Informatiounen iwwer d'Eligibilitéit vu Formatiounen an Diplomen en vue vun enger méiglecher akadeemescher Unerkennung ze ginn.

Den Titel vum Technicien supérieur de la météorologie, deen d'Absolvente vun der concernierter Formatioun an der École nationale de la météorologie vun Toulouse kréien, kann effektiv net an de Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, agedroen an domat net als akadeemesche Grad unerkannt ginn, well et sech ëm eng Certification professionnelle handelt, also ëm eng Qualifikatioun, déi eng Berufsausbildung um tertiären Niveau sanctionéiert. D'Formatioun ass iwweregens och net eligibel fir d'Studiebahihilfe vum Staat.

Et ass richtig, datt eng Rei Agenten, déi als Previsionniste bei MeteoLux schaffen, déi Formatioun am Kader vun hirem Stage an der Fonction publique suivéieren. Et handelt sech also an deem Kontext net ëm eng initial Formatioun, mee ëm eng spezifesche Weiterbildung fir d'Agenten, déi d'Funktioen vum Previsionniste ausüben.

Et sief bemierkt, datt net d'Direction de l'aviation civile „fir MeteoLux zoustänneg ass“, mee datt dës ee Service vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) ass. Duerch déi spezifesche Ufuerderunge bei der ANA, gi vill vun hiren Agenten am Stage op spezialiséiert Schoule geschéckt. Dës gëllt fir d'Previsionniste vum Département météorologique (MeteoLux), mee och fir d'Fluchlotsen, d'Agenten vum Département des opérations aéronautiques oder fir Mataarbechter vun den technesche Services.

D'Zil vun dësen Formatiounen ass net an éischer Hinsicht, datt de Stagiaire e gewëssen Diplom kritt, mee datt de Stagiär déi feelend spezifesche Kompetenze kritt, fir kënne seng Aarbecht ze maachen.

Am Prinzip gëtt an der Fonction publique eng Formatioun, déi während der bezuelter Aarbechtszäit stattfënnt a bei där d'Käschte vun der Schoul an de Logement vum Staat bezuel ginn, net och nach extra remuneréiert.

Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye | Question **8322** (18/09/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le grave tremblement de terre au Maroc et les inondations dévastatrices en Libye ont fait des milliers de

blessés et de morts. En Libye, la situation difficile est aggravée par la guerre civile.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération :

– Est-ce que le Luxembourg participe à l'aide humanitaire internationale au Maroc et en Lybie ?

• Si oui, quel montant le Gouvernement met-il à la disposition des victimes au Maroc, respectivement en Lybie ?

• Si non, pour quelles raisons le Luxembourg ne participe-t-il pas à l'aide humanitaire internationale ?

– Le Gouvernement peut-il garantir qu'en Libye l'aide parviendra aux personnes qui en ont besoin ?

Réponse (09/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministere de la Coopération et de l'Action humanitaire

En réponse aux appels d'urgence de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) pour la Libye et pour le Maroc, la Coopération luxembourgeoise a mis à disposition de celle-ci une contribution financière à hauteur de 600.000 EUR d'aide humanitaire, répartie à parts égales entre les deux contextes.

Dans les deux cas, l'aide sera acheminée à travers la FICR qui veillera à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en ont besoin.

Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt | Question **8324** (18/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz vum 1. August 1972 an den dozou gehéierende Reglementer ass festgehalen, dass d'Äsche vu Verstuerwenen nëmmen dierfen op ausgewisene Plazen opgehuewe ginn. De Gemengerot ka mam Averstännis vum Inneministère Plazen dofir op engem Gemengekierfecht designéieren. De Buergermeeschter/-esch huet d'Recht, fir d'Verstreeë vun den Äschen och op privatem Terrain ze erlaben. Et ass awer net erlaabt oder op d'mannst net gängeg, fir d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun doheem an enger Urn ze halen, sou wéi dat a verschidde anere Länner de Fall ass. Fir vill Matmënschen, déi ee geléifte Mënsch verluer hunn, wier et wichteg, wa si de Choix géife kréien, fir d'Äsche vun hire geléifte Matmënsche bei sech doheem dierfen halen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Artikel 3 vum Reglement vum 21. Juni 1978 (relatif à la dispersion des cendres) steet Folgendes dran:

„Nonobstant les dispositions de l'article 2, alinéa 1, le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit.“

Wéi sinn d'Termen „dispersion“ an „tout autre endroit“ vum Artikel 3 vum Reglement vum 1978 ze verstoen? Kann een dës Termen esou interpretéieren, dass et méiglech wier, fir d'Äschen an enger Urn op engem Privatterrain ze halen?

Kann ee mam aktuellen Text d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun an enger Urn behalen, falls ee Buergermeeschter/-esch d'Autorisatioun dofir gëtt?

2. An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3609 vun 2018 hunn déi deemoleg Ministeren Dan Kersch a Lydia Mutsch geschriwwen, dass d'Gesetzgebung geschwé misst un d'Entwécklung vun der Gesellschaft ugepasst ginn. Et ass awer bis haut nach net zu enger Ännerung vun de Reegele komm.

Gëtt et scho konkret Aarbechte bannent de Ministèren, fir d'Gesetz vum 1972 respektiv d'Reglementer vun 1972 an 1978 ze änneren?

– Wa jo, wéi eng Ännerunge si virgesinn, wéini goufe schonn Aarbechten dozou ofgehalen, wat sinn d'Fortchrëtter a wéi eng Zäitschinn hunn d'Ministere ginn?
– Wann nee, sinn d'Ministere net méi der Meenung, dass d'Gesetz misst moderniséiert ginn?

Réponse (09/11/2023) de **Mme Taina Bofferdig**, Ministere de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé

D'Begruewe vun den Äschen um Kierfecht, grad wéi den Depot an engem Kolumbarium an d'Verstreeën op enger Parzell um Kierfecht, sinn duerch d'Gesetz vum 1. August 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles gereegelt. D'Verstreeë vun den Äschen op enger Parzell, déi speziell dofir virgesinn ass, ass per Reglement grand-ducal gereegelt ginn. Laut dem Reglement grand-ducal vum 21. Juni 1978 iwwert d'Verstreeë vun den Äschen ass déi Parzell am Prinzip um Kierfecht, mä de Buergermeeschter kann d'Verstreeë vun den Äschen och op enger privater Propriétéit oder op all anerer Plaz autoriséieren.

Déi aktuell Legislatioun erlaabt et net, fir eng Urn op engem Privatterrain ze halen.

Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg-Saarburg | Question **8327** (19/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mat der Aktualiséierung vun de Farpläng am Dezember d'lescht Joer gouf d'Buslinn 305 (férier 157) vu Saarburg an d'Stad de Weekend komplett agestallt. Et steet keng alternativ Verbindung mam öffentliche Transport zur Verfügung. Dës Decisioun betrëfft grad an den däitschen Dierfer op där Streck esouwuel ganz vill Lëtzebuurger, déi hire Wunnuert déi Sait vun der Musel verluecht hunn, well si sech déi héich Logementspräisser hei am Land net méi leeschte kënnen, ewéi och Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen. Duerch d'Sträiche vun der Buslinn gouf dës Leit all Méiglechkeet geholl, de Weekend nach ouni Auto op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, Bekanntere ze besichen oder och nëmmen akafen ze goen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënt den Här Minister seng Decisioun, fir dës Leit de Weekend komplett vum öffentliche Transport ofzeschneiden? Gouf alternativ d'Méiglechkeet gepréift, den Takt unzepassen, respektiv déi grouss Bussen duerch Minibussen ze ersetzen? Falls jo, firwat gouf keng vun dësen Optiounen zeréckbehalen? Falls net, firwat net?

2. Kann den Här Minister begrënnen, wéi dës Decisioun sech mat deem gréngen Zil verbënnt, d'Leit ze motivéieren, méi op den öffentliche Transport zeréckzegräifen?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt déi Leit a ländleche Géigenden duerch seng Verkéierspolitick gläich duebel gestrooft ginn, well si iwwert hir Steieren den öffentliche Transport matbezuelen, deen si selwer net notze kënnen, a parallel nach vun der Steierpolitick, déi op méi héich Bensinnspräisser ofziilt, mat beaffra ginn?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Offer vum öffentliche Transport muss a Relatioun mat der Nofro stoen. Déi grenziwwerschreidend Linnen hu primär d'Zil, fir de Frontalieren eng Méiglechkeet ze bidden, op hir Aarbecht ze kommen. Sou och d'Linn 305 vu Saarburg op Lëtzebuerg.

Aus de Comptagen ass kloer ervirgaangen, dass de Weekend d'Demande ganz niddreg war. An deem Sënn fuere mir op de grenziwwerschreidende Linnen haaptsächlech just wiertes an et gouf decidéiert, net méi de Weekend ze fueren.

ad 2. Fir Leit ze motivéieren, méi op den öffentlichen Transport zréckzegräifen, ass a bleift et wichteg, e performanten öffentlichen Transport unzëbilden ënner Berücksichtigung vun der Nofro, de Käschten an der Strategie vun der Organisatioun vun der Mobilitéit.

ad 3. Den éierewäerten Deputéierte behaupt, dass déi ländlech Géigende „bestrooft“ géifen. Mee de ländleche Raum kann een net mat engem urbane Raum vergläichen. Alleng d'Densitéit vun der Populatioun ass net déi selwecht.

Ënner menger Verantwortung als Transportminister ass den öffentlichen Transport am ländleche Raum massiv ausgebaut ginn. Dat mat engem kohärente flächendeckenden Takt, enger besserer Offer am RGTR an dat bis owes spéit an och um Weekend. Zudeem ass och d'Rullmaterial der Demande ugepasst ginn. Wann een d'Offer am Kilometervolume géif mat der Populatioun a Relatioun stellen, gesäit een dat aus engem anere Bléckwénkel. Steierpolitik gëtt iwwregens net vum Transportminister gemaach.

Mobibus | Question 8328 (19/09/2023) de M. Paul Galles (CSV)

Eis ass zougedroe ginn, dass et mat der Schoulrentrée zu enger ganzer Partie Komplikatiounen beim Mobibus komm ass. Laut dem Mobibus sinn d'Informatiounen iwwert d'Passagéier vum leschte Schouljoer op dëst Joer iwwerdroe ginn, an der Praxis schéngt dat awer net de Fall ze sinn. De 15. September 2023 koom et zu immens ville Probleemer beim Transport vun de Passagéier vum Mobibus. Deemno hunn eis concernéiert Leit matgedeelt, dass Befestegungsgurter fir Rollstill an engem Mobibus gefeelt hunn, net genuch Plazen an engem anere Bus waren, et zu Verspéidunge vun deelweis iwwer 4 Stonne komm ass, d'Horairé vum Depart net gestëmmt hunn, bei engem Bus d'Batterie eidel war, ee Kand guer net ofgeholl ginn ass a beim Retour stoung ee Bus op der falscher Adress.

Den 18. Abrëll 2023 ass de Minister a senger Äntwert op d'Fo N° 0423 op aner Mëssstänn beim Mobibus agaangen an huet an deem Zesummenhang d'Probleemer mat der neier Software ugeschwat, d'Penurie u Chauffeuren an den neie Centre de compétence.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte stellen:

1. Sinn dem Minister déi genannten Tëscheffäll vum 15. September 2023 bekannt?
2. Sinn dem Minister rezent nach weider Mëssstänn beim Mobibus zougedroe ginn? Wa jo, wéi enger Natur sinn dës?
3. Sinn d'Probleemer mat der neier Software vum Mobibus entre-temps behuween?
4. Wéi gesäit den Outcome vum neie Centre de compétence aus?
5. Ass d'Penurie u Chauffeuren bei Mobibus behuween ginn?
6. Wat gedenkt d'Regierung kuerz-, mëttel-, a laangfristeg ze ënnerhuelen, fir ee méi sécheren an zuverlässigen Mobibustransport ze garantéieren?

Réponse (18/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte werft de Sujet Mobibus op, wou et zejoert eng Partie Komplikatiounen gouf, déi ënner anerem duerch d'Zentralisatioun an d'Digitalisatioun vun der Gestiou vun dësen Transporter entstanne sinn.

Déi betrafte Software gouf komplett iwwerschafft. Am Summer 2023 goufen d'Daten an en neien Envrionnement iwwerdroen, zanterhier gëtt mat deem geplangt a gefuer.

ad 1. Ewéi bei all Rentrée, säit et iwwerhaupt e spezifeschen Transport fir Kanner mat enger Beantwärtung gëtt, koom et och bei dëser Rentrée zu verschiddenen Tëscheffäll. Déi gi menges Servicer och zougedroen, entweeder vun de betrafte Kompetenzzentren wéi och vu Busfirmen.

Ech weisen drop hin, dass de Mobibus am August schonn, also virun der Rentrée, mat der neier Software fonctionéiert huet. Am Summer fonctionéiere jo d'Ateliers protégés an aner Strukturen, déi keng Vakanz hunn, an dëst huet ouni nennenswäert Tëscheffäll geklappt. Dat weist drop hin, dass d'Ufuerderungen am Schoulberäich weesentlech méi héich sinn ewéi am professionellen oder therapeutischen Beräich.

ad 2. Déi meescht Mëssstänn kommen aus dem Beräich fir an d'Kompetenzzentren, manner fir an déi aner Strukturen.

A vereenzelte Busse waren net iwwerall déi richteg Fixatiounsgurten. Ursach: Bei der Migratioun vun den Date waren net direkt all Elementer eriwuerge droe ginn, dës Problem gouf awer direkt mat den néidegen Zousatzinformatiounen un d'Busbetreiber behuween. Verschidde koom et trotzdem nach zu Onstëmmegkeeten, déi awer éischer op mënschlech Inadvertancen zréckzeféiere sinn.

Verspéidunge goufen och gemellt, mee och déi tauche bei all Rentrée op. D'Ursache sinn ënnerschiddelech (Verkéier, ze laang Trajeten, mënschlech Feeler) an d'Léisung mussen jee no Ursach ëmgesat ginn.

Verschidde Famillje kloen och iwwer ze laang Trajete fir e Kand, oder dass hiert Kand ze fréi ofgeholl gëtt; anerer fannen hiert Kand géif ze spéit ofgeholl ginn, well se wëlle schaffe fueren. Bei engem kollektiven Transport, deem nach un esou vill aner Contraintë gebonnen ass, kritt een dat schwéier ënnert en Hutt.

ad 3. Jo.

Wéi schonn erwäant, sinn déi méi reegelméisseg Faarte virun der Rentrée gutt gelaf. Wann et elo nach Probleemer gëtt, da läit dat net un der Software, mee dorunner, dass een eigentlech reegelméisseg Schoultransport engersäits mat engem garantéierten a stabelen Horaire soll fueren, an anerersäits, ëmmer méi op Mooss soll fonctionéieren an eng grouss Flexibilitéit a Reaktivitéit bidden. Dat ass en enormen Challenge, well deem enge Schüler seng Flexibilitéit kann op engem anere Schüler seng Käschte goen.

Ech erënneren drun, dass:

- am Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwer d'Kompetenzzentren rieds geet vun engem „transport scolaire“, deem ze assuréiere wier, ouni weider Prezisiounen, wat dat bedeit, an deemno Interpretatiounsspillraum léisst,
- de Mobibus laut Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwer den öffentlichen Transport ënnert d'Definitioun vun engem Service „régulier“, „spécialisé“ a „spécifique“ fält an net ënner e Service „à la demande“,
- am Gesetzesprojet 8005 iwwer d'Spezialtransporter déi betrafte Schüler sollen esou e „service de transports spécifiques réguliers spécialisés“ zegutt hunn.

ad 4. Et ass net ersichtlech, wéi ee Centre a wat mat Outcome gemengt ass.

ad 5. Neen. D'Ressourcen, wat souwuel Chauffeuren ewéi och Minibussen ugeet, sinn un hire Limiten ukomm. Dat féiert elo schonn zu punktuellen Probleemer. Nach ganz rezent, Ufank Oktober, huet eng Busfirma ugekënnegt, dass se fir den Dag drop muss 2 Tier zesummeleeën, well fir deen Dag net genuch Chauffeuren disponibel waren.

ad 6. Déi Fro muss sech déi zukünfteg nei Regierung stellen.

A mengen Ae schéngt et mir onerlässlech:

- sech iwwer méi prezis Krittären a Reegele Gedanken ze maachen,
- wéi vill Flexibilitéit en zentral organiséierten Transport iwwerhaupt kann zuverlässig bidden,
- a wéi engen Delaien Ännerunge vu geplangte Buslinne kënnen ëmgesat ginn,
- wéi eng Moyenen een dofir brauch (Leit bei den diversen Entitéiten, Logiciellen, Bussen a Chauffeuren).

Och sollt een iwwer eng dezentraliséiert Organisatioun nodenken, esou wéi dat am Ausland oft üblech ass, falls iwwerhaupt en Transport zur Verfügung gestallt gëtt. Do gëtt et Beispiller, wou deen z. B. vun de Behindertenwerkstätten oder Förderschulen organiséiert gëtt, an net esou en zentral organiséierten Transport ewéi zu Lëtzebuerg. De Virdeel dovunner ass, dass d'Centrë vill besser wëssen, wat d'Bedürfnisser vun de betrafte Persounen sinn.

SMA (Service moyens accessoires) | Question 8329 (19/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Mir ass zu Ouere komm, dass eng Fra mat ageschränkter Mobilitéit, op engem Freide bei der SMA (Service moyens accessoires) Bescheid ginn huet, dass hiren Apparat, fir Persounen ze hiewen, füttigaangen ass. Doropshin huet d'SMA gesot, dass si réischt méindes ee laanschtschécke kënnen, fir sech de Problem anzekucken. Op Nofro, firwat dat sou wier, sot d'SMA, déi ënnert der Krankekeess ugegliddert ass, dass d'Krankekeess kee Budget zur Verfügung stellt, fir Permanenzen iwwert de Weekend oder Feierdeeg ze garantéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gärfolgend Froen stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, firwat d'Krankekeess der SMA kee Budget fir Permanenzen iwwert de Weekend a Feierdeeg zoukomme léisst an op wéi eng Manéier an deem Zäitraum während enger Urgence kann intervenéiert ginn?
2. Gesäit d'Regierung vir, sou Situatiounen an Zukunft ze vermeiden? Falls jo, op wéi eng Manéier? Falls net, firwat net?

Réponse (10/11/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Relatiounen tëschen der Gesondheitskeess (CNS) an dem Service moyens accessoires (SMA) ASBL, sinn duerch eng Konventioun gereegelt. D'CNS hat op Ufro vum SMA hin hiert Averstännis fir eng Permanence ausserhalb vun den Öffnungszäite vum SMA a während de Weekender fir den Depannage vun de Sauerstoffkonzentratoren ginn.

No der Feststellung, dass de Volume vun dëser Aktivitéit ganz limitéiert bliwwen ass, ass d'Entscheidung geholl ginn, dass dës Volet un d'Firma Dussmann soll sous-traitéiert ginn. Aktuell besteet also eng Permanence fir déi besote Sauerstoffkonzentratoren, och

wann se net direkt vum SMA assuréiert gëtt, mee vun enger externer Firma.

Doriwwer eraus huet d'CNS keng Demande fir e Budget fir d'Erweiterung vum Permanenceservice op weider technesch Hëllef kritt. Allerdéngs ass d'CNS oppen, fir eng Diskussioun zu dësem Sujet ze féieren.

Pénurie d'antibiotiques | Question **8330** (19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?
- 2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?
- 3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour³², soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE.

³² L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (*Streptococcus pyogenes*) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aiguë). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.³³

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinés aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusque 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment

³³ Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. *Cochrane Database Syst Rev* 2017, Sep7;9(9).

sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

Droits de cabaretage | Question **8332** (20/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geschäfte, déi zu Lëtzebuerg wëllen Alkohol verkafen, brauchen dofir eng Schanklizenz (Licence de cabaretage). D'Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets reegelt de System esou, dass d'Unzuel u Schanklizenze begrenzt ass un d'Awunnerzuel vun enger Gemeng. D'Lizenze kënnen, soubal se am Besët vun enger Firma sinn, fräi um Marché verlount ginn. D'Reegel huet awer de perversen Effekt, dass verschidde Firmen sech konnten iwwer Joerzëngten ee lukrative Quasimonopol sécheren, well se där Schanklizenzen a Massen horden.

Scho viru 17 Joer gouf an enger parlamentarescher Fro (N° 1032) kritiséiert, dass dës Reegel vill Leit dovunner ofhält, fir eegestänneg ze ginn, well d'Ausléine vun de Konzessiounen vill Geld kascht an d'Caféë meeschtens vum Grouss Händler, deem am Besët vun der Lizenz ass, virgeschriwwen kréien, wéi eng Produkter si ze verkafen hunn. Dem fräien Unternehmertum sinn esou Grenze gesat. Domadder stäerkt d'Gesetz grouss Monopoler, wat och dem deemolege Justizminister Luc Frieden a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro net entgaangen ass, mee wougéint bis haut awer vu kenger Regierung eppes ënnerholl gouf:

„C'est ainsi que bon nombre de droits de cabaretage, qui avaient originellement été accordés à des particuliers ou à des sociétés ont été rachetés par les brasseries locales.“

Begrënt gëtt d'Reegel vum Gesetz doduerch, dass ee mam Lizenzsystem den exzessiven Alkoholkonsum wéilt aschränken an esou d'Gesondheet vun de Leit wéilt schützen. Oder, wéi den deemolege Justizminister geschriwwen huet: „La ratio legis de cette législation spécifique était et continue d'être la protection contre l'abus de boissons alcooliques.“ Den Donnéeë* vun der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) no loun den Alkoholkonsum pro Persoun hei am Land

- 1988 bei 15,11 Liter;
- 1990 bei 15,08 Liter (nom Akraaftriede vum Gesetz vum 1989);
- 2006 bei 12,5 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Restauranten ze fëmmen);
- 2014 bei 11,42 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Caféen ze fëmmen);
- 2019 bei 11 Liter.

Als Vergläich, eis Noperen an der Belsch weisen dës Zuele vir:

- 1988 bei 12,52 Liter;
- 1990 bei 12,08 Liter;
- 2006 bei 10,94 Liter;
- 2014 bei 10,57 Liter;
- 2019 bei 9,15 Liter.

Tëschent 1988 an 2019 ass de Konsum souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an der Belsch ëm ronn 27 %

erofgaangen. Et kann een deemno also net be-
haapten, dass d'Afféiere vun de Schanklizenzen een
Impakt op den Alkoholkonsum gehat hätt.

* [https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/alcohol-recorded-per-capita-\(15-\)-consumption-\(in-litres-of-pure-alcohol](https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/alcohol-recorded-per-capita-(15-)-consumption-(in-litres-of-pure-alcohol)

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir
Mëttelstand a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schanklizenze sinn aktuell hei am Land am
Émlaf, opgelëscht no Gemeng, a wéi huet sech d'Zuel
am Laf vun der Zäit (1989, 1990, 2006, 2014, 2019 an
2022) entwéckelt?

2. Wéi gesäit et mat de Besëtzerhältnissen bei de
Schanklizenzen aus: Wéi enge 5 Firme gehéieren déi
meeschte Schanklizenzen (opgelëscht pro Firma, ano-
nymiséiert, falls d'Firmennimm net wëlle genannt
ginn)?

3. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung an de
leschten 10 Joer ëmgesat, fir den „abus de boissons
alcooliques“ ze reduzéieren? Ab wéi engem Moment
schwätzt ee vun engem Abus?

Réponse (24/10/2023) de Mme Yuriko Backes, Mi-
nistre des Finances

Am Tableau heidrënner sinn d'Zuele vun de Schank-
lizenzen opgelëscht, déi an de Joren 2006, 2014, 2019
an 2022 am Émlaf waren. Fir d'Joren 1989 an 1990
sinn Zuelen ënnert där Form net disponibel.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parle-
mentaire ou sur www.chd.lu.)*

Am 2. Tableau sinn déi 5 Gesellschaften mat de
meeschte Schanklizenzen op den 31.12.2022 opge-
lëscht:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlemen-
taire ou sur www.chd.lu.)*

Am Januar 2020 huet d'Regierung den éischte „Plan
d'action luxembourgeois de réduction du mésusage
de l'alcool (PALMA)“ ugeholl.

Dëse Plang huet als Zil, de Mëssbrauch vum Alkohol
ze reduzéieren an en Émfeld ze schafen, dat et er-
laabt, e gesonden a rasonnabelen Émgang vis-à-vis
vum Alkoholkonsum ze féerden a virun allem déi
jonk Leit ze schützen. Et geet hei och drëm, eng ko-
ordinéiert Prise en charge vun de Persounen ze orga-
niséieren, déi therapeutesch Hëllef brauchen, fir vun
enger Alkoholsucht lasszekommen an hir Familien an
deem Kampf mat ze ënnerstëtzen.

Do dernieft lancéiert de Santéministère reegel-
méisseg Sensibiliséierungscampagnë fir de grouesse
Public a schafft an Zesummenaarbecht mam konven-
tionéierte Secteur.

Wann ee vun Abus schwätzt, muss ee verschidde
Facteure berécksiichtegen. Dat si gesellschaftlech
Komponenten oder och nach d'Offer an d'Accessi-
bilitéit vun alkoholesche Produiten, déi um Marché
ugebuede ginn. Dozou kommen nach individuell
Facteure wéi den Alter, d'Geschlecht, dat familiäert
Émfeld oder nach de sozioekonomesche Kontext vun
der Persoun.

Fir déi gesondheetlech Risiken, déi vum Alkoholkon-
sum ausginn, ze reduzéieren, réit d'Santé de Fraen,
net méi wéi e Glas Béier (25 cl) oder Wäin (10 cl) den
Dag ze drénken. Männer sollen net méi wéi zwee
Glieser den Dag konsuméieren. Jonk Leit tëscht 18
an 20 Joer solle manner drénke wéi Erwuessener, well
d'Entwécklung vum Gehier bis dohinner nach net of-
geschloss ass. Et soll een och op d'mannst 2 Deeg an
der Woch guer keen Alkohol konsuméieren.

.....
**Accès aux mines | Question 8335 (20/09/2023) de
M. Georges Mischo (CSV)**

Depuis un certain temps, les entrées des mines sus-
citent un intérêt grandissant auprès de groupes orga-
nisés, qui s'introduisent dans les galeries pour des
raisons récréatives. Sur base d'un échange avec les
communes françaises frontalières, une réunion a eu
lieu avec des représentants d'ArcelorMittal, proprié-
taire des terrains. Lors de cette réunion, plusieurs
questions et remarques ont été soulevées afin de
pouvoir résoudre cette problématique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les ques-
tions suivantes à Madame le Ministre de l'Environne-
ment, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur
le Ministre à la Grande Région :

1) Est-ce que la législation environnementale limite le
propriétaire des terrains dans ses moyens afin de sécu-
rifier les entrées en mine ?

2) Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'un projet
de loi sur les mines est en cours de rédaction par les
services de l'ITM ?

3) Dans l'affirmative, les communes concernées pour-
ront-elles être impliquées dans la rédaction de ce pro-
jet de loi ?

4) Étant donné que la problématique est de nature
transfrontalière, est-ce que le ministre en charge pren-
dra-t-il contact avec les autorités françaises afin de se
concerter ?

Réponse (24/10/2023) de M. Georges Engel, Ministre
du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et
solidaire | **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande
Région | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environne-
ment, du Climat et du Développement durable

ad 1) La législation environnementale ne constitue nul-
lement un frein aux mesures de sécurisation des mines
visant à interdire au public l'accès des sites miniers. Les
ouvertures, telles que les entrées ou sorties, peuvent et
doivent faire l'objet d'une sécurisation empêchant
l'accès du public, telle que l'utilisation de clôtures anti-
intrusion.

En revanche, les mesures et dispositifs techniques à
mettre en œuvre pour la sécurisation des sites miniers
doivent, à l'instar de tous autres travaux, tenir compte
des dispositions légales et réglementaires existantes
en matière environnementale le cas échéant appli-
cables, dont la loi modifiée du 18 juillet 2018 concer-
nant la protection de la nature et des ressources
naturelles.

ad 2) Les services de l'ITM sont à présent bien en
charge de rédiger un premier avant-projet, en tant que
document de base pour l'élaboration d'un futur projet
de loi, lequel impliquera encore des discus- sions avec
les ministères concernés et autres parties prenantes.

Cette réforme est importante, alors que la fin de l'in-
dustrie extractive des mines dans notre pays laisse en-
tiers nombre de problèmes résultant des anciennes
exploitations, dans cette nouvelle ère dite de « l'après-
mine ».

La fermeture des anciennes exploitations minières
n'induit pas en effet la disparition définitive des risques
et des nuisances qui en résultent. Même non exploités,
ces anciens sites peuvent engendrer des désordres ou
des nuisances susceptibles de porter atteinte à la sécu-
rité des personnes et des biens situés dans l'emprise
des travaux miniers, ou de perturber l'utilisation pos-
sible des terrains impactés.

Pour affronter ces défis contemporains, notre législa-
tion apparaît comme étant largement surannée. Héritage du droit napoléonien, notre législation mi-
nière n'a en effet quasiment pas évolué, au contraire
du droit français notamment.

La loi modifiée du 21 avril 1810 concernant les mines,
les minières et les carrières, reste la législation princi-
pale en la matière. La dernière loi importante interve-
nue remonte à 1975 et ne comporte que des aménagements de la loi du 12 juin 1874 sur le régime
des mines et minières de fer.

Dans ce contexte, l'ITM a donc effectivement été char-
gée d'élaborer un avant-projet de loi ayant pour objet
la rétrocession à l'État des concessions des mines et la
sécurisation des sites miniers.

ad 3) Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi,
des consultations sont prévues pour enrichir le texte
portant la réforme souhaitée, recueillir les avis et ré-
flexions, et anticiper l'application concrète sur le ter-
rain de la loi en gestation. À ce titre, les communes
concernées seront bien entendu consultées, et égale-
ment plus largement au travers du Syvicol.

Cet aspect est d'autant plus important que l'un des vo-
lets du projet de loi en préparation est celui de la ges-
tion et de la prévention des risques miniers, impliquant
une coopération accrue des autorités publiques
concernées afin d'établir un plan d'action et de coor-
donner leurs interventions.

À noter que pour le cas où les représentants de l'ITM
auraient été invités à la réunion qui a eu lieu entre les
représentants des communes respectives et d'Arcelor-
Mittal, ceux-ci auraient également participé à ladite
réunion.

ad 4) L'ITM a déjà eu l'occasion d'avoir des échanges
avec les autorités françaises et il est confirmé qu'un
dialogue sera mené entre les services du ministre et les
autorités françaises dans le contexte de l'élaboration
d'une législation sur « l'après-mine ». De plus, cette
question pourrait être abordée, si besoin est, dans le
cadre des travaux de la Commission intergouverne-
mentale pour le renforcement de la coopération trans-
frontalière franco-luxembourgeoise.

Il est en particulier important que la mise en sécurité
des ouvertures et des orifices des mines s'applique
également dans le cadre des zones frontières souter-
raines, afin d'empêcher tout accès non autorisé en di-
rection ou en provenance de galeries situées sur les
territoires des États voisins du Grand-Duché de
Luxembourg.

.....
**Système de facturation électronique Peppol |
Question 8336 (21/09/2023) de M. Jean-Paul Schaaf
(CSV)**

Mam neie Bezuelssystem Peppol soll op de Gemengen
den administrativen Opwand verringert, a soumat
insgesamt d'Aarbecht vun dem Gemengepersonal ver-
einfacht ginn. D'Fournisseure brauchen dann och keng
Rechnunge méi a Pabeierform eranzeschécken. Et ass
awer esou, dass all déi Rechnunge mussen op de Ge-
mengen erausgedréckt ginn, fir hannert de Mandat de
paiement ze heften, an dat, obwuel se am Gescom all
digital hannerluecht sinn. Dëst ass, laut mengen Infor-
matiounen, eng Demande vum Contrôle financier vum
Inneminister a bedeit e grouesse Pabeierverbrauch a vill
administrativen Opwand.

An dësem Zesammenhang géif ech der Madamm In-
neministesche gären eng Rei Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch meng Informatiounen
confirméieren?

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Wa jo – firwat mussen all dës Rechnungen op de Gemengen erausgedréckt ginn?

– Wa jo – kéint een hei net op d'Erausdrécke verzichten, dat am Sënn vum Naturschutz an engem verréngerten administrativen Opwand?

Réponse (23/10/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

D'Fro vun der Presentatioun vun de Pièces comptables stellt sech allerdéngs net just um Niveau vum Contrôle, mee och bei de Schäfferéit.

Fir d'Schäfferéit ass et onëmgänglech, dass si beim Ënnerschreiw vum de Mandats de paiement an den Titres de recettes Accès op d'Rechnungen an aner Pièces justificatives hunn. Si selwer mussen zu deem Moment novollzéie kënnen, wat fir Ausgabe si mat hirer Ënnerschrëft veruerdnen a wat fir eng Recetten si andriewe loosse.

Wat dono de Contrôle vun de Gemengekonten ugeet, do ass et weesentlech, dass déi digital Presentatioun vun de Pièces comptables de Contrôle op d'mannst genee esou gutt erméiglecht, wéi dat aktuell bei der Pabeierdokumentatioun de Fall ass. Dofir muss et méiglech sinn, fir all Budgetsartikel d'Mandats de paiement an déi entspreichend Rechnungen an aner Pièces justificatives fortlaufend op engem Bildschirm ze gesinn. Dat géllt selbstverständlech och fir d'Titres de recettes vun de Gemengen.

De System Peppol kann awer just richtig funktionéieren, wann déi informatesch Systemer am Gemengesector esou konfiguréiert sinn, dass d'Consultatioun vu sämtleche Rechnungen an alle Pièces justificatives méiglech ass, souwuel beim Ënnerschreiw vum de Mandats de paiement an den Titres de recettes, wéi och beim Contrôle vun der Comptabilitéit duerch d'Agente vum Innenministerium.

E weidere Bausteen an deem Sënn ass déi gesetzlech Aféierung vun der elektronischer Ënnerschrëft, déi am Ablack nach um Instanzeweeg ass.

Enfants ukrainiens déportés en Russie | Question 8337 (21/09/2023) de M. Claude Wiseler (CSV)

Dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a thématiqué, une fois de plus, le destin tragique des enfants ukrainiens déportés en Russie. Dans son discours il a accusé la Russie de commettre un « génocide » en Ukraine.

Dans ce contexte que je désire poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

– De quelle façon le Luxembourg compte-t-il intervenir auprès des instances internationales, afin de trouver le plus rapidement possible une solution qui permet de ramener les enfants ukrainiens déportés en Russie dans leur pays d'origine ?

Réponse (19/10/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a fermement et à de multiples occasions dénoncé dans les organisations internationales le programme de déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie et d'adoption forcée d'enfants ukrainiens par des familles russes, en particulier au sein des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. Le Luxembourg restera résolument engagé aux côtés de l'Ukraine et des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux ainsi que des juridictions internationales pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et intensifier les efforts visant à garantir la protection effective des droits des enfants d'Ukraine.

À cette fin, le Luxembourg est notamment très engagé au niveau du Conseil de l'Europe, pour lequel la déportation des enfants ukrainiens vers la Russie constitue une violation flagrante des droits humains et une forte priorité dans le cadre de son soutien à l'Ukraine. Ceci a été rappelé lors du sommet du Conseil de l'Europe de Reykjavik par les 46 chefs d'État et de Gouvernement

avec la Déclaration sur la situation des enfants d'Ukraine, adoptée le 16 mai 2023. Le Luxembourg soutient pleinement la mise en œuvre de cette déclaration.

Afin d'aider à documenter et à enquêter sur un large éventail de violations et d'exactions perpétrées par la Russie sur le territoire de l'Ukraine au préjudice d'enfants ukrainiens, le Luxembourg a aussi apporté son soutien à l'invocation du mécanisme de Moscou de l'OSCE portant sur le transfert et l'expulsion forcés d'enfants ukrainiens vers la Russie, ainsi qu'aux travaux de la commission d'enquête sur l'Ukraine mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le Luxembourg apporte également un soutien politique et financier au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Madame Virginia Gamba, dont les équipes documentent les violations des droits des enfants dans les conflits armés, y compris en Ukraine. Le Luxembourg continuera d'appuyer tout mécanisme et organisation internationale en vue d'enquêter sur le sort des enfants ukrainiens déportés en Russie, ceci afin de garantir le droit à la vérité, à la justice et à la réparation pour les victimes.

La Cour pénale internationale a délivré, le 17 mars 2023, des mandats d'arrêt à l'encontre du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et de la Commissaire aux droits de l'enfant au sein du cabinet du Président de la Fédération de Russie, Maria Lvova-Belova, en estimant qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la responsabilité de chacun des suspects est engagée pour le crime de guerre de déportation illégale de population et du crime de guerre de transfert illégal de population depuis certaines zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, ces crimes ayant été commis à l'encontre d'enfants ukrainiens. Le Luxembourg continue d'appuyer les travaux menés par le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale en Ukraine. Le Luxembourg a fait une contribution volontaire de 100.000 euros au Bureau du procureur de la Cour pénale internationale dans ce contexte.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799